

<b>CARTULAIRE DE L'ÉVÊCHÉ DE FRÉJUS <i>Volume 1</i></b> <b>Transcription Élisabeth SAUZE</b>
---

/1 Fondement des droits de l'evesché de Fréjus

Pour une plus grande cognoissance des droitz de cette evesché de Fréjus, il faut remarquer que, par les annales et archives du Roy en Provence, est notté et recueilly (où ne se peut trouver plus anciennement remarqué) que certain comte de Provence dict Gilbert, marié avec la comtesse de Givaudan dicte Tiburgie, avoir regné et commandé audit pays en l'année mil quatre-vingts et d'iceux estre sorties et dessendues deux filles, l'une nommée Fetide, quy feust despuis mariée à Idelphonce comte de Tholose, et l'autre nommée Douce, quy feust mariée à Berenguier Raymond comte de Barcollonne et Catalongne. Desquelz Raymond et Douce sortirent trois filz, l'un dit Raimond Berenguier, comte dudit Barcollonne, quy feust marié avec la princesse Petronille, fille du roy d'Aragon ; l'autre filz dud. Gilbert feust comte de Provence et l'autre troiesime filz dudit Berenguier estoit appellé par substitution /<sup>1<sup>n</sup></sup> testamentaire audit comté de Provence en cas que ledit Gilibert décédast sans enfens et deffailans audit Gilbert estoient appellés audit comté de Provence les filz dudit Raymond Berenguier comte de Barcelonne, qui eust un filz dit Idelphons, roy d'Aragon.

Et ledit Gilbert comte de Provence feust marié avec Gilberte et eust une fille unique nommée Estiennettes, qui feust mariée avec Raymond des Baux et ledit Gilbert venant à decéder laissant ceste seulle fille Estiennette, ne se trouvant aucuns enfens masles, se trouva ladite Estiennette avoir eu dudit Raimond des Baux quatre enfens masles nommés Hugues, Guillaume, Bertrand et Gilbert, lequels, comme nepveus dudit Gilbert, se saisirent de ladicte comté de Provence, laquelle en après leur feust ostée par le jeune Raimond Berenguier troiesime de ce nom, filz dudit Berenguier Raimond comte de Barcelonne et de ladite Douce, qui estoit appellé par ladite substitution en deffaut des masles à succéder audit comté de Provence.

Iceluy Berenguier au commencement et en l'année mil cent cinquante composita et quita ausditz des Baux certaines places dudit comté par le moyen de Raimond Berenguier son ayeul comte de /<sup>2</sup> Barcelonne et ce jeune Berenguier osta despuis audit des Baux toutes lesdictes places ainsy par luy quittées, (en) lequel recouvrement feust fait en l'année mil cent soixante-deux par l'appuy de l'empereur Frédéric, oncle de Rixande femme dudit Berenguier le jeune, que d'abondant se saisit du comté de Forcalquier et du comté d'Arles et tint iceux en souveraineté par permission et déclaration dudit empereur quy luy remist ladite souveraineté. Et moureust ledit Berenguier au devant de la ville de Nice d'un coup de trait d'arbaleste et laissa un filz unicque dit Alphonce.

Lequel Alphonce décedda comte de Provence sans aucuns enfens, dont Idelphonce roy d'Aragon, filz desditz Raimond Berenguier comte de Barcelonne et ladite Petronille fille du roy d'Aragon, se saisit dudit comté de Provence et terres adjacentes comme plus prochain et cousin germain dudit Alphonce, lequel Idelphonce despuis remist iceluy comté à Sancius son frère, lequel Sancius venant à decéder sans enfens ledit Idelphonce dereschef saisit ledit comté.

Sur laquelle ressaisie feut un gentilhomme dit Boniface de Castellanne, sieur de ladite ville et lieux en deppendans, lequel se rebella contre ledit /<sup>2<sup>n</sup></sup> Idelphonce, quy, voulant dompter et réduire à son obéissance ledit de Castelanne, dressa quelque armée pour l'aller assaillir ou assiéger dans ladite ville de Fréjus, dans laquelle estoit l'evesque dudit lieu frère dud. Castelanne, lequel avec les habitans et sans le vouloir des consulz desnièrent passage audit Ydelphons et luy voulans résister

feurent prins par assaut et l'evesque et plusieurs autres principaux dudit Fréjus condamnés et exécutés à mort et les biens d'iceux déclarés confisqués, réunis et incorporés au domaine dudit comte.

En quoy feurent compris tous les biens et notables droits que lesdits premiers et anciens comtes dudit pays avoient donnés ausdits évesques de Fréjus. Cependant ledit Ydelphons nomma à nostre saint père le pape Clément troisieme un confesseur qu'il avoit, nommé frère Raymond, pour estre pourveu dudit évesché de Fréjus comme il feut, auquel ledit Ydelphons restitua entièrement la juridiction et luy octroya d'autres beaux et notables et proffitables privilèges, ce quy feust fait et passé en l'année mille cent quatre vingt-neuf et entre autres choses données audit frère Raymond feurent lesdits droitz que proviendroient des condamnations de tous ceux de son /<sup>3</sup> diocèse quy se trouveroient attaintz et convaincus du crime d'hérésie, sans toutesfois qu'il eust pouvoir iceux faire punir corporellement ains par bannissement perpetuel ou à temps après deues et salutaires exortations, ce que fut octroyé en l'année mille cent quatre vingtz-trese.

Et ledit Idelphons roy d'Aragon eust trois enfens masles, l'un nommé Pierre, premier desditz trois, auquel par testament il laissa ledit royaume d'Aragon et le comté de Barcelonne, et au second de sesdits filz nommé Ydelphons laissa ledit comté de Provence et terres adjacentes et son troisieme filz nommé Ferando feust mis dans un monastère. Et ledit Idelphons second de ce nom feut marié avec Géronde, fille du comte de Forcalquier, lesquelz eurent un filz nommé Berenguier comte de Catalogne, de Provence et terres adjacentes. Lequel Berenguier feut marié avec Beatrix, sœur du comte de Savoye, quy eurent quatre filles de ce mariage : l'une et première nommée Marguerite feut prinse en mariage par le feu roy de France saint Louis en l'année mil deux cens trente-quatre, l'autre et seconde fille dicte Eleonor feut mariée avec Richard roy d'Angleterre, l'autre et troisieme nommée Sance feut mariée à un frère dudit roy d'Angleterre et la dernière nommée Béatrix feut mariée avec Charles d'Anjou frère dudit /<sup>3</sup> roy saint Louis, auquel Charles d'Anjou ledit comté de Provence, Forcalquier et Arles demeurèrent en souveraineté et il eut grand guerre audit Provence, vainquit les Marseillois et autres à luy rebelles, conquist par armes le royaume de Cicilles et l'osta à Manfroy, filz naturel de l'empereur Frédéric, et desconfit Conrado dudit Frédéric quy luy vouleust oster ledit royaume de Cicilles et forcé en l'année mille deux cens soixante-huict.

Et pour ce que l'histoire cy-dessus sommairement proposée sur l'origine et généalogie desditz comtes de Provence n'a esté icy descourue que pour servir de fondement et clairté des droitz dudit évesché de Fréjus, reprenant le nom et le temps dudit Idelphons second de ce nom comte de Provence et faisant iceluy Idelphons mention de ses antécresseurs comtes dudit pays quy avoient fait le semblable déclara en l'année mille deux cens trois qu'il donnoit, quittoit et transportoit par dévotion, charité, repentance et don pitoyable aux évesques de Fréjus présents et advenir tous et chacuns les droitz de domaine et fermes royaux, pouvoirs, autorités, juridictions, préeminences, surintendances, franchises et libertés de l'exercice de la justice haute, moyenne et basse en mère et mixte impère, civilement et /<sup>4</sup> criminellement, pour quelque occasion, contrat ou affaire quel que soit, ensemble sur tous et checuns les subjectz habitans ou personnes trouvées audit Fréjus et autres lieux dépendans dudit évesché respectivement, fors et excepté la provision et exécution des sentences criminelles données par les officiers dudit évesque portant condamnation de mort ou de mutilation de membres, laquelle provision et exécution vient à estre remise par les officiers dudit sieur évesque au juge royal auquel proprement appartient telles prononciations et exécutions séculières et temporelles, sans néantmoins que lesditz officiers royaux se puissent audit cas attribuer ou approprier aucunes amandes civiles ou

criminelles ou aucunes confiscations ou quelques autres sortes de peynes et condamnations pécuniaires, lesquelles sont esté pareillement données et réservées par lesdits comtes de Provence ausditz sieurs évesques de Fréjus avec lesditz droitz de domaine et fermes de jurisdiction et exercice de ladite justice et les parolles de ladite donation dudit sieur comte Idelphons sont en latin de la tenneur que s'ensuit :

Donation d'Idelphons comte de Provence<sup>1</sup>

/<sup>4r</sup> Ea quae aguntur ideo in scriptis rediguntur ne in posterum valeant deperire quia igitur nobis cordi et utilitati et honori ecclesiarum quae in nostro sunt comitatu constitutae jugiter providere ad honorem [ei] omnipotentis et beatae Virginis. Ego Idelphonsus, Dei gratia comes et marchio Provinciae, dono, laudo et concedo tibi Raymundo, Dei gratia Forojulensi episcopo, fidei nostro et omnibus successoribus tuis in perpetuum omnes justicias hominum qui sunt vel erunt in posterum in tenamento Forojulensis ecclesiae, sive sint in civitate Forojulii sive extra in castris vel villis ad episcopatum vel ad praeposituram pertinentibus, sive sint clerici vel laici vel milites vel rustici, viri vel feminae, ex quocumque contractu vel ex quacumque causa proveniant, firmiter inhibentes quod nec ego nec aliquis successor noster vel bajulus noster vel successorum nostrorum vel aliquis omnino hominum in praedicta civitate, villis vel castris ad dictam ecclesiam in presenti vel in futuro pertinentibus aliquas firmantias accipere vel aliquas justicias possit vel debeat exigere vel exercere. Tu vero et successores tui possitis prout vobis visum fuerit negotia universa que in dicta terra acciderint examinare et justicias accipere tibi et successoribus et ecclesiae tuae pro futuro<sup>2</sup>. Quia vero reos sanguinis ministris Dei non est honestum /<sup>5</sup> puniri, idcirco eos nobis et successoribus nostris specialiter reservamus et ita intelligimus ut, si forte aliquis vel aliqua propter aliquod crimen commissum sit membris truncandus vel ultimo supplicio afficiendus, postquam in auditorio tuo vel successorum tuorum convictus vel confessus fuerit, nobis vel bajulis nostris, bonis omnibus ejus tibi et ecclesiae tuae retentis, tradatur prout justum fuerit puniendus. Nolumus enim aliqua occasione sumpta nobis et successoribus nostris ut in bonis damnatorum aliquid liceat sperare.

Actum est hoc anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo tercio, indictione quinta, luna tercia decima, mensis novembris feria quinta, in domo beatae Barbae. Datum per manum magistri Guillelmi qui mandato comitis Provinciae hanc cartam scripsit et ejusdem comitis sigillo corroboravit. Testes sunt Pontius Petrus de Albanis, Guilhermus de Montoliu<sup>3</sup>, Gauffridus Rostagni Durelle, Guilhermus de Cotingnac, Loup Vehona. Signum domini comitis Provinciae, signum magistri Guillelmi +.

Confirmation de la donation susdite par Raymond Berenguier comte de Provence  
filz d'Idelphons<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Acte signalé par F. Benoit, *Recueil des actes des comtes de Provence*, n° 26 ; édité par Albanès, *Gallia christiana novissima. Province d'Aix. Instrumenta ecclesiae Forojulensis*, n° XVI, col. 207-208. L'original est perdu. Les archives du comté de Provence en conservent quatre copies des XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles (A.D. Bouches-du-Rhône, B 11, f° 211v ; B 2, f° 11 ; B 143, f° 17 ; B 1233, f° 69).

<sup>2</sup> futuras

<sup>3</sup> Montolui

<sup>4</sup> Acte signalé par F. Benoit, *Recueil ...*, n° 80, et par Albanès, *Gallia...*, n° XX, col. 211, d'après le vidimus du 26 février 1438, A.D. Bouches-du-Rhône, B 11, f° 213v.

In nomine Domini, anno incarnationis /<sup>5</sup> ejusdem millesimo ducentesimo vicesimo quarto, mense augusti, regnante Federico imperatore, notum sit omnibus hominibus quod nos Raymundus Berengarius, Dei gratia comes et marchio Provinciae et comes Forcalquerii, habito consilio et tract[at]u totius nostrae curiae, quia nobis cordi est ampliare beneficia et immunitates ab antecessoribus nostris concessa vel concessas ecclesiis et piis locis, concedimus, laudamus et confirmamus privilegium sive immunitatem quod vel quam pater noster Idelphonsus piae memoriae dedit et concessit specialiter episcopo Forojuliensi Raymundo et Forojuliensi ecclesiae secundum quod patet per instrumentum publicum bulla patris nostri signatum et datum per manum magistri Guilhelmi ipsius publici notarii, quod videlicet instrumentum ad perpetuam rei firmitatem habens precipimus in hoc instrumento de verbo ad verbum inserendam, cujus tenor talis est : « Ea quae aguntur ideo in scriptis rediguntur ne imposterum etc. » ut supra.

Nos vero Raymundus Berengarius, comes Provinciae supradictus, volentes omnia a supradicto patre domino Idelphonso ecclesiae et piis locis donata /<sup>6</sup> et concessa, rata et firma in perpetuum observari, promittimus tibi Bertrando, Forojuliensi episcopo, et tibi Raymundo, Forojuliensi preposito, omnia supradicta a patre meo Forojuliensi ecclesiae donata et concessa nos inviolabiliter vobis et ecclesiae vestrae in perpetuum observare et successoribus vestris et nullo unquam tempore in aliquo contravenire instrumento olim<sup>5</sup> patris nostri cujus tenor in hoc presenti instrumento insertus est. In auditorio nostro habita fuit fides et fuit in nostra presencia approbatum.

Actum est hoc apud Draguinanum, in claustro beatae Mariae, in presentia Petri de Santile sacristae, Bartholomei, Petri Bonacie, Petri Augerii, Guillermeti de Signa, Requistoni, Rostagni Raimbaudi, Poncii Guilhelmi de Pugeto, Raymundi de Tharadello, B. de Podio Brossono, Petri de Bagnolis, B. Jordani, Brinei, canonici Forojuliensis, Raymbaudi canonici, magistri Paris, Johannis Lamberti, Gabrielis dyaconi, Duranti sacerdotis et mei Guilhelmi Poncii, domini comitis Provinciae notarii, qui ejus mandato et voluntate hanc cartam scripsi et sigillo suo sigillavi et hoc meum signum apposui.

Privilège contenant la /<sup>6</sup> donation de la moytié de la gabelle du sel  
à Fréjus par Raimond Bérenguier<sup>6</sup>

In Christi nomine, anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo quinto, mense martii, notum sit omnibus hominibus quod nos Raymundus Berengarius, Dei gracia comes et marchio Provinciae et Forcalquerii, ex certa sciencia, non decepti nec in aliquo circumventi, donamus, laudamus et concedimus Deo et Beatae Mariae Forjuli et vobis B[ertrando] <sup>7</sup> episcopo et Raymundo ejusdem loci preposito medietatem gabelle salis et totius emolumentum vel comodi quod de sale poterit habere apud Forojulium, quam videlicet gabellam ibi constituimus consilio predictorum episcopi et prepositi dum tamen de singulis sestariis sallis quatuor denarii poterint inde haberi. Item promittimus quod nos in toto episcopatu Forojulii in aliquo loco non faciemus aliquam gabellam vel fieri patiemur vel statuemus vel statui patiemur pro qua gabella vel statuto gabellae sallis Forojulii /<sup>7</sup> posset minus valere. Item promittimus quod nos deffendemus

<sup>5</sup> enim

<sup>6</sup> Acte signalé par Albanès, *Gallia...*, n° 21.

<sup>7</sup> R.

cum omni posse nostro ut sal per mare non exoneretur in aliquo loco nisi apud Forojulium a portu Sancti Tropetis usque Antipolim. Hoc tamen actum est ut, si de valle quod per mare portaretur ultra predictos terminos aliquid haberet comes, de eo ecclesia vel predicti episcopus et prepositus nullam recipiant portionem, hoc tamen semper salvo ut infra predictos terminos Sancti Tropetis et Antipolim sal nullatenus exoneretur. Omnia autem supradicta in remissionem peccatorum nostrorum et parentum nostrorum volumus per nos et successores nostros rata et firma in perpetuum Forojulensi ecclesie observari et aliqua supradictorum aliquo juris remedio aliquo tempore non valeant attemptare promittimus et super sancta Dei evangelia prestamus corporaliter juramentum quod omnia supradicta rata et firma in perpetuum observabimus et nullo jure unquam contraveniemus ac renunciamus beneficio minoris etatis et omni alio<sup>8</sup> auxilio canonico vel legali quo contravenire possemus.

Acta sunt hec in territorio Fagencie, in ecclesia Beatae Mariae de Cipro. Testes interfuerunt Justacius, Romeus, Petrus Paulus, Jacobus Jausserannus, Philipus et ego Guillelmus Poncius notarius domini comitis /<sup>7</sup> Provinciae qui ejus mandato hanc cartam scripsi et sigillo suo sigillavi et hoc signum meum aposui.

Privilège contenant la faculté de pouvoir acquérir et permuter  
dans tout le pays de Provence<sup>2</sup>

Ego Idelphonsus, Dei gratia comes et marchio Provinciae, petitionibus singulorum maxime favorabilibus volens satisfacere, dono, laudo atque concedo tibi Bermundo<sup>10</sup>, Forojulensi episcopo, et episcopis ejusdem ecclesiae pro tempore succedentibus, per me et successores meos quatenus liceat tibi et successoribus tuis sicut prediximus et ejusdem ecclesiae canonicis nomine ecclesiae tam ex licentia nostra nobis irrequis[it]is vel aliis pro nobis acquirere recipere et habere in toto comitatu nostro quicquid jure emptionis vel permutationis vel jure donationis inter vivos vel in ultima voluntate sive in castris vel villis vel possessionibus et in omnibus obventionibus vel /<sup>8</sup> proventibus vel aliquibus redditibus pignoribus vobi erit venditum vel donatum vel relictum vel pignorum vel permutatum seu quocumque modo translatum. Hanc autem donationem seu concessionem facio Deo et sanctae Mariae Forojulensi principaliter pro anima mea et parentum meorum et propterea in recompensationem et comendationem multorum que contra ecclesiam Forojulensem et ejus membra feci<sup>11</sup> minus bene. Fuit autem facta donatio et concessio apud Draguinanum, in domo claustrum, anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo octavo, mensis novembris, circa festam Omnium sanctorum et ad majorem evidentiam hujus rei sigillum nostrum apponi fecimus huic carte in presencia test[um] subscriptorum. S[ignum] B. Forojulensis episcopi et B. Antipolitani episcopi et R. Forojulensis prepositi, prioris de la Mota et Gaberti ac Berengarii, V. de Bissaco et R. de Valle Bella canonici, V. del Mo[n]teilh d'Esmar sacristae Bar[j]olensis et P. Bernardi cappellani, Gabriellis et R. de Figaneria, Baraulus, Jordanetus Elieatus, Rodrigo<sup>12</sup> de Tarassona, B. de Sellans, V. Berardi<sup>13</sup>, Olivarii, B. de Carosana, Jo. de

<sup>8</sup> alii

<sup>9</sup> Acte signalé par Albanès, *Gallia...*, n° 17 et par G. Doublet, Recueil des actes concernant les évêques d'Antibes, n° 134.

<sup>10</sup> Raymundo. Il s'agit de Bermond Cornut, évêque de 1206 à 1212.

<sup>11</sup> fece

<sup>12</sup> Rodago

<sup>13</sup> Boardi

Rodor qui hanc cartam sigillo signavit, B. de la Faya, P. Guichardus, Garini, Guilhelmi de Cotinhac<sup>14</sup>, B. Urset, R. Columbi, P. Boneti, /<sup>8<sup>v</sup></sup> Andree Raymbaldi de Draguignano.

Confirmation du susdit privilège par Raymond Berenguier<sup>15</sup>

In nomine Domini, anno incarnationis ejusdem milleimo ducentesimo vicesimo quarto, mensis octobris, regnante Federico imperatore, notum sit omnibus hominibus quod nos Raymundus Berengarius, Dei gracia comes et marchio Provinciae et comes Forcalquerii, habito consilio et tractatu totius nostrae curiae et quia nobis cordi est ampliare beneficia et immunitates ab antecessoribus nostris concessa vel concessas ecclesiis et piis locis, concedimus, laudamus et confirmamus privilegium sive immunitatem quod vel quam pater noster Idelphonsus piae memoriae concessit episcopo Forojulensi Bertrando et Forojulensi ecclesiae et canonicis secundum quod patet per instrumentum publicum bulla patris nostri signatum quod videlicet instrumentum ad perpetuam rei firmitatem habendam recepimus in hoc /<sup>9</sup> instrumento de verbo ad verbum inserendum cujus tenor talis est : « Ego Idelphonsus, Dei gracia comes et marchio Provinciae, petitionibus singulorum maxime favorabilibus volens satisfacere dono, laudo atque concedo tibi R.<sup>16</sup> Forojulensi episcopo etc. » ut supra. Nos vero Raymundus Berengarius comes Provinciae supradicti volentes omnia a domino patre nostro Idelphonso ecclesiae et piis locis donata et concessa rata et firma in perpetuum observari promittimus tibi B. Forojulensi episcopo et canonicis omnia supradicta a patre nostro Forojulensi ecclesiae donata et concessa per nos et successores nostros vobis et successoribus vestris et ecclesiae vestrae in perpetuum observari et nullo unquam tempore contravenire instrumento enim patris nostri cujus tenor in hoc presenti instrumento incertus est et in auditorio nostro habita fuit fides et fuit in nostra presencia aprobatum. Actum est hoc apud Brinoniam in ecclesia Sancti Salvatoris in presencia Raymundi Aquensis archiepiscopi, P. Audeberti et Hugonis Monachi, canonici Aquensis, magistri P. precentoris<sup>17</sup> Forojulii, Fulconis de Bagnolis, Romei<sup>18</sup> canonici Forojulensis, B. Aycardi sacerdotis, P. Vincentii /<sup>9<sup>v</sup></sup> sacerdotis, Guilhelmi de Cotignaco, Justacii, Petri Bonancie, Petri Augerii, Burgundionis de Tritis, Richavi de Tharascone et mei Guilhelmi Poncii notarii domini comitis qui ejus mandato hanc cartam scripsi et sigillo suo sigillavi et hic meum signum apposui.

Eschange que Raymond Berenguier fait du Puget et Agay  
pour le lieu de Marsens avec l'evesque de Fréjus<sup>19</sup>

In nomine domini nostri Jesu Christi, anno ejusdem secundum carnem millesimo ducentesimo tricesimo quinto, decimo quarto calendas septembris, notum sit omnibus hominibus tam presentibus quam futuris quod dominus Raymundus Berengarius, Dei gratia comes et marchio

<sup>14</sup> Cormhac

<sup>15</sup> Acte signalé par Albanès, *Gallia...*, n° 19.

<sup>16</sup> B.

<sup>17</sup> precentorum

<sup>18</sup> Remei

<sup>19</sup> Copie dans l'acte original du 2 novembre 1236 par lequel Raimond Bérenger V concède à maître Pierre d'Aups, chanoine de Fréjus, les droits sur Le Puget et Agay qu'il avait donnés le 19 août précédent à l'église de Fréjus. Indiqué par Albanès, *Gallia...*, n° 237 et 260.

Provinciae et comes Forcalquerii, ex una parte et dominus R., Forojuliensis episcopus, cum consensu archidiaconi B. de Favars, U. de Figaneria et P. de Camareto, U. de Gardi, U. Bertrandi, presentium canonicorum ecclesiae Forojuliensis, ex altera convenerunt super dominio et signoria castri de Marsens et totius ejus territorii quod pertinebat ad dominum /<sup>10</sup> episcopum Forojuliensem licet illud pro domino comite teneret vel quasi, permutando sub hac forma. Dominus enim comes pro cambio et permutatione domini et signorie quod vel quam dictus dominus episcopus habebat vel habere debebat in castro de Marsens vel ejus territorio dedit et concessit di[c]to domino R. Forojuliensi episcopo recipienti nomine ecclesiae Forojuliensis scilicet episcopalis sine parte prepositi et canonicorum quicquid habebat vel habere debebat in futurum habiturus erat ibi quam primum homines habitarent in castro de Pugeto vel ejus territorio sive consistat in albergis sive in cavalcatis quibuscumque sive in pascuis sive in taliis seu questis vel exactionibus quibuscumque rationibus faciendis sive in justiciis seu jurisdictione pro ut in privilegiis alias concessis ecclesiae Forojuliensis per ipsum dominum comitem et patrem ejus hoc de jurisdictione et justiciis continetur.

Item concessit et donavit dictus dominus comes quod nullus bajulus suus vel aliquis alius de mandato bajulorum pernoctet vel etiam intret infra castrum vel villam de Pugeto nisi de voluntate dicti domini episcopi Forojuliensis vel bajuli ipsius.

Item concessit quod homines undecumque venientes possint ibi casari et dominus comes recipit eos cum /<sup>10r</sup> omnibus rebus suis sub guidagio et protectione sua ex quo dicti homines territoria exiverunt dominorum antiquorum.

Item eodem modo et sub eadem libertate dedit et concessit predictus dominus comes predicto domino episcopo recipienti nomine Forojuliensis ecclesiae sicut supra dictum est ut possit edificare munitionem<sup>20</sup> seu munitiones<sup>21</sup> et homines casare circa portum de Agaye vel in territorio de Agaye et predictas munitiones<sup>22</sup> et castrum et homines tenere et possidere in perpetuum cum libertate supradicta, eo salvo quod dominus comes et sui possint venire cum voluerint vel eis necesse fuerit in villam de Agaye et ibi esse possint propriis expensis non expensis dicti domini episcopi vel hominum suorum; munitionem<sup>23</sup> vero domini episcopi dominus comes vel bajuli ipsius non possint intrare sine voluntate domini episcopi et canonicorum predictorum; quod homines habitantes in villa de Agaye cum dominus comes vel bajuli ejus armarent ligna communiter per ripariam predicti homines de Agaye arment /<sup>11</sup> lignum vel ligna bono modo juxta numerum marinariorum ibidem habitantium expensis domini comitis nisi tantum per unum diem vel duos dies armarent et dominus comes teneatur eis habere lignum vel ligna et lignis necessaria nisi predicti homines lignum vel ligna ad armandum ydonea haberent. Item cessit et dedit predicto domino R. Forojuliensi episcopo omnia jura et actiones quecumque sibi competunt vel in futurum competere possunt contra aliquam personam ratione predictae permutationis vel aliquarum rerum predictarum.

Item ex altera parte dictus dominus episcopus cum consensu et voluntate totius praenominati capituli dedit et concessit domino comitti in cambium seu permutationem omnium supradictorum dominium et signoriam, jus et rationem quod et quam habebat et habere debebat in castro de Marsens et ejus territorio et militibus et hominibus praedicti castri, salvis predicto domino episcopo in dicto castro de Marsens et ejus territorio pascuis omnibus animalibus suis

---

<sup>20</sup> manitionem

<sup>21</sup> manitiones

<sup>22</sup> manitiones

<sup>23</sup> manitionem

propriis et successorum suorum que gregatim vel aliter pascunt et salvis juribus et possessionibus ecclesiae parochialis de Marsens, et si quod plus valent ea que dominus comes concessit vel dedit domino /<sup>11r</sup> episcopo supradicto sicut supra dictum est totum illud donavit et concessit irrevocabiliter in remissionem peccatorum suorum et parentum suorum, retento sibi majore dominio simplice(t) quod habet in omni alia terra ecclesiae Forojuliensis. Utraque pars promisit omnia supradicta singula et universa attendere et complere et contra non venire aliqua juris vel facti subtilitate, renunciando omni juri et rationi per quod vel per quam contravenire possint vel infringere vel revocare aliquid de predictis.

Item promisit dictus dominus episcopus quod ipse faciet consentire predictis omnibus sub modo predicto prepositum et alios canonicos Forojulienses qui ad hoc non fuerunt presentes.

Actum apud Draguinanum, in camera claustrum. Testes fuerunt A. de Cunserata prior Sancti Egidii, G. Barjolensis prepositus, Romeus de Villa Nova, A. Floris, Henricus canonicus, P. de Castellana clericus ecclesiae Forojuliensis.

Anno quo supra, tertio nonas octobris, F[ulco]<sup>24</sup> Forojuliensis prepositus et magister P. Forojuliensis canonicus predictae permutationi consensuerunt sub modo predicto. Actum Draguinani in terraciis ante turrim domini comitis. Testes fuerunt Romeus de Villa Nova, B. de Allamanone, Sordellus<sup>25</sup>.

/<sup>12</sup> Item anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo sexto, nonas octobris, concessit dictus dominus comes magistro Petro de Aluns, canonico Forojulensi, recipienti nomine dicti domini episcopi et ecclesiae supradictae, quod predictam permutationem, concessionem sine voluntate et consensu speciali et expresso dicti domini episcopi castrum dictum de Marsens non vendat nec permutet nec aliqua ex specie alienationi alienet nisi ecclesiae Forojulensi et quod non capiat pedagium vel aliquod usaticum<sup>26</sup> in predicto castro de Marsens vel ejus territorio in gravamen dicte ecclesiae Forojulensi vel hominum ipsius. Actum apud Draguignanum in ciminterio ante ecclesiam. Testes fuerunt Romeus de Villa Nova, A. Ferris, R. de Massilia, R. Ricardus sacerdos et P. de Castellana et magister<sup>27</sup> Raymundus clerici Forojulii et ego Raymundus publicus notarius a domino Raymundo Berengario illustro comite Provinciae constitutus qui mandato ipsius hanc cartam scripsi et sigillo suo sigillavi et etiam de mandato domini episcopi presentem cartam scripsi et ipse fecit eam sigillo suo sigillari et ego supradictus Raymundus hoc signum meum apposui.

/<sup>12r</sup> Confirmation faite par Charles II des concessions, donations, confirmations, permutations, immunités et privilèges concédés à l'église de Fréjus par les comtes ses devanciers

Karolus secundus, Dei gracia rex Jerusalem Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provinciae et Forcalquerii comes, universis presentis privilegii seriem inspecturis tam presentibus

<sup>24</sup> Ce prévôt accompagnait l'évêque Raimond Bérenger lors de la prestation de serment faite par celui-ci au comte de Provence le 21 février 1239 dans l'église Saint-Jean à Aix (A.D. Bouches-du-Rhône, B 752-756, cité par H. Espitalier, Les évêques de Fréjus du XIII<sup>e</sup> à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, p. 30).

<sup>25</sup> Serdellus

<sup>26</sup> usaticium

<sup>27</sup> magistro



quam futuris. Si premia conferuntur hominibus retributiones merentibus impediuntur divinae clemenciae a qua cuncta que habet recipit humana conditio largitiones sunt exhibende prestancius et munificencie promptis affectibus uberius ampliande. Sane discretus vir magister Guillelmus Agarni<sup>28</sup>, Aptensis prepositus et sacrista Foro Juliensis, procurator noster in Romana curia, dilectus consiliarius, familiaris et fidelis noster, pro parte venerabilis patris Bertrandi, Foro Juliensis episcopi, ac discretorum virorum capituli ejusdem Foro Juliensis, devotorum nostrorum, majestate nostre devotius supplicavit ut cum clare memorie predecessores nostri dominus Idelphonsus, comes /<sup>13</sup> et marchio Provinciae, ac dominus Raymundus Berengarius, avus noster maternus, comes similiter et marchio Provinciae, olim quasdam laudationes, concessiones, donationes, confirmationes, permutationes et immunitates ecclesiae Foro Juliensis concesserunt prout in quibusdam privilegiis eorundem comitum asserunt contineri, ea omnia que in ipsis privilegiis distinguntur pro nobis et nostris heredibus predictis episcopo, preposito et capitulo ejusdem ecclesiae ac successoribus eorum et dicte ecclesiae confirmare de benignitate regia dignemur, quorum privilegiorum unus tenor per omnia talis est :

« Ea quae aguntur ideo in scriptis rediguntur etc. » ut supra ad longum de anno Domini millesimo ducentesimo tertio mense decembris ;

aliud : « In nomine Domini, anno Incarnationis ejusdem millesimo ducentesimo vigesimo quarto mense augusti regnante Federico imperatore, notum sit omnibus hominibus quod nos Raymundus Berengarius etc. » ut supra ad longum ;

aliud : « In Christi nomine, anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo quinto mense martii, notum sit omnibus hominibus quod nos Raymundus Berengarius etc. » ut supra ad longum ;

aliud : « Ego Idelphonsus Dei gracia comes et marchio Provinciae /<sup>13<sup>n</sup></sup> petitionibus singulorum etc. » ut supra de anno millesimo ducentesimo octavo mense novembris ;

aliud : « In nomine Domini, anno incarnationis ejusdem millesimo ducentesimo vigesimo quarto mensis octobris, regnante Federico imperatore, notum sit omnibus hominibus quod nos Raymundus Berengarius etc. » ut supra ad longum ;

aliud : « In nomine Domini nostri Jesu Christi, anno ejusdem secundum carnem ducentesimo tricesimo quinto, decimo quarto calendas septembris, notum sit omnibus hominibus tam presentibus quam futuris quod dominus Raymundus Berengarius etc. » ut supra ad longum.

Nos autem, ob reverentiam Dei et beatissimae virginis Mariae ac pro salute animae meae et parentum nostrorum, omnia et singula in praemissis privilegiis contenta praedictis episcopo, praeposito et capitulo Foro Juliensis ecclesiae de certa scientia et speciali gratia in perpetuum confirmamus, promittentes pro nobis et nostris successoribus dictas donationes, concessiones, confirmationes, permutationes firmas perpetuo tenere et observare inviolabiliter. In hujus autem nostrae confirmationis robur et firmitatem perpetuam ac predictorum episcopi, praepositi et capituli et successorum eorum et praefatae ecclesiae /<sup>14</sup> cautelam presens privilegium nostrum ex inde fieri et aurea bulla magestatis nostrae inpressa tipario jussimus comuniri.

Actum Romae, presentibus venerabili patre Philipo, archiepiscopo Neapolitano, Johanne Pipino de Baille et Henrico de Girardo, militibus magnae curiae nostrae, magistris rationalibus, dilectis consiliariis, familiaribus et fidelibus nostris. Datum ibidem per manum venerabilis viri magistri Petris de Ferrariis, decani Anuciensis, cancelarii, et Bartolomei de Capua, militis, logotete et protonotarii regii Siciliae, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto, die vigesima octava mensis octobris, decimae indictionis, regnorum nostrorum anno duodecimo.

---

<sup>28</sup> Agarin

Publication et enregistrement de tous les susdits privilèges et confirmation  
faite au greffe de Fréjus par devant l'official et juge dudit lieu

In nomine domini nostri Jesu Christi amen. Anno ab incarnatione ejusdem Domini millesimo tricentesimo quadragésimo quarto et die septima mensis septembris, noverint universi quod in presentia venerabilis et circumspecti viri domini Richardi /<sup>14r</sup> Benedicti, officialis Foro Juliensis et judicis Foro Julii, more majorum pro tribunali sedentis in subscripto loco quem sibi ad hoc ex causa pro tribunali elegit, constitutus vir venerabilis et circumspectus Bernardus de Malladino, Lexoviensis<sup>29</sup> canonicus, reverendi in Christo patris et domini domini G.<sup>30</sup>, Dei et apostolice sedis gratia episcopi, in spiritualibus et temporalibus procurator et vicarius generalis, obtulit coram eodem domino officiali et iudice quodam privilegium confirmatorium felicis recordationis domini Karoli secundi Dei gratia regis Jerusalem et Siciliae bullatum seu sigillatum bulla aurea inpendenti cum filis cericis rubeis et croceis, continens plura privilegia olim concessa Foro Juliensi ecclesiae, ejus confirmationem dicens dicto nomine quod illa pro eodem domino episcopo interest et necessaria expedit id habere in publicam formam et tenorem per omnia privilegii confirmatorii supradicti cum non sit tutum cautum originale privilegium huc et illuc portare dum deffendi jura Foro Juliensis ecclesiae procurantur, quod circa requisivit eundem dominum officialem et iudicem quod dignetur ipsum totum privilegium confirmatorium et singula privilegia in eodem descripta supradicto nomine necessaria publicari facere coram eo et super inde fieri publicum instrumentum ejus decreto autoritate pariter et mandato nec non /<sup>15</sup> et decerni per eum eidem instrumento ex inde faciendo sicut originali fidem credulam adhiberi. Qui dictus dominus officialis et iudex, viso dicto confirmatorio privilegio et bulla aurea predicta in qua ab una parte imago regis apparebat tenens in manu dextera crucem et in manu sinistra pomum rotundum et literae in circumferentia ipsius tales legebantur « Karolus secundus Dei gratia rex Jerusalem et Siciliae ducatus Apuliae et principatus Capuae », in alia vero parte ejusdem bullae erat forma unius scuti liliati cum lambellis seu vastellis a parte superiori et circuitu seu circumferentia ejusdem partis et literae legebantur videlicet « Provinciae et Forcalquerii ac Pedemontis comes », precepit ipsum confirmatorium privilegium legi et publicari per me subscriptum notarium et de ipsius totius tenorem fieri publicum instrumentum per me notarium subscriptum ejus autoritate et decreto, quod ipsi actui legitimo interposui sedens pro tribunali pariter et mandato, cui instrumento faciendo sicut originali decrevit fidem credulam adhiberi, cujus domini officialis et iudicis mandato ego subscriptus notarius parere volens ut convenit ipsum privilegium confirmatorium protinus publicavi mandato domini officialis et iudicis supradicti qui hujusmodi totum ipsum privilegium est tenoris et continentiae subsequenter /<sup>15v</sup>: « Karolus secundus Dei gratia rex Jerusalem et Siciliae, ducatus Apuliae et principatus Capuae, Provinciae et Forcalquerii comes universis presentis privilegii seriem inspecturis tam presentibus quam futuris. Sy premia conferuntur hominibus etc. » ut supra, sub actum Romae anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto, die vigesima octava mensis octobris etc.

Facta est ipsorum privilegiorum publicatio et prescriptum est in civitate Foro Julii, in palatio episcopali, super gradarium magnum per quod ascenditur magnam aulam, coram dicto domino

---

<sup>29</sup> Lisieux

<sup>30</sup> S. ; à cette date, l'évêque est Guillaume d'Aubussac.

officiali et decreto interposito, presentibus testibus religioso viro domino Guillermo Renulpho priore Sancti Hermentarii territorii Draguinacensis, Francisco Baudo de Draguinano, Paulo Renulpho de Barjolo jurium perito et Raymundo Amadelo de Fociis et me Jacobo Gauffridi dicto Arnulphi de Draguinano, notario publico autoritate regie constituto et nu[n]c dicte civitatis Forojulii notario, qui premissis publicationi et decreti interpositioni una cum dictis dominis officiali et procuratorio seu vicario generali et testus presens fui et requisitus hanc cartam manu propriam scripsi et signo meo solito J. G. signavi.

Cries publiques faites par /<sup>16</sup> l'autorité du sieur évesque de Fréjus

Anno incarnationis Domini millesimo quatercentesimo vicesimo quinto, die prima mensis octobris, instante et requirente venerabili et circumspecto viro domino Johanne Hellant, jurisperito, procuratore fiscali curie episcopalis Forojuliensis, venerabilis et circumspectus vir dominus Raymundus Assonis, in decretis licentiatus, officialis et judex curie episcopalis Forojuliensis, et nobilis Johannes de Candia, viguerius et cappitaneus curie episcopalis Forojuliensis predictae, preceperunt et injunxerunt Romano Arnulphi, nuncio et preconii publico dicte curie, presenti, audienti et intelligenti, quatenus incontinenti per presentem Forojulii civitatem et ejus loca solita et consueta, sono tube precinte ut est moris, alta et intelligibili voce preconisatum et divulgatum accedat preconisationes infrascriptas ac etiam renovatum et inde suam relationem faciat condecensentem, videlicet :

Mandamentum est domini Forojuliensis episcopi et sui vicarii et capitaneus quod nulla persona etc.

Item quod nulla persona cujuscumque status, /<sup>16v</sup> conditionis aut preheminsie existat audeat vel presumat immitere vel tenere aliquod avere extraneum vel personarum extraneorum infra territoria civitatis Forojulii, castrorum de Sancto Raphaele et de Pugeto sive pasquerie sine licentia curie episcopalis vel officialis ipsius curie sub pena pro quolibet et vice qualibet librarum quinquaginta et amissionis averis, libras L<sup>ta</sup>.

Item quod nulla persona cujuscumque conditionis existat que teneatur ad prestationem lesde de hiis que vendiderit sive emerit in civitate Forojulii vel locis aliis curie Forojulii seu ejus districtu audeat recedere a loco ubi illa emerit seu vendiderit vel etiam ipsas res emptas vel venditas extrahere seu extrahi facere donec lesdam ad quam tenebitur solverit sub pena librarum quinquaginta et amissionis rerum hujusmodi emptarum vel venditarum, libras L<sup>ta</sup>.

Item quod nulla persona cujuscumque conditionis existat audeat vendere piscem aliquem valentem tres solidos infra jurisdictionem curie Forojulii sine licentia dicte curie spiritualis donec ipsum infra domum episcopalem venalem exhibuerit in loco consueto et responsum ab ipso domino habuerit de non emendo sub pena pro quolibet et vice qualibet /<sup>17</sup> solidorum quinquaginta et amissionis talis piscis, solidos L<sup>ta</sup>.

*Renouvellements des préconisations :*

- le 5 octobre 1490 par le sergent Petrus de Antheneto sur l'ordre du procureur fiscal Honoratus Tornoni alias Perrache et à la demande du viguier noble Ludovicus de Bono Puteo, en présence des nobles Colla Clementis, Anthonius Crotte, Cosma Clementis, Jacobus Feutrerii et Michael Rostandi, notaire Leoncius Ponchonerii ;

- /<sup>17v</sup> le 19 octobre 1493 par le sergent Petrus de Antheneto sur l'ordre du viguier noble Ludovicus de Bono Puteo, notaire Ludovicus Grenoni ;
- le 16 mai 1495 par le sergent Petrus de Antheneto sur l'ordre de l'évêque N. de Flisco /<sup>18</sup> et à la demande du viguier noble Ludovicus de Bono Puteo et du procureur fiscal maître Bertrandus Fanguiatoris, notaire Honoratus Fabri ;
- le 5 octobre 1495 par le sergent Petrus de Antheneto sur l'ordre de de l'évêque N. et à la demande du viguier noble Ludovicus de Bono Puteo et du procureur fiscal maître Bertrandus Fanguiatoris, /<sup>18v</sup> notaire Honoratus Fabri ;
- le 17 octobre 1495 aux endroits accoutumés et en dernier lieu in Magno Portali de Joseph par le sergent Petrus de Antheneto sur l'ordre de l'évêque Nicholaus de Flisco et à la demande du viguier noble Ludovicus de Bono Puteo et du procureur fiscal maître Bertrandus Fanguiatoris, témoins dominus Anthonius Barbossi, Petrus Chasaudi et Guilhermus Salumbentis barberius, notaire Petrus de Tabertellis ;
- le /<sup>19</sup> 30 avril 1496 par le sergent Petrus de Antheneto sur l'ordre de l'évêque N. de Flisco et à la demande du viguier noble Ludovicus de Bono Puteo, notaire Ludovicus Grenoni ;
- le 5 octobre 1496 par le sergent Petrus d'Antheneto sur l'ordre de l'évêque N. de Flisco et à la demande du viguier noble Ludovicus de Bono Puteo et du procureur fiscal Bertrandus Fanguiatoris, /<sup>19v</sup> notaire Anthonius Raynaudi ;
- le 22 avril 1497 par le sergent Petrus de Alanheto sur l'ordre de l'évêque N. de Flisco et à la demande du viguier noble Bertrandus Fanguiatoris, notaire Johannes Gencelini ;
- le 5 octobre 1497 /<sup>20</sup> par le sergent Petrus de Antheto sur l'ordre du viguier noble Ludovicus de Grassa et à la demande du clavaire et procureur fiscal dominus Johannes Guedini, notaire Ludovicus Grenoni ;
- le 12 mai 1498 par le sergent Petrus de Aulanheto sur l'ordre de l'officiel dominus Bertrandus Neronis et à la demande du procureur fiscal maître Bertrandus Fanguiatoris /<sup>20v</sup>, notaire Lucas Ferrerii ;
- le 6 octobre 1498 par le sergent Petrus de Aulanheto sur l'ordre du viguier noble Bartholomeus ex comitibus Vigintimilli et à la demande du clavaire et procureur fiscal dominus Johannes Amedey, notaire Lucas Ferrerii ;
- le 16 mai 1500 par le sergent Petrus de Aulanheto sur l'ordre de l'officiel dominus Bertrandus Neronis et à la demande du clavaire /<sup>21</sup> dominus Johannes Guedini, notaire Raymundus Pinholi ;
- le mardi 5 octobre 1501 par le sergent Petrus de Aulanheto sur l'ordre de l'officiel dominus Bertrandus Neronis et à la demande du clavaire et procureur fiscal, /<sup>21v</sup> notaire Raymundus Pinholi ;
- le samedi 24 avril 1502 par le sergent Petrus de Aulanheto sur l'ordre de l'officiel dominus Bertrandus Neronis, notaire Raymundus Pinholi ;
- le mercredi 5 octobre 1502 par le sergent /<sup>22</sup> Petrus de Aulanheto sur l'ordre de l'officiel dominus Bertrandus Neronis, notaire Raymundus Pinholi (article répété) ;
- /<sup>22v</sup> le 23 octobre 1502 par le même sergent, même notaire ;
- le 23 mai 1503 par le sergent Petrus de Aulanheto, notaire Raymundus Pinholi ;
- le 5 mai 1504 par le sergent Petrus de Aulanheto sur l'ordre de l'officiel, /<sup>23</sup> notaire Raymundus Pinholi ;

- le 4 octobre 1504 par le sergent Petrus de Aulanheto sur l'ordre de l'official dominus Bertrandus Neronis et à la demande du clavaire, notaire Petrus Coquepi ;
- le 5 octobre 1505 par le sergent /<sup>23v</sup> Petrus de Aulanheto sur l'ordre de l'official dominus Bertrandus Neronis et à la demande du clavaire, notaire Raymundus Pinholi ;
- le 9 mai 1506 par le sergent Petrus [de] Aulanheto, notaire Raymundus Pinholi ;
- le 6 octobre 1506 /<sup>24</sup> par le sergent Petrus de Aulanheto, notaire Raymondus Pinholi ;
- le 17 octobre 1506 par le sergent Petrus de Aulanheto, notaire Raymundus Pinholi ;
- le 1<sup>er</sup> mai 1507 par le sergent Petrus de Aulanheto sur l'ordre de l'official, notaire Raymundus Pinholi ;
- le 5 octobre 1507 par le sergent Petrus de Aulanheto, notaire Raymundus Pinholi ;
- /<sup>24v</sup> le samedi 20 mai 1508 par le sergent Petrus Fornerii, notaire Raymundus Pinholi ;
- la même année, le vendredi ante diem Sancti Raphaelis nundinarum par le sergent Johannes Boissoni, notaire Raymundus Pinholi ;
- le 21 octobre 1508 par le sergent Dominicus Stelle alias Payani, notaire Raumundus Pinholi ;
- le 9 mai 1509 par le sergent Johannes Boissone, notaire Raymundus Pinholi ;
- /<sup>25</sup> le 5 octobre 1509 par le sergent Johannes Boissoni, notaire Johannes Textoris ;
- le 20 octobre 1509 par le sergent Johannes Boyssoni, notaire Johannes Textoris ;
- le 27 avril 1510 par le sergent Johannes Boyssoni, /<sup>25v</sup> notaire Johannes Hermine ;
- le 21 octobre 1510 par le sergent Johannes Boissony, notaire Stephanus Clericis ;
- le 5 octobre 1511 par le sergent Johannes Boissony, /<sup>26</sup> notaire Raphael Trucy ;
- le 18 octobre 1511 par le sergent Johannes Boyssoni, notaire Raymundus Pinholi.

Collatio facta extitit cum originali, presentibus egregiis dominis Honorato Laugerii, advocato regio, et George Justi, actore universitatis Forojulii, vocatis mandato domini Johannis Godon, regii consilarii ordinarii in magno regio consilio ac commissarii regia autoritate deputati per me Anthonium Malbequi, regium secretarium et curie supreme parlamenti<sup>31</sup> Provincie subsignatum graffarium, Malbequi.

/<sup>26v</sup> Confirmation des privilèges susdits par la reyne Jeanne

Johanna, Dei gratia regina Jerusalem et Siciliae, ducatus Apuliae et principatus Capuae, Provinciae et Forcalquerii ac Pedemontis comitissa, seneschallo eorundem comitatum nostrorum Provinciae et Forcalquerii et quibuscumque officialibus terrarum et locorum dictorum comitatum et cuilibet eorundem ad quos spectat et spectare poterit ipsorumque loca tenentibus presentibus et futuris fidelibus suis gratiam suam et bonam voluntatem. Si ad observandas gratias ecclesiis et personis ecclesiasticis esse prona nostra liberalitas convenit curare debemus attentius circa illarum jura ne pereant remediis congruis et debitis presidiis consulere opportune. Sane pro parte venerabilis patris fratris Raymundi episcopi Forojuliensis devoti oratoris et fidelis nostri fuit magestati nostra nuper expositum quod recolendae memoriae dominus Idelphonsus comes et marchio Provinciae quandam donationem et concessionem liberaliter fecit episcopo qui tunc erat et ecclesiae Forojulensi ac successoribus suis jurisdictionis scilicet generalis tam civilium quam criminalium quorumlibet hominum /<sup>27</sup> negotiorum in tenamento dicte ecclesiae Forojuliensis

---

<sup>31</sup> parlamente

intra civitate Forojuliensi sive extra in castris vel villis ad episcopatus vel ad preposituram ipsius ecclesiae pertinentibus, cujusquidem donationis tenor per omnia dinocitur esse talis : « Ea quae aguntur ideo in scriptis rediguntur ne in posterum valeant deperire quia igitur cordi nobis est utilitati et honori ecclesiarum quae in nostro sunt comitatu constitutae jugiter providere ad honorem omnipotentis Dei et beatae Virginis, ego Idelphonsus Dei gratia comes et marchio Provinciae dono et laudo et concedo tibi Raymundo Dei gratia Forojuliensi episcopo fideli nostro et omnibus successoribus tuis in perpetuum omnes justicias hominum qui sunt vel erunt in posterum in tenamento Forojuliensis ecclesiae sive sint in civitate Forojulii sive extra in castris vel villis ad episcopatum vel ad preposituram pertinentibus sive sint clerici vel laici vel milites vel rustici, viri vel femine, ex quocumque contractu vel ex quacumque causa proveniant, firmiter inhibentes quod nec ego nec aliquis successor noster vel bajulus noster vel successorum nostrorum vel aliquis omino hominum in predicta civitate villis vel castris ad dictam ecclesiam in presenti vel in futuro pertinentibus aliquas firmancias accipere vel aliquas justicias possit vel debeat exigere vel exercere tu vero vel successores tui possitis pro ut vobis visum /<sup>27v</sup> fuerit negotia universa quae in dicta terra acciderint examinare et justicias accipere tibi et successoribus tuis et ecclesiae tue profituras quia verum vos sanguinis ministri Dei non est honestum puniri idcirco eos nobis et successoribus nostris specialiter reservamus quod ita intelligimus ut si forte aliqui vel aliqua propter alliquod crimen commissum est membris trucandus vel ultimo supplicio afficiendus postquam in auditorio tuo et successorum tuorum convictus vel confessus fuerit nobis vel bajulis nostris bonis omnibus ejus tibi et ecclesiae tuae retentis tradatur prout justicia fuerit puniendus. Nolumus enim aliqua occasione sumpta nobis vel successoribus nostris ut in bonis damnatorum aliquid liceat sperare. Actum est hoc anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo tertio, indictione quinta, luna tertia decima, mense novembris feria quinta in domo Beatae Barbae ».

Quamquidem donationem et concessionem Raymundus Berengarius ejusdem Idelphonsi filius ac clarae memoriae dominus Carolus secundus Jerusalem et Siciliae rex ejusdem Ildefonsi in prefacto comitatu seu marchionatu successores sicut in hujusmodi expositione subjugitur confirmarunt subjuncto per eundem episcopum quod licet ex ipsius donationis verbis et mente appareat inquisitionem, cognitionem, correctionem et punitionem quorumcumque criminum /<sup>28</sup> excessuum et delictorum a tempore concessionis predictae in antea ubicumque et per quoscumque et qualitercumque in civitate Forojuliensi et castris ac villis et eorum territoriis ad episcopatum seu ecclesiam et preposituram ipsius ecclesiae spectantibus et pertinentibus pro tunc vel in futurum commissorum et pro tempore commitendorum, truncationis membri vel ultimi supplicii punitione dumtaxat excepta, episcopo pro tempore existenti et ecclesiae Forojuliensi fuisse et esse integre concessas et plene donatas et ab eodem Ildephonso et successoribus suis penitus abdicatas presertim attenda dictorum principum liberali magnificentia et etiam attenda generalitate verborum per quae hujusmodi beneficium concesserunt a qua dumtaxat casum unicum exceperunt et sic generaliter in ceteris generalitatis seu potius universalitatis regulam concessionis hujusmodi confirmarunt dictique episcopus ac etiam predecessores sui vigore hujusmodi donationis et concessionis per se et officiales suos soli et insolidum de predictis excessibus, criminibus et delictis ut premititur per quoscumque sive suos homines sive externos ubicumque in civitate, castris et villis predictis seu eorum territoriis perpetratis etiam pertinentibus ad regalia inquisiverint et cognoverint eosque correxerint et puniverint penasque et mulctas quascumque legitimas excepta pena supradicta sanguinis hujusmodi delinquentibus imposuerint /<sup>28v</sup> et infligerint et ab ipsis exigerint inquirentes quoque de predictis et ea corrigere

et punire et penas prefatas infligere et imponere ac exigere et levare consueverint et in possessione seu quasi omnium et singulorum predictorum solere fuerint ut ponitur a tanto tempore quod de contrario memoria hominum non existit. Conqueritur tamen idem episcopus quod vos seu quidam ex vobis eosdem ecclesiam et episcopum ac officiales suos predictos super premissis occasione regalium molestatis interdum seu molestant, perturbatis seu perturbant de facto contra homines dictorum episcopi et ecclesiae ac extraneos in predictis civitate, castris, villis seu territoriis delinquentes in casibus ad regalia pertinentibus aliquotiens antequam quandoque etiam postquam prefati episcopi et officiales seu delinquentes hujusmodi punierint inquirendo, capiendo et alias contra eos procedendo in ejusdem episcopi et dictae suae ecclesiae ac jurisdictionis ipsorum prejudicium et gravamen. Propterea pro ipsius episcopi Forojuliensis parte fuit majestati nostre humiliter supplicatum ut progenitorum nostrorum vestigiis inherentes dignemur mandare vobis presentibus et futuris et vestrum cuilibet ut a predictis et aliis quibuslibet molestationibus et perturbationibus cessetis penitus et etiam desistatis ipsumque episcopum et ejus successores ac ecclesiam /<sup>29</sup> et officiales ipsorum prefatis inquisitione, cognitione, correctione et punitione penarum mulctarumque inflictione, impositione, exactione, levatione in omnibus et singulis supradictis etiamsi talia essent que alias sine donatione hujusmodi generali et consuetudine ac usa predictis ac regalia pertinerent uti et gaudere solum et insolidum plene et libere permitatis sine impedimentis predictis et aliis quibuscumque predictorum regalium occasione et pretentione sublatis, inhibendo vobis presentibus et futuris ac vestrum singulis ne vos vel vestrum aliquis vel successorum vestrorum contra homines dictorum episcopi et ecclesiae seu successorum suorum aut quosvis alios extraneos occasione quorumlibet criminum, excessuum seu delictorum etiam alias ut premititur ad regalia pertinentium in civitate, castris vel villis aut locis aliis seu eorum territoriis ad prefatos episcopum et ecclesiam vel preposituram pertinentibus insolidum vel in parte presentialiter seu in futurum commissorum aut commitendorum in antea quovis quaesito colore inquirere aut ipsos ad vestrum iudicium trahere vel evocare, capere, incarcerare seu alias contra eos procedere presumatis, inquisitiones si quas aut si quam vos aut vestrum aliquis occasione premissa inceperitis ex nunc penitus annullando. Nos autem habita super premissis nostri consillii deliberatione matura volentes ecclesiis et personis /<sup>29r</sup> ecclesiasticis nullam fieri contra justiciam noxiam novitatem quas tenemus specialibus et debitis presidiis deffensare hujusmodi supplicationibus prout subsequitur annuentes fidelitati vestre presentium tenore de certa nostra scientia mandamus expresse quatenus predictum reverendum patrem episcopum Forojuliensem, ecclesiam, officiales, homines et vassalos suos eorumque successores tam per voz presentes quam voz alii successive futuri officiorum vestrorum temporibus non vexetis vel gravetis contra justiciam et debitum rationis sed circa predicta exposita et petita conservetis et manuteneatis eos in possessione justa in qua fuerunt tempore clarae memoriae domini regis Roberti illustris avi nostri et domini Raymundi cujus vestigia tamquam a vero iudicio non discrepantia exemplariter imitamur presentibus post opportunam inspectionem earum remanentibus presentatis efficaciter in antea valituris. Datum Neapoli per nobilem Thomam de Gasalis de Messana militem magnae nostrae curiae magistrum rationalem locumtenentem protonotarii regni Siciliae consiliarium et fidelem nostrum dilectum anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo octavo, die nono augusti sextae indictionis regnorum nostrorum anno viginti sexto, Ludovicus scriniarius.

/<sup>30</sup> Confirmation des susditz privilèges par René comte de Provence

Renatus, Dei gratia Jerusalem et Siciliae rex, Andegaviae, Barry et Lotharingiae dux, comitatum Provinciae et Forcalquerii, Cenomaniae ac Pedemontis comes, universis et singulis has nostras presentes literas inspecturis sit notum quod quamvis quae per retro principum inclite recordationis predecessorum nostrorum debitis confirmationibus exigentibus meritis roborata sunt ulterioribus aprobationibus minime indigeant assolet tamen quandoque principis benevola clementia ad suorum subditorum uberioris cautelle suffragium illa presidio sue confirmationis quae confirmantem ex quodam premissio debito ad observantiam confirmationis astringit communire. Igitur humilibus supplicationibus nostre magestati pro parte reverendi in Christo patris Johannis Forojuliensis episcopi nostri collateralis consiliarii necnon venerabilium nostrorumque fidelium oratorum prepositi et capituli ecclesiae ejusdem civitatis Forojulii factis ut sequitur annuentes visisque quibusdam privilegiis predictorum suplicantium parte nostro culmini ostensis confirmatis per serenissimum principem Karolum secundum Jerusalem et Siciliae regem inclitissime recordationis, quorum quidem confirmationis et privilegiorum tenores sequuntur :

« Karolus secundus /<sup>30r</sup> Dei gratia rex Jerusalem et Siciliae ducatus Apuliae et principatus Capuae, Provinciae et Forcalquerii comes, universis presentis privilegii seriem inspecturis tam presentibus quam futuris sy premia conferuntur hominibus etc. » ut supra ad longum sub actum Rome anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto die vicesima octava mensis octobris regnorum nostrorum anno duodecima decime indictionis.

Et super contentis in eisdem nostro nobis assistentium consilio matura deliberatione prehabita privilegia ipsa supra incerta ac omnia et singula in illis contenta de quibus tamen dicti suplicantes et illorum predecessores fuerunt et sunt in pacifica possessione vel quasi de certa scientia ac speciali gratia confirmamus, approbamus et ratificamus et nostro confirmationis munimine roboramus citra quemcumque abusum et nostre jurisdictionis et justicie prejudicium atque lesionem, mandantes propterea universis et singulis senescallis, gubernatoribus ac officialibus majoribus et minoribus hujus nostre presentis patriae presentibus et futuris illorumque locumtenentibus quatenus prefatos episcopum, prepositum et capitulum et suos successores dictis supra incertis privilegiis et illorum plenissimo effectu sortiri atque frui et gaudere libere et inconcusse /<sup>31</sup> permitant et patiantur nec illos sinant contra nostrorum privilegiorum mentem, continentiam aut effectum turbari aut molestari quoniam sic fieri volumus in quorum certitudinem as nostras confirmationis literas fieri et nostri sigilli apprehensione communiri mandamus quas post illorum singularum inspectionem restitui(t) jubemus presentialiter dictis supplicantibus et ipsorum successoribus pro illorum cautela in antea valituris. Datum in nostra civitate Massiliae per magnificum militem, juris utriusque professorem eximium, Jordanum Brissi, dominum Velausti et Castri Novi Rubei, magne nostre curie magistrum rationalem majoremque et secundarum appellationum ac nullitarum antedictorum nostrorum Provinciae et Forcalquerii comitatum judicem collateralem, consiliarium et fidelem nostrum dilectum, die vicesima sexta mensis februarii prime indictionis anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo tricesimo octavo, regnorum vero nostrorum anno tertio. Per regem in suo consilio urbis dominis Guidone de Lavar, domino de Loneye, Guillelmo Sancti domino Vallis Cluse, Jordano Brissii judice majore predicto, Arnaudo de Vilanova domino de Trancio, Bertrando de Grassa domino de Albarno, Antonio Hermentarii domino Urgoni<sup>32</sup>, militibus, Johannes Martini Ligin, Johanne Letileur utriusque juris, Marco Rissi legum doctoribus pluribusque aliis conseliariis regis

---

<sup>32</sup> Vigoni



presentibus, Johannis sic signatus et infra /<sup>31v</sup> gratis pro episcopo quia consiliarius pro capitulo taxata, octobris registrata, Henricus sic signatus cum suo sigillo authentico in cera rubea hujusmodi literis ligato cum filo cerico rubea albo et viridi inhibi pendenti.

#### Déclaration du roy René en faveur de l'évesque touchant la régale

Renatus, Dei gratia Jerusalem et Siciliae rex, ducatum Andegaviae et Barri dux comitatumque Provinciae et Forcalquerii ac Pedemontis comes, officialibus curiae nostrae villae Draguignani ceterisque universis et singulis officialibus tam majoribus quam minoribus ubilibet infra distractum nostrum constituti[s] ad quos spectat et presentes pervenerint cuilibetque vel eorum locumtenentibus presentibus et futuris gratiam et bonam voluntatem. Pro parte reverendi in Christo patris episcopi Forojuliensis majestati nostrae fuit expositum reverenter quod licet ipse episcopus Forojuliensis habeat merum et mixtum imperium etiam et regalias in dicta civitate Forojulii et omnibus locis et distractibus suis et de illis fuerit et sit medio suorum predecessorum in possessionem seu quasi constitutus publicis documentis nobis per modum prompte fidei exhibitis /<sup>32</sup> nihilominus quodocque asserit officiales sui in exercitio jurisdictionis premissorum turbari et impediri signanter in causa criminali quorundam qui falsam monetam scienter apportaverunt implicandam in presenti patria et<sup>33</sup> in diversis locis exbursaverunt merces emendo, propter quod presentialiter in carceribus dictae curie episcopalis retinentur cum sit causa quae ad merum imperium pertinet. Eapropter exposuit etiam dictam curiam Forojuliensem turbari in delictis commissis in flumine Argentii quae ad regalias pertinent, quod cedit in prejudicium juris et jurisdictionis dicti episcopi seu ecclesiae Forojuliensis, subjuncta humillima supplicatione pro parte qua supra ut causas predictas (sint ad) sive ad merum imperium sive ad regalias pertinentes dictae curiae Forojulensi seu ejus officialibus ad quos spectat talem<sup>34</sup> punitio[nem] remittere dignaremur pro justicia instruenda. Nos vero super premissis nostri consilii habita deliberatione matura insuper visis per gentes dicti nostri consilii documentis pro parte dicti supplicantis exhibitis ex quibus apparuit dictum supplicansem sive episcopum Forojuliensem habere merum et mixtum imperium et alias fuisse et esse in possessione seu quasi regaliarum, causas igitur sive delicta et crimina supradicta in expendendo dictam falsam monetam et alia in dicto flumine Argentii commissa duximus dictae curiae Forojulensi seu ejus officialibus remittenda prout et /<sup>32v</sup> remittimus per easdem pro justicia ministranda quibuscumque litteris et preceptis ac prohibitionibus factis et fiendis in contrarium minime obstuturis super premissis sic per nos remissis, advocato et procuratoribus ceterisque officialibus nostris perpetuum silentium imponendo, mandantes vobis propterea quatenus forma hujus nostrae remissionis attenda diligenter dictos officiales Forojulienses presentes et futuros contra mentem presentium nullatenus turbare presumatis quantum gratiam nostram nobis caram cupitis conservare. In quibus fidem presentes fieri et sigillo nostro debite jussimus communiri post earum debitam executionem et singulas inspectiones remansuras presentanti. Datum in civitate nostra Massiliae per magnificum et egregium virum Vitalem de Cabanis legum proffessorem eximium dominum de Podium Richardum magnae nostrae curiae magistrum rationalem majoremque et secundarum appellationum et nullitarum predictae patriae Provinciae judicem consiliarium et fidelem nostrum

---

<sup>33</sup> qui quae

<sup>34</sup> talum

dilectum die septime mensis decembris anno incarnationis Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo septimo etc. Per regem ad sui consilii relationem domino gubernatore et cancellario Provinciae ac<sup>35</sup> advocato fiscalo cum aliis<sup>36</sup> dominis in dicto consillio presentibus etc. Rebuffelly, registrata P. Andree.

/<sup>33</sup> Santance du sénéchal de ce pays de Provence en faveur de l'évesque de Fréjus

Petrus d'Acigné, miles, vicecomes Relanie, baronie Grimaldi et Vallis Frainety dominus, comitatum Provinciae et Forcalquerii regius seneschallus, nobilibus et egregiis viris judici majori, magistris rationalibus et judici primarum appellationum et nullitarum comitatum predictorum necnon officialibus curiae regiae Draguignani ad quos<sup>37</sup> spectat et presentes pervenerent presentibus scilicet et futuris quilibetque seu loca tenentibus eorundem fidelibus regis salutem et sinceris devotionis affectum. Significamus vobis quod visis processibus criminalibus ac non<sup>38</sup> diu criminaliter inquoatis et formatis in curia regi[a] Draguignani tam contra reverendum patrem dominum Forojuliensem episcopum quam contre suos officiales quoscumque et tam conjontim quam divisim, quorumquidem titularum principalium formatorum contra prefatum dominum episcopum criminaliter tenores sequuntur et sunt talles :

«In nomine domini Jesu Christi amen. Anno incarnationis ejusdem Domini millesimo quadringentesimo quinto decimo, die vigesima sexta mensis novembris, inquiritur et presens inquisitio fit et formatur per curiam regiam ville Draguignani mandato quidem nobilium et egregiorum virorum Jacobi Giraudi, vicarii et cappitanei, et domini /<sup>33n</sup> Augustini Pelleti, in legibus licentiati, judicis dicte regie curiae, contra reverendum in Christo patrem dominum et Forojuliensem episcopum super eo videlicet quod ipse in quantum delactus edicta et mandata regia et suorum oficialium spernens et totaliter in negletum deducens, sciens edictum sive preconisationem per presentem curiam tam de tempore dictorum oficialium quam predecessorum eorum factam existere et anno quolibet de tempore adeptionis possessionis sui episcopatus renovatam prohibentem et vetantem quod nullus prelatus sive baro aut alius quivis nobilis jurisdictionem habens officiales clericos sive ecclesiasticos in temporalis non teneant sub pena in dicta preconisatione fulminata et contenta, idem dominus episcopus dicto tempore contra tenuit et tenet adhuc justiciam administrando in temporalis vicarios, judicem, procuratorem fiscalem et notarios viros ecclesiasticos et religiosos ad finem et effectum quod de commissis seu commutendis per eosdem per curiam regiam non puniantur sic in penam in dicta preconisatione contentam temere incidendo.

Item etiam inquiritur contra dictum dominum episcopum et suos officiales mandato quo supra super eo videlicet quod dicti delati non vetentes, quod<sup>39</sup> sit grave, jura regia usurpare et sibi ipsis appropriare, venientes etiam contra formam alterius preconisationis per dictam regiam curiam mandato quo supra factam quae cavetur quod nulla persona /<sup>34</sup> cujuscumque conditionis existat audeat seu presumat jura regia occupare seu usurpare sub pena in dicta preconisatione contenta, cum dictus dominus episcopus in riparia maris nec flumine Argenti nullum jus habeat, certos et

---

<sup>35</sup> ad

<sup>36</sup> alio

<sup>37</sup> cos

<sup>38</sup> atan

<sup>39</sup> quam

diversos mercatores navigantes tam per mare quam per dictum flumen pro stacacio quamplures diversas peccunias a dictis mercatoribus exegit seu exigi per dictos officiales suos fecit et mandavit demumque aliquoties diversos mercatores ex dicto stacagio quod eidem domino<sup>40</sup> episcopo rationabiliter non debetur rogari<sup>41</sup> fecit sic in dictam penam incidendo et sic novum vectigal inponendo et exigendo.

Item ulterius inquiritur per dictam curiam regiam mandato quo supra contra dictum dominum episcopum quod licet a domino nostro rege et aliis retro principibus eidem domino episcopo et suis predecessoribus justitia seu administratio justicie fuerit concessa et sub appositione concessionis justicie aliqualis compositio non includatur (et) fueritque per dominum nostrum regem et suos predecessores in ipsa concessione justicia<sup>42</sup> sanguinis<sup>43</sup> sibi et curie suae regiae reservata<sup>44</sup> fuerintque quamplura et diversa crimina et cetera enormia commissa et perpetrata tam in civitate Forojulii quam loco de Fayencia et aliis locis que idem dominus episcopus sub dominio regio tenet que crimina punitionem corporalem merentur, ipse dominus episcopus et sui officiales de suo mandato et ipso consentiente(m) et sciente /<sup>34v</sup> ad hoc ut eidem regiae curiae occultarentur compositiones quamplures de eisdem fecit et fieri fecit et sibi ipsi appropriavit sic justiciam divertendo et concessione justicie abutendo propter quod ab ipsa justicie concessione merito venit privandus sic in premissis multipliciter delinquendo.

Item ulterius inquiritur mandato quo supra contra dictum dominum episcopum super eo videlicet quod, cum idem dominus episcopus in terra quam tenet sub dominio regis jus regaliarum non habeat nec sui precessores unquam habuerint, prefatus dominus episcopus sua temerali et presumptiva audacia motus, non credens de prefactis ullum judicium ultionis subiri, quamdam turrim meniorum loci de Fayencia scitam ante domum seu fortalitium ipsius sibi ipsi appropriavit infra illa edificando et construendo ac usum suum certas mantiones in eadem faciendo et ipsam claudendo sic et taliter quod nullus in ea assendere potest sine licentia illius domini episcopi et suorum, sic jure regio occupando et in premissis delinquendo ».

Visis etiam processibus factis et formatis contra magistrum Johannem Selaud, Johannem de Fabrica notarium, Firminum Rostandi vicarium de Forojulio, magistrum Antonium Bonivini, Lambertum de Fayencia et omnes alios officiales majores vel minores<sup>45</sup> dicti domini episcopi et sue ecclesie Forojuliensis cunctim et divisim, quorum tenores hic infra /<sup>35</sup> obmittuntur sed eos habere volumus et intendimus pro sufficienter expressis, visisque et matura deliberatione pensatis depositionibus testium et principalium auditorum in dicta curia regia Draguignani ac depositioni prefacti domini episcopi super omnibus titulis tam contra ipsum quam suos quoscumque officiales inqu[o]jatis<sup>46</sup> facta in curia olim presidentium in quacumque curia dicti olim processus fuerunt modo quo in dicto coram eis propterea facto processu continetur et demum coram nobis devolutis consideratisque diligenter studio actis, victis et actitatis tam in dicta curia olim quam coram nobis et regio nobis assistente consilio ac attestationibus et dictorum testium super titulis deffentionalibus pro parte dicti episcopi primo, secundo et tertio loco productis, auditis et examinatis pensatisque litteris privilegiis, rescriptis et aliis libertatibus, immunitatibus et franquesiis imperialibus, regiis et reginalibus per retro principes et comites Provinciae concessis

---

<sup>40</sup> domine

<sup>41</sup> rogatur

<sup>42</sup> justicie

<sup>43</sup> sanguine

<sup>44</sup> reservato

<sup>45</sup> minoris

<sup>46</sup> inquatos

et indultis ipsi ecclesiae Forojulensi in processu predicto incertis et descriptis ac jurium allegationibus productis pro parte ipsius episcopi ac dictorum et alegatorum nomine curiae per regium procuratorem et advocatum fiscalem prout in processu propterea facto premissa sic latius vel alias ad quem noz referimus continetur ac omnibus universis et singulis que videnda, palpanda et examinanda fuere ad /<sup>35r</sup> dessissionem et determinationem dictorum processuum tam contra ipsum episcopum quam suos (cosu) quoscumque officiales ut pretactum est fundatorum et aliorum quorumcumque ratione et occasione seu causa premissorum intitulatorum huc usque fondandi et qui fondari possent quovis modo usque diem presentem juxta predictorum diei et hora assignationem, presente regio avvocato et procuratore fiscali necnon magistro Stephano de Pignaquo procuratore dicti episcopi nostram ordinationem et sententiam fieri postulantibus, Christi nomine invocato, ad descisionem dictorum processuum ut sequitur cum deliberatione regii nobis assistentis consillii processimus et dictus dominus seneschallus cum deliberatione regii sibi assistentis consilii, visis privilegiis, libertatibus et immunitatibus ac dictis et attestationibus productis pro parte dicti domini episcopi Forojulensis, ordinat ex causis ipsis et aliis certis et legitimis juste moventibus mentem suam omnes processus factos et formatos tam in curia regia Draguignani quam dominorum olim presidentiam et noviter coram eodem tam contra ipsum dominum episcopum quam suos officiales occasione et causa intitulatorum contra eosdem et quemlibet ipsorum tam conjunctim quam divisim et qui possent fieri per quoscumque officiales regios pretextu /<sup>36</sup> quorumcumque commissorum per eosdem dominum episcopum et officarios ejusdem usque ad presentem diem occasione ipsorum intitulatorum contra eosdem toli et cassari penitus et aoleri quos tenore presentium sic tolit et cancellat atque cassat nec minus ipsis privilegiis et aliis alias productis consideratis ordinat et mandat ipsum dominum episcopum et suam ecclesiam manuteneri et deffendi in possessionibus, justiciis et legitimis in quibus ipse dominus episcopus actenus fuerunt et esse reperientur.

In cujus rei fidem et testimonium has nostras patentes litteras ad requisitionem procuratoris dicti episcopi fieri fecimus per te secretarium infrascriptum magno seneschalis sigillo impendente debite communiri. Lecta, lata et pronontiata fuit presens sententia in curia dicti domini senescali in presentia nobilium virorum magistri Guilhermi de Blanca, Bertrandi Materon regiorum secretariorum, Johannaudi Provane, Bertrandi de Pena et Guilhermi Nepotis de Regio, testium vocatorum et exhibitorum ad premissa. Datum Aquis per nobilem et egregium virum dominum Pontium Caissii in legibus licentiatum, majoram et secundarum appellationum dictorum committatum judicem, die septima mensis maii decimae indictionis anno Domini millesimo /<sup>36r</sup> quadringentesimo decimo octavo per domino seneschalum in consilio regio vobis dominis Cantore Parisiensi, Johanne Droguoli millite, Vitalle de Cabanis, Antonio Isoardi legum doctore(m) magistris rationalibus et iudice primarum appellationum Rodulpho Rolandi in utroque, Guillermo de Gordano in legibus licentiato avvocato regio et procuratore fiscali, vicepresidente et generali thesaurario regio presentibus, Perrigaud, S. P. de Materono de senescalis, in presentia tocius consilii pro Johanne Michaelle, registrata Maynardi.

Renvoy de certains criminelz fait par le juge royal de Draguignan  
aux officiers de l'évesque

In nomine domini nostri Jesu Christi amen. Anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo decimo septimo, die vicesima nona mensis aprilis, noverint universi et singuli

presentes pariter et futuri quod existens et personaliter constitutus in presencia domini Anthonii Robaudi, jurisperiti, iudicis curiae regiae Draguignani, nobilis vir /<sup>37</sup> Firminus Rostandi, procurator et nomine procuratorio asserto reverendi patris et domini domini E. episcopi Forojuliensis obtulit, exhibuit et presentavit prefato domino iudici quandam papiri cedulam descriptam quam pessit legi(i) et publicari, cujusquidam cedula tenor sequitur ut ecce :

« In presentia nobilis et circumscripti viri domini Anthonii Robaudi, jurisperiti, curiae regiae villae Draguignani iudicis, nobilis Firminus Rostandi, procurator et procuratorio nomine reverendi patris et domini domini E. episcopi Forojuliensis, personaliter constitutus dicit reverenter et exponit quod, licet eidem reverendo patre domino episcopo Forojulensi et suis in dicto episcopato successoribus in persona suorum antecessorum Forojuliensium episcoporum per recolendae memoriae Ildephonsum, comitem et marchionem Porcalquerii et Provinciae, privilegium datum et concessum extiterit ac demum et subsequenter per felicitis recordationis tam dominum Berengarium Raymundum quam Karolum secundum Jerusalem et Sicilie<sup>47</sup> regem comitem comitatum Provinciae et Forcalquerii predictorum confirmatum et aprobatum extiterit ut ipse reverendus dominus haberet et reciperet sicuti habuit et recepit habetque et recipit recipereque possit et valeat per in perpetuum omnes justicias hominum qui fuerunt a tempore dicti concessi privilegii nuncque sunt et erunt pro tempore /<sup>37n</sup> in tenamento et jurisdictione ecclesiae Forojuliensis sive in civitate Forojulii sive extra, in villis vel castris spectantibus ad dictum episcopatum, sive sint laici sive clerici, milites, rustici, viri vel femine, ex quocumque contractu vel causa dicte justitiae sunt accipiende et habende etiam ad nutum ipsius reverendi patris et prout eidem videbitur faciendum, prout predicta omnia clarent et sunt manifesta ex quibusdam privilegiis supradictorum illustrium principum bulla aurea domini Karoli secundi impendente communitis, quorum privilegiorum transcriptum authenticum in forma vidimus quod incipit in sui secunda linea « domini » et finit in antepenultima « Johanne Robaudi notario habitatore Forojulii », citra quamcumque insertionem ad informandum mentem et conscientiam dicti domini iudicis fidemque de predictis faciendo eidem domino iudici exhibet et produxit et demum sibi restituit pessit, premissis tamen nonobstantibus, quidam non advertentes, quod<sup>48</sup> sit grave, privilegia et concessionem principum infringere et adversus ea ausibus temerariis contravenire libertatesque immunitatesque et franquiesias earundem ecclesiarum in damnabile detrimentum animarum suarum enervare, his diebus preteritis inthimarunt, /<sup>38</sup> denonciarunt ac inquireri procurarunt in jamdicta curia Draguignani contra et adversus Raymundum Vergillii et Johannem Castelloni dicti loci de Fayentia, homines justiciarios predicti reverendi patris, super eo videlicet in effectu quod in quadam via publica infra territorium et distractum castri predicti Fayencie dicti reverendi patris se invicem cum gladiis usque ad sanguinis effusionem verberaverunt ; item etiam contra quamdam Anthoniam uxorem magistri Guilhermi Broquerii dicti castri Fayentie, justiciariam et subditam reverendi patris, super eo videlicet quia, cum eidem per subvicarium dicte curiae Draguignani sub certa pena fuerit perceptum ut coram eodem subvicario super certis haberet respondere, dicta Anthonia respondere noluit imo totaliter contradixit prout predicta in titulis contra eos formati in tituli dicti mereantur latius et forte aliter continuos dignoscuntur. Quamobrem cum privilegia principum firma atque perpetua debeant stabilitate manere et a subditis inconcusse servari libertibus ecclesiasticis non debent derogare cumque redenda sint que sunt Cesaris Cesari et que sunt Dei Deo nec debeat quis falcem suam in

---

<sup>47</sup> Siciliem

<sup>48</sup> quam

messem ponere alienam, cum etiam reverendus pater dictus in civitate et terris ecclesiae sue Forojuliensis vigore dictorum privilegiorum omnem justiciam senseatur habere propter que correctio, /<sup>38v</sup> punitio et omnimoda dispositio dictorum delatorum et aliorum delinquentium in dictis civitate et terris, mutilatione membrorum et ultimo supplicio dumtaxat exceptis, ad eundem reverendum patrem et ejus Forojuliensem curiam pleno jure dictorum privilegiorum preteritu pertinet et spectat, petit dictus nobilis Firminus nomine quo supra per vos prefatum dominum judicem et per vostram cognitionem decerni, pronuntiari et declarari correctionem, punitioem et omnimodam dictorum delatorum et criminum dispositionem ad eundem reverendum patrem et ejus curiam Forojuliensem vigore dictorum privilegiorum pertinere et spectare eosdemque delatos remitendos fore et remitti debere processusque quascumque et informationes inceptas et completas et non completas contra supradictos delatos cancellandas fore et cancelari debere ac de cartulariis dictae curiae Draguignani totaliter abolli, predicta dicens, petens et requirens eis melioribus modo, vi(s), forma et jure quibus potest et debet presente clavario regio dictae curiae Draguignani ad hoc citato si compareat et alias in ejus contumaciam quam accusat. Si vero secus predictorum fieret, quod non credit, protestatur cum debita reverentia dictus nobilis Firminus de denegatione juris et justicie usurpationeque jurisdictionis ecclesiasticae et infractione /<sup>39</sup> regionum privilegiorum de quibus una cum respotione vel sine dictus procurator nomine prelibato petit sibi fieri publicum instrumentum si et quando illud habere voluerit.

Et dictus dominus iudex, visis privilegiis per ipsum productis et remissionibus inde secutis, citra tamen prejudicium regiae curiae cui in aliquo desrogare non intendit, quibus aparet clare et liquide totalem jurisdictionem habere in dictis delactis, ideo delactos ipsos et eorum correctionem, punitioem et omnimodam dictorum delactorum etiam criminum dispositionem ac cognitionem remisit dicto domino episcopo Forojuliensi seu ejus curiae, intendo in ipsius decreti executionem dictos processus si qui sint cancellari, aboleri, irritari et annullari. Ita est, Robaudi. Actum Draguignani, in aule domus habitationis nobilis Anthonii Girardi vicarii curiae predictae Draguignani, in presentia et testimonio providorum virorum magistrorum Petri Riccavi de Castro Duplo et Jacobi Monnerii notarii de Seranono, testium ad predicta vocatorum et rogatorum et mei Guilhermi Clementis notarii publici de civitatibus Provinciae et Forcalquerii autoritate regia constituti et nunc dicte curiae notarii, qui requisitus et rogatus per dictum procuratorem nomine quo supra hoc presens publicum instrumentum sumpsi, scripsi et signo meo et consueto signavi in /<sup>39v</sup> fidem et testimonium premissorum, G. C.

#### Homage et serment de fidélité presté à l'évesque par les habitans de Fréjus

In nomine Domini amen. Anno incarnationis Domini millesimo quadringentesimo vicesimo quinto, die vicesima mensis octobris quarte indictionis, ex nomine hujus veri et publici instrumenti universis et singulis tam presentibus quam futuris manifeste pateat et sit notum quod de mandato reverendi in Christo patris et domini domini Johannis, divina providencia Forojuliensis episcopi, et sui vicarii generalis facta et preconisata fuit preconisatio infrascripta per Romanum Arnulphi, nuncium et preconem publicum curiae episcopalis Forojuliensis, presentem et refferentem per civitatem Forojulii et ejus loca solita et consueta, sono tubae preeunte ut est moris, videlicet : « Mandatum est reverendissimi in Christo patris et domini domini Johannis, divina gratia Forojuliensis episcopi, et sui vicarii generalis quod omnes et quecumque personae

cujuscumque status seu conditionis existat civitatis /<sup>40</sup> Forojulii videlicet *tout cap d'oustal* veniat die crastina ora meridie ad aulam curiae d[omus] episcopalis Forojuliensis ad faciendum homagium et prestandum fidelitatis juramentum eidem domino<sup>49</sup> et ecclesia sua Forojuliensi et hoc sub pena amissionis bonorum quae teneret sub dominio prefati domini Forojuliensis episcopi », quae scripsi ego Anthonius Mestralis publicus et dicte curiae episcopalis notarius etc.

Subsequenter vero, anno quo supra et die vicesima mensis predicti octobris quarte indictionis, notum sit cunctis presentibus et futuris quod existentes et personaliter constituti in presencia et audientia reverendissimi in Christo patris et domini domini Johannis divina providentia episcopi Forojuliensis videlicet in aula domus<sup>50</sup> episcopalis Forojuliensis supra quemdam bancum fusteam juxta parietem sedentis silicet infrascripti homines civitatis Forojulii quorum<sup>51</sup> nomina et cognomina inferius particulariter describuntur, et primo honorabiles et prudentes viri magistri Petrus de Nova notarius, Bartholomeus de Sancto Dionisio et Raphael Fanguiatoris<sup>52</sup> mercatores civitatis Forojulii nominibus sindicariis et eorum propriis et alii homines inferius nominati pro se et suos heredes et in posterum successores fecerunt homagium et fidelitatis juramentum prestiterunt reverendo in Christo patri et domino /<sup>40v</sup> Johanne Dei gratia Forojuliensi episcopo et ecclesiae suae Forojuliensis et sui[s] successoribus canonic(a)e intransibus sine zonis, genibus flexis et capitibus discopertis ambabusque eorum manibus positus supra quendam librum missali quem idem dominus episcopus in gremio suo apertum tenebat, sibi osculum oris prebentes et ab eodem reverenter recipientes.

Et primo juraverunt ad sancta Dei evangelia eorum propriis manibus tacta quod ab ora in antea usque ultimum vitae suae erunt homines boni, obedientes et fideles prefato domino episcopo Forojuliensi et suis successoribus canonic(e) intransibus.

Item juraverunt quod nunquam scienter erunt in consilio nec in facto quod prefatus dominus episcopus vitam vel membrum aliquod perdat vel in personam lesionem aliquam vel injuriam seu contumeliam faciant vel inferant vel quod ipse dominus episcopus aliquem honorem perdat.

Item juraverunt quod ab inde in antea non erunt eidem domino episcopo non erunt in damnum de sua justitia vel de aliis causis que ad honestatem ejusdem pertinere videntur.

Item juraverunt quod eidem domino episcopo non erunt in damno<sup>53</sup> de suis possessionibus et aliis juribus quibuscumque.

Item juraverunt quod bonum quod /<sup>41</sup> dictus dominus episcopus leviter facere poterit non fassient ei difficile nec illud quod eri[t] sibi possibile non redent ei impossibile.

Item etiam juraverunt quod quando erunt requisiti per prefatum dominum episcopum quod sibi habent bonum et sanum consilium et auxilium fideliter prestabunt.

Et nihilominus juraverunt facere et adimplere illa omnia que continentur in sex capitulis contentis in forma juramenti fidelitatis que habetur in capitulo de forma vicesima secunda questione quinta que sunt hec, videlicet : incolume, tutum, honestum, utile, facile, possibile.

Secuntur nomina et cognomina omnium aliorum qui homagium fecerunt et dictum sacramentum fidelitatis prestiterunt :

Et primo nobilis Petrus Renuatus Clementis  
Petrus Vaxerie

---

<sup>49</sup>dominum

<sup>50</sup> domini

<sup>51</sup> eorum

<sup>52</sup> Fanginatoris

<sup>53</sup> danno

Monetus Clementis  
 Luquetus de Pistorio  
 Honoratus Clementis  
 Guilhelmus Briançoni  
 Guilhelmus Feuttrerii  
 nobilis P. Clementis  
 magister Johannes de Vaxerie notarius  
 magister Anthonius Rosarii notarius  
 Hugo Bonaudi  
 Aycardus de Stela  
 nobiles Johannes et Petrus Clementis fratres  
 Guilhelmus de Bagnolis  
 Bertrandus Aurelii  
 Raphel et Firminus Scopherii fratres  
 Petrus Trigantiae  
 Antonius Vaxerie  
 Laurentius Lamberti<sup>54</sup>  
 Anthonius Bonaudi  
 Bartholomeus de Celhanis  
 Olivarius Bonaudi  
 Johannes Barberii  
 Anthonius Germani  
 Johannes Monnerii  
 Guilhelmus Emanerii junior  
 Anthonius /<sup>41</sup> Bonaudi Eucclesii  
 Bertho Fabri  
 Johannes Boissoni  
 Monetus Moterii  
 Petrus Sigaloni  
 Guilhelmus Emanerii senior  
 Petrus Barbossi  
 Monetus Ramberti  
 Hugo Fanguiatoris  
 Gantelmus Andrati  
 Johannes Crotto  
 Stephanus Ambrosii  
 Veranus Castiglioni  
 Petrus Genesi  
 Anthonius Layderii  
 Salvator Andree  
 Anthonius Osserii  
 Anthonius Arnuerii  
 Hugo Autrandi

---

<sup>54</sup> Lambertus



Johannes Gairardi  
Philipus Laugerii  
magister Johannes Taradeli  
Donatus Monnerii  
Andreas Monachi  
Guilhelmus Barnerii  
Jacobus Ginothi  
Johannes Chaberti  
Petrus Gantosi  
Petrus de Barri  
Hugo Albigaudi  
Petrus de Valibus  
Fulco Jausserani  
Petrus Maure  
Monetus Aurelii  
Benedictus Rayolo  
Bartholomeus Autrandi  
Johannes Briançoni junior  
Monetus Enguilrani  
Johannes de Stella  
Petrus Castilhoni  
Laurentius Monachi  
Jacobus Rodeillati  
Monetus Ambrosii  
Petrus Ambrosii  
Bertrandus Bermundi  
Andreas Guibaudi  
Monetus Calvinii  
Johannes de Pistorio  
Johannes Autrandi  
nobilis Anthonius Clementis  
Franciscus de Comatio  
Johannes Secundi  
Johannes Briançoni senior  
Johannes Berengarii  
Jacobus Montausosii  
Raymundus Almoini  
Bertrandus Boissoni  
Petrus Malinhoni  
Johannes Alberti  
Anthonius Auberti  
Anthonius Guiramani  
magister Anthonius Menjaudi  
Johannes Nutrii  
Honoratus Vesilis

Johannes Raynaudi  
 /<sup>42</sup> Monetus Guirardi  
 Raphael Rostagni  
 Anthonius Montanerii  
 Anthonius Vesili[s]  
 Petrus Almoini  
 Guilhelmus Vesilis  
 Baudilius Boneti  
 Petrus Mognerii  
 Anthonius Rostagni  
 Petrus Secundi  
 Anthonius Monachi  
 Hugo Pinholi  
 Bertrandus<sup>55</sup> Raynaudi  
 Johannes Barbe  
 Arnaudus<sup>56</sup> Carrerii  
 Anthonius Meinaudi<sup>57</sup>  
 Leonardus Bonaudi  
 Johannes Daniellis<sup>58</sup>  
 Johannes Romani  
 Bertrandus Botelerii  
 Anthonius Secundi  
 Stephanus Romani  
 Guilhelmus Layderii<sup>59</sup>  
 Monetus Thome  
 Leonardus Ruffi  
 Bartholomeus Bonardi  
 Monetus Gandoli  
 Petrus Fautreri  
 Anthonius Boissoni  
 Fulco Aguilloni  
 Berengarius Crotto  
 Guilhelmus Auberti  
 Antonius Broquerii  
 Johannes Ambrosii  
 Johannes Broquerii  
 Georgius Cavalerii  
 Petrus Sigaloni junior  
 Jacobus Dalmassi  
 Guilhelmus Carconi

---

<sup>55</sup> Bertrandi

<sup>56</sup> Arnaudi

<sup>57</sup> Memaudi

<sup>58</sup> Damellis

<sup>59</sup> Laydani

Petrus Bellerii  
 Johannes Blessendi  
 Aycardus Cabrerii  
 Guilhelmus Aynesii  
 Joannes Amiti  
 Guilhelmus Monachi  
 Simon Magnerii  
 Johannes Rodeillati  
 Monetus Verne  
 Johannes Davis  
 Anthonius Chaberius  
 Guilhelmus Tacilis  
 Johannes Ruffe  
 Johannes Lombardi  
 Leoncius Anglesii  
 Monetus Auberti  
 Jaco de Galfreduchis  
 Anthonius Asterii  
 Anthonius Mellii  
 Guilhelmus Sabeterii  
 Laugerius Fanguiatoris  
 Anthonius Pontii  
 Guilhelmus Bermundi  
 Bartholomeus Guessi  
 Pontius Arnulphi  
 Anthonius Vesilis  
 Anthonius Juliani  
 Petrus Laugerii  
 m. Johannes /<sup>42<sup>v</sup></sup> Secundi  
 Johannes Verrayoni  
 Hugo Bonaudi senior  
 Anthonius Pascalis nomine suo et patris sui  
 Petrus Pascalis  
 Raphael Petri Hugonis  
 Anthonius Gay  
 Anthonius Dalmassi  
 Jacobus de Stella  
 Fulco Spitalerii  
 Petrus Goffaudi  
 Monetus Autrandii<sup>60</sup>  
 Johannes Poitavi<sup>61</sup>  
 Guilhelmus Bessanni

---

<sup>60</sup> Antraudi

<sup>61</sup> Poitani

Anthonius Feutrerii  
 Guilhelmus Fabri  
 Anthonius Verne  
 Johannes Maure  
 Stephanus Carroni  
 Anthonius Berardi  
 Johannes Auderii  
 Bertrandus de Seilhanis  
 Guilhelmus Salvatoris  
 Petrus Raymundi alias Sartolz  
 Joannes Bonaudi  
 Jacobus Clementis  
 Fulco Damassi  
 Anthonius Benedicti  
 Petrus de Canalibus  
 Honoratus Lamberti  
 Guillermus Amelii  
 Vincentius Blacqui  
 Michael Figueyroni<sup>62</sup>  
 Petrus Layderii  
 Raphael Cavalerii  
 Guilhelmus Martini  
 Matheus Osseries  
 Stephanus Boitranes  
 Raymundus Petri Hugonis  
 Bertrandus de Stella  
 Joseph Raynardi  
 Romanus Arnulphi  
 Johannes Castilloni  
 Petrus Broquerii  
 Petrus Garcini  
 Jacobus Blacassi  
 Guilhelmus Bermundi senior  
 Joannes Gavarrol  
 magister Johannes Eland notarius  
 Johannes de Candia  
 Brancasius Tayola  
 Andreas Marcelini  
 Dionisius Cleriey  
 Anthonius Andree  
 Raphael de Triatorio  
 Guilhelmus Girardi  
 Johannes Rostagni

---

<sup>62</sup> Sigueyroni

Petrus Bosqueti

Et Petrus Penne

<sup>/43</sup> civitatis Forojulii.

Et vice versa prefatus dominus Forojuliensis episcopus bona fide, gratis et sponte pro se et suos successores dictam ecclesiam et episcopatum Forojuliensem canonic(a)e intrantes promisit solemniter et convenit prenomatis magistro Petro de Nova notario, Bartholomeo de Sancto Dionisio et Raphaeli Fanguiatoris sindicis et sindicariis nominibus dicte universitatis Forojuliensis et singularum personarum ejusdem presentibus, stipulantibus solemniter et recipientibus prenomatos scindicos nominibus ipsorum propriis et sindicariis nominibus antedictis et omnes alios homines superius nominatos presentes et etiam absentes dicte civitatis aut habitantes in eadem in eorum juribus conservare et personas et bona ipsorum deffensare et alias tractare in omnibus et per omnia prout quilibet verus dominus suos fidelles homines et subjetos fovere et amparare ac deffensare tenetur.

Item promisit solemniter et convenit prefatus dominus Forojuliensis episcopus pro se et suos successores ut supra prefatis sindicis sindicariisque nominibus quibus supra eorum et dicte civitatis franquias, libertates, usus, constitutiones et bonos antiquos mores tenere et observare, contra in aliquo numquam facere vel venire prout et sicut ac quemadmodum sui(s) antecessores dictam universitatem et singulares personas ejusdem in eisdem tenuerunt et observaverunt.

Item <sup>/43v</sup> promisit solemniter et convenit idem dominus Forojuliensis episcopus pro se et suos ut supra jamdictis scindicis presentibus et stipulantibus et recipientibus sindicariis nominibus quibus supra quod casu quo reperitur de jure quod ipse dominus episcopus teneatur jurare libertates, franquias, usus, constitutiones et bonos antiquos mores predictos dicte universitatis et singularum personarum ejusdem ipse dominus episcopus est prestus<sup>63</sup> et paratus illos et illas jurare et alia facere et observare que sui antecessores fecerunt et observarunt.

Item etiam promisit solemniter et convenit memoratus dominus Forojulensis episcopus pro se et suos successores ut supra prefatis sindicis presentibus et ut supra stipulantibus solemniter et recipientibus quod casu quo superius in presenti instrumento fuerint aliqua capitula descripta seu publicata que essent contra formam juris et extra juramentum fidelitatis prefatus dominus Forojuliensis episcopus habet et habere vult et intendit illa talia capitula pro non descriptis et pro non publicatis nisi solum et duntaxat illa que publicata et facta fuerunt juxta juris formam et que in juramento fidelitatis <sup>/43bis</sup> continentur et etiam comprehendantur.

De quibus omnibus universis et singulis supradictis prefatus magister Joannes Heland procurator curiae episcopalis Forojuliensis nomine dicti omni Forojuliensis episcopi et sue ecclesiae Forojuliensis petiit sibi fieri unum et plura et dicti sindici dictis nominibus petierunt etiam eis et dicte universitati fieri unum etiam et plura tot et tanta quot et quanta habere voluerint instrumentum et instrumenta quod et que possint et valea[nt] dictari etc.

Acta fuerunt hec ut et ubi supra videlicet in aula palatii domus episcopalis Forojuliensis, presentibus venerabilibus et circumspcctis viris dominis Oratione de Castillione preposito, Petro Thome archidiacono, Arnaudo Fanguiatoris sacrista, Anthonio Raynaudi et Pontio Susoni canonicis ecclesiae cathedralis civitatis Forojulii, domino Pontio Marquesi vicario de Ramatuela et Petro Candelarii.

---

<sup>63</sup> presto

<sup>/43bis</sup> Transaction entre l'évesque et la communauté de Fréjus de l'an M III<sup>C</sup> LXXXIX

In nomine domini nostri Jesu Christi amen. Anno Incarnationis ejusdem millesimo quadringentesimo octuagesimo nono et die vicesima septima mensis aprilis, regnante christianissimo et illustrissimo principe et domino nostro domino Karolo, Dei gratia Francorum reg(i)e, comittatum Provinciae et Forcalquerii et Pedemontis comitte, feliciter amen. Noverint universi et singuli presens publicum instrumentum inspecturi, visuri, lecturi ac etiam audituri quod, cum lites, questiones et controversiae notae et suscite jam essent majoresque oriri et suscitari sperarentur inter reverendum in Christo patrem et dominum dominum Rostagnum de Ancedun(i)a, miseratione divina Forojuliensem episcopum modernum ejusve predecessores in dicto episcopatu, ex una, tam active quam passive, et universitatem dictae civitatis Forojulii et singulares personas ejusdem equidem active et <sup>/44</sup> passive, ex altera partibus, et tam in eadem civitate Forojulii seu ejus Forojuliensi curia quam etiam per appellationem et tam in curia magna regia curiaque archiepiscopali Aquensi quam etiam curia primarum appellationum ejusdem civitatis Aquensis ac aliis curiis quibuscumque et hoc pretextu et occasione certarum petitionum hinc inde factarum :

Et primo super tabulis fiendis tempore nundinarum dictae civitatis Forojulii [tam] in plateis et viis latis quam extra menia ejusdem civitatis Forojulii constructis, ad quasquidem tabulas construendas dicto tempore nundinarum seu fieri et construi faciendas dicebat dicta universitas organo honorabilium virorum magistri Petri Jordani et Petri Vesilii, scindicorum dictae universitatis, et certorum aliorum sociorum ad id per eandem civitatem deputatorum esse in possessione illas faciendi seu fieri faciendi a tanto tempore citra cujus memoria hominum in contrarium non existit et exigendi illarum pretium a conducentibus illarum singulis annis et propterea petitum extiterit dicto reverendo in Christo patri et domino domino moderno episcopo <sup>/44v</sup> quatinus, non obstante quadam turba facta hoc presenti anno et tempore nundinarum Forojulii per dominos officiales ejusdem reverendi domini episcopi qui a talibus conducentibus pretium illarum exigerunt, dictam universitatem Forojulii in eadem possessione manuteneri et conservari, et hoc de primo.

Item et secundo dicebat et acerebat dicta universitas organo supra quod, licet mare sit commune et littus maris et nemo acce(n)dere prohibeatur, ipsos dominos officiales studentes exercere novitates a barquiis inhibi venientibus que nec ibi onerantur nec exonerantur pecunias exigere, a quibus exigere non est consuetum nisi a barchiis quae ibi onerantur aut exonerantur a quibus exigere possunt denarios decem pro qualibet, sic novas impositiones induci cupientes et ne fama alicujus extortionis exigendi oriatur in dicta civitate Forojulii supplicarunt ut dignaretur eandem civitatem regere et gubernare ut predecessores regere et gubernare fuerunt assueti.

Item et tertio quia aliqui vendunt barchias aliquibus <sup>/45</sup> extraneis ab ementibus volunt dicti officiar[i] exigere solidum unum prout et exigerunt pro singula libra preter et contra usitatum et propterea requisiverunt eundem reverendum dictum dominum Forojuliendem episcopum ne a cetero talia non exigant.

Item et quarto cum piscari in mari sit liberum tamen officiales ipsi a piscatoribus corali novum vectigal imponunt pecunias ab eis exigendo quod cedit in grande detrimentum et intersse dictae civitatis eo quia illi tales piscatores venire solebant singulis diebus sabbatinis ad recipiendum victualia necessaria qui ratione premissae impositionis venire abstinerunt et abstinent et ne detur materia dictis piscatoribus coralli abstinerere a dicta civitate venire pretextu dicti vectigalis

supplicarunt ut dignaretur tale vestigal a cetero non exigi et sic universitas ipsa in veniendo et emendo augmentaretur.

Item et quinto ipsi officiales, volentes subdictos oprimere, illos incarcerando et responderi faciendo non receptis informationibus et illos cum fidejussione relaxare aliquando nolendo et recusando preter et contra tenorem regiarum constitutionum observandarum et quos volunt /<sup>45v</sup> minime incarcerari debere data fidejussione idonea quosque<sup>64</sup> dicere diferunt ad quorum instantiam sive denontiationem tales processus fiunt ne pars denunciata sciat contra quem seu quos possit habere regressum ac partem formatam habere, supplicarunt tales a cetero incarcerari non debere data fidejussione et nomen<sup>65</sup> denunciantis per eosdem exprimi debere.

Item et sexto quod procurator fiscalis nec alius officialis dictae Forojuliensis curiae ut officarius et procurator non possit seu valeat in questas denontiare seu accusare sine demontiante ne aliquis subdictus de talibus possit conqueri et quod talis denontiatio pro non facta habeatur [p]etiit et requisivit ipsa universitas.

Item et septimo quod, quamquam secundum formam privilegiorum presentis patriae et illius consuetudinem officia sint annualia, requisivit dicta universitas ut dignaretur concedere ut officarii reverendi in Christo patris domini Forojuliensis episcopi sint annuales nec minus cum officiales ipsi utpote<sup>66</sup> notarii quinque annorum spatio et procurator ac advocatus steterint/<sup>46</sup> per longum tempus in eorum officiis remove et alios civitatenses dictae civitatis Forojulii in eisdem eodem pretio reponere et preferre et quod tales notarii teneantur observare constitutiones regias et ducales et tam in spiritualibus quam temporalibus prout notarii curiae archiepiscopalis Aquensis observant.

Item et octavo requisivit dicta universitas organo quorum supra ut dignaretur dicto reverendo domino Forojulensi episcopo pro suo felici adventu privilegia singula, libertates, statuta et laudabiles consuetudines concessas et concessa dicte universitati et prout predecessores sui assueti sunt confirmare, ratificare, jurare et aprobare nec non omnia criminalia benigne remittere. Item et nono quia universitas Forojulii et singulares persone ejusdem fuerunt et sunt a tanto tempore citra quod memoria hominum in contrarium non existit in possessione paciffiqua et quieta lignerandi et lignamina construendi seu construi faciendi sicuti sunt trabes, tabula, scairata et alias explechias faciendi tam in territorio Forojulii, Sancti Raphaelis et de Pugeto illosque, illas et illa tam civibus quam exteris vendendi; nihilominus tamen officiales ipsi, co(g)nantes eandem /<sup>46v</sup> universitatem et singulares personas ejusdem turbare possessione jamdicta, certos particulares intitularunt et inquietarunt, lignamina ipsa arrendando, inquietando et varia alia gravamina inferendo, et cum talia de jure non procedant supplicarunt dictam universitatem et singulares personas ejusdem dimittere in eadem possessione.

Item et decimo quia dicta universitas Forojulii parvum habet territorium, in quo vix avere ejusdem et singular(i)um personarum illius vivere valet, nihilominus tamen officiales ipsi dictum territorium arrendarunt forensibus illud cum eorum averi et in magno numero depascentibus, sic dictum territorium absorbendo et taliter quod avere ipsius universitatis et singularum personarum ejusdem in eodem vivere non valet.

Item undecimo, cum unicuique sit de jure permissum domum suam edificare et altiare de terra usque ad coelum, nihilominus tamen, dum tales edifficationes et altiatura fiunt, officiales ipsi illas facere non permittunt, illos propterea inquietando, molestando et diversa alia gravamina

---

<sup>64</sup> quodque

<sup>65</sup> nomem

<sup>66</sup> ut puta

inferendo, et, cum talia de jure non procedant, petiit dicta universitas a dictis molestationibus et impedimentis ab inde in antea cessare et cessari /<sup>47</sup> facere.

Item et duodecimo, cum masselarii positi pro servitio et ad effectus serviendi de carnibus dictae universitati et singulis personis ejusdem vendunt carnes ipsas officialibus pretio convento cum eadem universitate, ipsi officiales, dum carnes ipsas recipiunt, dictum pretium concordatum, pote<sup>67</sup> denarios quinque pro singula libra mutonis, solvere recusarunt [et] contradicunt, volentes diminuere obolum pro singula libra preter et contra concordatum cum dicto masselario, et propterea supplicavit et petiit ut dictos officiales dictas carnes recipientes illas habent solvere juxta pretium concordatum.

Item et decimo tertio, cum licitum sit unicuique [venari] sine tociquo juxta statutum per retroduces principes ville Draguignani et toti[us] vicarie ejusdem concessum et recipienti cassam talem cassam sibi ipsi appropriare absque aliqua solutione usatici, nihilominus tamen officiales ipsi, dum contingit talem venationem recipere, dictum usaticum recipere conantur ; supplicavit propterea dicta universitas dictum usaticum ab inde in antea super talibus venationibus sic sine tossico captis non habeant exigere neque quemquam vexare.

Item et decimo quarto /<sup>47v</sup>, cum universitas Forojulii et particulares ejusdem habentes terras seu possessiones in territorio de Pugeto sint in possessione, a tanto tempore citra quod memoria hominum non existat in contrarium, quod, tempore messium et calcaturarum dum blada detriquantur, illa blada excreta in eisdem terris ab eisdem amovere et illas transportare in territorio Forojulii et detriquantur facere sive calcari, nihilominus tamen officiales ipsi hoc facere non permittunt, volendo illa sic et in eisdem terris excreta facere detriquantur seu calcari in eodem territorio de Pugeto, dictos talles particulares ea de re inquietando, molestando et diversa alia gravamina inferendo ; supplicavit propterea ut dignetur dicta blada sic in ei[s]dem terris de Pugeto excreta posse ducere ad dictum territorium Forojulii detriquantur facere et eosdem in eadem possessione manutenere.

Item et decimo quinto, licet consilium universitatis Forojulii sit in possessione et consuetudine ordinationes et copias illarum non exigere neque tradere dictis officialibus, nihilominus officiales ipsi, volentes imponere novitates dictas copias dictarum ordinationum ab eodem consilio habere /<sup>48</sup> nituntur et conantur preter et contra usitatum et consuetudinem ; dignetur propterea tales novitates amputare et a cetero cessari facere, imo consilium ipsum in eadem possessione et consuetudine manutenere.

Item et decimo sexto, cum e(t)quidem dicta universitas et singulares persone ejusdem sint in possessione, a tanto tempore contra quod memoria hominum in contrarium non existit, construendi et construi faciendi tabulas in plateis et porticis et carreriis viisque publicis, nihilominus tamen dicti domini officiales, dum tales tabule fiunt, illas fieri prohibere nituntur, illos inquietando et diversa alia crimina inferendo ; et dicta universitas sit in possessione dignetur propterea illam et singulares personas ejusdem in illa manutenere.

Item et decimo septimo quod, quamquam universitas Forojulii sit in possessione longissima et per literas propterea concessa(s) exigendi et levandi denarium unum pro singulo cistario bladi et singulo floreno a cuibuscumque exteris extraentibus bladum per mare sive alias mercantias extra presentem patriam Provinciae, nihilominus tamen dicti domini officiales denarium ipsum exigere non permittunt ; dignetur propterea a cetero permittere ut dictum denarium exigere asuetum /<sup>48v</sup> per

---

<sup>67</sup> puta



eamdem universitatem sive deputandos habea[t] exigere et ab inde in antea nullam mollestiam eidem inferre.

Item et decimo octavo, cum vigore dictae possessionis et literarum dicta universitas possit et valeat exigere grossum unum pro singulo timone et quacumque barchia intrante portum fiendum per dictam universitatem, dignetur ut, competo dicto opere dicti portus, ne aliqualis molestia eidem universitati per eosdem dominos officiales inferatur ab inde in antea.

In adversum vero dicebat et acerebat atque pretendebat idem reverendus dominus episcopus Forojuliensis ad dictas petitiones ex adverso factas :

Et primo prima<sup>68</sup> petitioni facienti mentionem de tabulis construendis tempore nundinarum Forojulii, cum ipse sit dominus insolidum ejusdem civitatis Forojulii, et propterea petitionem ipsam non habere locum in eandem universitatem nisi procederet de mandato et ipsius seu suorum officialium expresso concensu sive licentia.

Item super secunda petitione facienti mentionem de mari, cum ipse sit dominus in mari per unum dietam et ultra sitque in /<sup>49</sup> possessione prout et sui predecessores existebant exigendi dictum vestigal sive ribagium, dicebat et acerebat ipse idem reverendus dominus episcopus in eadem possessione manuteneri debere et manutenendum fore in sequendo suam possessionem.

Item et super tertia faciente mentionem de venditionibus barchiarum, dicebat et acerebat ipse idem reverendus dominus episcopus se ipsum et predecessores suos fuisse et esse in possessione exigendi solidum unum pro singula libra et propterea manutenendum fore et manuteneri debere.

Item et super quarta petitione facienti mentionem de piscando in mari esse liberum, dicebat et asserebat dictus dominus reverendus episcopus esse in possessione exigendi dictum vestigal tanquam ad eum pertinens et spectans veluti dominum et propterea eidem licere dictum vestigal coralli exigere prout est in possessione hoc faciendi.

Item et super quinta facienti mentionem qualiter officiales volunt et nituntur subdictos opprimere, illos incarcerando, dictus reverendus dominus episcopus dictam universitatem et singulares personas ejusdem a postulato per eandem universitatem admitti non /<sup>49</sup> debere, eo maxime cum talia de jure non procederent, saltem completo processu contra delatos fiendo et alias cum stilus curiae huc usque observatus sit in contrarium.

Item et super sexta petitione mentionem faciente quod procurator fiscalis nec alius officarius possit denontiare, etiam dicebat et asserebat idem reverendus dominus episcopus procuratorem suum potuisse et posse inquiri facere super maleficiis et delictis contra omnes quoscumque delinquentes, cum ad eundem talia spectent ne crimina remaneant impunita tam de jure quam stilo curiae suae.

Item<sup>69</sup> et super septima petitione facienti mentionem quod officia sunt annualia, et cum ipse sit dominus insolidum et ad eum pertineat officiales quos maluerit ponere in dictis officiis, se ipsum astringendum non fore nec astringi debere.

Item<sup>70</sup> et super octava petitione faciente mentionem de privilegiis, libertatibus et laudabilibus consuetudinibus, dicebat et respondebat ipse idem reverendus dominus episcopus quod se offerebat promptum et paratum petita in eadem adimplere et facere quod in ea erit, dum tamen civitas /<sup>50</sup> ipsa Forojulii et singulares persone ejusdem faciant et adimpleant que in eis fienda fore.

---

<sup>68</sup> prime

<sup>69</sup> Tum

<sup>70</sup> Tum

Item<sup>71</sup> et super nona petitione mentionem faciente de lignaminibus confissiendis etc., ipse idem reverendus dominus episcopus dicebat et acerebat dictam universitatem non fore nec esse in possessione prout asseritur in eadem solum et dumtaxat pro usu universitatis et singularum personarum et inter eosdem tantum sit hoc solum.

Item<sup>72</sup> et super decima petitione dicente quod dicta universitas habet par[v]um territorium etc., dicebat et respondebat ipse idem reverendus dominus episcopus hoc facere potuisse et posse tanquam dominum dicti Forojulii et civitatis Forojulii prout predecessores sui hoc facere consueverunt et de hoc esse in possessione.

Item<sup>73</sup> et super undecima mentionem facienti esse permissum de jure unicuique domum suam edificare et altiare usque celum etc., cum petita in eadem non procedant de jure, dicebat et respondebat ipse reverendus dominus episcopus dicta aedificia in sui prejudicium aedificare non posse absque sui licencia et sui predecessores fuerunt in possessione prohibendi.

Item<sup>74</sup> et super duodecima petitione continente quod officiales se /<sup>50v</sup> reddunt difficiles solvere pretium carniū recipiendo conventum cum masselario per eandem universitatem etc., idem reverendus dominus episcopus dicebat et acerebat sibi et dictis suis officialibus fuisse licitum super ipsis carnibus recipiendis posse defalquare pro qualibet libra mutonis dictum obolum unum, cum ita diminuere consueverunt et sui predecessores asseruerunt et ita sit in antiqua possessione diminuendi ut<sup>75</sup> dominus dicte civitatis Forojulii.

Item<sup>76</sup> et super decima tertia petitione mentione[m] facienti de venatione sine tossico, dicebat dictus reverendus dominus episcopus se ipsum in sequendo possessionem suorum predecessorum esse in illa possessione tale jus recipiendi videlicet pro quolibet apro caput illius et pro quolibet vero animali servinio sive bestia rossa grossa simerium sive *l'anche* prout et in plerisque locis patriae Provinciae exigi usitatur.

Item et super decima quarta petitione que est super bladis excretis in possessionibus de Pugeto hominum dicte civitatis Forojulii transportandis ad territorium Forojulii ad effectus calcandi, dicebat et asserebat idem reverendus dominus episcopus in adversum /<sup>51</sup> premissam extractionem non debeat fieri, cum esset suum grande prejudicium et interesse cum conducat dictum territorium calcatoribus a terra clausa et inferre prejudicium eidem et conductori dictam calcaturam.

Item<sup>77</sup> et super decima quinta que est super copiis et exhibitionibus ordinationum consillii civitatis Forojulii, dicebat et asserebat idem reverendus dominus episcopus in adversum quod, quamquam non foret usitatum ac de consuetudine non esset dictas copias tradere et exhibitiones fieri, dicebat quod talis usitatio non usitata venit contra juris formam et maxime cum copia ipsa de jure nemini sit deneganda et precipue eidem domino et suis officialibus quorum interest.

Item<sup>78</sup> et super decima sexta facienti mentionem de tabulis construendis in plateis, porticis, carreriis et viis publicis etc., dicebat et asserebat in adversum ipse idem<sup>79</sup> reverendus dominus episcopus talem assertam possessionem parte dicte universitatis de jure non procedere, cum talis

---

<sup>71</sup> Tum

<sup>72</sup> Tum

<sup>73</sup> Tum

<sup>74</sup> Tum

<sup>75</sup> et

<sup>76</sup> Tum

<sup>77</sup> Tum

<sup>78</sup> Tum

<sup>79</sup> eidem

fieri nec construi debeant absque ejus sui vel suorum officialium licentia, minusque assuetum fuisse.

Item<sup>80</sup> et super /51 decima septima que est super bono denario, dicebat et asserebat in adversum dictus reverendus dominus episcopus dictum denarium eidem tanquam domino dictae civitatis Forojulii insolidum eidem pertinere et spectare, cum portus pro quo exigitur fiendus pote<sup>81</sup> stagnum sit ipsius reverendi domini episcopi, tum etiam quia a flumine Argentii et aqua dicti Argentii quam deverti<sup>82</sup> facit dicta universitas dicto portui sive stagno transeat per ejus territorium cujus ipse est dominus directus et per quod transire non valet nisi prius optenta licentia ab eodem prout juris est.

Item<sup>83</sup> et super decima octava petitione mentionne[m] faciente de grosso recipiendo super quolibet timone barchiae, dicebat et asserebat idem reverendus dominus episcopus eidem pertinere ratione dicti portus fiendi in dicto suo stagno.

Et aliis rationibus hinc inde per ambas partes in adversum tam verbo quam scriptis dictis productis et alegatis, hinc igitur fuit et est quod anno, mense et die in principio hujus publici instrumenti descriptis premisse partes, videlicet reverendus in Christo pater et dominus Forojuliensis episcopus /<sup>52</sup>, ex una, et predictus magister Petrus Jordani, Petrus Vesilii, scindici, Johannes Bidaudi clavarius nec non circospectus vir dominus Hugo Montanerii jurisperitus, magister Fereolus Gassagnole procurator sive actor dicte universitatis, Hugo Pinholi, Stephanus Clementis, Raphael Clementis, Philipus Justi, Honoratus Calassii, Stephanus de Stella, Johannes Motterii, Joannes Gavarii alias Greullierie, Raphel Bastoni<sup>84</sup>, Stephanus Boissoni, Paschasius Autrandi<sup>85</sup>, Antonius de Roca, magister Bertrandus Penna sartor, magister Monetus Briançoni, Jacobus Malignoni, Anthonius Boissoni, magister Guilhelmus Flandrini medicus, Honoratus Clementis senior, Franciscus Clementis, Cosmas Clementis, Theobaldus de Lone, Petrus Aliberti, Leonetus de Candia, Stephanus Bonaudi, Johannes Mattei, Jacobus Alphredi, Joannes Odoli et Antonius Bocherii, tam cives quam habitatores dicte civitatis Forojulii et tam consilarii novi quam antiqui, ac etiam alii ad infrascripta citati dictae universitatis Forojulii, ex altera partibus, et tam ipsorum et quilibet eorum propriis quam scindicario nominibus dictae universitatis hominumque et singularum personarum ejusdem civitatis Forojulii, congregati ad causam /<sup>52v</sup> infrascriptam et mandato et in presentia nobilis viri Ludovici de Bono Puteo, viguerii dictae civitatis Forojulii, volentes et ad hunc modum cupientes, ut dicerunt, litium<sup>86</sup> anfractus et questionum matteriam evitare et pacem ac pacis unionem inter easdem partes perpetuo servare laboribusque et expensis parcere, tractatu tamen magnificorum et egregiorum virorum dominorum Rolini Bartholomei, juris utriusque doctoris, magne regie curie consilarii ac curie camere rationum civitatis Acquensis presidentis ac judicis, et Ludovici Meruli, etiam juris utriusque doctoris civitatis Avignonensis, domini de Bello Campo, amicorum<sup>87</sup> communium partium earundem presentium, dictae ideo partes dictis nominibus, per se et suos heredes et in posterum juris et rei successores quoscumque, de predictis litibus, controversiis, conceptionibus,

---

<sup>80</sup> Tum

<sup>81</sup> puta

<sup>82</sup> devesi

<sup>83</sup> Tum

<sup>84</sup> Bastorii

<sup>85</sup> Antrandi

<sup>86</sup> litiunt

<sup>87</sup> alicorum

petitionibus atque demandis et questionibus cum incidentibus, emergentibus et connexis ex eisdem transigerunt, pepigerunt et convenerunt et per modum transactionis, pactionis, conventionis amicabilemque concordie<sup>88</sup> omnibus /<sup>53</sup> melioribus modo, via, jure et forma quibus potuerunt et debuerunt convenerunt in hunc et per hunc qui sequitur modum infrascriptum et juxta responsiones cujuslibet petitionum ipsarum sive capitulorum per eundem reverendum dominum Forojuliensem episcopum factas continetur.

Et primo primae que est super tabulis construendis tempore nundinarum, per hoc verbum placet ore dicti reverendi domini episcopi dicte prime petitioni facta(m), videlicet quod dicta universitas Forojulii remaneat et remanere debeat in possessione in qua erat dictas tabulas ponendi seu fieri faciendi tempore nundinarum dicte civitatis Forojulii et illarum pretium a illarum conductoribus recipiendi.

Item plus transigerunt, pepigerunt ac amicabilem et concorditer convenerunt dicte partes et earum utraque ut tangitur per se et suos ut supradictis nominibus solemnibus hinc inde stipulationibus per se et suos intervenientibus super secunda petitione sive capitulo parte dicte universitatis porrecta, que est super mari et littore illius, per hoc verbum : fiat ut reverendus in Christo pater dominus /<sup>53</sup> Forojuliensis episcopus voluerit, videlicet quod exigat et faciat de contentis in eadem ad sui reverendi domini Forojuliensis episcopi libitum voluntatis.

Item plus transigerunt, pepigerunt ac amicabilem et concorditer dicte partes dictis nominibus per se et suos ut supra et ut tangitur solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus super tertia petitione sive capitulo parte dictae universitatis porrectis, que est super venditionibus barchiarum extraneis, per verba sequentia : manuteneatur dominus in possessione exigendi salvis exemptis et inter habitatores, videlicet quod dictus reverendus dominus Forojuliensis episcopus ab extraneis ementibus dictas barchias dictum jus contentum in eadem exigat ut assuevit, salvis exemptis et inter habitatores pro ut supra.

Item plus transigerunt, pepigerunt et amicabilem ac concorditer convenerunt dicte partes dictis nominibus et ut tangitur per se et suos ut supra et super quarta petitione sive capitulo parte dictae universitatis porrectis, que est super piscatura corallii, per verba et quoad presens capitulum conclusum fuit et determinatum quod dicta universitas non se /<sup>54</sup> intendit intromittere sed remittere voluntati et beneplacito domini, salvis habitatoribus civitatis quos voluit dominus esse immunes.

Item plus transigerunt, pepigerunt ac amicabilem et concorditer convenerunt dicte partes et earum<sup>89</sup> utraque ut tangitur dictis nominibus per se et suos ut supra solemnibus stipulationibus intervenientibus super quinta petitione sive capitulo parte dicte universitatis porrecta, que est super oppressionibus et incarcerationibus subditorum, super ec verba sequentia : serventur constitutiones rege, ore dicti reverendi domini episcopi prolata.

Item plus transigerunt, pepigerunt ac amicabilem et concorditer convenerunt dictae parte[s] et earum<sup>90</sup> utraque dictis nominibus per se et suos ut supra et ut tangitur premissis stipulationibus hinc inde intervenientibus super sexta petitione sive capitulo parte dicte universitatis porrectis, que est super procuratore fiscali et officialibus, qui procurator et officiales non valeant denunciare, per hec verba : serventur constitutiones regiae, ipsius reverendi domini episcopi ore prolata.

---

<sup>88</sup> concordii

<sup>89</sup> earunt

<sup>90</sup> earunt

Item plus transigerunt, pepigerunt et amicabiliter et concorditer convenerunt dicte partes et earum /<sup>54v</sup> utraque et ut tangitur per se et suos solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus super septima petitione sive capitulo parte dictae universitatis porrectis super notariis, procuratoribus et aliis officialibus, per verba sequentia : quod officiales providebit dominus taliter quod merito universitas poterit contentari et quod terminos notariorum servetur aequalitas in spiritualibus et temporalibus quod cives Forojulienses, ore proprio dicti reverendi domini episcopi prolata.

Item equidem transigerunt, pepigerunt ac amicabiliter et concorditer convenerunt dicte partes et earum quelibet dictis nominibus et ut tangitur per se et suos ut supra solemnibus stipulationibus intervenientibus super octava requisitione sive capitulo, que est super confirmatione privilegiorum, libertatum et laudabilium consuetudinum ratificanda et juranda, per hec verba : quoad ratificationem privilegiorum, libertatum et laudabilium consuetudinum, factum est prout in ea legitur constante nota sumpta per honorabiles viros magistros Lioncium Pontanerii et Johannem de Vaxeria, tam de Lonacis quam civitatis jamdicte Forojulii notarios ; quo vero ad /<sup>55</sup> remissionem criminum, placet quantum concernit penas pecuniarias, satisfactis damnis datis et interesse civilibus, exceptis capitalibus criminibus.

Item similiter transigerunt, pepigerunt et amicabiliter ac concorditer convenerunt dicte partes et earum quelibet dictis nominibus per se et suos ut supra prout tangit solemnibus stipulationibus intervenientibus super nona petitione sive capitulo parte dicte universitatis porrectis super lignaminibus, per [h]ec verba : placet quoad cives et habitatores civitatis Forojulii et inter eos tantum intelligendo, nisi talis lignamina recuperentur in terris propriis particularium personarum ipsorum civium et habitatorum, ore ipsius reverendi domini Forojuliensis episcopi prolata.

Item pari forma transigerunt, pepigerunt et amicabiliter ac concorditer convenerunt dictae partes et earum utraque dictis nominibus per se et suos ut supra ut tangitur solemnibus hinc inde intervenientibus super decima petitione sive capitulo per dictam universitatem porrecto, dicente quia ipsa universitas par[v]um habet territorium, per hec verba conclusum fuit quod dominus possit arrendare cum relargariis ut assuetum est, ita tamen quod renderii non abutantur arendamentis scilicet quod non excedant terminos et confines assuetos.

/<sup>55v</sup> Item similiter transigerunt, pepigerunt ac amicabiliter et concorditer convenerunt dictae partes et earum utraque per se et suos ut supra et ut tangitur dictis nominibus solemnibus stipulationibus intervenientibus et super undecima petitione cive capitulo parte dicte universitatis porrecto facienti mentionem qualiter unicuique de jure est permissum domum suam edificare et altiare de terra usque ad coelum, per hec verba : placet, exceptis edificiiis circum circa palatium existentibus et alias conspectui et fortalio ipsius nocentibus domibus constructis sive edificatis in eorum robore permanentibus, ore ipsius reverendi domini episcopi prolata.

Item similiter transigerunt, pepigerunt amicabiliter et concorditer convenerunt dicte partes et earum utraque ut tangitur dictis nominibus per se et suos ut supra solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus super petitione sive capitulo facienti mentionem de massellariis positus pro servitio et ad effectum serviendi de carnibus dicte universitati et per hec verba : ex eo dominus assuetus est diminuere pro qualibet libra mutonis obolum unum, remaneat in sua possessione seu quasi.

Item pari modo pepigerunt, transigerunt ac amicabiliter et concorditer convenerunt dicte partes /<sup>56</sup> et earum utraque et ut tangitur per se et suos ut supra dictis nominibus et super decima tertia petitione sive capitulo parte dicte universitatis porrectis faciente mentionem quod licitum est unicuique de jure venanti sine tocico juxta statutum etc., per hec verba conclusum fuit quod ad

besserios venantes cum veneno vel sine teneantur quoad apros dare caput et quoad cervos seu bestias rossas grossas *lo simier* absente domino vel presente et quoad alios sives et habitatores itaque teneantur quoad apros caput, quoad cervos et bestias rossas grossas *lo simier* tandiu quandiu dominus residebat in presenti civitate seu presens erit.

Item similiter transigerunt, pepigerunt ac amicabiliter et concorditer convenerunt dicte partes et earum utraque dictis nominibus et ut tangitur solemnibus stipulationibus intervenientibus et super decima quarta petitione sive articulo facienti mentionem de gerbis extraendis a territorio de Pugeto et transportandis ad territorium Forojulii per hec verba : servetur consuetudo et transactio inita.

Item equidem transigerunt, pepigerunt ac amicabiliter et concorditer convenerunt dicte partes et earum utraque dictis nominibus per se et suos ut supra et ut tangitur /<sup>56v</sup> solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus et super decima quinta petitione sive capitulo parte ipsius universitatis porrecto facienti mentionem de copiis ordinationum consilii et illarum exhibitione per hec verba : in domo tamen civitatis, ita tamen quod si velint habere copiam manu notarii civitatis illam habere possit, salvo quod sit licitum consilio universitatis ante vel post traditionem copiae illi adere vel mutare vel trahere prout eis visum fuerit vocato domino viguerio.

Item equidem transigerunt, pepigerunt ac amicabiliter et concorditer convenerunt dicte partes et earum utraque dictis nominibus per se et suos ut supra et ut tangitur solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus et quoad decimam sextam petitionem sive capitulum facientes<sup>91</sup> mentionem de constructione tabularum in porticis sive carreriis ac viis publicis etc. per hac verba : placet quod universitas remaneat in sua possessione videlicet dum fient vocatur dominus viguerius cum quatuor deputatis super edificiiis per universitatem, ore proprio reverendi domini episcopi prolata.

Item equidem transigerunt, pepigerunt ac amicabiliter et concorditer convenerunt /<sup>57</sup> dicte partes et earum utraque dictis nominibus et ut tangitur solemnibus stipulationibus intervenientibus et super decima septima petitione sive articulo parte dicte universitatis porrecto facienti mentionem de bono denario, per hec verba concluderunt quod ille denarius sit comunis inter reverendum in Christo patrem dominum nostrum Forojuliensem episcopum et communitatem sive [universitatem] civitatis Forojulii ; verum, quoniam certae reparationes sunt necessarie fiende in certo bedali fiendo a flumine Argentii usque ad stagnum ipsius reverendi domini ad fines ducendi aquam ad dictum stagnum, ideo ex nunc ipse reverendus dominus donat dictam partem mediam ipsum concernentem in dicto denario eidem civitati pro sustentatione dictarum expensarum a sex annos incipiendo a festo beati Jacobi proxime venturo et quod officiales universitatis teneantur in antea computandos, sic quod finitis sex annis dicta media pars denarii predicti pleno jure pertineat et spectet ad ipsum reverendum dominum in Christo patrem dominum Forojuliensem episcopum, ita quod dictus denarius exigatur per deputandum per dominum episcopum et eandem civitatem.

Item similiter transigerunt, pepigerunt ac amicabiliter /<sup>57v</sup> et<sup>92</sup> concorditer convenerunt dicte partes et earum utraque dictis nominibus et ut tangitur per se et suos ut supra solemnibus stipulationibus intervenientibus et super decima octava petitione faciente mentionem de grosso timoni barchiae cujuslibet per hec verba concluderunt quod grossus timoni perfecto opere portus

---

<sup>91</sup> facientibus

<sup>92</sup> hec

seu barchiis intransibilibus dictum portum sit jamdictae universitati insolidum, ore dicti reverendi domini episcopi prolata.

Item plus transigerunt, pepigerunt ac amicabiliter et concorditer convenerunt dicte partes et earum quilibet per se et suos ut supra et ut tangitur solemnibus stipulationibus intervenientibus quod lites mote et processus premissorum pretextu cessent, renunciantes propterea dicte partes et earum quilibet ut tangitur videlicet idem reverendus in Christo pater et dominus Forojuliensis episcopus, ex una, et homines supra nominati, ex altera partibus, per se et suos ac quibus supra nominibus, scienter et expresse, exceptioni presencium transactionis, pactionis et capitulorum conventionis per easdem partes seu earum altera dictis nominibus non sicut premittitur factorum, non concessarum et celebratarum in modum premissum et ex causa superius /<sup>58</sup> declarata speique future celebrationis earumdem et omni alii doli, actioni in factum et conditioni indebiti, sive causa justa vel ex injusta causa, ita quod non possint simul aut divisim aut altera ipsarum ut tangitur possit in aliquo dicere, objicere, pretendere seu etiam allegare in judicio seu extra rem seu rei veritatem aliter se habere habuisseque vel processisse quam in hoc presenti publico instrumento noscitur per omnia contineri.

Has autem transactionis pactiones et capitulorum supra declaratorum conventionem ac amicabilem concordationem supra factas et concessas ceteraque omnia universa et singula supra et infra in hoc presenti publico instrumento contenta prout superius descripta sunt et inferius describuntur promiserunt solemniter et convenerunt dicte partes et earum utraque ut tangitur per se et suos ac quibus supra nominibus sibi ad invicem et vicicim mediantibus stipulationibus hinc inde per se et suis intervenientibus una alteri et alia alteri et contra ratas, gratas et firmas rataque, grata et firma habere, tenere, servare, gerere contraque in aliquo nunquam facere, dicere vel venire per se aut aliam interpositam personam seu interponendam contrariam exceptionem vel actum contrarium opponere, per quam seu quod /<sup>58v</sup> premissa aut alicui premissorum derogetur serveturque illesa et pariter inconcussa sub expressa hypotecqua et obligatione omnium et singulorum bonorum et jurium dicti reverendi in Christo patris et domini Forojuliensis episcopi sueve curiae et dicti sui episcopatus, ex una, et dictorum hominum supra nominatorum et totius universitatis et singularum personarum ejusdem mobilium et immobilium ubique existentium, presentium et futurorum, et sub refectione restitutioneque et integra emenda et satisfactione omnium sumptuum, damnorum, interesse, gravaminum et expensarum quos, quas, qua et quod altera partium jamdictarum culpa aut defectu alterius partis et e converso pati incurrere vel sustinere oportuerit, in curia vel extra litigando vel alias covis modo, pro firmitatis obtentu et inviolabili observantia omnium et singulorum premissorum de quibusquidem sumptibus, damnis, interesse, gravaminibus et expensis credere et stare promiserunt dicte partes et earum utraque prout tangitur per se et suos ac quibus supra nominibus videlicet soli et simplici verbo tantum alterius partis et e converso premissa a se promissa ut tangitur observari sine juramento testibus et omni alia probatione quacumque sub expressa /<sup>59</sup> hipotequa et obligatione premissis.

Pro quibus omnibus universis et singulis supradictis melius, utilius, firmiter et validius attendendis complendisque et inviolabiliter observandis, dictus reverendus in Christo pater et dominus Forojuliensis episcopus, ex una, et homines superius nominati ac quilibet eorum et quibus supra nominibus ut tangitur, ex alia partibus, realiter tantum obligaverunt et submiserunt videlicet idem reverendus dominus episcopus bona suae curiae et totius episcopatus jamdicti Forojuliensis quacumque mobilia et immobilia, presentia et futura, dicti vero syndici, clavarius, consilarii et citati bona propria eorum et dictae universitatis mobilia equidem et immobilia, presentia et futura, viribus, stilis et coerci[t]ionibus curiarum spiritualis et temporalis hujus

civitatis Forojulii solum et dumtaxat, in quibus seu earum altera hoc instrumentum publicum ostendi contigerit seu producit, sic taliter et de pacto quod de una ad aliam trahi et mutari possit actio et haberi recursus nulla fori declinatoria excusatione obstante quamquam in alia jurisdictione fuerit inceptum, super quibus universis et singulis jamdictis dictae partes et earum quaelibet ut tangitur per se et suos ac quibus supra nominibus scienter et expresse renunciaverunt omni juri juvanti deceptos /<sup>59</sup> omnique juris et facti ignoventia et omni errori calculi petitionique et oblationi libelli ac alterius cujuscumque petitionis simplicis vel solemnem ac litem contestationi et exceptioni non sic celebrati contractus et aliter fuisse dictum quam scriptum et contra et jurisdictionem transactionem extra iudicium factam transigenti non posse prejudicare iurique dicenti ubi iudicium inceptum est ubi finem accipere debet et conventos non coram suo iudice posse forum declinare forique eorum privilegio et beneficio appellationis et contradictionis cujuslibet induens viginti dierum et quat[u]or mensium feriisque messium et vindemiarum et demum ac generaliter omni alii exceptioni, deffensionem, tuissionem, rationem et juri divino et humano, usui et consuetudini novo et veteri, canonico et civili, quibus mediantibus contra premissa aut aliquid premissorum possent se dicte partes seu altera ipsarum posset in aliquo juvare, deffendere seu tueri et juri dicenti generalem renuntiationem non valere nisi precesserit specialis itaque tantum valeat hec generalis renuntiationem ac si omnes et singule casus juris utriusque necessarii ibidem essent expressi ; et premissa omnia et singula attendere et complere et contra non venire promiserunt dictus reverendus in Christo pater et dominus /<sup>60</sup> Forojuliensis episcopus ex una ac homines superius nominati et quilibet ipsorum et idem dominus episcopus more(s) solito ad pectus juravit, ipsi vero homines superius nominati super scripturis manibus eorum et utriusque ipsorum tactis. De quibus omnibus universis et singulis jamdictis reverendus in Christo pater et dominus Forojuliensis episcopus pro se ipso et homines jamdicti pro universitate dictae civitatis Forojulii petierunt et requisiverunt eis fieri publicum et publica instrumentum et instrumenta unius et ejusdem tenoris et continentie per nos, Petrum de Tabertelis civitatis Forojulii ac Leontium Ponthonerii ville Leonicarum, notarios publicos, quod et que possint et valeant dictari, corrigi, refici, meliorari semel et pluries, produ[c]tum in iudicio vel non produ[c]tum et ante litem contestatam, consilio vel dictamine unius aut plurium in iure periti vel peritorum, substantia tamen facti in aliquo non mutata sed in omnibus observata.

Acta fuerunt haec Forojulii in palatio episcopali et in magna aula ejusdem, in presentia<sup>93</sup> et testimonio reverendi venerabiliumque nobilium et egregiorum ac discretorum virorum dominorum Petri Roboty loci Christe Arnaudi<sup>94</sup> diocesis Diensis, Johannis Rodulphi archidiaconis, /<sup>60</sup> Gondisalvi<sup>95</sup> de Villa Alva canonici ecclesiae cathedralis Forojuliensis magistrorumque Petri Rocque et Raymundi Camponi notariorum ville Arearum, testium ad premissa vocatorum assumptorumque spetialiter et rogatorum, et mei Leontii Ponthonerii villae Leonicarum dictae Forojuliensis diocesis notarii publici autoritate regia in comitatibus Provinciae et Forcalqueri ac terris illis adjacentibus constituti et curie temporalis Forojulii scribae ordinarii qui premissorum capitulorum presentationi per dictos dominos scindicos dictae universitatis et alios electos dicto reverendo in Christo patri et domino domino Forojuliensi episcopo ac requisitionem inde secute factis necnon responsionibus per prefatum in Christo patrem dominum Forojuliensem episcopum dictis capitulis factis ac conclusionibus hinc inde secutis et aliis in premissis instrumentis declaratis presens una cum prenomminatis testibus interfui(t) et de eisdem

---

<sup>93</sup> presentio

<sup>94</sup> Crest (Drôme).

<sup>95</sup> Gondisalim



omnibus unacum nobili viro magistro Petro de Tabertelis notario publico dictae civitatis inferius descripto notam sumpsimus, legimus et publicavimus ex qua alterius scriptoris scriptum et grossatum extrahi et grossari fecimus virtute regiae /<sup>61</sup> gratiae super his benigne eslargite et demum facta debita colatione cum originali nota hujusmodi instrumentum in hujusmodi duabus membranis pellibus fillo albo simul sutis<sup>96</sup> cujusquidem primae membrane ultima linea incipit « personam » et finit « et dicti », dictae vero secunde membranae prima linea incipit « sui episcopatus » et finit « gravaminum », et grossatum et scriptum concordanter inveni hic me propria manu subscribens signum meum publicum apposui consuetum in fidem omnium et singulorum premissorum requisitus per dictum reverendum in Christo patrem et dominum dominum Forojuliensem episcopum, Liontius Ponthonerii.

Et mei Petri de Tabertelis oriundi dictae civitatis Forojulii, notarii publici apostolica et regia autoritatibus constituti, qui capitulorum presentationi, requisitioni, respontionibus, transactioni, pactioni et conventioni et conclusionibus omnibusque aliis et singulis premissis presens et personaliter unacum predescripto magistro Leoncio Ponthonerio notario interfui eaque omnia et singula sic fieri vidi et audivi, inde noz ambo ipsi notarii requisiti presentibus testibus subscriptis organo mei de Tabertelis legimus et publicavimus et in notam sumpsimus, ex quacuidem /<sup>61v</sup> nota hoc presens publicum instrumentum in his duabus membranis pergamenis filo albo simul sutis et in earum marginibus signo cujuslibet nostrum signatis, quarum primae ultima linea incipit « personam » et finit in eadem « et dicti », secunde vero<sup>97</sup> prima linea incipit « sui episcopatus » et finit in eadem « gravaminum », et manu alterius nobis fieri scribi et grossari fecimus et inde decenti collatione facta per noz ipsos notarios cum suo originali extenso que in unum simul concordare invenimus ideo hic me manu mea propria requisitus pro parte ipsius reverendi domini episcopi subscripsi et signo meo authentico signavi in fidem premissorum, Petrus de Tabertelis.

Ut copiae hujusmodi fides indubia ubique adhibeatur, attestor ego Ludovicus Grenoni, civis Grassensis, notarius publicus apostolica et regia autoritatibus constitutus, nunc curiae episcopalis Forojuliensis scriba, illam ab originali instrumento transactionis fuisse et esse fideliter extratam per magistrum Nicolavum Romani, notarium publicum castrum de Fayencia, dictae episcopalis curiae vicescriba substitutum, ejus manu propria scriptam et per noz ambos correctam in prece(n)dentibus foliis papiri undecim, presenti incluso, et ut majoris firmitatis robore fruatur signum meum infra aposui consuetum /<sup>62</sup> per procuratorem reverendi(m) in Christo patris et domini domini N. de Flisco Forojuliensis episcopi requisitus die ultima mensis aprilis anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo sexto, L. Grenoni.

Révocation de certains officiers royaux qui troubloient  
ceux de l'evesque à Fréjus faite par la reyne Yolans

Yolans, Dei gratia regina Hierusalem et Seciliae, ducatus Apuliae ducissa, Andegaviae comitatumque Provinciae et Forcalquerii, Cenomaniae, Pedemontis comitissa, vicario curiae regiae et nostrae villae Draguignani fideli nostro gratiam et bonam voluntatem. Pro parte reverendi in Christo patris episcopi Forojuliensis regii et nostri consiliarii et fidelis devoti culmino /<sup>62v</sup> nostro fuit oblata supplicatio hujus seriei :

---

<sup>96</sup> signatis

<sup>97</sup> verbo

« Sacrae reginali magestati pro parte sui fidelis oratoris et sui consilii episcopi Forojuliensis humiliter exponitur cum querella quod quidam Joannes Locler, vicarius curiae regiae Draguignani, his diebus non longe preteritis sub quadam generalitate de facto et contra juris formam et antiquam consuetudinem observatam voluit constituere et constituit Petrum Hugonis alias de Cavalis de civitate Forojulii bajulum locorum maritimalium vicariae Draguignani tempore sui regiminis perdurante et alias infra tempus ipsum ad regium beneplacitum sive suum et super hoc sibi concessit literas vigore quarum dictus Petrus de Cavallis nisus fuit et nititur officium dictae bajuliae exercere in dicta civitate Forojuliensi et aliis terris ad ipsum episcopum pertinentibus in damnum prejudicium jurisdictionis et enervationem dicti episcopi, ad quem plene jure, usu et consuetudine antiquissima saltem a decem, viginti, triginta, quadraginta, quinquaginta, sexaginta annis citra et ultra et a tanto tempore quod in contrarium memoria hominum non existit pertinet et spectat, /<sup>63</sup> ponere, creare et constituere officiales suos in temporalibus et spiritualibus in dicta civitate Forojulii et aliis locis pertinentibus ad ecclesiam Forojuliensem licet maritimis absque eo quod unquam ibi fuerit positus aliquis officialis regius. Ulterius de quadam questione in curia temporali Forojulii ipse Guillelmus Scoferii ex una parte et universitas dictae universitatis Forojulii ex altera de et super quodam passagio de facto ad locum ipsum dictus vicarius accessit testes examinari faciendo et alias causam ipsius questionis ad se trahendo in prejudicium per enervationem jurisdictionis dictae ecclesiae<sup>98</sup> Forojuliensis a quibusquidem gravaminibus pro parte dicti episcopi tunc absentis a patria et vaccantis in Francia ad servitium regiae majestatis ubi vaccavit per unum annum et ultra per suos officiales extitit appellatum ad sacram regiam majestatem constante de hoc publicis instrumentis inde confectis. Quare dictus episcopus rediens de sua ambasciata Franciae humiliter supplicat dictae reginali excelentiae quatenus dignetur<sup>99</sup> culta justicia mandare dicto vicario ut creationem dicti bajuli et alia per eum attentata in causa civili predicta contra jurisdictionem /<sup>63v</sup> dicti episcopi revocet et ad statum pristinum reducat dictaque sacra reginalis majestas ex nunc ea revocet et ad statum pristinum et debitum reducat ipsa appellatione non obstante cui tacite vel expresse per presentem oppositionem sive supplicationem renunciare non intendit nisi quod absit premissa exposita et supplicata sibi denegentur concedendo inde literas opportunas . »

Nos autem, volentes prout non decet ipsam Forojuliensem ecclesiam suis juribus mancipari aut aliquatenus contra rationis debitum perturbari sed ipsam prefatumque episcopum consiliarium regium et nostrum devotum de illa curam et administrationem habentem in illis presidiis et favoribus debitis protegi pariter et defendi volumus vobis et arum cerie vobis cum deliberatione regii et nostri nobis assistentis consilii, precipimus et mandamus quatenus bajulum ipsum per te ut premittitur statutum qui juxta nobis datam informationis veritatem nomine regiae et nostre curiae fuerunt in similibus ordinati visis presentibus removeas et destituas sine difficultate et contradictione quacumque nec de tali creatione bajuli de cetero intromittas cum per officiales nostrae /<sup>64</sup> Draguignani curie casuum ipsi regie nostrae curiae pertinentium cum emergunt infra tibi commissam vicariam inquisitio et punitio fieri debeat ut actenus extitit consuetum et nihilominus quia ipse supplicans asserit quod examinatio ipsorum testium et tractatio ipsius cause passagii ad manus tuas et alia parte curiae causam eandem factae et facta fuit et fuerunt in prejudicium ipsius ecclesiae Forojuliensis cum a te talia nullatenus sed ad ipsam Forojuliensem ecclesiam spectare dicantur de ipsa causa nullatenus intromittas quin imo facta et attendata per te

---

<sup>98</sup> ecclesiis

<sup>99</sup> vignetur

super eadem etiam revoces et reducas statui primitius nisi causam justam et rationabilem velles pro parte regiae curiae super ipsa passagii causa tantum in contrarium allegare ad quam allegandam tibi ad comparandum coram nobis diem sextam post allegationem ipsam pro termino assignamus presentibus debite executis remanentibus presentanti. Datum in civitate Aquensi per nobilem et egregium virum Joannem de Guiradis, militem, legum doctorem, dominum de Sancto Albano, magistrum rationalem, consiliarium regium atque nostrum mandato nostro locumtenentem, majorem judicem comituum predictorum, anno incarnationis Domini millesimo quatricentesimo /<sup>64<sup>n</sup></sup> undecimo, die decima sexta mensis junii quarte indictionis. Per reginam in suo consilio R. Basseto gratis de mandato registrata.

Tenor illarum sub<sup>nis</sup>

Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo primo, die vicesima mensis junii quarte indictionis, presentes litere presentate fuerunt nobili viro Joanni Lochier, vicario et cappitano regio villae Draguignani, per nobilem virum Firminum Rostandi, vicarium curiae de Forojulio nomine retrospecti domini Forojuliensis episcopi, petentem ipsas exequi et executioni celeri debite demandari prout in ipsis precipitur et mandatur, quibusquidem literis per ipsum dominum vicarium et cappitanum capite discoperto et ejus devota inclinatione humilime receptis paratum se obtulit ipsas literas exequi et executioni debite demandari juxta earum mentem seriem et tenorem in quarum executione dictus vicarius jussit et ordinavit bajulum retrospectum amoveri et revocari et alias fieri prout et quemadmodum in eisdem continetur precipitur et mandatur nihil omittendo concedens preterea litteras revocatorias opportunas quae scripsi ego Stephanus Pellergoni vicenotarius ipsius curiae et signavi.

/<sup>65</sup> Confirmation des privilèges du pays de Provence soit par les ecclesiastiques et autres faite par les roys de France Louis XI<sup>e</sup>, Charles VIII et Louis XII

Extractum locumtenentie regie spectabilis quondam et magnifici domini Palamedis Forbini domini de Soleris

Louis, par la grace de Dieu roy de France, a tous ceux qui ses presentes lettres verront salut. Comme par le trespas de feu nostre cousin Charles, en son vivant roy de Sicille et de Hierusalem et comte de Provence, Forcalquier et Meine, Guise etc., nous soient advenus et eschez plusieurs desdicts royaumes et comtés et autres terres et seigneuries que tenoit nostredict feu cousin tant par droict de /<sup>65<sup>n</sup></sup> succession heredital que autrement, pour prendre et apprehender la possession et saisie desquelles et donner ordre et provision au regime et gouvernement et administration d'icelles ainsy que le cas le requiert ne nous soit quand a present bonnement possible de nous y transporter obstant les autres grandz affaires que nous surviennent chacun jour, par quoy nous soit besoin de commettre, ordonner et establir quand a ce aucuns grandz et notables personages de bonne et grand autorité a nous agreables, seurs et feables et qui par leur prudence s'y puissent tellement gouverner que lesdits royaumes, comtés, terres et seigneuries a nous ainsy advenus et escheus comme dit est et les sujetz d'icelles puissent vivre sous nostre obeissance en si bonne paix, union et tranquillité que nostre absence ne leur puisse aucunement estre prejudiciable, sçavoir faisons que nous, ces choses considerées et la grand, singuliere et entiere confience que nous avons toujours eu et /<sup>66</sup> avons plus que jamais de la personne de nostre amé et feal

conseiller et chambellan Pallamedes Forbin, chevalier, seigneur de Soliers, natif de nostredict comté de Provence, et de ses grandz sens et loyauté, bonne diligence et grande experience que nous avons cogneue par effect en plusieurs grandes matieres dont il a heu par cy devant la charge de par nous, desquelles il s'est sy bien et prudemment conduit et gouverné qu'il en est digne de memoire perpetuelle et de très singuliere et très excelente recommandation, iceluy sieur de Soliers pour ses causes et autres plusieurs justes et raisonnables avons, par l'advis, conseil et deliberation de plusieurs des seigneurs de nostre sang et lignage et autres grandz et notables personnages de nostre grand conseil, fait, commis, ordonné, établi et depputé, faisons, commettons, ordonnons, établissons et depputons par ces presentes nostre lieutenant et gouverneur general en et par toutes nosdictes comtés de Provence et de Forcalquier, seigneuries de Marseille et d'Arles et autres païs, terres et seigneuries a nous appartenans /<sup>66<sup>v</sup></sup> et illec adjacens et contigus et luy avons donné et donnons par sesdites presentes plain pouvoir, autorité et mandement especial de prendre et aprehender pour et au nom de nous la possession et saisie réelle et actuelle et corporelle tant en general comme en particulier de nosdites comtés, terres, pais et seigneuries et de toutes les cittés, bonnes villes, chasteaux, forteresses, places, terres et appartenances d'icelles, de prendre et recevoir serment solemnel de tous les gens d'Eglise, nobles, bourgeois, marchandz et autres habitans d'icelles de nous obeyr et servir envers et contre tous ceux qui peuvent vivre et mourir sans aucun en excepter, de prendre aussy et recevoir tous les sermens de fidelité et hommages a nous deubz et appartenans a cause et pour raison desdites comtés, terres et seigneuries, de pourvoir a tous les estatz et offices d'icelles tant au fait et exercice de la justice, gardes et cappitaineries desdites cittés, bonnes villes, chasteaux, places et forteresses, receptes ordinaires et extraordinaires que autrement en quelque /<sup>67</sup> maniere que ce soit, d'y entretenir et confirmer ceux quy les tiennent et exercent de present ou les en destituer, descharger, desappointer et en lieu d'yceux en y ordonner, commettre, établir et depputer d'autres idoines et suffisans toutes et quantes fois que besoin sera, de faire recouvrer a nostre proffit toutes les restes quy seront trouvées a nous estre deues tant par la fin des comptes des receveurs desdites comtés, terres et seigneuries ou autrement ou les leur donner, remettre et quitter s'il voit que bon soit de donner et ordonner aux seigneurs, cappitaines, officiers et autres personnages telz gaiges et pensions qu'il verra estre a faire et les en appointer, assigner et faire payer sur tel desdits receveurs que le cas le requerra et leur donner aussy et transporter a temps et a perpetuité telles places, terres et seigneuries qu'il luy semblera qu'ilz auront merité et desservy, de faire convocquer et faire assembler les estatz desdites comtés, pais, terres et seigneuries toutes et quantes fois qu'il verra estre necessaire pour le bien d'icelles, de mettre sus et imposer ou faire mettre sus et imposer /<sup>67<sup>v</sup></sup> telles sommes ou deniers qu'il advisera et necessité en sera sur les habitans desdites comtés, terres et seigneuries ou les aucuns d'eux ou autrement ainsi qu'il advisera pour le mieux et sy aucunes desdictes cittés, bonnes villes, chasteaux et places et forteresses et les seigneurs, cappitaines et habitans d'icelles estoient reffusans ou dillayans de luy obeyr les mettre en nostre obeissance par voye amiable sy faire se peut sinon par voye de fait et main armée et pour ce faire convocquer et assembler son ayde noz bons et loyaux vassaux et obeissans sujetz et proceder par appositions de sieges, assautz et autres voyes de guerre et tout ainsi qu'on a accoustumé de faire contre sujetz rebelles, desobeissans et criminelz de crime de leze majesté, de les prendre, remettre et reculer de nostre bonne grace s'ilz se veulent rendre, de mettre, quitter, pardonner et abolir a eux et tous autres quy besoin sera tous crimes de leze majesté et autres quelconques qu'ilz pourroient avoir commis envers nous et justice, de confirmer tous privileges, libertés et franchises et en donner et octoyer de nouveaux /<sup>68</sup> sy besoin est ausdits païs, seigneuries et comunautez et

a tous ceux qui l'en requerront et qu'il verra estre a faire, de pourvoir a tous benefices, dignitez et offices ecclesiastiques desdites comtés, terres et seigneuries, donner la collation, patronage, presentation, nomination, provision et autre quelconques dispositions nous peut et pourra competer et appartenir de plain droit et autrement en quelque maniere que ce soit, de donner et octoyer de et sur toutes les choses susdites et chacune d'icelles ses lettres patentes en forme authentique toutes et quantes fois qu'il verra estre a faire et requis en sera et generalement de faire, dire et besoigner en toutes les choses dessusdites et autres quelconques et chacunes d'icelles touchant ledit gouvernement, leurs circonstances et dependances tout ce qu'il verra bon estre pour le bien de nous, nosdites comtés, pays, terres et seigneuries et de noz sujetz et habitans d'icelles et tout ainsi que nous mesmes fairions ou faire pourrions sy nous y estions en personne qu'il y eust chose qui requist mandement plus special. Promettons de bonne foy soubz nostre honneur et en parolle de roy avoir agreable, ferme et stable /<sup>68v</sup> tout ce que par ledit seigneur de Soliers sera fait et besoigné et choses dessusdites et chacune d'icelles, leurs circonstances et deppendances et le ratiffier toutes et quantes fois que besoin en sera et requis en serons. Sy donons en mandement a tous les prelatz, gens d'eglise, officiers, nobles et autres noz sujetz tant desdites comtés, païs, terres et seigneuries que autres de nostre obeissance illec adjacens et chacun d'eux comme luy appartiendra que audit sieur de Soliers, ses gens, commis et depputés ez choses dessusdites et chacunes d'icelles, ses circonstances et deppendances obeissent et entendent diligemment, prestent et donnent conseil, confort et ayde toutes et quantes fois que besoin en sera. En tesmoin de ce nous avons signé lesdites presentes de nostre main et en icelles fait mettre nostre sceel. Donné a Tours le dix-neufviesme jour de decembre l'an de grace mil quatre cens quatre-vingtz et un et de nostre regne le vingt-uniesme, Louis.

Par le roy, le comte de Marle mareschal /<sup>69</sup> de France, le seigneur de Stellain, balif de Rouen, et plusieurs autres presens.

Charles par la grace de Dieu roy de France, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, sçavoir faisons a tous presens et advenir que, comme noz très chers et bien amez les gens du general conseil des trois estatz de nosdits païs et comtés de Provence, Forcalquier et terres adjacentes en continuant de plus en plus le grand, singulier et entier desir et affection qu'ilz ont tousjours eu et mesmement despues que nosdits pays et comtés sont advenus et escheues ez mains de nostre très cher seigneur et père, que Dieu absolve, et ez nostres par le trespas de feu nostre cousin le roy de Sicille Charles dernier trespasé, en son vivant comte et seigneur des comtés et terres adjacentes, et monstrent evidemment et par effect le bon vouloir qu'ilz ont a ce qu'ilz soient et demeurent a tousjours inseparablement a nostre couronne, ayant puis n'a gueres fait dire et requerir a noz dellegués commis et depputés et qui pour nous ont /<sup>69v</sup> assisté aux estatz dudit pays tenus en nostre ville d'Aix au mois de mars dernier passé que pour le bien et seurté dudit païs et afin que doresnavant toutes entreprises, invasions et autres domages et incursions que aucuns pourroient precogiter ou s'esforcer de faire par voie d'hostilité ou autrement contre les manans et habitans desditz païs et terres adjacentes et par autres justes et raisonnables causes nostre plaisir feut de tenir tousjours soubz nostre main ou la couronne de France nosdits païs, comtés et terres adjacentes et lesdits manans et habitans en iceux sans jamais les alienner, transferer, permuter ne desmembrer en autres mains par nous et noz successeurs rois de France en quelque maniere que ce soit mais a ce les adjoindre, unir et incommutablement annexer a nous et a ladite couronne de France en gardant et observant leurs privileges, libertés, conventions,

chappitres de paix, coustumes, loix et autres franchises et usages de vivre, laquelle chose leur eust esté accordée par /<sup>70</sup> nosdictz commissaires. Pour laquelle cause iceux desditz estatz dereschef assemblés au mois d'aoust dernier passé en nostre ville d'Aix afin d'avoir et obtenir sur ce et autres affaires desdits païs plus amples et vallables provisions jouxte la volonté et intention de nous et desditz manans et habitans d'iceux pays ayent commis et ordonné noz amis et feaux Baptiste de Pontevès, escuyer, seigneur de Cotignac, et m<sup>e</sup> Rolin Barthelemy, licentié en chacun droict, leurs procureurs et ambassadeurs, pour venir devers nous et nous faire plus au long lesdites requestes et remonstrances sur ce necessaires, ce que iceux ambassadeurs ayant depuis fait et en la presence de plusieurs des seigneurs de nostre sang et gens de nostre conseil nous ayant dereschef dit et remonstré les choses dessusdites en nous suppliant et requerant très humblement et instamment pour et au nom desdits manans et habitans desdits païs qu'il nous plaise faire ladite adjonction et union desdits païs, comtés et terres adjacentes par la maniere dessusdite et tous leurs privileges, chappitre de paix, conventions, libertés /<sup>70<sup>v</sup></sup>, franchises, droitz, usages et coustumes concernant gens d'Eglise, nobles, villes, chasteaux, communautez et autres quelconques, confirmer, jurer et approuver tant en commun comme en particulier et sur ce leur impartir nostre grace et liberalité, pourquoy nous, ouïs lesdites remonstrances et humbles requestes ainsi a nous faites que lesdits ambassadeurs et depputez desdites gens de trois états representans generalement tout le peuple tant gens d'Eglise, nobles que autres quelconques de nosdits païs, comtés et terres adjacentes, considerant la grand entiere amour et loyauté qu'ilz ont par cy devant eue, observée, entretenue et gardée en entendant fermement et inviolablement observer, entretenir, garder et continuer doresnavant envers nous et la couronne de France sans varier, voulans pour ce leur donner a connoistre par effect que en ceste presente et autres leurs justes et raisonnables requestes nous sommes et serons tousjours prestz de leur survenir et les preserver et garder de tous inconveniens et dommages ainsi que tous rois et princes souverains doyvent et /<sup>71</sup> sont tenus de faire envers leurs bons, vrais et naturels sujetz, pour ces causes et autres a ce nous mouvans et par l'advis et deliberation desditz seigneurs de nostre sang et lignage et gens de nostre conseil residens entour, nous avons pour nous et noz successeurs roys de France voulu et voulons avoir et tenir dosdits païs et comtés de Provence, de Forcalquier et terres adjacentes soubz nous et nosdits successeurs a ladite couronne de France perpetuellement inseparablement comme vrai comte et souverain seigneur d'iceux sans ce que jamais ilz puissent estre aliennez, permutés ne transferés a quelque personne ne pour quelque cause ou occasion que ce soit ou puisse estre en tout ou en partie et quand a ce seulement les avons adjointz et unis, adjoignons et unissons a nous et la ladite couronne sans ce que a icelle couronne ne au royaume ilz soient pour ce aucunement subalternes pour quelque cause ou occasion que ce soit ou puisse estre ores ne pour le temps advenir en aucune maniere ne aussy pour ce aucunement nuire, prejudicier ny desroger a leurdits privileges /<sup>71<sup>v</sup></sup>, libertés, franchises, conventions, chappitres de paix, loix, coustumes, droitz, statutz, polices et manieres de vivre esdits païs que leur ont esté octroyés et confirmés en general ou particulier soient a gens d'eglise, nobles, villes, cittés, communes et autres personnes quelconques tant par les feuz roys, reynes, comtes et comtesses d'iceux païs qui par cy devant ont esté, leurs lieutenans, gouverneurs et grands seneschaux que par nous, mais iceux leur avons de nouveau et d'abondant par l'advis et deliberation que dessus confirmés, loués et approuvez, confirmons, louons et approuvons et de nostre certaine science, grace espediale, pleine puissance et autorité royal par sesdites presentes signées de nostre main par lesquelles promettons en bonne foy et parolle de roy et jurons le leur garder, observer et entretenir ensemble ladite union et adjonction inseparablement, perpetuellement et a tousjours et

voulons qu'iceux habitans dessusdits en jouissent plainement et paisiblement sans aucun contredit ou empeschement /<sup>72</sup> nonobstant quelconques autres lettres, chartes ou mandemens qu'ilz pourroient avoir faitz et octroyés a ce contraires, lesquelles sy aucuns estoient cy apprés trouvés que aucunement puissent prejudicier a sesdites presentes nous avons quand a ce de nostre certaine science et plus ample autorité revocquées et cassées, revocquons et cassons et icelles des maintenant pour lors déclaré et declaron nulles et de nul effect et vateur posé ores qu'elles ne soient cy expressées ny especifiées nonobstant aussy quelconques autres ordonnances, statutz, restrictions, mandemens et deffances a ce contraires. Sy donons en mandement a noz amés et feaux lez grand seneschal de Provence, gens de nostre conseil royal, m<sup>es</sup> rationnaux et archivaires de nostre chambre et archifz d'Aix, noz advocatz et procureurs audit país et a tous noz autres officiers et justiciers ou a leurs lieutenans et commis presens et advenir et a chacun d'eux sy comme a luy appartiendra qui sesdites presentes il fasse lire, publier et enregistrer ez nosdits archifz d'Aix et autres courtz et auditoires de leurs jurisdictiones afin de perpetuelle memoire /<sup>72n</sup> et ladite union ensemble leurs libertés et privileges et tout le contenu en sesdites presentes observent et gardent, fassent observer et garder de point en point sans enfreindre et aussy afin que de ce on ne puisse pretendre cause d'ignorance nous voulons que sesdites presentes soient leues, publiées et enregistrées en nostre cour de parlement et chambre de noz comptes a Paris et parce que de ses presentes on pourra avoir a besoigner en plusieurs lieux nous voulons au vidimus d'icelles fait soubz sceel royal foy soit adjoustée comme a ce present original, auquel afin que ce soit chose ferme et stable a tousjours nous avons fait mettre nostre sceel sauf en autres choses nostre droit et l'autruy en toutes. Donnée a Compiègne au mois d'octobre l'an de grace mil quatre cens quatre-vingtz-six et de nostre [regne] le quatriesme, Charles.

Par le roy comte de Provence messieurs les ducz d'Orleans et de Bourbon, les comtes de Clermont, de Montpensier, de Vandosme, vous l'archevesque de Bordeaux, l'evesque de Perigeux les sieurs de la Trimouille /<sup>73</sup>, de Gravelle, de l'Isle et de Genaut, m<sup>es</sup> Pere de Sagierges, Charles de Potaux m<sup>es</sup> des requestes, Guillaume Briconnet general des finances et autres presens, Robineau visa.

Lecta, publicata et registrata in camera compotorum domini nostri regis Parisiis die vigesima quarta octobris anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo sexto, Joannes Bordonelier.

S'ensuit la teneur de l'attache de monsieur le grand seneschal  
de Provence attaché audicts lettres royaux

Aymarius de Pictavia <sup>100</sup>, miles, dominus de Sancto Valerio, consiliarius et cancellarius christianissimi domini nostri domini Karoli, Dei gratia Francorum regis et comitatum Provinciae et Forcalquerii et terrarum illis adjacentium comitis, et pro eodem in eisdem comitatibus et terris magnus seneschalus, universis et singulis duximus significandum quod visis literis ejusdem christianissimi domini nostri regis et suorum in regno Franciae /<sup>73n</sup> successorum cum confirmatione, aprobatione et emologatione quorumcumque privilegiorum, libertatum et immunitatum per retroclives principes ipsorum comitatum et terrarum comites tam personis

---

<sup>100</sup> Patavia

ecclesiasticis et nobilibus quam civitatibus, villis, comittatibus et aliis quibusvis locis eorundem comittatum et terrarum communiter et divisim elargitorum et elargitarum atque cum promissione de non transportando, permutando aut alienando ipsos comittatus et terras extra coronam regni Franciae in se continentes ad generalis consilii trium statuum dictorum comittatum et terrarum instanciam impetratis et obtentis, datis a *Compiègne* de mense octobris anni Domini millesimi quadringentesimi octuagesimi sexti, quibus he nostre alligantur, ipsarumque tenore percepto et super eisdem regii eminenti et nostri assistentis consilii prehabita deliberatione consulta, cupientes ad modum voluntati et beneplacito et mandatis regii parere et obedire ne illis quantum in nobis erit nos conformes reddere interinatione et totali earundem lirerarum regiarum executioni annuendo, placet nobis et volumus cum deliberationi premissa quod litere ipsae plenariae exequantur et occasione debite demandentur juxta ipsarum seriem, continentiam et tenorem nihil /<sup>74</sup> obmitendo. Datum Aquis sub nostre proprie manus subscriptione die undecima mensis aprilis anno nativitatis Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo septimo, *Aymar de Poytiers*.

Per dictum dominum magnum Provinciae senescallum et regis consilio ejus generali finentiarum cancellario Provinciae et de Mansato gubernatore Montis Pessulani cum aliis presentibus, Boycelli visa, Accursus Maynerii iudex major pro curia.

Louis, par la grace de Dieu roy de France, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, a tous presens et advenir salut. Comme tantost après le trespas de feu nostre très cher frère le roy Charles dernier decédé, que Dieu absolve, noz très chers et bien amés les gens des trois estatz de nosdits païs et comtés eussent depputé, dellegué et envoyé devers nous noz amés et feaux conseillers Anthoine, evesque de Digne, Pallamedes Forbin, seigneur de Soliers, m<sup>e</sup> Melchion Seguirany, licentié ez loix, /<sup>74v</sup> et René Ardoin, seigneur de la Moute, leurs ambassadeurs et procureurs generaux en cette partie pour nous faire ainsy qu'ilz doyvent et sont tenus faire a leur vray, naturel et souverain seigneur et comte desdits païs et comtés et terres adjacentes le serment de fidelité, homage et recognoissance de nosdits païs, comtés et terres a iceux adjacens, ce que par vertu du pouvoir a eux donné et commis en ceste partie par les gens desdits estatz dont il nous est appareu ilz nous ont fait en noz mains pour et au nom desditz gens des estatz de tous nosdits païs, comtés et terres adjacentes dessusdits tenus de nous et a nous appartenans, auquel foy et homage nous les avons receus sauf nostre droit et l'autrui, lesquelz ambassadeurs et procureurs nous ayant requis que pour le bien, proffit et utilité de nous, des gens desdits estatz et de nostre païs vouldissions tousjours tenir soubs nostre main et couronne lesdits païs, comtés, terres et seigneuries et les /<sup>75</sup> manans et habitans en iceux en nostre main et soubz nostre seigneurie et obeissance sans jamais les alienner, transferer, permutter ne desmembrer en autres mains pour nous ou noz successeurs roys de France en quelque maniere que ce soit mais le[s] adjoindre, unir et incorporer inseparablement a nostredite couronne en gardant et observant au surplus leurs privileges, libertés, conventions, chappitres de paix, coustumes, loix et autres franchises et façons de vivre comme fait a esté cy devant par noz predecesseurs et dernièrement par feu nostre très cher seigneur le roy Charles, que Dieu absolve, et sur ce leur impartir noz graces et lettres convenables, sçavoir faisons que nous les choses dessusdites considerées et la grand et singulier amour, loyauté et fidelité dont lesdits des estatz, habitans et subjectz de nosdits païs et comtés [ont] entierement usé envers noz predecesseurs roys et comtes desdits pays depuis qu'ilz sont venus en leurs mains et /<sup>75v</sup> obeissance et esperons qu'ilz fairont envers nous



et comme ilz le nous ont amplement fait dire et remonstrer, voulans par ce comme bien le meritent les cherir et favorablement traiter en leurs affaires et leur subvenir liberalement en iceux afin que de bien en mieux ilz ayent cause de perseverer et continuer en leurs bons vouloirs, par ces causes et autres a ce nous mouvans avons pour nous et noz successeurs rois de France voulu et voulons avoir et tenir nosdits païs et comtés de Provence, de Forcalquier et terres adjacentes soubz nous et noz successeurs a ladite couronne de France perpetuellement et inseparablement comme vray comte souverain seigneur d'iceux sans que jamais ils en puissant estre permutés, aliennés ne transferés en quelque personne ne pour quelconque cause ou occasion que ce soit ou puisse estre en tout ne en partie et quand a ce les avons adjoints et unis, adjoignons et unisons a nous et ladite couronne sans que a icelle couronne ne a ce royaume ilz /<sup>76</sup> soient pour ce aucunement subalternes pour quelque cause ou occasion que ce soit ou puisse estre ores ne pour le temps advenir ne aussi pour ce aucunement nuire, rejudicier ou desroger a leursdits privileges et en outre tous et chacuns lesdits privileges, libertés, franchises, conventions, chappitres du païs, loix, coustumes, droitz, statutz, polices et manières de vivre esdits païs soient a gens d'Eglise, nobles, villes, cittez, communes et autres personnes quelconques que leur ont esté donnez et octroyés, confirmés et continués tant par les feuz roys, reynes, comtes, comtesses d'iceux païs que cy devant ont esté audit païs, leurs lieutenans genneraux et grandz seneschaux, nous leur avons de nouveau et d'abondant confirmés, loués et approuvés, confirmons, louons et approuvons de nostre certaine science, grace speciale, pleine puissance et autorité royalle par lesdites presentes signées de nostre main pour en jouir par eux et chacun d'eux tout ainsi et par la forme et maniere qu'ilz ont par cy devant deument et justement jouy et usé, jouissent et usent, promettons en bonne foy et parole de roy /<sup>76</sup> et jurans le leur garder, observer et entretenir ensemble ladite union et adjontion inseparablement, perpetuellement et a tousjours et voulons qu'iceux habitans dessusdits en jouissent plainement et paisiblement sans aucun contredit ne empeschement nonobstant quelconques autres lettres, chartes et mandemens que pourroient avoir esté faites et octroyées a ce contraire, lesquelles, sy aucunes estoient cy après trouvées qu'aucunement puissent prejudicier a sesdites presentes, nous avons quand a ce de nostre certaine science et plus ample autorité revocquées et cassées, revocquons et cassons et icelles des maintenant pour lors déclaré et declaron nulles et de nul effect et valeur posé ores qu'elles ne soient sy expressées ny especifiées, nonobstant aussy quelconques autres ordonnances, statutz, restrictions, mandemens ou deffences a ce contraires. Sy donnons en mandement a noz amés et feaux les grand seneschal de Provence, gens de nostre conseil royal, m<sup>es</sup> rationnaix et archivaires de nostre chambre et archifz d'Aix, noz advocatz /<sup>77</sup> et procureurs audit pays et a tous noz autres justiciers et officiers ou a leurs lieutenans ou commis presens et advenir et a chacun d'eux sy comme a luy appartiendra que sesdites presentes ilz fassent lire, publier et enregistrer a nostredite archif d'Aix et autres cours et auditoires de leursdites jurisdictions afin de perpetuelle memoire et ladite union ensemble leurs libertés et privileges et tout le contenu en sesdites presentes observent et gardent, fassent observer et garder de poinct en poinct sans enfreindre. Et aussy afin que de ce on ne puisse pretendre cause d'ignorance nous voulons que sesdites presentes soient leues, publiées et enregistrées en cour de parlement et chambre de noz comtes à Paris et pour ce que de ses presentes pourroit avoir de besoin en plusieurs lieux nous voulons que au vidimus d'icelles fait soubz sceel royal foy soit adjoustée comme a ce present original et afin que ce soit chose ferme et stable a tousjours nous avons fait mettre nostre sceel a ses presentes sauf en autres choses nostre droit et /<sup>77</sup> l'autrui en touts. Donné a Senlys au mois de juin l'an de grace mil quatre cens quatre-vingtz-dix-huit et de nostre regne le premier ainsy signées, Louis visa.

Par le roy comte de Provence monsieur le cardinal de Rheims, vous l'archevesque de Rouen, les evesques d'Alby et de Luçon, les seigneurs de Giq, mareschal de France, de la Trimouille, du Bouchage, de Vaudray et de Monfort et autres presens, Robertet contentor bulle.

Tenor annexae dictarum litterarum

Philippus marchio de Hochberg, comes Novi Castri, dominus Rotelin, de Surregio, de Sancto Georgio et manescalus Burgundie et in comitatibus Provinciae et Forcalquerii terrisque illis adjacentibus magnus senescallus ac regius generalis locumtenens et gubernator, universis et singulis harum serie duximus significandum quod, visis in regio Provinciae Aquis residentis consilio /<sup>78</sup> litteris patentibus prestationem homagii et confirmationem privilegiorum hujus patriae Provinciae et Forcalquerii continentibus<sup>101</sup> a christianissimo domino nostro rege emanatis impetratis et obtentis ad instantiam seu pro parte dominorum ambassatorum seu procuratorum patriae trium statuum dictorum comitatum et terrarum ejusdem domini nostri regis sigillo cerie viridis independentis sigillatis ac aliis solemnitatibus solitis debite communitis ab datum a *Senhys* de mense junii anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo octavo, quibus he nostae sunt alligatae, et habita super eis ipsius regii consilii deliberatione consulta, votis regis nos ut tenemur conformes reddere profecto cupientes iterationi eorum consentimus nostrumque tenemus ac probemus assensum placetque nobis et volumus quod litere ipsae plenarie ac debite demandentur executioni juxta earum mentem et tenorem. Datum Aquis per magnificum dominum Antonium Marri, jurium licentiatum, fisci regii advocatum, consiliarium et fidellem regium nobis charissimum, has in absentia magnifici domini judicis majoris Provinciae signatus die quarta mensis maii anno nativitatis Domini millesimo quingentesimo per jamdictum dominum magnum /<sup>78v</sup> senescallum regiumque generalem locumtenentem et gubernatorem regii consilii relationem, dominus de Rie ejus locumtenens, de Luco magno presidente, Johannes Donati, Vincien Boniparis iudice primarius, Rolino Batholomei presidentis camere et Murry Clapperi advocatis, B. Duranti et N. de Sancto Martino regii consiliariis presentibus gratis pro curia, Maillard, registrata Truci.

Extractum a regii comitatibus hujus Provinciae patriae archivis ab utroque ex registris eorundem regionum archivorum et in ejusdem tutte conservatis Corona appellato, mandato quidem magnificorum dominorum presidentium ac magistrorum rationalium in vimque precepti ex decreto nostre curiae parlamenti et per magistrum Honoratum Guiberti ejusdem curiae clericum juratum nobilisque viri magistri Guillermi Morini regii secretarii substitutum mihi que subsignato secretario rationalique et eorundem regionum archivorum archivario facti et ad requisitionem procuratoris reverendi domini Forojuliensis episcopi debiteque cum eadem collationatum per me dictum et subsignatum in veritatis certitudine(m) rationalem et archivarium regium publicumque notarium H. Dinhe.

/<sup>79</sup> Ce que dessus a esté collationné et extraict d'aucuns fueilletz du registre coubert de pargemin contenant mil sept cens cinquante-quatre fueilletz de papier escrit commençant par ces motz : *Acta sive exempla transumptus et duplam cause evocationis interposite coram christianissimo domino rege Francorum comitatum Provinciae et Forcalquerie comitte ejusque excelso et preclaro magno suppremo consilio parte*

---

<sup>101</sup> continentur

*reverendissimi in Christo patris Dominice cardinalis de Flisco episcopi et administratoris episcopatus Forojuliensis evocatis etc.* » et finissant aussy par ces motz « *in certitudinem rei sic geste et cautellam die penultima mensis octobris anno nativitatibus Domini millesimo quingentesimo decimo quarto* signé Morin » a la resqueste de messire Barthelemy Camelin evesque et seigneur temporel de Fréjus en la présence de m<sup>es</sup> François Girard son procureur et au deffault et absance de monsieur le procureur général du roy en sondict grand conseil assigné au greffe dudict conseil pour y voir faire ladicte collation en vertu de l'ordonnance dudict conseil mise au bas d'une requeste à iceluy /<sup>79v</sup> à ces fins par ledict sieur Camelin présentée le tresiesme jour des présens mois et an pour ladicte coppie luy servir et valoir en temps et lieu ce que de raison, fait au greffe dudict conseil à Paris le sesiesme jour de juillet mil six cens sept, signé Thielement.

Plusieurs renvoys faitz par le comte de Provence, ses séneschaux et officiers royaux de Draguinan de procès criminelz aux officiers de l'évesque de Fréjus ou destitution d'officiers royaux institué audit Fréjus au préjudice de la jurisdiction de l'évesque

Georgius de Marlio, miles, regius /<sup>80</sup> comittatum Provinciae et Forcalquerii senescallus, officialibus curie regie ville Draguiniani presentibus et futuris ac quilibet vel loca tenentibus eorundem salutem. Pro parte reverendi patris in Christo domini Ludovici Forojuliensis episcopi oblata nobis in auditorio nostro expositio effectualiter continebat quod licet ipse exponens de dicta civitate Forojulii et aliis omnibus terris et locis sue<sup>102</sup> ecclesie Forojuliensis habeat omnem punctionem in homines suos tam clericos quam laicos duobus casibus dumtaxat exceptis morte et perditione membrorum prout ex authenticis litteris et privilegiis clare memorie illustris principis dominorum Karoli primi regis Hierusalem et Sicilie ac Raymundi Berengarii dictorum committatum comituum ac etiam vidimus seu transcriptis publicis et literis et privilegiis hujusmodi in dicta curia factis latius continetur de quibus ipse episcopus paratus est loco et tempore facere promptem fidem, nihilominus tamen exponens predictus circa premissa impeditur indebite et etiam molestatur quapropter nobis actentius supplicavit et in his sibi dignaremur de opportuno remedio providere nos autem jura<sup>103</sup> ecclesiastica continue fovere et protegere cupientes volumus et vobis tenore presentium auctoritate regia qua fungimur [80v] districte precipimus et mandamus quatinus prefatum dominum Ludovicum Forojuliensem episcopum et suam ecclesiam Forojuliensem ab inde in antea perpetuo in possessione sua in qua est de premissis et sui successores fuerunt tempore bone memorie serenissime domine nostre regine Johanne Dei gratia dictorum regnorum Hierusalem et Scilie ac ipsorum comittatum comitisse manuteneatis et deffendatis juris presidiis ac favoribus opportunis nec contra facere vel venire aliquialiter presumatis quinimo<sup>104</sup> omnes et singulas inquisitiones et omnia allia in contrarium facta et innovata curetis visis presentibus de quibuscumque cartulariis curie regie penitus cancellare sic in hiis vos gerentes quod querella ulterior non murmur(s) et vobis iterum scribere non sit opus. Presentes autem literas post opportunam inspectiones et debitam executionem earum restitui volumus presentanti. Datum Draguiniani per virum nobilem et circumspectum dominum Henricum de Blanchis licentiatum in decretis consilar[i]umque regium locumtenentem majoris et secundarum appellationum judicis comittatum predictorum anno

---

<sup>102</sup> sive

<sup>103</sup> inea

<sup>104</sup> qui mino

Domini millesimo tricentesimo octuagesimo nono die vicesima tertia /<sup>81</sup> mensis maii duodecime indictionis, Anthonellus. Registrata in ch. s. II.

Tenor executionis dictarum literarum

Anno Domini millesimo III<sup>C</sup> LXXXIX, die prima mensis jullii XII<sup>e</sup> indictionis, presentibus literis presentatis egregiis et nobilibus viris Anthonio de Villanova, vicario et capitaneo, et domino Guillermo Bartholomei, jurisperito, judici curie regie Draguiniani, in dicta curia more majorum pro tribunali sedentibus per venerabilem virum dominum Jacobum Clavelle cappellanum nomine et pro parte reverendi domini episcopi retro nominati petentem et requerentem literas ipsas exequi juxta ipsarum seriem atque mentem, quibus cum debita reverentia receptis, idem dominus vicarius capitaneus et judex responderunt se fore paratos literas ipsas exequi reverenter et prout in ipsis litteris eis precipitur et mandatur, in quarum executionem facta prius eis fide de privilegiis literis seu rescriptis retro nominatis preceperunt ac jusserunt inquisitiones quascumque si que sunt in dicta /<sup>81v</sup> curia contra mentem et formam privilegiorum ac litterarum ipsarum a cartulariis dicte curie cancellari et penitus aboleri, que scripsi ego Anthonio Ferreti notarius dicte curie et signavi.

In nomine domini Jesu Christi amen. Anno incarnationis Domini millesimo quadringentesimo nono, indictione secunda, mensis septembris, noz Ludovicus Isoardi, jurisperitus, judex curiae regiae Draguiniani, universis et singulis tam presentibus quam futuris hoc presens publicum instrumentum inspecturis per hanc nostram definitivam sentenciam facimus manifestum quod cum quedam inquisitio facta fuerit per regiam curiam prelibatam contra et adversus Andream Marcelini barberium de Forojulio cujusquam<sup>105</sup> tenor per omnia sequitur et est talis :

Contra et adversus A[n]dream Marcellini barberium de Forojulio

Anno nativitatis Domini millesimo quadringentesimo nono, indictione secunda et die vicesima tertia mensis jullii, inquiritur et presens fit et formatur inquisitio per curiam regiam Draguiniani et per me Geraldum Zerlonis /<sup>82</sup> de Luco notarium dictae curiae in deffectu non ministrante justitiae ex officio dictae curiae contra et adversus preintitulatum Andream Marcellini barberium de Forojulio super eo videlicet quod dictus delatus non verens quod grave sit hominem ad imaginem Dei plasmatum morti tradere violenti hiis annis elapsis in civitate Forojulii faciens et asserens se surgicum et in arte surgie expertum, licet se inexpertum et minus sufficientem in arte predicta esse nosceretur<sup>106</sup>, avaritia motus, dum quidem Johannes Taradeli sabaterius de Forojulio esset aliquali infirmitate non mortalli gravatus malitiose et ausu temerario prefatum Johannem Taradely cum lancetta sive raserio aperuit et incisit apud umbilicum ita et taliter quod dicta apertura et incisione parum tempore post dictus Johannes Taradelli mortus fuit et est sic in premissis graviter delinquendo et in penis legum temere incidendo. Super quaquidem inquisitione completa coram nobis comparuit nobilis Elzias de Baussio bajulus Fayenciae ac procurator et procuratorio nomine reverendi in Christo patris et domini domini et divina clementia et graciae sedis apostolice gratia Forojuliensis episcopi et obtulit nobis /<sup>82v</sup> quedam publica instrumenta sive privilegia continentia et per ea docens ipsum dominum episcopum et ejus curiam habere merum et mixtum imperium in dicta civitate Forojulii et aliis suis terris scituatis in nostra vicaria nosque

---

<sup>105</sup> cujusquem

<sup>106</sup> erquosaret

consomma instancia requisivit ut ipsam inquisitionem eidem domino episcopo seu ejus curiae remittere deberemus.

Tandem nos dictus iudex, visa et diligenter examinata inquisitione predicta et mentis ipsius visique instrumentis et cautellis pro parte dicti domini episcopi productis et ostensis per qua clare constat ipsum dominum episcopum Forojuliensem esse insolidum cum mero et mixto imperio<sup>107</sup>, attendentes in super juxta leges tam humanas quam divinas quas unicuique reddendum est quod suum est, hac die presenti assignata ad nostram requisitionem seu sententiam audiendum super premissis dicto nobili Elziario de Baulsio procuratori predicto et provido viro magistro Johanni Bernardi clavario curie Draguiniani et pluribus sibi premissis assignatis sy partem facere vellet in premissis pro curia regia prelibata sedentes in eadem curia more majorum pro tribunali non declinantes plus ad dextram /<sup>83</sup> quam ad sinistram sed equo juris libramine procedentes Deum habentes pre oculis et in mentem meram tantum justiciam instituentes sacrosanctis scripturis positis coram nobis ut de vultu Dei nostrum procedat elocquium et nostri oculi semper inspiciant equitatem munientes nos signo venerabilis sancte Crucis dicentes « in nomine Patris et Filii et Spiritu Sancti amen » dicimus, cognovimus, prononciamus et sententialiter declaramus prefatam inquisitionem cum dependentibus, emergentibus et incidentibus<sup>108</sup> ex eadem ad dominum episcopum Forojuliensem dominum dictae civitatis Forojulii et ejus curiam pertinere pleno jure et ideo ipsam sibi remittimus juxta formam decreti nostri in margine dictae inquisitionis manu nostra propria descripti cujus tenor talis est :

Visa requisitione facta per nobilem Elzarium de Baulsio procuratorem reverendi patris domini episcopi Forojulensis visique privilegiis per eundem productis presente procuratore fiscali et nihil validum in contrarium allegante decernitur et declaratur fore remittendum<sup>109</sup> atque remitto<sup>110</sup> dictum Andream delatum eidem domino episcopo seu curiae ejusdem Ludovicus Isoardi dicto magistro Bernardi clavario regie curiae predictae presente nec dicente vel opponente aliquid validum /<sup>83n</sup> in contrarium quominus presens inquisitio ad dictum dominum episcopum dominum Forojuliensem pertineat data sibi ad proponendum de jure ipsius curiae super predictis congrua dilatione visis instrumentis infra designatis ejus finibus contentati volentes ut de jure tenemur presentem inquisitionem dicto domino episcopo Forojulensi et ejus curiae remisimus<sup>111</sup> si et in quantum ad merum imperium pertinet nostram in his scriptis presentibus diffinitivam sententiam ore proprio proferentes, de quibus omnibus dictus nobilis Elzarius dicto nomine sibi fieri petiit publicum instrumentum presente ibidem dicto domino clavario regio et appellante viva voce salvo jure appellandi in scriptis. Lata, data et pronunciata et promulgata fuit dicta sententia per supradictum dominum iudicem in dicta curia regia<sup>112</sup> Draguiniani more majorum hora vesperorum pro tribunali sedentem presentibus testibus ad predicta presentibus vocatis et rogatis magistris Stephano Pellegrini de Leonacis, Pontio Bernardi de Sedena notariis, Johannis Thomassi sabaterio habitatore Draguiniani, magister Giraldo Zerlonis de Luca regia et imperiali autoritate notario publico constituto /<sup>84</sup> et nostro notario et scriba publico dicte regie curie Draguiniani qui predictis omnibus interfuit eaque rogatus propria manu semper et publice me subscripsi in fidem et testimonium premissorum meis signo et curie consuetis, signum magister Girardi Zerlonis notarius presens.

<sup>107</sup> *répété* : et mixto imperio

<sup>108</sup> indicen.

<sup>109</sup> reductandum

<sup>110</sup> reducto

<sup>111</sup> reususimus

<sup>112</sup> rege

In nomine domini Jesu Christi amen. Anno a nativitate ejusdem Domini millesimo quadringentesimo decimo tertio, die decima quarta mensis aprilis sexte indictionis, nos Guilielmus Graffeli, jurisperitus, judex curiae regie ville Draguiniani, illius immitantes vestigia qui docens que sunt Caesaris Caesari et que sunt Dei Deo, restitui jussit tenore hujus cognitionis seu sententiae, universis et singulis tam presentibus quam futuris volumus notum fore quod dudum per dictam curiam regiam quedam inquisitio facta et formata fuit contra et adversus Antonium Siacii, Johannem Arnulphii et Johannetum Arnulphi de Tenda, pastores nunc commorentes cum eorum averi in territorio de Forojulio, ac omnes alios qui /<sup>84v</sup> de suscriptis poterunt modo aliquo culpabiles reperiri, cujusquidem inquisitionis tituli tenor sequitur et est talis :

« Anno incarnationis Domini millesimo quadringentesimo duodecimo, die decima nona mensis januarii sexte indictionis, licet omnes et singuli provinciales generaliter sub protectione et salvagardia regis incedentes ab injuris et oppressionibus indebitis deffendentur, tamen cives et incole Forojulii certa causa suadente per speciale indultum fuerunt et sunt sub clipeo salvagardie regie cum eorum bonis et rebus quibucumque constituti et ideo qui eis offenditur et injuriatur in personis aut bonis nedum<sup>113</sup> generalem sed specialem infringit temerarie salvagardiam eorum predictam sane conquerente, intimmante et denunciante nobili viro Honorato Clementis mercatori de Forojulio, inquiritur et presens fit et fundatur inquisitio per curiam regiam ville Draguiniani et per me Petrum Fulconis viconarium dictae regiae curiae mandato quippe nobilis et egregii viri Guillermi Riquirii, regii scutiferi, vicari[i], capitanei et vicejudicis predictae regie curiae, contra et adversus preintitulatos Antonium Suassy, Johannem Arnulphi juniorem de Tenda commorantes presentialiter cum eorum /<sup>85</sup> averi in valle Reyrani territori[i] predictae civitatis Forojuli[i] ac omnes alios universos et singulos qui de suscriptis modo aliquo poterunt culpabiles reperiri nedum ratione officii sui sed etiam in deffectu propter protollationes magnas<sup>114</sup> factas per officiales curie episcopalis Forojulii super eo videlicet quia dicti delati eorum elata superbia moti tradentes justiciam esse exulem nec animadvertendam<sup>115</sup> quod detestabile sit bona alicujus sub salvagardia regia constituti indebite occupare et usurpare et ipsum sic et taliter injuriare cum dictus nobilis Honoratus Clementis habeat quam<sup>116</sup> plures ferragines et alias diversas possessiones in valle Reyrani territori Forojulii et volens uti tanquam dominus illarum certus signasset pro deffentutis juxta morem diussius observatum per cives Forojulienses illasque ad pascendum locasset Guilhemo Feutrerii dictae civitatis Forojulii pretio septem florenorum, inquam delati ipsi quamquam primo certifficati de dicta salvagardia contra mentem voluntatem et deventum eis factum per eundem Honoratum dictas terras defenditas cum eorum averibus de facto intrantes eorum proprii[s] autoritatibus depasci faciendo illas totaliter devastarunt quod ad injuriam maximam idem Honoratus Clementis sibi reputavit sic ipsum Honoratum denuntientem /<sup>85v</sup> damnificando de facto et injuriando et dictam salvagardiam regiam vilipenditer infringendo et in penis juris propterea stabilitis contra tales talia committantes<sup>117</sup> temere incidendo ».

Item et quedam facta fuit alia inquisitio per dictam regiam curiam contra supradictum Joannem Arnulphi seniore[m] cujus etiam inquisitionis tituli tenor sequitur pro ut ecce :

---

<sup>113</sup> medun

<sup>114</sup> manias

<sup>115</sup> animadvertendum

<sup>116</sup> quod

<sup>117</sup> connuctantes

« Anno incarnationis Domini millesimo quadringentesimo duodecimo die vicesima secunda mensis januarii inquiritur et presens fit et fundatur inquisitio per dictam regiam curiam Draguiniani et per me Petrum Fulconis vicenotarium dicte regie curie mandato quidem supradicti domini vicari[i], capitanei et vicejudicis juxta informationem et inthimationem Antonii Ricolsii subvicarii dicte regie curiae contra et adversus preintitulatum Johannem Arnulphi pastorem seniore[m] de Tenda super eo videlicet quod cum idem subvicarius in executionem cujusdam comissionis sibi per dictum dominum vicarium et vicejudicem facte, cujus tenor inferius est incertus, ad civitatem Forojulii accessisset pro<sup>118</sup> capiendo supradictum Johannem Arnulphi delatum et certos alios pastores suos complices /<sup>86</sup> accusatos in presenti regia curia de certis et nonnullis arduis criminibus et ipso subvicario in dicta civitate Forojulii applicato reperto personaliter dicto Johanne delato infra palat[i]um domini Forojuliensis episcopi eidem Johanni Arnulphi idem subvicarius vigore dictae sue comissionis pressiperet ad penam centum librarum coronatarum ne a dicto palatio recederi<sup>119</sup> esset ausus suis pedibus vel alienis absque ipsius subvicarii speciali licentia, inquam delatus ipse mandata regie curie habens totaliter in contemptum a dicto pallatii sive arresto illicitatus ressecit sic mandata curie spernendo et in dictam penam temere incidendo super quibusdam inquisitionibus et qualibet<sup>120</sup> ipsarum per dictam regiam curiam diligenter processum extitit dictos principales delatos et eorum quemlibet<sup>121</sup> audiendo et examinando quorumquidem principalium depositionem et auditionem tenores sequuntur pro ut ecce :

Et primo Anthonii Suarii : anno incarnationis Domini millesimo quadringentesimo duodecimo die vicesima secunda mensis januarii Anthonius Suassi pastor de Tenda alter ex principalibus ut supra accusatus existens personaliter in presencia supradicti domini vicarii et vicejudicis juravit ad sancta Dei evangelia ejus manibus corporaliter tacta dicti curie /<sup>86v</sup> stare mandatis et meram fatere veritatem super contentis in dicto inquisitionis titulo, ipso titulo sibi [ut] convenit lecto et dato intelligi, qui juramento suo interrogatus dixit et fuit confessus verum fore dictum suum avere cum dictis ejus sociis tenuisse et adhuc tenere in valle Reyrani territorii Forojulii eo quia ipse et alii ejus socii dictum territorium habuerunt titulo locationis a rectoribus venerabilis capituli ecclesiae Forojulii et nihilominus avere ipsum tenuisse et pasturgasse vissibus iteratis in terris et possessionibus ipsius Honorati Clementis sitis in dicta valle Reyrani, credens hoc facere posse ratione dictae locationis eis facte per dictos dominos ipsius capituli facte. Interrogatus si dictus nobilis Honoratus ipsi et aliis suis sociis inhuberat ne(c) intrarent cum dicto suo averi infra dictas suas possessiones, dicit quod sic. Pluribus sibi factis aliis interrogationibus cetera contra se intitulata negavit penitus fore vera<sup>122</sup>.

Item sequitur depositio supradicti Johannis Arnulphi senioris : anno et die quibus supra Johannes Arnulphi de Tenda senior supra condelatus existens ut supra in presentia dicti domini vicarii et vicejudicis juravit ad sancta Dei evangelia ejus manu /<sup>87</sup> propria corporaliter tacta dicte curie stare mandatis et veram confitere veritatem super contentis in dicto inquisitionali titulo supraformato, eodem tamen titulo primitus sibi lecto et ut convenit intelligi dato in vulgari, qui juramento suo interrogatus dixit et confessus fuit verum fore quod filius suus et quidem ipsius loquentis nepotes custodiunt suum avere et ipsum tenuerunt et nunc tenent in valle predicti Reyrani territorii

---

<sup>118</sup> per

<sup>119</sup> rocederi

<sup>120</sup> qualibus

<sup>121</sup> quemlibus

<sup>122</sup> jura

Forojulii eo quia territorium ipsum locaverunt a dominis rectoribus capituli ecclesie Forojulii ut credit quod ipsum avere cum dictis aliis pastoribus immiserunt et tenuerunt in possessionibus ipsius Honorati Clementis, non credens in aliquo defficere, tamen ipse loquens non fuit nec stetit cum dicto averi nisi a paucis<sup>123</sup> diebus citra cum presentialiter venerit de partibus suis et istud est sibi novum. Interrogatus si scit quod dictus Honoratus Clementis dictis suis pastoribus inhibuerit ne dictas suas possessiones intrarent cum dicto averi, dixit quod non. Pluribus sibi factis interrogationibus alia noluit confiteri sed cetera contra se intitulata negavit penitus fore vera.

Item alia depositio antedicti Johanneti Arnulphi /<sup>87v</sup> junioris super primo titulo : anno et die proxime descriptis Johannes Arnulphi junior pastor de Tenda alter ex principalibus supra accusatis juravit in presentia ipsius domini vicarii et vicejudicis ad evangelia Dei sancta dicte curie stare mandatis et meram confiteri veritatem super contentis in dicto inquisitionali titulo, ipso titulo sibi ut convenit lecto et dato intelligi in vulgari, quo dicto suo interrogatus juramento negavit omnia in dicto titulo contra se intitulata penitus fore vera, dicens se custodire vacuum extra dictum territorium de Reyrano et alii sui socii custodiebant oves in dicta valle Reyrani. Alia noluit confiteri.

Item sequitur alia depositio predicti Johannis Arnulphi senioris in dicto secundo titulo inquisitionali per eum facta : anno incarnationis Domini millesimo quadringentesimo duodecimo die vicesima tertia mensis januarii Johannes Arnulphi de Tenda pastor lombardus supra intitulatus juravit presente dicto domino vicario et vicejudice ad sancta Dei evangelia dicte curie stare mandatis et meram confiteri veritatem super dicto inquisitionale titulo, ipso /<sup>88</sup> prius et dato intelligi in vulgari, qui dicto suo juramento interrogatus dixit et confessus fuit verum fore preceptum ipsum per dictum subvicarium factum fuisse ipsi delato loquenti ne a dicto palatio exiret sine ipsius subvicarii licentia et sub pena in dicto titulo contenta, qui loquens delatus non credens in aliquo defficere a dicto palatio exivit et fuit locutum cuidem Guilhelmo Autrandy jure habendo ab eodem causa mutui florenos auri duos, tamen ex post ad dictum arrestum reversus fuit cetera alia contra se intitulata negavit penitus fore vera. Deinde vero pro parte reverendi in Christo patris domini domini episcopi Die gratia Forojuliensis quedam cedula presentata nobis extitit usus per omnia seriei.

Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo tertio die septima mensis aprilis hora tertiarum constitutus in curia regia Draguigniani et coram nobili et circumspecto viro domino Guillermo Graffeli jurisperito iudice ipsius curie discretus vir magister Guillelmus Delphini, notarius de Draguiniano, procurator et procuratorio nomine reverendi in Christo patris et domini domini E. Forojuliensis episcopi, producens quamdam papiri /<sup>88v</sup> cedullam descriptam quam petiit legi et publicari in presencia qua supra dicens, petens atque requires atque protestans nomine antedicto in omnibus et per omnia in eadem sicuti reperitur contineri, petens nihilominus ipse in processu cause hujusmodi seriusius inceri et describi, cujusquidem cedule tenor sequitur pro ut ecce :

Personaliter constitutus magister Guillelmus Delphini, notarius, procurator et eo nomine reverendi in Christo patris domini E. Forojuliensis episcopi dominique civitatis Forojulii, coram vobis nobili et circumspecto viro domino Guillelmo Graffeli, jurisperito, iudice curie regie Draguiniani et in eadem more majorum pro tribunali sedente, reverenter exponit dicens quod, licet dominus episcopus habeat omnimodam jurisdictionem tam civilem quem criminalem, dumtaxat sanguinis executione excepta, omnium hominum utriusque sexus existentium in

---

<sup>123</sup> appausis



tenemento civitatis jamdicte vel in aliis locis ad ipsum dominum episcopum pertinentibus et spectantibus et ejus ecclesiam Forojuliensem absque eo quod aliquis officialis regius vel alius quisque in dictis locis et civitate et in homines jamdictos aliquam possit /<sup>89</sup> exercere jurisdictionem ex concessione libere et pure per retractos principes hujus presentis patriae Provinciae comittes et dominos <sup>124</sup> predecessoribus ipsius domini episcopi atque ipsi et successoribus ejusdem facta dicte ecclesiae Forojuliensis, pro qua jurisdictione exercenda et justitia debite ministranda ipse dominus episcopus teneat officiales in dictis civitate et locis sufficientes et idoneos, tamen nobilis et egregius vir Guillermus Riquerii, regius scutifer, vicarius et cappitaneus dictae regie curiae ac vestu domini judicis vicegerens, premissa non advertens inquisivit criminaliter seu inquiri fecit salva sui gratia minus debite contra libertatem premissam et in enervationem juris et jurisdictionis domini episcopi sueque ecclesiae jamdicte contra Anthonium Suassi, Johannem Arnulphi seniore de Tenda commorantes in valle Reirani territori[i] dictae civitatis Forojulii ad intimationem et denuntiationem nobi[li]s Honorati Clementis mercatoris dictae civitatis sub quodam colore quesito videlicet in deffectu justitiae dominorum officialium predictae civitatis super eo videlicet quod dicti /<sup>89v</sup> delati intraverunt cum eorum averibus de facto in quibusdam terris dicti nobilis Honorati positis in dicta valle Reyrani et per eum ut ponitur signatis pro deffendutis quos loquaverat Guillermo Feutrerii dicte civitatis pretio septem florenorum ad pascendum contra voluntatem et devetum dicti Honorati eos depasci fasciendo et totaliter devastando quod ad injuriam dictus nobilis Honoratus sibi reputavit, propterea salvagardiam regiam sub qua homines dicte civitatis sunt ut ponitur infringendo ; item et super eo ad informationem Antonii Ricolsi dicte curie regie subvicarii contra Johannem Arnulphi seniore de Tenda predictum quod ad idem subvicarius in executionem commissionis sibi facto per supradictum dominum vicarium et vicejudicem accessisset ad sepedictam civitatem Forojulii pro accipiendo supradictum Johannem Arnulphi et certos alios et ipso suo vicario jamdicta civitate applicato repertoque personaliter dicto Johanne delato infra palatium dicti domini Forojuliensis episcopi eidem Johanni idem subvicarius vigore suae commissionis precepit ad penam centum librarum coronatarum ne a dicto palatio decedere esset ausus suis pedibus vel allienis absque ipsius subvicarii speciali /<sup>90</sup> licentia, ipse Joannes inquam a dicto palatio sine arresto illicentiatus recessit sic in dictam penam temere incidens, unde cum premissa cedant in prejudicium et enervationem juris et jurisdictionis ipsius domini episcopi ejusque ecclesie Forojuliensis evidenter et adnichilationem libertatis et privilegiorum concessor[um] et eidem domino episcopo sueque ecclesie ut prefactum est, de quibus est paratus facere promptem fidem antedictus procurator nomine quo supra saltem per publicum vidimus ipsorum privilegiorum, fueruntque officiales civitatis Forojulii pro domino episcopo parati dicto nobili Honorato prout nunc sunt et aliis quicumque justiciam debitam contra prenominatos Johannem Arnulphi juniorem et Anthonium Suassi tam civilem quam criminalem ministrare ac contra quoscumque alios petit igitur<sup>125</sup> antedictus procurator nomine quo supra per vos antedictum dominum judicem decerni et declarari non licuisse dicto domino vicario vicejudicii seu aliis quibuscumque officialibus dictae regie curiae nec eos potuisse inquisivice seu inquiri fecisse contra predictos delatos super contentis in primo titulo nec contra dictum Johannem Arnulphi seniore super contentis in dicto /<sup>90v</sup> secundo titulo contra eundem Joannem formato et penam ipsam impositam eidem Joanne per antedictum subvicarium imponi per eundem non potuisse vigore

---

<sup>124</sup> dominus

<sup>125</sup> isitur

privilegiorum antedictorum et ipsam pene impositionem invalidam esse et nullius momenti existere et per vestram ordinationem et decretum dictos delatos remittendum et causam contra eos criminalem ut premittitur intemptatam remittendum fore et remitti debere domino officiali et iudici curie episcopalis Forojulii ac curie, ipsi tamquam eidem curie spectent et pertinent cum parati se offerant prout et hactenus fuerunt officiales ipsius curie debitam et expeditam justiciam ministrare ut convenit quod si secus fiat per vos antedictum dominum iudicem quod non credit protestatur idem procurator nomine quo supra de denegata justitia contra dominum iudicem de infrictione predictorum privilegiorum et de habendo recursum ad superiorem via appellationis aut aliter et ad probandum predicta producit quoddam publicum instrumentum seu vidimus quod in ea parte necessarie sibi petit inseri et describi in presenti processu.

Item ad probandum /<sup>91</sup> qualiter dominus officialis Forojuliensis paratum se obtulit eidem Honorato justiciam ministrare produxit designanter extra incertionem publicum instrumentum de quibus omnibus unacum respotione vel sine dicti domini iudicis petit sibi publicum instrumentum fieri et dictus dominus iudex volens deliberare super petitis et requisitis per dictum magistrum Guillelmum Delphini procuratorio nomine quo supra nec non et super productis per eundem diem lune proximam pro termino assignavit, ad quam diem iussit citari clavarium dictae curiae seu ejus locumtenens si partem facere voluerit in predictis. Actum in dicta regia curia presentibus ibidem discretis viris domino Johanne Columpne capellano, Raynaudo Arnaudi de Draguiniano, magistris Raphaelle Gauffridii de Callassio et Petro Saurini habitatori civitatis Grasse notariis, testibus ad premissa specialiter vocatis.

Ad quam diem lune, hora vesperorum, supra predictum dominum iudicem pro termino assignatum et coram eodem pro tribunali sedentem comparuit supradictus magister Guillelmus Delphini procuratorio nomine antedicto et presente magistro /<sup>91</sup> notario viceclavario dicte curiae si compareat<sup>126</sup> aliter in ejus contumaciam quam accusat paratus nihilominus audire deliberatam ipsius domini iudicis respotionem si quam duxerit proferendam ; ex adverso comparuit magister Nicolaus Alberti viceclavarius assertus dictae curiae petens copiam noviter productorum per partem actricem cum congrui termini dillatione ad deliberandum. Et dictus dominus iudex, concessa coppia postulata, dicto viceclavario ad deliberandum et aliter dicto magistro Guillermo dicto nomine ad comparendum et debite procedendum in causa presenti diem jovis proximam dictis partibus pro termino assignavit. Ad quam diem jovis hora vesperorum supra per dictum dominum iudicem pro termino assignatum et coram eodem ut supra pro tribunali sedens comparuit supradictus magister Guillelmus Delphini procuratori nomine quo supra et presente magistro Nicolao Alberti viceclavario predicto si compareat aliter in ejus contumaciam quam accusat paratus nihilominus audire deliberatum respotionem ipsius domini iudicis si quam duxerit proferendam. Et ibidem comparuit supradictus magister Nicolaus Alberti viceclavarius predictus dicens /<sup>92</sup> quod factum istud est ponderosum in quo caute procedi(t) debet ne jus fi[s]ci ledatur et cum propter absentiam domini Bonifaci Richardi advocati sui non habuerit quem valuerit consulere ideo petit aliam dillationem sibi assignari<sup>127</sup> ad dicendum<sup>128</sup> et objiciendum pro ut supra petiit et requisivit. Et dictus dominus iudex dicto magistro Nicolao ad id quod supra diem crastinam in tertius pro termino assignavit. Ad quam diem crastinam hora tertiarum supra per dictum dominum iudicem pro termino assignatam que est decima quarta mensis aprilis comparuit supradictus magister Guillelmus Delphini procurator nomine quo supra petens et

---

<sup>126</sup> comparuat

<sup>127</sup> assignavi

<sup>128</sup> dicentum

requirens ut supra que dixit et requirit in contumaciam supradicti domini clavari assignati non comparentis quem accusat et dictus dominus iudex, cum nondum plene deliberaverit super predictis, ideo ad id quod supra hodie in vespere ad quam horam jussit partem vocari jubens nihilominus instrumenta supra producta designanter<sup>129</sup> in primo termino inseri et describi in presenti processu ut inde magis rite fundetur processus ex partibus justiciam ministrare.

Tenor capituli in processu originali descripti /<sup>92v</sup> ex vidimus extracti de quo<sup>130</sup> supra in dicta cedulla prehabetur mentio :

« Idelphonsus Dei gratia comes et marchio Provinciae dono, laudo et concedo yibi Raymundo Dei gratia Forojuliensi episcopo fideli nostro et omnibus successoribus tui in perpetuum omnes justicias dominium qui sunt vel erunt in posterum in tenamento Forojuliensis ecclesiae sive in civitate Forojulii sive extra, castris<sup>131</sup> vel villis<sup>132</sup> ad episcopatum vel ad prepositum pertinentia et sive sint ecclesiastici sive laici vel milites vel rustici, viri vel feminae, ex quocumque contractu vel ex quacumque causa proveniant firmiter inhibentes quod nec ego nec aliquis successor noster vel bajuli nostri vel successorum nostrorum vel aliquis omnino hominum in predicta civitate, villis vel castris ad dictam ecclesiam in presenti vel in futuro pertinentibus aliquas firmantias acciperit vel aliquas justicias possit vel debeat exigere vel exercere, tu vero et successores tui possitis prout vobis visum fuerit negotia universa que in dicta civitate acciderint examinare et justicias accipere tibi et successoribus tuis /<sup>93</sup> et ecclesiae pro futuras, quia vero res sanguinis ministris Deri non est honestum punire, idcirco eos nobis et successoribus nostris specialiter reservamus, quod ita intelligimus ut si forte aliquis vel aliqua propter aliquod crimen commissum sit membris truquandus<sup>133</sup> vel ultimo supplicio afficiendus postquam in auditorio tuo vel successorum tuorum connuctus vel confessus fuerit nobis et bajulis nostris bonis omnibus et ecclesiae tui retentis tradatur prout justum fuerit puniendus, nolumus enim aliqua occasione assumpta nobis vel successoribus ut in bonis damnatorum aliquid liceat sperare. Actum est hoc anno incarnatione Domini millesimo ducentesimo tertio, indictione quinta, die<sup>134</sup> decima tertia mense novembris feria quinta in domo Beatae Barbe. Datum per manum magistri Guillelmi qui mandato comitis Provinciae hanc cartam scripsit et ejusdem comitis sigillo corroboravit. Testes sunt presentes Petrus de Albarno, Guilhelmus de Montoliu, Gauffridus Rostagnhi Aurella, Guilhelmus de Cotignac, Loup Venona. Signum domini comitis Provinciae, signum magistri Guillermy. »

Postremo, visis omnibus aliis et singulis que circa premissa fuerunt videnda et attendenda /<sup>93v</sup> potissime superactu remissionis examinande et decidende et que animum nostrum movere potuerunt et movere debeant animum cujuslibet judicantis, maxime visis privilegiis et capitulis in processu hujusmodi propterea descriptis quibus omnibus et aliis sic superactis sepius et instanter per nos sententia seu cognitio fieri petita extitit pro parte dicti domini episcopi prout ad hoc presens dies et ora supra in principio hujus instrumenti descripta extitit supradicto procuratori ipsius domini episcopi nec minus viceclavario hujus curie pro termino assignata, tandem dictus dominus iudex, visis meritis presentibus inquisitionalis processus intellectoque tenore cujusdem cedulle requisitorie supra in presenti processu descripte et producte per magistrum Guillermy Delphini procuratorem constitutum per venerabilem religiosum virum dominum Andream

---

<sup>129</sup> designantur

<sup>130</sup> co

<sup>131</sup> castra

<sup>132</sup> villas

<sup>133</sup> torquendus

<sup>134</sup> hora

Saladini, decretorum doctorem<sup>135</sup>, generalem vicarium et officialem curie episcopalis Forojuliensis nomine domini E. Forojuliensis episcopi juxta potestatem per eundem dominum dominum E. sibi attributam, de cujus procurationis potestate constat in processu cause presentis, /<sup>94</sup> inspectoque diligenter quoddam publico documento seu vidimus per dictum procuratorem judicialiter exhibito cujus clausula in presentibus actis est descripta constatque delictum de eo quo extitit inquisitum fore commissum in territorio civitatis Forojuliensis ipsumque dominum Forojuliensem episcopum habere omnimodam quorumcumque criminum commissorum et perpetratorum in territorio civitatis predictae, casibus in quibus pena sanguinis eis inferenda exceptis, cujus delicti pretextu prenominati delati sortiti sunt forum suum, eapropter ex hiis et aliis apparentibus ex processu suum animum juste moventibus de peritorum consilio pariter et assensu pronuntiavit et sentencialiter declaravit ex causis premissis punitionem criminis pretensi ex causis commissis ad dictum dominum episcopum Forojuliensem et ejus curiam pertinere remittendo eosque vigore dictorum privilegiorum ad dictum dominum Forojuliensem episcopum ejusque curiam per eandem de dicto crimine inquirendo et aliter juxta formam privilegii puniendo se culpabiles reperiantur verumque per Anthonium Ricolsi subvicarium presentis curiae vigore commissionis sibi factae per dominum vicarium presentis curiae /<sup>94v</sup> fuit pena imposita Johanni Arnulphi de Tenda centum librarum in dicta civitate infra palatium domini Forojuliensis episcopi ne a dicto palatio recedere deberet suis pedibus vel allienis absque ipsius subvicarii licentia quam penam habens in negletum absque subvicarii licentia recessit cum pretextu fuit in presenti curia inquisitum contra predictum Joannem quia visa dicta clausula et evidenter apparet nullum bajulum vel alium quemcumque in dicta civitate posse exercere jurisdictionem aliquam, pronuntiavit et declaravit dicte pene impositionem modo premissa factam fore nullam et invallidam nec ejus pretextu potuisse inquiri contra predictum Joannem in bonis propterea predictas inquisitiones a cartulariis presentis curie tollit et abollet hanc suam diffinitivam sententiam in his scriptis presentibus sacrosanctis Dei evangeliiis coram eodem positis ore proprio proferendo. De quibus omnibus universis et singulis supradictis dictus procurator ipsius domini episcopi pessiit instrumentum publicum sibi fieri per alterum ex notariis hujus curiae. Actum in dicta curia presentibus ibidem magistris Raphaele Gauffridi, Johanne Albanely notariis /<sup>95</sup>, providis viris Petro Rodulphi, Hermentario de Massilia et Raymundo Laugerii de Draguignano, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis, et me Pontio de Bello Forti notario publico auctoritate regia constituto nuncque dictae regie curiae vicenotario qui premissis omnibus unacum prenominatis testibus dum sic fierent et agerentur presens fui eaque fieri vidi et audivi et inde de predictis pro parte dicti domini Forojuliensis episcopi rogatus et requisitus hoc presens publicum instrumentum scripsi et signo meo solito in fidem et testimonium premissorum omnium signavi, P. D.

In nomine domini nostri Jesu Christi amen. Anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo decimo septimo, die vicesima nona mensis aprilis, noverint universi et singuli presentes pariter et futuri quod existens et personaliter constitutus in presentia et audientia domini Anthoni Robaudy, jusrisperiti<sup>136</sup> judicis /<sup>95v</sup> curie regie Draguignani nobilis vir Firminus Rostandi, procurator et nomine procuratorio acerto reverendi patris et domini domini E. episcopi

---

<sup>135</sup> doctorum

<sup>136</sup> jusrisperito

Forojuliensis, obtulit, exhibuit et presentavit prefato domino judici quamdam papiri cedullam descriptam quam petiit ligi(t) et publicari, cujusquidem cedule tenor sequitur et ecce :

« In presentia nobilis et circumspecti viri domini Antonii Robaudi jurisperiti curie regie ville Draguiniani judicis nobilis Firminus Rastaudy, procurator et procuratorio nomine reverendi patris et domini domini E. episcopi Forojuliensis, personaliter constitutus dicit reverenter et exponit quod, licet eidem domino reverendo patri domino episcopo Forojulensi et suis in dicto episcopatu successoribus in personas suorum antecessorum Forojuliensium episcoporum per recolande memorie Idelphonsum comitem et marchionem Forcalquerii et Provinciae privilegium datum et concessum extiterit ac demum tam dominum Berengarium Raymundum quam Karolum secundum Hierusalem et Sicilie regem comitem committatum /<sup>96</sup> Provinciae et Forcalquerii predictorum confirmatum et approbatum extiterit ut ipse reverendus dominus haberet et reciperet sicuti habuit et recepit habetque et recipit recipereque possit et valleat per imperpetuum omnes justicias omnium hominum qui fuerunt a tempore dicti concessi privilegii nuncque sunt et erunt pro tempore in tenemento et jurisdictione ecclesiae Forojuliensis sive in civitate Forojulii sive extra, in villis vel castris expectantibus ad dictum episcopatum sive sint laicy sive clerici, milites, rustici, viri vel feminae ex quocumque contractu vel causa dictae justiciae sunt recipiende et habende eam ad nutum ipsius reverendissimi patris et prout eidem videbitur faciendi prout predicta omnia claent et sunt manifesta ex quibusdam privilegiis publicis supradictorum illustrium principum bulla aurea domini Karoli secundi in pendentem eorum, quorum privilegiorum transcriptum authenticum in forma vidimus quod incipit in sui secunda linea « domini » et finit in antepenultima « Joanne Robaudi notario habitatore Forojulii » citra quamcumque incertionem ad informandum mentem et conscientiam dicti domini judicis fidemque /<sup>96v</sup> de predictis faciendum eidem domino judici exhibet et produxit et demum sibi restitui petit, premissis tamen nonobstantibus quidem non advertentes quod sit<sup>137</sup> grave privilegia et concessionem principum infringere et adversus ea a quibus temerariis contravenire libertatesque immunitates et franchisias earumdem ecclesiarum in damnabile animarum suorum detrimentum enervare in diebus preteritis inthimerunt, denuntiarunt ac inquiri procurarunt in jamdicta curia Draguiniani contra et adversus Raymondum Virgillii et Johannem Castilioni, dicti loci de Fayentia, homines justiciarios dicti reverendi patris, superes videlicet in effectu quia in quadam via publica et infra territorium et destructum castrum predicti Fayentiae dicti reverendi patris se invicem cum gladii usque ad sanguinis effusionem verberaverunt. Item etiam contra quamdam Anthoniam, uxorem magistri Guilhermi Broquerii dicti castrum Fayentie, justiciariam et subdictam reverendi patris super eo videlicet quod cum eidem per subvicarium dicte curie Draguiniani sub certa pena fuerit preceptum /<sup>96v</sup> ut coram eodem subvicario super certis haberet respondere dicta Anthonia respondere noluit imo totaliter contradicit prout predicta in titulis contra ea formati si tituli dici mereantur latius et forte aliter contineri dignoscuntur, quamobrem cum privilegia principum firma atque perpetua debent stabilitate manere et subditis inconcusse servari libertatibusque ecclesiasticis non debent arrogari cumque redenda sint que sunt Cesaris Cesari et que sunt Dei Deo nec debeat quis falsem suam in messem ponere alienam cum etiam dictus reverendus pater in civitate et terris ecclesie sue Forojuliensis vigore dictorum privilegiorum omnem justiciam senceatur habere, propter quod correctio, punitio et omnimoda dispositio dictorum delatorum et aliorum delinquentium in dictis civitate et terris, mutilatione membrorum et ultimo supplicio dumtaxat exceptis, ad eundem reverendum patrem et ejus Forojuliensem curiam pleno jure dictorum privilegiorum pretextu

---

<sup>137</sup> sid

pertinet et expectat, petit dictus nobilis Firminus nomine quo supra per vos prefatum dominum judicem et per vestram cognissionem decerni, /<sup>97<sup>o</sup></sup> pronunciari et declarari correctionem, punitionem et omnimodam dictorum delactorum et criminum dispositionem ad eundem reverendum patrem et ejus curiam Forojuliensem vigore dictorum privilegiorum pertinere et spectare eosdemque delatos remictandum fore et remicti debere processusque quoscumque et informationes inceptas et complectas et non complectas contra supradictos delactos cancellandas fore et cancellare debere ac de cartul[ar]iis dictae curie Draguiniani totaliter aboliri, predicta dicens, petens et requirens eis melioribus modo, via, forma et jure quibus potest et debet presente clavario regio dicte curie Draguiniani ad hoc citato si compareat et alias in ejus contumaciam quam accusat si vero secus predictorum fieret quod non credit protestatur cum debita reverentie dictus nobilis Firminus de denegatione juris et justicie usui patroneque jurisdictionis ecclesiastice et infractione regionum privilegiorum, de quibus una cum respontione vel sine dictus procurator nomine prelibato petiit sibi fieri publicum instrumentum si et quando illud habere voluerit.

Et dictus dominus judex, visis /<sup>98<sup>o</sup></sup> privilegiis per ipsum productis et remissionibus inde secutis citra tamen prejudicium regie curiae cum in aliquo desrogare non intendit quibus appare[re] claret et liquide totalem jurisdictionem habere in dictis delactis ideo delactos ipsos et eorum correctionem, punitionem et omnimodam dictorum delatorum etiam criminum dispensationem ac cognitionem, remisit dicto domino episcopo Forojulensi seu ejus curiae jubendo in ipsius decreti executionem dictos processus si qui sint cancellari, aboleri, irritari et annullari ita est, Robaudi. Actum Draguiniani in aule domus habitationis nobilis Anthonii Giraudi vicarii curiae predictae Draguiniani in presentia et testimonio providorum virorum magistrorum Petri Riquavi de Castro Duplo et Jacobi Monnerii notarii de Seranono testium ad presentiam vocatorum et rogatorum et mei Guilhermy Clementis notarii publici in comittatibus Provinciae et Forcalquerii autoritate regia constituti et visi dicti curie notarii qui requisitus et rogatus per dictum procuratorem nomine quo supra hoc presens publicum instrumentum /<sup>98<sup>o</sup></sup> sumpsi scripsi et signo meo solito et consueto signavi in fidem et testimonium omnium premissorum, G. C.

Renatus, Dei gratia Jerusalem, Arragonium utriusque Sicilie, Valencie, Majorcarorum, Sardiniae et Corsice rex, Andegaviae et Barri dux, comittatum Provinciae et Forcalquerii ac Pedemontis comes, vicario, judici ceterisque officialibus curie nostre ville Draguiniani et aliis infra dstrictum nostrum hujusmodi Provinciae tam majoribus quam minoribus quacumque distinctione notatis ad quos spectat seu spectare poterit et presentes pervenerint presentibus videlicet et futuris fidelibus nostris dilectis gratiam et bonam voluntatem. Sunt nobis queque gravamina nostris irrogata /<sup>99<sup>o</sup></sup> fidelibus valde gravia sed que inferuntur ecclesiis, ecclesiatici[s] sive personis et juribus earumdem quod specialiter ipsas affectu benigne prosequimur et earum favores et commoda quantum honeste possumus libentius procuramus. Sane siquidem pro parte reverendi in Christo patris Ur. miseratione divina<sup>138</sup> Forojulensis episcopi fidei(c) nostri dilecti expositio habet querella nobis facta quod, cum ipse episcopus Forojulensis habeat omnes justicias et omnimodam jurisdictionem in dicta civitate Forojulii et omnibus locis et dstrictibus ejusdem episcopatus et ecclesiae Forojulensi et de illis fuerit et sit in quasi possessione constante privilegiis felices recordationis comittis Idelphontii predecessoris nostri et aliis publicis documentis gentibus nostri eminentibus et nobis assistentis consilii realiter per modum prompte

---

<sup>138</sup> divinis

fidei exhibitis et coram eis publice lectis et per consequens prima cognitio quarumcumque causarum tam civilium quam criminalium ad jurisdictionem et curiam ipsius episcopi nisi in casibus in dicto privilegio reservatis juxta illius tenorem pertinet et /<sup>99v</sup> expectat, porro tamen sicut ex dicta compositione accepimus per vos officiales Draguiniani ipse episcopus suaque jurisdictio super quasi possessione predicta turbatur et molestatur indebita et multipliciter inquietatur homines et subditos suos coram vobis et ad vestra judicia trahendo necnon ad diversos actus et sententias inde in dicta civitate et aliis locis jurisdictionis ejusdem ecclesiae in prejudicium ejusdem primae cognitionis precedentis in ejusdem episcopi et ejus jurisdictionis non leve dispendium et facturam super quo provisionis nostre remedio suppliciter implorato nos autem molestationes et inquietationes hujusmodi ferratis premissis considerationibus minus graves nullamque ipsum episcopum in suis bonis et juribus pati volens lesionem fidelitati vestrum cujuslibet tenore presentium de certa scientia et eum dicti consilii deliberatione matura sub obtentu nostrae gratiae firmiter et destricte precipiendo mandamus quatenus vos justiciarii et alii successive futuri cetero ad vestra judicia criminaliter vel civiliter exceptis /<sup>100</sup> in casibus in predicti privilegii reservatis homines et subditos ipsius episcopi trahe[re] non presumatis nec de prima cognitione causar[um] civilium et criminalium etiam per literas nostras concessas vel concedendas impedire quomodolibet contra privilegiorum ipsorum mentem attemptatis quodque privilegia ipsa tenaciter observantes et observari facien[tes] officialibus curie hominibus et subditis pred[icti] episcopatus nulla[m] imposterum ipsorum seriem et nostre majestatis intentam inquietudinem vel molestiam de cetero inferatis nec permittatis eos in quasi possessione per quam suam minus debite molestari aliquantulum vel turbari decernentes propterea prorsus irritum si quod forte contra premissa foret in contrarium attemptatum intendetis itaque et expresse injungentes ipsius episcopi officialibus et jurisdictioni causas quascumque si que sint vel fuerint (vel fuerint) tam virtute nostrarum literarum quam alias in prejudicium premissorum indultorum tractas penitus remittentes prout harum auctoritate eo casu remittimus pro justicia ministranda et prima cognitione discernenda itaque ad nos quod grave ferius querella circa hoc ulterius non feratur ita tamen quod officiales ipsius episcopi non abutantur privilegiis illud autem /<sup>100v</sup> latere vos volumus quod si in premissis defectum aliquem commiseritis pena centum marcharum argenti fini aplicanda fisco nostre curie compendiis pro qualibus et vice qualibus et quotiens contingerit vos nominatos irremissibiliter incursuros ut curia nostra singulis vicibus procul dubio exhiberi demandatur quam ita fieri volumus et jubemus per presentes post illarum inspectiones et executiones remanere volumus presentanti. Datum in civitate Massilie per magnificum et egregium virum Vivandum Bonifacii, juris utriusque doctorem<sup>139</sup>, magne nostre curie magistrum rationalem majoremque et secundarum appellationum ac nullitatum nostrorum Provincie et Forcalquerii committatum predictorum judicem, consiliarium et fidelem nostrum dilectum, die secunda mensis februarii anno nativitatis Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo. Per regem ad sui consilii deliberationem magnificis dominis vobis iudice majore Johanne Jarrente, domino de Meolans<sup>140</sup>, magistro rationali, presidente camere rationum, advocato fiscali, Bertrando Durandi et aliis dominis consiliariis presentibus, Morini s. et registrata D. Chassagnes.

/<sup>101</sup> Johannes Cossa, comes Troye, regius in comitatibus et Forcalquerii terrisque illis adjacentibus generalis locumtenens, universis et singulis officialibus et justicie ministris infra destrictum regium

---

<sup>139</sup> doctorum

<sup>140</sup> Seolans

constitutis ad quos spectat et presentes pervenerint eorumque cuilibet aut ipsorum loca tenentibus fidelibus regiis nobis dilectis salutis affectum. Cum dudum certis justis causis nos et magnam regiam curiam patrie hujus moventibus et in licteris super hoc confectis seriore declaratis in civitate Forojulii vicarium et capitaneum instituerimus et ordinaverimus nobilem Monetum Roque, quia pretenditur pro parte reverendi in Christo patris et domini domini L. favente gratia episcopi dicte civitatis premissa redundare in enervationem privilegiorum et liber[t]atum ac jurisdictionis ejusdem et sue ecclesiae, propterea ne jura dicte ecclesie diminuantur harum serie ex regia qua fungimur auctoritate et cum regii nobis assistentis consilii deliberatione duximus declarandi et declaramus per hujusmodi institutionem non intellexisse nec intellegere per aliqua que facta fuerunt prejudicasse juribus dicti reverendi domini episcopi et sue ecclesiae sed jura ipsius illeza semper remanere volumus sicque fieri volumus per presentes et propterea promissionem de eadem factam tollimus /<sup>101<sup>r</sup></sup> et adnullamus presententi remansuri. Datum in villa Pertusii per magnificum et egregium militem dominum Johannem Bartholomei, licentiatum utriusque juris magne regie curie magistrum rationalem majoremque secundarum appellationem et nullitatum dictorum comittatum judicem consiliariumque fidelem regium nobis dilectum, die octava mensis augusti anno Domini millesimo quandringsesimo septuagesimo sexto per dictum dominum comitem regium generalem locumtenentem a dicti consilii deliberatione(m) magnificis et egregiis dominis iudice majore prefato, Re. Repetrecta, D. Calcatis, Jo. Jarento, Jehan de Ruppe et Petro Elxiarii regiis consiliariis presentibus, Jo. Jacobi, registrata Gonnardi notarii.

Aymarius de Pictavia, miles, dominus de Sancto Valerio, consiliarius et cambellanus christianissimi principis et domini nostri domini Francorum regis committatumque Provinciae et Forcalquerii comitis et pro eodem in /<sup>102</sup> dictis committatibus et terris illis adjacentibus magnus senescalus, officialibus curie temporalis civitatis Forojulii ceterisque aliis infra nostrum regium Provinciae destrictum ubilibet constitutus ad quos spectat et presentes pervenerint cuilibetque seu ipsorum loca, tenentibus fidelibus regiis nobis dilectis salute affectum. Pro parte reverendi in Christo patris domini Forojuliensis episcopi habuit in eminenti regio Provinciae nobis assistente consilio duplex expositio facta nobis ut cum discretus vir Honoratus Tornoni alias *Parache* notarius dicte civitatis Forojulii superioribus diebus certas vice procuratoris fiscalis literas sibi per nos concedi obtinuerit in grande damnum et prejudicium dicti domini Forojuliensis episcopi et sue jurisdictionis enervationem dignaremur ideo licteras ipsas cum toto earum effectu tamquam inadvertanter concessas mandare tolli et revocari humiliter supplicatum, super cujusdam supplicationis contentia, habita dicti eminentis consilii deliberatione consulta, volumus et vobis harum serie ex regia qua fungimur auctoritate et cum dicti consilii deliberatione expresse precipimus et mandamus quatinus receptis presentibus citetis et adjornetis seu citari et adjornari mandetis et faciatis dictum Honoratum *Parrache* /<sup>102<sup>r</sup></sup> ut die decima quinta post citationem hujusmodi Aquis coram nobi[s] seu prefato eminenti regio consilio legitime comparere procuret exhibiturum dictas literas viceprocuratoris fiscalis per eum ut premittitur obtentas<sup>141</sup> visurumque illas toli et revocari vel dicturum causas justas et rationabiles in contrarium obsistentes pro curie informatione et recolectia dictarum licterarum earumque concessionem ad illarum revocatione illis non visis pro regio forsitan interesse procedere nolentes vel eo in antedicto cominative quod alias ad ipsarum licterarum revocationem procedetur et dicto domino supplicanti providebitur ut

---

<sup>141</sup> obtentus



juris fuerit et rationis ipsius citendi absentia contumaciter accusata in aliquo nonobstante interim vero effectum dictarum licterarum viceprocuratoris fisci suspendentes prout suspendimus per presentes presentanti post earum debitam executionem remansuras. Datum Aquis per magnificum virum dominum Accursum Meynerii, juris utriusque eximium professorem, magne regie curie magistrum rationalem majoremque et secundarum appellationum ac nulitatum dictorum comittatum judicem, consillarium fidellem regium nobis dilectum, die decima quinta mensis novembris anno Domini millesimo quandringsesimo octuagesimo quarto /<sup>103</sup> per dictum dominum magnum senescallum ad regii consilii deliberationem dominis sigillorum custodi vobis Main[er]ii judice, Guirani, magistro rationali pauperum advocato reginali <sup>142</sup> et aliis presentibus, Morini, registratum Bernardi.

/<sup>103v</sup> Sentence arbitrale entre l'évêque et le chapitre  
par laquelle toute la justice de Fréjus est adjudgée à l'évêque

*1301, 25 avril. Aix. – Transaction conclue entre l'évêque et le chapitre en présence de l'archevêque d'Aix, qui attribue à l'évêque la juridiction sur la totalité du territoire de Fréjus à l'exception du domaine du Reyran, propriété exclusive du chapitre.*

Universis presentes literas inspecturis R.<sup>143</sup>, Dei gratia sancte Aquensis ecclesiae archiepiscopus, salutem in Domino. Per presens /<sup>104</sup> scriptum pateat tam presentibus quam futuris quod, ad nostram accedens presentiam, venerabilis frater noster Jacobus<sup>144</sup>, Forojuliensis episcopus, nobis insinuare curavit quod, cum per ipsum ex una parte et venerabiles viros capitulum Forojuliensis ecclesiae ex altera super questiones que inter ipsos oriri poterit ratione jurisdictionis quam exercebat dictum capitulum in civitate Forojulii in hominibus suis, quam idem episcopus ad Forojuliensem episcopum pertinere dicebat, esse compromissum in venerabiles viros Bertrandum, Forojuliensem prepositum, et Audibertum de Sclapono ac Alphantum<sup>145</sup> Raymundi, Forojulienses canonicos, ut in arbitros, arbitratores et amicabile compositores et ordinatores questionis et controversie supradicte, sicut in instrumento supra<sup>146</sup> dicto compromisso per manum magistri Raymundi Fabri publici notarii confecto plen[i]us dicitur contineri, tandem prefati arbitri presentibus dictis partibus ordinarunt et mandamenta sua in modum qui sequitur promulgarunt : Nos Bertrandus de Morselis, prepositus, Audibertus de Sclapono, Alphantus Raymundi<sup>147</sup>, canonici ecclesie Forojuliensis, electi per reverendum in Christo patrem<sup>148</sup> dominum Jacobum, Dei gratia Forojuliensem episcopum, ex parte una et venerabiles viros cappitulum dicte Forojuliensis ecclesiae ex altera super controversia /<sup>104p</sup> que oriri potterat inter prefatum dominum episcopum et capitulum memoratum ratione<sup>149</sup> jurisdictionis quam exercet di[c]tum capitulum in civitate Forojulii in hominibus sui[s] et justiciis quas recipit in dicta civitate et ejus pertinentiis, ex vigore potestatis attribute nobis a partibus supradictis, visis et dilligenter inspectis quodam privilegio domini Ildephonsi, inclite recordationis olim comittis et marchionis

<sup>142</sup> regnati

<sup>143</sup> Rostan de Noves, archevêque d'Aix (1283-1311)

<sup>144</sup> Jacques Duèze, évêque de Fréjus (1300-1310)

<sup>145</sup> Alphansium

<sup>146</sup> super

<sup>147</sup> Alphansius

<sup>148</sup> patri

<sup>149</sup> rationi

Provinciae, domino R., bone memorie quondam Forojuliensi episcopo, et successoribus suis super justiciis hominum qui tunc erant vel essent in posterum in civitate Forojulii concesso ac confirmationibus domini Raymundi Berengari[i], quondam comitis et marchionis Provinciae, ac serenissimi principis domini Karoli secundi, Dei gratia Jerusalem et Siciliae regis, dicti privilegii subsecutis ac aliis quae hinc inde proponere et producere voluerunt, ac nihilominus attendentes quod exercitium jurisdictionis hujusmodi quem exercet dictum capitulum in hominibus suis fomentum gravis dissentionis et discordie plerumque inter episcopos qui pro tempore fuerant et capitulum sepefatum ministraverat et presentialiter nisi occurreretur aliter ministrabat necnon et in conservatione, deducto quod comunio <sup>/105</sup> exercitii jurisdictionis in civitate predicta in Dei offensam et incolarum grave dispendium delinquendi materiam discolis et facinorosis hominibus ministrabat cum plerumque curiam episcopalem et capituli<sup>150</sup> deluderent et delicta gravia impune transirent compertoque per diligentem inspectionem et discussionem sollicitam registorum et cartulariorum prepositi et capituli ne facta compensationem obventionum justiciarum et jurisdictionis hujusmodi cum expensis et oneribus quae occasione jurisdictionis ejusdem preposito et capitulo incumbuerant et continue incumbebant quod nihil utilitatis per plures annos retrodicta jurisdictio attulerat nec etiam presentialiter afferebat, animadvertentes etiam jurisdictionem ipsam in manu cappituli in curiis expositam periculo cum privilegia episcopo non preposito nec capitulo appareant assignata, firma spe tenentes quod per prefatum dominum episcopum et successores ejus conatus facinorosium hominum in civitate predicta adeo poterint reprimi et humana audacia cohereri quod tanta erit inter improbos innocentia et in ipsis improbis refrenabitur audacia et nocendi facilitas ex quo, ut incunctanter credimus Forojulii civitas, que olim pro aliis vicinis insignis et nobilis <sup>/105v</sup> apparebat, jam quasi ad nihilum propter defectum justitiae est reducta, suscipiet dante domino multiplicia incrementa, scientes quod prefata jurisdictio per episcopos quibus per privilegia apparet concessa melius et securius poterit deffensari, indemnitati ecclesia providere volentes, dicimus et ordinamus ex potestate nobis concessa, pronuntiamus, declaramus et declarando pronuntiamus, decernimus et arbitramur eo modo quo possumus melius et securius ordinare dictam jurisdictionem et justicias pertinere et pertinere debere ad prefatum dominum episcopum et successores ejusdem et quod eam exercere valeat absque contradictione qualibet prepositi et capituli quam nec simul nec divisim ipsi vel successores eorum prefato domino episcopo vel ejus successoribus aliquantulum faciant in premissis, sed prefatum dominum episcopum et successores ejusdem juxta concessionem premissas permittans justicias percipere et jurisdictionem hominibus civitatis predictae libere et integre exercere justiciamque et jurisdictiones appellatione volumus comprehendi videlicet cognitionem et descisionem seu deffinitionem et executionem causarum civilium et criminalium, item perceptionem latorum, condemnationum, penarum, <sup>/106</sup> multarum, bannorum, lesdarum, fustagii et rippagii, quae omnia et singula dicimus et ordinamus et ex potestate nobis concessa pronuntiantes declaramus et declarando pronuntiamus, decernimus et ordinamus et arbitramur ad prefatum dominum episcopum et successores ejusdem pertinere et pertinere debere, salvo et retento quod in tenamento seu deffenso dicto de Reyran, quod est capituli, non possit dictus dominus episcopus nec successores sui ordinare bannerios nec exigere aliquid ratione banni in territorio supradicto. Sane cum capitulum supradictum sit gravatum onere debitorum et ei non suppetant facultates ad distributiones dominorum canonicorum et clericorum servitorum dictae ecclesiae, elemosinam et alia onera que incumbunt, dicimus, ordinamus et arbitramur et pro parte

---

<sup>150</sup> capituli

capituli dicto domino episcopo supplicamus ut premissis oneribus succurrendo assignet et assignare debeat pensiones seu sensus bladi et pecunie quos et quas recipit seu percipit et percipere debet in ecclesiis inferius designatis.

Nomina ecclesiarum sunt hec :

- ecclesia de Ramatuella
- ecclesia de Gassino
- de Molla
- de Miravaux<sup>151</sup>
- de Mora
- de Mirimars<sup>152</sup>
- de Revesto
- de Villapisce
- de Taradello
- de Intercastris
- de Salernis
- et ecclesia Beatae /<sup>106v</sup> Mariae de Luco.

Item dicimus, ordinamus et arbitramur quod homines qui sunt vel erunt in brevi dicti capituli tenentur coquere in furno capituli nec aliquo modo recipiantur ad coquendum in furno dicti domini episcopi et versa vice homines dicti domini episcopi non recipiantur ad coquendum in furno ipsius capituli ad hoc tenendum et servandum homines civitatis predictae per curiam episcopalem cogantur.

Item dicimus, ordinamus et arbitramur quod ad requisitionem dicti capituli seu ejus procuratoris curia episcopalis debeat precipere hominibus debentibus servicia seu sensus anniversarii vel redditus alios quoscumque nomine senseantur dicto capitulo sub pena dupli, que pena sit eidem capitulo applicanda ut solvant statutis temporibus redditus ipsos cappitulo supradicto.

Premissa autem dicimus, ordinamus et arbitramur salva et retenta auctoritate cujuslibet superioris cujus esset in prefato negotio auctoritas et licencia requirenda, salvo etiam jure domini nostri regis cui per hec nullum volumus prejudicium generari et salvo etiam quod non intendimus statuto alicui per quod si contrafacere per perjuriam vel sententiam excommunicationis in aliquo desrogare, /<sup>107</sup> retinentes nobis de presentium voluntate potestatem declarandi et interpretandi a festo Pentecostes proxime venturo et si dictorum occurrant dubbia in premissis. Quam ordinationem et mandamenta ibidem partes ipsae omologaverunt et approbaverunt expresse et sicut in instrumento confecto per magistrum Raimundi et super ordinatione et mandamentis et omologatione predictis vidimus contineri.

Quare nobis prefatus episcopus humiliter supplicavit ut mandamenta hujusmodi approbare auctoritate metropolitane confirmare. Nos igitur, ejus supplicationibus annuentes, tenore dicti privilegii dilligenter attento, deliberatione prehabita diligenti compertoque fidedignorum testimonio per ordinationem hujusmodi utilitatem ecclesiae multipliciter procurari, ipsam ordinationem laudavimus et laudamus et auctoritate metropolitana ex certa scientia confirmamus. In cujus rei testimonium hoc presens publicum instrumentum, quod per manum magistri Raymundi Fabri publici notarii scribi et publicari fecimus, sigilli nostri munitione duximus roborandum. Datum Aquis, in villa inferiori de Turribus, in camera nova domus archiepiscopalis,

---

<sup>151</sup> Intravaux

<sup>152</sup> Miramans

presentibus venerabilibus /<sup>107r</sup> viris domino Sancerea de Botonis, iudice primarum appellationum in comitatibus Provinciae et Forcalquerii, et magistro Guillelmo Stephani, officiali nostro, et magistro Isnardo Gassagni, canonico Forcalquerii, et me Raymundo Fabri de Gramaco, auctoritate domini Karoli secundi, Dei gratia Jerusalem et Siciliae regis illustris, publico in comitatibus Provinciae et Forcalquerii notario qui ad requisitionem dicti domini episcopi Forojuliensis et ad mandatum dicti domini archiepiscopi premissa scripsi et solito meo signavi.

#### Ferme des herbages de Fréjus et de Saint-Raphel

*1401, 15 octobre. Fréjus. – Location des pâturages de Saint-Raphaël, avec droit de passage dans le territoire de Fréjus, par le vignier de Fréjus à deux éleveurs de Tende, avec quittance donnée le 27 avril 1402 par le clavaire de l'évêché.*

In nomine Domini amen. Anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo /<sup>108</sup> primo, die decima quinta mensis octobris, notum sit etc. quod nobilis Petrus Raynaudi Clementis, viguerius et cappitaneus curiae et civitatis Forojulii ac etiam confirmarius civitatis predictae, gratis dicto nomine vendidit Paulo Tarroni et Francesquino Torves de Tenda pasquerium territorii castri Sancti Raphaelis ac etiam relarguerium Forojulii civitatis videlicet pro averi lanuto et caprino tantum videlicet a presenti die usque octavam diem mensis may praetio videlicet et nomine praetii viginti quat[u]or florenorum et uno motone solvendorum videlicet in festo nativitatis Domini medietatem et mutonem, aliam vero medietatem in fine, renuntiantes etc., promittentes nullum aliud avere introducere ipsorum et eorum sociorum, promittens dictus nobilis ipsos servare indemnes de banis<sup>153</sup> praeter et exceptis de vineis et bladis, promittentes omnia praedicta attendere etc. jurantes etc. de quibus dictae partes petierunt instrumentum. Actum in aula domus mei, testes G. Bermundi et Joseph Raynoardi.

*1402, 27 avril. Fréjus. – Quittance donnée par le clavaire de l'évêché au locataire des pâturages de Saint-Raphaël avec droit de passage sur le territoire de Fréjus.*

Millesimo quadringentesimo secundo, die vigesima septima aprilis, cum nobilis Petrus, renderius /<sup>108r</sup> predictus, tanquam firmarius collocaverit pasquerium Sancti Raphaelis et relarguerium Forojulii certo pretio pro ut constat nota suscripta, hinc est quod nobilis Jacobus de Pistorio, clavarius curie tenens se pro contento voluit dictam notam cancelari presentibus testibus Bartholomei Pascali et Anthonio Jordani.

Pour la régale de Fréjus

---

<sup>153</sup> panis

*1483, 12 avril. Fréjus. – Louis de Villeneuve, sieigneur de Flayosco et viguier de Draguignan, renonce à exercer à Fréjus et sur les domaines de l'évêque la mission d'inspection des fortifications, chemins et espaces publics qu'il a reçue de la cour des comptes de Provence.*

In nomine domini nostri Jesu Christi amen. Anno sacrae incarnationis ejusdem Domini millesimo quadingentesimo octuagesimo tertio et die sabathi quae fuit et intitulata extitit duodecima /<sup>109</sup> mensis aprilis, regnante christianissimo domino nostro domino Ludovico, Dei gratia Francorum rege, comittatum Provinciae et Forcalquerii comitte, feliciter amen, ex tenore hujus veri et publici instrumenti universis et singulis tam presentibus quam futuris pateat et sit notum quod apud civitatem Forojulii, videlicet in domo nobilis viri domini Honorati de Candia, videlicet in camera suprema, coram magnifico et generoso viro domino Ludovico de Vilanova, domino de Flayosco, curiae regiae villae Draguiniani viguerio, cappitaneo ac commissario per magnificos viros dominos magistros rationales Acquis residentes specialiter deputato, comparuit venerabilis vir dominus Blasius de Ayagno, decretorum doctor, officialis Forojuliensis, exprimit<sup>154</sup> coram eodem domino viguerio et commissario quod, cum pervenerit ad ejus aures [quod dominus de Flayosco venerit ad civitatem Forojulii ad causam visitandi moenia, itinera et fossata et alia quae pertinent ad regalias, in quorum possessione extitit dictus dominus Forojuliensis et predecessores sui prout apparet ex sententiis quas produxit, prompta manu exhibuit quoddam privilegium concessum ex serenissimo rege Renato quod pariter exhibet prompta manu, in quo mandatur omnibus et singulis officialibus /<sup>109r</sup> villae Draguiniani quatenus non habeant ullo pretextu impedire de jurisdictione reverendi patris domini Forojuliensis episcopi sub poena formidabili, exhibendo insuper privilegium concessum ab eodem serenissimo rege Renato quo mandatur officialibus de Draguiniano eisdem officialibus Draguiniani ac commissariis regiis litteris concessis jam constitutis et in postea vigore litterarum concedatarum et constituendarum sub poena formidabili non habeant cognoscere de<sup>155</sup> juribus nec de jurisdictione domini Forojuliensis sed causas omnes et singulas tangentes ilius jurisdictionem et jus domini Forojuliensis remittere officialibus domini Forojuliensis cognoscendi et descidendi. Propterea petit idem dominus officialis a domino viguerio et commissario ut vellit committere visionem itinerum et meniorum et causas tangentes regalia officialibus predicti domini Forojuliensis juxta privilegia prompta manu exhibita et, sy secus fiat, quod non credit, cum debita reverentia loquendo protestatur de omnibus damnis [et] interesse ac de omni infractione ipsorum privilegiorum eidem domino Forojuliensi et suis predecessoribus concessorum et poenis contentis /<sup>110</sup> in eisdem privilegiis, de quibus cura et spontione dicti domini viguerii ac commissarii petit sibi fieri publicum instrumentum per me notarium publicum infrascriptum.

Dictus dominus officialis, nomine reverendi patris domini episcopi, et dictus dominus viguerius et capitaneus ac commissarius per supradictos dominos magistros rationales specialiter deputatus, visis privilegiis eisdem exhibitis per supradictum dominum officialem nomine reverendi patris domini Forojuliensis episcopi et quia eidem domino viguerio et commissario constat et apparet per retro principes bonae memoriae eidem reverendissimo patri domino Forojuliensi episcopo et suis successoribus dedisse regalias in omnibus suis castris, eapropter dixit quod nullo modo intendit prejudicare privilegiis dicti domini Forojuliensis episcopi et, si et hactenus contingat ipsum dominum viguerium aliquos actus fecisse in prejudicium dictorum privilegiorum, illos pro

---

<sup>154</sup> ex primis

<sup>155</sup> du

non factis habet et nulla pronuntiat haberi pro non factis causamque et visitationem dictorum meniorum, itinerum et fossatorum remittendo in quantum potest officialibus domini Forojuliensis.

Tenor dictarum litterarum dicte commissionis /<sup>110</sup> factae domino viguerio :

Magistri rationales magnae regiae curiae comittatum Provinciae et Forcalquerii ac camerae computorum et Aquensis archivi residentes nobili scutifero Ludovico de Vilanova, domino de Flayosco, viguerio curiae regiae villae Draguignani ac domino de Flayosco, salutem. Nuper<sup>156</sup> ad aures nostras pervenit fide dignorum relationem certa itinera regia vigueriae ipsius villae Draguignani meniaque et fossata nonnullorum locorum dictae vigariae destructa minusque decentia, aperta atque ceperata et immunditiis repleta, que necessario egent reparatione condigna, cujus occasione non modicum cum noverimus regium versari prejudicium et regionum suddictorum interesse ac totius rei publicae multoque majus versari(i) atque in futurum redundare ob reparationis defectum cum per ipsa itinera ad inundationes aquarum tutus non pateat transitus, nos autem prout nostro incumbit officio tam indemnitati regiae quam subdictorum suorum annuere volentes et descenter in his providere intendentes nec valeamus de negligentia atque inadvertentia perinde redarguere, vobis /<sup>111</sup> igitur, de cujus fide sufficientia discretione et legitimitate vestris plenam fiduciam obtinemus, harum igitur serie regia que fungimur auctoritate expresse precipimus et committenda mandamus quatenus incontinenti visis presentibus itinera ipsa inaptata, distructa et innundata quae necessaria et evidenti reparatione egent visitetis et inspicietis ceteraque loca dictae vicariae per vos etiam visitanda et apud illa vos personaliter transeferendo et visitando et quae menia et fossata ipsorum locorum tam dirrupta quam innundata quam etiam per quosvis occupata que necessaria egent reparatione pro ipsius curiae regiae indemnitatem et regionum subdictorum evidenti commodo precipue in itinerum ipsorum reparationibus illa diligentia qua convenit aptari atque repparari debite faciatis et per quos erunt seu veniant reparanda seu illorum sumptibus tam per penarum impositionem vestro arbitrio imponendarum quam per bonorum talium contribuendorum et pro rata cujuslibet tangentium, prius per vos et expertos in talibus facta debita calculatione, mobilium primo et magis venalium in quorum defectu immobilium captionem, inquantationem, venditionem effectivam, /<sup>111</sup> distractionem et inde alienationem usque ad totalem ipsorum pignorum deliberationem non obstante contribuentium retardatione reparatio atque aptatio ipsorum itinerum retardare possit et per quacumque alia acta, jura, remedia vobis visa et ad id magis necessaria et pariter opportuna quacumque oppositione seu appellatione in adversum forsan fienda nullatenus obstante quoad vero ad ipsorum fossatorum et meniorum et aliorum jurium regaliorum occupationem per nonnullos illa indebite occupantes informationes juridicas recipiatis et, si per illarum receptionem noveritis occupatores jurium regaliorum cujusdam non habentis a nobis seu a magna regia curia expresse licentiam, illos coram nobis ad certum diem per vos statuendum assignetis comparituros personaliter responsuros certis inquisitionalibus titulis contra eos formatis ad quam diem informationes ipsas superius recipiendas nobis infalibiliter transmittere procuretis ut his per nos visis valeamus juridice deliberare quid agendum fuerit. Et ut premissa facilius et favorabiliter valeatis exercere, mandamus universis et singulis officialibus majoribus et minoribus infra regium districtum ubilibet constitutis ceterisque personis /<sup>112</sup> regis subdictis damus expresse in mandatis ut vobis vestrisque jussionibus et mandatis in premissis et circa premissa pareant, obediant et efficaciter intendant prestentque auxilium, consilium et favorem in quantum poenas per vos

---

<sup>156</sup> A super

eisdem imponendas cupiant non subire, quas ratas atque firmas gerentes et illas exequi et quas mandamus a transgressoribus illarum presentibus debite executioni penes vos ad cautellam remanere. Datum Aquis sub nostris propriis sigilli et manus subscriptionibus die octava mensis martii anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo secundo signatis Ganhoni Siguerii. De quibus omnibus supradictis dictus dominus officialis, nomine reverendi patris domini Forojuliensis episcopi petiit sibi fieri publicum instrumentum per me notarium publicum infrascriptum. Actum Forojulii in domo nobilis Honorati de Candia videlicet in camera superiori, presentibus ibidem Petro Jalier et Petro de la Reguo alias Comparamagno dictae civitatis Forojulii testibus ad hoc vocatis et rogatis.

/<sup>112v</sup> Transaction entre l'évesque et les consulz de la Brigue  
touchant les herbages de ses terres

*1497, 8 avril. Transaction conclue entre l'évêque Nicolas de Fiesque et la communauté de La Brigue au sujet des droits de pâturage de Fréjus, Le Puget et Saint-Raphaël.*

Anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo septimo et die sabbati octava mensis aprilis, notum sit cunctis quod, cum quedam altercatio et differencia esset inter reverendum in Christo patrem dominum Nicolaum de Flisco, Forojuliensem episcopum, ex una et homines ac consules et universitatem loci de Briga ex altera super eo et pro eo quod reverendus in Christo pater dominus Forojuliensis episcopus dicebat et allegabat esse in possessione pacifica et quieta componendi cum habitatoribus et universitati dicti loci de Briga videlicet de passagis eorum averium dessendentium et assendentium in territoriis locorum ipsius domini episcopi et sue ecclesiae videlicet de quolibet pastore prout eidem domino episcopo videretur juxta provisionem eidem domino episcopo et suis antecessoribus super hoc concessum. Et propterea ipse reverendus dominus episcopus seu ejus clavarii et procuratores petebant ab eisdem habitatoribus de Briga prout eidem domino episcopo /<sup>113</sup> videbatur secundum predictam consuetudinem et provisionem propterea concessam videlicet de territoriis ipsius domini episcopi et suae ecclesiae, videlicet pro quolibet pastore in quo sunt quinquaginta oves sive averia lanuta, prout eidem domino episcopo et suis clavariis et procuratoribus videbatur petere ac cum eisdem hominibus de Briga componere videlicet descendendo et ascendendo. Et vice versa universitas ipsa de Briga ac consules, scindici et consilium et homines ejusdem dicebant et allegabant non teneri ad solvendum nisi unum bonum denarium pro quolibet trentenario ovi[n]o dictorum locorum dicti domini episcopi et suae ecclesiae descendendo et ascendendo pro dicto passagio. Et propterea partes ipse, volentes viam amicabilerm et pacis eligere, igitur supradictus dominus Nicolaus de Flisco, Forojuliensis episcopus, nomine suae ecclesiae et episcopatus, ex una et Dominicus Pastorelli, dicti loci de Briga, tam nomine suo quam universitatis ac consulum, scindici et consiliariorum et hominum dicti loci de Briga, per quos homines et consules et alios promisit ratificari facere sub obligatione et renunciatione hinc ad festum sancti Mathei proxime venturum in quo nundinos presentis loci, atque etiam juxta commissionem et potestatem ei(s)dem Dominici commissam et factam, constantibus literis patentibus a curia dicti loci de Briga /<sup>113v</sup> seu dictis consulibus et emanatis quorum tenor inferius

describitur, ex altera, partes ipse ambo<sup>157</sup> per se et suos successores quoscumque de premissis altercatione et questione transigerunt ac transactionem et pactum fecerunt in hunc qui sequitur modum.

Primo enim transigerunt et pepigerunt et pactum fecerunt quod ipsi homines de Briga ac consules et universitas dicti loci de Briga teneantur et debeant a cetero solvere eidem domino episcopo et successoribus suis pro passagiis averium eorum in locis et territoriis locorum de Montausis, de Fayencia et de Bagnolis videlicet descendendo grossum unum et ascendendo<sup>158</sup> alium grossum unum pro quolibet pastore in quo sunt quinquaginta animalia lanata sive oves quinquaginta.

Item similiter transigerunt quod homines ipsi de Briga ac consules et universitas dicti loci similiter teneantur et debeant solvere eidem domino episcopo et suis successoribus videlicet de locis et territoriis de Sancto Raphaelle, de Forojulio et de Pugeto videlicet de passagiis eorum averium descendendo et ascendendo pro quolibet pastore in quo sunt et esse debent quinquaginta averia lanata sive oves quinquaginta videlicet grossum unum descendendo et grossum unum ascendendo.

Tenor dictarum literarum supra productarum :

Reverendo in Christo patri et domino, domino Nicolao de Flisco, episcopo Forojuliensi dignissimo, consules, syndici et consiliarii de Briga, cum recognitione et animo complacendo audivimus relationem nobis factam per egregium Dominicum Pastorelli de Briga circa causam passagiorum territoriorum vestrorum et affectantes viam pacis viam amicabilem potius quam juris rigore de passagio de solvendo grossum unum pro descendendo et grossum unum pro ascendendo pro singulo pastore sine aliquali molestia quam acceptam et gratam habemus et habentes illam perpetuo conservare promittentes et grata et accepta habemus ac si per nos essent gesta et prout ipsi Dominico cum reverentia vestra videbitur et placuerit per transactionem et capitula melius faciendum eidem Dominicquo in premissis omnibus sibi vices nostras commitentes et in testimonium premissorum has literas nostras per notarium nostrum infrascriptum duximus concedendas. Datum Brigae anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo septimo et die vicesima mensis martii, Jacobus Lanternis.

Has autem transactionem etc. promittentes etc. in pace etc. cum omnibus sumptibus etc. obligantes videlicet reverendus dominus episcopus bona sui episcopatus curiae Forojuliensis et ipse Dominicus Pastorelli se ipsum et bona sua realiter et personaliter /<sup>114v</sup> atque bona dictae universitatis de Briga ac hominum, consulum ac scindicorum eidem curiae camere rationum necnon Aquensis et curiae episcopali Forojuliensi et omnibus curiis etc. renunciantes etc. jurantes etc. de quibus etc. Actum Fayence in fortalio dicti domini episcopi, videlicet in camera paramenti ejusdem domini episcopi, testes nobilis magister Anthonius Cadri notarius, Andreas Honorati dicti loci Fayentiae etc. ego Pignoli.

#### Lettres d'institution de juge en la temporalité de l'évesché de Fréjus le siège vacant

*1485, 9 novembre. Fréjus. — Nomination d'un juge au tribunal temporel de Fréjus par le chancelier royal de Provence à la suite du décès de l'évêque Urbain de Fiesque.*

<sup>157</sup> ambe

<sup>158</sup> assendendum



Aymericus de Andrea, jurium doctor, regius Provinciae cancellarius ac commissarius captioni et annotationi totius episcopatus Forojuliensis ad salvum jus futuri pastoris expresse per literas patentes a domino nostro rege nobis noviter transmissas /<sup>155</sup> et directas quae hic causa brevitatis inceri omituntur specialiter deputatus, nobili et circumspecto viro domino Gappi jurisperito fideli regio nobisque<sup>159</sup> carissimo post salutes. Cum totam temporalitatem presentis episcopatus Forojuliensis in vim nostre commissionis ad manus regiae curiae annotaverimus seu annotationem jam factam de ipso episcopatu ob obitum reverendi patris domini Urbani de Flisco illius civitatis ultimi pastoris confirmaverimus ad salvum jus futuri pastoris destituto iudice temporali in ipsa civitate tempore ipsius quondam episcopi creato sicuti et quem per presentes certis justis respectibus destituimus, igitur, ne ipsa civitas et loca dependentia ab ipso episcopatu careant iustitiae cultu, confisi de vestra fide sufficientia et prudentia, vos per presentes auctoritati regia qua fungimur in vim nostrae commissionis in iudicem temporalem dictorum<sup>160</sup> civitatis Foroliensis et locorum eidem episcopatu submissorum duximus creandum et instituendum prout et statuimus et hoc quousque provisum fuerit eidem ecclesiae Forojulensi de alio pastore et alias interim<sup>161</sup> regio sive nostro beneplacito perdurante sub ipsis et ei[s]dem emolumentis, prerogativis et gagiis solvi consuetis percipiendis a fructibus episcopatus vobis propterea harumdem serie committendo, mandantes quatenus dictum iudicature /<sup>155</sup> officium ad honorem et fidelitatem regiam, bonum et prosperum statum regionum fidelium dictae civitatis et locorum predictorum diligenter exercere studeatis quo possitis merito commendari, dantes propterea in mandatis per ipsas presentes universis et singularibus hominibus dicte civitatis et locorum jamdictorum ut vobis et vestris mandatis in his que ad dictum officium spectare noscuntur efficaciter intendant pareantque et obediant quantum penarum per vos eis rite imponere irremiscibilem cupiant non subire incursum. Datum Forojulii sub nostris manuali subscriptioni et sigillo die nona mensis novembris anno Domini millesimo quingentesimo octuagesimo quinto. Sigilletur de Andrea cancellarius per dictum dominum regium cancellarium et commissarium, R. Levesque.

#### Constitution d'un viguier de Fréjus par l'évesque

*1502, 26 juillet. Fréjus. – Nomination d'un viguier de Fréjus par le gouverneur et le vicaire général de l'évêché.*

#### Constitutio viguerii pro Philippo Gatussi

Anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo secundo et die vigesima /<sup>166</sup> sexta mensis julii notum sit cunctis quod nobilis Gauffridus Lomelini<sup>162</sup>, gubernator totius episcopatus Forojuliensis, unacum reverendo patre domino Baptista de Nigris, decretorum doctore, vicario generale totius episcopatus Forojuliensis, citra revocationem vigueri[or]um alias constitutorum tam per reverendum in Christo patrem dominum Forojuliensem episcopum quam prefatum dominum vicarium, nomine auctoritate fecit, constituit viguerium et capitaneum presentis civitatis Forojulii, castrorum de Sancto Raphaele et de Pugeto et aliorum locorum ejusdem reverendi domini episcopi videlicet ad exercendum officium viguerii ad honore, vice, nomine et utilitate

<sup>159</sup> quam

<sup>160</sup> dictis

<sup>161</sup> interim

<sup>162</sup> Lomelius

reverendi domini episcopi cum honoribus et oneribus etc. promittens etc. jurans etc. Actum Forojulii videlicet in domo habitationis prefati reverendi domini vicarii generalis, testes Anthonius Autrand et Raphael Raynaud de Forojulio et ego Pignoli.

#### Confiscation de biens au profit de l'évesque

*1399, 7 octobre. Fréjus. – Le notaire Pierre de Noves, au nom de l'évêque de Fréjus, confisque les biens d'un particulier convaincu de meurtre.*

Pro Joanne Alfaqui de Sancto Raphaelle habitatore Forojulii

<sup>/116v</sup> In nomine Domini amen. Anno a nativitate Domini millesimo tricentesimo nonagesimo nono et die septima mensis octobris, notum sit etc. quod, cum Johannes Tassilis, broquerius, nuper habitator castri Sancti Raphaelis, violenter interfecerit Johannem Guisoli dicti loci de Sancto Raphaelle, pro quoquidem homicidio omnia bona dicti Johannis reverendo domino episcopo Forojuliensi fuerint<sup>163</sup> confiscata venerint<sup>164</sup> que dicti Joanni Tassili ratione substitutionis Petri et Narbonne Tassilis quondam fillii et filiae dicti Joannis et Beatricis Audiberte quondam ejus uxor[is], hinc est quod discretus vir magister Petrus de Nova, notarius de Forojulio, procurator et procuratorio nomine dicti reverendi domini episcopi ut apparuit de preceptoque dicti reverendi domini episcopi, gratis et sponte dicto nomine dicta bona eidem Johannem Tassili ratione substitutionis predictae devenientia eidem Joanni Alphaqui presenti pro se et suis stipulanti et recipienti cessit, remisit penitus et desemperavit etc. ac etiam dedit, donavit etc. certis de causis animam dicti reverendi domini episcopi moventibus, renuntians etc. dicto nomine, promittens dictus magister Petrus dicto nomine dictam donationem, cessionem et remissionem facere ratificare dicto reverendo domino episcopo promittens etc. renuntians etc. <sup>/117</sup> obligans etc., de quibus dictus Johannes Alphaqui petiit instrumentum dictandum. Actum Forojulii in aula domus nobilis Petri Raymondi Clementis, testes ipse nobilis et Bartholomeus Pascalis etc.

#### Permission de bastir sur les murailles de la ville donnée par l'évesque

*1487, 24 mars. Fréjus. – Autorisation donnée par le vicaire général et official de Fréjus au notaire Jean de Vaisière de surélever sa maison adossée au mur d'enceinte de la ville.*

Isoardus Audoardi<sup>165</sup> utriusque juri licentiatus sacrista Montis Pessulanensis<sup>166</sup>, prior prioratis de Massana vicariusque generalis ac officialis Forojuliensis pro reverendo in Christo patre et domino domino Rostangno de Anceduna<sup>167</sup>, sancte sedis apostolice protonotario et perpetuo administratore ecclesiae civitatis et totius episcopatus Forojuliensis, discreto viro Joanni de Vaxeria, notario, cum sincera dilectione ejus gratis petitionibus noviter nobis factis nostrumque benignum prebentes assensum, maxime quia tibi accrescunt incommoda et nulli generare

---

<sup>163</sup> fuerunt

<sup>164</sup> veniunt

<sup>165</sup> Andoardi

<sup>166</sup> Montislunem

<sup>167</sup> Ancedinia

prejudicium /<sup>117v</sup> videatur, eapropter tenore presentium autoritate nostra tibi pro te et tuis licentiam concernimus et plenam concedimus facultatem quod supra menia antiqua dicte civitatis Forojulii quantum durat tua possessio eis injuncta possis et valeas fusteriis et tegulis tegere seu coperiri et tecta tenere et ubi opus fuerit cemento et lapidibus super dicta menia edificando altiare. In quorum omnium fidem et testimonium tuique ac tuorum futuram cautelam presentes literas tibi fieri jussimus sigillo dicte curiae a tergo ipsarum sigillatas. Datum Forojulii die vicesima quarta mensis martii anno incarnationis Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo septimo, signatus Audoardi vicarius prefatus.

Karolus de Rupe, in decretis bacelarius, prior de Mudelz ac curie temporalis et jurium receptor et administrator episcopatus Forojuliensis auctoritate regia depputatus, sapienti viro Joanni de Vaxeria notario cum sincera dilectione ejus gratis petitionibus noviter nobis factis nostrumque benignum prebentes assensum, maxime quia tibi acrescunt incommoda et nulli generare prejudicium videatur, idcirco presentium licentiam concernimus et plenam concedimus facultatem quod supra menia antiqua dicte<sup>168</sup> civitatis Forojulii /<sup>118</sup> quantum tua possessio eis juncta durat possis et valeas fusteriis et tegulis tegere seu coperire et tecta tenere et ubi opus fuerit cemento et lapidibus supradicta menia edificando altiare. In quorum omnium fidem et testimonium tuique ac tuorum futuram cautelam presentes literas tibi fieri jussimus sigillo dicte curiae a tergo jussimus sigillari ipsarum etc. Datum Forojulii die vigesima quarta mensis martii anno incarnationis Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo septimo, Karolus de Rupe administrator prefatus, Panthonerii notarius.

#### Licence de pescher donnée par les officiers de l'évesque

*1504, 2 mai. Fréjus. – Concession du droit de pêche au lamparo à La Napoule donné par le clavaire de l'évêché à un pêcheur du même lieu.*

Anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo quarto et die secunda mensis maii, notum sit cunctis quod nobilis Bartholomeus de Judicibus, clavarius Forojulii, licentiam dedit et concessit Jacobo Rixo de Napolo presente videlicet /<sup>118v</sup> piscandi pisces ad lumen in maribus prope Napolem reverendi domini Forojuliensis episcopi cum suo lauto videlicet in stato proximo<sup>169</sup>. Et pro hujusmodi licentia ipse Rixo promisit solvere vigesimam partem omnium piscium quos acceperit in maribus predictis cum pactis sequentibus. Primo est pactum quod ipse Rixo debeat salare pisces bene et decenter et ponere in barrilibus et de parte que provenerit domino clavario ipse dominus clavarius solverit suos barrilos et sal, pro quibus attendendere obligavit se ipsum et bona sua realiter et personaliter curie Cameriae et omnibus curiis et ipse dominus clavarius bona domini episcopi curie Forojulii, renuntiantes, jurantes. Actum in apotequa notarii, testes magister Stephanus Raphaelis de Draguignano et magister Honoratus Montanerii de Forojulio notarius et ego Pignoli.

#### Arrantement des herbages de Fréjus et du Puget fait par les officiers de l'évesque

---

<sup>168</sup> dictis

<sup>169</sup> proximo

1501, 4 novembre. Fréjus. – Location des pâturages de Fréjus et du Puget par le gouverneur et le clavaire de l'évêché à un éleveur de La Brigue.

Anno a nativitate Domini /<sup>119</sup> millesimo quingentesimo primo et die quarta mensis novembris, notum sit cunctis quod nobilis Bartholomeus de Judicibus, clavarius et nomine nobilis Gauffredi Lomellini, Januensis, gubernatoris totius episcopatus Forojulii, gratis per se et successores arrendavit et titulo arrendamenti tradidit et concessit seu quasi Johanni Randino de Briga presenti arrendanti etc. videlicet pasturgagia de Pugeto et de Forojulio territoriorum pro ejus averi minuto videlicet cum designationibus territoriorum ac modis et formis sequentibus videlicet : de ponte introitus Gaudine usque supra et descendendo usque ad vineam nobilis Francisci Clementis et inde descendendo usque ad Vallonum de Conrimas et inde descendendo ad Valonum de Grauliera et ascendendo superius usque Balmam a l'Estanolz et de dicto loco veniendo usque ad Reyranum et postea descendendo de Garona vadit ad Pontem de la Peyra et sequendo iter publicum versus Argentium redeundo et per totam terram Sancti Ludovici et demum de Ponte de la Peyra sequendo ripariam Reyranii et tantum quantum durat territorium Forojulii, videlicet ad tempus usque ad decimam madii proxime venturi, francum et liberum a cocumque averi foresterio cum hoc excepto quod in dicto territorio de Forojulio possit relargari videlicet /<sup>119n</sup> illud quod posset relargari. Item etiam pactum quod quis depasceretur in territorio de Sancto Raphaele et resta territorii Forojulii quod possit et valeat relargari usque ad vineam Francisci Clementis et intrandi in Valonum de Conrimas et per Valonum de Grauliera descendendo usque a l'Estagnol, pretio vero et nomine pretii florenorum quinquaginta monete currentis solvendorum videlicet medietatem in Epiphania proxime vent[ur]um et aliam medietatem in festis madii ex tunc proxime venturi in pecunia etc. in pace cum omnibus sumptis, promittentes dicte partes non auferre et ipse Joannes Randino non relinquere durante tempus, obligantes videlicet ipse dominus nobilis Bartholomeus de Judicibus et nomine gubernatoris et clavarii bona sua et ipse Randino se ipsum et bona sua realiter et personaliter curiae camere et omnibus curiis Januensis, Niciae et Brigiae et toti regni<sup>170</sup> Franciae comittatu[u]m, curiae Sabaudiae, Mediolani et Ripariae Januensis, renunciantes etc. jurantes, de quibus. Actum Forojulii videlicet in domo episcopali et in aula paramenti, testes magister Bertrandus Fanguiatoris, Honoratus Tornoni alias Perrache notarii Forojulii et magister Anthonius Comendatoris notarius de Torretis et ego Pignoli.

/<sup>120</sup> Arrantement des herbages de Fréjus, du Puget et Saint-Raphel  
fait par les officiers de l'évesque

1504, 14 avril. Fréjus. – Location des pâturages d'hiver de Fréjus, Le Puget et Saint-Raphaël par le gouverneur de l'évêché à deux éleveurs de La Brigue.

Anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo quarto et die decima quarta mensis aprilis, notum sit cunctis quod spectabilis dominus Gauffridus Lomellini, de Janua, uti gubernator et receptor jurium totius episcopatus Forojuliensis, gratis arrendavit et titulo arrendamenti tradidit et concessit Joanni Pastorelli et Francisco Bacheloni de Briga, pastoribus, presentibus etc. videlicet

---

<sup>170</sup> regii

pasturgagia hyamalia de Forojulio, de Pugeto et de Sancto<sup>171</sup> Raphaelle presentibus cum terra clausa pretio et nomine pretii florenorum centum et viginti quinque monete currentis solvendorum videlicet medietate[m] hinc ad epiphaniam Domini proximam et aliam medietatem hinc ad festa[m] Paschatus in pace cum pactis conventis in instrumento alio sumpto per magistrum Lucam Ferrerii de Briga, obligantes videlicet ipse dominus Lomellini bona episcopatus ejusdem Forojulii et ipsi Joannes Pastorelli et Bachelloni ambo simul et quilibet ipsorum insolidum se ipsos et bona realiter et personaliter curiae camere et omnibus curiis, jurantes, renunciantes etc. /<sup>120r</sup> Actum in aula domus episcopalis videlicet in aula<sup>172</sup> paramenti ubi prandet[ur], testes magister Arnaudus Fanguiatoris notarius et Conradus Lauterii de Briga et ego Pinholi.

/<sup>120r</sup> S'ensuit la teneur d'un livre appelé le Livre Rouge auquel  
sont descriptz plusieurs droictz de l'évesché

*1401, 20 février. – Inventaire par Guillaume Delphin, notaire de Draguignan, de tous les biens et droits de l'évêché de Fréjus.*

Adsis huic principio qui es alpha et omega

In nomine domini nostri Jesu Christi. Hic liber quasi continet omnes redditus et expensas totius episcopatus Forojulienensis.

Primo habet dominus episcopus in Forojulio omnimodam jurisdictionem et punitionem quocumque delinquentium in dicta civitate /<sup>121</sup> et ejus territorio et, si contingat aliquem propter quod ad ultimum supplicium seu ad mutilationem alicujus membri pronuntiari seu denuntiari debeat, curia ipsius domini episcopi primo punitur sic delinquens in bonis suis et postea remitti debet curiae regiae et sic per totam terram ipsius domini episcopi ubi aliquis nullam jurisdictionem alius habet utilem.

Item habet ibi in cita civitate palatium episcopale.

Item habet domum vocatam [...] <sup>173</sup> est feneria et portale<sup>174</sup> (novum).

Item unum ortum cum grangia sibi contigua portali Sancti Raphaelis.

Item tria prata quorum unum vocatur Pratum Coderum, aliud Pratum Rotundum et aliud vocatur Devenduta.

Item habet tres magnas terras, scilicet terram vocatam del Touor et terram vocatam la Condamine de Font Sabedel et terram de Bastida et in dictis terris habet decimam fachariam et calcaturam quando contigit.

Item habet unam quartam terram in Plano /<sup>121v</sup> circa quatuor cestairatarum<sup>175</sup>.

Item duas vineas, scilicet vineam Valis<sup>176</sup> Obscure et Vineam Albam ; dicta(m) vinea(m) Valis Obscure fuit arrendata ad servitium perpetuum solidos CXX turonensium.

---

<sup>171</sup> Sancte

<sup>172</sup> alia

<sup>173</sup> blanc

<sup>174</sup> barré : novum

<sup>175</sup> cestairatarum

<sup>176</sup> Salis

Dominus episcopus tenetur facere capitulo Forojulensi pro ecclesia Fayencie de annona cestarios LXXI.

Item de ordeo facit ibidem cestarios XLVIII.

Item habet omnimodam jurisdictionem sanguinis excepto prout supra dictum est.

Item habet banna et pasqueria excepto territorio Reyrani, valuerunt anno LXVII libras VIII solidos provinciales.

Item habet lesdam in sinodis sancti Lucae et Paschae et per octo dies tantum pro qualibet sinodo et debent preconisari hora nona in sabbato antecedenti et hora nona sabbato sequenti finiri et quantum recipitur in dicta lesda infra habetur :

- et primo pro qualibet ponderata salis unus obolus
- item pro quolibet animali grosso quod tunc venditur denarios VIII
- /<sup>122</sup> item pro asino denarios III
- item pro qualibet bestia lanuta unus denarius coronatus et hoc durat per totam horam quando venduntur extraneis vel ducuntur eis foras pro vendendo
- item de qualibet re vendita ad cestarium datur pro cestario vicesima pars
- item pro qualibet tabula notariorum sex denarii
- item pro qualibet saumata panis datur unus denarius
- item pro pondere panis mulieris vel viri datur unus obolus
- item pro qualibet cana panni coloris unus obolus
- item pro cana panni grossi datur picta
- item pro quolibet quintali feni unus denarius
- item pro rupo feni una picta
- item pro falce unus denarius
- item pro quolibet rupo cerae unus obolus et si emptor et venditor fuerunt forenses ambo solvent lesdam
- item de oleribus et herbis sic portantes exonerent[ur ;] citra portale conjunctim solvuntur pro pondere hominis obolus et pro saumata unus denarius et durat istud per totum annum
- item pro libra aliarum rerum pro quibus non datur lesda debentur denarii sex.

Item habet cridam et im portu vallent anno LXVII solidos de Provincia.

Item habet piscationem estagni in quo nulus debet nec audet piscari absque licentia curiae nisi tantum quantum absque aliquo ingenio pedes intrantes possint.

Item habet quartam partem in gabella salis totius capituli Forojulensis habet super dictam quartam partem decem libras coronatas.

Item habet ripagium in titulo Sancti Raphaelis contentum.

Item habet novissium quando venit de novo pro affare de Castello.

Item habet tertiam partem in furnis Forojulii.

Item de barchiis quando aliquis de Forojulio vel de Sancto Raphaelle vendit alicui extraneo aliquam barcham dominus episcopus recipit pro qualibet denarios XII.

Item servitium pertinens circa XL libras provinciales in natali Domini.

Item in medio augusti circa IIII libras Provinciae.

Item espessiarum<sup>177</sup> stellis, piperis et gingibris circa XXII libras.

item servitium annone circa cestarios sex.

Item servitium cerae libras II.

/<sup>123</sup> Item servitium olei libras II.

Item galinam unam.

Item partem contingentem in decima communi bladorum scilicet prior Sancti Petri recipit octavam partem et de septem partibus remanentibus dictus episcopus recipit tertiam partem et capitulum duas partes.

Item in decima canaporum et linorum de facto communi recipit prior in blado et sanctus Petrus nihil.

Item in decima comuni de vinis inter dominum episcopum et capitulum dominus episcopus recipit tertiam partem et capitulum duas partes et in afari de Sancto Petro dominus episcopus recipit quartam partem et Sanctus Petrus quartam partem et capitulum medietatem.

Item in decima nado[no]rum de communi inter dominum episcopum et capitulum dominus episcopus recipit tertiam partem et capitulum duas partes.

Item recipit pro quolibet mutone seu pro quolibet animali lanuto vendito extra civitatem Forojulii per macellarios denarium unum coronato.

Item sigillum curiae valet anno LXVII XLIII libras solidos VII.

/<sup>123v</sup> Item habet tresena sive laudimia possessionum quae sub dominio suo tenentur tam in Forojulio quam in aliis locis in quibus habet jurisdictionem vel dominium videlicet pro qualibet libra quando venditor solvit denarios XVIII et quando emptor solvit denarios XX pro qualibet li[b]ra turonensi, tam[en] in bajulia Faientiae et de Bargemone semper dantur denarii viginti pro libra.

Item recipit latas, contumacias, videlicet quando aliquod debitum<sup>178</sup> petitur et negatur debentur solidi tres pro qualibet libra pro lata de solidis XIX supra, non autem infra, nisi pro contumacia dantur denarii sex nisi cum pena citatus fuit, quo casu tunc exhigitur pena.

#### De Pugeto

Et primo jurisdictionem omnimodam prout supra in hominibus et palatium episcopale scilicet castellum.

Item pro novitio quando intrat novus episcopus libras XX coronatas.

Item viridarium juxta dictum palatium.

Item banna<sup>179</sup> et pascheria et rendata fuerunt libras XXIII solidos X.

/<sup>124</sup> Item furnum<sup>180</sup> est arrendatum libras XXIII solidos XIII.

Item servitium in pecunia in festo sancti Michaelis libras XII solidos X.

Item servitium in pecunia curiae libras IX coronatas.

Item molandinum in Iscla et aliquam terram cum prato contra bedalle molandini contig[u]o, quod pratum vocatur vulgariter lou Prat Vinaygre<sup>181</sup>.

Item extra dictam isclam quandam magnam terram vocatam de la Sablaria computatur in Forojulio.

---

<sup>177</sup> espessierunt

<sup>178</sup> debito

<sup>179</sup> balna

<sup>180</sup> furno

<sup>181</sup> ces trois derniers mots d'une autre main

## De Sterello

Habet ibi dominus episcopus territorium quod aliquotiens locatur pro pasquerio et valuit anno LXII solidos.

## De Sancto Raphaelle

Et primo habet ibi dominus episcopus jurisdictionem omnimodam et palatium episcopale.

Item penas et banna.

Item pascheria.

Item ripagium, maderum<sup>182</sup> et boscagium.

Item furnum.

Item servitium in pecunia XII libras coronatas.

Item servitium galinarum circa LXX.

Item servitium piperis libram unam et quatuor onças.

Item olei libram unam.

Item servitium ordeï circa cestarios tres eminam unam.

/<sup>124r</sup> Item corroatas bovum, hominum et mulierum.

Item aliqua pondera lignorum.

Item pratum vocatum La Beau.

Item decimam bladorum quorum vicarium percipit annone triginta cestaria et siliginis triginta.

Item decimam vini, tum vicariae debentur viginti quatuor saumate rassemorum.

Item decimam nado[no]rum.

Item in introitu episcopi de novitio libras XX coronatas.

Item vinarie vendite fuerunt anno LXVII solidos XXV.

## De Villa Pisce

Et primo habet dominus quartam partem jurisdictionis et quartam in bannis, pascheriis, stagnis et in piscaria<sup>183</sup> stagni et habet ibi duo prata scilicet pratum vocatum de Fornello et pratum vocatum Devenduda.

Item habet ibi quatuor terras scilicet terram vocatam la Vallada et terram desuptus Villam Piscem que olim erat pratum.

Item terram vocatam de Tombarrious et terram de Traversiera computatur in Foro julio.

Item habet ibi servitium annone circa cestarios XIII unam eminam.

Item servitium in pecunia circa solidos XXX denarios VI coronatos.

Item ceteri de Rocquebrune pro territorio de /<sup>125</sup> Villa Pisce circa denarios XII pictam coronatam.

## De Revesto

Et primo habet ibi dominus episcopus medietatem et aliam medietatem dominus de Grauleriis, quilibet habet suos homines.

Item habet medietatem in furno.

Item habet banna<sup>184</sup> et pascheria et leydam.

---

<sup>182</sup> = mouillage ?

<sup>183</sup> piscantia

<sup>184</sup> banno



Item habet tasquam de ceteris suis tasqueriis.

Item habet servitium in annona circa cestarios XIII ad mensuram Revesti.

Item de ordeo ad dictam mensuram circa cestarios tres.

Item in pecunia<sup>185</sup> circa solidos V denarium VII pictam<sup>186</sup> unam pro medietate.

Item de annuali pentione in festo medii augusti solidos LXIII.

Item medium usum in defenso a festo sancti Michaelis usque ad Natalle.

#### De Ramatuella

Et primo habet circa decima[m] quintam partem in bannis, pascheriis et relargueriis.

Item habet jurisdictionem in hominibus suis et habet XI.

Item habet furnum.

Item servitium annone circa cestarios VIII ad mensuram Fraineti.

<sup>/125r</sup> Item servitium pecuniale circa solidos XIII Provinciae.

Item habet aliquas terras quae quando escoluntur faciunt tasquam sive feudum.

Item habet feuda in ceteris terris ecclesiae et hospitalis pauperum, quae feuda dominus Jacobus bone memoriae sivit<sup>187</sup> Raymundo de Sancto Michaeli et ejus fratribus et Raymundo Laugerii, sunt instrumenta in arca.

#### De Modio

Et primo habet domum ubi sunt duo graneria et celarium cum quinque vasis et duabus tinis.

Item habet decimam omnium bladorum et tenetur solvere vicario ad mensuram Forojulii annone cestarios XL et totidem mixtae.

Item medietatem leguminum quorumcumque et aliam vicario.

Item medietatem canaporum et aliam vicarius.

Item totam decimam vini tamen solvit vicario octuaginta salmatas racemorum.

Item habet servitium in pecunia circa solidos XXXII coronatos et recipit tresena de possessionibus <sup>/126</sup> quae sub dominio suo tenentur quando venduntur sicut in suis propriis locis et terris.

Item habet duas partes nadon[or]um, vicario autem tertiam partem.

Item medietatem omnium mortolagiorum et aliam vicarius.

Item habet dominus episcopus in castro de Ma[r]sens et ejus territorio pastur[g]agia pro omnibus animalibus suis propriis quae gregatim vel aliter pascuntur.

#### De Esclansio

Et primo habet dominus episcopus quartam partem in dicto loco et habet jurisdictionem in hominibus suis.

Item habet partem in bannis et pascheriis.

Item habet servitium annone circa cestarios VII.

Item habet servitium ordei et avene circa cestarios VI.

Item servitium pecuniae circa solidos X coronatos.

Item habet tresena de possessionibus quae sub dominio suo tenentur quando venduntur vel alienantur.

---

<sup>185</sup> pecunio

<sup>186</sup> pisces

<sup>187</sup> sinit

## De Draguignano

Et primo in leydis, bannis, relargueriis /<sup>126<sup>n</sup></sup> et pascheriis recipit dominus episcopus pro qualibet libra denarios decem coronatos.

Item habet ibi servitium in pecunia circa libras quatuor provinciales.

Item certos<sup>188</sup> homines.

Item tresena possessionum que sub dominio suo venduntur.

Item quando contigit quod homines domini episcopi condemnantur per curiam regiam dictus episcopus debet habere medietatem imo duas partes et curia regia tertiam.

Item habet dominus episcopus ratione prebende sue supra ecclesiam Draguignani quadraginta livras coronatas solvendas in duobus terminis scilicet in festo Pasche medietatem et aliam in festo sancti Johannis Baptiste et ultra hoc in dicto sancti Joannis Baptiste libras sex candelarum de cera.

Item habet super universitatem judeorum Draguignani anno quolibet in festo nativitatis Domini libras quatuor candelarum cereae.

## De Bagnolis

Et primo habet jurisdictionem in hominibus suis.

Item banna et pascheria.

/<sup>127</sup> Item furnum.

Item decimam bladorum et leguminum et solvuntur vicario cestaria quinquaginta annone et totidem bladorum grossi.

Item decimam vini.

Item medietatem decime nadonorum et aliam vicarius.

Item habet servitium annone circa cestaria duo et quart[er]iam unam.

Item speute circa cestaria<sup>189</sup> duo.

Item oecunie circa solidos XL.

Item quando novus episcopus intrat pro novitio solidos C coronatos.

## De censibus ecclessiarum

Et primo ecclesia de Ponteves annone cestaria<sup>190</sup> sex et totidem ordei.

Item ecclesia de Gonfaronno annone cestaria quatuor et totidem ordei.

Item ecclesia de Amphossis annone XXIII.

Item ecclesia de Vidalbano annone cestaria XXIII et totidem ordei.

Item ecclesia de Villa Veteri annone cestaria XII et totidem ordei.

Item ecclesia de Cagnosco annone cestaria octo et totidem ordei.

/<sup>127<sup>v</sup></sup> Item ecclesia Vallis Moissine pro ecclesia de Alpibus annone cestaria XXII et totidem ordei et tenentur portare Forojulium eorum sumptibus.

Item ecclesia de Carceribus annone cestaria XII et totidem ordei.

Item ecclesia de Villa Halta annone cestaria quatuor et totidem ordei.

Item ecclesia de Cabassia annone cestaria XII.

Item ecclesia de Flayosqueta annone cestaria XXII.

Item ecclesia sancti Petri<sup>191</sup> de Miramas annone cestaria L.

---

<sup>188</sup> ceteros

<sup>189</sup> cestario

<sup>190</sup> cestario ; cette faute se retrouve à presque tous les articles suivants de ce chapitre

Item ecclesia de Callatio annone cestaria XXII et totidem ordeï et totidem avene commolate.  
 Item ecclesia de Reynerio annone cestaria quatuor et totidem ordeï.  
 Item ecclesia de Spelunca Valis Carcerum annone cestaria XII et totidem ordeï.  
 Item ecclesia sancti Martini super Castrum Duplum annone cestaria quatuor et totidem ordeï.  
 Item ecclesia de Fabario annone cestaria IX et totidem ordeï.  
 Item ecclesia de Laudata annone cestaria octo et totidem ordeï.  
 Item ecclesia sancti Petri de Luco annone cestaria XVI et totidem ordeï.  
 /<sup>128</sup> Item ecclesia de Blanca Forti annone cestaria VIII et totidem ordeï.  
 Item ecclesia de Campdono annone cestaria VIII et totidem ordeï.  
 Item ecclesia de Cotignaco annone cestaria VIII et totidem ordeï.  
 Item ecclesia de Tortorio annone cestaria VIII et totidem ordeï.  
 Item ecclesia sancti Stephani de Cloquerio annone cestaria VI et totidem ordeï.  
 Item ecclesia de Flassanis annone cestaria XVI et ordeï X.  
 Item ecclesia sancti Petri de Sigomana annone cestaria XII.  
 Item ecclesia beatae Mariae de Valeorqua cestaria quatuor.  
 Item beneficati pro ecclesia beatae Margarete de Roca Sclaponi cestaria V et tenentur portare in palatio episcopali sui[s] sumptibus.

#### Sequntur nomina ecclesiarum quae faciunt carnalagium

Et primo ecclesia de Grimaldo solidos X denarios VI coronatos.  
 Item ecclesia de Caneto solidos VII denarios VI coronatos.  
 /<sup>128r</sup> Item ecclesia de Blanca Forti solidos III denarios VI coronatos.  
 Item ecclesia de Flassanis solidos VII denarios VI coronatos.  
 Item ecclesia de Cabassia solidos VII denarios VI coronatos.  
 Item ecclesia de Carceribus solidos VII denarios VI coronatos.  
 Item ecclesia de Cotignaco solidos VII denarios VI coronatos.  
 Item ecclesia de Ponteves solidos VII denarios VI coronatos.  
 Item ecclesia de Sigomagna solidos VII denarios VI coronatos.  
 Item ecclesia de Fossis solidos III coronatos.  
 Item ecclesia de Amphossis solidos III coronatos.  
 Item ecclesia de Fabario solidos III coronatos.  
 Item ecclesia de Vesinis sive de sancto Stephano de Cloquerio solidos III coronatos.  
 Item ecclesia sancti Petri de Miromas solidos VII denarios VI.

#### De statutis excommunicatorum

Item habet dominus episcopus statutum super /<sup>129</sup> excommunicatos scilicet quando aliquis manet excommunicatus per mensem si sit laicus debet solidos V, si clericus vel nobilis solidos decem, sy presbiter solidos XV pro quolibet mense(m) et tamen intelligitur quod nihil debetur pro mense nisi sit complectus.

#### De absensibus sinodorum

Item habet absentias sinodorum sancti Lucae et Paschatis quando priores, vicarii vel rectores ecclesiarum non comparent in dictis sinodis debent solidos XVIII pro quolibet et vice qualibet.

---

<sup>191</sup> Petre

## De Flayosco

Et primo habet dominus in Flayosco medietatem et amplius in jurisdictionibus.

Item habet furnum qui arrendatur circa libras X.

Item in bannis et pascheriis in qualibet libra extraneorum solidos VI denarios II obolum unum.

Item in suis hominibus habet bann(e)a et pasqueria que arrendantur circa libras VIII.

Item in condemnationibus in suis hominibus et extraneis qui sub dominio suo littere foveant.

Item habet omnem decimam bladorum et vinorum /<sup>129</sup> et etiam nadonorum, tamen vicarius de dictis nadonis recipit LX nadonos, annone cestaria LXI et ordei cestaria LXI et octuaginta cupas vini recipit etiam vicarius medietatem mortalagiorum et medietatem canaporum et linorum et totam decimam porquetorum et pulorum.

Item habet molandinum<sup>192</sup> quod arrendatur circa cestaria XVIII annone et mixture.

Item unum pratum vocatum de Condamina.

Item de servitiis in pecunia circa libras VII provinciales.

Item de servitiis annone circa cestaria LXXIII eminam unam scutelas II.

Item de servitio ordei circa circa cestaria XXXII quarteriam scutele II.

Item pro novitio novi episcopi libras XV coronatas.

Item tresena quando possessiones quae sub dominio suo tenentur venduntur vel alienantur ad taxationem quae coligitur in Foro julio.

## De Leonatis

Et primo dominus habet medietate[m] decime bladorum et in vinis dominus episcopus recipit primo centum cupas et dominus prior CCCC et residuum dividitur per medium.

Item habet homines et jurisdictionem in eisdem.

/<sup>130</sup> Item servitia in pecunia solidos X provinciales.

Item mediam partem nadonorum<sup>193</sup>.

## De Bargemano

Et primo habet dominus jurisdictionem in hominibus suis qui sunt circa triginta.

Item habet furnum et arrendatur solidos XXV et habet ibi molandina<sup>194</sup> arrendata cestaria XXVI annone et totidem mixture.

Item de servitiis in pecunia circa solidos XL provinciales.

Item de servitiis annone cestaria XIII circa.

Item de servitiis ordei circa cestaria V.

item in bannis et pasqueriis pro parte sua circa solidos VI.

Item pro novitio novi episcopi solidos L coronatos.

## De Fabario

Et primo dominus est major dominus et habet medietatem hominum dicti loci et jurisdictionem in eisdem.

Item banna et pasqueria circa decem libras.

Item furnum arrendatur solidos XXX.

---

<sup>192</sup> molandino

<sup>193</sup> nadatorum

<sup>194</sup> molandino

Item de servitiis annonae cestaria XXVII.

Item de servitiis ordeï cestaria VI.

Item de servitiis in pecunia solidos XXV.

<sup>/130</sup> Item unum pratum solidos XV.

Item aliud pratum solvit solidos XX.

Item pro novitio novi episcopi solidos centum coronatos.

#### De Palayono

Et primo percipit dominus episcopus in bannis et pasqueriis et etiam cabestragis vigesimam quartam partem quartae partis de summis que arrendabuntur.

Item in calcaturis cartam septime annone.

Item habet usum pascendi cum suis animalibus in territorio dicti loci.

#### Fayentia et ejus bajulia

Et primo habet dominus episcopus in castro de Fayencia totam jurisdictionem tam de suis hominibus quam de estraneis delinquentibus in castro seu territorio de Fayence.

Item quando emit aliquid pro ecclesia Foro Juliensi ultra quantitatem L librarum homines dicti loci de Fayentia solvunt setimam partem.

Item pro novo episcopo de novitio libras XXX refortiatorum.

Item tenentur mittere eorum animalia ad portandum bladum de Seranono ad castrum de <sup>/131</sup> Fayencia aut de castro Fayentiae aut de castro de Scragnola vel de Castro Veteri semel in anno quilibet cum suo animali unam saumatam et si non est tanta bladi quantitas servient ad illum pro unum diem.

Item servitium pecuniale circa libras XXXVIII solidos XI denarium unum referendum in nativitate Domini.

Item percipit dominus episcopus annis singulis in maxello Fayentiae ab arbitriis dicti castri solidos L coronatos.

Item habet dominus episcopus in dicto castro et ejus territorio banna de suis hominibus et extraneis et valet aliquoties libras XV vel magis aut minus.

Item retrobanna quae alicoties valent solidos X.

Item habet dominus episcopus fornagia de suis hominibus et habet ibi dominus quinque corvatas bouum.

Item habet ibi dominus episcopus defensum quondam domini G. de Fayencia, arrendatur comuniter libras XI.

Item habet dominus episcopus tresena seu laudimia de possessionibus quae sub dominio suo tenentur quando venduntur vel alienantur.

Item de servitio annonae in festo natalis Domini cestaria VI.

Item in tota decima bladum et rassemorum videlicet de bladis undecimam guerbam et de racemis <sup>/131r</sup> portatis ad tinam decimam quintam saumatam et de dicta decima tenentur dari anno quolibet vicario de Fayencia pro pensione sua de annona cestaria LXXVI et de mixtura cestaria L et vicario Sancti Juliani cestaria C vicelicet medietatem annonae et aliam partem mixturae.

Item dicto vicario de Fayencia annonae cestaria XXIII cupas vini.

Item solvit bajulo de Fayentia annonae cestaria XXIII.

Item percipit dominus episcopus medietatem decime canapis et aliam vicarius de Fayencia.

Item habet dominus episcopus sua molandina, arrendantur communiter cestaria CCLX videlicet de annona cestaria LXV et residuum de speuta.

Item habet dominus unum paratorem ad Siauliam.

Item habet ibi de servitio galinas novem.

Item habet ibi de servitio mediam cup(i)am vini et tres cartaletos.

Item habet ibi de servitio mediam libram piperis et unum quarteyronum.

Item percipit dominus medietatem mortalagiorum et aliam vicarius.

Item habet ibi de servitio tres eminas serviti[i].

<sup>/132</sup> Item habet ferragines suas, primo ferraginem episcopalem, ferraginem Cruseli, ferraginem Sancti Christophori, unam terram ad Pratum Freirerie.

Item unam terram ad Campum de Furno, unam terram a las Balmettas et unam terram a la[s] Caladas.

Item tria prata, pratum de Bono Fonte, pratum Sancti Christophori et pratum Beatae Mariae de Cipresso.

Item habet unam vineam al Ray.

Item habet cabestragia equarum de forensibus.

#### De Monte Auro시오

Et primo habet dominus episcopus in castro de Monte Auro시오 de viginti quatuor partibus novem partes et domini de Caliano duodecim partes.

Item Montes Auro시오 tres partes de omnibus hominibus in quibus computantur banna vel pasqueria cujuscumque domini sint habitantes in Monte Auro시오 vel [...] <sup>195</sup> aut sint forenses dividitur sic.

Item habet ibi unum molandinum ad servitium anno quolibet speute cestaria viginti.

Item habet unum furnum et fornagiam de suis hominibus, arrendatur solidos X.

Item habet ibi totam jurisdictionem de suis hominibus et de forensibus medietatem.

Item habet medietatem defensi de Fresendo, aliam <sup>/132<sup>r</sup></sup> percipiunt domini de Caliano.

Item habet ibi servitium pecuniale annis singulis in festo <sup>196</sup> natalis Domini circa libras X.

Item habet in servitiis bladi annis singulis in festo sancti Michaelis annonae cestaria V et de speute cestaria V.

Item ibi in suis hominibus feudum equarum.

Item habet de possessionibus venditis per suos homines vel de aliis qui tenentur sub dominio suo tresena et laudimia.

Item homines domini episcopi dicti castri pro novitio domini episcopi solidos C reforsiatos.

Item percipit dominus episcopus totam decimam bladorum et tenetur dare vicario pro pensione sua cestaria octoginta videlicet de annona cestaria L et residuum de speuta.

#### De Caliano

Et primo habet dominus episcopus in castro de Caliano unum hominerm taxatum quem habuit a Bonifacio de Caliano et solvit annis singulis in festo natalis domini solidos X.

Item in parte domini Bonifacii de banniis et pascheriis straneis habet dominus episcopus solidos X denarium unum.

---

<sup>195</sup> *blanc*

<sup>196</sup> *festa*

## /133 De Podio Bressono

Et primo habet dominus episcopus in castro et territorio de Podio Bressono unam partem de LXXII quam habuit domino G. de Fayentia et recipit in banniis et pasqueriis in qualibet libra denarios tres pictam unam et mediam et si homines de Fayentia delinquerent in dicto territorio ; quoad factum criminale dominus episcopus habet punitionem de ipsis hominibus delinquentibus. Item habet tria casalia et terras quas emit a Raymundo de Cuja videlicet XXX cesteyratas. Item habet ibi dominus episcopus in dicto territorio usum pascendi, fustandi<sup>197</sup>, glanandi, pascandi et legneirandi.

## De Avasia

Primo habet ibi dominus episcopus in banniis et pasqueriis hominum extraneorum et hominum ibidem stantium quartam partem indivisam et usum pascendi, ligneirandi, glanandi et si homines domini episcopi infra territorium vel castrum predictum delinquerent quoquo modo ad ipsum dominum episcopum pertinet [p]unitio et correctio prout consuevit.

## De Seilhanis

Et primo habet ibi dominus octavam partem in dicto castro et ejus territorio et octavam domini et jurisdictionis. Item novam partem domini et seignoriae in cartono quod fuit olim Bertrandi de Castelleto quam tenent domini de Varayono<sup>198</sup> et magister Jacobus et pro supradictis percipit partem in omnibus communibus ipsorum dominorum dicti castri sicut sunt passqueria, tasque, banna et similia. Item medietas dicti castri tenetur pro domino episcopo et alia pro priore dicti loci. Item de servitiis in pecunia in natali Domini libras octo. Item de corvatis denarii viginti duos. Item de servitio galinarum tres galinae. Item de servitio annonae cestaria(s) VI eminam I. Item domini vassali, priore excepto, serviunt(ur) annis singulis domino episcopo in festo sancti Michaelis annonae cestaria XVI et totidem ordeï vel mixturae. Item in territorio Sancti Juliani et Sancti Petri dominus habet partem in forensibus et quartam partem tasquarum et in suis hominibus delinquentibus plenam jurisdictionem. Item pro novo episcopo solidos C coronatos. Item dominus L. Boliassy<sup>199</sup> episcopus Forojuliensis /<sup>134</sup> acquisivit hereditatem Baltezaris in loco de Seilhanis quae tenebatur sub fondo dictae ecclesiae.

## De Borigaillis

Primo habet dominus in territorio de Burigaillis medietatem et sextam partem alterius medietatis totius domini et seignoriae rerum communium sicut sunt banna, pasqueria et similia et illa arrendantur cum banniis de Seilhanis. Et pro isto territorio servit dominus episcopus anno quolibet curie regiae Draguigniani in festo natalis Domini libram unam piperis.

---

<sup>197</sup> fescandi

<sup>198</sup> Barayono

<sup>199</sup> Louis de Bouillac, évêque de Fréjus (1385-1405)

Item habet dominus episcopus in suis hominibus delinquentibus infra territorium de Borigaillis plenam jurisdictionem.

Item de extraneis ibidem delinquentibus pro rata portione et rex quod super est.

Item habet dominus episcopus tresen(i)a seu laudimia de possessionibus quae sub dominio suo tenentur quando venduntur seu alienantur.

#### De Seranono

Et primo recipit quartam partem decime bladorum et agnorum dicti loci.

#### De Scragnola

Et primo recipit dominus episcopus tertiam /<sup>134v</sup> partem bladorum decimae de Scragnola.

#### De Castro Veteri

Primo recipit dominus episcopus totam decimam dicti loci et tenetur dare vicario dicti loci pro portione suo cestaria C bladi videlicet medietate[m] annone et medietatem ordeï.

Item recipit medietatem in nadonis.

#### Sequntur loca bajuliae Fayentiae

Et primo castra de Bargemono, de Fabario, de Calassio, de Monte Aurosii, de Caliano, de Avasia, de Podio Bressono, de Seranono, de Castro Veteri, de Seilhanis et fuerunt arrendata jura totius bajuliae uno semel domino Guilhermo Dominici pretio VII<sup>c</sup>LX florenorum et ultra dominus episcopus recipiebat medietatem jurisdictionis scilicet curiae.

#### Sequntur expensae necessariae

Et primo in Forjulio sunt necessaria infrascripta :

primo dominus officialis cum quatuor servitoribus

dominus procurator cum duobus servitoribus

clavarius cum uno servitore

/<sup>135</sup> viguerius cum<sup>200</sup> duobus servitoribus aut tribus<sup>201</sup>

buticularius sive bouteillier unus.

pistor unus

quoquus unus

custos molendini unus

salmatius unus cum uno rossino pro defferenda farina et ligna

item ali[i] duo boni rossini et competente[s] pro domino<sup>202</sup> officiali et pro aliis negotiis

hospicii sequentibus cum uno<sup>203</sup> bono valetto

item (cum) duo notarii in curia Forojuliensi qui recipiunt annone cestaria L<sup>ta</sup> et in condemnationibus et compositionibus solidos duos pro qualibet libra

item sunt tres porquerii, duo vacherii et dum vacae producunt fructus quatuor

item egueserii<sup>204</sup> duo a festo sancti Michaelis usque ad festum Carnis predii et post tres usque messes et in messibus si fiant duae societates equarum quinque et in qualibet

---

<sup>200</sup> communo

<sup>201</sup> trinus

<sup>202</sup> domini

<sup>203</sup> communo



societate duo canes et quilibet recipit panem unum sicut temporum salarium et vestimenta et calsiamenta exceptis porqueriis et vaqueriis qui non recipiunt sotulares sed cambeyronos.

Item notarii Fraineti, Draguignani, Luci, Flayosci et ceteri notarii curiae episcopalis recipiunt in condemnationibus et compositionibus solidos /<sup>135v</sup> duos pro qualibet libra.

De processibus tamen eorum criminalibus vel qui eorum infra metas fiunt.

Item bajulus Flayosci<sup>205</sup> recipit pro pensione sua annonae cestaria XXIIII, octo cupas XXIIII et libras duodecim in pecunia.

Item in Draguignano sunt advocatus et procuratores pensionarii scilicet advocatus annonae cestaria XXIIII et procuratores XL

Item in Aquis procuratores et advocatus pensionarii scilicet advocatus florenorum decem et procurator VII.

Item bajulus de [Fayencia]<sup>206</sup> quando arrendatur recipit sicut bajulus de Flayosco.

Item datur in quolibet anno CXX libras solidos XVIII provinciales.

Item visitatio domini episcopi si contingat pro quatuor ecclesiis.

Item partem contingentem de legatis domini nostri papae transeuntibus per episcopatum si contingat.

#### Stipendia duorum officialium

/<sup>136</sup> Et primo dominus officialis si est officialis et generalis vicarius accipit florenos centum et vestes.

Item procurator accipit vestes et florenos XXV.

Item clavarius nihil recipit nisi vestes.

Item vignerius et servientes cum notariis curiae sciunt quid recipient in condemnationibus.

Item bajuli Flayosci et Fayenciae quando non arrendatur quilibet recipit sex saumatas vini et duodecim cestaria frumenti.

Qui scripsit scribat et semper cum Domino vicat.

Vivat in coelis cum Domino semper fidelis.

Hunc librum scripsit Guillelmus Dalphini, notarius de Draguignano, de tempore reverendi in Christo patris et domini domini L. Dei gracia Foro juliensis episcopi et extraxit de quodam simili cartulario antiquo continente ut iste anno Domini a nativitate millesimo quadringentesimo primo die vigesima mensis februarii regnante domino nostro rege Ludovico.

*1482, 1<sup>er</sup> décembre. Le Parc lès Tours. – Le roi Louis XI ordonne à ses officiers en Provence de faire faire et valider la copie du Livre Rouge, unique source probatoire des droits de l'évêché de Fréjus.*

/<sup>136v</sup> Louis, par la grâce de Dieu roi de France, comte de Provence, a noz amés et feaux les gouverneur, seneschal et a tous noz autres justiciers de nostredict pays de Provence salut. Nostre amé et feal conseiller m<sup>r</sup> Urban evesque de Frejus nous a fait exposer que, a cause de ladicte

<sup>204</sup> equerii

<sup>205</sup> Floici

<sup>206</sup> blanc

eglise, il y a plusieurs hautz<sup>207</sup> droitz et debvoirs, jurisdictions, justices, prerogatives, franchises et libertés, desquelz luy et ses predecesseurs ont par cy-devant jouy et encores en jouissent nostredict conseiller exposant, dont il n'en a aucunes lettres, tiltres ou enseignemens obstant ce que, a l'occasion des guerres et grandes mortalités que par cy-devant ont esté audict pays de Provence, ilz ont esté perdus et oberés<sup>208</sup> et a ceste cause, sy aucune question ou procès ou debat souldoict a cause desdicts droictz ou aucuns d'iceux, il n'en pourroit (a) ou sçauroit monstrier ne enseigner fors par un livre appellé le Livre /<sup>137</sup> rouge, auquel sont escritz et enregistrés ou contenus tous lesdictz droictz et, combien que par cy-devant on ait tousjours accoustumé avoir recours audict livre et au contenu d'iceluy adjouster plaine foy, toutesfois ledict exposant doubte que, obstant ce que ledict livre n'a esté aucunement de par nous auctorisé ou doresnavant vous ou aucuns de vous et autres faciés ou poussissiez faire difficulté de adjouster foy audict livre et que par ce nostredict conseiller exposant fut en danger de perdre plusieurs des droictz, privileges, libertés et possessions de ladicte eglise, quy seroit en son très grand grief, prejudice et damage et des droictz d'icelle eglise et plus pourroit estre cy par nous ne luy estoit sur ce pourveu de nostre grace convenable et provision de justice, humblement requerant icelle, pourquoy nous, ces choses considerées, voulant les droictz de ladicte eglise et des autres de nostre pays, dont sommes protecteur /<sup>137v</sup> et garde, estre favorablement traictés, vous mandons et commettons ces presentes et a chacun de vous sur ce requis et comme il luy appartiendra que, s'il vous est appareu ou appert sommairement ou de plain que par cy devant en ladicte ville ou diocese dudict lieu de Frejus qu'on est par cy devant accoustumé avoir eu recours audict Livre rouge et au contenu d'iceluy adjouster foy, vous en ce cas recevez nostredict conseiller exposant a soy aider dudict livre et a iceluy produire ou besoin sera pour monstrier et enseigner de sesdicts droictz en y adjoustant telle foy que par cy devant a esté fait et accoustumé de faire, lequel livre quand a ce aux cas susdicts avons auctorisé et auctorisons par cesdictes presentes et sur ce prouvoyons a nostredict conseiller exposant de tel remede et provision de justice que verrés estre a faire et au cas appartenir en faisant et administrant en cas de debat /<sup>138</sup> ou impugnation aux parties, icelles ouyes, raison et justice. Car ainsy nous plaict luy estre fait. Donné au Placier du Parc les Tours le premier jour de decembre l'an de grace mil quatre cens quatre vingtz-deux ou de nostre regne le vingt-deuxiesme. Par le roy comte de Provence L. seigneur de Boccage et autres presens, Bessonat signé.

/<sup>138v</sup> Acquisition du capoul ou barque d'Argens par l'evesque

*1439, 31 décembre. Naples. – Le roi René vend à l'évêque de Fréjus l'albergue du lieu inhabité de Bagnols et le cens annuel versé par Antoine Ambreux pour le bac et port d'Argens.*

Nous René, par la grace de Dieu roy de Hierusalem et de Cecille, duc d'Anjou, de Bar et de Lorraine, comte de Provence confessons en bonne foy avons receu en quartins d'argent monnoye de Naples de nostre feal et amé conseiller Jean, evesque de Frejus, par les mains de nostre secretaire Anthoine Thomas en nom dudict evesque payant, c'est a sçavoir la somme de cent ducatz pour l'achapt de nous faict par ledict evesque d'une part de cent soulz de coronatz

---

<sup>207</sup> baulz

<sup>208</sup> aberés

que chacun an en nostre cour royal de Draguignan ledict evesque et autres seigneurs en partie du lieu inhabité de Bagnolz souloient payer pour l'arbergue dudict lieu de Bagnolz et d'autre part trente et un soul de coronat que [a] nostre grand cour recevoir [a]partenoit /<sup>139</sup> chacun an de Anthoine Ambreux de Frejus pour le port et passage de la riviere d'Argens ensemble autre mes et curtilh comme plus a plain est contenu par noz lettres patentes aujourd'huy par nous consenties a cause dudict achept, desquelz cent ducatz dessusdicts ledict evesque et les siens de tous autres a quy quittance en appartiendra en avons quitté et quittons par ces presentes. Et en signe de verité avons faict signer ceste de nostre secretaire et puis signé de nostre signet ensemble et avec nostre petit seel cy mis le dernier jour du mois de decembre l'an mil quatre cens trente-neuf a Naples, René, Cotignon. Extraict des archifz du roy en Provence et du registre Lili fuillet III<sup>C</sup> IIII en iceux conservé et collationné par moy conseiller, auditeur, secretaire et archivaire de Sa Majesté soubzsigné, signé Magnan.

/<sup>139<sup>n</sup></sup> (blanc)

/<sup>140</sup> Arrest du parlement concernant la justice et regalle de Fréjus en l'an 1511

*1511, 3 juillet. Fréjus. — Sentence rendue par le commissaire Pierre Mathei, seigneur du Revest, qui rend à l'évêque la juridiction sur Fréjus, à l'exception du droit de régale.*

In nomine Domini amen. Noverint universi et singuli presentes pariterque futuri mentem, seriem et tenorem hujus veri et publici executorialis arresti instrumenti inspecturi, visuri, lecturi ac etiam audituri quod anno nativitatis ejusdem Domini millesimo quingentesimo undecimo et die mercurii decima tertia mensis jullii, regnante christianissimo principe et domino nostro domino Ludovico, Dei gratia Francorum rege hujus nominis duodecimo comittatumque Provinciae et Forcalquerii ac terrarum illis adjacentium comitte feliciter et longeve, apud civitatem Forojuulii et in domo nobilis Michaelis Gueiberii, burgensis dictae civitatis, coramque spectabili domino Petro Mathei, domino de Revesto, juris utriusque doctore regioque consiliario in suprema curia parlamenti dictae<sup>209</sup> patriae Provinciae, comparentibus egregiis viris dominis Francisco Garini, regio generali procuratore Provinciae, et Johannes Auffredi, jurisperito et actore universitatis et /<sup>140<sup>n</sup></sup> hominum dictae civitatis Forojuulii, eidem spectabili domini de Revesto presentarunt nonnullas commissionales litteras ab eadem curia parlamenti emanatas sibique directas, petentes illas exequi juxta earumdem continentiam, vim, formam et tenorem. Et dictus spectabilis dominus de Revesto, regius consiliarius et commissarius in dictis commissionalibus literis nominatus, ipsis commissionalibus literis supra presentatis per eum ut decet honorifice receptis et visis, se promptum et paratum obtulit illas exequi ad statim in omnibus et per omnia juxta earumdem continentiam, vim, formam et tenorem, vicarium, officialem, gubernatorem et procuratores reverendissimi domini episcopi Forojuulienensis coram eo hora tertiarum presentis diei compariturum ubi supra, videlicet in dicta domo nobilis Michael Gueiberii, vocari et assignari, ordinando per me Jacobum Viard, regium notarium, curiae regiae ordinariae civitatis Aquensis greffarium et ipsius supreme curiae parlamenti Provinciae clericum juratum et coram eo

---

<sup>209</sup> dicti

vicescribam subsignatum, visuras et audituras<sup>210</sup> dictas literas commissionales exequi et executioni debite demandari si sua putaverint interesse, ipsas propterea literas inseri iubendo.

Tenor dictarum literarum commissionalium sequitur in hunc modum :

<sup>/141</sup> Ludovicus, marchio Rotellini, comes Novi Castri ac Montis Gommerii, magnus Ptovinciae seneschallus regiusque generalis locumtenens et gubernator, spectabili viro domino Petro Mathei, jurium doctori eximio, domino de Revesto, regio in suprema parlamenti Provinciae curia consiliario fide[li]ssimo et nobis carissimo, salutem. Significamus vobis quod, examinatis et matura delliberatione discussis meritis processuum dudum coram olim regio consilio intentatorum inter reverendum dominum episcopum Forojuliensem ex una et dominum regium procuratorem [et] universitates<sup>211</sup> civitatis Forojulii et de Fayencia ex altera partibus tam ad causam regaliarum earundem civitatis Forojulii et loci de Fayencia quam nontiationis novi operis petiteque demolitionis molendinorum in et super dictis regalis constructorum institutionisque<sup>212</sup> officialium in eadem civitate Forojulii fiendae et itaque certorum pretendorum abusuum per eosdem officiales commissorum, postque plura hinc inde dicta, deducta, allegata et producta ad processum tam coram dicto olim regio consilio commissariisque propterea deputatis quam ex inde suprema curia parlamenti predicta per partium ipsarum procuratores debita potestate suffultos factamque adjunctionem dictorum processuum ex dictae curiae ordinatione ac partibus in hi[i]s <sup>/141r</sup> que dicere, deducere et allegare voluerint ad plenum auditis factamque renuntiationem et conclusionem ad arrestum de anno subscripto et die decima quarta mensis julii presentibus ipsis procuratoribus et arrestum fieri postulantibus, curia prefata parlamenti ad suum processit arrestum ut sequitur :

Meritis processus causae officiariorum dudum coram regio consilio de anno videlicet Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo tertio et mensis aprilis vicesima sexta exorditi inter dominum Forojuliensem episcopum ex una et universitatem Forojulii seu homines illius ex altera diligenter examinatis atque discussis, curia suo presenti arresto pronuntiat et declarat liquisse licereque prefato domino episcopo Forojulensi instituere, creare ac depputare in civitate ipsa Forojulii viguerium seu capitaneum, notarium ac clavarium aliosve officarios ad justitiae administrationem passim videlicet sive originarii, habitatores aut incole dictae civitatis sint sive forenses dummodo alias idonei fuerint et sufficientes ad dicta officia exercenda ad ejusdem domini episcopi arbitrium et in sua ecclesia successorum.

Ut autem indemnitati regionum subdictorum dictae civitatis consulatur et futuris dispendiis <sup>/142</sup> occurratur causis maxime ex abusuum processu et aliis productis, adjunctis, apparentibus et resultantibus, jubet et eodem arresto ordinat prefata curia per dictum dominum episcopum in causis quidem temporalibus seu forum laicalem concernentibus judicem alium quam ecclesiasticum depputari ad temporales et laycales causas a causis ecclesiasticis seorsum et separatim audiendas et decidendas cum separatione etiam notarium, matricularium atque sigili ne sub unius et ejusdem sedis involutione et concursu jurisdictio ecclesiastica cum seculari aut econtra<sup>213</sup> confundatur, inhibens quoque prefato domino episcopo et suis officialibus ne pro rebus mere laicis et profanis Forojulienses predictos coram officiali et iudice ecclesiastico pena centum marcharum argenti et alia ipsius curiae arbitraria trahi aut vexari permittat.

---

<sup>210</sup> visuros et audituros

<sup>211</sup> universitatis

<sup>212</sup> institutioneque

<sup>213</sup> et contra

Visis denique et mature ruminatis meritis processus ad causam regali[ar]um coram praefato regio consilio exorditi inter praefatum dominum episcopum ex una impetranter et regium procuratorem impetratum ex altera adjunctis<sup>214</sup> ei(s)dem universitatibus Forojulii et de Fayencia in vim regis rescripti de anno Domini millesimo quingentesimo vicesima quinta mensis maii parte domini episcopi a sacra regia maiestate impetrati /<sup>142v</sup> et obtenti, curia praefata suo arresto pronuntiat et declarat rescriptum ipsum ob non debitum, implementum et justificationem qualitatum in eodem adjectarum nullatenus fore interimandum et minus exequendum, sed causis apparentibus et resultantibus ex dicto processu christianissimum dominum nostrum regem comitem Provinciae fuisse, fore et esse in vera, continua et pacifica possessione seu quasi iurium regalium predictorum in locis predictis de Forojulio et de Fayencia, inhibens propterea praefato domino episcopo et suis officialibus eadem curia omnem turbam, molestiam aut inquietationem in eisdem, salva tamen eidem domino episcopo et sue ecclesiae predictae imposterum causa et quaestione proprietatis.

Quantum autem ad causam molendinorum non fore locum demolitionis petite causis ex eodem processu resultantibus, eadem curia pariter pronuntiat et declarat, expensis omnium processuum et causarum inter partes ipsas respective invicem compensatis, et, quia processus abusuum, pretensorum et querelarum civitatis Forojulii et vicarii Draguigniani compositionumque contra officarios necnon processus fieri contra dominum episcopum et capitulum Forojulii ad causam /<sup>143</sup> recuperationis regii domanii dictae civitatis, non sunt sufficienter instructi et minus parati ad arrestum ferendum et, si qui parati sunt, commode tamen propter causarum connexitatem decidi valent, procedant ideo partes iuxta retroacta et quae eisdem visum erit expedire dicant, deducant probentque et iustificent ad secundam audientiam post festum proximum beati Lucae peremptorie et praecise ac cum exclusione omnimoda, salvis tamen et exceptis processibus criminalibus formatis contra Aimynos, Arnaudum et Anthonium Barberii, fratres, et Capellaria, qui imperfecti inveniuntur et ipsi delati impuniti negligentia et dissimulatione iustitiae officialium Forojulii, quos propterea curia ipsa remittit et quatenus opus est committit perficiendos et complendos decidendosque ac ipsos delatos puniendos pro demeritis eorundem officialibus in capite de Draguigniano, qui si et ubi corporali punitioni locus fuerit illam ad publicam disciplinam in eadem civitate Forojulii fieri faciant ipsorum transductionem, uni ex hostiariis commitendo G. de Bello Monte preses et quia parum prodesset arresta proferre nisi eorum debitum sortirentur effectum debiteque executioni demandarentur.

Cum arresti virtus solum in executione /<sup>143v</sup> consistat parte ideo dictorum domini regii procuratoris ac universitatum predictarum de Forojulio et Fayencia requisiti ac supplicationi eorum parte porrecte inerentes, volumus et vobis, de cuius fide summaque providencia et in commissis exacta diligencia plene confidemus, tenore presentium auctoritate regia fungentes commitendo mandamus quatenus, presentibus per vos habitis, apud civitatem predictam Forojulii et alia necessaria et opportuna loca accendetis formaque dicti preincerti arresti per vos diligenter attenda ad illius realem, perfectam et integram executionem in singulis suis capitibus, punctis et passibus procedatis seu procedi mandetis et faciatis iuxta illius mentem, seriem, continentiam et tenorem nihil de contingentibus in eodem obmitendo fieri prout providentie vestre melius visum fuerit expedire, mandantes propterea universis et singulis officialibus et iustitiae ministris illarum partium ut in his premissis exequendis vobis et a vobis depputandis mandatisque et iussionibus vestris pareant, obediant efficaciter et intendant quantum penas per vos illis imponendas quas

---

<sup>214</sup> adjunctum

ratas gerimus atque firmas cupiunt evitare. Datum Aquis die decima octava mensis juli anno nativitatis Domini millesimo quingentesimo undecimo per <sup>/144</sup> dictum dominum magnum senescallum regium generalem locumtenentem et Provinciae gubernatorem ad relationem curiae qua erant domini Guil. de Bello Monte, P. de Brandis, B. Duranti, P. Mathei, F. de Tributiis, G. de Pererio, M. Guiramandi, Jo. Tornatoris, B. Rostagni, S. Parisii et A. de Albis regii consilarii presentes, Morini, solidi decem, registrata Daneau.

Tenor suplicationis dictis litteris alligatae :

Placeat providere domino regio procuratori et universitati de Foro julio executoriales arresti in causa regaliarum contra dominis consiliariis et alias providere prout melius videbitur s. v. providendum Jo. Auffredi actor universitatis Foro julii, regius procurator et Garini.

Tenor decreti :

Committatur domino consiliario de Revesto dominis omnibus presentibus solo domino Audelbert absento.

Post quarumquidem litterarum commissionalium presentationem et receptionem anno et die predictis, ego qui supra regius notarius Jacobus Viardi, in vim et executionem preinserte ordinationis per antefatum spectabilem dominum de Revesto regium consiliarium et commissarium suprafate, me contuli apud domos habitationum reverendi patris domini Baptiste de Nigris, episcopi Tripolensis, vicarii generalis reverendissimi in Christo patris et domini domini Forojuliensis <sup>/144v</sup> episcopi moderni, domini Bertrandi Neronis, officialis dicti domini Forojuliensis episcopi, necnon nobilis Pantaleonis Sibio, gubernatoris episcopatus ejusdem civitatis, ac magistri Joannis Hermini, notarii et asserti procuratoris ipsius domini Forojuliensis episcopi, ipsis omnibus personaliter compertis, eis et eorum cuilibet premissa intimavi et eos assignavi coram prelibato spectabili domino consiliario et commissario ad horam tertiarum ubi supra in ejus hospitio comparituros, visuros ad incumbentia et executionem dictarum litterarum procedi si sua et dicti domini Forojuliensis episcopi putaverint interesse, qui se habuerunt pro intimatis et assignatis respondendo « *en bonne heure nous nous y trouverons* », que propterea scripsi ego dictus regius notarius, Jacobus Viardy.

Dicta die adveniente, hora tertiarum superius pro termino assignata, coram memorato spectabili domino de Revesto, regio consiliario et commissario, ubi supra in ejus hospitio comparuerunt supranominati domini Franciscus Garini, regius procurator, et Joannes Auffredi, actor universitatis Foro julii, et presentibus dominis vicario generali Baptista de Nigris, Bertrando Neronis officiali, Pantaleone Cibo <sup>/145</sup> gubernatore et procuratoribus reverendi domini Forojuliensis episcopi ad hanc horam assignati si compareant alias in eorum contumaciam quam accusarunt et contumaces reputari postularunt, reproducendo litteras executoriales et commissionales arresti supra presentatas petierunt illas exequi et executioni debite demandari juxta formam et contentum ipsarum illasque per singula loca hujus civitatis Foro julii voce tubae precedente mandare divulgari et publicari ne post hac ignorantia pretendi possit et de executioni ipsarum litterarum executorialium hujusmodi arresti instrumentum publicum sibi fieri si et quando habere voluerint cum de re perpetua agatur de expensis contra partem protestando.

Ex adverso comparuerunt dominus Bertrandus Neronis officialis et Pantaleo Sibio gubernator et procurator episcopatus Forojuliensis non consciendo executioni dictarum pretensarum litterarum si et quatenus prejudicant aut prejudicare possent juri reverendi domini Forojuliensis

episcopi et sue ecclesiae protestandoque quod per aliqua que dicant aut faciant aut facturi seu dicturi sint in futurum non intendunt cocomodo juri dictae ecclesiae derogare, dicentes dictas literas non esse exequendas donec et cousque majestas Provinciae committalis fuerit certificata de prolatione dicti presenti arresti presertim cum coram spectabilitate /<sup>145v</sup> vestra et supreme parlamenti curiae parte dicti reverendissimi domini episcopi fuerit super hoc oblata cedula supplicatoria et causalis. Dicti domini procurator regius et actor universitatis Forojulii cum premissa etiam si vera essent non impediunt executionem dicti arresti, petierunt non obstantibus ut supra arrestum ipsum et exequi et exequendo precipi et inhiberi prefato domino Forojuliensi episcopo aut suis officialibus juxta contentum dicti arresti videlicet in primis quod in causis temporalibus seu forum laicalem concernentibus judicem alium quam ecclesiasticum deputet ad temporales et laicales causas a causis ecclesiasticis seorsum et separatim audiendas, cognoscendas et decidendas cum separatione notariorum, matricularium atque sigilli ; item inhiberi domino officiali Forojuliensi ne pro rebus mere laicis et profanis Forojulienses ipsos coram eodem officiali iudice ecclesiastico trahat aut vexet tribunaliaque temporalia diversa ab ecclesiasticis tribunalibus et separatis atque auditoria erigant. Item similiter petunt prefato domino episcopo et suis officialibus pena de qua in ipso arresti inhiberi ne christianissimum dominum nostrum regem Provinciae comitem suosque officiales et ab eisdem causam habentes /<sup>146</sup> inquietent aut molestent in juribus seu quasi regaliarum locorum presentis [civitatis] de Forojulio et Fayencia inhiberique omnem demolitionem molendinorum, edificiorum et aliorum constructorum in regalibus predictis et alias petunt in omnibus et per omnia in singulis capitibus dictum arrestum exequi et voce tubae publicari prout supra petitum fuit et requisitum.

Supradicti domini officialis et gubernator non obstantibus petunt ut supra de innovatis et attentatis protestando, prefati domini regius procurator et actor retorquendo protestationes in caput ipsorum protestantium protestantur de penis juris et aliis arbitrariis contra et adversus impediunt executionem arrestorum insignis curiae parlamenti. Et dictus spectabilis dominus de Revesto, regius consiliarius et commissarius, admissis protestationibus hinc inde si et in quantum veniunt admittende de jure et non aliter, ordinavit omnia sibi afferi et ad audiendam ejus ordinationem partes assignavit ad horam vesperarum presentis diei.

Adveniente siquidem dicta hora vesperarum predictae diei coram prefato spectabili domino de Revesto regio consiliario et commissario ubi supra comparentibus antefatis dominis regio procuratore et actore dictae universitatis Forojulii /<sup>146v</sup> petierunt ut supra. Ex adverso dominus Bertrandus Neronis officialis et Pantaleo Sibio gubernator ac procurator prelibati domini Forojuliensis episcopi petierunt equidem ut supra. Et dictus spectabilis dominus de Revesto consiliarius et commissarius ecequendo predictum arrestum juxta sibi injuncta ordinavit precipi dicto reverendo domino Forojuliensi episcopi sive ejus vicario, officiali et gubernatori ac procuratori quatenus in causis temporalibus seu forum laicalem concernantibus judicem alium quam ecclesiasticum deputare habeat ad temporales et laicales causas a causis ecclesiasticis seorsum et separatim audiendas et decidendas cum separatione notariorum, matricularium et sigilli habeat et tenere et hoc infra quindecim dies proxime futuros a presenti die in antea computandos pena centum marcharum argenti fini, inhibendo etiam eadem pena prefato domino episcopo Forojuliensi et suis officialibus predictis ne pro causis mere laicis et profanis coram iudice ecclesiastico juxta formam et continentiam dicti arresti Forojulienses /<sup>147</sup> predictos trahi et vexari permittat, ordinando ulterius christianissimum dominum nostrum regem Provinciae comitem manuteneri in sua vera continua et pacifica possessione seu quasi jurium regaliarum presentis civitatis Forojulii et alias juxta formam et tenorem dicti arresti, omnem turbam,

molestiam et inquietudinem eadem pena eodem inferri prohibendo. Caveant quoque predicti officiales ne ad aliqualem molendinorum dicte civitatis desmolitionem procedere audeant seu presumant pena predi[c]ta centum marcharum argenti et alia arbitraria omnia visa hujusmodi dicti domini commissarii ordinationis executionem etiam voce preconis ut ignorentiam nemo pretendere possit per loca solita presentis civitatis preconisandam et divulgandam fore ac divulgari et ex abundantia intimandam et inthimari domino vicario generali prefati domini Forojuliensis episcopi sibi que precipiendum ac precipi per me dictum notarium et scribam subsignatum prout et quemadmodum in dicta ordinatione continetur. De quaquidem ordinatione dicti domini regius procurator et actor universitatis Forojulii nominibus quibus supra /<sup>147v</sup> petierunt instrumentum et actum publicum sibi fieri per me dictum notarium supra et infrascriptum et dictus dominus consiliarius et commissarius eis concessit dum et quando habere voluerint.

Lata et lecta fuit preincerta ordinatio Forojulii, ubi supra videlicet in domo nobilis Michaelis Gaiberii et in aula inferiori dictae domus tendente supra carreriam, presentibus ibidem dicto nobili Michaeli Gaiberii et Lazaro Salvagni de Grassa necnon nobilibus Berengario Grassi et Petro Aliberti scindicis ac pluribus aliis civibus et incolis dictae civitatis Forojulii, testibus ad premissa astantibus, audientibus et intelligentibus et me dicto Jacobo Viardi etc.

Quibus sic gestis, anno et die premissis, in vim et executionem preincerte ordinationis, factis prius preceptis et inhibitionibus penalibus, supradictis dominis Neronis officiali ac Sibio gubernatori et procuratori dicti reverendi domini Forojuliensis episcopi presentibus etiam et audientibus, juxta formam dictae ordinationis fuit de mandato prelibati spectabilis domini de Revesto consiliarii et commissarii per loca solita et consueta dictae civitatis publicatum et divulgatum infrascriptum vulgare proclamationis /<sup>147v</sup> voce tube precedente vice qualibet per Johannem Boissoni servientem et preconem publicum curiae dictae civitatis Forojulii, presentibus semper nobili Lazari Salvagni de Grassa et Bertrando Petri Hugonis de Modio scindicisque dictae civitatis ac actore supranominatis necnon quampluribus aliis civibus et incolis dictae civitatis et me dicto regio notario Jacobo Viardi subsignato etiam presente et dictam proclamationem vulgarem eidem servienti et preconem legente sub his sequentibus verbis :

« De par le roy nostre sire comte de Provence, a quy Dieu donne bonne vie, et de messeigneurs de sa cour souveraine de parlement audict pais, aussy de monseigneur messire Pierre Mattei, docteur en droictz, seigneur du Revest, conseiller et commissaire de ladicte cour, l'on fait asçavoir a toute personne de quelque estat ou condition qu'elle soit commant, en ensuivant l'arrest nouvelement prononcé par ladicte cour en faveur du procureur general du roy et des manans et habitans de cette citty de Frejus envers et contre reverend père en Dieu monsieur l'evesque dudict Frejus et ses officiers, est /<sup>148v</sup> commandé et enjoinct audict sieur evesque et a sesdicts officiers que en toutes et chacunes causes et procès temporelz concernans justice laicelle ilz ayent a tenir, deputer et instituer un juge temporel pour a part ouyr, connoistre, decider et terminer ledict procès et causes laicales, avec sepparation des notaires, matricules et sceaux divers a la cour spirituelle dudict Frejus, et ce dedans quinze jours prochainement venans sur peine de cent mars d'argent fin, en deffandant aussy audict seigneur evesque et ses officiers sur ladicte peine qu'ilz ne soient sy osés ny si hardis de tirer en procès, vexer ny molester lesdicts manans et habitans pour causes laicques et prophanes par devant juge ecclesiastique, ains par devant juge temporel par eux a deputer et instituer, commandant en outre au susdict evesque et ses officiers sur ladicte peine qu'ilz n'ayent a molester, troubler ny empêcher nostre sire le roy et ses officiers en la possession



<sup>/149</sup> de son droict de regalles qu'il a en cettedict citté de Frejus contre la forme et teneur dudict arrest, en laquelle possession ladict cour de parlement a cogneu et ordonné estre maintenu et deffendu. Outre plus pareillement est prohibé et deffendu audict evesque et ses officiers qu'ilz ne soient sy osés ne sy hardis de proceder a aucune desmolition des moulins d'icelle citté ou de son terroir faitz autresfois ediffiés par lesdicts manans et habitans dudict Frejus et ce sur ladite peine de cent marcz d'argent fin apliqué audict seigneur nostre sire le roy comte de Provence ».

*Le même jour, signification de l'arrêt par le notaire Jacobus Viardi au vicaire général Baptista de Nigris dans le palais épiscopal.*

<sup>/149<sup>n</sup></sup> *Le procureur du roi et celui de la communauté de Fréjus demandent acte, qui leur est concédé, de toute la procédure.*

<sup>/150</sup> Trois lettres royaux pour la révision du sudit arrest

*1511, 25 août. Lyon. – Lettres patentes ordonnant au sénéchal et au parlement de Provence de réviser le procès intenté par l'évêque au sujet des droits et juridictions de l'église de Fréjus.*

Louis, par la grace de Dieu roy <sup>/150<sup>n</sup></sup> de France, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, a noz amés et feaux les grand seneschal et gouverneur ou son lieutenant et gens tenans nostre cour de parlement de Provence resident a Aix salut. Receue avons l'humble supplication de nostre très cher cousin et grand amy le cardinal de Flisco, evesque de Frejus, contenant que puis aucuns temps en ça certains procès se seroient meuz par devant vous en nostredite cour entre nostredict cousin d'une part et les manans et habitans de ladite citté de Frejus, nostre procureur fiscal audict país d'autre et ce pour raison des franchises, libertés et preeminences de ladite eglise de Frejus accoustumés et juridictions d'icelle, regalles, droictz, molins et autres choses et possessions plus a plain declarés audict procès ainsy pendent par devant vous entre lesdictes parties, esquelz procès tant auroit <sup>/151</sup> esté proceddé que dez le quatorsiesme jour de juillet dernier arrest auroit esté par vous sur ce donné au proffict de nostredict procureur, manans et habitans dudit Frejus et contre nostredict cousin le cardinal de Frejus, auquel arrest ainsy donné au très grand intherest et prejudice d'iceluy cardinal nostredict cousin seroit intervenu grand erreur ainsi que par le demené dudict procès ledict cardinal dict apparoir. A l'occasion de quoy nostredict cousin suppliant, après la prononciation d'iceluy et dedans temps deub, auroit recoureu et baillé sa requeste de recours a nostredite cour de parlement de Provence, en laquelle auroit touché plusieurs faitz et articles consernans partie des erreurs par luy pretendus audict arrest et poursuivroit volontiers de present ladict revision dudict procès et recours a l'encontre dudict arrest s'il nous plaisoit sur ce luy pourvoir de nostre provision et remede convenable, humblement requerant <sup>/151<sup>n</sup></sup> iceux. Pour quoy nous, ces choses considerées, desirans subvenir a nostredict cousin suppliant, vous mandons et, pour ce que ledict arrest a esté aussy donné en nostredite cour comme dict est, commandons et enjoignons que {si], parties presentes ou appellées par devant vous ou procureurs pour elles, il vous est appareu ou appert dudict pretendu arrest ainsy donné et prononcé en nostredite cour en faveur de nostredict procureur, manans et habitans de ladite citté de Frejus a l'encontre de nostredict cousin le cardinal de Frejus dessusdict, lequel d'iceluy ait recoureu et baillé sa requeste de recours dedans temps deub, vous en ce cas, regettez les suspectz de nostredite cour quand a ladite matiere

et au lieu d'iceux prins et appelez autres notables personnages dudit país de Provence non suspectz ne favorables a l'une ne a l'autre desdictes parties, /<sup>152</sup> proceddez a la revision dudict procès et jugement d'iceluy en corrigeant, retractant et amandant ledict arrest ainsy donné contre nostredict cousin suppliant sy voyés que faire se doive et pour ce faire recevés nostredict cousin suppliant a desduire et alleguer tous et telz faictz, articles et raisons d'erreur contenus en sadicte requeste de recours et autres qui plus a plain vous seront baillés par escrit de faict ou de droict a quoy par droict et raison et selon le stille et coustume dudict país il sera admissible et recevable et ausdictes parties ouyes faictes bonne et brefve expedition de justice. Car ainsy nous plaict-il estre fait nonobstant quelconques lettres subreptices impetrées ou a impetrer a ce contraires. Donné a Lyon le vingt-cinquesme jour d'aoust l'an de grace mil cinq cens unse et de nostre regne le quatorsiesme par le roy comte de Provence a la relation du conseil, N. Lointet.

*1512, 3 février. Blois. — Lettres patentes réitérant l'ordre au sénéchal et au parlement de Provence de réviser le même procès en faisant appel à des membres du Grand conseil ou des parlements de Paris, Toulouse et Grenoble pour suppléer les conseillers suspects de collusion avec la partie adverse.*

/<sup>152v</sup> Louis, par la grace de Dieu roy de France comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, a noz amés et feaux conseillers les grand seneschal, gouverneur ou son lieutenant et gens tenans nostre cour de parlement de Provence residant a Aix salut et dilection. De la partie de nostre amé et feal cousin et grand amy le cardinal de Flisco evesque de Frejus nous a esté exposé que depuis aucun temps en ça nostredict cousin exposant de certain arrest par vous et nostredict cour de parlement de Provence donné sur certains procès pendens en icelle nostredict cour entre nostredict cousin d'une part, les manans et habitans de ladite citté de Frejus et nostredict procureur audict país par eux suscité d'autre pour raison des privileges, droictz, preeminences, franchises et libertés de ladite eglise, coustumes et jurisdictions d'icelle, regalles, /<sup>153</sup> moulins et autres choses et possessions plus a plain declarées esdictz procès, iceluy exposant, non content avoir esté par ledict arrest enormement et contre raison grevé et ce par erreur ou autrement, auroit et a recouru a nous, dedans temps deub baillé sa requeste de recours contenant ses faictz et articles concernans la pluspart des griefz et erreur par luy pretendu a l'encontre dudict arrest et sur ce auroit obtenu de nous certaines lettres de revision en la manière accoustumée a vous adressantes, lesquelles il auroit defferé vous presenter a cause de ce que plusieurs ou la pluspart de vous luy estes grandement suspectz et favorables a parties adverces ainsy que par vostre dict arrest vous estes demonstrés, doute nostredict cousin exposant que s'il vous presentoit lesdictes lettres et provision de *revideri* il feut totalement frustré de son bon droict qu'il a en ladite matiere. /<sup>153v</sup> A ceste cause nous auroit nostredict cousin exposant requis luy estre pourveu de juges non suspectz pour reconnoistre d'icelle matiere tous portz et faveurs cessans. Pour ce est-il que nous, ces choses considerées, desirant subvenir a nostredict cousin exposant en ladicte matiere ou il est question de choses de grand importance, vous mandons et, pour ce que lesdictes lettres de revision par nostredict cousin exposant de nous impetrées sont a vous adressans, commandons et expressement enjoignons que, appelez avec vous autres bons et notables personnages tant de noz amés et feaux conseillers les gens de nostre Grand conseil ou maistres des requestes de noz cours de parlement de Paris, Tholose et Dauphiné et autres docteurs et notables personnes dudit país de Provence ou d'alentour d'iceluy jusques au nombre de douse ou quinze et au dessous telz que par nous seront /<sup>154</sup> cy après ordonnés et nommés ou

regettés les suspectz d'icelle nostredict cour de parlement de Provence, proceddiés au surplus, parties presentes ou appellées, tant a la revision dudict procès et jugement d'iceluy que au jugement des causes de recusation que contre vous ou aucuns de vous seront proposées et non autrement, en contraignant, retractant et amandant ledict arrest ainsy donné contre nostredict cousin exposant sy faire se doyt, et en outre procediés en la matière de revision ainsy que par icelles nosdictes lettres vous est mandé et verrés estre de faire par raison et ausdictes parties ouyes faictes bon et brief droict. Car ainsy nous plaict-il estre fait nonobstant quelconques lettres subreptices a ce contraires. Donné a Bloys le troisieme jour de fevrier l'an de grace mil cinq cens douse et de nostre regne le quatorsiesme par le roy comte de Provence a la relation du conseil, Bourdin.

*1512, 30 mars. Blois. – Lettres patentes ordonnant au parlement de Provence de faciliter la prise de possession de l'évêché de Frejus par Urbain de Fiesque, neveu et successeur désigné du cardinal de Fiesque.*

<sup>/154<sup>r</sup></sup> Louis, par la grace de Dieu roy de France, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, a noz amez et feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement de Provence salut et dilection. De la partie de nostre amé et feal cousin et grand amy le cardinal de Flisco, administrateur de l'evesché de Frejus, et de nostre cher et bien amé m<sup>e</sup> Urban de Flisco, esleu dudict evesché, nepveu de nostredict cousin, nous a esté exposé que depuis sept ou huit mois en ça nostredict cousin obtint de nous certaines noz lettres de licence de pouvoir resigner ledict evesché en faveur dudict Urban et, en ensuivant laquelle licence, nostredict cousin des le mois de novembre dernier passé fit ladicte resignation, au moyen de laquelle ledict Urban feut pourveu dudict evesché et par provision feurent reservés a nostredict cousin tous les fruitz dudict evesché, ensemble les registres et collations des benefices et faculté de mettre et deputer vicaires et <sup>/155</sup> autres officiers audict evesché. Apprés laquelle resignation et avant toutesfois que ledict Urban esleu prist possession dudict evesché, nostredict cousin, depuis ladite resignation en ça, a cause dudict evesché et en faveur d'icelle eglise de Frejus, obtint de nous certaines lettres et provisions et pour ce qu'icelles nosdictes lettres et provisions ont esté par nous tant seulement octroyées a la requeste de nostredict cousin administrateur depuis la resignation par luy faicte comme dit est, iceux exposans doubtent que a l'execution d'icelles on luy donnast quelque empchement sy par nous ne luy estoit sur ce pourveu de nostre remede et provision convenable, humblement requerant icelle. Pour ce est-il que nous, ces choses considerées, voulans subvenir ausdicts exposans selon l'exigence des cas, vous mandons, commandons et enjoignons que, s'il vous est appereu ou appert sommairement et de plain sans figure de procès de ce que dit est mesmement de nosdictes lettres et provisions ainsi <sup>/155<sup>v</sup></sup> par nostredict cousin de nous obtenues et que ladite resignation soit faicte en faveur dudict Urban esleu et que les resignations et facultés dessusdictes soient faictes en faveur de nostredict cousin comme dit est ou des choses dessusdictes tant que suffire doyve, vous audict cas permettiés et faictes permettre tant a nostredict cousin que audict Urban esleu exposant, ausquelz avons permis et permettons par ces presentes qu'ilz et chacun d'eux puissent faire mettre a execution et poursuivre nosdictes lettres et provisions et toutes autres causes et matieres concernans ladicte eglise et evesché de Frejus de point en point selon leur forme et teneur en ce que execution y est et sera requise et tant que besoin sera. Car ainsy nous plaict-il estre fait nonobstant quelconques lettres subreptices a ce

contraires. Donné a Blois le trantiesme jour de mars l'an de grace mil cinq cens douse et de nostre regne le quatorsiesme par le roy comte de Provence a la relation du conseil, Mailhart.

*/*<sup>156</sup> *Lettre d'evocation et expresse commission au Grand conseil*

*1530, 5 février. Blois. – Lettres patentes qui réservent au Grand conseil la connaissance et le jugement du procès intenté par l'évêque au sujet des droits de régale.*

Louis, par la grace de Dieu roy de France, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, a noz amés et feaux conseillers les gens tenans nostre cour de parlement de Provence salut et dilection. Comme ainsy soit que ayons esté deuement informés et advertis que pie  a, a cause de plusieurs troubles et empechemens faictz et donnés tant par les maistres rationnaux de nostre cour des archifz d'Aix que aussy par nostre procureur audict pa  s et les université, manans et habitans de Frejus et Fayence a */*<sup>156v</sup> nostre amé et feal cousin et grand amy le cardinal de Flisco, evesque ou administateur dudict evesché de Frejus, sur le possessoire du droict de regalle et ce tant par devant lesdicts maistres rationnaux que aussy par devant les grand seneschal et gens tenans pour lors nostre conseil en nostredict citt   d'Aix, feurent meuz procès entre nostredict cousin d'une part, nostredict procureur et lesdicts université, manans et habitans dudict Frejus et Fayence d'autre, pendent lesquelz procès lesdictz université, manans et habitans dudict Frejus, en vertu d'aucunes licences de nouveau achapts a eux donnés et octroyés par lesdicts maistres rationnaux au chemin public, lequel se tient par droict de regalle, commen  arent ediffier et ediffierent aucuns moulins a eau nonobstant la denonciation de nouvelle œuvre a iceux ediffians sur la part de nostredict conseil deuement faicte. */*<sup>157</sup> Sur quoy autre procès se seroit meuz entre nostredict cousin et ladict université de Frejus par devant ledict conseil audit Aix, pendent lesquelz procès iceluy nostredict cousin se seroit retiré devers nous en nostre Grand conseil et narrative faicte que par noz predecesseurs esdicts pa  s et comtés et par lesdicts seneschal et conseil avoient esté donn  es sentences et declarations, par lesquelles la possession et jouissance desdictz droictz de regalle avoit esté adjudg  e et confirm  e audit evesque et a ladict eglise de Frejus appartenir, lesquelles sentences estoient pass  es en force de chose jugée sans que par nostredict procureur ny autre eust esté d'icelles appellé, mais que, ce nonobstant, lesdicts troubles et empechemens luy avoient esté faictz, sur quoy nostredict cousin obtint de nous certaines noz lettres patentes adressantes audict seneschal [et] au conseil dudict Aix, par lesquelles leur estoit mandé que, s'il leur apparoissoit desdictes declaration et sentences pass  es */*<sup>157v</sup> en force de chose jugée, ilz fissent jouir et user nostredict cousin et sadite eglise desdictes regalles selon la teneur desdictes sentences en cassant et revocant incontinent et sans dellay tout ce que avoit esté fait au contraire ainsy que plus a plain est contenu ausdictes lettres, lesquelles feurent presentées a nostredict seneschal et conseil et par aucun temps proceddé audit procès de regalles et par iceluy nostredict cousin auroit esté tousjours requis l'execution d'icelles nosdictes lettres. Et par nostredict procureur feurent baillés aucuns articles concernans la matiere petitoire, lesquelz il feut par ledict seneschal et conseil admis a prouver nonobstant quelque opposition ou remonstrance sur ce faicte au contrere par nostredict cousin. De laquelle admission nostredict cousin appella, pendant laquelle appellation nostre cour de parlement feut erig  e au lieu dudict conseil, par devant laquelle ladict matiere feut depuis par */*<sup>158</sup> nostredict cousin introduite et poursuivie et par la partie de ladite université de Frejus feut requis le procès de la desmolition desdicts moulins

estre uny et jointct audict procès de regalles. Et [combien] que lesdictes causes n'eussent rien de commun ensemble, toutesfois feut par nostredict cour, en portant et favorisant parties adverces, ordonné que ledict procès de la desmolition seroit jointct audict procès de regalles, en quoy faisant nostredict cousin et sadicte eglise feurent grandement grevés et en ce se monstra ladite cour trop favorable a ladite université. Apprès laquelle adjonction tant feut procedé esdictz procès qu'ilz feurent appointés en droict par ladite cour, par arrest de laquelle depuis auroit esté dict qu'icelles nosdictes lettres obtenues par nostredict cousin comme non deument veriffiées ne seroient mises a execution et icelles regettées en declarant nostredict procureur estre en possession et saisie desdictes regalles et que en icelle il seroit maintenu, inhibant et deffendant a nostredict cousin évesque de Frejus et ses successeurs sur grandes peines de non troubler ny empecher /<sup>158v</sup> nostredict procureur en ladite possession et saisine et en outre que lesdicts moulins ne seroient desmolis ny abbatus, sauf et reservé a nostredict cousin le droict de propriété sur lesdictes regalles et de pouvoir icelles poursuivre et ce en dellaissant ledict article d'appel indecis et sans dire droict en iceluy, qui est chose inconvenable et exorbitante a tout droict. Et a ceste cause nostredict cousin, soy sentent avoir esté grandement grevé par iceluy arrest et y estre intervenu grand erreur, dedans temps deub en auroit recoureu a nous et sur iceluy proposé erreur en forme deue et a la manière accoustumée et sur ce obtenu de nous lettres de revision, lesquelles ensemble les articles d'erreur auroit presentté a nostredict cour, lequel nostredict cousin poursuivroit volontiers la vuidange de ladite proposition d'erreur et revision dudict arrest et, combien que ladite erreur soit toute evidente et entendu nostredit cousin d'en faire apparoir par lesdicts mesmes procès et pieces estans devers ladite cour, neantmoins iceluy nostredict cousin /<sup>159</sup> doute que, a cause des grandz port et faveurs que parties adverces ont en ladite cour, que s'il poursuivoit ladite revision par devant icelle il ne pourroit avoir bonne expedition de justice, quelque bon droict qu'il ayt en ladite matiere de revision, a cause de quoy eussions advisé a iceluy nostredict cousin sur ce pourveoir de juges non suspectz pour de ladite cause et matiere de revision et proposition d'erreur en cognoistre, juger, determiner, tous portz et faveurs cessans. Pour ce est-il que nous, ces choses considerées et par plusieurs autres bonnes causes et considerations a ce nous mouvans de nostre propre mouvement, certaine science, pleine puissance et auctorité royalle et provençalle, ladite matiere de proposition d'erreur et revision dudict arrest donné par ladite cour contre nostredict cousin avec ses circonstances et dependances quelconques avons evocqué et evocquons par ces presentes par devant nous et noz amés et feaux conseillers les gens tenans nostredict Grand conseil au quinsiesme jour de may prochain venant et lesquelz nosdictz conseillers de nostredict conseil avons en tant que besoin est espressement commis et commettons /<sup>159v</sup> par sesdictes presentes pour icelle matiere de revision et proposition d'erreur, ensemble de ses circonstances et dependances quelconques, cognoistre, juger et determiner comme de raison, tous portz et faveurs cessans. Sy vous signiffions lesdictes presentes par lesquelles nous avons interdit et deffendu, interdisons et deffendons de ladite matiere, ses circonstances et dependances quelconques toute cour, jurisdiction et cognoissance et par icelles mesmes mandons au premier huissier ou sergent royal sur ce requis que lesdictes presentes il vous presente et icelles vous signifie et pareillement a parties adverces de nostredict cousin, en leur faisant et a tous autres qu'il appartiendra expresses inhibitions et deffences de par nous sur certaines et grandes peines a nous aplicquées que, pour raison de ladite cause et matiere de revision et proposition d'erreur, desdictes circonstances et dependances, ils n'ayent a tenir en procès ny poursuivre iceluy nostredict cousin ny ses officiers ailleurs que par devant nous et lesdicts gens de nostredict Grand conseil en les certiffiant suffisamment audit jour par nostredict

huissier ou sergent /<sup>160</sup> de tout ce que fait aura sur ce, ausquelz nous mandons, commandons et expressement enjoignons en commettant comme dit est que aux parties ouyes fassent bon et brief droict. Car ainsy nous plaict-il estre fait nonobstant quelconques statutz, ordonnances, privileges, droictz ou lettres a ce contraires, ausquelles de nostredit propre mouvement, certaine science, pleine puissance et auctorité royalle et provençalle avons desrogé et desrrogeons par sesdictes presentes par ceste fois tant seulement. Donné a Blois le cinquiesme jour de fevrier l'an de grace mil cinq cens trente et de nostre regne le sesiesme par le roy et comte de Provence, l'evesque de Paris commis a la garde du sceel et autres presens, signé de Moutins.

Procès-verbal du sieur Godon conseiller au Grand conseil

*1511, 18 mars. Fréjus. – Sentence rendue par le commissaire Jean Godon, qui réintègre l'évêque dans tous les droits et juridictions qu'il possédait à Fréjus, Saint-Raphaël, Le Puget et Fayence et destitue les officiers nommés en ces lieux par l'administration royale.*

/<sup>160</sup> Jean Godon, docteur es droictz, conseiller ordinaire du roy nostre sire en son Grand conseil et commissaire par iceluy deputé en cette partie, au premier huissier, second, dernier ou autre sergent royal sur ce requis salut. Comme, en proceddant au fait de nostre commission le jour et datte de ces presentes, avons prononcé et donné nostre sentence et ordonnance a laquelle ces noz presentes sont attachées, par laquelle, entre autres choses, a esté prononcé, dict et ordonné qu'elles seront publiées a son de trompe et cry public par les lieux, places et carrefour de la cité de Frejus, S<sup>t</sup>-Raphel, Puget et Fayence et toutes autres places et seigneuries de l'evesché dudit Frejus, nous vous mandons et par le pouvoir a nous donné par vertu des lettres de nostreditte commission commettons par ces présentes que icelle nostredite sentence et ordonnance publiez, signiffiez et faictes asçavoir publicquement en general et particulier par lesdictz lieux /<sup>161</sup> que dessus et ez personnes que vous seront nommées et dont serés requis de la part de très reverend pere en Dieu monsieur le cardinal de Flisco administrateur dudict evesché de Frejus et de reverend pere en Dieu m<sup>f</sup> U[r]ban de Flisco esleu evesque dudict evesché de Frejus en leur faisant inhibitions contenues en nostredite ordonnance. De ce faire vous avons donné et donnons plain pouvoir, autorité et mandement especial, mandons et commandons a tous les justiciers, officiers et sujetz du roy nostredict sieur que a vous en ce faisant soit obéy. Donné et fait soubz le seing et sceel de noz armes le dix-huictiesme mars mil cinq cens et unse, J. Godon.

S'ensuit la teneur de ladicte sentence

Veü par nous :

- les lettres royaux données a Blois le quatorsiesme jour de fevrier mil cinq cens unse presentées par ledict Bertrand Neronis<sup>215</sup> archidiacre /<sup>161</sup> de l'eglise cathedralle de la cité de Frejus et official de la cour spirituelle d'icelle au nom et comme procureur de très reverend pere en Dieu monsieur le cardinal de Flisco, administrateur de l'evesché de Frejus, et reverend pere en Dieu messire Urban de Flisco, esleu evesque dudict evesché de Frejus, son nepveu, a messire Louis Forbin, chevallier, sieur de Soliers, conseiller du roy

---

<sup>215</sup> Neorins

nostre sire en sa cour de parlement de Provence, le vingt-uniesme jour d'avril mil cinq cens douse pour estre par luy executées ;

- les lettres du roy nostre sire contenant nostre commission dattées du quatriesme jour d'avril mil cinq cens et trese ;

- autres lettre dudict sieur a nous adressées dattées du cinquiesme jour d'octobre audict an mil cinq<sup>216</sup> cens trese ;

- le procès commencé et ce quy a esté fait par ledict m<sup>e</sup> Louis Forbin sur l'exécution desdictes lettres a luy presentées, les articles a nous donnés de la part /<sup>162</sup> desdicts monsieur le cardinal et messire Urbain de Flisco son nepveu et les preuves par tesmoins faictes sur iceux par devant nous ;

- veu aussy les articles tant principaux que additionnaux a nous baillés par m<sup>e</sup> Honorat Legier, advocat du roy en sadicte cour du parlement de Provence, les suplicques, contredictz et preuves de tesmoins faictes sur iceux par devant nous ;

- l'arrest donné par ladicte cour de parlement de Provence le quatorsiesme jour de juillet mil cinq cens unse entre l'evesque dudit Frejus d'une part et le procureur du roy audict país de Provence, l'université de Frejus et de Fayence jointtz avec luy, d'autre part, par lequel ledict sieur a esté maintenu en la possession des droictz de regalle dudit Frejus et Fayence ;

- les lettres du roy nostre sieur du vingt-septiesme jour de juin mil cinq cens et douse par lesquelles iceluy sieur a créé, ordonné et estably m<sup>e</sup> Jean Auffredy son bailly et juge de toute /<sup>162v</sup> la furisdiction de regalle, mere impere que luy appartient et peut appartenir en ladite ville et citté de Frejus et Fayence dependant du ressort et destroit dudit lieu de Frejus ;

- et ouy ledict m<sup>e</sup> Jean Aufridy et tout ce qu'il a v[ol]eu dire et donner par escript et semblablement m<sup>e</sup> George Juste au nom qu'il a proceddé et comparu tant par devant ledict m<sup>r</sup> Louis Forbin que par devant nous ;

- et veu les playdoyers et cedulaes, lettres, tiltres, procès, documens et enseignemens et tout ce que par lesdictes parties d'une part et d'autre a esté mis, baillé et produit a plusieurs et diverces fois par devant nous, mesmement certaine cedula a nous présentée ce jour d'huy avec quelques lettres dattées du septiesme de ce present mois de mars escriptes au marquis de Trans et subscriptes par Janot Dupuys et une autre cedula présentée quand et quant contenant certaines causes de suspicion et recusation a l'encontre de nous et ouye la responce /<sup>163</sup> sur ce faicte sur le champ par m<sup>e</sup> Guillaume Rascassy et Louis Chapuis, ensemble noz escriptz a ouir droict,

le tout veu et consideré, avons dit, déclaré et ordonné que nonobstant chose dicte, proposée et alleguée de la part dudit advocat du roy que procederions a la prononciation de nostredicte ordonnance en ensuivant l'appointement a ouyr droict pris par lesdictes parties et assignations a eux données pour ce faire et, en ce faisant, en procedant au parachevement de l'exécution desdictes lettres royaux de reintegration premierement présentée audit m<sup>r</sup> Louis Forbin, avons reintegré et remis, reintegrans et remettons lesdictz monsieur le cardinal de flisco administrateur et messire Urban de Flisco son nepveu esleu dudit evesché de Frejus en leur possession et jouissance de créer, deputer, mettre, tenir et avoir soubz et pour le tout en ladite ville et citté de Frejus et chasteaux et places de Saint-Raphel, Puget et Fayence tous officiers et entre autres

---

<sup>216</sup> six

viguier /<sup>163v</sup> portant sceptre et baguete pour l'exercice de la totale jurisdiction temporelle, haute, moyenne et basse, mere et mixte impere, troncation de chef et mutilation de membre excepté tant seulement, qu'ilz ont tant sur les bourgeois, manans et habitans desdictz lieux, leurs territoires et destroictz et ez lieux, places et seigneuries du Revest, Rocquebrune, Villepeys, Montaurous, Seillans, Bargemon et Favas pour la part et portion pour laquelle ilz sont conseigneurs esdictz lieux tant pour l'exercice de la jurisdiction sur les hommes et sujetz desdictz lieux que aussy sur tous autres estrangers et survenans ez lieux dessusdicts dont ilz sont seigneurs pour la moytié ou pour la plus grande partie, sans ce que le roy nostredict sieur comte de Provence ny autre aye accoustumé de mettre, deputer et autre et pour le passé pour et en leur nom aucuns officiers pour l'exercice d'aucune justice, /<sup>164</sup> jurisdiction et mere impere en ladicte citté de Frejus, chasteaux de Saint-Raphel, Puget et Fayence et d'autres places et seigneuries dessus nommées appartenans audict evesque de Frejus pour le tout ou en partie et sans que les viguiers de Draguignan ayent accoustumé de commettre et deputer aucuns leurs lieutenans pour l'exercice du droict de regalle que ledict roy nostre sire a en ladite citté de Frejus et chateau de Fayence.

Et aussy les remettons et reintegrans en leur possession ou quasy en jouissance que, esdicts cas excepté de troncation de chef ou mutilation de membres, les officiers dudict evesque prennent, emprisonnent tous accusés criminelz et delinquans, les examinent, leur font et parfont leur procès jusques a sentence diffinitive et puis après iceux renvoient avec leurs procès ez officiers royaux de Draguignan pour donner leur sentence et estre jugé par eux ; et en leur possession ou quasy de jouissance d'avoir<sup>217</sup> soubz et /<sup>164v</sup> non autres en ladicte citté de Frejus, chateau de Saint-Raphel, Puget et Fayence, tribunal au siege et prisons et faire faire en iceux lieux par chacune année leur criés et proclamations accoustumées estre faictes.

Et semblablement avons iceux monsieur le cardinal de Flisco administrateur et messire Urban son nepveu esleu evesque dudict Frejus remis et reintegré, remettons et reintegrans en leurs possession et jouissance de louer, arrenter et assencer par chacunes années toutz<sup>218</sup> et pour le tout les pasturages et herbages tant d'esté que d'hiver de ladite citté de Frejus, chasteaux de Saint-Raphel, Puget et Fayence et des autres lieux et places que dessus pour la part et portion a eux appartenant en iceux et de mettre ez territoires de tous et chacuns lesdictz lieux que dessus, le tout ou en partie respectivement, les averages estrangers, prendre et percevoir le prix accordé et convenu a cause de ce et de prendre le droict de passage /<sup>165</sup> sur lesdictz averages estrangers passans par lesdicts territoires ;

et de donner licence et faculté ez estrangers de couper les arbres croissans en iceux territoires pour faire les flambeaux et lumiere pour pescher au feu ;

et de permettre venir les jumens de dehors pour battre les bledz des particuliers de ladite citté de Frejus et chasteaux de Saint-Raphel et Puget et a cause de ce prendre sur lesdictes jumens le droict appellé le droict de capistrage ;

et de prendre audict chateau de Saint-Raphel et territoire d'iceluy joignant la mer le droict de l'attache sur les navires, barques et vaisseaux qui viennent la erriver et aborder ;

et aussy d'avoir et exhiger<sup>219</sup> tous les ans de l'université dudict Puget la somme de sese florins sept gros et huit deniers monnoye de Provence ;

---

<sup>217</sup> autre

<sup>218</sup> soubz

<sup>219</sup> exhiber



et aussy trante soulz pour an sur le pont appellé le Capol estant sur la riviere d'Argens entre ladicte cité de Frejus et Villepeys /<sup>165r</sup> a cause de ce que ledict pont est tenu en emphiteose dudict evesque ;

et aussy de deffendre que nul ne jouisse ny use d'un quartier de territoire de Saint-Julien et d'icelles arrenter et donner a ferme ;

et aussy de prendre en ladicte citté de Frejus la leude des verres et potz de terre ;

et de pescher et faire pescher et donner licence a quy qu'ilz veulent de pescher en l'estang de ladite citté de Frejus et de prohiber et deffendre et faire prohiber que sans leur licence nul n'y ose pescher s'il n'est a la rive dudict estang a la ligne vertolane et fichoire sans barque toutesfois et sans aller dessus ledict estang et de enquerir et faire punir par leurs officiers les transgresseurs ;

et de exhiger<sup>220</sup> et prendre la moitié du bon denier donné et octroyé par le feu roy René de Sicille aux manans et habitans de ladite cité de Frejus ;

et aussy en leur possession et jouissance /<sup>166</sup> ou quasy que toutes peines municipales de ladite citté de Frejus, chasteaux de Saint-Raphel, Puget et Fayence et aux autres lieux et seigneuries que dessus pour le tout ou en partie respectivement sont denoncées ez officiers dudict evesque et exhigés<sup>221</sup> par eux, leur austerité et commandement ;

et aussy en leur possession et jouissance ou quasy que toutes lettres provenans de dehors et d'autre jurisdiction que dudict evesque adressées pour estre executées ez officiers desdictz lieux que dessus don lesdicts evesques sont seigneurs pour le tout ou pour la plus grande partie sont executés par les officiers dudict evesque de Frejus et non par autres et de prendre les droictz provenans a cause desdictes executions ;

et aussy en possession ou quasy que quant l'université dudit Frejus fait pour la vente des fours et iceux vend et donne a ferme les criés se font par la licence et commandement des officiers dudit evesque de Frejus et les mises, surmises et /<sup>166v</sup> delivrances se font par devant eux ;

et aussy en leur possession ou quasy de faire faire au temps des foires de ladite ville et citté de Frejus le guet par leur viguier et autres officiers et bailler aux marchans venans et affluans en icelles foires mesures et cannes marquées et signées de la marque dudict evesque et a cause de ce prendre pour chacune canne et mesure un sol ;

et aussy en leur possession ou quasy d'avoir des pescheurs dudict Frejus et Saint-Raphel le poisson fraiz pour un quart chacune livre et que quand lesdictz pescheurs prennent aucun poisson vallant plus et excedant la somme de deux gros et quatre deniers sont tenus advant le vendre le presenter audict evesque ou a ceux quy sont en son lieu et en ont la charge pour sçavoir s'ilz le veulent achepter ou non ;

et aussy d'avoir des bouchiers de la boucherie de Frejus la livre de chair pour une maille moins /<sup>167</sup> que les autres.

Pareillement avons remis et reintegré, remettons et reintegrons les susdicts monsieur le cardinal administrateur et m<sup>e</sup> Urban son nepveu esleu dudict evesché de Frejus en leur possession ou quasi et jouissance que, quand ceux de l'université et communauté dudict Frejus veulent changer, créer et eslire nouveaux scindicz et conseillers pour le regime et administration de ladite citté, ilz s'assemblent par le congé et autorité des officiers dudit evesque et pour faire leursdictes eslections se trouvent en la salle episcopale dudict Frejus et font leursdictes eslections en la presence dudict evesque de Frejus ou de son vicaire general ou viguier, presidant l'un d'eux, et prestant et font

---

<sup>220</sup> *idem*

<sup>221</sup> *idem*

lesdicts scindicz, conseillers et autres officiers de nouveau créés le serment entre les mains desdicts evesque, leur vicaire ou leur viguier ; et aussy que tous les conseilz quy se font et tiennent esdictz lieux que dessus don ledict evesque est seigneur pour le tout ou pour la plus grand partie s'assemblent, font et se tiennent /<sup>167v</sup> du congé et licence des officiers dudict evesque, lesquelz ou l'un d'eux president en iceux conseilz ; et aussy en leur possession ou quasy que le viguier dudict evesque au chœur de l'eglise cathedrale ou aux autres honneurs sied et precede<sup>222</sup> les scindicz de ladite cité de Frejus.

Et en outre, en ensuivant le contenu ausdictes lettres obtenues nouvellement a l'encontre dudict m<sup>e</sup> Jean Auffredy et icelles entherinant, avons osté et debouté et desmis, oston, deboutons et remettons ledict m<sup>e</sup> Jean Aufredy de l'office de baille, juge et clavaire auquel il auroit esté institué par le roy nostre sire et qu'il pretend avoir en ladicte citté de Frejus et chasteau de Fayence, leur ressort et destroit et autres lieux appartenans audeict evesque de Frejus en luy faisant inhibitions et deffences, a la peine de cent marcz d'argent audict sieur a appliquer, sous couleure dudict office de baille, juge et clavaire, lettres de don et institution ou confirmation obtenue /<sup>168</sup> du roy nostre sire d'iceluy office ou autrement, il n'aye a troubler ou empecher lesdictz monsieur le cardinal de Flisco administrateur, m<sup>r</sup> Urban son nepveu esleu dudict evesché de Frejus ny leurs officiers en leur possession et jouissance et droictz, preeminences, jurisdictions, officiers et auctoritez que dessus, ains d'iceux ensemble les proffitz, revenus et esmolemens par nous declarés les laissent jouir et user plainement et paisiblement sans aucun contredict ny empechement ; et aussy pareillement audict advocat du roy m<sup>e</sup> George Juste, au nom de ceux qu'il s'est présenté et est intervenu et compareu, et aux scindic et habitans dudict Frejus et a tous autres qu'il appartient que doresnavant ilz n'ayent a troubler ny empecher lesdicts monsieur le cardinal administrateur et messire Urban son nepveu esleu evesque dudict Frejus ou leurs officiers en leursdictes possessions ou quasy, droictz et jurisdictions dessusdictes, ains /<sup>168v</sup> d'iceux les laissent jouir, user et continuer sans aucun destourbier, le tout par manière de provision nonobstant oppositions ou appellation quelconques.

Et au surplus avons ordonné que ledict Capucii, au nom et comme procureur desdictz monsieur le cardinal administrateur et messire Urban son nepveu esleu dudict evesché de Frejus, pourra donner sy bon luy semble par declaration tout ce qu'il pretend avoir esté prins et exhibé par ledict m<sup>e</sup> Jean Auffredy a cause de sondict office de baille, juge et clavaire et par autres depuis le temps du trouble ou empechement fait et donné esdicts monsieur le cardinal et esleu et a leurs officiers et choses dessusdictes et declarées, lesquelles declarations seront communiquées audict Ayffredy et autres contre quy elles seront données pour dire et respondre ce que bon leur semblera pour au surplus par nous y estre proceddé, fait et ordonné comme de raison, les despens de cette /<sup>169</sup> instance requis et demandés contre ledict Auffredy et autres réservés jusques a fin de cause, ordonnant en outre que ceste presente nostre ordonnance sera publiée a son de trompe et cry public par les lieux, places et carrefours de ladicte citté de Frejus, Saint-Raphel, Puget et Fayence et toutes autres places et seigneuries appartenans audict evesque de Frejus.

Tenor executionum dictae ordinationis

---

<sup>222</sup> procede

1513, 18 mars. Fréjus. — *Le sergent royal de Fréjus Joannes Bouisson publie l'ordonnance à Fréjus ; il fait de même le 19 mars au Puget et Saint-Raphaël, le 22 mars à Fayence et Montauroux, le 23 mars à Bargemon, Favas et Seillans, le 25 mars à Bagnols, le 5 août il la signifie au vignier de Draguignan.*

*Le 20 mars 1514, la sentence du commissaire est signifiée à Joannes Auffredy, qui proteste qu'il n'a fait qu'obéir aux ordres du roi, et le 21 avril à Louis de Pontevès, qui fut vicebaille de Jean Auffredy.*

<sup>/183</sup> 223 Donation de Guillaume comte de Provence en faveur de Riculphe évêque  
de Fréjus pour remplacer les titres brûlés par les sarrasins

In nomine domini nostri Jesu Christi. Riculfus Forojuliensis episcopus in villa Manoasca ante presentiam domini Guillelmi Provincie comitis pedibus ejus ...

<sup>/184</sup> Arrest du Grand conseil du VIII fevrier 1514

1514, 8 février. Paris. — *Le Grand conseil rejette l'appel formulé par l'évêque contre la sentence du commissaire Jean Godon.*

Extrait des registres du Grand conseil du roy

Entre très reverend pere en Dieu le cardinal de Flisco, esleu evesque de Frejus, appellans, et m<sup>e</sup> Geoffroy Charlet, conseiller du roy en son Grand conseil, et anticipés d'une part et les manans et habitans de ladite ville de Frejus anticipaux d'autre, veu par le conseil le playdoiyer faict entre lesdictes parties, la sentence dudict Charlet et tout ce que lesdictes parties ont mis et produit devers ledict conseil ensemble l'appointement a ouir droict et ouy le greffier dudict conseil ou son commis, le tout considéré dit a esté que ledict conseil a mis et met ladicte appellation ensemble ce dont il a esté appellé au neant sans amande et sans <sup>/284v</sup> despens et pour cause et a ordonné et ordonne que les responces desdictz de Flisco seront mises au sac de l'evocation pendant audict conseil pour en jugeant ledict procès y avoir tel esgard que de raison. Et pour relever les parties des frais et mises en ensuivant et declarant l'ordonnance faicte sur la correction des plaidoyers, ledict conseil a ordonné et ordonne que les advocatz audict conseil, après qu'ilz auront plaidé, corrigeront leurs plaidoyés au greffe dedans six jours lors ensuivant pour toutes prefixions et delais et sans les bailler par escrit de nouveau et sans mettre ny coucher en iceux aucuns faictz non servans aux instances et sans autre forclusion ne signifification de requeste, c'est a sçavoir les evocquans, demandeurs et appelans corrigeront leurs demandes, causes d'appel et replicques dedans les trois premiers jours et les deffandeurs, inthimés et evocqués leurs deffences et duplicques <sup>/185</sup> dedans les autres trois jours et ce sur peine de dix livres d'amande a chacun en leur propre et privé nom. Et a ledict conseil enjoint au greffier dudict conseil de bailler et delivrer aux partis les plaidoyés en l'estat que seront trouvés. Prononcé audict conseil a Paris le huitiesme jour de fevrier l'an mil cinq cens quatorse. Colation est faicte, signé de Moutins.

---

<sup>223</sup> trois feuillets insérés entre les feuillets 183 et 184, annoncés en marge du précédent « suit jusques a 184 » et d'une autre main.

Evocation et attribution de juridiction au Grand conseil  
pour les appellations intergettées de la sentence de monsieur Godon

*1514, 4 août. Fréjus. – Enregistrement par le juge mage de Provence des lettres patentes du 3 juillet qui réservent au Grand conseil le jugement des appels contre la sentence du commissaire Jean Godon et ordonne au parlement et aux officiers royaux de Provence de respecter les droits de justice reconnus à l'évêque de Fréjus.*

Anno nativitatis Domini millesimo /<sup>185v</sup> quingentesimo decimo<sup>224</sup> quarto et die veneris quarta mensis augusti, in civitate Forojulii et domo heredum quondam domini Anthonii Barbossi, presente magnifico domino Stephano Pugeti, jurium professori, domino de Tortorio, majori ac secundarum appellationum et nulitatum Provincie judici, literis regiis commissionalibus eidem directis pro parte reverendissimi domini cardinali de Flisco, administratoris, et reverendissimi domini Urbani de Flisco, electi episcopi Forojuliensis, ad effectus exequendi unacum titulis super quibus petitum fuit secretas informationes recipi, prefactus magnificus dominus judex major, receptis dictis regiis literis cum honore et reverentia decentibus, ad receptionem ipsarum secretarum informationum super dictis titulis processit ut sequitur :

Tenor dictarum commissionalium litterarum :

Louis, par la grace de Dieu roy /<sup>186</sup> de France, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, au juge mage et des appeaux de nostre ville et citté d'Aix, juges de Draguignan et de Grasse ou leurs lieutenans salut. De la partie de nostre amé et feal cousin et grand amy le cardinal de Flisco, administrateur de l'evesché de Frejus, et nostre amé et feal Urbain de Flisco, esleu a l'evesché dudit Frejus, son nepveu, nous a esté exposé que puis aucun temps en ça, a cause de ce que aucuns manans et habitans dudict Frejus et autres eux disans noz officiers audict país ou leurs commis et depputez, soubz couleur de certain arrest donné en nostre cour de parlement de Provence, troubloient et empechoient nostredict cousin et sondict nepveu exposans en leur eglise de Frejus par voyes de faict et autrement indeuement en la possession, saisine et jouissance de plusieurs droictz, privileges, franchises, /<sup>186v</sup> libertez, preeminences, coustumes et juridictions, mere et mixte impere, regalles et en plusieurs autres leurs droictz et possessions de leurdicte eglise de Frejus, iceluy cardinal nostredict cousin se tira devers nous et en nostre chancellerie, de laquelle obtint certaines noz lettres patentes de reintegration, par lesquelles auroit esté mandé au premier noz amés et feaux conseillers en nostre Grand conseil et autres noz juges et officiers nommés en icelles et chacun d'eux premier sur ce requis que, s'il leur apparoissoit du contenu en icelles nosdictes lettres de reintegrer nostredict cousin, sondict nepveu et eglise de Frejus en leursdictz droictz, possessions, juridictions et autres choses mentionnées ausdictes lettres et faire au surplus les inhibitions et deffences contenues en icelles et en cas d'opposition ou debat lesdictes inhibitions et deffences /<sup>187</sup> tenans et ladicte reintegration prealablement faicte nonobstant oppositions ou appellations quelconques faictes ou a faire et sans prejudice d'icelles, faire droict aux parties ainsy que plus a plain est contenu en icelles nosdictes lettres, lesquelles auroient esté presentées a nostre amé et feal conseiller en nostredict cour de parlement de Provence messire Louis Forbin, chevalier, seigneur de Soliers, et depuis, a cause de son absence, en vertu d'autres noz lettres a nostre amé et feal conseiller en nostredict Grand conseil m<sup>f</sup> Jean Godon, lequel pour icelles mettre a deue execution se seroit transporté audit Frejus et autres lieux

---

<sup>224</sup> decima

necessaires, par devant lequel lesdictes parties feurent appellées et par devant luy procédé sur l'entherinement desdictes lettres par plusieurs termes et assignations et finalement, icelles au long ouyes, ledict Godon nostredict conseiller et commissaire /<sup>187<sup>v</sup></sup> dessusdict par sa sentence dict et declare que nostredict cousin, sondict nepveu et eglise de Frejus exposans seroient remis et reintegrés en leursdicts droictz, possessions et autres choses plus a plain declarées en sadicte sentence selon et ensuivant la teneur de sadicte commission, laquelle sentence despuis il auroit mis a execution nonobstant certaine frivolle appellation ou opposition de luy intergettées par nostre advocat ou procureur audict pays et autres parties adverses ainsy que mandé luy estoit par nosdictes lettres de sadicte commission et fist ou fit faire les inhibitions et deffences contenues tant en sadicte commision que sentence sur ce ensuivie, parties ouies comme dit est, et combien que attendu ce que dit est mesmement icelles lettres de commission, sentence et inhibitions dessusdictes nostredict cousin, sondict nepveu /<sup>188</sup> exposans ne leurdicte eglise ne deussent estre derechef molestés ne perturbés en leursdictes possessions, saisines, droictz, jurisdictions et offices et autres choses lesquelles ilz auroient esté ainsi reintegrez par nostredict conseiller commissaire susdict et sentence par luy sur ce donnée, parties ouyes comme dict est. Ce neantmoins nostredict cour de parlement, a laquelle parties adverses desdicts exposans se di[s]ent avoir appellé de la sentence de nostredict conseiller et execution d'icelle, et les maitres rationaus de nostredict citté d'Aix, en eux demonstrent partie contre lesdicts exposans et semblablement un nommé Jean Auffredy, perturbateur et persecuteur notoire desdicts exposans et de leurdicte eglise de Frejus comme soy disant baille et clavaire dudict Frejus combien que par ladicte sentence il ait esté debouté dudit pretendu office, et aussy un nommé Louis de Carcès et semblablement certains /<sup>188<sup>v</sup></sup> eux disans scindicz dudict Frejus et autres parties adverses desdictz exposans leurs hayneux et malveillans, despuis ladicte sentence ont fait et donné et journellement donnent ausdictz exposans et a leurdicte eglise, serviteurs et officiers plusieurs troubles et empechemens en leursdicts droictz, possessions, jurisdictions, offices et autres choses contenues en ladicte sentence de nostredict conseiller, en contrevenant a icelle et aux inhibitions dessusdictes, fait aussy et commis plusieurs atemptatz, voyes de fait et excès et par ce moyen s'esforçoient rendre ladicte sentence illusoire et de nul effect ausdicts exposans et leurdicte eglise et les priver de leurs fruictz, biens et esmolument et leur fire consommer presque tout le revenu dudict evesché par telz moyens damnés et voyes obliques en procès, voyages et commissaires, au très grand contempt et mespris de nous et justice, prejudice /<sup>189</sup> et damage de nostredict cousin et sondict nepveu exposans et leurdicte eglise et plus pourroit estre sy par nous n'estoit sur ce proveu de remede et provision.

Pour ce est-il que nous, ces choses considerées, desirant a ce pourvoir et subvenir a nostredict cousin, sondict nepveu et leurdicte eglise et iceux estre favorablement traitez en leurs affaires, vous mandons et a un chacun de vous premier sur ce requis commettons par ces presentes que s'il vous est apparu ou appert sommairement et de plain et sans figure de procès de ce que dit est, mesmement de ladicte sentence ainsy donnée par ledict Godon nostredict conseiller commissaire dessusdict telle que dessus et des inhibitions par luy faites en ensuivent sadicte commission et sentence de ne troubler et molester lesdictz exposantz, leurs serviteurs et officiers en leursdicts droictz, possessions et offices de jurisdiction et autres choses plus a plain contenus /<sup>189<sup>v</sup></sup> en ladite sentence et de l'execution d'icelle faite par nostredict conseiller, nonobstant laquelle et inhibitions dessusdictes lesdictz de Frejus et autres dessusdicts derechef ayent troublé et troublent lesdicts exposans, ladicte eglise et leursdicts officiers en leursdicts droictz, possessions, offices, jurisdictions et autres choses comprises en ladicte sentence et des autres choses susdictes tant que

suffire doyve, vous en ce cas faictes entretenir, garder et observer ladite sentence et execution d'icelle sur ce faicte de point en point selon leur forme et teneur et tout ce que faict auroit esté au contraire de ladite sentence et sadite execution remettez au premier estat et deub en contraignant a ce faire et souffrir ledict Auffredy reaulment et de faict, nostredict procureur ou advocat, manans et habitans de Frejus et autres dessusdicts et tous ceux qu'il appartiendra et dont serés requis par arrest /<sup>190</sup> et detention de leurs personnes, prisez, vente et exploictation de leurs biens et heritages et par toutes autres voyes deues et raisonnables en manière que nous et justice soyons obéys, en leur faisant et a nostredict cour de parlement, ausdicts maistres rationnauix et tous autres qu'il appartiendra et don serés requis expresses et iteratives inhibitions et deffences de par nous sur certaines et grandes peines a nous aplicquer et de perdition de cause que contre ne au prejudice d'icelle sentence et execution faite par nostredict conseiller et commissaire ne desdictz exposans et ladite eglise ilz ayent a atempter ne innover ne autrement empecher ne molester lesdictz exposans et ladicte eglise en leursdicts droictz, possessions et autres choses contenues en icelle sentence dudict Godon commissaire dessusdict, ains d'iceux droictz et choses dessusdictes leur en laisser ensemble leursdicts serviteurs et /<sup>190v</sup> officiers jouir et user plainement et paisiblement et a leur rendre et restituer les fruictz et revenu et autres droictz pris et perceuz nonobstant ledict appel par lesdictes parties adverses intergetté par devant nostredict cour de parlement et autres oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons quand a ce estre differé selon et en ensuivant ladite sentence et execution d'icelle, et au surplus informés vous diligement, secretement et bien de et sur lesdicts atemptatz, rebelions, desobeissances et contraventions faictes contre ladicte sentence et inhibitions dessusdictes que plus a plain vous seront baillées par escript et declaration par lesdictz exposans et icelle information faicte envoyez feablement close et sceellée devers nous et lesdicts gens de nostredict Grand conseil pour /<sup>191</sup> après icelle par eux voir y donner telle provision contre lesdicts delinquans et tous ceux qui seront trouvés chargés et coupables qu'ilz verront estre a faire par raison, en interdisant a nostredict cour de parlement et ausdicts maistres rationaux ausquelz avons interdit et deffendu, interdisons et deffendons de ladite matiere et appel, ses circonstances et dependences toute cour, jurisdiction et cognoissance par ces presentes, par lesquelles mandons en outre au premier huissier de nostredict Grand conseil, de nostredict cour de parlement ou autre nostre huissier ou sergent sur ce requis que lesdicts appellans il adjourne et anticipe en nostredict grand conseil a certain et competant jour pour monstrier et faire apparoir de leur poursuite et dilligence qu'ilz ont faicte de leurdicts appel ou appellations, relever iceluy, voir dire et declarer nul et desert cy mestier est et estre se doit et en outre /<sup>191v</sup> proceder comme de raison, en notiffiant suffisamment audict jour nosdicts conseillers de nostredict Grand conseil de tout ce que faict aura esté sur ce, ausquelz nous mandons et, pour ce que ladicte commission en vertu de laquelle ledit Godon nostredict conseil a donné ladicte sentence et faicte ladicte execution est de nous emanée et aussy que de nostre propre mouvement avons evocqué en nostredict Grand conseil la matiere qu'estoit pendente en nostredict cour entre lesdictes parties pour raison du droict des regalles et autres choses contenues et a plain declarées esdictes lettres d'evocation, commandons et expressement enjoignons que aux parties ouyes fassent bon et brief droict. Car ainsy nous plaict-il estre faict nonobstant comme dessus et quelconques lettres a ce contraires. De ce faire nous donnons pouvoir /<sup>192</sup> commission et mandement spetial, mandons et commandons a tous noz justiciers, officiers et subjectz que a vous, voz commis et depputez et aux huissier ou sergent en procedant a l'execution de sesdictes presentes sans demander lettres de placet, pareatis ny annexe obeissent et attendent dilligemment. Donné a Paris le troiesieme jour de juillet l'an de grace mil cinq cens

quatorse et de nostre reigne le dix-septiesme par le roy comte de Provence a la relation du conseil, Maillart.

Ce que dessus a esté extraict d'un cayer de papier contenant procès verbal et information faicte a la requeste de feu reverendissime cardinal de Flisco, administrateur de l'evesché de Frejus, et de messire Urbain de Flisco, esleu esvesque dudict lieu de Frejus, commençant par ces motz « *Sommarie et secreta /<sup>192v</sup> informationes sumpte et recepte per magnificum dominum Stephanum Pugeti etc.* » et plus bas « *Anno nativitatís Domini millesimo quingentesimo decimo quarto et die veneris quarta mensis augusti in civitate Forojulii etc.* » et finissant aussy par ces motz « *in testimonium quod hujusmodi secreta informationes sumpte et recepte fuerunt per prefatum magnificum dominum judicem majorem<sup>225</sup>, commissarium in vim litterarum commissionis supra [et] infra scriptum, ego Anthonius Malbecqui, regius secretarius et dicte cause greffarius, sic me signo meo manuali subsignavi, signé Malbecqui.* Et de la presente coppie a esté faict collation a la requeste de messire François de Bouliers, evesque et seigneur temporel dudict Frejus, en la presence de m<sup>es</sup> Philipés Girard son procureur et au deffaut et absence de m<sup>es</sup> Jean Lerable, procureur de Lucrese Romane, damoysselle, fille et heritiere de feu Melchion Roman, Simon Camus aussy procureur de messire /<sup>193</sup> Gaspard de Pontevès, comte de Carcès, Barthelemy de Neris, Jean de Peyruis detempteur desdicts lieux et droictz du Revest, Bagnolz, Montaurous et le Puget et des manans et habitans d'iceux lieux et dudict Frejus, Saint-Raphel et Fayence ensemble de monsieur le procureur general du roy audict conseil, auquel le tout a esté monstré et communiqué, deument assignez au greffe dudict conseil pour voir faire ladite collation en vertu de l'ordonnance du conseil mise au bas d'une requeste y presentée le trentiesme et penultiesme de janvier denier par ledict sieur evesque de Frejus, pour ladicte coppie luy servir et valoir ce que de raison. Faict au greffe dudit conseil a Paris le premier fevrier mil cinq cens quatre-vingt-huict, Thielement signé.

/<sup>193v</sup> Déclaration et jussion sur l'évocation du V<sup>e</sup> febvrier 1513

*1514, 3 juillet. – le roi renouvelle l'évocation devant le Grand conseil du procès qui oppose l'évêque de Fréjus à la communauté de Fréjus et au procureur du roi en Provence au sujet de la juridiction les localités qui constituent le temporel de l'évêché de Fréjus et interdit au parlement de Provence de poursuivre l'opposition qu'il y a faite.*

/<sup>196</sup> Arrest du XXIX<sup>e</sup> mars 1517

*1517, 29 avril. Amboise. – Le Grand conseil se réserve le jugement du procès qui oppose l'évêque de Fréjus au procureur général et à la communauté de Fréjus, y compris l'appel interjeté par la communauté de la sentence de Jean Godon, mais rejette la révision de cette sentence demandée par l'évêque.*

Extrait des registres du Grand conseil du roy

Entre le procureur du roy au Grand conseil, evocquant, d'une part et les manans et habitans de la ville de Frejus et le /<sup>196v</sup> cardinal de Flisco administrateur de l'evesché de Frejus, evocqués, d'autre et entre les manans et habitans dudict Frejus, appellans de m<sup>r</sup> Jean Godon, conseiller au conseil, executeur de certaines lettres royaux, et anticepez, d'une part et lesdicts cardinal et esleu en

---

<sup>225</sup> judex majores

l'evêché dudict Fréjus, anticipans, d'autre et aussy entre lesdicts cardinal et esleu en l'evêché dudict Fréjus, demandeurs et requerans l'enterinement de certaine requeste et lettres patentes de don, cession et declaration octroyés par le roy, d'une part et ledict procureur du roy au conseil et lesdicts manans et habitans dudict Fréjus, deffendeurs, pour icelles voir entheriner d'autre, veu par le conseil :

- le playdoyé des parties,
- les lettres d'evocation données par le feu roy Louis dernier decedé le cinquiesme fevrier mil cinq cens trese,
- les lettres de declaration dudict sieur le troiesme de juillet mil cinq cens /<sup>197</sup> quatorse,
- conclusions du procureur du roy audict conseil,
- arrest donné en la cour de parlement de Provence entre lesdictes parties le quatorsiesme juillet mil cinq cens unse,
- ensemble tout ce que lesdictes parties ont mis et produit devers ledict conseil,

et tout considéré, dit a esté que le conseil en ensuivant le consentement desdictes parties a retenu et retient la cognoissance de la matiere principale petitoire en laquelle lesdictes parties viendront proceder et aussy conclurre a l'appellation intergettée dudict Godon comme en procès par escript au premier jour après Quasimodo prochainement venant et a le conseil joint le procès pendant en iceluy sur lesdictes lettres de don fait a iceluy cardinal audict procès principal et petitoire et quand aux lettres d'evocation, sur la revision proposée par ledict cardinal, ledict conseil l'a debouté et deboute de l'effect d'icelle ensemble de ladite revision attendu la qualité de ladite matiere quy est possessoire /<sup>197n</sup> et si a condamné et condamne ledict cardinal ez despens du present incident, la taxation d'iceux audict conseil reservée, et, pendant ledict procès et par manière de provision sans prejudice du droict des parties et jusques a ce que autrement en soit ordonné, ledict conseil a ordonné et ordonne que ledict arrest donné en ladite cour de parlement de Provence ledict quatorsiesme jour de juillet mil cinq cens unse sera executé selon sa forme et teneur. Prononcé aux procureurs des parties a Amboise le vingt-neufviesme jour de mars l'an mil cinq cens dix-sept advant Pasques, signé Thielement.

/<sup>198</sup> Transaction entre le révérend seigneur le cardinal Ursin administrateur de l'évêché de Fréjus d'une part et l'université et particuliers de ladite ville de Fréjus d'autre

*1536, 24 septembre. Fréjus. — Transaction conclue entre l'évêque Léon des Ursins et la communauté de Fréjus ; la communauté reconnaît à l'évêque les fours et les droits seigneuriaux, censes, services, lods et trézaïns, prélation sur la base des reconnaissances enregistrées ; l'évêque abandonne à la communauté la taxe du bon denier, le droit de pêche dans l'étang, renonce aux réductions coutumières sur la viande de boucherie et le poisson et à la location des pâturages quand ceux-ci sont insuffisants pour le bétail des habitants, promet de nommer des officiers locaux capables et honnêtes ; les deux parties renoncent au procès qui les oppose et dont chacune assumera les dépens qui la concerne.*

In nomine domini nostri Jesu Christi amen. Anno nativitatis ejusdem millesimo quingentesimo trigesimo sexto, indictione decima quarta, die vero vigesima quarta mensis septembris, pontificatus sanctissimi Clementis divina providentia pape septimi anni sui tertio, regnante christianissimo principe et domino nostro domino Francisco, Dei gracia Francorum rege



comittatumque Provincie et Forcalquerii ac terrarum eis adjacentium comitte, feliciter et longeve amen. Ex hujus veri et publici instrumenti tenore universis et singulis presentibus et successive futuris illius seriem et tenorem visuris, lecturis et auditoris evidenter pateat et sit notum quod, cum suggerente illo antiquissimo serpente /<sup>198v</sup> tenebrarum principe, auctore omnium dissentionum et hoste tranquillitatis concordiarum et pacis, suborte fuissent materie questionum, differentiarum, divisionum, controversiarum, causarum et litium et majores suscitari dubitaretur quinimo certa<sup>226</sup> bella civilia seu processus fuerint moti et exorditi et tam active quam passive coram pluribus et diversis curiis tam temporalibus quam spiritualibus et coram diversis commissariis etiam auctoritate regia deputatis ac in olim regio presentis patrie concilio curiaque suprema parlamenti in locum illius electa necnon et magno regio consilio per et inter quondam reverendissimum dominum cardinalem de Flisco, uti perpetuum administratorem et per et nomine suae ecclesiae et mensae episcopalis Forojuliensis, necnon reverendum dominum Urbanum de Flisco, dictae ecclesiae episcopum electum, et deinceps prosecuti per reverendum dominum cardinalem Franciscum de Ursinis, perpetuum etiam administratorem dictae ecclesiae successorem in dicto episcopatu illius dignitate, ex una et universitatem ac /<sup>199</sup> particulares homines presentis civitatis Forojulii partibus ex altera ad causam et occasionem majorum et directorum dominiorum, recognitionum, censuum, servitiorum, laudimiorum, investiture jureque prelationis retinendi ac dandi de commisso de et pro prediis rusticis et urbanis scitis et existentibus in eadem civitate Forojuliensi ac illius territorio et districtu, pretendente inquam ipso reverendo domino ipsa majora directa dominia dictorum prediorum rusticorum et urbanorum respective spe[c]tare et pertinere ad illius mensam necnon ad venerabile capitulum dictae suae ecclesiae et quod dudum fuerunt recognita submissa et tenebantur sub majori directo dominio dictae mensae et capituli et cum ei sub annuis solutionibus canonum et servitiorum in recognitionem ipsius majoris directi domini de annis videlicet Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo nono et nonagesimo, prout dignocitur apparere quodam magno libro penes dictum capitulum ut dicitur existente, signato manu quondam magistri Joannis de Vaxeria ; in contrarium dicentibus et pretendentibus ipsis universitate /<sup>199v</sup> et particularibus hominibus et quod videlicet ipsa predia rustica et urbana fuerant et erant alodialia et non alicui<sup>227</sup> majori nec directo dominio dictae mensae episcopalis et capituli submissa nec supposita et quod pretensae recognitiones de quibus in dicto libro fuerant ab ignorantibus errantibus extortae et alias per impressionem et subtili ingegno eo quod jus commune quinimo et naturali administrabatur<sup>228</sup> intentioni ejusdem universitatis et particularium hominum pro eo quia etiam jure primario omnis reus<sup>229</sup> et persona presumeretur libera et alodialis unaque etiam recognitio non sufficienter probat dominium et minus illius translationem tam quia non inducta ad disponendum tam quia tenet ad diminutionem et non debet operari contrarium effectum hoc est augmentum et acquisitionem domini tum eo quia est informis et sine causa et preter jus hoc procedit contra tertium possessorem non recognoscentem aut saltem causam non habentem ab ipso recognoscente ; necnon et ad causam furnorum, quos furnos /<sup>200</sup> pretendebat idem reverendus dominus ipsam universitatem et illius particulares habere non posse nec debere, sed illos astrictos fuisse et esse ad decoquendum panes in furnos suae mensae et dicti capituli, in contrarium asserente eadem universitate et illius hominibus quod videlicet habere furnos in ipsa civitate non

---

<sup>226</sup> cura

<sup>227</sup> aliqui

<sup>228</sup> adminitlabatur

<sup>229</sup> reo

est de juribus domini et seignorie sed unicuique competit per modum cujusdam facultatis licet aliqui non levis auctoritatis doctores hoc voluerint tamen communiter damnatur in hoc eorum opinio ; ac etiam ad causam et occasionem boni denarii dudum ut dicitur elargiti eidem universitati et particularibus hominibus per retrodictos principes presentis patriae pro custodia maritima utili toti christianitati, qui bonus denarius exigi solet super mercantiis venientibus ad portum et mare Forojuliensi, in quod bono denario ipse reverendus dominus pretendebat habere debere aliquam partem, ipsa autem universitate hoc inficiente et utique dicente quod dictus bonus denarius vix sufficiebat neque sufficit pro salariis custodum et speculantium ac explorantium et excubias facientium ; et ad causam etiam /<sup>200r</sup> quod ipse reverendus dominus pretendebat quod in macello dicte civitatis debebat habere carnes pro uno obolo minus pro singula libra carniū quam singuli cives incolae et habitatores et de piscibus pro uno quarto sive quatuor denariis debebat habere libram ipsorum piscium, in oppositum dicente eadem universitate quod ipse reverendus dominus non debebat esse melioris conditionis in hoc quam ceteri cives nec de pretensa preeminentia(m) ut dicebat non constabat nec legitime constare poterat jure et legitime introducta ; item et ad causam piscationis in stagno, in quo pretendebat ipse reverendus dominus nemine piscari posse sine ejus licencia, in contrarium asserentibus ipsa universitate et illius particularibus hominibus et quod unicuique licebat piscari in eodem stagno pro eo quia erat portus publicus et ut in portu publico unicuique licitum erat piscari ; pariter et ad causam et occasionem immissionis averium extranorum in territorio et districtu ipsius civitatis Forojulii assorbentium jus depascendi ipsorum particularium hominum dicte civitatis ; /<sup>201</sup> necnon ad causam officiariorum quos pretendit, pretendebat dicta universitas ipsum reverendum dominum non potuisse neque posse instituere de originariis incolis et habitatoribus ejusdem civitatis ; et finaliter ad causam et occasionem certorum arrestorum latorum in magno regio consilio super litte pendente in eodem, in quibus respective utraque pars fuit condemnata in expensis una videlicet alteri et econtra, quas expensas recuperare volebant et exhigere et recipere intendebant. Pro quibusquidem questionibus, differentiis, controversiis, litibus, processibus et causis componendis et pacificandis ac concordandis et uniendis ipsi reverendo domino cardinali de Ursinis, perpetuo administratore dicte ecclesie et episcopatus et succedenti in eodem episcopatu seu in perpetua illius administratione dicto reverendo domino cardinali de Flisco, ac ipsa universitate et illius particularibus hominibus, illustrissimus dominus Octavius Ursinus, filius naturalis et legitimus prelibati reverendissimi domini cardinalis ac procurator, sepius et sepiissime gerens officium optimi veri et pacis zelatoris tractavit appointmentum et de concordando et pacificando /<sup>201r</sup> dictas questiones, differentias, controversias, lites et causas humaniter et benigne locutus est cum dicta universitate et illius scindicis, consiliariis et rem publicam et illius statum gerentibus et administratibus. Postquam illius dicessum reverendus dominus Ursinus<sup>230</sup> et dominus Bartholomeus Fenilis, canonicus, vicarius dicti reverendi domini, necnon nobili[s] dominus Joannes[s] Baptista Manifesti, secretarius et magister domus prefati domini Octavii et ab eodem super hoc mandatum et comissionem habentes, et pro parte dicti reverendi domini cardinalis sepius et sepiissime continuarunt dictum tractatum pacis et concordiae cum egregiis viris dominis Marchione Auffredi, jurium doctore, Guilhermo Gueiberii, licentiato, magistro Petro Alberti, mercatore et horomatario, Michaele Gueiberie, magistro Ludovico Augerii, scindico et notario, ab ipsa universitate deputatis, qui tandem in unam conclusionem devenerunt et confesserunt certos articulos per modum supplicationis cum subscriptione ipsorum ac

---

<sup>230</sup> Venusinus

instructionis et illos miserunt /<sup>202</sup> Romam ad prefatum reverendum dominum cardinalem Ursinum, episcopum sive perpetuum administratorem dictae ecclesiae Forojuliensis, qui illis receptis, visis, percontatis et examinatis, destinavit ad eandem civitatem Forojuliensem reverendum dominum Angelum Odum de Confinio, utriusque juris doctorem seu auditorem, procuratorem et vicarium generalem debita potestate suffultum, qui quidem reverendus dominus Angelus Oddus, juncto sibi eodem domino Bartholomeo Fenilis cum supranominatis deputatis sepius et sepiissime contulerunt et tandem Dei suffragio et illius gratia in unam et eandem resolutionem devenerunt et concluderunt componere et transigere de eisdem questionibus, differentiis, controversiis, processibus, litibus et causis prout sequitur, ipsis resolutis prius communicatis parte ipsorum deputatorum universitati et consilio omnium capitulum debite et loco ac more solito convocato predictae civitatis ac parte ipsius reverendi domini auditoris ac domini Fenilis communicatis reverendo domino episcopo de Ursino<sup>231</sup> et preposito ipsius ecclesiae /<sup>202a</sup> Forojuliensis necnon venerabilibus viris canonicis et capitulum tenentibus, facientibus et representantibus dictae ecclesiae, prout premissa omnia partes infrascriptae asseruerunt fore et esse vera.

Hinc propterea fuit et est quod dictus reverendus dominus Angelus Oddus de Confinio, utriusque juris doctor, auditor procurator et vicarius generali[s] dicti reverendissimi domini cardinalis de Ursinis perpetui administratoris dictae ecclesiae Forojuliensis, prout de sua potestate dignocitur constare instrumento publico in fine hujusmodi actus registrando, assistentibus sibi reverendis dominis supradictis episcopo de Ursino<sup>232</sup> et dicto domino Fenilis et vicario ipsius reverendissimi domini pro et nomine predictorum reverendissimi domini cardinalis uti episcopi et perpetui administratoris dictae ecclesiae Forojuliensis et pro quo promiserunt de rato et de ratificari faciendo in effectu et sine defectu in bona et sufficienti forma omnia quecumque et singula in hujusmodi instrumento contenta hinc ad festum nativitatis Domini proxime venturum et interim ac cum concensu et consilio venerabilis capituli predictae ecclesiae ad hujusmodi actum /<sup>203</sup> congregati in eadem ecclesia et illius choro in quo interfuerunt dictus reverendus dominus Venasius<sup>233</sup> prepositus et reverendus dominus Bertrandus Neronis archidiaconus, dominus Marius de Caprilis sacrista ac dominus Bartholomeus Fenilis canonicus facientes et representantes ipsius capitulum aliis de illo existentibus absentibus et in remotis agentibus ut dixerunt et ipsi inquam omnes capitulariter simul concorditer et nemine ipsorum discrepante etiam pro jure et interesse ipsius capituli ex una ac supranominati deputati necnon et ipsa universitas Forojuliensis more solito convocata et congregata sono tubae per quadrivia ejusdem civitatis in ipsa ecclesia et dicto choro et capita illius consilium facientes et ipsam universitatem et illius consilium representantes et facientes pro hujusmodi et transactione celebrandis et ineundis in qua universitate consilio et congregatione fuerunt infrascripti tam scindici quam consiliarii novi et veteres etiam capitulum domorum facientes duas partes et majorem et saniolem de tribus dicti consilii in imo dicte civitatis :

et primo nobiles viri magister Ludovicus Augeri, Jolianus Carboneli scindici

Anthonius Clementi clavarius,

dominus /<sup>203a</sup> Melchior Auffredi jurium doctor,

dominus Bertrandus Barbossi,

dominus Elionus Ambrosi,

---

<sup>231</sup> Nasino

<sup>232</sup> Nusino

<sup>233</sup><sup>233</sup> Arbaud Lambert, évêque de Venusa et prévôt du chapitre de Fréjus, fut aussi vicaire général du diocèse.

dominus Melchior Bermundi,  
 dominus Guillelmus Gueiberi,  
 dominus Joannes Feutrerii,  
 Joannes Petri Raymundi,  
 N Petrus Aliberti,  
 Honoratus Boerii,  
 Bartholomeus Crotte,  
 N Bertrandus Clementis,  
 N Monetus Bonaudi,  
 magister Isnardus Odolis,  
 Joannes Barbae,  
 Boniffacius Vesilis,  
 magister Jacobus Boeri,  
 Michael Tonbarelli,  
 N Joannes Clementis,  
 Ud. Leonardi,  
 Petrus Rodeillati,  
 magister Petrus Quoqueri,  
 magister Martial Justi,  
 Anthonius Alberti,  
 Claudius Brissoni,  
 Guyo Gauffredi,  
 Petrus Bodoni,  
 magister Petrus Bodoni fusterius  
 ac Honoratus Garideli,  
 Joannes Baptista de Turretis,  
 magister Oliverius<sup>234</sup> Raynaudi,  
 magister Joannes Sebastianus Boissoni,  
 Anthonius Scofferii,  
 Joannes Gaudemaris,  
 Petrus Romane,  
 dominus Guilhermus Barbossi,  
 N Joannes Botarici,  
 magister Stephanus Bonaudi alias Alexandri,  
 Ludovicus de Stella,  
 Joannes Bermundi,  
 magister Hilarius Boissoni,  
 Cosmas Feutrerii,  
 magister Joannes Robioni,  
 Marchetus Monachi,  
 Jacobus Asseracii,  
 Joannes Clementis,  
 Petrus Bonaudi,

---

<sup>234</sup> Claverius

Stephanus Deiglesii,  
 Michael Marchesii,  
 Honoratus Botellerii major,  
 Leonardus Francolis,  
 magister Anthonius Motterii,  
 Bonifacius Boissoni,  
 Raymundus Arnaudi,  
 magister /<sup>204</sup> Raphael de Nutritis,  
 Thibaudus Chaimy,  
 magister Jacobus Monerii,  
 Lucas Carboneli  
 ac Anthonius Raynaudi,  
 Petrus Autrandi,  
 magister Joannes Crotte,  
 magister Leonardus Eiglesi,  
 magister Petrus Prei,  
 Honoratus Briançoni,  
 Guigo Scofferii,  
 Guilhelmus Chicony,  
 Joannes Perrache,  
 Andreas Barbe,  
 magister Bartholomeus Dalmassi,  
 Olivarius Luqueti,  
 N Melchior Mottety,  
 magister Rauletus Gragne,  
 magister Claudius Rodulphi,  
 magister Joannes Boissoni,  
 magister Anthonius Boissoni,  
 Sebastianus Ravaneti,  
 magister Stephanus Imberti,  
 Amicus Olivarii,  
 Joannes Capelerii,  
 Petrus Roberti,  
 magister Cassianus Joliani,  
 magister Joannes Scirelli,  
 Joannes Briançoni oromatacius,  
 Joannes Leporis,  
 Ludovicus Brissoni,  
 Joannes Briançoni,  
 Melchior Ruffi alias Gavoti,  
 magister Jacobus Gallardi,  
 magister Gaspard Tornoni,  
 magister Rostagnus de Laudi,  
 Joannes Secundi,  
 magister Joannes Imberti,

Honoratus Gaurani,  
 Petrus Vesili,  
 Cassianus Martini,  
 Arnaldus Juliani,  
 magister Stephanus Barbossi,  
 magister Bartholomeus Monerii,  
 magister Bartholomeus Vesili,  
 magister Anthonius Calvini,  
 magister Leonardus Grans,  
 Thibaudus Brissoni,  
 magister Phipinus Calvi,  
 Joannes Barberi,  
 Colla Briançoni,  
 magister Ludovicus Roberti,  
 Honoratus Guillerdoni,  
 Guilhelmus Gauffridi,  
 Bartholomeus Cardoso,  
 /<sup>204v</sup> magister Raynaudus Scuderii,  
 magister Ventura Alberti,  
 Isnardus Gregori,  
 Joannes Monneri minor,  
 Dominicus Maura,  
 magister Joannes Morraile,  
 magister Joannes Secundi fusterius,  
 Jacobus Ravaneti,  
 Urbanus Imberti,  
 Anthonius Pascalis,  
 Anthonius Bonaudi alias Clergue,  
 Anthonius Carbonely,  
 Bernardus Bermundi alias D'Esperon,  
 Joannes Benedicti,  
 Bartholomeus Seraphini,  
 Petrus Blejardi,  
 Stephanus Roberti,  
 Joannes Capeleri,  
 magister Sebastianus Calvi,  
 Monetus Lacitoni,  
 magister Joannes Guinoti,  
 magister Michael Pergemini,  
 Franciscus Lamberti,  
 magister Anthonius Vaxeria,  
 Anthonius Martini,  
 Lucas Calvi,  
 magister Baptista Gregorii alias Mançoni,  
 magister Joannes Aiglesii,

Petrus Siborlini,  
 Fulco Maure,  
 magister Gilbertus Penna,  
 Anthonius Jacobi  
 et Baltazar Cappellerii,

volentes litium anfractus evitare resecare et finem imponere dictis questionibus, differentiis, litibus et causis ac processibus et exterminare omnem materiam odii, dissentionis, discordie, irae, rancoris, oppressionis, contumeliarum et concussionum pro futuro tempore, recedere bellum civile et intestinum quod diutius pro dolor dispendiose nimium fuit ac diutissimo tempore inter dictas universitatem et illius <sup>/205</sup> particulares ac dictos quondam dominum reverendum cardinalem de Flisco et reverendum dominum Urbanum ejus nepotem nencnon reverendum dominum cardinalem episcopum de Ursinis respective episcopos et administratores perpetuos dictae ecclesiae amplectique viam amicabilem pacis et concordie et concequi fructus uberrimos quos per se fert unio et tranquillitas et concordia et pax appointarunt, concordarunt, pepigerunt, convenerunt et transigerunt de premissis differentiis, questionibus, controversiis, litibus, processibus et causis incidentibus, dependentibus, emergentibus, annexis et connexis intervenientibus hunc inde mutuis et reciprocis solemnibus stipulationibus.

Et primo transigerunt, pepigerunt et per modum transactionis, conventionis et amicabilis concordiae ac pacti perpetui firmi ac validi et irrevocabilis habiti inter se convenerunt predictae partes et quibus supra nominibus et cum consilio et assensu dicti capituli quod videlicet de et super dictis majoribus et directis dominiis recognitionibus, censibus, servitiis, laudimiis, investituris jureque prelationis retinendo ac dando et commisso aliisve quibuscumque juribus ad causam dictorum majorum directorum dominiorum competentibus in omnibus et per omnia fiat <sup>/205r</sup> et transigatur prout transactum fuit et legitur cum venerabili capitulo et dicta universitate et illius particularibus hominibus de anno incarnationis Domini millesimo quingentesimo vicesimo tertio et die vicesima sexta mensis aprilis constante instrumento sumpto et rogato manu magistrorum Bernardi Achardi, Gonterii Eland et Honorati Rimeti notariorum rogatorum et prout seriatim hic specificatur videlicet quod pro bono pacis dicta universitas et illius singulares homines et quilibet eorum approbabit prout presentis transactionis virtute et vigore approbat dictum librum recognitionum modernarum rogatarum et sumptarum per dictum quondam magistrum Joannem de Vaxeria et suis manu et signo signatis et subscriptis seu recognitiones in eodem libro descriptas et annotatas et approbando et fidem adjungendo et dando unusquisque et quilibet particularium hominum dicte civitatis qui invenietur et repererietur habere et possidere predia aliqua quecumque fuerint et cujuscumque qualitatis dudum recognita in dictis recognitionibus sub majori directo dominio episcopatus et illius mense predictae ecclesie <sup>/206</sup> Forojuliensis tenebitur recognoscere de novo simpliciter simplica sive talis tenens et possidens dicta predia rustica vel urbana fuerit recognoscens vel eres recognoscentis mediatum vel immediatum sive tertium possessor et singularum successor mediatum vel immediatum et quod pro futuro tempore non possit dici nec allegari quod dicte recognitiones non faciant fidem.

Item quod si que recognitiones per aliquos particulares dicte civitatis fuerint facte ipsi episcopali mense aut alique accapitidationes date sub annis Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo nono et nonagesimo usque presentem diem quod dicti talles recognoscentes vel in emphiteosim recipientes et eodum heredes aut quovis modo ab eisdem causam habentes mediatam vel immediatam teneantur etiam de novo recognoscere et recognitionibus ipsis fidem indubiam adhibere et dare.

Item quod omnes universe et singule recognitiones dationes in emphiteosim et ad accapitum facte per antea hoc est ante dictos annos Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo non et nonagesimo pro quibuscumque prediis rusticis vel urbanis cujuscumque qualitatis /<sup>206v</sup> fuerint vel sint non recognitis nonque expressis et annotatis in dictis recongitionibus receptis per dictum magistrum de Vaxeria sint nulle nulliusque efficaci et moventi et predia ipsa qualiacumque fuerint non comprehensa ne recognita in dictis recognitionibus factis a dictis annis millesimo quadringentesimo octuagesimo nono et nonagesimo infra vel accapitidationis et recognitionibus post modum factis vel imposterum fiendis et dandi de his que dari poterunt sint et esse debeant ac habeantur teneantur et reputentur pro vere alodialibus et franquis et quocumque et singulo jugo servitutis et eo ipso quod non inveniuntur dicta predia recognita descripta et annotata in dictis recognitionibus sumptis per dictum quondam magistrum de Vaxeria vel succectis et per accapitidationibus factis a predictis annis millesimo quadringentesimo octuagesimo nono et nonagesimo usque ad presentia tempore aut imposterum fiendis et dandis de his que dari poterunt sufficienter probentur alodialia et ita et taliter quod probatio negativa videlicet quod predium ipsum dicatur allodiale si /<sup>207</sup> permutatio dictarum recognitionum a predicto tempore et citra.

Item quod pro hujusmodi transactione et in eadem contenta non fiat prejudicium alicui tertio heres et si aliquis tertius probare posset vel aliquis de ipsis transigentibus se habuisse et habere aliqua majora directa dominia aliquorum prediorum sitorum et existentium in dicta civitate vel illius territorio cujuscumque qualitatis fuerint que usurpata fuissent et indebite recognita per aliquod jus alias potestatem non habentem quod illi tali tertio vel transigenti nomine proprio non fiat aliquod prejudicium per hujusmodi transactione ad remaneat illi tale jus salvum et illibatum.

Item et pro bono pacis attento quod dicta universitas et illius particulares firmaverunt et ex tunc fundaverunt predicti episcopatus et illius mense quoad concernit et concernere potest probationem dictorum directorum dominiorum pro pocessionibus recognitis prout supra remittet ceddet et dabit ipse reverendus dominus cardinalis de Ursinis uti perpetuus administrator dicte ecclesiae prout presentis transactionis vigore et virtute organo dicti sui domini auditoris et /<sup>207v</sup> procuratoris debita potestate suffulti remittit, dedit et dat omnibus quibuscumque et singulis particularibus hominibus dicte universitatis Forojulii prout quemlibet eorumdem tangit et tangere potest quomodolibet omnia et quecumque et singula arreiragia servitiorum, sensuum et canonum ac laudimiorum et tresenorum propterea debitorum pro prediis ipsis recognitis et existentibus sub directo dominio dicti reverendissimi domini et sue mense episcopalis et ecclesiae et ab eisdem arreragiis universis et singulis ipsorum servitiorum et laudimiorum ac jure trezenorum ex nunc quitat liberat et absolvit omnes et quoscumque qui ad dicta arreiragia tenerentur cum pacto solemno et expresse de non petendo nec aliquam petitionem et demandam minusque compensationem faciendo illo unquam tempore nobis notariis publicis infrascriptis nomine omnium et singulorum quorum interest intererit aut interesse quomodolibet in futurum poterit presentibus stipulantibus solemniter et recipientibus.

Item quod si ubi quatenus aliqua consolidatio utilis domini /<sup>208</sup> cum directo fuisset in jure<sup>235</sup> vel in facto esse usque presentem diem et predia rustica vel urbana cujuscumque qualitatis fuerint et sint per quascumque personas tenta et possessa ceciderint in commissum per cesassionem solutionis canonis vel investituram non receptam aut alias ex quovis capite et alia quacumque causa et quovis modo cogitata vel cogitari poteret ex nunc ipse reverendus dominus cardinalis de

---

<sup>235</sup> fieri



Ursinis ut perpetuus administrator dicti ecclesiae etiam cedet, remittet et donabit dictis singularibus personis quatenus quemdadmodum tangere potest prout presentis transactionis vigore et virtute dedit, remittit et donat ministerio et organo dicti sui domini auditoris et procuratoris dictam consolidationem utilis domini cum directo ipsumque commissum ac omnem penam advectatis nobis notariis publicis premissa stipulatione interveniente presentibus et recipientibus.

Item et pro bono pacis partes ipse ut timetur pro futuro tempore dicto commissum et consolidationi utilis domini cum directo propter cessationem solutionis canonis quod per inter ipsas partes transigentes vel ab ipsis deputatis fiet calculatio et quid et /<sup>208v</sup> quantum ascendunt anno quolibet servitia et canones prediorum que de novo recognosci debet dicto reverendo domino perpetuo admonstratori dictae ecclesiae et summam calculatam et conclusam ipsa universitas una solutione solvet dicto reverendissimo domino et in dicto episcopatu sibi successoribus annis singulis nomine omnium emphiteotarum in die beatae Magdalenae incipiendo primam solutionem in dicta die procime ventura in unum annum et infra unum mensem computtando a die interpelationis ab homine fiendo et hoc ad penam duplicate solutionis canonis pro illo anno si non solvat ipsa universitas infra mensem immediate sequentem et hoc pretextu ipse reverendus dominus nec illius in episcopatu successores qui pro future tempore fuerint aliquo unquam tempore possit nec valeat dare de commissum contra dictas emphiteotas pretextu non solutionis canonis censuum et servitionum et non possit etiam exigere a dictis particularibus sed ab ipsa universitate dicta servitia et canones annuos.

Item transigerunt, pepigerunt et per modum transactionis, conventionis /<sup>209</sup> et amicabilem concordie ac pacti perpetui firmi et validi ac irrevocabilis habiti inter se convenerunt partes ipse et quelibet ipsarum nominibus jamdictis et cum consilio et assensu venerabilis capituli quod emptores et acquirendi(s) predia et possessiones tentas sub directo dominio dicti reverendissimi domini episcopi et sue mense episcopalis teneantur solvere tresena et recognoscere et alia facere que juris sive et consuetudinis dicte civitatis epatere.

Item quod ipse reverendus dominus nec illius in dicto episcopatu successores non poterint retinere ab inde in hantea jure prelationis ipsa predia empta et pocessa sub dicto episcopatus majori directo dominio neque vendere in favore alicujus tertii primum tresenum et jus ipsum prelationis retinendi.

Item transigerunt, pepigerunt et per modum transactionis, conventionis et amicabilem concordie et pacti perpetui firmi et validi ac irrevocabilis habiti inter se convenerunt predictae partes quibus supra nominibus cum assistentia, consilio et assensu dicti venerabili capituli etiam pro jure et interesse ejusdem capituli interveniente quod si cum in supradicta facta transactione cum eodem capitulo de anno predicto millesimo quingentesimo /<sup>209v</sup> vigesimo tertio et die vigesima sexta mensis aprilis furni dicti capituli et illius ecclesiae et domus in quibus erant et effici constructi necnon due domus que fuerant declarate cecidisse in commissum, in quibus universitas ipsa fecit duos furnos, darentur et remitterentur dicte universitati prout fuerunt datte et remisse perpetuis temporibus eadem universitati pro pentione annua quadraginta florenorum per dictam universitatem anno quolibet in dicto festo Marie Magdalenae solvendorum infra mensem a die interpelationis ab homine fiende pena dupli, eo agito expresso pacto quod dictum capitulum non possit pro futuro tempore aliquos furnos publice ad quodendum panes facere nec habere in dicta civitate nec in suburgis illius et quod sit privatam perpetuo facultate a jure concessa abendi consuetudinem, faciendi et tenendi furnos ad quoquendum panes nisi tempore pestis et cum reverendus dominus pro tunc dictus cardinalis de Flisco, dictae ecclesiae perpetuus administrator,

et sua mensa episcopalis pro tunc haberet tertiam partem in duobus furnis et adhuc habeat ipsa /<sup>210</sup> mensa que spe[c]tabant ad ipsum capitulum ut supra remissis ad causam dicte tertie partis in omnibus et per omnia hujusmodi articulus dicte transactionis de ipsis furnis coquens reservabatur et remittebatur beneplacito et voluntati dicti reverendissimi domini cardinalis ita quod si sibi placeret et non dicentiret supradicte remissio dictorum furnorum ad dictam pensionem quadraginta florenorum singulo anno suum sortiretur effectum alias pro infeto haberetur et quia unaquaque pars remaneret in suo integro statu prout erat ante dictam transactionem dictusque reverendissimus dominus cardinalis de Flisco per suas clausa litteras declaverit hoc non velle nihilominus pro bono pacis et concordie, ipse reverendissimus dominus cardinalis de Ursinis, perpetu[u]s administrator dicte ecclesie Forojuliensis, successor dicti reverendissimi domini cardinalis de Flisco, voluit, vult et est contentus quod dictum capitulum dicte transactionis suum plenum sortiatur effectum et illum aprobat in quantum concernit dictam tertiam partem dictorum furnorum ad dictam mensam episcopalem spe[c]tantem et jus decoquendi in illo panes et ipsum capitulum /<sup>210v</sup> dicte transactionis in omnibus et per omnia approbat et amologat et ratificat prout et etiam illum approbat, amologat et ratificat ipsum venerabile capitulum huic transactioni presens et assistens et vult suum integrum et perpetuum sortiri effectum, hoc solum et dumtaxat retinende quod [si per]<sup>236</sup> causam aliquam<sup>237</sup> ipse reverendissimus dominus seu sui in dicto episcopatu successores vel corpus dicti capituli vellent facere unum furnum pro domo et familia episcopali vel firmariorum ejusdem episcopatus et solvi corporis capituli et per solum viventibus in domo episcopali et expensis reverendissimi domini et in suo tinello dicte domus vel expensis corporis dicti capituli in domo capitulari et non pro aliis suppositis a dicto capitulo, quod ipsum furnum possint et valeant facere dummodo in illo aliqui particulares non suppositi et de familia vel alii etiam suppositi et si essent de familia respective ejusdem reverendissimi domini et suorum successorum aut dicti capituli et non viverent in domo episcopali aut in domo ipsius capituli eorumdemque expensis.

Item /<sup>211</sup> transigerunt, pepigerunt et per modum transactionis, conventionis et amicabilis concordie et pacti perpetui firmi et validi ac irrevocabilis habiti inter se convenerunt partes predictae nominibus quibus supra et cum assistentia, consilio et assensu dicti venerabilis capituli quod jus dicti boni denarii insolidum et in totum spe[c]tet et pertineat ac spectare et pertinere debeat perpetuis temporibus et in eterno a[d] dictam universitatem et communitatem civitatis Forojulii pro excubiis custodia maritima speculationibus et explorationibus faciendis pro quibus fuit aliter eslargitum et quod in eodem jure boni denarii exigendi dictus reverendissimus dominus cardinalis de Ursinis ut perpetuus dicte ecclesie administrator nec illius dicte ecclesie et episcopatus successores ullo unquam tempore non possint in dicto jure aliquid nec debeat habere neque percipere nusquam in aliquo se impedire de illius boni denari[i] exatione nec etiam corrigatione nunquam aliquod impedimentum dicte universitate prestare.

Item pepigerunt et per modum transactionis, conventionis et amicabilis concordie et pacti perpetui firmi ac irrevocabilis habiti /<sup>211v</sup> inter se convenerunt dicte partes quibus supra nominibus et cum assistentia, consilio et assensu dicti capituli quod dictus reverendissimus dominus cardinalis de Ursinis uti perpetuus administrator dictae ecclesiae nec illius in dicta ecclesia et episcopatus successores qui pro futuro tempore fuerint<sup>238</sup> et esse poterint non possint neque valeant habere nec prethendere aliquam preminentiam neque aliquo[d] jus ne[c]

---

<sup>236</sup> sin

<sup>237</sup> in quam

<sup>238</sup> dominus

facultatem pro se ipsi, domo sua et familia emendi carnes uno obolo minus pro singula libra quam singuli sives, incole et habitatores alii dicte civitatis nec habendi et emendi pisces pro quatuor denariis seu uno quarto pro singula libra piscium sed quod in emendis ipsis carnibus et piscibus in omnibus et per omnia habeatur et teneatur tanquam unus<sup>239</sup> sivis, incola et habitator, hoc est non possit habere nec emere de ipsis carnibus et piscibus pro majori pretio quam ipsi sives, incole et habitatores dicte civitatis et communi pretio teneatur seu possit emere prout sives, incole et habitatores et quod in aliquo non sit in dictorum carnibus et piscibus /<sup>212</sup> emendi privilegiatus magis quam ipsi sives, incole et habitatores.

Item quia de quinta mensis maii novissime preteriti ad instantiam egregii domini Francisci Saumati, alterius ex regiis procuratoribus presentis patrie, requirentis precipi scindicis et consiliariis dicte civitatis Forojuliensis ne(c) de juribus ad regiam curiam pertinentibus et expe[c]tantibus habeatur transigere, prout fuit factum eisdem preceptum auctoritate et vive vocis oraculo magnifici domini Petri Vitalis alterius ex magnificis dominis presentis patrie rationalibus pena centum marcharum argenti et rebelionis, et de non agendo et contractando quod ceddat aut cedere possit directe seu per oblicum in prejudicium jurium regaliarum et aliorum jurium regionum ejusdem auctoritatis et preminentie cum qua que(s)vis auctoritatis et conditionis cum cominationem quod casu contrario contra eosdem et quemlibet eorum a dicta penarum declaratione procedetur et alias providebitur prout juris fuerit et rationis qui precepto et juri consono et rationalibus ut premittitur facto non fuit contradictum sed a cassando acquitum /<sup>212v</sup> prout acquiesci debuit et debet eo quia ullo unquam tempore non fuerit non dicatur contractum quinimo nec cogitatum aliquem contractum fieri cum aliquo de ipsis juribus ad curiam regiam pertinentibus tum quia non possint tum et quia non volunt sed totis eorundem viribus et posse illa tueri, amparare et deffendere prout actenus deffecerunt eorum laboribus et burse etiam immoderate non parcendo, verum tamen quia pendente indeciso processu ipsorum jurium regaliorum tam coram olim regio consilio et curia parlamenti presentis patrie in locum illius erecta necnon coram pluribus commissariis regia auctoritate depputatis et notanter super juribus depascendi et pasquorum territorii et districtus dicte civitatis hanc videlicet fuerit et sint de dictis juribus an vero non et etiam de portu antiquo quem stagnum et non portum pretendebat reverendissimus dominus Forojuliensis regius auctoritate procurator illum portum pretende fuisse ex sui origine magna et maxima dispendia incommoda damna passa fuit et patitur universitas dicte civitatis et illius particulares in usibus suis depascendi cum eorundem averibus prossis et minutis in dicto territorio quem usum depascendi /<sup>213</sup> nemo est qui nesciat competere cuilibet civi incole et habitatori ejusdem civitatis pro eorundem averibus in ipso territorio eo ipso quod quis est civis incola et habitator et signater passa fuit ex eo et pro eo quia tam parte regia quam parte dicti reverendissimi domini contententi fuerunt immissa tot et tanta averia et de pasquis quod dictus usus ipsorum particularium fuit absorbitus et absorbetur ita quod averia eorundem particularium periunt fame et coguntur alia querere pasqua cum magno prejudicio et interesse et ideo pro consulendo et providendo eorundem indemnitate et ne tam diutius patiantur advisvit et prospexit ipsa universitas cum ambabus ipsis partibus contententibus componere et transigere non super ipso jure depascendi quoad proprietatem et possessionem illius quia super illis nullatenus intendunt nec intendit componere nec quovis modo contractare prout non potest imo in omnibus et per omnia voluit obedire et vult acquiescere dicto precepto penali ut supra facto sed solum et dumtaxat vult opponere et contractare de et super ejusdem universitatis et

---

<sup>239</sup> unius

particularium hominum proprio usu depascendi pro eorumdem averibus et componendo auferre et de medio tollere impedimenta et damna /<sup>213v</sup> injuriosa eisdem illata ad absorptionem dicti eorumdem usus et vult sibi consulere cum utraque etiam parte contendente ac amplius patiatur et non querit nisi predicti sui usus proprii et liberi conservationem et sicut et quemadmodum contractavit super dicto usu proprio conservando cum reverendissimo domino Forojuliensi pro jure suo petento ita vult et intendit contractare et componere si possit eadem universitas cum parte regia ut secure et in omnem litis eventum eidem provideatur et (*blanc*) sit cum ambabus partibus contententibus et non est hoc inconveniens neque a jure prohibitum imo et permissum etiam cum intruso perturbatore aut turbam dare volentem contractare et notanter quia non de et super jure contentioso contractatur sed de et super ejusdem universitatis et particularium usu proprio depascendi debito et competendi eidem universitati et illius hominibus et quem usum neutra pars contendens negat illis ipsi universitati et illius particularibus hominibus competere prout negari non potest et indubitatum de jure est super ipso usu proprio libero et quieto posse ipsam /<sup>214</sup> universitatem et illius particulares contractare et componere ac etiam in iudicium deducendum cum altera ex partibus contrahentibus vel cum utroque simul vel seorsum quia de et super eorumdem jure hoc est usu proprio et non regio vel alieno componunt et contractant. Item<sup>240</sup> in omnibus et per omnia intendunt facere super ejusdem universitatis et particularium usu piscandi in dicto portu antiquo, qui usus piscandi in portu ipso uti publico competit cuilibet particulari, quem dictus reverendus dominus pretendit ipsum stagnum et non portum et suum privatum et non publicum et super dicto solo dumtaxat usu et jure piscandi eidem universitati et particularibus hominibus competente contractavit et contractat eadem universitas et ad eos fines et effectus conservationis dicti usus ideo et propterea quod cum et per et inter egregium dominum procuratorem regium, juncta sibi universitate Forojuliensi pro jure et interesse suis privatis ad causam interveniente<sup>241</sup>, ex una et reverendissimum dominum cardinalem episcopum Forojuliensem pretendentem jura pasquorum non fuisse neque esse de juribus regaliarum et se fuisse /<sup>214v</sup> et esse in possessione seu quasi in eisdem pasquis permittere<sup>242</sup> averia extraneorum libere et sine difficultate ex altera partibus, diussius prosecutus fuerit dictus processus tam coram commissariis regis quam magno consilio regio ad causam etiam dictorum passagiorum et fuerit et sit dictus processus adhuc indecise pendens et nondum decisum an ipsa jura pasquorum fuerint et sint de juribus regaliarum pendenteque dicta decisione desuper fienda ipsa predicta universitas et particulares illius de Forojulio ut supra pati fuerunt et inde patiantur maximum dispendium litigando pro quia averia extranea ad causam depascendi immissa fuerunt et immitantur ac immiti intenduntur per eum qui pretendunt respective habere ipsa prelibate civitatis Forojulii et locorum sibi annexorum ita quod averia dictorum particularium pereant fame et non est equum nec juri consonum quod agris nostris sitientibus esca, ideo pro obviando ulteriori et ampliori dispendio citra tacitam vel expressam confessionem /<sup>215</sup> ejusdem universitatis et ejus particularium ad quam vel quos spectant ipsa jura pasquorum et citra novi juris alieni attributionem prejudicium aliquod ejus vel eorum cui vel ad quos ipsa jura pasquorum spectant et de jure spectare debeant dicta universitas modo premissa congregata et sub premissis protestationibus et declarationibus suae voluntatis necnon et dicti reverendissimi domini Raymundi auditoris et procurator[is] cum assistentia quorum supra et quibus supra nominibus cum consilio et assensu etiam dicti capituli transigerunt, pepigerunt et per modum transactionis, conventionis et amicabilem concordie et pacti

---

<sup>240</sup> idem

<sup>241</sup> intervenientis

<sup>242</sup> permittens

perpetui firmi et validi irrevocabilis habiti inter se convenerunt quod videlicet dictus reverendus dominus cardinalis de Ursinis perpetuus dicte ecclesie Forojuliensis administrator et in eadem ecclesia et episcopatu successores convenerunt et transigerunt nec aliquis pro eis et eorum nominibus possit ab inde in antea in perpetuum ac usque in finem seculi immittere averia aliqua extranea et forensa cujuslibet generis speciei existant et existere possint ipsa averia nisi prius viso et palpato dicto territorio et locorum annexorum herbisque et pasquis in illo /<sup>215v</sup> et illis exressentibus et existentibus anno quolibet per octo vel decem dies ante festum sancti Michaelis per deputandos inc inde duos homines partibus non suspectos et [per] ipsas partes electos juratos et relatione per illos facta de capacitate, possibilitate et facultate ipsorum pasquorum et quot et quanta averia extranea ultra averia dicte universitatis et particularium ejusdem poterunt pro illo anno depasci in ipso territorio et illi annexis et sine aliquo prejudicio et absorbtione pastorgagii et pasqui averiorum ipsius universitatis et particularium quorumcumque. Et ut melius, tutius et commodius possint ipsi deputandi hoc arbitrare existimare et reffere primo loco et ordine tenebuntur suscitare sive videre et intelligere que qualia averia depascibilia fuerint dicte universitatis et ejus particularium et illa reduxere prout solitum est inter expertos et sapitores ipsorum pascuorum et si ipsum territorium seu illius pascua et annexorum solum sufficiat pro averibus ipsius universitatis et particularium quod eo tunc remaneat dicte universitati(s) et particularibus et quod in illo et suis pasquis non immittatur aliquod averium /<sup>216</sup> extraneum et forensium et si inveniatur uberius et valens et potens super et ultra ipsa averia ejusdem universitatis et particularium aliquam certam quantitatem averium extraneorum nutrire et depascere tunc possint immiti proportionabiliter et usque ad illam quantitatem solum et dumtaxat et non ultra ad cognitionem semper arbitrum et extimatorum eorumdem depputatorum seu depputandorum.

Item et cum etiam inter premissas et de quibus in precedentiibus articulo partes pendat processus indecisus super alio articulo portus antiqui aut stagni ejusdem civitatis an videlicet sit et fuerit de jure regaliarum prout non esse pretendit dictus reverendissimus dominus et fuisse et esse in ea possessione seu quasi dandi licentiam piscandi in eo et prohibendi in illo piscationem sine sui licentia et contrarium pretendente regio procuratore quod videlicet uti portus publicus fuerit de ipsis juribus regaliarum cum et sub premissis protestationibus et citra ut in precedenti articulo novi juris attributionem confessionem expressam et tantam ac prejudicium ejus vel eorum ad quem vel quos respective spectet proprietas vel /<sup>216v</sup> possessio dicti portus vel stagni, pro commodo et utilitate dictae universitatis et illius particularium et ad supra narratas fines et effectus, eadem universitas modo quo supra congregata ac dictus reverendus dominus auditor et procurator cum sibi assistentibus quibus supra nominibus, etiam cum consilio et assensu dicti capituli, transigerunt, pepigerunt et per modum transactionis, conventionis et amicabilis concordie et pacti perpetui firmi et validi ac irrevocabilis habiti inter se convenerunt quod videlicet per in perpetuum et usque ad consummationem seculi liceat piscari dicte universitati et ejusdem particularibus omni tempore tam de nocte quam de die ac estate, hyeme, primovere et autumno et cum omni cocumque et singulo ingenio et instrumento ad piscandum aptori conveniendo, cogitato vel in futurum excogitando et cum barchiis et sine barchiis libere, pacifice et quiete et sine aliquali licencia in dicto stagno seu portu ut publico et in qualibet sua parte etiam in ripis et lateribus quibuscumque et quod nullo modo valeat nec possit prohiberi nec interdicti eadem piscatio libera.

/<sup>217</sup> Item et quia dicta universitas habuit, habebat et habet molendina et furnos in regaliis dicte civitatis Forojulii et causam habuit in illis a domino nostro rege et quondam reverendissimus

dominus cardinalis de Flisco episcopus Forojuliensis pretendens jura regaliarum ad illum episcopatum et mensam spectare et propterea voluisset impedire et impedisce eandem universitatem de et super dictis molendinis et furnis regiusque generalis procurator pro jure et interesse regio suscepisset defentionem pro ipsa universitate et diussius simul juncti hoc est dictus regius procurator pro jure regio et ipsa universitas pro jure proprio et privato litigaverunt cum dicto reverendissimo domino cardinale adhuc pendeat et ipsa universitas ad evitandum tot et tanta dispendia que sustinere habuit pro dicto processu valde cup[er]eret et desideraret quantum concernit et tangit solum et dumtaxat interesse proprium et privatum ejusdem universitatis componere prout composuit, reservatis dicte universitati et illesis et intactis semper permanentibus dictis suis molendinis et furnis illisque semper salvis in regaliis contentis, renuncians propterea ut et pretextu hujusmodi transactionis<sup>243</sup> prout hujus transactionis virtute renuntiat liti et cause a dicto processu /<sup>217v</sup> ac litibus et processibus aliis omnibus tam in magno regio consilio et parlamento Provincie et alibi motis etiam de tempore bone memorie domini Rostagni de Anceduno<sup>244</sup> ac prefati reverendissimi domini cardinalis de Flisco et domini Urbani ejus nepotis et aliorum episcoporum Forojuliensium predecessorum ipsius reverendissimi domini cardinalis de Ursinis tam active quam passive in quantum tamen concernit et tangit prout supra ac tangere et consernere potest solum et dumtaxat jus et interesse privatum ejusdem universitatis citra tamen confessionem aliquam tacitam vel expressam novique juris attributionem ac prejudicium aliquale ejus vel eorum ad quem vel quos de jure spectant vel spectare debeant jura ipsa contentiosa et non alias aliter nec alio modo de quo expresse semper continue et solemniter fuit protestatus et protestatur.

Item transigerunt, pepigerunt et per modum transactionis, conventionis et amicabilis concordie et pacti perpetui firmi et validi ac irrevocabilis habiti inter se convenerunt dicte partes quibus supra nominibus quod prelibatus reverendus dominus cardinalis de Ursinis per se et suos in dicto episcopatus successores renuntiabit equidem liti et causa et omnium et /<sup>218</sup> singulorum supradictorum in antecedenti capite specificatorum processuum exorditorum contra dicta[m] universitatem et quamplurimos ejusdem civitatis particulares et tam criminales quam civiles et in quibuscumque curiis etiam spirituali vel temporali Forojuliensibus et in curia parlamenti presentis patriae et in magno regis consilio et tam ejusdem reverendissimi domini moderni perpetui administratoris dictae ecclesiae et episcopatus quam dicti reverendissimi domini de Flisco ac reverendi domini Urbani ejus nepotis et aliorum episcoporum Forojuliensium predecessorum prout presentis transactionis virtute renuntiat ministerio et organo dicti reverendi domini sui auditoris et procuratoris cum sibi assistentibus consilio et assensu dicti venerabilis capituli omnibus quibuscumque et singulis ipsis processibus civilibus et criminalibus pendentibus tam coram dicta curia parlamenti quam dicto magno consilio vel aliis quibuscumque curiis contra dictam universitatem aut contra quascumque personas illius et de civitate Forojulii existentes uti sives, incole et habitatores et litibus et causis eorundem et singulorum processuum et econverso ipsa universitas cedit litibus, causis, juribus /<sup>218v</sup> ut supra ipse episcopus facit.

Item transigerunt, pepigerunt et per modum transactionis, conventionis et amicabilis concordie ac pacti perpetui firmi et validi ac irrevocabilis habitis inter se convenerunt dicte partes quibus supra nominibus cum assistentia, consilio et assensu etiam dicti capituli quod, si contigerit aliquos officarios temporales institui etiam cives et incolas dicte civitatis per dictum reverendissimum

---

<sup>243</sup> transactiones

<sup>244</sup> Ancedinio

dominum vel illius in dicto episcopatu successores qui male versentur et minus bene se gerant in suo officio, quod tunc ipse reverendissimus dominus et illius in episcopatu successores seu eorumdem vicarii provideant quod tales officarii faciant eorum debitum ac scindicenter.

Item transigerunt, pepigerunt et per modum transactionis, conventionis et amicabile concordiae ac pacti perpetui firmi et validi ac irrevocabilis habitus inter se convenerunt ac dicte partes quibus supra nominibus quod condemnationes expensarum, sumptuum et damnorum et interesse per dictum magnum regium consilium hinc inde facte compensentur invicem et quod una pars non possit de eisdem ab altera parte aliquid petere nec econtra sed quod ab illis /<sup>219</sup> remaneat quita, liberata et absoluta prout partes transactionis virtute quitatur, absolvitur et liberatur una alteri et altera alteri.

Item transigerunt, pepigerunt et per modum transactionis, conventionis et amicabile concordiae ac pacti perpetui, firmi et validi ac irrevocabilis habitus inter se convenerunt dicte partes quibus supra nominibus quod per premissa seu aliquod premissorum non intellexerunt nec intendunt in aliquo prejudicare juribus domini nostri regi(i)s imo intendunt ipsae partes quod in omnibus et per omnia reservetur consensus et beneplacitum sanctissimi domini nostri papae ac prefati domini nostri regi(i)s sive dicte suae supremae curiae parlamenti sy opus et necesse fuerit et sic illorum beneplacito semper salvo si et quatenus expediat et necesse fuerit.

Item transigerunt, pepigerunt et per modum transactionis, conventionis et amicabile concordiae ac pacti perpetui, firmi et validi ac irrevocabilis habitus inter se convenerunt dictae partes quibus supra nominibus quod dictus reverendus dominus cardinalis de Ursinis teneatur et debeat hinc ad sex menses proxime venturos ratificari et approbari facere /<sup>219v</sup> in bona et sufficienti forma hujusmodi transactionem et omnia in ea contenta reverendo domino Leoni de Ursinis cui ut dicitur resignavit dictum episcopatum Foro Juliensem et de illo ut dicitur fuit provisus.

Item transigerunt, pepigerunt et per modum transactionis, conventionis et amicabile concordiae ac pacti perpetui, firmi et validi ac irrevocabilis habitus inter se convenerunt dicte partes quibus supra nominibus quod pro validitate, robore et efficac[i]e perpetua hujusmodi transactionis interveniat auctoritas et confirmatio etiam ex certa scientia sanctissimi domini nostri papae et suae sanctae sedis apostolicae cum clausulis necessariis pariter et opportunis omnes defectus supplendo et hoc expensis communibus ipsarum partium transigentium quoad ipsam confirmationem ex certa scientia et fieri debeat eadem roboratio et confirmatio infra duos annos.

Item transigerunt, pepigerunt et per modum transactionis, conventionis et amicabile concordiae ac pacti perpetui, firmi et validi ac irrevocabilis habitus inter se convenerunt dictae partes quibus supra nominibus quod pro /<sup>220</sup> majori observantia et manutentione hujusmodi transactionis et contentorum in eadem ipsa transactione arresto curiae parlamenti predictae presentis patriae et illius auctoritate roboretur et muniatur et quod partes ipsae transigentes ad perpetuo illa observanda per arrestum executum de consensu partium ferendum condemnentur.

Item transigerunt, pepigerunt et per modum transactionis, conventionis et amicabile concordiae ac pacti perpetui, firmi et validi ac irrevocabilis habitus inter se convenerunt dictae partes quibus supra nominibus quod mediantibus premissis sit pax, concordia perpetua, unio et tranquillitas inter partes ipsas transigentes.

Renuntiantes dictae partes et earum quilibet ut tangetur videlicet idem reverendus dominus audictor cum assistentibus ac consilio et assensu dicti capituli ex una et homines supranominati ex altera partibus per se et suos et quibus supra nominibus scienter et expresse exceptioni presentis transactionis, pactionis et capitulorum conventionis per easdem partes seu earum altera dictis nominibus non sicut premittitur factum, non concessum et non celebratum /<sup>220v</sup> in modum

premissum et ex causa superius declarata speique futurae celebrationis earumdem et omni alii doli, mali, exceptioni, actioni, infractioni et conditioni indebitis sine causa justa vel injusta causa ita quod non possit simul vel divisim aut altera ipsarum ut tangitur possit in aliqua dicere, objicere, pretendere seu etiam allegare in iudicio sive extra, rem seu rei veritatem aliter se habere vel processisse quod in hoc presenti publico instrumento per omnia dignoscitur contineri.

Has autem transactionem, pactionem et capitulorum supra declaratarum conventionem et amicabilem concordationem firmam, validam ac irrevocabiliter supra factas et concessas ceteraque omnia universa et singula supra et infra in hoc presenti publico instrumento contenta prout superius descripta sunt et inferius describuntur promiserunt et solemniter convenerunt dicte partes et earum utraque ut tangitur cum assensu, assistentia et consilio jamdictorum per se et suos quibus supra nominibus sibi ad invicem et vicicim mediantibus stipulationibus hinc inde /<sup>221</sup> per se et suos intervenientibus videlicet una alteri et altera alteri ratas, gratas et firmas rataque, grata et firma habere, tenere, servare, gerere et custodire contraque in aliquo nunquam facere, dicere vel venire per se aut aliam interpositam personam, nullam contrariam exceptionem vel actum contrarium opponere per quam quod premissis vel aliquibus premissorum desrogetur serventurque ilesa pariter et inconcussa sub expressa ypoteca et obligatione omnium et singulorum bonorum et jurium dicti reverendissimi domini administratoris respective et prout tangitur et tangere potest eundem reverendissimum dominum administratorem ac capitulum et dicti sui episcopatus ex una et dicte universitatis et illius corporis, mobilium et immobilium presentium et futurorum et sub refectione integraque esmenda et satisfactione omnium sumptuum, damnorum, interesse, gravaminum et expensarum quos, quas, quae et quod alteram ipsarum partium jamdictarum culpa aut defectu alterius partis et e /<sup>221n</sup> contra litigando aut alias quovismodo pro firmitatis obtentu et inviolabili observantia omnium et singulorum premissorum insolidum vel in parte.

De quibusquidem sumptibus, damnis, interesse, gravaminibus et expensis credere et stare promiserunt dictae partes et earum utraque cum consensu et assistentia jamdictis prout tangitur per se et suos quibus supra nominibus videlicet soli et simplici verbo alterius partis et econverso premissa a se promissa ut tangitur observare sine juramento testibus et omnia alia protestatione quacumque sub expressa ypoteca et obligatione premissa pro quibus omnibus universis et singulis supradictis melius, utilius, firmiter et validius attendendis, complendis et inviolabiliter observandis dictus reverendus dominus auditor et procurator cum consilio assensu et assistentia jamdictorum ex una et homines supranominati et quilibet eorum et quibus supra nominibus ut tangitur ab alia partibus obligaverunt et submiserunt omnibus curiis spiritualibus et temporalibus presentis patriae /<sup>222</sup> Provinciae et earum viribus, stillis et coercionibus excepta curia camere regie rationum civitatis Aquensis et cujuslibet earum in quibus seu earum altera hoc presens publicum instrumentum ostendi contigerit seu produssi sic et taliter ac de pacto quod de una curia ad aliam trahi et mutari possit actio et haberi recursum nullo fori declinatori exceptione obstante quamquam in alium iudicium fuerit inceptum, super quibus omnibus universis et singulis jamdictis et de partes et earum quaelibet prout tangitur cum assensu et assistentia jamdictis per se et suos a quibus supra nominibus scienter et expresse renuntiaverunt omni juri juvanti deceptos omnique juris et facto ignorantiae et omni errori, calculi, petitioni et oblacioni libelli et alterius cujuscumque petitionis simplicis vel solemnis ac litis contestationis et exceptionis non sic celebrati contractus et aliter fuisse dictum quam scriptum et econtra et juri dicenti transactionem extra iudicium factam transigenti non posse prejudicare iurique dicenti ubi in die inceptum est ibi finis accipere debet et conventos non coram suo iudice posse forum declinare /<sup>222v</sup> forique eorum



privilegio et beneficio apelationis et contradictionis cujuslibet induxiis viginti dierum et quatuor mensium feriisque messium et vindemiarum et demum omni alii et exceptioni, defentioni, tuissoni, rationi et juri divino et humano<sup>245</sup>, usui et consuetudine, novo et veteri, canonico et civili, quibus mediantibus contra premissa vel aliquid premissorum possint praedictae partes seu altera ipsarum possit se in aliquo juvare, deffendere et tueri et juri dicenti generalem renuntiationem non valere nisi precesserit specialis itaque tantum valeat ei generalis renuntiatio ac si omnes et singuli casus utriusque juris necessariii ibidem essent expressi, que premissa omnia alia et singula attendere, complere et inviolabiliter observare et contra non venire promiserunt dictus reverendus dominus auditor et eo nomine jamdicto cum consilio, assensu et assistentia jamdictorum dicti vero reverendus dominus prepositus, archidiaconus, sacrista et Fenilis canonici ad pectus ipse reverendus dominus /<sup>223</sup> prepositus more prelatorum, ceteri vero religioso ritu, ipsi vero domini scindici, consiliarii et alii supranominati scripturis sponte corporaliter tactis manibus eorum et quilibet ipsorum dextris juraverunt.

De quibus omnibus universis et singulis premissis dicte partes contrahentes nominibus quibus supra petierunt et quilibet ipsarum petiit eidem fieri publicum et publica instrumentum et instrumenta unius et ejusdem tenoris per nos notarios publicos infrascriptos quod et que possint et valeant dictari, corrigi, refici, meliorari semel et pluries, productum in judicio vel non produ[c]tum ante litium contestationem vel pro consilio et dictamine unius aut plurium in jure periti vel peritorum, substantia tamen facti in aliquo non mutata sed in omnibus observata.

Acta fuerunt hec omnia publicae ForoJulii et in choro ecclesie cathedralis, presentibus ibidem nobilibus et discretis viris Anthonio Pugeti filio quondam Raymundi domino de Castueili Aquensis diocesis, Gaspare Crotto juris professore de Rocquebruna, Anthonio Murri ville regie Leonicarum, Nicolao /<sup>223r</sup> Juoris alias Levini de Arcubus, Sebastiano Grans de Barcelona, Andrea Gini clerico Niciensi et Bonifacio Aone habitatore ville regie Draguiniani, testibus ad premissa vocatis et rogatis.

/<sup>224</sup> Constitution d'un officier à la ville de Draguignan auquel  
la communauté donne une maison pour son habitation

*1530, 26 septembre. Draguignan. – Tractations entre l'évêque de Fréjus et la communauté de Draguignan, qui s'engage à fournir un local apte à abriter le tribunal épiscopal annexe que l'évêque envisage de créer dans cette ville.*

Anno nativitatis Domini millesimo quingentesimo trigesimo et die vicesima sexta mensis septembris, regnante domini nostro Francisco etc. Notum sit quod, cum a pluribus annis citra etiam vivente reverendo domino Nicolao de Flisco, presbitero cardinale sancte Romane ecclesiae, ForoJulienſi episcopo, tractatum fuerit de providendo, collocando et transmutando in vila regia Draguiniani ForoJulienſis diocesis de uno officiali perpetuo qui cognitionem causarum tam civilium<sup>246</sup> quam criminalium haberet et in eadem villa Draguiniani cederet<sup>247</sup>, tam per vicarios, procuratores et alios servitores ejusdem reverendissimi domini cardinalis de Flisco ex una et deputatos et electos tam per dictam universitatem ville Draguiniani quam per consilium universale locorum totius diocesis propterea in ipsa villa Draguiniani congregatum et celebratum

---

<sup>245</sup> humana

<sup>246</sup> civilem

<sup>247</sup> cetera

constantibus variis et diversis ordinationibus tam per honorabilem virum magistrum /<sup>224r</sup> Joanne Barcellona notarium publicum dicte universitatis scribant quam alios inde in dicto officio successores sumptis et receptis ad quos relatio habeatur fueritque tandem dictum tractandum in parte et pro certo tempor(a)e ad effectum deductum et in dicta villa<sup>248</sup> Draguinani certo temporis spatio moram fecit et pro tribunali sedendo causas tam civiles quam criminales fere totius dicte diocesis audivit et terminavit, verum quia causante peste in dicta ville Draguinani vigente supervenienteque deinde bello Hispanorum in presenti patria Provincie ac subsecuta morte ipsius reverendissimi domini cardinalis de Flisco, dictus officiaris ad propriam cedem et dictam civitatem Forojulii redire fuit obstrictus non sine magno incomodo, dispendio et jactura diocesanorum dicte diocesis ac incommodo ipsius reverendissimi domini et suae curiae detrimento et propterea consilium modernum dicte ville Draguinani pro restauratione et reductione dicte curiae ac constitutione unius officiale perpetui in ipsa villa Draguinani in centro /<sup>225</sup> et medio dicte diocesis constituta cum omnimoda potestate deputaverit et elegerit nobiles et egregios viros dominos Honoratum Bocque, Ludovicum Barcellona consules dicte universitatis, Honoratum Raphaelis, Joannem Ludovicum Elzeari, Siacum Jaumetelli, Joanni Textoris, Honoratum Fulconis et Ludovicum Richardi tam jurium doctores, licentiatos et jurisperitos quam mercatores respective ejusdem ville Draguinani specialiter et expresse ad requirendum seu fieri faciendum reverendissimum dominum Franciotum cardinalem Ursinum administratorem perpetuum dicti episcopatus Forojuliensis seu reverendum dominum Leonem Ursinum electum episcopum ejusdem civitatis quatenus vellet et dignetur in dicta villa Draguinani providere de uno officari perpetuo qui cognitionem causarum civilium et criminalium habeat locorum dicte diocesis et alias juxta capitula per ipsos depputandos fienda si eisdem reverendissimis videatur necnon et offerendum eidem una[m] domum aptam et sufficientem pro mantione ipsius /<sup>225r</sup> domini officialis perpetui et ejusdem curie servitorum tribunali que et carceribus sumptis ipsius universitatis, ut latius de premissis depputatione et ordinatione constat in libro ordinationum consilii ejusdem universitatis sub anno presenti millesimo quingentesimo trigesimo et die vicesima secunda mensis julii descripta manu magistri Andree Moteti notarii publici et dicti consilii scriba, hinc igitur fuit et est quod anno et die in principio hujus publici instrumenti annotatis constituti in presencia mei notarii publici et testium subscriptorum [pr]efati et supranominati consules et deputati, insequentes potestatem illis per dictum consilium tributam, gratis, liberaliter et sponte, nomine dicte universitatis Draguinani et particularium ejusdem per modum universi eisdem reverendissimis dominis cardinali administratori et episcopo electo et cuilibet<sup>249</sup> ipsorum quem negotium hujusmodi tangit licet absentibus reverendo domino Jacobo Giraudi, jurium doctore et officiali dicte civitatis Forojulii, meque notario publico infrascripto pro eisdem et cuilibet<sup>250</sup> ipsorum ac vice et nomine ac pro parte eorundem et suorum in /<sup>226</sup> dicto episcopatu successorum stipulantes solemniter et recipientes, dare, tradere et expedire promiserunt unam domum sufficientem et honestam in ipsa villa Draguinani pro mantione jamdicti officialis perpetui et officiariorum ac tribunali et carceribus et adveniente casu solum et dumtaxat quod dicti reverendissimi domini vellent dictum officialem perpetuum creare, erigere et ordinare in ipsa villa Draguinani cum omnimoda potestate et causarum cognitione superveniente super et auctoritate et confirmatione apostolica prout ex nunc et pro tunc, eo casu adveniente, dictam domum ut suprafactam et honestam donant eisdem reverendissimis dominis et suis in

---

<sup>248</sup> ville

<sup>249</sup> quilibet

<sup>250</sup> quilibet

dicto episcopatu successoribus donatione pura, mera, que fit et fieri dicitur inter vivos, nullo casu excepto infrascripto revocande videlicet quod casu quo contingeret effatam curiam Forojuliensem seu dictum constituentem officialem revocari seu ab eadem villa Draguiniani resedere<sup>251</sup> et ad civitatem Forojulii predictam reverti seu ad alium quemcumque locum quod ex tunc dicte domus ipso facto revertatur ad dictam universitatem p[ro]p[ri]o jure possitque ipsa universitas seu /<sup>226v</sup> consules ejusdem possint propria auctoritate possessionem attentam ipsius domus absque alicujus judicis seu pretoris licentia apprehendere illamque tenere et possidere ac de ipsa disponere prout unusquisque vere dominus de re sua propria facere potest et debet durante tempore absentiae ejusdem officialis et dictae curiae, renuntiantes et dantes, cedentes etc. omnia jura omnesque actiones et rationes etc. constituentisque se teneri nomine dictorum dominorum administratoris et electi ac precariorum donec etc. et animo transferendi etc. ad autem etc. sub esmenda refectione etc. de quibusquidem damnis etc. sub expressa<sup>252</sup> hipoteca et obligatione omnium et singulorum bonorum dicte universitatis Draguiniani mobilium et immobilium, presentium et futurorum etc. quequidem bona omnia presentia et futura juxta potentiam eisdem attributam obligaverunt curiis camere et ordinarie civitatis Aquensis, ordinarie ville Draguiniani spirituali Forojuliensis et demum generaliter etc. super quibus renuntiarunt omnibus et singulis juribus dicentibus donationem /<sup>227</sup> revocari non posse et omnibus aliis etc. renuntiantes etc. jurantes etc. de quibus etc. Actum Draguiniani videlicet in aula domus habitationis dicti domini Testoris, testes magister Stephanus Raphaelis, nobilis magister Petrus Fabri notarius de Draguiniano, Hugetus Ruffi de eodem et ego S. Clerici notarius.

Pro reverendo domino episcopo Forojuliensi domino Liono Ursini  
registratio denunciamenti ejusdem in regia computarum camera per  
Joannem Baptistam de Massariis ejus procuratorem traditi virtute procurae  
inferius incerte facte ex ordinatione magistrorum dominorum camere predictae  
hac die septima martii millesimo quingentesimo tricesimo septimo

*1537, 7 mars. Aix. – Hommage, aveu et dénombrement par l'évêque de Fréjus devant la chambre des comptes de Provence.*

C'est l'adveu et denombrement que /<sup>227v</sup> mect et baille par devant vous messieurs les president et maistres rationnaux de la chambre des comptes du roy nostre sire en ce pays et comté de Provence reverend pere en Dieu messire Lyon Ursin, esleu evesque de Fréjus, seigneur et conaigneur temporel des places, terres, seigneuries et jurisdictions cy après mentionnées suivant la forme, teneur et commandement des lettres patentes, requerant le tout estre receu, archivé et registré en ladicte chambre des comptes pour la conservation des droictz tant dudit seigneur que siens.

Premierement tient et possede ledit évesque esleu de Fréjus audit pays et comté de Provence la seigneurie dudit Fréjus et jurisdiction *omnimode mere et mixte impere alte, basse* et moyenne des hommes dudit Fréjus et punition des delinquans audit Fréjus et son terroir tellement s'il /<sup>228</sup> y a quelqu'un faissant que merite punition corporelle la cour dudict évesque retient les biens dudict

---

<sup>251</sup> residere  
<sup>252</sup> expresso

delinquant et remect le delinquant aux officiers dudit sieur et audit Fréjus a mollin et partie des fourtz, passages, pasturgages, cabestrages, averages, bancz et inquantz.

Item comme dessus est seigneur de Fayence, Puget et S<sup>t</sup>-Raphel *insolidum* et conaigneur de Bagnolz, Montaurous, Seillans, Bargemon, Favas, Rocquebrune, Pallayson, Revest, Villepeys, Saint-Julien et Ramatuelle.

C'est le denombrement des biens immeubles que sont audit seigneur esleu évesque dudit Fréjus aux terres et places cy-dessus nommées et desquelles ledit seigneur est en coustume iceux pouvoir donner et alienner par accapte a grand, petit et moyen service, soy retenant ledit sieur la directe d'iceux, /<sup>228v</sup> droictz d'investiture, tresains, lausimes toutes et quantes fois que se vendent et allient de personne en personne et tout ainsy que a accoustumé tant par luy que de ses predecesseurs de ce faire :

- premierement tient audit Fréjus la maison episcopalle
- item un estable avec un jardin
- item une ferrage sive terre a S<sup>t</sup>-Rocq
- item un pred appellé le Grand Pred confrontant le pred de m<sup>r</sup> de Cucuron et le chemin public
- item un autre pred appellé le Pred Reddon confrontant avec le chemin public et la terre de Firmin Caude
- item une terre au Cap d'Argens confrontant avec la terre de Guillaumes d'Estelle et le fleuve d'Argens
- item une autre terre appellée les Garoues confrontant avec les terres de l'hospital et de Bernardin Gaybier
- /<sup>229</sup> item les droictz des fours dudit Fréjus
- item souloit prendre services, tresains, passages, pasturgaiges, cabestrages, averages, bancz, inquans, lesquelz maintenant prennent les officiers du roy nostre sire *et lis pendet de eis indecisa coram magno et eminenti consilio.*

Du Puget :

- premierement une terre appellée l'Isle confrontant avec le fleuve d'Argens d'une part et de l'autre le beal du moulin
- item une terre appellée les Condamines confrontant avec le fleuve d'Argens d'une part et de l'autre les terres du chappitre de Fréjus
- item une terre al Pont de Rore confrontant avec le beal du moulin et avecques la terre du commandeur de Rocquebrune
- item les moulins avec une possession contigue devant lesdits moulins
- item les droictz d'aubergues et de fourts.

/<sup>229v</sup> A Rocquebrune :

- premierement une terre a la Rocque confrontant avec la terre des heritiers de Jacques Barbier et de Lasarin Bourgoignon et la riviere d'Argens
- item une ferraye al Cappon confrontant avec le fleuve d'Argens et les terres de m<sup>e</sup> Pierre Gillet
- item une terre au Pred de Baron confrontant avec la terre de m<sup>e</sup> Melchion Auffredy et un pred dudit évesque

- item une terre aux Gorgas confrontant avec les terres de l'abbaye du Thoronet et de la chappelle de m<sup>e</sup> Jean Second
- item une terre al Transversier confrontant avec la terre de l'abbaye du Thoronet et le chemin publicque
- item une terre audit Transversier confrontant avec la terre de m<sup>e</sup> Jacques Grand et le chemin publicque
- /<sup>230</sup> item une terre en Vinhal confrontant avec les terres de monsieur de Rocquebrune et l'abaye du Thoronet
- item une terre au Cottonnier confrontant avec la terre de Bernardin Bonaud et de Sebastien Rigord
- item une terre au Fornel avec le bois confrontant avec les terres de Guillaume Marquès et de Louis Barjac et le fleuve de Fornel
- item une terre a la Grange d'Allion confrontant avec les terres de m<sup>e</sup> Melchion Auffredy et le chemin publicque
- item un pred au Vinal de trois journades confrontant avec les terres de Bernardin Bonaud et dudit évesque
- item un autre pred en les Salles d'une journade confrontant les terres de Bernardin Bonaud et Sebastian Guerin
- item un autre pred au Pred de Baron de douse journades confrontant avec les terres de monsieur de Rocquebrune, Lazare Negre et /<sup>230r</sup> le chemin
- item un autre pred a la Rocque de deux journades confrontant avec la vigne de Dosolin et Louis Brunel
- item une terre a la Valette confrontant avec la terre des heritiers d'Estienne Aufredi et le valat que tombe en Argens.

#### A Villepeys :

- premierment une terre a terre longue confrontant avec la terre de Bernardin Bonaud et le fleuve d'Argens
- item une terre a la Clavelade confrontant avec la terre du prieur de Villepeys et ledit fleuve d'Argens
- item une autre terre a la Clavelede confrontant avec la terre d'Anthoine Gaibier et la terre de Saint-Pierre
- item une terre soute Villepeys confrontant avec la terre de Pierre Alibert
- /<sup>231</sup> item un pred et terre soubz Villepeys confrontant avec les terres de Bernardin Bonaud et un pred de Rocquebrune
- item une terre a la Brotieyo confrontant avec le fleuve d'Argens et Claude Boisson
- item une autre terre aux Sochasses confrontant avec la terre de Pierre Alibert et de m<sup>e</sup> Monnet Boisson
- item une autre terre audit Villepeys confrontant avec la terre des heritiers d'Anthoine Charles et avec le bosc
- item les droictz des herbages et cabestrages, lesquelz tient le roy nostre sire *et lis pendet super eis pro ut supra.*

#### Au Revest :

- les pasturgaiges, passages et autres droictz lesquelz tient le roy *et pendet lis prout supra.*

A S<sup>t</sup>-Raphel :

- /<sup>231v</sup> toute la jurisdiction et droictz d'icelle.

## A Pallayon :

- prend ledit sieur esleu evesque de Fréjus certains droictz audit lieu de Pallayon ensemble les autres conaigneurs dudit lieu.

## A Ramatuelle :

- prend ledit sieur evesque certains services.

## A Bagnoux :

- la jurisdiction dudit lieu et droictz d'icelle
- plus le droict des fourtz, moulins et tresains
- les herbages, passages et bancz tient le roy nostre sire *et lis pendet* comme dessus.

## A Montauroux :

- la jurisdiction dudit lieu et droictz d'icelle
- /<sup>232</sup> plus les droictz des fours et de deux moulins a Siagne
- item les services et tresains
- les herbages, passages et boscsages tient le roy nostre sire *et super eo pendet lis uniti* comme dessus.

## A Fayence :

- ou est la maison et chasteau
- item y prend la jurisdiction et droict d'icelle
- item les droictz des fours, moulins, services et tresains
- item un pred appelé la Grand Ferraye confrontant avec le grand chemin et avec le jardin de m<sup>e</sup> Mittre de Gordono et avec le jardin de Baptiste Gardane
- item un pred en Garrelle confrontant avec Anthoine Honorat et avec le pred de Louis Augeri
- item un pred a la Bono Font confrontant /<sup>232v</sup> avec le chemin public et jardin de Jacques Durand
- item un pred a Briangon confrontant avec le chemin que s'en va a Nostre-Dame et avec la terre des heritiers d'Anthoine Segond
- item un pred appelé le Pred du Prestre confrontant avec le chemin pour aller a Seillans et le pred de Paulet Perrache
- item une terre auprès le Grand Ferraye dudit evesque et auprès le pred de Boniface Capari
- item un verger aupred le Chasteau qui est pour l'usage du clavaire qui si tient audit Fayence
- les herbages, passages et certains autres droictz les tient le roy *et pendet lis super eisdem ut supra.*

A Seillans :

- primo la jurisdiction et droict d'icelle /<sup>233</sup> ensemble les autres conseigneurs dudit lieu et les droictz des services et tresains.

A S<sup>t</sup>-Julien :

- la jurisdiction et droictz d'icelle avec les autres conseigneurs et le Devenson.

A Bargemon :

- la jurisdiction et droictz d'icelle avec les autres conseigneurs ensemble les droictz de service et tresains et autres certains droictz.

A Favas :

- la jurisdiction *insolidum* et droictz d'icelle et le roy nostre sire le tient *et pendet lis prout supra pro eisdem*.

Et le tout selon et ensuivant la coustume de ce present pays de Provence a laquelle n'entend de déroger ne porter aucun prejudice ne donner aucun nouveau droit au roy nostre sire ne se contraindre a autre /<sup>233v</sup> nouvelle sujexion plus que ladite coustume porte, de quoy a protesté et proteste.

Et pareillement a protesté et proteste que s'il y avoit mis en ce present denombrement chose qu'il ne tienne et autrement qu'il ne fut convenable que pour ce ne luy soit fait aucun damage ny prejudice et pareillement sy rien avoit laissé de mettre en ce present denombrement que feut de mettre que le luy soit loisible adjouster audit present denombrement toutes et quantes fois que luy viendra a notice lesquelles protestations a requiert et requiert estre receues et acte du present desnombrement et protestations que dessus luy estre fait pour sa future cautelle, signé J.-Baptiste de Massaris.

#### Requeste

Messieurs de la chambre des comptes sera le bon plaisir de voz benignes graces recevoir le desnombrement que /<sup>234</sup> par devant vous mect et baille reverend pere en Dieu messire Lyon Ursin esleu evesque de Fréjus en execution des lettres royaux et faites bien, signé Jean-Baptiste de Massaris.

#### Decret

Videat regius procurator actum in camera die prima martii millesimo quingentesimo vicesimo septimo.

#### Dire des gens du roy

Sauf en tout et par tout le droict du roy *et eo semper salvo citraque acceptationem dicti dinumeramenti in quantum dimunerat jurisdictionem, jura regaliarum et alia possessa per regem ex arreata magni consilii regii novique juris attributione reservatisque dictis juribus ad regem pertinentibus salvaque prosecutione juris regii etiam ad commissum non impedimus registrationem*, signé Thadei.

Ordonnance

M. D. reservatis juribus de quibus /<sup>234r</sup> in responentione regii procuratores salvoque jure regio et novi attributionis <sup>253</sup> sub qualitatibus de quibus in eadem responentione jubent dictum dinumeramentum registrari et archivari. Actum in camera die septima martii millesimo quingentesimo tricesimo septimo, signé Pelicot.

#### Procure

In nomine Domini amen. per hoc presentem et publicum instrumentum cunctis pateat evidenter et sit notum quod anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo tricesimo quarto indictione septima die vero decima sexta mensis novembris pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Pauli divina providentia pape tertii anno primo, in mei notarii publici testiumque infrascriptorum ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum presentia personaliter constitutus illustrissimus et reverendus dominus Leo Ursinus electus Foro Juliensis sponte et ex ejus certa scientia citra tamen quorumcumque procuratorum suorum per eum actenus quomodolibet /<sup>235</sup> constitutorum revocationem omnibus melioribus modo, via, jure, causa et forma quibus magis melius tutius et efficacius potuit secure et debuit fecit, constituit, creavit, nominavit et solemniter ordinavit suos veros certos legitimos et indubitatos procuratores, actores, factores negotiorumque suorum infrascriptorum gestores, actores ac nuntios speciales et generales ita tamen quod specialitas generalitati non derroget nec econtra videlicet nobiles et egregios viros dominum Joannem Feutrerii, jurium doctorem civitatis Foro Julii, et Joannem Baptistam de Massariis loci de Gaingano Sabinensis diocesis et eorum quemlibet insolidum ita quod non sit melior conditio primitus occupantis ac deterior subsequens sed quod unus inceperit eorum alter id prosequi mediare terminareque valeat et finire ac ad effectum debitum et finem perducere scilicet specialiter et expresse ad ipsius illustrissimi reverendi domini constituentis nomine et pro eo prestandum et quatenus opus sit homagium et juramentum fidelitatem christianissimo domino Francorum regi comiti Provincie in manibus domini senescalli Provincie /<sup>235r</sup> aut sui locumtenentis vel alterius ad id potestatem habentis ratione temporalitatis quam tenet et habet causa sui episcopatus in civitate Foro Julii et in omnibus aliis locis et castris tam habitatis quam inhabitatis in dicta diocesi tam insolidum quam in parte et generaliter omnia alia et singula faciendum gerendum dicendum exercendum et procurandum que in premissis et circa ea necessaria fuerint seu quomodolibet opportuna et que ipsemet illustrissimus et reverendus dominus faceret et facere posset si premissis omnibus et singulis presens et personaliter interesset etiam si talia forentque mandatum exigent magni speciale quam presentibus est expressum, promittens insuper idem reverendus dominus constituens mihi notario publico infrascripto tamquam comuni et auctentice persone presenti stipulanti et recipienti vice et nomine omnium et singulorum quorum interest intererit aut interesse poterit quomodolibet in futurum se ratum gratum atque firmum perpetuo habiturum totum id et quicquid per dictos suos procuratores vel eorum alterum actum dictum factum gestum procuratum/<sup>236</sup>ve fuerit in premissis vel aliquo premissorum relevans nihilominus ex nunc et relevare volens eosdem procuratores ab omni onere satisfaciendi iudicioque sisti et iudicatum solvi cum suis clausulis et capitulis necessariis et opportunis sub expressa ypoteca et obligatione omnium et singulorum bonorum suorum mobilium et immobilium presentium et futurorum ac sub omni juris et facti renuntiatione ad hec necessaria pariter et cauthella super quibus omnibus et singulis premissis idem reverendus dominus constituens sibi a me notario publico et

---

<sup>253</sup> attributionem



infrascripto unum vel plura publicum seu publica fieri atque confici petiit instrumentum et instrumenta. Actum in castro Montis Rotundi Sabinensis diocesis in palatio dicti illustrissimi et reverendi domini constituentis et in camera habitationis ejusdem, presentibus venerabilibus et egregiis viris dominis Francisco Millonis presbitero Forojuliensis diocesis et Laurentio Lauro clerico Spoletaneum, testibus ad premissa vocatis atque rogatis et quia ego Augustinus Bonicimus clericus /<sup>236v</sup> Sarsanensis diocesis publicus apostolica autoritate curieque causarum camere apostolice notarius de premissis rogatus illa omnia annotavi id circo presenes publicum instrumentum manu aliena fideliter scriptum subscripsi signavi rogatus et requisitus.

*1586, 10 avril. Lettres patentes ordonnant aux officiers royaux de fournir à l'évêque de Fréjus les copies d'actes qui lui sont nécessaires pour le procès qu'il soutient au sujet du droit de régale.*

Henry, par la grâce de Dieu roy de France et de Pologne, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes au premier des huissiers de nostre Grand conseil ou autre nostre huissier ou sergent sur ce requis salut. De la partie de nostre amé et féal conseiller messire François de Bouliers, sieur de Manne, évesque et seigneur temporel de Fréjus a esté en nostredict conseil présenté requeste contenant que pour la conservation tant des droictz à luy réservés par l'arrest donné audict conseil le premier jour du présent mois entre /<sup>237</sup> luy, nostre procureur général et les manans et habitans dudict Fréjus pour raison des droictz de justice, régalle et domaine de ladicte ville et territoire de Fréjus que autres droictz à luy adjudgés consernans l'exécution d'iceux, il luy est nécessaire faire extraire plusieurs actes, tiltres et enseignemens dont il entend s'ayder envers et contre tous ceux qu'il appartiendra pour raison des susdicts droictz réservez et adjudgés par ledict arrest. Mais d'autant que ceux quy les ont en garde et à leur pouvoir pourroient faire difficulté luy en expédier les extraictz s'il ne leur estoit commandé par auctorité de justice, il auroit supplié nostredict conseil luy octoyer à ces fins compulsive, ce que auroit esté ordonné. Pour ce est-il que nous, suivant ladicte ordonnance de nostredict conseil et à la requeste dudit suppliant, te mandons et commettons par ces présentes contraindre par toutes voyes deues et raisonnablement tous notaires, /<sup>237v</sup> greffiers et autres personnes publiques qu'il appartiendra ayans par devers eux les tiltres, papiers et enseignemens susdicts d'iceux exhiber pour en estre par eux fait extraictz, vidimus et collationnés et les délivrer audict suppliant moyennant salaire compétant, parties présentes ou deurement appellées et, en cas d'opposition, reffus ou dillay, les adjourner à certain et compétant jour en nostredict conseil pour en dire les causes de ce faire. Et donons pouvoir, mandons et commandons à tous noz justiciers, officiers et sujetz qu'à toy ce faisant obéissent sans pour ce demander placet, visa ou *pareatis* soit obéy. Donné à Paris le dixiesme jour d'avril l'an de grâce mil cinq cens quatre-vingtz-six ou de nostre règne le dousiesme, signé au bas par le roy à la relation des gens de son Grand conseil, Thillement et scellées sur simple queue de cire jaune.

Exploict

L'an mil cinq cens quatre-vingtz-six /<sup>238</sup> et le septiesme jour du mois d'aoust, certiffie je, huissier en la cour des comptes, aydes et finances en Provence soubzsigné que, en humble exécution des lettres royaux en forme de compulsoire ausquelles le présent exploict est joinct, obtenues du roy nostre sire en son Grand conseil à Paris le dixiesme jour du mois d'avril dernier passé à la requeste de messire François de Bouliers, conseiller du roy, sieur de Manne, évesque et seigneur

temporel de la ville et cité de Fréjus, impétrant, ay adjourné et donné assignation à monsieur m<sup>e</sup> Pierre Boutin, conseiller du roy, procureur général de sadicte majesté en la chambre des comptes, aydes et finances en Provence, parlant à sa personne et en son domicile, à comparoir et soy trouver dans les archifz de sadicte majesté en cette ville d'Aix ledict jour septiesme du présent mois à l'heure de quatre précizement après midy pour et aux fins de voir extraire et collationner d'iceux par l'archivaire le dénombrement et homage faict et passé /<sup>238<sup>v</sup></sup> à sadicte majesté par feu messire Léon Ursin, évesque en son vivant dudict Fréjus, des biens, droictz et terres dudict évesché et autres dénombremens et homages passés par les prédécesseurs et successeurs évesques dudict Fréjus, ensemble quelques autres actes et tiltres concernant l'exécution des droictz adjudés audict sieur évesque impétrant par l'arrest mentionné esdictes lettres. Néantmoins luy ay donné autre assignation en la ville de Draguignan dans la boutique des escriptures de m<sup>e</sup> Honoré Pallayon, notaire royal, garde et commissionnaire des escritures de feu m<sup>e</sup> Estienne Raphelis, notaire dudict Draguignan, au lundy dix-huictiesme du présent mois d'aoust à l'heure de sept précisement avant midy et lendemain mardy dix-beufviesme dudict mois à l'heure de une précisement après midy en ladicte ville de Fréjus et boutique des escriptures de m<sup>e</sup> Olivier Vesilis, notaire royal dudict Fréjus, garde et commissionnaire des escritures de feu m<sup>e</sup> Pierre Boteillier et de partie des escritures de feu Raymond Pignoly, notaires /<sup>239</sup> en leur vivant de ladicte ville, pour et aux fins de voir extraire et collationner par lesdicts Pallayon et Vesilis desdictes exriptures suivant le commandement à eux faict certains autres actes, tiltres et enseignemens consernant les droictz et jurisdistions prétendues par ledict sieur révérendissime évesque et à luy réservés par l'arrest mentionné esdictes lettres et autres à luy adjudés consernant l'exécution d'iceux sur les lieux de son évesché comme dessus, avec comination qu'en son déffaut y sera procédé ainsi qu'il appartiendra. Lequel a respondu qu'attandu son indisposition et malladie quy luy est impossible se trouver ausdictes assignations, requérant en ce qu'est affaire hors la présente ville et mesmes à Draguignan et à Fréjus ses sustitués estans sur lesdicts lieux estre appellés et advertis pour se trouver esdictes extractions, ausquelz sustituez il escrira pour y assister, requérant coppie tant des lettres que présent exploictz, laquelle luy a esté expédiée par moidict huissier soubzsigné, signé M. Astier.

#### Autre exploict

/<sup>239<sup>v</sup></sup> Et un peu après, dudict jour, environ l'heure de cinq, semblable assignation que dessus a esté donnée au sieur advocat général du roy attendu la malladie du sieur procureur, lequel y a assisté. Faict par moidict huissier, signé M. Astier.

Extraict des archifz du roy en son pays de Provence et du second registre des dénombremens faictz a sa majesté en l'année M V<sup>C</sup> XXXVII et de son feuillet trente-cinquesme et suivans en vertu des lettres de messeigneurs du Grand conseil cy-dessus transcriptes en la présence de monsieur m<sup>e</sup> Honoré Artaud advocat general du roy en la chambre des comptes, cour des aydes et finances audict pays, lequel n'a empêché ladite extraction sans préjudice des droictz appartenans au roy sur les places, terres et seigneuries declarées au denombrement aussy cy-devant transcript et attribution de nouveau droit dont en proteste en forme. Fait dans lesdicts archifz par moy conseiller, auditeur, secretaire /<sup>240</sup> et archivaire pour sadicte majesté audict pays ce jour d'huy septiesme aoust mil cinq cens quatre-vingtz-six a cinq heures après midy, signé Malbec.

## Déclaration du roy François premier

*1532, 20 juin. Châteaubriand. – François I<sup>er</sup> renonce à appliquer en Provence la révocation générale par lui promulguée de toutes les aliénations de biens et droits royaux et confirme les donations faites par ses prédécesseurs en faveur des nobles et des églises.*

François, par la grace de Dieu roy de France, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, a tous ceux quy ces presentes lettres verront salut. Comme puis n'a gueres suivant le serement par nous fait a nostre nouveau advenement a la couronne par l'advis et delliberation de nostre conseil ayans revocqué, cassé et annullé toutes et chacunes aliennations faictes des terres, places et seigneuries /<sup>240v</sup> et autres biens estans de nostre domaine et par noz predecesseurs alliennez et ordonné icelles estre reprises et reduictes et pour ce faire eussions derigé noz lettres patentes de commission adressantes a m<sup>re</sup> Jean Brissonnet, president de noz comptes, Mathieu de Longuejoue, m<sup>e</sup> des requestes de nostre hostel, Louis Picquot, president des generaux de la justice des tresoriers de France, et Jean Violle, conseiller des requestes de nostre palais a Paris, lesquelz commissaires ayant par vertu de nosdictes lettres de commission et procedant a l'execution d'icelles donné leur ordonnance et arrest et suivant iceluy mandé lettres de commission adressantes au bailly et juge de nostre ville de Forcalquier et autres noz officiers de nosdictz pays et comptés pour faire ladite reduction et reunion, a cause de quoy noz très chers et bien amez Anthoine d'Oraison, visconte de Cadenet, et m<sup>re</sup> François Gerente, seigneur de Thollonnet et president de nostre chambre rigoureuse audict pays, /<sup>241</sup> depputez par noz très chers et bien amez les gens des trois estatz dudit país estans presentement devers nous ont remonstré que lesdictz commissaires par nous sur ce ordonnés en nosdicts pays et comtés soubz couleur de nosdictes lettres de commission ont voulu tacher a retirer et reduire a nostredict domaine les susdictes choses aliennées et prendre et saisir plusieurs terres, seigneuries, heritages, droictz, biens et deniers appartenans a plusieurs prelatz, gens d'église, nobles, communautez et autres desdicts pays et comtés, lesquelz avoient esté aliennés par les comtes et comtesses desdicts pays et autres ayans cognoissance d'eux aparadvant qu'iceux pays et comtés feussent provenus et unis a la couronne de France voulant priver les tenanciers et proprietaires d'icelles a leur très grand grief, prejudice et damage, humblemnt requerant qu'il nous plaise suivant le teneur de leurs privilèges, union dudit país faite a ladicte couronne, testament de nostre cher et bien amé cousin Charles /<sup>241v</sup> d'Anjou, roy de Hierusalem et de Sicille, comte desdits pays, declarer nostre bon plaisir sur ce et leur pourvoir de nostre grace et remede convenable, sçavoir faisons que nous, ouye ladicte requeste et que le feu roy Charles huictiesme octroya semblables lettres comme ilz nous ont dict ausdictes gens des trois estatz que desirons entretenir en leurs droictz et les garder de molestations indeues, pour ces causes et autres a ce nous mouvans avons par l'advis et deliberation des gens de nostredict conseil dict et déclaré et nostre certaine science, plaine puissance, grace special et autorité royal et provincial, disons et declaronos nosdictes lettres de commission pour retirer et reunir a nostredict domaine lesdictes terres et choses aliennées d'iceluy a nosdicts pays et comtés de Provence, Forcalquier et terres adjacentes nostre bon plaisir et intention n'a jamais esté /<sup>242</sup> ny est retirer ny reunir les biens alliennez par feus les comtes et comtesses dudit país ou leurs seneschaux et lieutenans ayans a ce faire d'eux puissance aparadvant que lesdictes comtés feussent unies a nostre couronne de France et sy aucunes desdictes terres, seigneuries et autres biens et choses ont par vertu de nosdictes lettres de

commission esté prises, saisies et mises en nostre main et empechées, nous tous et chacuns empechemens et main mise avons d'icelles ostés et levés, oston et levons au proffit de ceux a qui elles appartiendront et icelles leur avons mis et mettons a pure et plaine delivrance et voulons et ordonnons par cesdictes presentes que tous et chacuns les propriétaires et tenanciers d'icelles en jouissent et usent plainement et paisiblement ainsi qu'ilz faisoient et faire pouvoient auparadvant nosdictes lettres de commission. Sy donons a nostre cher et bien amé cousin le comte de Tende, grand seneschal dudict pais, /<sup>242v</sup> ou son lieutenant et gens de nostre cour de parlement residant a Aix ou general de noz finances, m<sup>es</sup> rationnaux et aux susdicts commissaires par nous depputez et a tous autres justiciers et officiers de nosdicts pays et comtés et a chacun d'eux sy comme a luy appartiendra que de noz presens grace, edict et declaration ilz fassent, souffrent et laissent jouir et user tous ceux a quy peut toucher, competer et appartenir de nosdictz pays et comtés de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, a chacun d'eux plainement et paisiblement sans leur faire mettre ou donner ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun trouble, arrest ou empechement au contraire, ains sy aucun estoit sur ce fait, mis ou donné iceluy reparent et mettent et fassent reparer et mettre tantost et sans delly a pleyne delivrance. Car ainsy nous plait-il estre fait nonobstant comme dessus quelconques ordonnances, reservations et mandemens et commissions par nous ou /<sup>243</sup> autres paradvant ces presentes données ou a donner ou deffences a ce contraies. En tesmoin de ce nous avons fait mettre nostre sceel a cesdictes presentes données a Chasteaubriant le vingtiesme jour de juin l'an de grace mil cinq cens trente-deux et de nostre regne le dix-huitiesme, signé par le roy comte de Provence en son conseil, Bayard. Extraict des archifz du roy en son pais de Provence et du registre Sagitarius en iceux conservé et de son fueillet III<sup>C</sup> LXIII et à iceluy collationné par moy conseiller du roy, auditeur, secrétaire et archivaire soubzsigné, signé Boisson.

Transaction entre le sieur évesque et la communauté de Fréjus de l'année 1565

*1565, 27 juin. Fréjus. — Transaction entre l'évêque et la communauté de Fréjus au sujet des moulins et droit de dériver l'eau de l'Argens.*

/<sup>243v</sup> Sachent tous présens et advenir que l'an à la nativité Nostre Seigneur mil cinq cens soixante-cinq et le vingt-septiesme jour du mois de juin, règnant très chrestien et très illustre prince et seigneur Charles, par la grâce de Dieu roy de France, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes longuement en prospérité, amen. Comme soit que en l'an mil cinq cens vingt-six et le vingt-quatriesme septembre, par transaction faicte entre messire Augier de Confino, vicaire général et procureur du révérendissime cardinal messire François Ursin, en son vivant évesque et administrateur de l'église et évesché de Fréjus, d'une part et la communauté, manans et habitans de la citty dudict Fréjus d'autre pour raison de plusieurs affaires, différens et procès qu'estoient pendans de long temps entre les jadis évesques et prédécesseurs audict évesché et<sup>254</sup> lesdicts manans et habitans /<sup>244</sup> de ladicte communauté à plain designés et espéciffiez en ladicte transaction receue et signée par feuz m<sup>es</sup> Bernard Achardy, Honnoré Gatussy et Pierre Crotte, notaires dudict Fréjus, et, combien que prétendoit estre seigneur direct de quelques biens et possessions des manans et habitans dudict Fréjus, toutesfois ladicte transaction n'aueroit jamais

---

<sup>254</sup> que

quand à ce sorty aucun effect ains sur icelle, tant par prétendue lésion de ladicte communauté que par autres nullités et causes desdites, infinis procès devant le Grand conseil du roy nostre sire, davantage prétendoit ladicte communauté par privilège de sa majesté luy estre permis prendre et dériver le fleuve et rivière d'Argens dans le port de ladicte ville et avoir faculté d'icelle faire moulins à bled et autres engins, sur quoy ledict sieur évesque prétendoit empêcher ladicte communauté d'autant que seroit grandement nuisible et préjudiciable aux moulins à bled et serre<sup>255</sup> dudict évesché qu'il a scitués a /<sup>244v</sup> l'Isle du Puget auprès ladicte ville de Fréjus desquelz en pourroit avoir, en les arrentant séparement dudict<sup>256</sup> évesché quatre cens escus d'or de quarante solz tournois pièce de rente ou environ, avec toutesfois charge audict sieur de faire toutes despenses et frais nécessaires à l'entretènement d'iceux quy diminueroient de beaucoup ladite rente chacune année, à cause de quoy et pour les gens quy se seroient entretenus mettre et tenir ledict sieur évesque et ladite communauté en bonne paix, amitié et tranquillité seroit esté adjudgé et tracté de mettre fin aux procès par bon accord et transaction, en ce faisant que ladicte communauté de Fréjus, tant pour raison desdictes prétendues directes et services que pour le bail, rémission et transport desdicts moulins à bled et serre<sup>257</sup> à bois et toutes commoditez de ladicte rivière d'Argens feroit une pension anuelle et perpétuelle audict sieur évesque et ses /<sup>245</sup> successeurs en iceluy évesché de pareille valeur et somme de quatre cens escus d'or valeur susdicte que lesdicts moulins et serre<sup>258</sup> peuvent rendre heu esgard aux charges nécessaires et commodités qu'en adviendront audict évesque et autre pension annuelle de cinquante escus semblablement pour raison desdictes prétendues directes et sensives et moyenant ce ledict sieur évesque se démettoit desdictes directes et sensives icelles quittant à ladicte communauté et tenanciers desdicts biens pour iceux estre tenus par lesdicts tenanciers par cy après à son propre naturel sçavoir francz, immunes et allodiaux<sup>259</sup> et bailleroit, remettroit et céderoit iceluy sieur évesque lesdictz moulins et terre et toute la commodité, droictz, raisons et actions à luy compétans et appartenans pour raison de ladite eau et rivière d'Argens pour par lesdicts habitans et manans de Fréjus d'iceux moulins et terre jouir et user à l'advenir ainsi que ledict sieur évesque faisoit et pouvoit faire de ladicte /<sup>245v</sup> eau et rivière pouvoir dériver, conduire et mener dans le port dudit Fréjus et pouvoir faire moulins et autres engins que bon luy semblera au proffict et utilité de ladite communauté, manans et habitans d'icelle lesquelz traictans et raisonnans par chacune des parties cy-après considérées, pour le bien de pais auroient conclud et arresté y entendre et sur ce passer une bonne transaction et convention à perpetuité mesmement estant l'église et maison episcopalle par ce moyen aumantée et assurée d'une chose incertaine et qu'elle n'a jamais eu ne espère avoir quand ausdictes directes et sensives et quand audicts engins et moulins estans de grand coustz et entretien et au plus haut prix et rente qu'ilz sachent et puissent estre pouvant plustost diminuer que croistre, à cause de quoy ce que ladicte communauté de Fréjus estoit en délibération par leurs privilèges et faculté prendre ladicte eau et faire moulins et autres engins de ladicte rivière d'Argens, ensemble les manans [et] habitans du lieu de Rocquebrune que ont /<sup>246</sup> entrepris et commencé en faire, desquelz est procès pendant par devant la cour de parlement, aussy le sieur du Muy d'autre part auroit commencé à conduire bien avant certains fossés de moulins pour iceux moulins dresser à Pallaison près d'iceux dudict sieur

---

<sup>255</sup> terre

<sup>256</sup> desdicts

<sup>257</sup> hière

<sup>258</sup> terre

<sup>259</sup> colladiaux

évesque et outre le sieur commandeur de Rocquebrune est après dresser les siens, lesquelles choses sy estoient faictes rendroient lesdicts moulins endommagés, empirez et amoindris de beaucoup en rente ainsi que les parties ont dict cy-après estre vray.

Or est-il qu'en la présence de moy notaire et tesmoins cy-après nommés constitué en personne révérend père en Dieu messire Bertrand Roman, docteur ez droictz, prévost de Glandèves, conseiller du roy en sa cour de parlement du present pais et esleu audict évesché de Fréjus par le roy nostre sire et ayant administration dudict évesché et main levée des fruitz d'icelui, pour et au nom de son église d'une part, et nobles Bernard Barbier, docteur ez droictz, sieur de Callian, et Guillaume Dolle, notaire royal de ladite ville de Fréjus, /<sup>246v</sup> esleus procureurs, commis et dépputez par le conseil de ladicte communauté de Fréjus, manans et habitans d'icelle, comme de leur pouvoir, commission et procuracion ont fait apparoir acte prins et receu par m<sup>e</sup> Jean Bonaud, notaire royal dudict Fréjus, en date du dix-septiesme jour du présent mois de juin, d'autre, par lesquelz en noms et qualités susdictes, pour le bon bien de paix et vivre en bonne tranquillité, de leur bon gré, franche volonté, par eux et leurs successeurs ont sur lesdicts différens, procès et sensives et directes cy-dessus convenu, transigé, accordé et passé acte de transaction et accord sous le bon plaisir, auctorité et consentement de nostre saint père le pape et du roy nostre sire en la forme et manière que s'ensuict cy-après :

Premièrement ont convenu et accordé que lesdicts manans et habitans de Fréjus pour tous les droictz que ledict sieur évesque pour et au nom de son église pourroit avoir et prétendre directe, droictz de lodz et ventes sur les possessions et biens des particuliers dudict Fréjus et tenanciers d'icelles en quelque manière que /<sup>247</sup> ce soit et en quelque part et terroir de Fréjus que se soit sont autresfois estés recogneus ou non aux sieurs évesques et à son église et pour lesdicts moulins à bled et serre<sup>260</sup> à bois que iceluy sieur évesque a à l'Isle près ledict Puget et toutes commodités, droictz et appartenances que à luy compectent de l'eau de ladite rivière d'Argens seront tenus, comme ledict sieur de Calian et m<sup>e</sup> Dolle procureurs susdicts ont promis esdictz noms, faire une pension annuelle et perpétuelle de quatre cens cinquante escus d'or pistollets vallans quarante-huict solz tournois pièce, sçavoir deux cens vingt-cinq escus le premier de novembre et semblable somme le premier du mois de may chacune année commençant le premier novembre prochain et ainsi continuant chacun an à perpétuité en argent et en paix sans contredict et moyenant icelles sommes ledict sieur évesque cèddera et remettra à ladite communauté et à chacun des particuliers selon son endroict et selon que à chacun d'eux touche comme par ce présent acte a quitté et quitte lesdicts procureurs et commis avec moy notaire stipulans pour qu'il appartiendra /<sup>247v</sup> et y ayant inthérestz et qui pourroient avoir inthérestz toutes et chacunes lesdictes censives avec leurs directes, droictz de lodz et vente que ledict sieur évesque pourroit prétendre avoir dans ladite ville et terroir de Fréjus soient possessions urbaines ou rustiques, voulans que d'ores en là ledict sieur évesque ne son église puisse prétendre avoir dans ladite ville et son terroir de Fréjus aucunes directes sur aucunes possessions que se soient ne estre ou se tenir soubz la directe, ains que les manans et habitans dudict lieu et tenanciers d'icelles propriétés tiennent icelles franchises, immunes et allodialles *cum eorum directo dominio* tout ainsi comme sont de leur nature et prétendoient estre ladite ville et tenanciers d'icelle et est allodiale. Ensemble baillera, quittera, cèddera et remettra iceluy sieur évesque esleu à ladicte communauté, manans et habitans de Fréjus comme a baillé, quitté, cèddé et remis et par cestuy présent acte lesdictz procureurs et commis que dessus présens et stipulans comme dessus lesdicts moulins à bled, serre et à serrer bois /<sup>248</sup> leurs maison, engins

---

<sup>260</sup> terre

et terres où ils sont scittuez et constituez, sçavoir lesdicts moulins et serre avec ladite eau d'Argens, beaux et fossés, resclauses, droictz et appartenances d'iceux moulins, serre, eau, pour iceux doresnavant avoir, tenir et d'iceux jouir et user par cy-apprès pour et au nom de ladite communauté au risc, péril et fortune de ladite communauté et sans que ledict sieur évesque soit aucunement tenu d'aucune rompure de fossés et resclauses, ruyne de maisons ne d'autre muraille ne moins rebais et amoindrissement de ladite pention en cas d'aucun édifice nouveau que se pourroit construire tant par lesdicts du Muy et commandeur de Rocquebrune, communauté dudict lieu que autres accidens de quelques qualitez que soient cogités ou autres inopinés, iceux moulins et angiens remettant tout ainsi qu'ilz sont et en la propre forme et manière qu'ilz se trouvent de présent pour par ladite communauté de Fréjus estre doresnavant comme dit est tenus et possédés, icelle eau pouvoir conduire audict lieu de Fréjus et estan sive port d'icelle ou ailleurs où ils adviseront et bon leur semblera et passer par les terres d'iceluy sieur évesque et où sera cogneu nécessaire <sup>/248<sup>n</sup></sup> tant pour la puriffication d'iceluy port et santé du lieu que pour autres commodités et utilités considérables audict sieur évesque que pour ladite communauté, manans et habitans d'icelle et d'icelle eau pouvoir ladite communauté faire construire et édifier telz moulins et autres angiens au plaisir et volonté des manans et habitans de ladite ville à leur meilleure commodité qu'ilz adviseront.

Plus ont accordé entrevenans mutuelles stipulations que ladite pention annuelle et perpétuelle de quatre cens cinquante escus que dessus ledict sieur évesque et ses successeurs audict évesché ou leurs fermiers et rentiers pourront exhiger des consulz de ladite ville qui seront pour lors ou du trésorier des deniers commis d'icelle ville et pour payment d'iceux deniers ledict sieur évesque ou par luy commis et dépputés successeurs pourront convenir lesdictz consulz trésoriers que seront pour lors par les rigueurs des submissions ou autres cours que bon leur semblera et contraindre par toutes voyes deues et raisonnables.

Plus a esté accordé que ledict sieur évesque et communauté de Fréjus <sup>/249</sup> seront tenus comme iceluy sieur évesque et lesdicts procureurs ez noms susdicts faire ont promis obtenir de nostre saint père le pape brief et commission d'auctorisation de la présente transaction et après iceluy mettre à deue et entière exécution à communs fraiz et despens d'icelle transaction faire approuver et esmologuer par messieurs tenans le Grand conseil du roy nostre sire où le procès est pendent d'ailleurs où besoin sera et constituer procureurs à ces fins pour requérir ladite emologation et auctorisation et souffrir condamnation par arrest d'iceluy Grand conseil de garder, entretenir et observer chacune des parties en son endroit le contenu d'icelles.

Item a esté de pache que ladite communauté sera tenue moudre les bleds dudict sieur évesque et de ses successeurs audict évesché pour son manger et de sa famille franc et sans payer mouture et sera préféré aux habitans d'icelle communauté incontinent après que celui qu'il aura trouvé moulant aura fait sa mouture.

Et aussi sera ledit sieur évesque [et] ses successeurs en faculté de pouvoir prendre d'eau ausdicts fossés pour aigage et arroser ses preds et terres deux jours le mois sçavoir deux samedis au soir de quinse en quinse jours et les ayant <sup>/249<sup>n</sup></sup> arrosés ladite communauté, manans [et] habitans d'icelle luy pourront oster l'eau pour leur commodité et se sans rien payer par ledict sieur évesque et ses successeurs à ladite communauté.

Plus est de pache que ladite communauté de Fréjus sera tenue comme leursdicts procureurs faire ont promis laisser un moulin et iceluy entretenir molant à tousjours au lieu où sont à présent ceux que dessus et ce pour la commodité et mouture des manans et habitans de Rocquebrune en

prenant ladite communauté de Fréjus la mouture desdictz manans et habitans de Rocquebrune à l'accoustumée et sans rien innover ne feut du consentement desdicts habitans de Rocquebrune. Et par vertu de la présente transaction lesdictes parties et chacune d'icelles ont renoncé et renoncent ausdictz procès et se sont quittés tous despens et inthérestz, voulans vivre en paix et tranquillité et ces présentes transaction, acord, convention, cession, quittance et paches et tout ce que est contenu au présent acte ont promis lesdicts sieur évesque esleu et lesdictz Gaybier et Dolle procureurs et aus noms susdicts chacun d'eux en son endroit et ainsi que leur /<sup>250</sup> touche avoir rattes et agréables, tenir fermes et estables et n'y contravenir aucunement de droict ou de fait soubz réfection et restitution de tous despens, dommages, inthérestz que l'une des parties pourroit souffrir et endurer par coulpe et faute de l'autre n'accomplissant ce que dessus ou y contravenant et soubz l'obligation des biens dudict sieur Roman évesque esleu et de sondict évesché et des biens, choses et droictz présens et advenir de ladite communauté, manans et habitans d'icelle et mesmes desditz moulins et serre et autres angiens que pourroient construire lesquelz chacune des parties endroit soy et ainsi que leur touche ont pour ce obligé et ypotecqué mesmes lesdicts Gaibier et Dolle procureurs susdictz quy expressément ont ypotecqué et soumis lesdicts moulins et angiens faitz et à faire aux rigueurs des cours des submissions et autres cours du present païs de Provence, voulans et consentens à faute de payement de la pention que dessus ledict sieur évesque et ses successeurs puissent lesdictz moulins, serre et autres angiens prendre et retenir et sur iceux se payer par toutes rigueurs que faire se pourra avec /<sup>250v</sup> tous dommages et inthérestz que pour retardation de tous payemens se pourroient ensuivre et ainsi l'ont juré aux saintes escritures de Dieu, ledict sieur évesque mettant sa main sur sa conscience et lesdicts m<sup>es</sup> Gaibier et Dolle procureurs sur les Escritures touchées, avec renonciation de tous droictz, lois, exceptions et bénéfices du droict par lesquelles pourroient contravenir à ce que dessus desquelles choses chacune desdictes parties a requis acte estre fait par moy notaire soubzsigné.

Fait à Aix en la salle de la maison dudict sieur évesque, présens à ce monsieur m<sup>e</sup> Boniface Flotte, docteur ez droictz, seigneur de Meaux, advocat en parlement et assesseur en ladite cour d'Aix, et Anthoine Chivallier, aussy docteur et advocat en ladite cour, tesmoins à ce par moy requis et appellés, lesquelz ensemble ledict sieur évesque, procureurs et commis susdicts suivant l'ordonnance du roy nostre sire se sont soubzsignés, ainsi signés B. Roman, B. Gaybier procureur susdict, Guillaume Dolle procureur susdict, Boniface Flotte tescmoin, A. Chivalier tescmoin et moy Anthoine Lambert notaire /<sup>251</sup> royal dudict Aix qui des choses susdictes ay fait acte d'iceluy fait extraire le présent double à la requeste desdictz procureurs de ladite communauté et me suis soubzsigné, Lambert ainsi signé.

#### Ratification et nouvelle transaction que dessus

Sachent tous présens et advenir que l'an mil cinq cens soixante-sept et le unsiesme jour du mois d'avril, règnant très chrestien et très illustre prince et seigneur Charles neufviesme, par la grâce de Dieu roy de France, comte de provence, Forcalquier et terres adjacentes longuement en prosperité amen. Comme soit que en l'an mil cinq cens soixante-cinq et le vingt-septiesme jour du mois de juin d'entre révérend père en Dieu messire Bertrand de Romans, docteur ez droictz, évesque de cette ville de Fréjus, lors conseiller du roy en sa cour de parlement du présent païs de Provence et esleu évesque dudict évesché de Fréjus, /<sup>251v</sup> ayant l'administration main levée des fruitz d'iceluy évesché et pour son église, d'une part et monsieur m<sup>e</sup> Bertrandin Gaybier, docteur



ez droictz, seigneur de Calian, et moy Guillaume Dolle, notaire royal, procureurs et acteurs des consulz et communauté, manans et habitans de ladite ville de Fréjus et intervenans pour icelle, d'autre part feut esté transigé et passé acte de transaction, convention et accord sur les procès, causes et différens procédans et descendans de certaine autre précédente transaction passée en l'an mil cinq cens vingt-six et le vingt-quatriesme septembre entre m<sup>e</sup> Angelin de Confino, vicaire général et procureur du révérendissime cardinal m<sup>e</sup> François Ursin, en son vivant évesque et administrateur de l'église et évesché dudit Fréjus, et la communauté, manans et habitans de ladicte ville de Fréjus tant à occasion de ce que ledict sieur évesque prétendoit estre seigneur direct de quelques biens et propriétés des manans et habitans audict Fréjus que pour autres causes et différens /<sup>252</sup> expéciffiés en icelle transaction receue par sieurs m<sup>es</sup> Bertrand Achardy, Honoré Gatus et Pierre Crotte, notaires en leur vivant de ladite ville, laquelle transaction, par lésion prétendue de ladite communauté, nullité d'icelle transaction, d'autres causes, raisons desduictes, n'auroict aucunement eu lieu ains plusieurs et infinis procès seroient intervenus, estoient encores pendens par devant le Grand conseil dudict sieur roy et outre ce prétendoit ladite communauté par privilège de sa majesté prendre et dériver l'eau de la rivière d'Argens au port d'icelle ville et icelle avoir faculté faire moulins à bled et autres engiens et ledict sieur évesque au contraire iceux empêcher d'autant que luy pouvoient estre nuisibles et préjudiciables à ses moulins à bled de l'Isle du Pugeton et serre à serrer bois à luy appartenans et à cause de ce entrés en controverse et sur ce s'entremettans quelques notables amis communs et médiateurs désirans mettre fin ausdictz procès intentés et pendens et à tenter et innover iceluy sieur lors esleu évesque et lesdicts procureurs commis et députés par ladite communauté, après /<sup>252</sup> plusieurs tractés et avoir veu les actes des arrentenens desdicts moulins et <sup>261</sup> serre et considéré leurs charges tant à l'entretènement des chaussées que fossés et maisons et que le sieur commandeur de Rocquebrune estoit après redresser ses moulins au terroir dudict Rocquebrune, aussy estoit et est encores en procès avec iceluy sieur de Fréjus pour leur faculté prétendue de pouvoir faire moulins, le seigneur du Muy aussy auroit commencé à faire moulins à Palaison, trestous près lesdicts moulins et engiens dudict sieur évesque et pour raison de ce estoient lesdicts moulins et serre plustost pour amoindrir de beaucoup que croistre de rente, et d'autre part n'ayant jamais jouy desdictes prétendues directes et sensives auroient advisé d'asseurer une rente condécente audict évesché et sur ce auroient iceluy sieur lors esleu évesque et sesdictz commis et procureurs de ladite communauté de Fréjus passé ledict acte de transaction, accord, convention et pacification sur tous /<sup>253</sup> lesdictz différens par lesquelles ledict sieur évesque donnoit, cèddoit et remettoit à novel bail à ladite communauté, manans et habitans de ladite ville de Fréjus sesdicts moulins à bled et serre à serrer bois, leurs chaussées, fossés, eau d'Argens et toutes commodités d'icelle à luy appartenant, faculté et permission d'icelle eau conduire et dériver à leur plaisir, faire moulins et autres engiens à leur volonté et proffict, ensemble quittoit, cèddoit et remettoit à icelle communauté, à chacun des particuliers d'icelle en son endroit et ainsi qu'à chacun d'iceux touchoit lesdictes directes et censives, droictz de lodz et ventes par luy prétendues sur lesdictes pièces et propriétés des manans et habitans de ladicte ville, tant audict Fréjus que son terroir, soient possessions urbaines ou rustiques, que iceluy sieur évesque ny ses successeurs en ladite église puissent prétendre avoir dans ladite ville et son terroir aucunes directes ny estre ou se trouver mouvans soubz sa directe pour par lesdictz manans et habitans de Fréjus estre par cy-après tenus /<sup>253</sup> et possédés franchises, immunes et allodiales *cum eorum directo domin[i]o* tout ainsi

---

<sup>261</sup> de

que sont de leur nature et prétendoient ladite communauté et particuliers tenants d'icelles estre censées allodiales et desdictz moulins à bled, serre (et) à serrer bois, droictz et commodités desdictz manans et habitans de Fréjus faire et laisser jouir et user à leur plaisir et volonté ainsi que ledict sieur évesque pouvoit faire auparavant et moyennant ce et tout ce que dessus ladite communauté manans et habitans de Fréjus faisoient, bailleroient, payeroient et satisfairoient audict sieur évesque et ses successeurs audict évesché par pension annuelle et perpétuelle unie et incorporée à la mensse épiscopalle et inaliénable la somme de quatre cens cinquante escus d'or pistoletz valans quarante-huict soulz tournois pièce, moytié chacun premier jour de novembre, l'autre moytié à chacun jour premier de may de chacune année, et dès lors de ladite transaction ladite communauté prenoit en soy et sur soy toutes les charges /<sup>354</sup> desdicts moulins et serre et à bois sans que ledict sieur évesque feut aucunement tenu d'aucune rompure de fossés et resclauses, ruines de maison et angiens ne d'autre aualie et moins d'aucuns rebais et amoindrissement de ladicte pension en cas d'aucuns moulins ou édifices nouveaux que se puissent construire tant par ledict sieur du Muy, commandeur de Rocquebrune que communauté dudit lieu et autres accidens de quelque qualité que feussent, cogittés et non cogittés ou autres inopinés, expéciffiés et non expéciffiés, iceux moulins et serre remettant dès lors à ladite communauté en la propre manière qu'ilz estoient au temps de ladite transaction, nouvel bail et convention ainsy que plus amplement appert d'icelle acte receu par m<sup>e</sup> Anthoine Lambert notaire d'Aix en datte que dessus, lequel acte ledict sieur évesque lors esleu auroit promis ratiffier, appreuver et icelle de nouveau faire et passer incontinent qu'il auroit prins possession actuellement d'iceluy évesché avec le conseil, consentement et advis des sieurs chanoines /<sup>254v</sup> et chappitre de son église cathédrale dudit Fréjus et toutes autres solemnitez requises et nécessaires. Or est-il qu'en présence de moy notaire et tesmoins soubznommés constitué ledict révérendissime père en Dieu messire Bertrand Roman, docteur ez droictz et évesque de Fréjus, lequel, après avoir fait collocquer et assembler capitulairement nobles et vénérables personnes messires Donat Gilly cabiscol, Pierre Bonaud, Boniface Pignoly, Guillaume Barbossy, Abel Fulconis, chanoines de l'église cathédrale dudit Fréjus, les autres sieurs chanoines entrans absans, et leur avoir fait entendre ledit bail, transaction et convention passer les utilités évidentes de ladicte église et commoditez d'icelle tant en augmentant les rentes de son évesché veu que de ses moulins et serre il n'avoit jamais eu et moins ses prédécesseurs quatre cens escus de rente annuelle et rien des directes et censives prétendues que par la santé du lieu provenante de ladicte eau d'Argens fluante et entrant dans l'estang sive port ancien /<sup>255</sup> présentement infect et puant causant la pluspart des malladies infirmités des manans et habitans de ladicte ville, lequel port se rendra puriffié par ladicte eau d'Argens voidant lesdictes infections et puanteurs, quy est un bien publicque inestimable, et aussy les biens et utilités quy sortoient et procédoient quand les sieurs prélatz et gens d'église vivant en tranquillité, paix et bonne amitié avec leurs parroissiens et au contraire les frais et l'antretènement des chaussées, moulins, maisons et inconvéniens que pourroient advenir par la rompure des chaussées et fossés desdicts moulins que cousteroient plus de mil escus sol de réparer comme autresfois ont fait à l'amoindrissement et diminution de leur rente en cas que lesdictes communautés de Fréjus, Rocquebrune, commandeur dudit lieu et sieur du Muy vinnent construire et dresser lesdictz moulins qu'ilz ont entrepris respectivement faire et redresser, aussy les grandz frais et despens que se faisoient et consumoient aux poursuietes des procès ensemble les /<sup>255v</sup> maux et malheurs que en procédent et tout ainsy est traité ensemblement, ayant eu ledict sieur évesque d'iceux sieurs chanoines et chappitre leur vot, conseil et consentement en tant que leur touche et peut toucher sans préjudice de leur transaction

autresfois faicte avec ladite communauté et autres droictz par ledict chappitre prétendus sur ladite communauté tant sur les sences, services prétendus que arrérages passés sy point en y a, iceluy sieur évesque de son bon gré et franche volonté pour luy et ses successeurs audict évesché en la meilleur forme qu'il a peu et sceu a ratiffié, approuvé et esmologué, ratiffie, approuve et esmologue ladite transaction, nouvel bail, cession et rémission des droictz par luy faictes avec ladite communauté, manans et habitans de ladite ville de Fréjus, sires Raphel Rodeillat, Gabriel Clément et Anthoine de Barbis consulz et Barthelemy Boyer trésorier d'icelle communauté avec l'adcistance de messieurs Jacques Vaille, docteur ez droictz, juge royal, Bernardin Gaibier, docteur ez droictz, sieur de Calian, Jean Clément, sieur de la Garde-Frainet, Bertrand Roman, sieur d'Espérel, Barthelemy de Nérès, sieur /<sup>256</sup> de Bagnoux, Pierre Botellery, docteur en médecine, Jean Salvatoris, m<sup>es</sup> Jean Bonnaud et Jean Carbonnel, notaires royaux de ladite ville de Fréjus, trestous présens, acceptans et stippulans au nom pour ladite communauté, manans et habitans d'icelle et leurs successeurs, par le conseil de laquelle ilz se font fortz faire ratiffier iceluy présent acte dans huit jours prochains, et de nouveau en tant qu'est de besoin et sans gémination de contractz ains l'un à l'autre incluant ledict sieur évesque, lesdicts consentans, advis et conseil dudict chappitre d'une part et lesdictz consulz et particuliers dessus nommés pour ladite communauté, manans et habitans de Fréjus d'autre part sur lesdicts différens, procès, sencives et directes, moulins et angiens, causes et commodités cy-dessus, ont convenu, transigé, passé acte de transaction, convention et accord soubz le bon plaisir, auctorité et consentement de nostre saint père le pape et du roy nostre sire en la forme et manière que s'ensuict cy après :

Et premièrement ont convenu et accordé que lesdicts manans et /<sup>256v</sup> habitans de Fréjus pour tous lesdicts droictz que ledict sieur évesque de Fréjus pour et au nom de son église pourroit avoir et prétendre pour et à raison des sensives avec la prétendue directe, droictz de lodz et ventes sur les possessions et biens des particuliers dudict Fréjus et tenanciers d'icelles en quelque manière que ce soit et en quelque part du terroir de Fréjus que ce soit autresfois recogneus ou non aux sieurs évesques et à son église ; et pour lesdictz moulins à bled et serre à serrer bois que iceluy sieur évesque a à l'Isle près ledict lieu du Puget et toutes commodités, droictz et appartenances qu'il a et luy compétent de l'eau de ladite rivière d'Argens, excepté de pescher aux fossés depuis la resclause jusques ausdicts moulins d'un costé et d'autre, seroient tenus comme lesdicts sires Raphel Rodeillat, m<sup>e</sup> Gabriel Clément et m<sup>e</sup> Anthoine de Barbis consulz et avec l'assistance et présence que dessus au nom et pour ladite communauté de Fréjus faire ont promis faire une pention annuelle et perpétuelle /<sup>257</sup> de quatre cens cinquante escus d'or pistoletz vallans quarante-huict sols tournois pièce, sçavoir deux cens vingt-cinq escus le premier jour de novembre et semblable somme le premier jour de may de chacune année, commençant le premier de may prochain et ainsy continuant chacun an à perpetuité, en argent et en paix sans contredict et moyennant quelle somme le sieur évesque quittera, cèddera, remettra à ladite communauté et un chacun des particuliers selon son endroit et selon que chacun d'iceux touche comme par ce présent acte a quitté et quitte lesdictz sieurs consulz et particuliers que dessus avec moy notaire stippulans pour qui s'appartiendra et y ayant intérêt et que y pourroient avoir inthérest toutes et chacunes lesdictes sensives avec leurs directes, droictz de lodz et ventes que ledict sieur évesque pourroit prétendre dans ladite ville et le terroir de Fréjus, soient possessions urbaines ou rustiques, sans que d'ores en là ledict sieur évesque ny ses successeurs audict évesché /<sup>257v</sup> puissent prétendre avoir dans ladite ville et son terroir de Fréjus aucunes directes sur aucunes possessions que ce soient ne estre ou se tenir soubz sa directe ains que les manans et habitans dudit lieu et tenentiers de telles propriétés icelles tiennent franchises, immunes et allodialles *cum*

*eorum directo domin[ā]o* tout ainsy que sont de leur nature et prétendoient estre ladite ville et tenants d'icelles sçavoir allodialles, ensemble baillera, quittera, cèddera et remettra iceluy sieur évesque à ladite communauté, manans et habitans de Fréjus comme a baillé, quitté, cédé et remect par cestuy présent acte lesdictz sieurs consulz et communauté que dessus présens et stipulans comme dessus lesditz moulins à bled, serre à serrer bois, leurs maison et engiens et terre où ilz sont scitués prenant et entendant icelle terre ainsi que le contient le relarguier du devant d'iceux moulins et serre et d'autre les deux fossés d'iceux moulins et serre allant jusques au plus bas coin de la maison /<sup>258</sup> desdicts moulins vers Argens et tirant droict fil au plus bas coin de ladite maison de la serre vers ladite rivière d'Argens, le restant dessous lesdictes limites réservé audict sieur évesque et ses successeurs en ladite église, leur baillant aussi ledict sieur évesque ladite eau d'Argens, resclauses, beaux et fossés, droictz appartenans d'iceux moulins, serre et eau pour iceux d'ores en advant avoir, tenir et d'iceux jouir et user par cy après pour et au nom de ladite communauté, manans et habitans d'icelle au risc, peril et fortune d'icelle communauté et sans que ledict sieur évesque soit aucunement tenu d'aucune rompure de fossés et resclauses, ruine de maisons ne d'autre auvalie et moins d'aucun rebais ou amoindrissement de ladite pention en cas d'aucun moulin et édifice nouveau que se peut construire tant par lesdictz sieurs du Muy, commandeur de Rocquebrune, communauté d'iceluy lieu que autres accidens de quelque qualité qu'ilz soient cogités et non cogittés, espéciffiés et non spéciffiés ou autres /<sup>258v</sup> inopinés, iceux moulins et engiens remettant tout ainsy qu'ilz sont en la propre forme et manière qu'ils se trouvent de présent [pour estre] par ladicte communauté de Fréjus, manans et habitans d'icelle estre d'ores en advant comme dit est tenus et possédés icelle eau pour conduire au lieu de Fréjus et estan sive port d'icelle ou ailleurs où ilz adviseront et bon leur semblera et passer par les terres dudict sieur évesque et où sera cogneu et nécessaire tant pour la puriffication d'iceluy port et santé du lieu que pour autres commodités et utilités considérables estant iceluy sieur évesque que communauté, manans et habitans d'icelle sans ce que ladite communauté de Fréjus vueillent agrandir les fossés depuis la resclauve desdictz moulins jusques ausdicts moulins puisse aucunement agrandir ne iceux fossés emplir vers les terres de l'isclé dudict sieur évesque ny du costé d'icelle ny rien toucher desdictes terres et ribbes de l'isclé autrement qu'elles sont de présent pour n'endommager sa pièce iceux relarguent et agrandissent en cas de nécessité devers les terres devers l'autre costé vers le Puget et ne pourront les manans et /<sup>259</sup> habitans de ladicte ville de Fréjus sous ledict bail volloir faire aucun propre des ribbes desdictz fossés vers ladicte isclé tant qu'elle contient ne faire aucun castigage ou passage en ladicte pièce pour raison d'iceluy fossé soit pour pescher ne autrement ni ne en iceluy costé pescher dudict costé desdittes iscles ny de l'autre costé vers le Puget durant ledict fossé depuis la resclauve jusques ausdicts moulins que ledict sieur évesque a donné aucunement à iceluy costé de l'isclé aller sy ce n'est quand sera nécessaire y aller pour la réparation desdictz fossés et chaussée et audit cas n'entend toutesfois iceux contraindre passer sur les pontz par ladite pièce comme les autres à l'accoustumée s'ilz y passeront et desdictes eaux ladite communauté de Fréjus pouvoir construire et édifier telz moulins et autres engiens au plaisir desdictz manans et habitans de ladite ville à leur meilleure commoditté que leur sera.

Plus ont accordé entrevenant lesdictes stipulations que ladite pention annuelle et perpétuelle de quatre cens cinquante escus valleur susdicte payable au jour que dessus pour chacun an sera perpétuellement unie /<sup>259v</sup> à ladicte mense épiscopalle sans que jamais puisse estre vendue ny aliennée ne desmambrée de ladicte mense épiscopalle, laquelle pention annuelle de quatre cens cinquante escus que dessus ledict sieur évesque et ses successeurs audict évesché ou ses fermiers

ou rentiers pourront exiger des consulz de ladite ville que seront pour lors ou du trésorier des deniers communs d'icelle ville et pour paiement d'iceux deniers ledict sieur évesque ou par luy commis et députés de ses successeurs pourront convenir lesdictz consulz et trésorier qui seront pour lors par les rigueurs des submissions et autres cours que bon luy semblera et contraindre par toutes voyes deues et raisonnables.

Plus a esté accordé que ledict sieur évesque et communauté de Fréjus seront tenus comme iceluy sieur évesque et consulz que dessus au nom susdict faire ont promis obtenir de nostre saint père le pape bref ou commission d'autorisation de la présente transaction et après icelle mettre à deue et entière exécution à communs frais et /<sup>260</sup> despens et icelle transaction faire approuver et amologuer par messisuers tenans le Grand conseil du roy nostre sire où le procès est pendent et ailleurs ou besoin sera et constituer procureurs à ces fins pour requérir ladite autorisation et esmologation et souffrir condamnation par arrest d'iceluy Grand conseil de garder, entretenir et observer chacun en son endroict le contenu d'icelle.

Item a esté de pache que ladite communauté sera tenue moudre les bledz dudict sieur évesque ou de ses successeurs audict évesché pour son manger et de sa famille franc et sans payer mouture et sera préféré aux habitans d'icelle communauté incontinent après que iceluy qu'il aura trouvé moulant aura fait sa mouture et aussy sera ledict sieur évesque et ses successeurs en faculté de pouvoir prendre d'eau ausdicts fossés pour aigage et arroser ses predz et terres deux jours chacun mois, que seront deux samedis de quinse en quinse jours, commençant iceux deux jours du samedy depuis les trois heures après midy et continuant jusques a trois heures après midy du dimenche suivant, et les ayant arrosés après l'heure passée /<sup>260v</sup> ladicte communauté, manans et habitans d'icelle leur pourront oster l'eau pour leur commodité et ce sans rien payer par ledict sieur évesque et ses successeurs à<sup>262</sup> ladite communauté pour tel aigage sans toutesfois que ledict sieur évesque et ses successeurs en son église par eux ou interposées personnes puisse ny osent faire semer aucun ris ny iceux arroser desdictes eaux pour éviter les putréfactions d'air quy en proviennent.

Plus est de pache que ladite communauté de Fréjus sera tenue comme lesdictz sieurs consulz à l'assistance que dessus faire ont promis laisser un mloulin et iceluy entretenir moulant à tousjours au lieu où sont présentement ceux que dessus et ce pour la commodité et mouture des manans et habitans de Rocquebrune en prenant la communauté dudict Fréjus la mouture desdicts manans et habitans de Rocquebrune à l'accoustumée et sans rien innover si ne feust du consentement desdicts manans et habitans de Rocquebrune.

Plus par ceste présente transaction et convention lesdictz consulz à l'assistance que dessus au nom /<sup>261</sup> et pour la communauté ont accordé et donné permission au sieur évesque comme dessus stipulant prendre du bois mort pour son chauffage de sa maison episcopalle à ses devens et à la Rourede de l'Esterel tant qu'il appartiendra à ladite communauté et ce sans rien payer.

Plus que par la présente transaction ne sera desrogé à la précédente entre lesdictes parties faicte receue par ledit m<sup>e</sup> Lamberty notaire ainsi sera l'une par l'autre confirmée et l'une en l'autre comprise et incluse et ne sera aucunement desrogé à l'acte et convention faict avec ladite première transaction pour regard de la jouissance desdits moulins par ses rentiers quy sont présentement durant le temps de leur arrentement comme par iceluy acte se contient et par vertu de cette présente transaction et accord lesdictes parties et chacune d'icelle ont renoncé et renoncent audict procès et se sont quittés tous despens, dommages, inthérestez voulans vivre en

---

<sup>262</sup> et

bonne paix et constitueront lesdictes parties procureurs au Grand conseil et ailleurs où besoin sera pour recouvrer les papiers et procédures, sacz et pièces concernans lesdictz procès et seront baillés et délivrés, tenus et conservés /<sup>261v</sup> par ladicte communauté et au pouvoir d'icelle pour leur servir quand sera besoin sans que pour ce ledict sieur évesque entre en aucune despence ne que à faute de les pouvoir recouvrer soit de rien tenu à ladicte communauté ne que soit entendu d'autres documens que ceux qui pourroient conserner les droictz cy dessus donnés et quittez et ces présens transaction, accord, convention, cession, quittance, nouvel bail, paches, permissions et tout ce qu'est contenu au présent acte ont promis ledict sieur évesque et lesdicts sires Rodeillat, sire Gabriel Clément et Anthoine de Barbis consulz à la présence et assistance desdictz particuliers que dessus et chacun d'eux en son endroit et ainsi que leur touche avoir rattas et agréables, tenir fermes et stables à tousjours et non contravenir aucunement de droict ou de fait par eux ou interposées personnes soubz réfection et restitution de tous despens, dommages, inthérestz que l'une des parties pourroit souffrir et endurer par coulpe et faute de l'entier accomplissement de ce que /<sup>262</sup> dessus ou y contravenant et soubz l'obligation des biens dudict sieur évesque et de sondict évesché et des biens, choses et droictz présens et advenir de ladicte communauté, manans et habitans d'icelle et mesme desdictz moulins et serre et autres engiens qui se pourroient construire, lesquelles chacune desdictes parties endroit soy et ainsi que leur touche ont pour ce obligé, hypotequé et mesmes lesdicts sieurs consulz qui expressément ont hypotequé et soumis lesdictz moulins et engiens faitz et à faire aux rigueurs des cours des submissions et autres cours du présent pays de Provence, voulans et consentans à faute de paiement de la pension que dessus ledit sieur évesque et ses successeurs puissent lesdictz moulin, serre et autres engiens prendre et retenir et sur iceux se payer par toutes rigueurs que faire se pourra avec tous domages et inthérestz que pour raison de telz payemens se pourroient ensuivre et ainsi l'ont juré aux saintes escritures evangilles de Dieu, ledict sieur évesque mettant sa main sur sa poirtine /<sup>262v</sup> et consience en façon de prélat et lesdictz sieurs consulz et tresorier au nom que dessus les escritures touchant avec renonciation de tous droictz, loix, exceptions et bénéfices de droict par lesquelz pourroient contravenir à ce que dessus, desquelles choses chacune des parties a requis acte estre fait par moy notaire royal soubzsigné.

Faict a Fréjus et dans le pallais de l'évesché et chambre peinte ez présences de m<sup>e</sup> Baltasar Prouvant m<sup>e</sup> de musique, Hugues Cappon prestre de Flayosc, Valentin Tabier m<sup>e</sup> d'escolle de Rocquebrune, Pierre Lambert pellissier de Grasse et Pierre Blancard mulatier de Figanières, tesmoins à ce requis et appellés et trestous icy soubzsignés suivant l'ordonnance, B. Roman évesque de Fréjus, Donat Gilly cabiscol, P. Bonaud chanoine de Rocquebrune, Boniface Pignoly chanoine, Guillaume Barbossy chanoine, Abel Fulconis chanoine, Raphel Rodeillat consul, Clément consul, Anthoine de Barbis consul, J. Vaille juge royal de Fréjus, B. Gaibier enseigneur de Callian, Bagnoulx, Jean Clementis sieur de la Garde, /<sup>263</sup> B. d'Esperel, Pierre Boteillier, Jean Salvatoris, Jean Carbonel assistant, Supprian Vassal assistant, Baltasar Provant tesmoin, Pierre Lambert tesmoin, Pierre Blancard tesmoin, ainsi signés à la scède originale, et moy Guillaume Dolle notaire royal de cette ville de Fréjus qui en ce que dessus suis esté présent, ay prins et publié acte aux présences et assistances que dessus et d'iceluy fait extraire cestuy instrument en ces trois peaux pargemin la présente incluse par autre main à moy fiable et deue collation faicte me suis sy soubzsigné de mon saing autentique accoustumé requis par lesdicts sieurs consulz de ladite communauté de Fréjus, Dolle ainsi signé.

Le quinsiesme jour du susdict mois d'avril les précédens actes de transaction et ratification ont esté insinués et enregistrés à la requeste des susdicts sieurs évesque et consulz y nommés en personne requérant acte par moy notaire et commis soubzsigné, Clément ainsi signé.

Extraict par main d'autre et deument colationné à l'original dans les registres du greffe des insinuations ecclésiastiques de la ville et diocèse /<sup>263<sup>v</sup></sup> de Fréjus estans au pouvoir de m<sup>e</sup> Pierre-Jean Mosson greffier d'icelles par moy Olivier Vesilis notaire royal dudit Fréjus commis et greffier en tesmoing de verité soubzsigné requis par messire Honoré Bottin doyen de Lorgues procureur du sieur révérendissime évesque de Fréjus ce dousiesme du mois de juillet mil cinq cens quatre-vingtz-deux, signé Vesilis.

Permission donnée aux habitans de Fréjus pour le transport du greffe par le sieur évesque

*1576, 3 novembre. Fréjus. – L'évêque autorise la communauté à démolir et reconstruire ailleurs le greffe construit sur la place du Marché.*

L'an mil cinq cens soixante-sèze et le troisieme jour du mois de novembre en la ville de Fréjus et dans le pallaix /<sup>264</sup> épiscopal et chambre peincte par devant révérend père en Dieu messire Bertrand de Romans évesque dudict lieu sont compareus sires Bertrand Bonaud, Guillaume Gilly et Honoré Coste consulz, Jean Clément sieur de la Garde-de-Fraynet, Bertrand Roman sieur d'Espérel, cappitaine Jean-François de Nigris, m<sup>e</sup> Boniface Dolle receveur des décimes au diocèse dudict Fréjus, m<sup>e</sup> Jean Bonaud et Hugues Garamagne notaires, m<sup>e</sup> Marc-Anthoine Dolle, Jean Gaurran et Bernard Carbonnel conseillers de la maison commune dudict lieu, lesquelz au nom de ladite commune et suivant la deliberation de leur conseil ont dict et remonstré que pour embellir la place du marché dudict Fréjus voudroict ladicte commune faire oster et abatre l'aisle et couvert y estant en icelle, réduire et redresser en un coin et voir de pouvoir garder et oster les immondices quy se font journellement au devant la grand porte de l'église cathédrale dudict Fréjus provenant d'un rièrre-/<sup>264<sup>v</sup></sup> greffe, l'abatre et démolir aux despens de ladicte commune, s'offrant redresser aux despens d'icelle la part où par ledit sieur évesque sera commandé un auditoire pour l'exercide de la jursidiction que ledict sieur évesque a audit Fréjus, Saint-Raphel et Le Puget et ce pour le décorement de ladite place, ce requérant comme dit est et ledit sieur évesque, ouy ledict requis et desirant la mesme condiction que dessus, a donné permission à ladicte commune de desmollir et abatre ladite maison de son greffe venant à droict fil du coing d'icelle place mettant en seurté iceluy coin venant vers la maison de m<sup>e</sup> Sciprien Vassaly et redresser de pierre de taille d'haut en haut prenant ladite pierre de taille qu'est sur le coin dudict greffe et le /<sup>265</sup> demeurant de la pierre et déffarde de ladite maison ladite commune la remettra dans ledit évesché où sera advisé par ledict sieur évesque aux despens de ladite commune, laquelle sera tenue faire et construire de nouveau un auditoire et greffe pour exercer la jurisdiction temporelle et spirituelle dudict Fréjus, Saint-Raphel et Le Puget au lieu et place où souloit estre dans ledict évesché avec un cledat de bois ainsi que s'appartient, faire l'auditoire de l'autre costé en sorte qu'on y puisse exercer et tenir commodément justice avec ses portes, bancz et fenestres y nécessaires et le couvert dudict auditoire et greffe hausser la muraille à l'esgal de l'autre vieille y estant vers le jardin et couvrir bien et deument et se pourra servir ladite commune pour ce faire des teouilles et pierre et legnam de ladite maison du greffe et fera une crotte à gipperie sur ledit auditoire et greffe venant à plain pied de la chambre regardant et venant sur ledict auditoire et aussi que ladite commune au long

des murailles /<sup>265v</sup> dudit évesché ne pourra faire aucune aisle ne chose que puisse accuser la veue dudict évesché, bien pourra faire au long un petit banquet pour s'asseoir et prendre de ladite pierre pour ce faire. Et advenant que ledict sieur évesque ou ses successeurs vueillent faire aucunes boutiques ou portes vers ladite place qu'il pourra abattre le long d'icelles ledit banquet et aussy que ladite commune suivant son offre démolira ladite aisle de ladite place où est à présent et la mettront en son coing où par ladite commune sera advisé et lesdictz consulz et conseillers au nom de ladite commune se sont offertz et promis observer les qualités et condictions susdictes et pour ce faire les parties en ont obligé ledit sieur évesque les biens dudict évesché et lesdictz consulz et conseillers les biens de ladite commune à toutes cours, ainsi l'ont juré et renoncé à tous droictz à ce contraires, de quoy ledict sieur évesque, consulz et conseillers en ont requis acte à moy notaire soubzsigné /<sup>266</sup> au lieu susdict ez présences de messire Gaspard du Puget prieur et vicaire de Monferrat et m<sup>e</sup> Pierre Maret clerc dudict Monferrat, tesmoins requis et soubzsignés les sachans escrire, B. de Romans s<sup>f</sup> temporel et évesque de Fréjus, Bertrand Bonaud consul, Guillen Villy consul, Honoré Coste consul, J. Clement, B. Roman, Bonaud, Garamaigne, Dolle, Jean Francès de Nigris, Gaurran, Dolle, Gaspard du Puget, Pierre Maret signés et moy Pierre Bonaud notaire royal à Fréjus soubzsigné, Bonaud signé.

#### Transaction entre le seigneur évesque et le chappitre

*1585, 20 septembre. Fréjus. – Transaction entre l'évêque et le chapitre au sujet de la perception des dîmes.*  
Sachent tous que l'an mil /<sup>266v</sup> cinq cens huictante-cinq et le vingtiesme jour du mois de septembre advant midy, comme soit que de tout temps les seigneurs révérendissimes évesques de la ville et citté de Fréjus et messieurs du vénérable chappitre de l'église cathédrale dudict Fréjus ayent eu droict de perception et perceu successivement les dixmes des bledz, raisins, petitz et menus dismes des habitans et décimables dudict Fréjus et son terroir en deux natures, sçavoir ayant entre eux une partie de terroir décimable dudict Fréjus sur lequel prenoit la décime du bled, raisins et petit disme en tiltre de commun entre eux divisible, c'est de vingt-quatre en prenant lesdicts sieurs de chappitre dix-sept charges et les sept restans audit sieur révérendissime évesque et ainsi des autres mesures et choses décimables en nombre, et d'autre part ayant lesdictz sieurs du chappitre quelques terroirs dudict Fréjus propres décimables à leurdict chappitre en bledz sans que de iceux /<sup>267</sup> ledit sieur évesque en prenne aucune dixme, c'est des terroirs de Reyran, S<sup>te</sup>-Brigide et leurs destroitcz propres à iceluy chappitre, comme aussy lesdicts sieurs du chappitre ont de mesme quelques terroirs quy sont les susdicts propres et autres où leurdict chappitre perçoit absolument tout seul et entièrement le disme des raisins menus et petitz dixmes sans que ledict sieur révérendissime évesque prenne en ieux aucun dixme, et d'ailleurs soyt que à raison de la despence qui se fait ordinairement à la cueillete desdictz bledz dudict commun pour faire les gerbiers, fouler et mettre au net à l'hière outre l'arrière disme que lesdicts sieurs évesque et du chappitre baillent aux collecteurs d'iceux, ouy, procédé, entré et payé par contribution et fourniture d'une part et d'autre à raison et au prorata de ce que chacun en prend et est de vingt-quatre dix-sept ledict chappitre et sept ledict sieur évesque et ainsi aussy ausdicts raisins et menus dixmes dudict commun et que lesdicts sieurs de Fréjus et chappitre /<sup>267v</sup> ayent les menses divises tant en droictz décimables que en fondz, propriétés et domaines et que tant pour raison de ladicte exaction desdicts communs et propre respectivement et de la despence y nécessaire y ait souvent controverse, noise et danger de procès entre lesdictz sieurs évesque et du chappitre et leurs



rentiers provenant de ce que ledict chappitre se plaint que les collecteurs dudit dixme bien souvent transportent ce qu'est du propre dudit chappitre au blot<sup>263</sup> dudit commun audit sieur évesque et chappitre tant en bled, raisins que petitz dismes et que par là ledit chappitre demeure fort interessé et en sont souvent et despuis quelques années en ça venus de grandz controverses tant dez la tenue de feu messire Bertrand de Romans, en son vivant évesque dudit Fréjus, que de monseigneur François de Bouliers, moderne évesque, et sur lesdictes controverses intervenues entre les rentiers desdictz sieurs évesques et chappitre que aussy entre lesdictz sieurs évesque, chappitre et /<sup>268</sup> particuliers décimables dudit Fréjus, les aucuns desquelz ont souvent sur le préteste d'icelles controverses et variété de droictz frustré desdictz dismes tant ledict sieur évesque que du chappitre, dont d'une part et d'autre en résulte un notoire et évident inthérest comme aussy pour raison des fournitures, despences et contributions desdictes récoltes de dismes d'ailleurs en vient autres controverses comme dit est et pour raison de tout ce et des mutuelles prétentions d'une part et d'autre, varieté et ambiguïté desdictz droictz peuvent ledicts sieurs évesque et de chappitre tomber en grandz procès et d'ailleurs sur le prétexte desdictes controverses estre souvent d'une part et d'autre frustrés de leurs droictz lesdictz décimables de Fréjus comme ilz se sont souvent trouvés et dont y a eu de procès contre iceux décimables habitans dudit Fréjus se trouvant avoir usurpé desdictz dixmes et s'estre excusés sur lesdictes varietés d'exactions et ambiguïté desdictz droictz et perceptions et davantage se trouvant un autre grand différent entre lesdicts sieurs /<sup>268v</sup> évesque et chappitre pour raison de quelques terres et domaines dudit chappitre et que iceluy chappitre prétend avoir esté ruynées pour la bonification que les facteurs dudit sieur révérend évesque ont taché faire des terres de sondit évesché voisins audit chappitre, ayant par ce moyen esté faictes de grandes occupations desdictes terres dudit chappitre du Verteil et autres au grand préjudice d'iceluy chappitre tant en ses fondz que rentes, dont s'en vouloit ledit chappitre prouvoir par justice, et pour obvier à tout traccas de procès et controverse, la paix tant requise entre ledict sieur révérendissime évesque et messieurs de sondict chappitre, attendu le convenence de leurs vocations et mutuel respect entre eux observable et après avoir longtemps et par cy-devant et aux années précédentes tracté par présence entre lesdicts sieurs évesques mesmes avec ledict sieur de Bouliers moderne évesque et ledit chappitre le moyen d'assoupir tous différens et venir à une bonne résolution expedient de transaction pour unir par ordre et /<sup>269</sup> règlement tel que nul d'entre eux se trovast intéressé, ayant ledict sieur révérendissime évesque de Bouliers s'absentant de ce país pour les affaires de son église et évesché donné expresse charge à m<sup>e</sup> Boniface Dolle, bourgeois et receveur des décimes dudit Fréjus, son procureur général, de passer acte de transaction, accord et concorde desdicts différens ainsi que du mutuel tracté qu'il et sondit chappitre en avoir fait résultoit, seroit esté conclud et résolu icelle transaction et concorde passer entre lesdictz sieurs en la forme et qualité que s'ensuict que lesdictes parties ont dict, asseuré et déclaré tout ce que dessus estre véritable.

A cette cause, par devant moy notaire royal soubzsigné et tesmoins souznommés constitués en leurs personnes ledit m<sup>e</sup> Boniface Dolle, procureur général dudit sieur et révérendissime évesque et ayant de luy expresse charge audit effect et par lequel a promis et promet faire ratiffier le présent acte, d'une part et vénérables et egrèges personnes messieurs /<sup>269v</sup> Jean de la Garde, ez droictz licencié, prévost, Hélias Mosson, docteur ez droictz et en sainte théologie, archediacre, Guillaume Barbossy, Jean Clementis, licentié ez sainte décretz, Barthelemy Camellin, Maurice Second, docteur en sainte théologie, et Jean Fulconis et Melchion Brunel ez

---

<sup>263</sup> prov. blot = bloc, amas, total

droictz licenciés, chanoines de l'église cathédrale dudit Fréjus cappitulairement assemblés à son de cloche à l'accoustumée dans ledit lieu cappitulaire et accoustumé tenir chappitre audict Fréjus, les autres sieurs entrans audict chappitre absens dudit Fréjus et représentans et faisans leurdict chappitre deument assablés d'autre partie, lesquelz mutuelles stippulations d'une part et d'autre intervenantes ont sur lesdictes controverses, différens, varietés, ambiguités et prétentions pour éviter procès et mises transigé, accordé et concordé, sçavoir ledit m<sup>e</sup> Dolle comme procureur et au nom dudit sieur de Bouliers évesque de Fréjus et ses successeurs audit évesché et lesdictz sieurs du chappitre aussy au /<sup>270</sup> nom de leurdict chappitre et successeurs en iceluy, comme cy après :

Premièrement ont transigé, convenu et accordé que ledict sieur révérendissime évesque quittera, cèddera et remettra audict chappitre comme de présent et par vertu du présent acte ledit m<sup>e</sup> Dolle son procureur et à son nom cèdde, remect et quitte toute la part de dixme des raisins qu'il prend, perçoit et avoit droict de percevoir pour raison de sondict évesché au terroir dudit Fréjus de quelque qualité qu'il soit audict chappitre et sieurs cappitulans et successeurs en iceluy chappitre et par ce moyen ledict chappitre prendra et percevra entièrement tout le dixme des raisins dudit Fréjus et son terroir sans rien excepter et de quelque qualité qu'il soit et sans que ledict sieur évesque ny successeurs audict évesché ny autres à leur nom puissent prendre, percevoir ny prétendre perception aucune du dixme d'iceux raisins audict Fréjus et son terroir.

Item ont transigé et accordé que ledict sieur révérendissime évesque quittera, /<sup>270v</sup> cèddera et remettra comme par vertu du présent acte ledict m<sup>e</sup> Dolle à son nom quitte, cèdde et remect audict chappitre et sieurs cappitulans stippulans tant pour iceluy chappitre que successeurs sçavoir est toute la part du petit et menu disme consistant en avoine, milletz, chevreaux, agneaux, nadons, chenèves, chambres, lins, fèves et autres espèces de legumes décimables et que prend, perçoit et avoit droict de percevoir ledict sieur évesque pour raison de sondict évesché au terroir dudit Fréjus de quelque qualité qu'il soit et par ce moyen ledict chappitre par cy après prendra et percevra entièrement tous desdicts menus dismes d'avoine, millet, agneaux, chevreux et nadons et autres légumes décimables chaneves, chambres, lins et autres menus dismes de quelque espèce, qualité et considération qu'ilz soient décimables et sans que ledict sieur évesque ny ses successeurs audict évesché ny autres en leurs nom puissent prendre, percevoir ny prétendre /<sup>271</sup> perception aucune du disme d'iceux audit Fréjus et son terroir.

Item ont transigé, convenu et accordé que moyenant ce que dessus lesdictz sieurs de chappitre de leur part remettront comme de présent et par vertu du présent acte remettent par eux et [leurs] successeurs audit chappitre en commun et pour estre divisé comme ce quy se divise en terme de commun entre ledit sieur évesque et chappitre tout et chacun le dixme de bled, avoine, orges, seigles et autres bledz que en tiltre de propre prenoient et souloient prendre au nom dudit chappitre des habitans décimables dudit Fréjus au terroir de Reyran et autres terroirs audict chappitre propres audict Fréjus et moyenant ce tous les dixmes des bledz dudit Fréjus et son terroir et que lesdicts sieurs évesque et de chappitre prènent des habitans et décimables dudit Fréjus seront mis en gerbiers communs et recueillis par collecteurs quy seront accordés par arrière disme à prendre sur ledict commun pour estre en après /<sup>271v</sup> divisé à l'ièrre entre lesdicts sieur évesque et chappitre en la forme accoustumée, c'est que, après avoir payé les jumens sive egos dudict blot et bled commun, du surplus de vingt-quatre charges ledict chappitre en prendra dix-sept et ledict sieur évesque sept comme souloit faire de ce que percevoit en tiltre de commun, de sorte que n'y demeurera par cy après aucun dixme propre perceptible d'aucun terroir ou décimables ains tout commun divisible en la forme et qualité que dessus.

Item ont transigé que ledict chappitre outre ce payera les fraix et despence que faudra faire après l'arrière dixme des collecteurs et egues payés, c'est qu'il payera les hommes qui fairont les gerbiers, acouteront pour venter et netoyer le bled au net et les norriront sans que pour raison de ce ledit sieur évesque soyt tenu entrer par cy après en aucune despence autre que du bled /<sup>272</sup> qui sera baillé audict arrière dixme ausdictz collecteurs et ausdicts egueyers, lequel comme dit est se payera du comble commun, le surplus demeurera divisible à l'ière comme dit est, prenant ledict chappitre de vingt-quatre dix-sept et ledict sieur évesque sept sans que ledict sieur évesque entre en aucune despence.

Item ont transigé que ledit chappitre ne pourra prétendre mettre audict commun le disme des particulières terres que ledict sieur évesque a et possède audit Fréjus et son terroir ny demander aucun disme à ses fachiers ou rentiers ny à ceux à qui il ou ses successeurs pourroient bailler à nouvel bail ou transporter lesdictes terres entièrement en la forme de droict, icelles n'estant pas terres gastes, et aussy ledict sieur évesque ne pourra prétendre mettre en commun le dixme des particulières terres que ledict chappitre a et possède audit Fréjus et son terroir ny demander aucun disme, droict ny part en icelles audict chappitre ny à ses fachiers et autres que auront dudit chappitre droict et cause et ausquelz lesdicts sieurs du chappitre et /<sup>272<sup>n</sup></sup> ses successeurs en iceluy pourroient bailler à nouvel bail ou autrement transporter en la forme de droict, icelles n'estant point terres gastes, et par ainsi lesdicts sieur évesque et chappitre pour raison de ce demeureront en la coustume et possession qu'ilz sont à present qu'est telle qu'est en cesdicts paches spéciffié.

Item ont transigé que ledict chappitre baillera et transportera comme lesdictz sieurs capitulans d'iceluy chappitre bailleront et transporteront par cest acte tant en leur nom que de leurs successeurs audict chappitre audict sieur révérendissime évesque et successeurs audict évesché, ledict m<sup>e</sup> Dolle et moict notaire présens et stipulantz, sçavoir est les terres appartenans audict chappitre audict Verteil que sont au plan dudit Fréjus contenans en capacité d'environ vingt-quatre cestiers semence y comprenant la partie prétendue (occuparion) avoir esté occupée par ledict sieur évesque et aussy autre terre scittuée au terroir de Pallaison de la capacité d'environ quarante cesterées appartenant aussi audict chappitre et le pred scittué au terroir du Puget appellé de Gaudrade d'environ /<sup>273</sup> six sochoirades et petite terre contigüe aussy appartenantes audict chappitre et moyenant ledict transport seroit et appartiendroit lesdictes terres du Verteil, de Pallaison, pred de Terre de Gaudrade audict sieur révérendissime évesque et ses successeurs à sondict évesché.

Item ont transigé et déclaré lesdictes parties ausdicts noms et qualités transigeantes qu'ilz n'entendent par la présente transaction aucunement derroger aux autres droictz tant seigneuriaux de quelque sorte qu'ilz soient ou puissent estre que autres prétentions quelconques que lesdicts sieur évesque et chappitre prétendent respectivement avoir audict Fréjus et son terroir ny au procès pendant tant par devant nosseigneurs du Grand conseil que ailleurs pour raison d'iceux et autres à mouvoir et poursuivre en temps et lieu contre qu'il appartiendra, dont en ont protesté et requis acte.

Et finalement ont transigé que moyenant lesdictes transaction, accord et concorde, paix sera entre lesdictes parties en observation de ce que dessus sans que pour raison du contenu en la présente transaction, circonstances et dépendances /<sup>273<sup>n</sup></sup> puissent l'un ny l'autre partie plus prétendre contre l'autre ne au contraire et ainsi que dessus a esté dict, arrêté et transigé entre lesdictes parties contrahantes, laquelle chacune et endroit soy et en tant que leur conserne ausdictz noms et qualités ont promis et promettent avoir à tousjours et pour ferme et agréable le présent acte et tout son contenu et n'y contravenir soubz réfection de tous despens, damages et

inthérestz qu'une partie pour l'autre et au contraire pourroit endurer pour l'observation de ce que dessus et soubz l'obligation des biens, droictz et revenus présens et advenir tant dudict sieur révérendissime évesque, dépputé dudict évesché seulement que dudict chappitre à toutes courtz des submissions et autres de ce país avec renonciation de toutes et chacunes exceptions, loix, droictz, statutz et privilèges faisans en leur faveur et ainsi l'on promis et juré et requis acte par moidict notaire.

Fait et publié audict Fréjus dans ledict lieu capitulaire qu'est au dessus la chappelle Saint-Honoré en entrant en ladicte église présens m<sup>e</sup> Baltezar /<sup>274</sup> Provent musicien, Hermentaire Copsy serviteur de ladicte église cathédrale et m<sup>e</sup> Pierre de Candia viguier subrogé audit Fréjus, tesmoins requis les sachans escrire soubzsignés, Boniface Dolle procureur susdict, J. Fulconis, de la Garde prévost, H. Mousson archediacre, G. Barbossy cabiscol, J. Clementis chanoine, B. Camelin chanoine, Segondy chanoine, Brunel chanoine, Provent présent, de Candia et moy Vesilis notaire etc. ainsi signés à l'original.

Extraict des escritures et protocollés de feu m<sup>e</sup> Olivier Vesilis en son vivant notaire royal de la ville de Fréjus et collationné par moy François Maurine aussy notaire royal à ladite ville soubzsigné et au pied des six premiers fueilletz ce dernier février 1628, signé Maurine notaire.

#### Transaction sur le payement du disme entre le chappitre et les habitans de Fréjus

*1598, 16 juin. Fréjus. – Transaction entre le chapitre et la communauté de Fréjus au sujet de la perception des dîmes.*

/<sup>274v</sup> Sachent tous que de l'an mil cinq cens nonante huit et le sèsiesme jour du mois de juin après midy, comme les sieurs chanoines et chappitre de l'église cathédrale de cette ville de Fréjus soient en possession autentique et rescente, voire de tel temps qu'il n'est mémoire d'homme au contraire, de prendre et percevoir le disme sur les bledz annone, froment et autres gros grains quy se perçoivent au terroir dudict Fréjus en gerbes à raison de l'onsain, comme aussy des nadons en espèce à ladite raison et encores des autres menus grains, légumes, chanvres, lins et leurs graines excepté fayoux à raison du tresain et quatorsain, ce nonobstant plusieurs particuliers dudict Fréjus, soubz prétexte de longue possession de payer en argent à raison de six soulz pour nadon, auroient reffusé payer en espèce, tellement que ledict chappitre les auroit mis en cause par devant la souveraine cour de parlement et en poursuivant obtenu arrest diffinitif le vingt-sixiesme may dernier, lequel /<sup>275</sup> prétendoient faire exploicter suivant sa forme et teneur, ce qu'estoit pour amener et engendrer plusieurs controverses parmy ledict chappitre et habitans. D'ailleurs, considérant ledict chappitre les abus que annuellement sont commis, tant par lesdictz habitans sur le payement desdictz deux dismes grand et petit que par les colecteurs y établis par ledit chappitre favorisans leurs amis sur le payement d'iceux et tant plus eux mesmes, et plusieurs autres malversations clandestinement commises au préjudice dudict chappitre se trouvant par ce moyen grandement lezé, roulé et manqué de son droict, ayant amplement conféré pour trouver le moyen d'éviter telz abus et demeurer en bonne paix et fraternité avec lesdictz habitans et prendre un bon ordre et règlement sur le payement desdicts dismes grand et petit et résoudre de la sorte et forme qu'ilz doyvent estre payés, par l'entremise et poursuite d'aucuns gens de bien et d'honneur amis communs des parties contrahantes s'estant assemblés et fait sur ce longue conférence tendant tant au soulagement et /<sup>275v</sup> proffit tant d'une partie que d'autre, auroient à la

parfin par commun consentement arresté et demeuré d'accord sur ledit payement desdits deux dismes grand et petit et sur ce que dépend et provient de la manière, forme, règlement et qualitez que cy après ainsi que lesdictes parties ont affirmé.

A cette cause, par devant nous Olivier Vesilis, notaire royal, secrétaire dudict vénérable chappitre, et Hélion Vaixière, aussy notaire royal et greffier de la maison commune dudict Fréjus, soubzsignés, et tesmoins surnommés, constitués et personnellement assemblés au lieu que cy après egrèges et vénérables personnes messire Barthelemy Camelin, ez saintz decretz licentié, archediacre, Guillaume Barbossy cabiscol, Jean Clementis et Jean Fulconis, professeur en sainte théologie, Melchion Brunel, ez droictz licentié, Joseph de Romans, bachelier ez droictz, Jacques Aycardy, docteur en sainte theologie, et Guillaume Augeri, docteur ez droictz, trestous chanoines de l'église cathédrale dudict Fréjus, faisans et représentans le corps et collège de leur chappitre en absence des /<sup>276</sup> autres sieurs y entrans et au nom de leurdict chappitre et leurs successeurs suivant les ordonnances et delibérations, d'une part et m<sup>e</sup> Esperit Raimond, receveur des décimes au diocèse dudict Fréjus, Sciprien Vassalis et Pierre Bleoud, consulz de la communauté, manans et habitans de ladite ville, cappitaine Jean-François de Nigris, viguier, m<sup>es</sup> Pierre Bonaud et Jean Carbonel, notaires royaux, et cappitaine Jacques Clément, esleus et députés par délibération du conseil de ladite communauté au fait et passément des présentes et au nom aussy de m<sup>e</sup> Boniface Dolle, principal bourgeois de ladite ville, absent, aussy député, pour lequel promettent faire agréger et signer sesdictes présentes, pour et au nom de toute ladite communauté, manans et habitans dudict Fréjus et suivant les délibérations dudict conseil, d'autre part, lesquelz de leur gré et volonté par eux et leurs successeurs ausdictz noms et qualités ont sur ce que dessus concernant le payement desdictz dismes convenu, arresté et transigé, intervenans mutuelles et réciproques stipulations, comme s'ensuit :

/<sup>276</sup> Premièrement que toute sorte de grains et légumes de quelque espèce et qualité que soient, hormis et excepté fayoux et corsoux, qui se recueilliront et percevront au terroir dudict Fréjus, décimables audict chappitre, seront réduictz et remis par lesdicts habitans en grain nettoyés et criblés aux despens des propriétaires, possesseurs et tenanciers des terres et héritages subjectz ausdictz droictz de disme, remis en estat pour estre portés et serrés en grenier, desquelz grains et légumes, excepté lesdicts fayoux et corsoux que par pache exprès sont exemptz de tout disme, en sera payé le droict de disme en grain audict chappitre à raison du sèsain revenant de trante-deux partz deux audict chappitre, les trente demeurant au propriétaire, rentier ou fachier des terres subjectz ausdicts dismes, lequel droict sera et demeurera franc et quitte audict chappitre de toutes et chacunes charges, impositions et impences.

Item ont arresté et accordé que au payement dudict dixme ne sera aucunement compté le droit des jumens ny au payement des jumens compté /<sup>277</sup> le droict de dixme.

Item ont accordé que le dixme des chanvres, lins et leurs graines sera payé audict chappitre par lesdictz habitans à mesme raison du sèsain.

Item lesdictz contrahantz ont transigé et accordé que sur le payement dudict dixme de bledz, grains et légumes ne seront point compris les terraus et espigail sive grapiers et moins le sol des hyères, quy demeureront et appartiendront entièrement ausdictz habitans et propriétaires, rentiers ou fachiers, lesquelz sans aucun abus les rendront et remettront en leur propre nature et qualité et, en cas d'abus considérable, sera permis audict chappitre, leur économe ou autre député de faire recribler et repasser telz terraus et espigail et en prendre son droict de disme à ladite raison.

Item ont convenu et transigé que le disme des nadons sera payé en espèce audict chappitre par lesdicts habitans à mesme cotte ou raison du sèsain et chacun jour de vendredy saint,

commençant en cette présente année, à qualité et conduction que, ne pouvant arriver telz nadons a deguyre sive audict sèsain et ne surpassant demy deguire, lesdictz /<sup>277v</sup> habitans et propriétaires seront absous et quittes du droict de disme desdicts nadons en payant audict chappitre trois soulz pour nadon sive agneau ou chevreau ; et par contraire surpassant, seront tenus payer audict chappitre huit soulz pour nadon sy mieux n'ayment luy quitter tel nadon pour mesme prix.

Plus ont convenu et accordé que les estrangers et forains ne jouiront aucunement de cette transaction et accord, ains payeront le droict de dixme desdictz nadons à l'ancienne coustume de l'unsain.

Item ont transigé et accordé que lesdicts habitans et estrangers ne pourront vendre leurs nadons à détail ny en gros que préalablement ilz n'ayent appelé l'économe, administrateur ou autre commis dudict chappitre pour la conservation du droict dudict dixme, encores que ce feut par anticipation du temps et jour du paiement dudict disme.

Item ont convenu que, se trouvant audict jour de vendredy saint que dans un troupeau y eust queqlue bestail que n'eust encores deschargé leurs petitz, lesdicts habitans et estrangers seront tenus en advertir ledict économe ou autre ayant charge pour la conservation /<sup>278</sup> du droict dudict chappitre, sur les peynes des édictz et ordonnances de sa majesté et arrestz de la cour.

Item lesdicts contrahans ont transigé et accordé que lesdicts habitans ne aucuns d'eux ne pourront obster lesdicts grains ou légumes des hières sans appeller lesdicts sieurs du chappitre, leur économe ou autre depputé pour prendre ledict droict de dixme sous les mesmes peines portées par lesdicts édictz et arrestz et à ces fins tel économe ou dépputé se rendra facile d'y venir à peine de tous despens, damages et inthérestz.

Comme aussy a esté convenu que aucunes gerbes bledz ou grains décimables ne pourront estre enlevés de son lieu, terres ou hières pour estre transportés dans ladite ville ou hors du terroir d'icelle, soit pour s'en secourir ou autrement, sans en advertir préalablement ledict économe ou autres dépputés soubz mesmes peines.

Finablement a esté transigé et accordé entre lesdicts contrahans que, moyennant le présent acte de transaction, sera paix et amitié entre lesdicts chappitre et habitans et par ce moyen iceux habitans et communauté demeureront /<sup>278v</sup> exemptz des charges et quittés par ledict chappitre des fraictz et despens portés par l'arrest desdicts nadons, comme de fait ledict chappitre a de ce quitté et quitte ladite communauté et habitans en forme. Et ainsi que dessus a esté dit, transigé et accordé entre lesdicts sieurs du chappitre, consulz et particuliers susdicts au nom de ladite communauté et habitans, parties contrahantes, lesquelles chacunes en droict icy et en tant que leur conserne esdicts noms et qualités ont promis et promettent avoir et tenir pour ferme et agréable le présent acte et tout son contenu sans y aucunement contravenir à peyne de tous despens, damages et inthérestz, le tout soubz le bon plaisir de nostre saint père le pape et de la souveraine cour de parlement constituant à ces fins pour en demander l'autorisation, confirmation et émologation m<sup>s</sup> Esperit Boyer, procureur dudit chappitre, et Rayolle, procureur de ladite communauté, lesquelz promettent de relever et indemniser, obligeant à cest effect et fins et pour tout le contenu de ses présentes sçavoir /<sup>279</sup> lesdicts sieurs archediacre, cabiscol et chanoines les biens, droictz et revenus présens et advenir dudit chappitre et lesdicts consulz et dépputez suivant leur pouvoir les biens, droictz et revenus de ladite communauté à toutes cours rigoureuses des submissions et autres de ce país, renonçantz à tous droictz et loix à ce contraires et ainsi l'ont promis et juré lesdicts sieurs du chappitre *ad pectus*, requérantz acte.

Faict et publié audit Fréjus dans la salle dudit chappitre, présens Anthoine Robert, mesnager du lieu du Puget, et Jacques Peyrugues, de la ville de Draguignan, tesmoins requis soubzsignés les

sachans escrire, Camelin archediacre, G. Barbossy cabiscol, J. Clementis chanoine, Jean Fulconis chanoine, Roman chanoine, Augery chanoine, Aycard chanoine, Raymond consul, Vassail consul, Bleoud consul, de Nigris depputé, Bonaud depputé, Clementis depputé, Carbonel depputé et moy Hélion Vaixière, notaire et greffier retenant minute soubzsigné, Vaixière notaire, ainsi signés à l'original, et moy Olivier Vesilis, notaire royal dudict Fréjus, secrétaire dudict chappitre /<sup>279v</sup> ainsy signé. Extraict par main d'autre et collationné à son original par moidict Vesilis, notaire royal, secrétaire dudict chappitre, en tesmoin de verité soubzsigné requis par iceluy, signé Vesilis notaire.

### Ratification

*1598, 1 novembre, le conseil général de la communauté de Fréjus ratifie la transaction précédente.*

/<sup>281</sup> Arrest du parlement pour la rédiffication de l'auditoire

*1581, 2 juin. Saint-Maximin. – Arrêt du parlement de Provence qui condamne la communauté de Fréjus à reconstruire l'auditoire de justice qu'il a fait démolir.*

Extraict des registres du parlement.

Entre messire François de /<sup>281v</sup> Boliens, sieur et évesque de Fréjus, demandeur en requeste affin d'avoir la réédification de l'auditoire dont est question, d'une part et les consulz et communauté de ladicte ville, déffandeurs en ladite qualité, d'autre, la cour, ayant esgard à ladicte requeste du demandeur, attendu l'offre des déffandeurs, les a condamnés et condamne à rédiffier l'auditoire dont est question suivant la forme du contract, en autre lieu toutesfois que dans l'enclos de l'évesché tel que sera advisé par le commissaire que sur ce sera depputé sans despens. Faict à Saint-Maximin en parlement le second jour du mois de juin mil cinq cens huictante-un, collation est faite, signé Olivier.

Arrest du grand conseil recevant le sieur évesque de Bouliers  
à reprendre le procès intenté par le cardinal de Flisco

*1582, 19 mars. Paris. – Le Grand conseil autorise l'évêque François de Bouliers à reprendre le procès intenté par son prédécesseur au sujet du droit de régale.*

/<sup>282</sup> Extraict des registres du Grand conseil du roy.

Entre messire François de Bouliers, évesque de Fréjus, demandeur et requérant l'enthérinement des lettres du vingt-uniesme février mil cinq cens quatre-vingtz-un et en ce faisant qu'il soit receu à reprendre les procès et instances pendentes au conseil entre ses prédécesseurs évesques dudict Fréjus, le procureur général du roy et les manans et habitans dudict Fréjus pour raison des droictz de régale, justice et autres droictz dont mention est faite ausdictes lettres, d'une part et ledit procureur général du roy, déffendeur, et lesdictz manans et habitans, requérans estre declarés folement assignés, d'autre ; et entre ledict de Bouliers, demandeur et requérant l'enthérinement d'une requeste du vingt-huictiesme de novembre audict conseil tendant afin de cassation de

procédures faictes pour raison desdictz droictz tant en la cour de parlement de Provence que par devant le /<sup>282v</sup> juge de Draguignan au prejudice de la jurisdiction du conseil, d'une part et lesdictz manans et habitans dudit Fréjus, tant en leurs noms que ayant pris la cause pour aucuns particuliers et officiers dudict Fréjus, déffandeurs, d'autre, veu par le conseil :

- lesdictes lettres et requestes et escritures desdictes parties sur icelles ;
- arrest de la cour de parlement de Provence du quatorsiesme juillet mil cinq cens unse par lequel l'évesque de Fréjus est maintenu en la possession et jouissance de créer en la ville de Fréjus un viguier, notaires et autres officiers pour l'administration de la justice temporelle tant sur les habitans dudict Fréjus que autres et le procureur général du roy maintenu en la possession et jouissance dudict droict de régalle sauf audict évesque ses droictz et actions au pétitoire ;
- lettres patentes d'évocation attributives de jurisdiction audict conseil de la proposition d'erreur et révision obtenues par l'évesque de Fréjus contre ledict arrest du cinquiesme février mil cinq cens trèse ;
- arrest de la rétention desdictes instances audict conseil du consentement desdictes /<sup>283</sup> parties du vingt-neufviesme mars cinq cens dix-sept, par lequel est ordonné que l'arrest du quatorsiesme juillet mil cinq cens unse sera executé par provision sans préjudice des droictz des parties au principal ;
- autres arrestz dudict conseil des vingt-troisiesme janvier cinq cens vingt-trois, deuxiesme may cinq cens trente-trois, quatriesme octobre cinq cens quarante, deuxiesme février mil cinq cens quarante-deux et dix-huictiesme décembre mil cinq cens quatre-vingtz-un ;
- transaction d'entre l'évesque de Fréjus et lesdictz manans et habitans du premier décembre mil cinq cens soixante-sept ;
- arrestz donnés en ladite cour de parlement de Provence les deuxiesme, dousiesme et vingt-huictiesme juin quatre-vingts-un ;
- procédures faictes par devant ledict juge de Draguignan entre ledict évesque et aucuns habitans dudit Fréjus audit an ;
- contredictz desdictes parties, conclusions du procureur général du roy et tout ce que par lesdictes parties a esté mis et produit par devers ledict conseil ;

dict a esté, en ayant esgard ausdictes lettres, que le conseil /<sup>283v</sup> a receu et reçoit ledict de Bouliers à reprendre et poursuivre les instances dont mention est faicte esdictes lettres et en ce faisant a ordonné et ordonne qu'il baillera sa demande dans huictaine, à laquelle ledict procureur général fornira de déffences dans huit jours après et de quinsaine en quinsaine bailleront lesdictes parties répplicques et dupplicques, produiront au mois ensuivant, bailleront contredictz et salvations dans le temps de l'ordonnance et endroict, ausquelz procès et instances lesdictz habitans, sans avoir esgard à la folle assignation par eux prétendue, assisteront sy bon leur semble et pour ce faire seront tenus en faire déclaration dedans un mois après la signification qui sera faite du présent arrest à leurs personnes ou de leur scindic, autrement et à faute de ce faire et ledict temps passé seront lesdictz évesque et procureur général du roy et a ledict conseil joint et jointe ladite instance de cassation de procédures audit procès principal pour en iceluy jugeant /<sup>284</sup> y estre fait droict conjointement ou séparément ainsi que le conseil verra estre à faire par raison, sans despens desdictes instances des lettres et folle assignation, despens de ladite instance de cassation réservés à fin de cause. Prononcé au procureur general du roy et aux procureurs des



parties à Paris le dix-neufviesme jour de mars mil cinq cens quatre-vingtz-deux, ainsi signé Thielement.

#### Autre arrest

*1582, 22 septembre. Paris. — Arrêt du Grand conseil qui fixe à trois mois le délai consenti au procureur général pour produire sa défense contre l'évêque de Fréjus.*

Extraict des registres du grand conseil du roy.

Entre messire François de Bouliers, sieur de Manne, évesque de Fréjus et seigneur /<sup>284v</sup> temporel des lieux, terres et seigneuries déppendens dudict évesché, demandeur pour raison des droictz seigneuriaux et domaniaux à luy appartenans sur lesdicts lieux, droict de régalle et de justice haute, moyenne et basse par m<sup>e</sup> Philippes Girard son procureur, d'une part et le procureur général du roy au conseil, déffendeur, d'autre, après que Girard pour ledict demandeur que dès le vingtiesme du mois d'aoust dernier il auroit communiqué les pièces consernans la demande de sa partie audict sieur procureur général, mesme ladicte demande, et requis que suivant l'arrest dudict conseil du dix-neufviesme mars aussy dernier ledict sieur procureur général eust à déffendre, autrement que déffaut luy feust donné et pour le profit d'iceluy qu'il feust déboutté desdictes déffences et que ledit procureur général a dit n'avoir encores receu mémoires et pièces du procureur du roy en la cour des aydes, comptes, domaine et trésor en Provence pour déffendre à ladicte demande et partant, attendu la qualité du fait lequel importe au roy, a requis déllay de trois mois /<sup>285</sup> pour recouvrer pièces et mémoires pour leur deffendre à ladite demande, appointé est que le conseil a ordonné et ordonne que ledit procureur général fera ses dilligences de recouvrer pièces et mémoires dans trois mois pour tous déllays, viendra déffendre à la demande dudict sieur, de laquelle à cette fin luy a esté baillé coppie. Faict audict conseil à Paris le vingt-deuxiesme jour de septembre mil cinq cens quatre-vingtz-deux, signé Thielement.

#### Arrest de renvoy au Grand conseil

*1582, 9 novembre. Le conseil d'état donne raison à l'évêque, qui a demané le maintien de son procès au Grand conseil, contre la communauté, qui a demandé le renvoi de la cause devant la chambre du Trésor à Paris en première instance et par appel au parlement de Paris.*

/<sup>285v</sup> Lettres

*1582, 9 novembre. Lettres patentes du roi Henri III qui transmet au Grand conseil l'arrêt précédent.*

/<sup>287</sup> Extraict du roolle des placetz présentés au roy arresté et signé de la main de sa majesté à Paris le premier jour de décembre V<sup>C</sup> IIII<sup>XX</sup> II

1582, 1<sup>er</sup> décembre. Paris. — Requête présentée par François de Bouliers et renvoi du procès devant le Grand conseil.

Ordonner que tous les procès pendens entre l'évesque de Fréjus et les habitans dudit lieu seront traictez et instruitz et jugés par leurs juges ordinaires qui sont les gens tenans la cour /<sup>287v</sup> de parlement de Provence, et à ceste fin révoquer toutes les évocations quy ont esté obtenues par ledit évesque et ses prédécesseurs, par le moyen desquelles ilz ont fait renvoyer lesdicts procès au Grand conseil, et de nouveau en tant que besoin seroit révoquer tous les procès pendens audit Grand conseil entre les mesmes parties et les renvoyer en ladite cour de parlement de Provence. Et en marge est escrit de la propre main de sa majesté : renvoyer en mon conseil. Collationné à l'original par moy notaire et secrétaire du roy, signé Paulmier.

Sire,

Messire François de Boliers, /<sup>288</sup> sieur de Manne, évesque de Fréjus, vous remonstre très humblement que combien que certain procès d'entre les manans dudit Fréjus d'une part et les prédécesseurs dudit suppliant d'autre ayt esté évocqué en vostre Grand conseil par lettres patentes du cinquiesme février M V<sup>c</sup>XIII et retenu par arrest d'iceluy du consentement des parties et que depuis ledict arrest y ayt heu plusieurs procédures faictes et arrestz donnés en conséquence de ladicte évocation jusques au dix-neufviesme du mois de mars dernier que les parties auroient esté réglées à escrire et produire sur ladite instance, toutesfois ledict suppliant, ayant esté adverty que lesdictz manans et habitans pour esgarer la cause avoient présenté requeste à votre majesté tendant afin que luy pleust faire renvoyer icelle en la chambre de vostre Trésor à Paris, auroit présenté autre requeste le neufviesme jour de novembre dernier, à laquelle il auroit attaché lesdictes lettres d'évocation, arrestz et procédures de vostredict Grand conseil en concéquence d'icelle, lesquelles deux requestes ayant esté rapportées en vostre Conseil d'estat et lesdictes lettres d'évocation, procédures et arrestz veus en iceluy vous auriés donné autre /<sup>288v</sup> arrest en vostredict conseil d'estat dudit jour neufviesme novembre par lequel, sans avoir esgard à la requeste présentée par lesdictz habitans et faisant droict sur la requeste dudit suppliant, vous auriez ordonné que les procès et différens desdictes parties seroient jugés et décidés en vostredict Grand conseil et à ceste fin les auriez renvoyés en iceluy et pour cest effect attribué à vostredict Grand conseil en tant que besoin seroit toute cour, jurisdiction et cognoissance, néantmoins lesdicts habitans, au prejudice dudit arrest et renvoy de la cause audit Grand conseil, auroient présenté un placet à vostre majesté le premier jour de décembre dernier tendant afin qu'il vous plut ordonner que tous les procès pendens en iceluy Grand conseil entre ledict suppliant et lesdictz habitans seroient jugés en vostre cour de parlement de Provence et à ceste fin révoquer toutes les évocations obtenues tant par ledict suppliant que par ses prédécesseurs évesques dudit Fréjus, sur lequel placet vous auriez renvoyé les parties en vostre conseil, lequel placet est une manifeste surprise et contravention tant /<sup>289</sup> ausdictes lettres d'évocation que aux procédures volontaires par eux faictes audit Grand conseil et arrestz donnés avec eux en jugement contradictoire contenant règlement et appointment à escrire sur lesdicts procès. A ceste cause, sire, et attendu que par les pièces cy attachées il vous appert dudit arrest donné en vostre Conseil d'estat le neufviesme jour de novembre dernier, par lequel vous auriez ordonné que les procès et différens des parties seroient jugés en vostre Grand conseil, ensemble dudit placet à vous présenté par lesdictz habitans et renvoyé en vostredict conseil le premier jour du mois de décembre dernier, il vous plaise, suivant vostredict arrest du Conseil d'estat et sans avoir esgard

audict placet, renvoyer lesdictz procès et différens des parties en vostre Grand conseil pour estre jugés et décidés en iceluy avec déffences ausditz habitans de présenter doresnavant semblable requestes ou placetz ou user de telles surprises sur peine des amandes et réparations qu'il plaira à vostre majesté en son conseil arbitrer et ledict suppliant continuera à prier Dieu pour la santé et prospérité de vostre dicte majesté, signé Fr. de Boulliers e. de Fréjus.

<sup>/289<sup>v</sup></sup> Il est ordonné que les procès et differens d'entre lesdictes parties pendans au Grand conseil y seront jugés suivant ledict arrest du neufviesme jour de novembre dernier nonobstant ledict placet présenté par lesdictz habitans pour faire renvoyer ledict procès en ladicte cour de parlement de Provence et seront faictes déffences à iceux habitans de présenter cy après semblables requestes. Faict audict conseil d'estat tenu à Paris le septiesme jour de janvier mil cinq cens huictante-trois, signé Delu.

#### Lettres

*1583, 7 janvier. Lettres patentes qui ordonnent la notification de l'arrêt précédent à la communauté de Fréjus.*

<sup>/290<sup>v</sup></sup> Demande du sieur de Fréjus du XII mars 1583

*1583, 12 mars. Exposé de l'histoire de la donation des droits royaux à l'évêque de Fréjus depuis 1203 et celle de la procédure en cours.*

#### <sup>/296</sup> Arrest

*1583, 12 août. Paris. – Le Conseil d'état rejette la demande du parlement de Provence qui demandait le renvoi du procès devant le parlement du Dauphiné.*

Extrait des registres du conseil d'estat.

Entre m<sup>e</sup> Bernard Fabry, greffier civil en la cour de parlement de Provence, demandeur à l'enthérinement d'une requeste présentée <sup>/296<sup>v</sup></sup> au Roy le quatriesme jour d'avril dernier tendant à fin d'évocation, et encores entre les manans et habitans de la ville de Fréjus, demandeurs à l'enthérinement d'une requeste présentée à sa majesté le premier jour de may dernier tendant aussy à fin d'évocation, et messire François de Boulliers, évesque de Fréjus, déffendeur esdictes deux requestes,

veu par le Roy en son conseil :

- ladicte requeste du quatriesme avril tendent à ce que pour les causes y contenues qu'il pleust à sa majesté évocquer tous les procès et différens de luy, sa femme et frères, soient civilz ou criminelz, de justice ou finance, meuz et à mouvoir tant à l'encontre dudict de Boulliers que autres renvoyés par arrest du Grand conseil du trantiesme octobre mil cinq cens quatre-vingtz-un au parlement de Dauphiné, ensemble ceux de règlement de juges, contrariété d'arrest et autres pendens audict Grand conseil et iceux renvoyer, à sçavoir ceux de l'exécution desdictz arrestz de règlement de juges et contrariété à juges non suspectz plus proches de la suite de sa majesté et pour les autres au plus prochain

parlement non suspect et faire inhibitions et déffences /<sup>297</sup> tant audict Grand conseil, parlement de Dauphiné et Provence de prendre aucune cognoissance des affaires dudit demandeur, sa femme et frères à peine de nullité de procédures et aux parties d'y faire poursuite à peine de tous despens, damages et inthérestz et par ladite requête desdictz habitans qu'il plut à sadicte majesté évocquer du Grand conseil et parlement de Dauphiné tous les procès contre eux intentés par ledict de Bouliers pour les droictz de régalle par luy prétendus, ensemble les différens par eux contre ledict Fabry intentés en iceux, renvoyer circonstances et dépendances par devant autres juges plus proches du parlement de Provence non suspectz aux parties et casser et annuller arrest donné au Grand conseil le vingt-un février M VI<sup>C</sup>III<sup>XXI</sup> par lequel le procureur desdicts habitans auroit esté contraint reprendre le procès cy-devant intenté contre eux par les prédécesseurs dudit déffendeur ;

- renvoy desdictes requestes, advis des maistres des requestes ordinaires de l'Hostel en leur auditoire du pallais à Paris du dix-huictiesme avril dernier, par lequel auroit esté dit que ledict Fabry fairoit appeller /<sup>297v</sup> dans trois mois les parties desnommées en ladicte requête pour respondre sur le contenu en icelle, et cependant déffences tant au Grand conseil, parlement de Dauphiné et Provence de passer outre au jugement des instances y pendentes ;
- convocation du vingt-deuxiesme jour de may dernier avec les exploictz de signification des vingt-troisiesme et vingt-septiesme jour dudit mois ;
- autre advis desdictz maistres des requestes du cinquiesme juillet dernier par lequel lesdictes parties auroient esté appointées à escrire et produire dans quinsaine pour toutes préfixions et déllays aux fins de ladicte évocation ;
- extrait du procès-verbal de m<sup>e</sup> (*blanc*) Desarches président au Grand conseil du premier juin mil cinq cens septante-sept ;
- articles présentés au roy par le sieur d'Oraison et Cabriès le XXIII<sup>e</sup> juillet M V<sup>C</sup>LXXVII ;
- requête presentée a sadicte majesté par ledit déffendeur pour faire évocquer tous ses procès du parlement de Provence et iceux renvoyer au parlement de Dauphiné ;
- lettres patentes du dix-huictiesme aoust M V<sup>C</sup>III<sup>XX</sup> contenant évocation générale pour cinq années de tous les procès et différens dudict deffendeur pour avoir poursuivy la suspension dudit /<sup>298</sup> parlement de Provence ;
- autres lettres patentes du quatorsiesme juillet M V<sup>C</sup> LXXIX par lesquelles le roy auroit donné pouvoir audict président et unse conseilliers dudit parlement de Provence et m<sup>e</sup> (*blanc*) de Bellievre, président audict parlement de Dauphiné, de juger tous les procès et différens survenus audict pays de Provence pendent les troubles ;
- lettres missives du sieur de Roissy audit Desarches ;
- plusieurs baux et contractz faitz audict déffendeur par ledict Desarches comme procureur du sieur Grand prieur de France ;
- advis desdicts maistres des requestes du dix-huictiesme décembre mil cinq cens septante-trois suivant lequel les procès civilz et criminelz dudit Fabry et des sieurs de Lubières et m<sup>e</sup> François Rusé, advocat général au parlement de Provence, auroient esté évocqués dudict parlement de Dauphiné et ranvoyez au parlement de Tholoze ;
- arrest du Grand conseil du XXX<sup>e</sup> octobre dernier contenant évocation générale de tous les procès dudict Fabry du parlement de Dauphiné ;
- commission du Grand conseil du VIII<sup>e</sup> janvier M V<sup>C</sup> LXXIX ;

- procès-verbal de Trompet, huissier au parlement de Provence, du XIX<sup>e</sup> mars M V<sup>C</sup> IIII<sup>XX</sup> ;
- requête /<sup>298v</sup> présentée au Grand conseil par ledict Fabry le VI juin M V<sup>C</sup> IIII<sup>XXI</sup> pour estre receu à se inscrire en faux contre certains articles de despens employés par ledict Trompet en la taxe des salaires par luy requis pour des assignations par luy données ;
- arrest dudict Grand conseil du XXVII<sup>e</sup> juin M V<sup>C</sup> IIII<sup>XXI</sup> par lequel, sans avoir égard aux moyens de faux allegués par ledict Fabry contre le procès-verbal dudict Trompet, auroit esté ordonné que ledict procès-verbal seroit rendu audict Trompet par le greffier dudict conseil ;
- autre arrest dudict conseil du XXV<sup>e</sup> juillet M V<sup>C</sup> IIII<sup>XXI</sup> entre ledict Fabry et Trompet par lequel après leurs déclarations les parties auroient de leur consentement sur les differens esté mises hors de cour et de procès ;
- déclarations faictes par ledict Fabry audict Trompet des XXVII et XXVIII<sup>e</sup> juin ;
- protestation du troisieme juillet M V<sup>C</sup> IIII<sup>XXI</sup> par laquelle ledict Fabry auroit déclaré qu'il avoit esté contraint acquiescer à certaines appellations par luy intergettées ;
- arrest du Grand conseil du XV<sup>e</sup> juillet M V<sup>C</sup> quatre-vingtz-un entre ledict Trompet, demandeur en licquidation de damages et inthérestz adjugez par arrest du XXIII<sup>e</sup> may M V<sup>C</sup> IIII<sup>XXI</sup>, /<sup>299</sup> par lequel lesdicts damages et inthérests auroient esté licquidés à la somme de cent escus ;
- promesse dudict sieur de Bouliers audict Trompet de la somme de cent escus du vingt-septiesme juillet mil cinq cens IIII<sup>XXI</sup> ;
- requête présentée audict parlement de Provence par m<sup>e</sup> François d'Ulme, advocat général audict parlement de Provence, le vingt-troisiesme avril audict an pour contraindre ledict Fabry de luy délivrer la somme de mille livres consignée entre ses mains par ledict de Bolliers ;
- acte du vingt-troisiesme avril M V<sup>C</sup> quatre-vingtz contenant la sommation faicte par ledict Fabry audict déffandeur de le garentir de tous despens, damages et inthérestz pour ladicte prétendue consignation ;
- requête du vingt-troisiesme jour d'avril présentée audit parlement de Provence par ledict m<sup>e</sup> François de Ulme pour avoir permission de faire emprisonner ledict Fabry pour ladicte consignation ;
- acte dudict jour soutenant le payement par luy fait de ladicte somme de mil livres ;
- arrest du Grand conseil du vingt-troisiesme may M V<sup>C</sup> quatre-vingtz-un par lequel entre autres choses ledict de Bouliers auroit esté condamné suivant /<sup>299v</sup> ses offres indemniser ledict Fabry de tous les despens, damages et inthérestz provenans de l'instance de somation par luy soustenue et, pour le regard des appellations, de l'emprisonnement dudict Fabry et autres permissions desdictz arrestz et lettres patentes, lesdictes appellations auroient esté mises au néant, ordonné que ce dont estoit appellé sortiroit à effect et condamner ledicts de Boulliers et Fabry ez despens desdictes instances envers ledict de Ulme ;
- lettres patentes obtenues par ledict de Ulme le vingt-septiesme may M V<sup>C</sup> IIII<sup>XX</sup> contenant évocation du procès pendent au parlement de Provence entre luy et ledict de Bouliers ;
- arrest du Conseil privé du III<sup>e</sup> may mil V<sup>C</sup> IIII<sup>XXI</sup> par lequel sur la requête dudict de Bouliers le roy auroit renvoyé l'instance pendente audit Conseil privé entre ledict de Ulme et ledict de Bouliers au Grand conseil ;

- procès-verbal du XXI<sup>e</sup> décembre M V<sup>C</sup>III<sup>XX</sup> contenant l'assignation donnée audict de Ulme à comparoir audict Grand conseil suivant ledit arrest pour y procéder sur le différent meu entre eux pour ladicte pention /<sup>300</sup> de mille livres prétendue par ledict de Ulme sur l'évesque de Fréjus ;
- requeste présentée audit Grand conseil par lesdictz habitans de Fréjus du vingt-cinquesme février dernier pour avoir communication des derniers erremens et anciennes productions faictes aux procès y pendens entre les évesques de Fréjus prédécesseurs dudit déffendeur et lesdictz habitans ;
- plusieurs lettres missives escrites par ledict déffendeur audict Fabry ;
- coppie du dicton dudict arrest de reprise donné au Grand conseil le XIX<sup>e</sup> mars M V<sup>C</sup>III<sup>XXII</sup> ;
- productions contenant les procédures criminelles faictes à la requeste dudict de Bouliers contre quelques habitans de ladicte ville de Fréjus pour la soustraction des lettres dudict évesché ;
- autre requeste présentée audict Grand conseil pour ledict déffendeur le XXIII<sup>e</sup> janvier dernier pour faire déffences ausdictz habitans de s'aider de la commission par eux obtenue pour informer des excès commis en ladicte ville de Fréjus par les domestiques dudict déffendeur ;
- arrest dudict conseil du XXVI<sup>e</sup> dudit mois contenant lesdictes déffences ;
- coppie et original des conclusions prises par l'advocat général du roy audict conseil /<sup>300r</sup> sur la reprise du procès pendant pour lesdicts droictz de régalle ;
- arrest dudict conseil du dernier jour de mars dernier entre Lascaris et de Ulme par lequel ledit conseil auroit joint l'instance criminelle pour le meurtre commis en la personne de (*blanc*) à l'instance de réintégrande y pendente pour la prévosté de Pignans, moyens et causes de récusations proposées par ledit Fabry contre ledit parlement de Dauphiné ;
- requeste présentée par ledit Fabry par devant lesdits maistres des requestes en leurdict audictoire le vingt-troisiesme juin dernier pour avoir communication des escritures dudict déffendeur ;
- production faite au Grand conseil par luy contre ledit Trompet sur l'inscription en faux contre le procès-verbal dudict Trompet, moyens de faux proposés par ledit Fabry contre ledit procès-verbal ;
- requeste présentée par ledit demandeur le septiesme janvier dernier sur laquelle m<sup>e</sup> Louis Durand conseiller au Grand conseil, auroit esté commis pour procéder à la taxe des salaires par luy requis, ensemble sur autre requeste pour /<sup>301</sup> procéder à la taxe de la grosse et originaux desdictes informations produictes au greffe ;
- accord du XXX<sup>e</sup> juillet M V<sup>C</sup>III<sup>XXIII</sup> passé entre Louis comte de Provence et l'évesque de Fréjus pour les droictz de régalle prétendus par ledit évesque sur lesdits habitans ;
- transaction du XI<sup>e</sup> jour d'avril M V<sup>C</sup>LXVII entre messire Bertrand Roman évesque dudict Fréjus et lesdits habitans moyennant la somme de quatre cens cinquante escus que lesdits habitans estoient tenus payer par chacun an audit évesque ;
- arrest du Grand conseil du XXIII<sup>e</sup> mars M V<sup>C</sup>LXIX par lequel ladite transaction du consentement des parties auroit esté esmologuée ;
- lettres patentes du propre mouvement obtenues par le cardinal de Flisco évesque de Fréjus du cinquesme février M V<sup>C</sup>XIII contenant l'évocation au Grand conseil des

procès de révision et proposition d'erreur pendant au parlement de Provence entre ledit cardinal et le procureur général ;

- arrest du Grand conseil du XIX<sup>e</sup> mars M V<sup>C</sup>XVII entre le procureur général et les habitans de Fréjus et ledit cardinal par lequel du consentement des parties la recognoissance /<sup>301<sup>v</sup></sup> dudit procès principal auroit esté retenue ;
- arrestz dudit conseil des vingt-troisiesme janvier et second may M V<sup>C</sup>XXIII, XX<sup>e</sup> février M V<sup>C</sup>XXXVIII, IIII<sup>e</sup> octobre M V<sup>C</sup>XL, dousiesme février mil cinq cens quarante-deux donnés entre lesdictes parties ;
- procuration du dix-huictiesme avril M V<sup>C</sup> quatre-vingtz-deux desdictz manans et habitans à m<sup>e</sup> Claude Colanges procureur au Grand conseil pour estre jointtz audit procès suivant ledit arrest du XIX<sup>e</sup> mars M V<sup>C</sup>III<sup>XXII</sup> ;
- appoinctement passé par devant m<sup>e</sup> Courtin, conseiller audit Grand conseil, du troiesiesme juillet mil cinq cens quatre-vingtz-deux par lequel appert comme ledit Colanges auroit requis estre receu partie audit procès pour et au nom desdictz habitans ;
- arrest du Conseil d'estat du neufviesme novembre dernier par lequel le roy, sans avoir esgard à la requeste desdits habitans et faisant droict sur la requeste dudit de Bouliers, auroit ordonné que les procès et différens desdictes parties seroient jugés audit Grand conseil auquel il les auroit renvoyés pour procéder suivant les derniers erremens et en tant que besoin /<sup>302</sup> seroit attribué toute cognoissance et jurisdiction ;
- exploict de signification dudit arrest à m<sup>e</sup> Pierre Bonaud ayant charge pour lesdictz habitans ;
- placet présenté à sadite majesté par lesdictz habitans le premier jour de décembre dernier pour faire evocquer au parlement de Provence les procès pendens audit Grand conseil pour lesdictz droictz de regalle ;
- requeste presentée a Sadite Majesté par ledit deffendeur le septiesme janvier dernier sur laquelle auroit esté ordonné que lesdits differens seroient jugés suivant l'arrest du neufviesme novembre dernier nonobstant ledit placet et deffences ausdictz habitans de presenter par en après semblable requeste ;
- autre requeste presentée au Grand conseil par ledict Fabry le septiesme janvier dernier pour evocquer l'instance pendente par devant le Grand prevost de l'hostel du Roy en recognoissance de cedulle et icelle renvoyer audit Grand conseil ;
- autre requeste par luy presentée audit Grand conseil le quatriesme décembre dernier sur laquelle m<sup>e</sup> Louis Durand auroit esté commis pour ouir les parties sur le debvoir fait par ledit Fabry de faire apporter les tiltres et papiers /<sup>302<sup>v</sup></sup> originaux consernans les droictz dudit évesché ;
- arrest du vingt-septiesme juillet mil cinq cens quatre-vingtz-un entre ledit demandeur et ledit Trompet par lequel lesdictes parties après leur déclaration auroient de leur consentement esté mises hors de cour et de procès sans despens, domages et inthérestz ;
- exploict de commandement faitz audit demandeur de payer la somme de cent vingt-cinq escus en vertu d'un exécutoire de despens obtenu par ledit de Ulme du vint-huictiesme juin mil cinq cens quatre-vingtz-un ;
- autre commandement faitz audit Fabry dudit jour de payer en vertu d'un autre exécutoire la somme de LXII escus ;

- autre exploit de saisie des esmolumentz du greffe du parlement de Provence du second septembre M V<sup>C</sup> quatre-vingtz-un pour la somme de cent vingt-sept escus quatorse soulz ;
- advertissemens, productions desdites parties ;
- advis des maistres des requestres du huictiesme jour du présent mois d'aoust ;
- et tout ce que par ledictes parties a esté respectivement mis et produit :

et tout considéré, le roy en son conseil, conformément audit advis, a débouté et déboute le sieur Fabry /<sup>303</sup> et habitans de Fréjus demandeurs de l'effect et antérinement desdictes requestes par eux présentées et les a condamnés et condamne ez despens, la taxe d'iceux audit conseil reservée. Fait audit Conseil d'estat tenu à Paris le dousiesme jour d'aoust l'an mil cinq cens quatre-vingtz-trois, signé de Villoutreys.

/<sup>303</sup> Lettres

*1583, 12 août. Paris. Lettres patentes ordonnant la signification de l'arrêt ci-dessus aux parties et leur assignation devant le Grand conseil pour la fixation des dépens.*

Lettres patentes par lesquelles est mandé à m<sup>e</sup> Durand conseiller  
de procéder extraordinairement par commission

*1586, 14 février. Lettres patentes donnant au conseiller Durand commission d'examiner et de décider si les divers procès en cours au sujet des droits domaniaux, régales et juridictions de Fréjus doivent être jugés tous ensemble et par voie extraordinaire et le cas échéant de les juger.*

/<sup>306v</sup> A nos seigneurs du Grand conseil

*1586, 16 février. Procès-verbal de signification des lettres ci-dessus au procureur général du Roi et à Simon Camus procureur des parties adverses.*

/<sup>325</sup> Arrest du Grand conseil du Roy adjugeant généralement  
toutes les justices et autres droictz de Fréjus et son territoire  
à l'évesque de l'année 1586<sup>264</sup>

*1586, 29 mars. Paris. — Arrêt du Grand conseil qui rend à l'évêque ses droits seigneuriaux sur Fréjus.*

Henry, par la grâce de Dieu roy de France et de Pologne, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, à tous ceux qui ces présentes lettres verront salut. Estant adverty nostre amé et féal messire François de Bouliers, évêque de Fréjus, du procès quy estoit pendant et indécis en nostre Grand conseil entre ses prédécesseurs évêques dudict Fréjus d'une part et nostre

---

<sup>264</sup> L'importance de cet acte est signalée par une mise en page plus soignée et accompagnée d'une ornementation particulière.



procureur général en nostredict Grand conseil et les /<sup>325r</sup> manans et habitans de la ville de Fréjus d'autre, tant pour raison de la justice civile et criminelle de la ville et territoire de Fréjus, création et provision des juges, greffiers et autres officiers d'icelle, droit de régalle que droitz domaniaux prétendus nous avoir appartenu en ladicte ville et territoire de Fréjus, il auroit demandé estre receu à reprendre et poursuivre lesdictz procès et instances en nostredit conseil nonobstant le laps de temps et discontinuation de la poursuite d'iceux. Et à ces fins auroit le vingt-uniesme jour de février mil cinq cens quatre-vingtz et un obtenu de nous certaines lettres patentes et en vertu d'icelles fait assigner en nostredict Grand conseil lesdictz manans et habitans de ladicte ville de Fréjus, où lesdictes parties auroient respectivement compareu, et, y ayant la cause esté retenue, ledit de Bouliers auroit requis l'entérinement desdictes lettres et ce seroit constitué demandeur /<sup>326</sup> en cassation de procédures faictes pour raison desdictz droitz tant en nostre cour de parlement de Provence que par devant le juge de Draguignan au préjudice de la jurisdiction de nostredict conseil. Sur quoy, parties ouies ensemble nostredit procureur général, seroit ensuivy arrest le dix-neufviesme mars mil cinq cens quatre-vingtz-deux, par lequel iceluy nostredict Grand conseil, en ayant esgard ausdites lettres, auroit receu ledit de Bouliers à reprendre et poursuivre les instances dont mention estoit faite en icelles et, en ce faisant, auroit ordonné qu'il bailleroit sa demande dedans huictaine, à laquelle nostredict procureur général forniroit de deffances huit jours après et de quinsaine en quinsaine bailleroient lesdictes parties répliques et dupliques, produiroient au mois ensuivant, bailleroient contredictz et salvations dans le temps de l'ordonnance et en droit, ausquelz procès et instances lesdictz habitans, /<sup>326r</sup> sans avoir esgard à la folle assignation par eux prétendue, assisteroient sy bon leur sembloit et pour ce faire seroient tenus en faire déclaration dedans un mois après la signification qui seroit faite dudit arrest à leurs personnes ou de leur scindic, autrement et à faute de ce faire et ledit temps passé seroient lesdictz procès et instances jugés entre lesdictz évesque et procureur général. Et auroit nostredict conseil uni<sup>265</sup> ladicte instance de cassation de procédures ausdict procès principal pour en iceluy jugeant y estre fait droit conjointement ou séparément ainsy que nostredit conseil verroit estre à faire par raison.

Suivant lequel arrest, après que lesdicts manans et habitans auroient déclaré qu'ilz vouloient assister audict procès, ledit évesque de Fréjus auroit baillé sa demande et par icelle vu que, dez l'an mil deux cens trois, Idelphons, second de ce nom comte de Provence, /<sup>327</sup> auroit donné et octroyé à Raymond, lors évesque de Fréjus, et à ses successeurs évesques tous et chacuns les droitz de domaine et ferme royaux, pouvoirs, autorités, jurisdictions, préhémences, surintendences, franchises et libertés de l'exercice de la justice haute, moyenne et basse, civile et criminelle et outre il donna et transporta plusieurs autres droitz, particulièrement et spécialement contenus en la donation sur ce faite, laquelle donation ayant depuis esté confirmée tant par Raymond Bérenguer, son filz, comte de Provence, que par leurs successeurs comtes de Provence les uns après les autres, mesmement par le roy comte dudit comté de Provence par l'advis de son conseil tenu en la ville de Marseille en l'an mil quatre cens cinquante-huit et finalement par le roy Louis unsiesme après que le comté de Provence fut réuni a la couronne de France. Suivant /<sup>327r</sup> lesquelles donations et concessions les évesques dudict Fréjus prédecesseurs dudit demandeur auroient tousjours paisiblement jouy de l'exercice de ladicte justice haute, moyenne et basse, tant civile que criminelle, création desditz officiers, ensemble desditz droitz domaniaux et outre dudict droit de régalle jusques en l'année mil quatre cens soixante-trois, au mois d'avril, que

---

<sup>265</sup> jouir

ceux qui estoient lors consulz de ladicte ville de Fréjus auroient intenté un procès soubz le nom des manans et habitans de ladicte ville contre l'évesque de Fréjus qui estoit lors et ce par devant le conseil royal lors estably audit Provence, auquel procès seroit intervenu nostre procureur général audit pays de Provence, lequel ensemble toutes lesdictes parties auroient respectivement contesté, escrit et produit sur les droitz par elle respectivement prétendus tant pour raison de ladicte justice, création d'officiers, droitz domaniaux que régales. /<sup>328</sup> Et finalement le procès, quy auroit duré jusques en l'an mil cinq cens unse, ayant esté entierement instruit et mis en estat de juger, nostre cour de parlement de Provence, quy estoit lors establie par nous et erigée en forme de parlement, auroit donné arrest le dix-huictiesme juillet mil cinq cens unse, lequel arrest contient trois chefz principaux consernans les instances qui sont aujourd'huy pendantes en nostredict conseil entre les parties. Par le premier desquelz l'exercice de ladicte justice haute, moyenne et basse, tant civile que criminelle, suivant lesdictes donations et concessions auroit esté adjugée audit évesque qui estoit lors, ensemble la création et provision des officiers pour l'administration de ladicte justice, à la charge que ledit évesque commettrait et depputerait aucunes personnes layes cappables pour exercer ladicte justice séculière et feroit faire registre et sceel separés de l'une et de l'autre justice, tellement que tout le différent qui estoit lors et pouvoit estre /<sup>328r</sup> a l'advenir entre ledit évesque de Fréjus d'une part et nostre procureur général, manans et habitans dudict Fréjus d'autre pour raison de ladicte justice haute, moyenne et basse, civile et criminelle, ensemble pour la création desdictz officiers, auroit esté jugée, décidée et déterminée au profit dudict évesque par ledict arrest, de sorte que pour le regard de ladicte justice et création d'officiers il n'y a plus rien de contentieux entre les parties, sinon que l'exécution dudict arrest pour faire cesser l'usurpation et entreprinse qui auroit depuis esté faite de ladite justice, tant à cause de l'absence et empêchement desdicts évesques de Fréjus que de la mauvaise volonté desdicts habitans. Pour le second chef dudict arrest, en ce que concernoit au droit de régale, nostredict cour auroit jugé le possessoire et, en ce faisant, nous auroit maintenu au droit de régale avec réservation toutesfois audit eveque de pouvoir disputer et débatre le pétitoire /<sup>329</sup> et propriété dudict droit de régale et de desduire es droictz et moyens pour le soustenement de ladicte propriété. Par le troisieme chef, en ce que nostredict procureur général demandoit le recouvrement desdictz droitz domaniaux octroyés ausdicts évesques, nostredict cour auroit ordonné que les parties escriroient et produiroient tout ce que bon leur sembleroit depuis le jour dudict arrest jusques à la feste saint Luc lors ensuivant.

Or, d'autant que Urbain, cardinal de Flisco, lors évesque dudict Fréjus, ne se contentoit dudict arrest, prétendant que par iceluy ladicte cour eust fait préjudice aux droits de son église, auroit voulu faire réunir ledit procès sur lequel ledict arrest estoit intervenu et à cest fin obtenu lettres tant afin de révision dudict procès que d'évocation d'iceluy en nostredict Grand conseil le cinquiesme jour de février l'an mil cinq cens trese, suivant lesquelles lettres la cause auroit esté débtenue en nostredit Grand conseil, auquel seroient depuis intervenus plusieurs arrestz donnés /<sup>329r</sup> entre lesdictes parties les vingt-troisieme janvier mil cinq cens vingt-trois, vingtiesme jour de mars mil cinq cens trente-deux, deuxiesme [...] <sup>266</sup> mil cinq cens trente-trois et vingtiesme février mil cinq cens quarante-deux entre nostre procureur général en nostredict conseil d'une part et les chanoines et chappitre de l'église cathédrale de Fréjus et messire Jacques Girieud, vicaire et official dudict évesque de Fréjus, m<sup>e</sup> Gaspard Crotte et Veyan Raimbault, juge et viguier dudict

---

<sup>266</sup> *blanc*

évesque, d'autre, par lequel nostredit conseil, parties ouyes, auroit ordonné qu'elles corrigeroient leurs playdoyés et produiroient tout ce que bon leur sembleroit dedans trois jours sans contreditz ne signification de requeste et en droit et auroit joint ladite instance avec les autres instances pendentes en /<sup>330</sup> nostredit conseil entre lesdictes parties.

Depuis lequel arrest la poursuite desdicts procès auroit esté discontinuée tant parce que aucuns des évesques de Fréjus, quy depuis l'arrest estoient estrangers et demeuroient hors le royaume, que aussy à cause de la négligence ou ignorance des droitz de ladite église, jusques en l'an mil cinq cens quatre-vingtz et un que ledict demandeur, ayant esté pourveu dudit évesché de Fréjus et voulu entendre les droitz de son église comme estant protecteur et conservateur d'iceux, auroit esté adverty dudit procès ainsy pendant et indécis en nostredit conseil, ensemble de l'intermission et discontinuation d'iceluy, ce quy luy auroit donné occasion d'obtenir lesdictes lettres du vingt-uniesme février mil cinq cens quatre-vingtz et un. Par ces moyens concludoit ledit évesque de Fréjus à ce que ledict arrest donné en nostre cour de parlement de Provence le dix-huitiesme juillet mil cinq cens unse feust executé /<sup>330v</sup> de poinct en point selon sa forme et teneur et en ce faisant que, suivant l'adjudication quy a esté faite par iceluy aux évesques de Fréjus de ladite justice haute, moyenne et basse, tant civile que criminelle, en ladite ville de Fréjus et territoire d'icelle et création desditz officiers, ladite justice sera exercée par les officiers qui seront par luy créés et depputez, avec deffances à tous autres officiers quy pourroient avoir esté commis ou créés à l'exercice de ladite justice par autre que par luy ou ses prédecesseurs de faire aucun exercice d'icelle sur peyne de nullité de leurs procédures et telles amandes et peynes qu'il plaira à nostredit conseil arbitrer ; en faisant droit sur l'instance pétitoire pour raison dudit droit de régalle, que ledit droit soit adjugé audit évesque de Fréjus et que nostredit procureur général et tous autres prétendans droictz à iceluy ayent à se desister et despartir de la jouissance dudit droit de régalle et en laisser la possession /<sup>331</sup> vuide et vaccue audit évesque de Fréjus, aux restitution des fruitz quy ont esté pris et perceus par nostre-dit procureur général ou que ledict évesque de Fréjus eust peu prendre et percevoir ; et pour le regard desdicts droitz domaniaux, qu'il sera maintenu diffinitivement en la possession et jouissance d'iceux et demandoit despens, domaiges et intherestz.

A laquelle demande auroit esté fourny de deffances tant par nostredit procureur général que par lesdicts manans et habitans dudit Fréjus et par icelles auroit esté dit, à sçavoir de la part de nostre procureur général, entre autres choses, que par ladite demande il se qualifie demandeur en exécution d'un arrest de nostre cour de parlement de Provence du dix-huitiesme juillet mil cinq cens unse pour raison de l'exercice de la justice civile et criminelle en la ville de Fréjus, territoire et deppendances d'icelle, ensemble pour raison de la création et provision d'un viguier et cappitaine en ladite ville de Fréjus, création et /<sup>331v</sup> provision des juges, notaires, greffiers, sergens et autres officiers pour l'administration de ladite justice ; secundo il s'est qualifié demandeur en instance pétitoire pour [raison] du droit de régalle qu'il prétend luy appartenir en la ville et territoire d'icelle ; tertio il s'est qualifié demandeur en maintenue pour raison des droitz domaniaux dudit Fréjus, sans espécifier ny declarer de quelz droitz il entend et suppose estre en possession contre nous. Et toutesfois lesdites qualitez ne conviennent aux qualitez des procès et instance à la reprise desquelles, sur les derniers erremens d'iceux, il a esté receu par arrest de nostredit conseil du dix-neufviesme mars mil cinq cens quatre-vingtz-deux, car, par les lettres obtenues par le demandeur pour estre receu à ladite reprise du vingt-uniesme février mil cinq cens quatre-vingtz et un, sur lesquelles ledict arrest a esté donné, il a cotté et specifié autre instance que celles quy sont ez qualités /<sup>332</sup> de ladite demande, d'autant qu'il faisoit entendre qu'il

y avoit instance en nostredit conseil contre nostredict procureur général, demandeur en adjudication du droit de régalle, d'une part et les chanoines et chappitre de l'église cathédrale de Fréjus, l'official et officiers dudict évesque et les consulz, manans et habitans d'autre, qu'en icelle instance y a heu plusieurs procédures et exécution de plusieurs arrestz et que enfin, par arrest de nostredict conseil du dousiesme février mil cinq cens quarante-deux, auroit esté ordonné que les parties corrigeroient lesdicts playdoysés, produiroient tout ce que bon leur sembleroit et en droit et ladite instance jointe avec autres instances pendentes en nostredict conseil entre les parties, lesquelles ne sont espécifiées ny aucunement désignées. C'est donc chose diverse et quy ne convient aucunement aux qualitez que prend à présent le demandeur, lequel devoit reprendre selon ledict dernier errement quy se trouveroit fait en ladite instance mentionnée esdictes /<sup>332v</sup> lettres de reprise et non former de nouvelles demandes esquelles il ne pouvoit estre recevable, car, quand à la qualité du demandeur en exécution d'un arrest de Provence du dix-huitiesme juillet mil cinq cens unse pour raison de l'exercice de la justice civile et criminelle et de la création d'officiers, elle n'est aucunement contenue esdictes lettres de reprise, aussy ne se trouveroit-il, où le demandeur eust esté recevable, que ledict arrest fasse mention de l'adjudication de ladite justice. Au regard de la seconde qualité en laquelle il s'est fait demandeur en pétitoire pour raison du droit de régalle, c'est contre la qualité de l'instance cottée esdictes lettres de reprise, en laquelle il dit que nostredict procureur général est demandeur en adjudication du droit de régalle et non ledit évesque de Fréjus, lequel n'y est nommé ny partie formelle, ains seulement le chappitre et ses officiers pour leurs intherestz particuliers. Pour le regard de la troisesme qualité en laquelle /<sup>333</sup> il s'est dit demandeur en maintenue pour les prétendus droitz domaniaux, il n'en est faite mention quelconques esdictes lettres de reprints ny mesmes en l'arrest cy attaché pour dernier errement de l'an mil cinq cens quarante-deux et n'a ledict évesque communiqué ny exprimé en sa demande aucun acte des anciennes instances esquelles soit parlé desdicts prétendus droitz domaniaux, de sorte que pour ce regard ne fait demande, reprise ny autresfois commencée, mais du tout nouvellement bastie et intentée. Et outre ce que le demandeur estoit recevable d'extravaguer hors les procès anciens, à la reprise desquelz seulement il est receu, encores s'il luy estoit permis d'en commencer de nouveau d'autres, il y viendroit trop tard et ny ce droit ny instance pour raison d'icelui quy ne soit plus que precripte et périée par le long laps du temps, dont luy mesmes est d'accord.

Il commence à un prethendu don, qu'il dit avoir esté fait en l'an mil deux cens trois par un Idelphonce comte de Provence à l'évesque de Fréjus de tous les droitz /<sup>333v</sup> du domaine et fermes royaux et autres, mais ledit don n'est chose cogneue, vériffiée ny justiffiée et le pourroit le deffendeur nier comme chose non apparente et, s'il y en avoit quelque apparence, il n'y seroit plus recevable car ce seroit un droit prescript dont la mémoire seroit du tout perdue, abolie et esfacée. Et n'est accroyre, quoyque vueille dire le demandeur, que ledict prétendu don aye esté confirmé par les autres successeurs comtes de Provence et moins encores par les roys de France noz prédecesseurs depuis que le comté de Provence feut réuni a la couronne de France, lesquelz ont tousjours voulu conserver tous les droitz dudict comté et déclaré iceux inaliénables tout ainsy que les autres droitz de la couronne de France comme l'ont esté de tout temps. Aussy ne se trouvera-il que les évesques de Fréjus prédecesseurs du demandeur ayent jouy dudict prétendu don ny des droitz qu'il [dit] estre contenus en iceluy, mesmement desdictz /<sup>334</sup> droitz de régalles, desquelz sont incapables toutes personnes autres que roys et souverains seigneurs, aussy ne les peuvent-ils vallablement tranférer à autres quy n'ont tilre ny qualité de roys et souverains, quy est le seul fondement desdictz droitz de régalle, lesquelz sont inséparables desdictes dignitez et

qualitez de personnes. Mais pourroit dire le demandeur qu'il et ses prédecesseurs en ayant paisiblement jouy jusques au temps d'un procès qu'il dit avoir esté intenté par les consulz, manans et habitans de la ville de Fréjus par devant le conseil qui lors estoit en Provence, car luy, en se contredisant, dit que nous avons esté maintenu et gardé en la possession d'iceux et, s'ilz en ont fait quelque usurpation, ceste malicieuse possession d'un droit dont ilz ont du tout esté incapables ne leur pourroit servir pour en avoir peu prescrire ou acquérir aucune propriété, concéquemment non recevables.

Et d'autant qu'il se vouloit fonder sur un arrest de nostre parlement de Provence /<sup>334v</sup> de l'an mil cinq cens unse, qu'il dit estre intervenu audit procès, sur lequel il assure les trois chefz de sa demande, disoit ledict deffendeur que, sy ledict arrest se trouvoit en bonne forme, ce seroient adjudications prescriptes et quy n'ont esté executées ou sorty aucun effect et partant non recevable. Aussi il ne se trouveroit que par aucun jugement ou arrest les droitz ou exercice de justice leur ayent esté adjudgés, soit *meri imperii aut alterius generis jurisdictionis* et, s'il y a déclaration de permission ou licence aux évesques de Fréjus d'inst[it]uer, créer ou deputer en la ville de Fréjus un viguier ou cappitaine, notaire et clavier ou autres officiers pour l'administration de justice, ce ne seroit pour tousjours ny pour leur transférer le droit de justice pour la faire administrer *suo proprio jure*, mais pour commettre à leur conscience et préjudice l'eslection et institution des officiers de justice, comme anciennement /<sup>335</sup> les bons princes avoient coustume de remettre et confier aux bons évesques de ce temps-là en affaires de telle importance pour en descharger leurs consciences, d'autant qu'ilz ont plus de cognoissance, de la probité, prudhomie et légalité de ceux de leurs diocésains quy puissent estre cappables, dignes et aptes à cest exercice de justice.

Et au regard d'une réservation que le demandeur prétend luy estre faite par ledict arrest de pouvoir disputer par le pétitoire en propriété des droitz de régalle, c'est peu de fondz que ceste réservation, quy n'adjudge rien et ne luy laisse qu'une espérance de poursuite, laquelle néantmoins depuis le temps et datte de cest arrest seroit deux fois et plus que prescrite, joint l'incapacité de prétendre ledict droit quy a esté remonstré cy-dessus, et partant non recevable.

Et en ce que le demandeur prétend que par ledict arrest de Provence les parties feurent appointées dès lors à escrire /<sup>335v</sup> et produire sur les droitz domaniaux, ce seroient par son propos instances esquelles on vouloit recouvrer de luy nostre domaine de la cité de Fréjus et néantmoins il s'en fait icy demandeur sans spéciffier quelz droitz il prétend et ne poursuit la qualité des prétendues instances commencées sur iceux mais, quelques instances que ce ayant esté, elles et leurs règlemens et appointemens y donnés sont tous precriptz et péris par une sy longue discontinuation de temps quy a coureu depuis ledict arrest et n'en pouvoit plus faire d'estat le demandeur pour les vuider. Reprendre aussy estoit impossible sans rapporter par luy les premiers exploitz et libelles quy feurent faitz esdites diverses instances séparées pour chacun desdictz droitz pour pouvoir recognoistre ce dont il estoit question en chacune d'icelles. Les lettres d'évocation en nostredict conseil obtenues par Urbain, cardinal de Flisco, /<sup>336</sup> lors évesque de Fréjus, et les arrestz que le demandeur dit estre intervenus en nostredict conseil ne concernent aucunement lesdictes instances des droitz domaniaux et n'en font mention quelconque, mais d'autres instances quy n'y ont rien de commun, comme est une certaine instance de don et autres instances d'appel des sieurs de la Martonnie, Godon et Guérin, commissaires et exécuteurs de lettres, et partant lesdictes prétendues instances premières délaissées et intermises de sy loin et nullement continuées ne sont comprises en la reprise, mais du tout estaintes et péries. Quand à l'arrest de l'an mil cinq cens quarante-deux cy-devant cotté par le demandeur pour dernier errement, il ne contient autre qualité ny demande que du droit de régalle et non de ladicté

instance ny desdictz droitz domaniaux, conséquement l'on ne peut comprendre soubz l'ombre d'iceluy lesdictes supposées instances, car mesme l'instance du droit de régalle en laquelle le demandeur a prins qualité de /<sup>336v</sup> de demandeur n'y est comprise, d'autant que celle dont fait mention ledict arrest est entre nostre procureur général demandeur et le chappitre de Fréjus deffendeur ainsi qu'il a esté remonstré cy-dessus. Et ne pourroit dire le demandeur que ledict arrest joint ladicte instance de régalle avec autres instances pendantes entre lesdites parties, car lesdictes autres instances ne peuvent s'estendre que des instances mentionnées aux arrestz précédans, quy sont les instances d'enthériment de lettres, de requestes, d'attentatz et autres, toutes différentes de celles que y veut enter le demandeur, encores qu'icelles instances, ausquelles ledict arrest joint celle du droit de régalle, feussent celles que le demandeur vouloit susciter, que non toutesfois encores estoient elles prescriptes et estainctes par quarante ans et plus quy sont passés depuis la datte dudict arrest, quy est de février mil cinq cens quarante-deux. Mesmement celle qu'il suppose avoir esté de la maintenue desditz droitz domaniaux /<sup>337</sup> luy seroit instance possessoire, laquelle périt par la discontinuation d'un an et quy seroit renouvelée d'an en an pour l'entretenir. N'y faisoit rien l'arrest du dix-neufviesme mars mil cinq cens autre-vingtz-deux, car il ne reçoit le demandeur à reprendre autre instance que celle dont mention est faite ez lettres de reprise de février mil cinq cens quatre-vingtz et un, lesquelles lettres ne parlent que d'une seule instance d'entre nostre procureur général, demandeur en adjudication de régalle, d'une part et le chappitre, d'aucuns officiers du demandeur et les consulz, manans et habitans de la cité de Fréjus d'autre et n'y est aucunement parlé d'aucunes autres instances pour les reprendre ou continuer. Quy plus est, ceste instance de maintenue des droitz domaniaux n'est mentionnée en aucun des arrestz précédens ny mesme en celuy de Provence l'an mil cinq cens unse, duquel le demandeur fait fondement, car il ne fait mention /<sup>337v</sup> que des procès intantés *ad causam recuperationis regii domanii* et ne les qualiffie procès possessoires ou de maintenue, quy ne sont pas actions d'interditz *recuperende* mais *retinende possessionis* et en tout errement. Et où le demandeur eust esté recevable, sa demande estoit du tout confuse, incertaine et trop générale, ne cottant ou expéciffiant quelz droitz domaniaux il demandoit en ladicte cité, qu'il falloit plus particulièrement nommer et désigner pour y pouvoir contester, car *in generi* le deffendeur pouvoit dire que par toutes les ordonnances de France nostre domaine est inaliénable. Aussy qu'il appert par les arrestz dont le demandeur s'aide, mesmement par celuy du vingt-troisiesme janvier mil cinq cens quinse, qu'il a esté debouté des lettres de confirmation de don qu'il en avoit obtenu de noz prédecesseurs en l'an mil cinq cens et quinse. Par ces moyens concludoit nostredict procureur général à ce que ledict évesque /<sup>338</sup> de Fréjus feust déclaré non recevable en sa demande, quoyque ce soit qu'il feust absous des fins et conclusions du demandeur.

Et de la part desditz manans et habitans de la ville, terres et places de l'évesché de Fréjus que la demande dudict évesque de Fréjus est implicquée et envelopée en contrariété en ce qu'il se dit demandeur en maintenue et revendication, car ce sont deux choses contraires que la maintenue et revendication. La première concerne la possession seule et la seconde la propriété seule et sont tellement contraires qu'elles n'ont rien de commun ensemble et ne peuvent aucunement estre poursuivies par un mesme jugement. Et falloit nécessairement que les deffendeurs ayent usé de ce prefface, car advant que d'exercer l'action ou jugement en revindication, il est nécessaire de constituer lequel doit estre possesseur, car le possesseur ne peut estre demandeur en vindication, voire celuy quy intente revindication constitue son adversaire en possession et le fait possesseur de la chose controversée, tellement que, s'il ne prouve /<sup>338v</sup> entièrement son intention, il faut que

la possession demeure où elle est. Ce sera donc nous quy demeurerons possesseur et deffendeur et lesdictz habitans soubz nostre nom et ledict évesque demandeur simplement en vendication, tant pour ce que la nature de l'action le requiert que aussy qu'il a esté jugé par l'arrest de règlement donné dernièrement entre les parties le dix-neufviesme mars mil cinq cens quatre-vingtz et deux et que par la coustume généralement observée en France nous plaidons tousjours saisy.

Au commencement de la demande dudict évesque, il fait un très long discours de l'origine et succession des roys de Sicille, Naples, Hiérusalem et comtes de Provence et Forcalquier, auquel celuy quy a escrit pour luy monstre qu'il a bien leu l'histoire de l'origine et succession desdicts roys et comtes. Mais s'il eust autant bien leu l'histoire ecclésiastique, il eust trouvé que les premiers évesques de la chrestienté, successeurs des apostres /<sup>339</sup> de Jésus-Christ, ne s'estoient jamais voulu attribuer la domination temporelle, ilz avoient appris leur leçon de Jésus-Christ, leur maistre et premier évesque, disant à ses apostres en saint Luc, vingt-deuxiesme chapitre « *reges gentium dominantur eorum et qui potes[at]em habent super eos beneficii vocantur. Vos autem non sic*<sup>267</sup> », voire et a continué cela bien fort longtemps, où l'empereur Valentin use de ces motz « *Gratias tibi ago, Domine, omnipotens et salvator noster, quoniam huic viro ego quidam commiseram corpora tu autem* » ; que du temps de Valentinian les évesques n'avoient autres charges que d'administrer la spiritualité et procurer le salut des âmes des hommes, laissant vollontairement la temporalité aux princes séculiers et, de fait, le magistrat civil cognoissoit, comme il fait encores entre nous, des causes civiles des clerz et non pas les évesques. Ne nient toutesfois les deffendeurs que depuis longtemps les évesques n'ayent heu des possessions temporelles à eux léguées et autrement laissées par les /<sup>339</sup> princes séculiers et leurs subjectz pour estre employés à leur entretènement, des édifices de leurs éveschez et entretènement et norriture des pauvres, la sollicitude et procuration desquelz leur a esté laissée par nostre seigneur Jésus-Christ, premier et perpétuel évesque des chrestiens. Mais toutesfois ilz ne se sont jamais tant advantagés qu'ilz ayent voulu entreprendre sur les droitz des princes temporelz ou, s'ilz l'ont fait, ont esté très bien réduictz en leur ordre par lesdicts princes temporelz, leurs supérieurs en tant que concerne la temporalité et biens temporelz à eux appartenans. Et de fait, en l'an mil quatre cens soixante-dix-huict et du règne de René, roy de Hiérusalem, l'une et l'autre Cicille, Aragon, Valence, les deux Majorques, Sardine et Corces, duc d'Angers et comte de Provence et Forcalquier, Urbain évesque de Fréjus s'advança tant et feust tant téméraire, ce que les deffendeurs ont dit usant des termes de rescript dudict prince, qu'il fist arracher, effacer et raser les armes dudict René roy /<sup>340</sup> des portes de la ville et église de Fréjus et y fit apposer, insculp[t]er et peindre les siennes, fit encores plusieurs autres entreprises contre Sa Majesté et contre ses subjectz. Mais ledict prince, estant adverty de tel fait, adressa ses lettres du vingt-cinquiesme octobre audit an mil quatre cens soixante-dix-huict à messire Jean Mathurony, proffesseur des droitz et maistre rationnal et conseiller en sa grand cour, par lesquelles il luy mande qu'il se transportast sur les lieux et informast diligemment de l'entreprise dudict évesque Urbain et, s'il trouvoit qu'il eust fait ce [que] luy avoit esté rapporté, il fist arracher et esfacer les armoiries dudict évesque et fist remettre les siennes en leur premier estat et néantmoins saisist en la main dudit roy la temporalité dudict évesché, desposedast les officiers de la jurisdiction spirituelle dudit évesque et y en mist d'autres quy exerceroient ladite jurisdiction soubz l'autorité dudict roy, saisit /<sup>340</sup> encores par bon inventaire les fruitz et revenu dudict évesché jusques à ce que autrement en feut ordonné par ledict roy, sans aucune négligence,

---

<sup>267</sup> Saint-Luc, 22, 25.

d'autant que ledict Maturoni avoit chère l'obéissance qu'il devoit audict roy. Voila en partie les termes dudict rescript, lequel feut exécuté virillement par ledict Mathuroni le dousiesme jour de novembre audict an mil quatre cens soixante-dix-huit, ce quy n'est recité par les deffandeurs en mespris dudit de Bouliers, évesque a présent dudict Fréjus, ains protestent de demeurer ses humbles ouailles ainsy qu'ilz le recognoissent leur pasteur digne de beaucoup plus grande charge, mais pour monstrier que du temps dudict René, roy de Hiérusalem et comte de Provence, les évesques de Fréjus n'avoient jurisdiction temporelle sur les habitans dudict lieu de Fréjus et destroit dudit évesché ny aucuns de tous les autres droitz à présent prétendus par ledict de Bouliers à présent évesque.

Ce quy (ne) /<sup>341</sup> se monstre par autres lettres et rescript de Louis, second roy de Hiérusalem et Sicille, comte de Provence et Forcalquier, du neufviesme novembre mil quatre cens, lesdictes lettres adressées aux officiers de la ville de Draguignan et autres officiers de la cour temporelle de la citté de Fréjus, par lesquelles ledict roy et comte mande à sesdicts officiers faire preconiser *quod quelibet persona ecclesiastica vel religiosa que hactenus habuerit et nunc teneat aliquas proprietates, possessiones, census, servitia aut alia stabilia bona, proventus et proventa ad manus<sup>268</sup> eorum vigore legatorum seu quarumlibet alic[ua]rum alienationum in testamentis vel aliter aut prius sub directo dominio<sup>269</sup> nostrae curiae vel alienarum personarum tenentur bona ipsa, vendat<sup>270</sup> aut vendi faciat vel alienary personis secularibus et mora laicis nostrae jurisdictioni subjectis per quas successive possideantur sub dominio predicto sicut solebant per laycos possideri infra annum et diem a die ipsius preconisationis fiende in antea /<sup>341v</sup> numerandum sub pena amissionis dictarum possessionum et rerum justa factum alias regnum statutum scilicet* dit le rescript, afin que les personnes layes quy achepteroient lesdictes possessions puissent payer *tresena et servitia et alia onera regia et dictae universitati inconvenientia*. Duquel rescript se peuvent tirer plusieurs conclusions, la première que lors dudict rescript la jurisdiction temporelle dudict lieu de Fréjus soit exercée par les officiers du roy Louis comte de Provence et nom par ceux des évesques de ce temps, la seconde que lesdicts évesques n'avoient aucuns droitz aux régales, aux droitz royaux, desquelz ledict de Bouliers évesque à présent a fait demande. Se monstre encores plus clairement par une confirmation faite par ledict roy Louis, second comte de Provence et Forcalquier, du huitiesme novembre mil quatre cens deux, par laquelle ledict roy comte de Provence confirme certains privilèges concédés par sa mère, régente pendant sa /<sup>342</sup> minorité, ausdicts habitans de Fréjus et chasteau de S<sup>t</sup>-Raphel, sçavoir est que les scindicz dudict lieu de Fréjus et chasteau de S<sup>t</sup>-Raphel pourroit imposer et lever resves ou gabelles pour supporter les charges ausquelles ilz estoient tenus tant pour la fortiffication et debtes ausquelles ilz estoient obligés que pour subvenir es autres charges par eux suportées, tant sur le pain, vin, bled que autres choses quelconques tant en la mer que en la terre, excepté toutesfois sur le sel, et ce pour le temps et espace de dix ans à compter du jour et datte desdites lettres et sans préjudice des barons et nobles desdictes comtés de Provence et Forcalquier, université de Draguignan et cité de Marseille, aux privilèges desquelz ledict roy n'entend desroger ; item desdicts habitans de Fréjus et chasteau S<sup>t</sup>-Raphel soient libres pour tousjours immunes de payer *pro mercatiis et mercaturis aut aliis quibuscumque rebus suis cedas, pe(r)dagia, ramagia, pulveragia, usatica in mari vel in terra in dictis commitatibus Provinciae et Forcalquerii*, que ledict roy et comte de Provence et Forcalquier ne pourra jamais, luy ny ses successeurs comtes, vendre, /<sup>342v</sup> donner, autrement transporter ou aliéner en autres mains que les surmis ladicte ville et citté de Fréjus et chasteau de S<sup>t</sup>-Rapheau ny les droitz qu'il prenoit sur lesdicts lieux et que, en temps de

---

<sup>268</sup> minus

<sup>269</sup> domine

<sup>270</sup> vendit



guerre soit par mer ou par terre, ledict roy et comte deffendroit ladict cité de Fréjus et chasteau S<sup>t</sup>-Raphel ainsy que les autres villes de son pays et cours, qu'il sera loisible ausdicts habitans de Fréjus et S<sup>t</sup>-Raphel offencer, prendre, blesser, occir les infidelles, sarrasins, corsaires et pirates et retenir à eux et s'appropriier les navires et biens par eux prins sur les dessusdicts sans que la cour temporelle ou spirituelle puisse procéder aucunement contre eux pour ce regard. Et s'il y a encores audict rescript plusieurs privilèges concédés ausdicts habitans de Fréjus et Saint-Raphel, sans qu'il y soit faite aucune mention que l'évesque de Fréjus quy pour lors estoit eust aucuns droitz sur lesdicts ville de Fréjus et chasteau de S<sup>t</sup>-Raphel, ains au contraire appert manifestement par la tenneur dudict rescript que l'évesque /<sup>343</sup> quy pour lors estoit n'y en avoit aucuns. Encores plus clairement s'en monstroït par autres lettres de Louis, troiesme<sup>271</sup> roy de Hiérusalem, comte de Provence et Forcalquier, du trantiesme juillet mil quatre cens vingt-quatre que les évesques de Fréjus n'eurent jamais aucune part aux droitz de régalle et jurisdiction de mère empire, que ledict de Bouliers se vouloit entièrement approprier, car par lesdictes lettres ledict roy et comte de Provence octroye à l'évesque de Fréjus quy pour loys estoit qu'il puisse par ses officiers exercer pour quatre ans seulement *merum imperium* et régalles *in dicta civitate Forojulensi ejusque territorio districtuque etc.* en récompence des grandz secours que ledict évesque luy avoit faitz, combien, dit ledict roy, qui luy semble absurde aucunement aliéner les droitz de son domaine. Et peut-il montrer plus clairement que aux évesques de Fréjus n'appartindrent jamais les droitz de régalle et mère empire que, par ce rescript, ledict roy Louis, troiesme<sup>272</sup> roy de Hiérusalem et comte de Provence, concède lesditz droitz a l'évesque de Fréjus quy pour /<sup>343v</sup> lors estoit pour quatre ans seulement, *ergo* il ne les avoit pas auparavant, *ergo* luy ny ses successeurs évesques ne les auront pas après ledict temps de quatre ans, *ergo* ledict de Bouliers évesque n'y peut rien demander.

Et par lettres nostredict bisayeul le roy Louis, dousiesme de ce nom, comte de Provence et Forcalquier et terres adjacentes, du mois de juin mil cinq cens douse ledict roy promet n'aliéner jamais les droitz de régalle, mère impère et autres droitz de justice et jurisdiction à luy adjudgés par arrest de nostre cour de parlement de Provence du mois de juillet mil cinq cens unse sur la ville et citté de Fréjus et Fayence. Et par autres lettres du roy François, premier de ce nom, comte desdicts païs de Provence et Forcalquier, il promet le semblable ausdicts habitans de Fréjus et Fayence, mandant outre aux maistres rationaux dudict pays de Provence de contraindre réalement et de fait les gens d'Eglise par prinse et saisie de leur temporel et les laicz par prinse de corps /<sup>344</sup> et de biens et par toutes voyes et manières deues et raisonnables faire cesser les troubles et empeschemens, forces et violences, excès et pilleries et conduite de gens de guerre sur les biens et maisons de ses officiers, habitans et subjectz, ains les laisser, ensemble sesdicts officiers et habitans dudict Fréjus et Fayence, jouir desdicts droitz ensuivant les arrestz donnés à son proffit et ce nonobstant oppositions ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles. Cy-dessus ont esté récitées partie des tiltres suivant lesquelz la justice, jurisdiction, droitz et régalle et autres droitz ont tousjours appartenu et appartiennent encores aujourd'huy aux comtes de Provence, sans que les évesques dudict lieu y ayent jamais heu aucun droit sinon par usufruit, comme seroit monstré cy-après.

Quand pour la possession desdicts droitz par<sup>273</sup> lesdicts comtes de Provence, elle se justifie par une infinité de pièces extraites des archifz dudict pays de Provence. L'une estoit un extrait de certains statutz des albergues et pasturages de l'évesché de Fréjus, quy sont commandés par

---

<sup>271</sup> tresiesme

<sup>272</sup> *idem*

<sup>273</sup> pour

lesdicts statutz estre /<sup>344v</sup> payés *apud Draguignanum vel circa vel ubi bajulus singulis annis mandaverit in octava sancti Michaelis vel ante si non remaneret vel staret per eos qui solvere debent albergas duplum ab eis possit exigere dominus comes vel ejus bajulus* ; autre extrait des droitz que prend le comte de Provence en la cité de Fréjus pour les albergues, chevauchées, péages et autres droitz ; autre extrait encores depositions de plusieurs tesmoins, quy ont deppozé de plusieurs droitz de régalle appartenans aux rois et comtes de Provence, entre lesquelz droitz est mentionné le droit de fouage, quy est six soulz pour chacun feu selon les statutz de ladicte ville de Fréjus ; et encores autre extrait que nous, comme comte de Provence, prenons sur les chasteaux et places de l'évesché de Fréjus comme Saint-Raphel, Le Puget, Fayence, S<sup>t</sup>-Julien, Callaz, Favas, Revest, Villepeys, Monteuroux et autres terres appartenentes audict évesché le droit de régalle, mère impère et souveraine jurisdiction avec les droitz à eux appartenans, pour l'exécution desquelz droitz /<sup>345</sup> de régalle, mère impère, haute et souveraine jurisdiction nous, comme souverain seigneur, pourrons mettre audict Fréjus et autres lieux, chasteaux et places susdites<sup>274</sup> officiers comme viguier, baille, juge, greffier, sergent et autres à nostre plaisir, avec une infinité d'autres droitz dénombrés particulièrement audict extrait que nous, comme comte de Provence, avons droit de prendre sur ladicte ville de Fréjus et lieux circonvoisins et sur les marchandises et autres choses arrivans en icelle plus particulièrement speciffiés audict extrait. La possession desdicts comtes de Provence desditz droitz de régalle, mère et mixte empire se justifie encores [par] extraitz tirés des archifz dudict pays de Provence, l'un desquelz, du troisisme juillet mil trois cens neuf, contenant les depositions d'Anthoine Jean Taradel, Bertrand Taradel et Guillaume Garoult sur le fait des droitz que nous comte de Provence et la cour royale dudict lieu avons droit de prendre sur les habitans dudict Fréjus, places de ladicte ville et lieux circonvoisins ; l'autre du deuxiesme dudit mois de juillet mil trois cens neuf contenant semblables depositions de Béranger et Jean /<sup>345v</sup> Garins des droitz que nous comte de Provence avons droit de prendre sur le chasteau du Puget appartenant à l'évesque de Fréjus ; le troisisme extrait des reconnoissances faites au roy et comte de Provence des sesiesme octobre mil cinq cens vingt-six et autres jours suivans de plusieurs cens et rantes deues audict comte de Provence à raison de plusieurs maisons et places tenues de luy et de sa cour *sub majori directo domin[i]o et seignoriae* mesmes par Lambert Arbaudy, prevost de l'église de Fréjus, Bertrand Merons, archediacre, et Marc de Capulis, sacrist, et plusieurs autres chanoines de ladicte église spécialement et en particulier des procureurs, vicaires général et official du cardinal Ursuni, perpétuel administrateur de l'église de Fréjus, *recognoverunt tenere sub directo domin[i]o et seignoriae cristianissimi domini nostri regis Provinciae c[o]mitis territorium s[e]paratum de Bourigalbes cum jurisdictione si que sit ad censum seu servicium unius libre piperis et octo solidorum clavario*<sup>275</sup> *regio Draguignani seu bajulo de Forojulio* /<sup>346</sup> *in quolibet festo nativitatis Domini* ; encores par autres extraitz de plusieurs contractz de ventes, eschanges et baulx à ferme faitz et passés par devant le viguier et juge royal dudict Fréjus et lieux circonvoisins des années mil trois cens quatre-vingtz-quatre, trois cens quatre-vingtz-cinq, quatre-vingtz-sept et mil trois cens quatre-vingtz-dix-neuf, ce que les évesques dudict Fréjus quy pour lors estoient n'eussent souffert s'ilz eussent heu l'exercice de la justice en ladicte ville de Fréjus comme vouloit prendre ledict de Bouliers et sy n'eussent fait les reconnoissances des rentes, droitz seigneuriaux et de régalle susdicts s'ilz n'y eussent esté tenus. Et de ce se pouvoit voir et recueillir que tant s'en faut qu'ilz eussent droit de jurisdiction ou régalle sur les habitans dudict Fréjus et autres lieux de leur évesché, qu'ilz se trouvent eux

---

<sup>274</sup> susistes

<sup>275</sup> davario

mesmes estre redevables desdicts droitz de régalle et autres droitz appartenans aux rois de France comtes de Provence et Forcalquier. Et combien que ce que dessus eust peu suffire pour respondre à la demande dudit de Bouliers évesque à présent de Fréjus, lesdicts habitans respondroient encores plus /<sup>346<sup>n</sup></sup> particulièrement à ladicte demande, soubz l'autorité toutesfois et protection de nostre procureur général ainsy qu'ilz ont protesté au commencement de leur escript.

Demande donc et vendicque les droitz seigneuriaux et domaniaux de régalle, justice haute, moyenne et basse et jurisdiction et tous autres droitz de régalles à nous appartenans sur ladicte ville de Fréjus et autres villes et lieux dudict évesché, excepté la seulle prononciation et exécution des santances criminelles portant condamnation à mutillation de membres et dernier supplice et, afin de se faire mieux entendre, il desnombbre par le menu lesdicts droitz et dit qu'il entend y comprendre les droitz des hommages, investitures, renctes, directes, censives, lodz, ventes, tresains, bon denier, chevauchées, passage de bestail, capistrage des jumens, pasturages, herbages, laudes de verreries et poteries, charriages, fruitages, moulinages, fourtz, forêtz, terres vaines et vagues, péages et attaches par eau et terre, derrivages et passages d'eaues par lesdicts terroirs, estangz, pescheries, droitz d'aulbène et biens vacquantz, découverte de thrésors en lieux publicz, espaves, droitz de mines et mettaux, /<sup>347</sup> amortissement et affranchissement général des droitz et biens dudict évesché et autres droitz des fermes domaniales, bref il cotte un tel dénombrement qu'il ne nous demeure plus rien et aux pauvres habitans de son diocèse sinon l'air pour le humer, car quand à la terre et aux eaux il s'en vendicque le total soubz ces beaux termes. Toutesfois, en façon de compassion, il nous réserve les droitz tributaires de souveraineté sur les tailles, fouages, impostz, empruntz, subsides ordinaires et extraordinaires, dont il veut toutesfois que les lieux du Puget et Agaye, à luy appartenans en plaine propriété, demeurent exemptz, deschargés et soumis seulement au droit d'hommage et foy et protection, en quoy faisant *sibi cavet*, car il veut que lesdicts lieux du Puget et Agaye luy demeurent *optimo jure* et toutesfois que nous en soyons propriétaire et conservateur, tellement que en bon lengaige il veut recueillir et ne semer rien.

Tout le fondement de ce qu'il demande gist en une prétendue donation qu'il dit avoir esté faite par Idelphons, roy de Sicille et Hiérusalem, comte de Provence et /<sup>347<sup>n</sup></sup> Forcalquier en l'année mil deux cens trois et le dixiesme de novembre et confirmée par Raymond Bérenger, comte dudict Provence et filz dudict Idelphons, en l'année mil deux cens vingt-quatre et par Charles, second de ce nom roy de Cicille et comte dudit pays, et par le roy René, aussy comte dudict pays, en l'année mil quatre cens cinquante-sept et ce aux évesques dudict Fréjus quy pour lors estoient. A quoy on peut respondre en un mot que ledict de Bouliers évesque de Fréjus dit bien, mais il ne prouve rien du tout, car, pour faire preuve de ceste prétendue donation et confirmation d'icelle, il ne met autre chose en jeu sinon une miserable coppie et ne sçait où il l'a prise, seulement se trouvent escriptz a la fin d'icelle ces motz : *extratum approssessu originali existenti*<sup>276</sup> *penes me regium secretarium*, signé Malbequy. Voila l'estat de ladicte coppie ou extrait *sine die et consule*, c'est-a-dire sans datte, fait par ledict Malbequy sans y avoir appellé aucune personne quy peut avoir inthérest à voir faire ledict /<sup>348</sup> extrait et se contentant de prendre qualité de nostre secrétaire, laquelle n'est cogneue et sans dire où est l'original dont il a prins ledict extrait, quy sont toutes choses quy rendent tellement ledict extrait suspect qu'il ne vaut pas mieux que le papier blanc. Toutesfois lesdicts habitans se réservoient à fournir de contredictz contre ladicte pièce au cas que ledict de Bouliers la voulust produire en meilleur forme et, passant plus outre, supposoient ladicte donation et

---

<sup>276</sup> episteri

confirmation d'icelle estre en la meilleur forme que ledict de Bouliers évesque de Fréjus la peut souhaitter et néantmoins elle seroit nulle de toute nullité, car les droitz qu'il prétend avoir esté donnez par ledict Idelphons estoient droitz de régalle, comme ledict évesque confesse, lesquelz ne pourroient estre séparés de sa couronne, ains estoit la dotte dudict comte de Provence, de laquelle il n'avoit que l'administration seulle et non pas pouvoir de l'alienner, *imo* n'estoient et ne sont encores telz droitz *in commercio* et sont telz droitz inaliénables *etiam per ipsum principem ex certa scientia vel motu proprio*. Ce quy est dit desdicts droitz en général /<sup>348<sup>v</sup></sup> est entendu par les docteurs de droit non seulement de tous lesdicts droitz de régalle, mais de partie d'iceux, *imo* est loisible aux princes successeurs de révoquer telles donations ou aliennations et les remettre entre les droitz du fisque et pour ce l'advocat du fisque de Naples advertist, comme tesmoigne *Afflictus*, Charles, huitiesme roy de France, quy pour lors estoit à Naples, de revendiquer à son fisque les droitz de justice et jurisdiction, mère et mixte et impère quy avoient esté aliennés ou transférés aux sieurs et barons de Naples par le roy Alphonce, prédécesseur dudict Charles, afirmant ledict advocat fiscal que cela estoit loisible par les loix et constitutions de Naples, ce qui est grandement à considerer au cas quy s'offre, parce qu'il est vraysemblable que le royaume de Naples et comptés de Provence et Forcalquier estoient et devoient estre administrés par mesmes droitz comme ilz estoient possédés par mesmes prince et que, sy telles donations avoient esté faictes par ledict Idelphons, elles se trouveroient suffisamment révoquées par les chartres et rescriptz desdicts Louis, deusiesme /<sup>349</sup> roy de Hiérusalem, du neufviesme novembre mil quatre cens, René, autre roy de Hiérusalem, de l'an mil quatre cens soixante-dix-huit et autres chartres et rescriptz desquelz a esté cy-dessus fait mention. Et quand telle donation auroit esté faicte, ce que non, toutesfois sy seroit-elle encores nulle pour autre raison, sçavoir est que les habitans dudict Fréjus et autres villes dudict évesché n'auroient consenty à telle aliennation, car les subjectz sont en l'obéissance des princes par une convention et consentement réciproque, duquel les uns ne peuvent résilier sans les autres, tellement qu'il n'est loisible à un prince de donner ou autrement alienner ses subjectz et droitz souverains et de régalle qu'il a sur iceux sinon de leur consentement et telles donations et aliennations emportent avec soy la dissolution et subvertion des empires, ainsy que monstrarent les sénateurs romains à Néron, empereur de Rome, lorsqu'il estoit en délibération de remettre et quitter les tributz à tous les subjectz dudit empire, car sans fruitz et revenu la république ne se peut aucunement entretenir, comme tesmoigne *Cornelius Tacitus* /<sup>349<sup>v</sup></sup> en la vie dudict Néron. Et de nostre mémoire ceux du duché de Borgoigne s'opposèrent à l'aliénation qu'avoit voulu faire d'eux le roy François, premier de ce nom, par le traité de Madrid à l'empereur Charles cinquiesme, roy d'Espagne, et feut leur opposition trouvée bonne aux estatz généraux de France se souvenans d'infimes ordonnances et exemples des premiers roys de France quy monstrent les droictz de la couronne estre inaliénables. Et depuis encores plusieurs ordonnances ont esté promulguées à cette fin, le dernier du mois de janvier mil cinq cens soixante aux estatz d'Orléans. Pour ce que dessus a esté dict, lesdictz habitans de Fréjus pensent avoir suffisamment monstré que les évesques de Fréjus n'ont jamais eu aucuns droictz de régalle ny jurisdiction ou justice sur eux, encores moins de possession desdictz droictz sinon par usurpation illicite et que au contraire lesdits droictz ont tousjours appartenu aux comtes de Provence et Forcalquier et à noz prédécesseurs roys de France depuis que /<sup>350</sup> lesdites comtés leur ont esté acquises et par eux possédées. Et finiroient leur rescript après toutesfois avoir monstré que ledit de Bouliers évesque de Fréjus s'abuse quand il veut prétendre tant de choses soubz les termes de la prétendue donation dudict Idelphons n'estoit que ledit de Bouliers leur a de nouveau baillé autre et seconde demande, confessant que la première estoit confuse tant en

discours de fait que en qualité de conclusions et malaisée à entendre combien que luy mesmes l'eust signée, ce qu'il n'auroit fait sans l'avoir bien veue et délibérée, laquelle seconde demande ne diffère toutesfois en rien de la première sinon qu'il demande par icelle en gros ce qu'il avoit sy menu découpé à la première et particularise un peu mieux ses conclusions que par ladite première. Mais ledit évesque se trompe en la distinction desdictes conclusions, car il faut qu'il conclue au pétitoire seulement tant desdits droitz de jurisdiction, de régalle que domaniaux, car ledit arrest du dix-huictiesme juillet mil cinq cens unse n'est que provisoire seulement sans que par icelluy luy ayt esté rien diffinitivement adjugé. Aussy n'a-t-il jamais /<sup>350</sup> esté exécuté pour les appellations intergettées des commissaires quy ont prétendu iceluy exécuter tant par les évesques prédécesseurs dudit de Bouliers que par lesdits habitans, lesquelles instances sont encores indéçises et faudroit que ledit de Bouliers les reprinst s'il vouloit faire proffit dudit arrest sinon qu'elles sont péries et par concéquent ne pourroient estre reprinses par ledit évesque, outre que nostredit procureur général ne feust oncques ouy lors dudit arrest et n'est nommé ny compris aux qualitez d'iceluy. Ce que nostredit conseil ayant entendu, par son arrest du dix-neufviesme mars cinq cens quatre-vingtz-deux règle les parties à escrire par demande, deffences, répliques et duplicques, bailler contredictz et salvations, quy est le règlement ordinaire des actions pétitoires, auquel règlement il faut que ledit de Bouliers évesque de Fréjus satisfasse simplement sans mesler le pétitoire avec le possessoire comme il avoit voulu faire en la première demande et néantmoins ne se trouvera recevable en ladite action pétitoire parce qu'elle est prescrite par le laps /<sup>351</sup> de plus de soixante ans entiers quy ont coureu depuis ledit arrest de l'an cinq cens unse, depuis lequel ledit évesque n'a intenté ladite action pétitoire jusque à présent. Et par ces moyens et autres qu'il plairoit à nostredit conseil suppléer de droit concluient lesditz deffendeurs à ce que ledit de Bouliers évesque de Fréjus feust déclaré non recevable en sa demande et, où recevable seroit, qu'il en feut débouté avec condamnation des despans, domages et inthérestz, suppliantz nostredit procureur général de les prendre en sa protection et les vendiquer, eux et leurs possessions, à nous, leur souverain et seul seigneur, suivant lesdictes lettres du roy Louis dousiesme de ce nom, du roy François premier et roys de France subséquans, quy ont tous promis ne permettre qu'ilz soient aliennez de leur couronne et obéissance ou autres meilleures fins et conclusions à l'arbitration de nostredit conseil.

Ausquelles deffences ledit de Bouliers évesque dudit Fréjus auroit fourny de répliques et par icelles dit entre autres choses en ce qu'il dit /<sup>351</sup> que ledit de Bouliers s'est qualifié demandeur en exécution d'un arrest de nostre cour de parlement de Provence du quatorsiesme juillet mil cinq cens unse pour raison de l'exercice de la justice civile et criminelle de la ville de Fréjus, territoire et deppendance d'icelle, ensemble pour raison de la création d'un viguier ou cappitaine en ladite ville de Fréjus, création et provision des juges, notaires, greffiers, sergens et autres officiers pour l'administration de ladite justice. Et néantmoins par l'arrest de reprise dudit procès du vingt-uniesme février mil cinq cens quatre-vingtz et un ledit de Fréjus spéciffie autres instances que celles quy sont ez qualitez de ladite demande, d'autant qu'il faisoit entendre qu'il y avoit instance en nostredit conseil entre nostre procureur général, demandeur en adjudication du droit de régalle, d'une part et les chanoines et chappitre de l'église cathédrale de Fréjus, l'official et officiers dudit évesque et les consulz, manans et habitans d'autre. A quoy auroit esté respondu par ledit évesque de Fréjus que, pour /<sup>352</sup> connoistre certainement quelles sont les vrayes qualitez que les parties devoient prendre en ladite instance de régalle, il ne faloit s'arrester aux lettres de reprise dudit procès, lesquelles pourroient avoir esté dressées par aucuns quy n'entendoient pas

L'origine d'icelle, mais faut considérer les anciens arrestz esquelz sont les vrayes qualités des parties et lesquelz contiennent les règlemens des instances sur lesquelles elles sont en contention. Entre lesquelz arrestz il faut remarquer principalement l'arrest donné en nostre cour de parlement de Provence le quatorsiesme jour du mois de juillet mil cinq cens unse, par lequel appert que, sur le procès intanté dez l'an mil quatre cens soixante-trois tant pour raison de la justice et droitz domaniaux que droitz de régalle, ladite cour auroit prononcé et fait droit aux parties sur chacun chef contentieux entre elles, car, quand au droit de la justice et création des officiers d'icelle, quy est de la dépendance nécessaire de ladite justice, ladite cour l'auroit adjudgée purement et simplement aux évesques de Fréjus, comme il se peut voir par les propres /<sup>352v</sup> termes dudit arrest, au premier chef duquel il est dit : « *circa suo présente arresto prononciat et declarat licuisse licereque prefato domino Forojuliensi episcopo instituere, creare ac deputare in civitate ipsa Forojulii viguerium seu cappitaneum, notarium et clavarium aliosve officiatos ad justicie administrationem passim videlicet sive [sint]*<sup>277</sup> *originarii, habitatores aut incolae dictae civitatis sive sint*<sup>278</sup> *forenses dummodo alias idonei fuerint*<sup>279</sup> *significantes ad dicta officia exercenda ad ejusdem domini arbitrium et in sua ecclesia successorum », de sorte que par ledit arrest tout le différant quy estoit et pourroit estre à l'advenir entre ledit évesque de Fréjus d'une part et nostre procureur général en nostre parlement de Provence et manans et habitans dudit Fréjus d'autre pour raison de ladite justice haute, moyenne et basse, civile et criminelle, ensemble pour la création desdits officiers, auroit esté jugé, décidé et terminé au proffit desdits évesques par ledit arrest. De sorte que pour le regard de ladite justice et création d'officiers il n'y a plus rien de contentieux entre lesdites /<sup>353</sup> parties, sinon que l'exécution dudit arrest, pour procéder à laquelle exécution maistre Pierre Mathieu, sieur du Revest, conseiller audit parlement de Provence, commissaire en ceste partie, le dix-huictiesme jour du mois de juillet l'an mil cinq cens unse se seroit transporté audit Fréjus estant accompagné de Jacques Viard, son greffier, et auroit fait publier ledit arrest tant en ladite ville de Fréjus qu'aux autres lieux dépendans dudit évesché et ce à la poursuite et diligence desdictz habitans, desquelz la mauvaise foy est grandement remarquable car, soubz prétexte de faire exécuter ledit arrest pour raison de la possession dudit droit de régalle, ilz commencent<sup>280</sup> d'eslire à entreprendre et usurper sur ladite justice, se voulant par mesme moyen faire mettre en possession d'icelle combien que par ledit arrest elle eust esté adjudgée ausdits évesques de Fréjus. A cause de quoy il auroit eu plusieurs commissaires quy se seroient transportés sur les lieux, à sçavoir maistre Louis Forbin, sieur de Soliers, conseiller en nostredite cour de parlement de Provence, et despuis, le procès estant évocqué en nostredit conseil, messieurs Jean Godon /<sup>353v</sup> et Jean de la Marthonne, conseillers en iceluy, tous lesquelz commissaires se seroient transportés sur les lieux pour procéder à l'exécution dudit arrest, laquelle toutesfois n'auroit peu estre parfaite à cause des oppositions, appellations et autres empêchemens donnez par lesdits habitans. Sur lesquelles oppositions, appellations, cassation de procédures, ensemble sur le droit de régalle lors contentieux en nostredit conseil il y auroit eu plusieurs arrestz interlocutoires donnez en iceluy, à sçavoir le vingt-deuxiesme janvier mil cinq cens vingt-trois et quatorsiesme jour d'octobre l'an mil cinq cens quarante et le dernier quy feust le dousiesme jour de février mil cinq cens quarante-deux, par lequel il auroit esté ordonné que les parties corrigeroient leurs playdoyés et produiroient tout ce que bon leur sembleroit dedans trois jours sur ladite instance de régalle, laquelle par ledit arrest auroit esté jointe avec les autres instances*

---

<sup>277</sup> mot omis

<sup>278</sup> sunt

<sup>279</sup> fuerunt

<sup>280</sup> commencer

pendentes en nostredit conseil entre lesdites parties, quy estoient les instances procédans des empêchemens donnez par lesdits habitans à l'exécution dudit /<sup>354</sup> arrest. Au moyen de quoy nostredit procureur général ne doit pas dire que ceste instance d'exécution n'est pas comprinse ne aux lettres obtenues par ledit de Bouliers pour reprendre ledit procès ne en l'arrest de nostredit conseil donné en l'an mil cinq cens quatre-vingtz-deux contenant la reprise d'iceux, car tant par lesdites lettres que arrest ledit de Bouliers a entendu reprendre tous les procès quy estoient pendans en nostredit conseil et contentieux entre les parties suivant les arrestz donnés en iceluy et règlemens donnés sur iceux par l'arrest du dousiesme février mil cinq cens quarante-deux. Mais sy nostredit procureur général prétend qu'il n'y ait point d'instance pendente en nostredit conseil pour l'exécution dudit arrest de l'an mil cinq cens unse, il peut sy bon luy semble et avec grande et juste raison faire cesser ladite instance et la juger par son seul consentement, en déclarant que comme protecteur des arrestz donnés ez cours souveraines et de l'exécution d'iceux, il consentoit et requéroit que ledit arrest de l'an mil cinq cens unse en ce quy concerne l'adjudication faite /<sup>354v</sup> audit de Fréjus de ladite justice haute, basse et moyenne de ladite ville de Fréjus et lieux déppendans d'icelle soit exécuté sellon sa forme et teneur au proffit dudit évesque de Fréjus et, en ce faisant, que deffences feussent faites ausdits habitans de Fréjus et à tous autres qu'il appartiendra de troubler ou empêcher ledit évesque de Fréjus et ses officiers à l'exercice de la justice haute, moyenne et basse, droitz, proffictz, revenu, honneurs et esmolmens d'icelle et que, pour les contraventions et désobéissances faites par lesdits habitans à l'exécution dudit arrest, ilz feussent condamnés en telles amandes et réparations, despens, domages et intérestz envers ledit évesque de Fréjus que nostredit conseil verroit estre à faire par raison, attendu mesmement que *impromptu constat* dudit arrest de l'an mil cinq cens unse, par<sup>281</sup> lequel *verbis disertis et expressis* ladite justice haute, moyenne et basse est adjugée audit évesque de Fréjus ensemble la création des officiers d'iceluy duquel arrest l'exécution doit estre poursuivie par nostredit procureur général lequel est *vindex rei public[ae]* /<sup>355</sup> *cujus statuta*<sup>282</sup> *maxime rebus judicatis continentur*, comme dit Cicéron *in oratione pro publico stilo*. Il falloit donc nécessairement que nostredit procureur général fit de deux choses l'une, à sçavoir qu'il eut à reconnoistre qu'il y a instance pour raison de l'exécution dudit arrest de l'an mil cinq cens unse, laquelle n'a peu estre parachevée par les commissaires cy-devant nommés à cause des subterfuges et tergiversations desdits habitans, ou qu'il eust à consentir et requérir pour nous que ledit arrest feut entièrement exécuté tant contre luy que contre lesdits habitans avec lesquelz il a esté donné, autrement ledit arrest demeureroit ilusoire et sans effect audit évesque de Fréjus, lequel en prenant la qualité en exécution dudit arrest de l'an mil cinq cens unse pour raison de l'exercice de ladite justice haute, basse et moyenne civile et criminelle de ladite ville de Fréjus a pris les vrayes qualitez quy estoient ez anciens arrestz de nostredit conseil pour le regard de ladite instance, sur lesquelz il se falloit régler pour les vrayes<sup>283</sup> qualités et interpréter les qualités /<sup>355v</sup> généralles quy pourroient estre esdites lettres de reprise et arrest intervenu sur iceluy, *nam de eo non tantum constat verbis apertissimis et diu sertissimis primii coepitis* dudit arrest mais ancores par le dernier chef d'iceluy, par lequel il est clairement porté que la cognoissance et jugement des procès criminelz appartenoit ausdits évesques. Aussi ledit évesque de Fréjus a suivy les anciennes qualités desdits arrestz pour le regard de l'instance des droitz de régalle, en laquelle il s'est qualifié demandeur en l'instance pétitoire pour raison du droit de régalle, car c'est la vraye qualité qu'il devoit prendre et n'en pouvoit prendre d'autre s'il ne vouloit

---

<sup>281</sup> pal

<sup>282</sup> statuti

<sup>283</sup> frayes

intervertir et changer ledit arrest donné en nostredite cour de parlement de provence en l'an mil cinq cens unse, par lequel arrest, sur l'instance possessoire quy estoit entre ledit évesque de Fréjus d'une part et nostredit procureur général d'autre en nostredit parlement de Provence pour raison dudit droit de régalle, nostredite cour auroit maintenu et gardé nostredit procureur général en la possession et jouissance /<sup>356</sup> dudit droit de régalle, sauf toutesfois audit évesque de Fréjus et à ces successeurs son action et cause reservée pour raison de la propriété dudit droit de régalle, quy est l'action pétitoire comme il se peut voir par ledit arrest au second chef du dispositif d'iceluy contenant ledit droit de régalle et en ces termes *sed causis apparentibus et resultantibus ex dicto processu*<sup>284</sup> *christianissimum*<sup>285</sup> *dominum regem nostr(or)um comitem*<sup>286</sup> *Provinciae fuisse, fore et esse in verra, continua et pacifica possessione seu quasi jurium régaliū predictorum de ForoJulio et de Faiencia, inhibens propterea praefacto domino episcopo et suis officialibus eadem curia omnem turbam, molestiam aut inquietationem in eisdem salva tamen eidem domino episcopo et sua ecclesia predicta imposterum causa et questione proprietatis.* Puis doncques que par ledit arrest nous avons esté maintenu en la possession du droit de régalle, il ne peut estre demandeur en action pétitoire, ains falloit nécessairement que ce soit ledit évesque de Fréjus, auquel par ledit arrest son action est réservée pour le regard de ladite propriété, car combien que ez instances /<sup>356v</sup> possessoires les complaignans et opposans se prétendent tous estre possesseurs et que en iceluy *uterque sit actor ac reus*, si est-ce que cela ne peut avoir lieu ez actions pétitoires, esquelles qui agit *petitorio fatet tuo adversarium possessorem*, tellement que celuy quy est demandeur ne peut estre possesseur. Voila pourquoy il faut nécessairement que ledit évesque de Fréjus, quy a perdu la possession du droit de régalle par ledit arrest de l'an mil cinq cens unse, se qualifie demandeur en action pétitoire et qu'il prenne les conclusions ordinaires que les demandeurs ont accoustumé de prendre ez instances pétitoires, à sçavoir que nostredit procureur général, quy par le mesme arrest est maintenu en ladite possession, aye à se désister et despartir d'icelle possession et la laisser libre ou vacue audit évesque de Fréjus, autrement, sy nostredit procureur général estoit demandeur en l'instance pétitoire, il en adviendroit une absurdité d'autant que le possesseur seroit demandeur en action pétitoire. *Nec obstat* ce que dit nostredit procureur général qu'il se trouve quelque arrest de nostredit conseil auquel il /<sup>357</sup> est demandeur en adjudication du droit de régalle d'une part et les chanoines et chappitre de l'église cathédrale de Fréjus, l'official et officiers dudit évesque et les consulz, manans et habitans d'autre, car ceste qualité de demandeur en adjudication a esté impertinente et par erreur mise ausdits arrestz d'autant qu'elle estoit contraire à la nature de ladite instance pétitoire et à la vraye qualité que les possesseurs doyvent prendre en icelle. Toutesfois, sy nostredit procureur général a sy grande volonté de prendre la qualité de demandeur en ceste instance pétitoire, ledit évesque de Fréjus ne l'empêchoit point et ne luy porteroit point d'envie moyennant que mesme moyen il changeast sa qualité de possesseur et consentit que l'arrest de maintenue donné à son proffit pour raison dudit droit de régalle feust exécuté au profit dudit évesque de Fréjus, lequel à ces condictions prendroit volontiers la qualité de deffendeur en ladite instance pétitoire et laisseroit nostredit procureur général en la qualité de demandeur. Quand à la troisieme instance, quy concerne les droitz domaniaux, que nostre procureur général dit n'estre contenu audit /<sup>357v</sup> [arrest de]<sup>287</sup> reprise, quy est l'arrest de l'an mil cinq cens quatre-vingtz-deux, respondoit ledit de Bouliers que ladite instance des droitz domaniaux est espécialement et expressement contenue en l'arrest de l'an mil

---

<sup>284</sup> processii

<sup>285</sup> christianissimi

<sup>286</sup> comictum

<sup>287</sup> blanc



cinq cens unse, par lequel les parties auroient esté réglées en ladite instance en laquelle, suivant ledit règlement, les parties ont despuis proceddé tellement que, combien que ladite instance ne soit pas comprise spéciffiquement en l'arrest de reprise dudit procès, sy est-ce qu'elle y est comprise en termes généraux, d'autant que ledit évesque de Fréjus a repris généralement tous et chacuns les procès pendans en nostredit conseil et quy avoient esté évocqués de nostre cour de parlement de Provence entre ses prédecessaurs évesques d'une part et nostre procureur général et les manans et habitans dudit Fréjus, de sorte qu'il falloit régler et interpréter ladite reprise générale sellon les anciens arrestz et mesmement suivant ledit arrest de nostre cour de parlement de Provence de l'an mil cinq cens unse, auquel ladicte instance est spécialement contenue et réglée. Et ne /<sup>358</sup> faisoit rien de dire que par l'arrest de l'an mil cinq cens quarante-deux ladite instance n'est expressément désignée, car véritablement par ledit arrest il n'est parlé expressément que de l'instance de régalle sur laquelle les parties sont réglées. Mais aussy il faut considérer que par le mesme arrest ladite instance est jointe aux autres instances pendentes en nostredit conseil entre les mesmes parties, qui estoient l'exécution dudit arrest de l'an mil cinq cens unse pour le regard de la maintenue adjudgée audit évesque de Fréjus de la justice haute, moyenne et basse, civile et criminelle, de ladite ville de Fréjus et territoire d'icelle, ensemble ladite instance pour raison des droitz domaniaux suivant le règlement donné par ledit arrest de l'an mil cinq cens unse, au moyen de quoy nostredit procureur général n'a peu dire que ledit évesque de Fréjus aye introduit de nouvelles instances par sa demande ne prins de nouvelles conclusions, d'autant qu'il appert qu'il n'a suivy que les derniers erremens des anciennes instances /<sup>358v</sup> réglées par ledit arrest de l'an mil cinq cens unse et contenus par les arrest de nostredit conseil. *Nec obstat* ce que dit nostredit procureur général que lesdites instances sont precriptes et péries attendu le long temps qu'elles ont esté intentées et demeurées sans poursuite, car ceste fin de non recevoir qu'il voudroit fonder sur la prétendue péremption d'instance est couverte par l'arrest de reprise donné en jugement contradictoire avec nostredit procureur général et les autres parties, par lequel arrest les parties sont réglées à bailler leurs demandes, deffences, répliques et duplicques et produire sur lesdites instances, lesquelles conséquemment ne sont pas péries comme nostredit conseil a préjugé par ledit arrest, car c'est une maxime certaine qu'on n'est jamais receu à reprendre les instances que l'on prétend estre péries, parce que une instance périe n'est plus instance. Mais quand ledit /<sup>359</sup> arrest n'auroit point couvert et préjugé ladite fin de non recevoir que nostredit procureur général vouloit fonder sur la péremption d'instance, encores ledit évesque de Fréjus pourroit reprendre lesdictes instances parce que elles n'estoient et ne pourroient estre péries, d'autant que les parties avoient proceddé sur lesdites instances jusques à l'arrest du dousiesme février mil cinq cens quarante-deux, par lequel arrest, comme par les autres procédures, il appert que la cause avoit esté contextée sur toutes lesdites instances entre lesdites parties, au moyen de quoy l'instance ne pouvoit estre périe que par l'intermission et cession de trente ans entiers, d'autant qu'une instance contextée, suivant la disposition de droit, est continuée et perpétuée jusques à trente et quarante ans. Et sy nostredit procureur général vouloit dire que par nostre ordonnance de l'an mil cinq cens soixante-quatre nous aurions déclaré toutes instances estre péries, lesquelles seroient demeurées sans poursuite pour /<sup>359v</sup> le temps de trois ans entiers, encores qu'elles feussent contextées, ledit évesque de Fréjus avoit fort bonne et prompte responce quy se peut remarquer par la datte de ladite ordonnance, laquelle ne feust faite, comme dit est, qu'en l'an mil cinq cens soixante-quatre, laquelle *dedit legem futuris negotiis et non praeteritis*, tellement que ladite ordonnance doyt avoir affect que pour le regard des instances que demeureront sans poursuite par le temps de trois ans après la datte de ladite ordonnance, après

laquelle ordonnance, combien que lesdites instances ayent demeuré sans poursuite par plus de trois ans voire par plus de quise ans entiers, à sçavoir despuis lesdites lettres de reprise dudit procès obtenues par ledit évesque de Fréjus et arrest de nostredit conseil intervenu sur icelles, sy est-ce que le laps dudit temps ne pourroit avoir acquis à nostredit procureur général aucune péremption d'instance contre ledit /<sup>360</sup> évesque de Fréjus, lequel, comme personne ecclésiastique fondé en l'édit par nous fait sur les plaintes et remonstrances du clergé de France généralement assemblé par nostre permission en la ville de Melun l'an mil cinq cens soixante et dix-neuf et publié en nostre parlement le huictiesme jour de mars mil cinq cens quatre-vingtz, par lequel il est dit que aucunes prescriptions ne courront et n'auront lieu contre les personnes ecclésiastiques despuis le commencement des premiers troubles jusques au dernier édit de paciffication, et concéquemment la péremption, quy est une espèce de prescription, ne peut avoir couru pendant ledit temps contre ledit évesque de Fréjus, attendu qu'il est personne ecclésiastique, ce quy serviroit de responce à la péremption desdites instances que nostredit procureur général pourroit prétendre luy avoir esté acquise despuis l'édit des péremptions fait en l'an mil cinq cens soixante-quatre. Et quand à celle que nostredit procureur général pourroit /<sup>360v</sup> prétendre luy avoir esté acquise auparavant ledit édit, il y estoit notoirement mal fondé parce que, comme dit est cy-dessus, par la contestation de la cause l'instance est perpétuée jusques à quarante ans. Et néantmoins il est bien certain que despuis l'an mil cinq cens quarante-deux, que le dernier arrest feust donné en nostre conseil, jusques en l'an mil cinq cens soixante-quatre, que l'édit des péremptions feust fait, il n'y peut avoir que le temps de vingt-deux ans pour le plus, lequel temps n'est suffisant pour acquérir une péremption en une cause contextée, et par ainsy il falloit que nostredit procureur général recogneust qu'il n'y a point eu de péremption esdites instances ny auparavant l'édit fait en l'an mil cinq cens soixante-quatre ne despuis iceluy.

Aussy nostredit procureur général, voyant qu'il n'estoit guères bien fondé en la péremption d'instance par luy alléguée, ne s'est arresté à icelle, ains déffendu au principal, disant que le don /<sup>361</sup> fait en l'an mil deux cens trois par Idelphons, second comte de Provence, ausditz évesques de Fréjus n'est chose cogneue, vériffiée ny justiffiée et outre que quand il y auroit quelque apparence ce seroit un droit prescript dont la mémoire seroit perdue et abolie. A quoy respondoit ledit évesque de Fréjus que nostredit procureur général ne devoit et ne pouvoit plus doubter de la vérité dudit don fait par ledit Idelphons parce que ledit don ensemble les confirmations d'iceluy ont esté cogneues, vériffiées et jugées par plusieurs arrestz donnés en nostre cour de parlement de Provence et spécialement par ledit arrest de l'an mil cinq cens unse, par lequel arrest en ce quy concerne le premier chef de la demande dudit évesque de Fréjus pour le regard de ladite justice haute, moyenne et basse en ladite ville de Fréjus et territoire d'icelle elle auroit esté adjudgée audit évesque de Fréjus avec la création des officiers de ladite justice comme nostredit conseil pourroit voir par la clause immédiatement subséquente /<sup>361v</sup> en ces motz « *ut quae indemnitati regiorum subditorum consulatur ordine praefactae curiae praedictum dominum episcopum in causis quidem temporalibus seu forum et laicalem concernantibus judicem alium quam ecclesiasticum deputare ad temporales et laicales causas a causis ecclesiasticis seorsum*<sup>288</sup> *et separatim audiendas ac decidendas cum separatione etiam notariorum matricularum et qui sigilli ne jurisdictio ecclesiastica cum seculari confundatur* », en quoy il se peut voir bien clairement que toute la justice de ladite ville de Fréjus tant spirituelle que temporelle appartenoit audit évesque de Fréjus et qu'il n'y avoit différence entre l'une et l'autre sinon qu'aux causes temporelles et laicales ledit évesque commettoit et dépputoit des juges et

---

<sup>288</sup> scoisum

autres officiers qui feussent personnes laiz à l'exercice de ladite justice pour esviter la confusion quy pourroit estre entre la jurisdiction ecclésiastique et temporelle. Cest arrest ainsi solemnellement /<sup>362</sup> pourroit servir de tiltre suffisant pour faire cesser tout le scrupulle que nostredit procureur général pourroit avoir de la vérité desdits privilèges *nam res iudicata pro veritate habetur*, attendu mesmes que ledit arrest a esté donné après avoir veu lesditz privilèges, dons, concessions des comtes de provence et confirmation d'iceux, lesquelz ont esté veuz et contestés tant par nostredit procureur général en notre parlement de Provence que par les manans et habitans de Fréjus comme notre procureur général pourroit voir par le gros procès sur lequel est intervenu ledit arrest, par lesquelles procédures il se trouveroit que nostredit procureur général et lesditz habitans de Fréjus auroient recogneu la justice haute, moyenne et basse de ladite ville de Fréjus et territoire d'icelle appartenir audit évesque, ains seulement faisoient deux difficultés sur lesquelles formèrent deux incidens, l'un sur lequel ilz soustenoient que pour l'exercice de ladite justice ledit évesque de Fréjus ne pouvoit et ne debvoit establir aucuns officiers quy feussent originaires, manans et habitans /<sup>362v</sup> de ladite ville de Fréjus et à ceste fin auroient obtenu lettres royaux ; le second incident estoit sur une plainte faite par lesditz habitans que le viguier dudit Fréjus estably par ledit évesque n'estoit personne laye et qu'il se rendoit fort difficile à leur permettre les assemblées qu'ilz avoient acoustumé de faire. Par ainsi nostredit procureur général verroit par ledit procès qu'en l'an mil cinq cens soixante et dix-sept, lorsque déffunt messire Urbain de Flisco évesque de Fréjus print possession de l'évessché, les scindicz dudit évesché le recogneurent pour sieur dudit lieu et firent requeste que tous les prisonniers, hormis ceux quy estoient debtenus pour certains crimes détestables et avoient mérité la mort ou tronquation de membres, feussent pour son heureux advènement affranchiz et mis hors de la prison, ce quy feut accordé et fait par le procureur dudit évesque, quy remist aussy toutes les informations lesquelles coustumièremment estoient remises en semblable cas, leur confirma leurs /<sup>363</sup> privilèges, franchises eux se requérans, remit aussy aux condamnés emprisonnés les amandes ausquelles ilz avoient esté condamnés, ce quy monstre bien que toute la justice appartenoit audit évesque de Fréjus et ceux quy la débatent aujourd'huy l'avoient dès lors suffisamment recogneue. Au moyen de quoy, ledit évesque de Fréjus estant fondé en arrest, il ne luy est plus de besoin de monstre d'autres tiltres à nostredit procureur général. Et toutesfois, quand il n'y auroit point d'arrest, nostredit procureur général a peu voir par la communication quy luy a esté faite le don dudit Idelphons comte de Provence fait à Raymond lors évesque de Fréjus de ladite justice haute, moyenne et basse en ladite ville de Fréjus et territoire d'icelle, auquel don sont portés ces motz en termes exprès : « *ego Idelphonsus Dei gratia comes et marchio Provinciae dono, laudo et consedo tibi Raymundo Dei gratia Forojuliensi episcopo fideli nostro et omnibus successoribus tuis in perpetuum omnes justicias hominum qui sunt<sup>289</sup> vel erunt in posterum in tenamento Forojuliensis /<sup>363v</sup> ecclesiae sive sint in civitate Forojulii sive extra in castris vel villis ad episcopatum vel preposituram pertinentibus sive sint clericy vel sitn laici vel milites vel rustici, viri vel femine ex cocumque contractu vel ex quacumque causa proveniant* ». Outre ceste clause, il y en a plusieurs autres audit don quy confirment ladite justice audit évesque et entre autres l'exception que ledit Idelphons auroit fait par le mesme don pour raison des condamnations contenans peine de mort et de mutilation de membres, l'exécution desquelles condamnations ledit Idelphons auroit voulu estre faite par les juges laicz par ces termes expressément mis audit don : « *quia vero reos sanguinis ministris Dei non est honestum punire circa eos nobis et successoribus nostris specialiter reservamus quod ita intelligimus quod si forte aliquis vel aliqua proter crimen aliquod commissum sit membris truncandus et ultimo*

---

<sup>289</sup> sont

*supplicio afficiendus postquam in auditorio tuo vel successorum tuorum comitus vel confessus fuerit nobis vel valulis nostris tradatur /<sup>364</sup> prout justum fuerit puniendus* », par laquelle exception et réservation l'octroy et don fait par ledit comte de Provence auroit esté confirmé en tous les cheffz quy ne sont compris en ladite exception, laquelle *firmit regulam in casibus non exceptis*. S'esmerveilloit ledit évesque de Fréjus comme nostredit procureur général ensemble lesditz habitans vouloient aujourd'huy mettre en dispute ladite justice haute, moyenne et basse, civile et criminelle quy appartient audit évesque attendu que, outre les tiltres anciens quy portent le don octroyé de ladite justice et encores outre ledit arrest de l'an mil cinq cens unse par lequel elle auroit esté diffinitivement adjudgée audit évesque, il appert de plusieurs tiltres et contreditz par lesquelz lesdits habitans auroient recogneu, approuvé et confirmé ladite justice haute, moyenne et basse audit évesque de Fréjus et recogneu icelle luy appartenir et entre autres d'une transaction faite le vingt-septiesme jour du mois d'avril mil quatre cens quatre-vingtz-neuf, en laquelle il y a plusieurs articles pour le regard des différens quy estoient lors entre lesdites parties, entre lesquelz il y en <sup>364v</sup> a deux quy sont remarquables pour le regard de ladite justice, par le premier desquelz lesdits habitans se plaignoient que les officiers de l'évesque de Fréjus, sans avoir préalablement fait informations, saisissoient au corps et mettoient en prison les criminelz et qu'ilz ne vouloient déclarer les dénonciations pour avoir recours par les prévenus quy en fin de cause se trouveroient absous contre iceux dénonciateurs de leurs despens, domages et inthérestz ; par le second les habitans demandoient que les officiers feussent crééz annuelz par l'évesque de Fréjus et que ceux de ladite ville de Fréjus feussent préférés aux estrangers en iceux offices ; tellement que par ladite transation il appert que combien que lesdits habitans quy ont tousjours heu un esprit de contention et de contradiction contre leurs évesques ayent souvent playdé et fait controverse sur la qualité d'iceux officiers, à sçavoir s'ilz debvoient estre cleircz ou laicz, estrangers ou des habitans de ladite ville de Fréjus, annuelz ou quinquenaux, si est-ce qu'ilz n'ont jamais mis en difficulté <sup>365</sup> que ausdits officiers n'appartint la jurisdiction et cognoissance de toutes les causes tant civiles que criminelles comme officiers desdits évesques de Fréjus ausquelz appartient ledit justice haute, moyenne et basse. Et combien que notredit procureur général ne soit nommé ny compris en ladite transation, sy est-ce que ayant esté produite audit procès est intervenu l'arrest de l'an mil cinq cens unse et par nostredit procureur général contextée et contredite tout ainsi que plusieurs autres déclarations, arrestz interlocutoires, lettres obtenues par lesdits habitans et despartemens d'icelles pour le regard de ladite justice, ledit arrest de l'an mil cinq cens unse estant intervenu sur ladite contestation a confirmé lesdites transactions et autres déclarations desdits habitans contre nostredit procureur, contre lequel ledit arrest de l'an mil cinq cens unse sert de préjugé perpétuel, ayant esté donné avec luy *causa plenissime cognita*. Et quand à ce que nostredit procureur général a dit que ledit don et octroy fait par ledit Idelphons comte de Provence desdites justices de régalles et autres droitz plus particulièrement <sup>365v</sup> contenus en iceluy n'ont point esté confirmés ne par les comtes de Provence ne par noz prédecesseurs roys de France après que ledit comté a esté réuni à la couronne, respondoit ledit évesque de Fréjus que, sy nostre procureur général a voulu voir les pièces quy luy sont esté communiquées et mesmement un cayer de papier auquel est incéré une grande partie des tiltres anciens dudit évesché de Fréjus, il trouveroit que les dons ou octroys faitz par ledit Idelphons comtes de Provence ausdits évesques de Fréjus en l'an mil deux cens trois le dixiesme jour du mois de novembre feurent confirmés, autorisés et approuvez par Raymond Béranquier comte dudit Provence, petit-filz dudit Idelphons, en la ville de Draguignan au mois d'aoust l'an mil deux cens vingt-quatre comme nostredit procureur général pourroit voir et encores depuis ceste confirmation auroit esté réytérée par ledit Raymond Béranquier en l'an mil

deux cens trente-cinq comme il appert par le sixiesme fueillet dudit cayer et par le mesme /<sup>366</sup> cayer il appert que Charles second, roy de Jérusalem, de Sicile, comte de Provence, auroit le vingt-huitiesme du mois d'octobre mil trois cens quatre-vingtz et sèse confirma lesdits dons et octroy en tous et chacuns les chefs d'iceux, ceste confirmation auroit esté continuée par les successeurs comtes de Provence à sçavoir par les roys de Hiérusalem et de Sicille comte de provence le septiesme jour de décembre l'an trois cens quatre-vingtz et sèse et depuis par Louis second aussy roy de Hiérusalem [et] de Sicille comte de Provence le dousiesme jour d'octobre l'an mil trois cens quatre-vingtz-dix-neuf et encores René roy de Hiérusalem et de Sicille comte de Provence en l'an mil quatre cens trente-huict le vingt-sixiesme jour de février auroit confirmé lesdits privilèges, lesquelz il auroit expressément fait incérer en ses lettres de confirmation afin qu'on peut cognoistre à l'advenir qu'il estoit bien certiffié de la tenneur d'iceux. Depuis ledit René, sur quelques entreprises que ceux de Draguignan vouloient /<sup>366v</sup> faire sur les droitz dudit évesché, auroit dereschef fait voir en son conseil les dons et privilèges quy avoient esté octroyés ausdits évesques de Fréjus par ses prédecesseurs comtes de Provence et iceux meurement et diligemment examinez auroit octroyé ses lettres patentes du dousiesme du mois de février mil quatre cens soixante et dix-huit par lesquelles inhibitions et deffences auroient esté faites aux officiers royaux de la ville de Draguignan de s'entremettre aux droitz de la justice, domaine et régalle appartenans audit évesque en vertu desdits privilèges dudit feu comte Idelphons. Depuis, le comté de Provence ayant esté uny et incorporé à la couronne, le roy Louis unsiesme lors durant le règne duquel ladite union et incorporation dudit comté feust faite, ayant par le moyen desdites union et incorporation esté fait comte de Provence, auroit par ces lettres patentes publiées et enregistrées en nostredite cour de parlement /<sup>367</sup> de Provence déclaré qu'il n'entendoit et ne vouloit en aucune manière révoquer, infirmer ny altérer les dons, concessions et privilèges octroyés par srs prédecesseurs comtes de provence aux personnes nobles et autres tenans lieu de nobles comme sont les ecclésiastiques, ains au contraire qu'il les confirmoit, ratiffioit et approuvoit et vouloit iceux conserver, garder et maintenir contre tous ceux quy les voudroient troubler en iceux. Suivant ceste confirmation, noz prédecesseurs roys après le décedz dudit roy Louis unsiesme ont tousjours à leur nouvel événement à la couronne confirmé les privilèges octroyés par lesdits comtes de Provence sans aucune donation, retranchement ny altération d'iceux. Voila pourquoy nostre procureur général ne peut dire qu'il n'est pas croyable que lesdits dons octroyés ausditz évesques de Fréjus ayent esté confirmés par les autres successeurs comtes de provence et moins encore par les roys de France depuis que le comté de Provence feust uny à la couronne de /<sup>367v</sup> France. *Nec obstat* de dire par ledit procureur général que les roys ont tousjours voulu conserver tous les droitz dudit comté et déclaré iceux inaliénables tout ainsy que les autres droitz l'ont esté de tout temps, car le contraire apparoistra par les confirmations du don dudit Idelphons quy ont esté faites tant par les successeurs dudit comte de Provence que par ledit roy Louis unsiesme. Davantage, ce quy est grandement considérable, la justice de Fréjus, les droitz contenus en la donation dudit Idelphons ne feurent jamais du domaine de la couronne de France d'autant que dez l'an mil deux cens trois au mois de novembre, quy sont trois cens ans ou environ auparavant que ledit comté de Provence feust uny et incorporé à la couronne, la justice, droit de régalle et autres droitz avoient esté donnés par ledit Idelphons ausdits évesques de Fréjus et par ce moyen desmembrés et distraitz dudit comté sans que jamais /<sup>368</sup> depuis ilz ayent esté du domaine d'iceluy. Or que les biens du comté de Provence n'ayent peu estre aliennés par les comtes de Provence, cela ne se pourroit dire avec apparence de raison parce que lesdits biens ne sont point subjez à réversion ny à restitution, ains la libre et entière disposition d'iceux appartenu

au comte de Provence pour les donner, changer, vendre, aliéner ou autrement disposer d'iceux à leur volonté et comme bon leur sembleroit. Doncques lesdites justice, régalle et autres droitz ayant esté donnés par ledit Idelphons dès l'an mil deux cens trois ausdits évesques de Fréjus, il est bien certain qu'ilz n'ont jamais esté unis ny incorporés au domaine de la couronne de France parce que lors de l'union et incorporation dudit comté et plus de trois cens ans auparavant ilz n'estoient plus du domaine d'iceluy comté, tellement que ledit comté nous a esté acquis en l'estat qu'il estoit /<sup>368v</sup> lors deladite union et incorporation sans que nostre prédécesseur aye peu prendre autre chose que ce qu'il y trouva lors. Il ne faut donc pas dire que noz prédécesseurs roys de France ont voulu conserver les droitz dudit comté comme estans inaliénables, car comme dit est les droitz dudit comté n'estoient point inaliénables de leur nature tant qu'ilz ont demeuré ez mains desdits comtes de Provence. Et quand aux droitz contentieux, ilz ne feurent jamais unis ny incorporés à la couronne et concéquemment ne peuvent estre estimés inaliénables d'autant qu'ilz ne feurent onc de nostre domaine car est une maxime certaine qu'aucun héritage ou droit ne peut estre extimé du domaine du prince sinon que par deux manières, c'est à sçavoir quand il est de l'ancien patrimoine de la couronne *quod patrimonium fiscale vel imperiale appellatur*<sup>290</sup>, or nostredit procureur général ne peut dire que lesdites justice /<sup>369</sup> et autres droitz contentieux ayent jamais esté de l'ancien patrimoine de France, car toutes parties sont d'accord qu'ilz estoient de l'ancien patrimoine des comtes de Provence, aussy ne peut-on dire que lesdits droitz contentieux ayent esté unis et incorporés au domaine de la couronne, d'autant que, comme dit est, lorsque ledit comté feut uny et incorporé à iceluy, ladite justice et autres droitz n'appartenoient plus au comte de Provence, lesquelz avoient esté donnés ausdits évesques de Fréjus trois cens ans ou environ auparavant l'union et incorporation dudit comté. Et pour le regard de ce que dit nostredit procureur général qu'il ne se trouvera point que les évesques de Fréjus prédécesseurs dudit de Bouliers ayent jouy dudit don ny des droitz contenus en iceluy, mesmes desditz droitz de régalle desquelz sont incapables toutes personnes autres que roys et souverains seigneurs, lesquelz droitz il dit ne pouvoir valablement /<sup>369v</sup> estre transférés à autres quy n'ont tiltres de roys et souverains, respondoit ledit évesque de Fréjus qu'il s'estonne comment nostre procureur général veut encores mettre en dispute la possession et jouissance desdits droitz octroyés ausdits évesques de Fréjus attendu que par les pièces quy luy ont esté communiquées il a peu voir ce que bon luy a semblé, plusieurs actes et pièces justificatives de ladite jouissance et possession car, où il prétend que lesdits évesques de Fréjus n'ayent point jouy de ladite justice ou qu'ilz n'ayent point jouy des droitz de régalle quand à ladite justice, il suffiroit audit évesque de Fréjus pour monstrier non seulement la possession mais aussy la propriété de ses prédécesseurs évesques de Fréjus d'alléguer l'arrest donné en nostre cour de parlement de Provence en l'an mil cinq cens unse par lequel la création, provision et institution des /<sup>370</sup> officiers de ladite justice est adjugée ausdits évesques de Fréjus, comme il appert par les termes dudit arrest en ces motz : « *curia suo presenti arresto pronunciat et declarat licere licuisseque*<sup>291</sup> *praefacto domino Forojuliendi episcopo instituere, creare et deputare in civitate ipsa Forojulii viguerium seu capitaneum, notarium et clararium*<sup>292</sup> *aliosve officarios ad justitiae administrationem sive sint originarii habitatores aut incolae dictae civitatis sive sint forenses [...]*<sup>293</sup> *idonei fuerint et sufficientes a[d] dicta officia exercenda ad ejusdem domini episcopi arbitrium et in sua ecclesia successorum »,* tellement que par ledit arrest lesditz évesques sont déclarés non seulement légitimes possesseurs

---

<sup>290</sup> appellativi

<sup>291</sup> ticuisseque

<sup>292</sup> clararium

<sup>293</sup> blanc

mais aussy vrayz propriétaires et seigneurs de ladite justice haute, moyenne et basse tant civile que criminelle et par ainsi sans propos nostredit procureur général mettroit en difficulté la possession et jouissance

<sup>/370<sup>r</sup></sup> de ladite justice, attendu que, par arrest donné avec luy en jugement contradictoire, ladite justice a esté adjudgée ausdits évesques de Fréjus mesmement après avoir veu les tiltres anciens du don de ladite justice et la confirmation d'iceluy, ensemble les actes possessoires contenant la continuation de l'exercice de ladite justice faite par les officiers desdictz évesques de Fréjus avec plusieurs condamnations et amandes contre ceux quy les voudroient troubler et empêcher en l'exercice de ladite justice, lesquelz tiltres et actes possessoires ledit évesque de Fréjus espiciffiereoit plus particulièrement n'estoit qu'ilz sont contenus en sa production et désignés par ses inventaires. Et ne pourroit nostredit procureur général dire que lesdits évesques de Fréjus n'ont pas jouy de ladite justice despuis ledit arrest de l'an mil cinq cens unse, car les procédures faites tant par lesdits Guérin, Godon que La Marthonnie, conseillers <sup>/371</sup> en nostre Grand conseil, en exécutant ledit arrest de l'an cinq cens unse, par lequel ladite justice a esté adjudgée ausdits évesques de Fréjus, monstre bien qu'ilz ont tousjours voulu conserver leur possession en la jouissance et exercice de ladite justice et empescher les troubles et usurpations quy leur estoient faites par lesdits habitans de ladite ville de Fréjus, comme il apparoiroit aussy par plusieurs actes faitz par les prédécesseurs évesques quy ont donné occasion au procès quy dure encores aujourd'huy tant pour l'exécution dudit arrest de l'an cinq cens unse que pour la conservation des autres droitz quy ont esté octroyés par ledit comte de Provence ausditz évesques de Fréjus, à cause de quoy il y a encores plusieurs procès intentés despuis que ledit évesque de Fréjus a esté pourveu dudit évesché, tous lesquelz procès et contentions faites en iceux ont conservé la possession desditz évesques et empêché les usurpations <sup>/371<sup>r</sup></sup> que lesdits habitans vouloient faire sur les droitz de ladite justice, de laquelle lesdits évesques usent et jouissent encores aujourd'huy en ce qu'ilz ont peu exempter les violentes entreprises desdictz habitans. Il ne faut donc pas dire que lesdictz évesques de Fréjus n'ont point usé desditz droitz de justice attendu, comme dit est, que ladite justice leur a esté adjudgée par ledit arrest de l'an mil cinq cens unse, par lequel ilz ont esté déclarés vrayz possesseurs et seigneurs d'icelle. Et quand au droit de régalle quy par ledit Idelphons a esté donné ausdits évesques de Fréjus, nostredit procureur général frustratrivement allégué la non jouissance et déffaut d'usage et possession d'iceluy attendu la qualité de l'instance quy est entre les parties pour raison dudit droit de régalle, à sçavoir une instance pétoire en laquelle *non agitur de possessione sed de titulo et proprietate* des choses contentieuses, au moyen de quoy <sup>/372</sup> la question de la possession n'est point disputable entre les parties parce que *non queritur* sy elles ont possédé ou jouy des droictz contentieux. Ains toute la question du procès consistoit à sçavoir quy estoit le vray seigneur et propriétaire d'iceux, ce que ledit évesque prétendoit suffisamment faire apparoir à nostredit conseil tant pour la donation dudit Idelphons que par la confirmation desdits comtes de Provence ses successeurs et despuis par noz prédécesseurs roys aparadvant l'union et corporation à la Couronne de France dudit comté de Provence, à quoy est grandement considérable ledit arrest de l'an mil cinq cens unse, par lequel ladite cour de parlement de Provence pour le regard dudit droit de régalle ne nous auroit voulu adjuger que la simple maintenue en la possession dudit droit et réservé audit évesque de Fréjus et à ses successeurs la cause et question de la propriété, tellement qu'il <sup>/372<sup>v</sup></sup> apparoiest par ledit arrest que l'instance de possessoire dudit droit de régalle auroit esté tant seulement jugée à nostre proffit et que nostredite cour n'auroit trouvé en la production de nostredit procureur général de tiltres assés suffisans, pertinens et vallables pour nous adjuger la propriété desdits droitz de régalle, ains

au contraire elle auroit trouvé telle apparence de droit aux tiltres desdictz évesques de Fréjus qu'elle leur auroit réservé leur action pétitoire, ce que nostredite cour n'eust pas fait sy elle eust trouvé que lesdits évesques de Fréjus eussent esté entièrement sans tiltre et sans droict, ains en ce cas *in dubio* nostredite cour nous eust plustost adjugé la propriété sy elle eust veu que nous eussions eu quelque apparence de tiltre et nous eust nostredite cour plustost favorisé que lesditz évesques de Fréjus. Et quand à ce que nostredit procureur général dit que la réservation de ladite action pétitoire faite ausdits /<sup>373</sup> évesques de Fréjus par ledit arrest de l'an mil cinq cens unse n'est qu'une simple espérance, il se trompe, car c'est une maxime certaine en droict que toutes et quantes fois qu'une action est *nominatim*<sup>294</sup> réservée et que l'action est qualiffiée par la réservation, ce n'est point une simple espérance, ains est une action jugée par ledit arrest par laquelle droit est acquis à ceux ausquelz par ledit arrest elle est réservée, tellement que l'action pétitoire ayant esté réservée ausdits évesques de Fréjus nostredite cour a préjugé qu'ilz estoient personnes légitimes pour demander la propriété et seigneurie du droit de régalle. Aussy peu seroit à nostredit procureur général de dire que lesdits évesques de Fréjus sont incapables desdictz droictz et mesmement desdictz droitz de régalle comme sont toutes personnes autres que roys et souverains seigneurs, car, quand à la justice, nostredit procureur général ne voudroit pas desnier qu'elle n'aye peu estre ceddée et transportée /<sup>373n</sup> par les comtes de Provence ausdits évesques de Fréjus comme faisans partie de leurs patrimoines et biens dudit comté, desquelz ilz peuvent disposer à leur volonté comme ledit Idelphons comte de Provence en a disposé et ses successeurs l'ont confirmé. Ne peut aussy dire nostredit procureur général que lesditz évesques de Fréjus soient incapables de tenir et faire exercer ladite justice à cause de leur qualité de personne ecclésiastique, car non seulement les évesques, mais aussy la pluspart des abbés et autres prélatz de France ont justice temporelle, laquelle leur a esté donnée et aumosnée par les roys noz prédécesseurs et autres seigneurs quy ont fondé toutes leurs églises. Et pour le regard du droit de régalle, nostredit procureur général s'abuse de dire qu'il ne peut estre tenu par autres que par roys et souverains seigneurs, car, devant que poser ceste maxime, il faut faire une distinction et différence /<sup>374</sup> des droitz de régalle, desquelz aucuns sont inaliénables parce qu'ilz sont inséparables de la Couronne et qualité souveraine et ne peuvent appartenir qu'aux roys et autres souverains, mais entre les droitz quy sont vrayement royaux, lesquelz noz anciens ont appellé *simbola sumy imperii et corona*, il y en a trois quy sont inséparablement unis à la Couronne et dignité royalle, c'est à sçavoir *homagium ligium, fidelitas et ultimus ressortus*, quy est la jurisdiction et justice souveraine. Ledit évesque de Fréjus est bien d'accord que ces trois droitz de régalle *ullo titulo alienari possunt nam ne quis homagium praestet ut fidelitate absolvatur et*<sup>295</sup> *ad regem aut ejus curiam non ressortiatur ut loquuntur nulla partium conventionione privilegio ne fieri potest alio qui plures reges indifinita et universali emancipatione*<sup>296</sup> *existere, contingere absoluta manumissione et ita tenet Alberic*. Mais il y a plusieurs droitz de régalle lesquelz *consistant*<sup>297</sup> *in fruuctu* avec quelque autorité et jurisdiction, lesquelz toutesfois /<sup>374n</sup> ne sont point tellement unis à la Couronne qu'ilz ne se puissent séparer comme sont *vectigalium, tributorum et indictorum impositio*, tous lesquelz droitz *quae jura Corona suprema non impugnant possunt cedi, transferri et alienari etiam si sint regalia*, tellement que non seulement les comtes de Provence, ausquelz appartient la libre disposition de tout le domaine de leur comté, mais aussy (de) tous les princes et seigneurs quy ont semblables droitz de régalle les peuvent vendre et alliéner à leur volonté,

---

<sup>294</sup> *nominativi*

<sup>295</sup> *ut*

<sup>296</sup> *emantipatione*

<sup>297</sup> *constitant*



*maxime* quand esdictes donations, venditions et aliénations il y a espécialle expression desditz droitz, comme en la donation quy a esté faite par ledit Idelphons. Doncques nostredit procureur général, devant que prendre ceste maxime générale que le droict de régalle est inaliénable et qu'il ne peut appartenir qu'à celuy quy est prince souverain, devoit faire ceste distinction desditz droitz de régalle, laquelle a esté faite par tous les docteurs mesmement par ceux quy ont escrit des droitz royaux /<sup>375</sup> et des droitz de fiefz et en ce faisant il eust confessé que lesditz droitz de régalle quy ont esté octroyés ausditz évesques de Fréjus ses prédécesseurs par les comtes de Provence peuvent estre tenus et légitimement possédés par ledit évesque de Fréjus parce qu'ilz ne consernent la souveraineté *neque aliquid detrahunt* de l'autorité d'iceluy et mesmement quand lesdictes donations et concessions ont esté faites aux évesques, prélatz et autres personnes ecclésiastiques comme nous en voyons plusieurs en France quy jouissent non seulement des justices, mais aussy des régalles exepté les trois cas de souveraineté cy dessus déclairés. Or parce que nostredit procureur général voit bien que le seul arrest donné en nostredite cour de parlement de Provence en l'an mil cinq cens unse respond à tous les argumens qu'il a faitz cy-devant, il s'esforce d'interpréter les motz dudit arrest pour les accomoder à son intention, disant qu'il ne se trouvera point que par ledit arrest les droitz ou exercice /<sup>375n</sup> de justice ayent esté adjudgés ausditz évesques soit *meri imperii aut alterius generis jurisdictionis* et, s'il y a déclaration de permission ou licence ausditz évesques de Fréjus d'instituer, créer ou dépputer en ladite ville de Fréjus un viguier ou capitaine, notaire et clavier ou autres officiers pour l'administration de ladite justice, ce ne seroit pour tousjours ny pour leur transférer les droitz de justice pour les faire administrer *suo proprio jure*, mais pour commettre à leur conscience et prud'homie la création et institution des officiers de ladite justice. Mais ceste interprétation ne peut avoir aucune apparence de raison, car elle est directement contraire tant à la disposition du droit qu'à la donation faite par les comtes de Provence ausditz évesques de Fréjus [et] qu'à l'arrest mesmes qui se rapporte à ladite donation. Quand à la disposition de droit que tout homme quy a jurisdiction a par mesme moyen pouvoir de créer des officiers pour l'exercice d'icelle, /<sup>376</sup> comme aussy celuy quy peut créer des officiers est par concéquence nécessaire seigneur de la jurisdiction, parce que ce sont deux choses réciproques, inséparables, connexes et conjointes. Voila pourquoy m<sup>r</sup> Charles Dumoulin, sur les coustumes de Paris, au tiltre des matières féodales, dit suivant l'oppinion de Barthole et autres docteurs *quod eo ipso quod jurisdiction in aliquem transfertur statim in necessaria consequentia(m) venit potestas constituendi magistratus idonei ad illius administrationem et exercitium*. Et ne fait rien de dire que ledit droict de créer officiers adjudgé par ledit arrest n'est pour tousjours, car par le texte de l'arrest il n'y a aucune limitation de temps, ains la création et provision desdictz officiers est purement, simplement et indiffiniment adjudgée ausditz évesques de Fréjus et conséquemment doit estre perpétuelle, tellement que de la vouloir restraindre à un certain temps ce seroit /<sup>376n</sup> gloser et interpréter ledit arrest contre les termes d'iceluy. Comme aussy il n'y a point d'apparence de dire que ladite création d'officiers auroit esté commise ausditz évesques de Fréjus comme les anciens princes avoient accoustumé de se remettre aux évesques de ce temps-là pour en descharger leurs consciences, car il ne se trouvera point que les roys et autres princes ayent commis la création des officiers de la justice lays aux évesques et autres personnes ecclésiastiques, sinon que à ceux ausquelz ilz avoient baillé par mesme moyen la jurisdiction. Et par ainsy il faut que nostredit procureur général reconnoisse que, la création et provision des officiers de ladite justice de Fréjus ayant esté adjudgée ausditz évesques par ledit arrest, c'est en concéquence de ladite jurisdiction de justice quy leur avoit esté octroyée par les comtes de Provence, autrement ilz eussent esté inhabiles et incapables de créer des /<sup>377</sup> officiers et aussy ladite interprétation faite

par nostredit procureur général contraire aux termes de la donation de ladite justice faite par ledit Idelphons comte de Provence ausditz évesques de Fréjus, en laquelle sont portés ces motz exprès *dono, laudo et concedo Raimondo Dei gratia Forojuliensi episcopo et omnibus successoribus tuis in perpetuum omnes justicias hominum qui sunt vel erunt in poster(i)um in tenemento Forojuliensis ecclesiae sive sint in civitate Forojuliensis sive extra in castris vel villis ad episcopatum vel praeposituram pertinentibus*, desquelz motz on peut recueillir deux responcez à l'argument de de nostredit procureur général : la première que les comtes de Provence ayant donné *omnes justicias* ausditz évesques de Fréjus, ilz leur ont donné *merum et mixtum imperium*, c'est-à-dire toute justice haute, moyenne et basse *nam jurisdictio simpliciter concessa comprehendit merum et mixtum*, *auth. de défensio civitatum*, /<sup>377v</sup> en concéquence de quoy la création des officiers de ladite justice leur est adjudgée par ledit arrest de nostredicte cour de parlement de Provence, laquelle avoit veu ladite donation dudit Idelphons quy avoit esté produite au procès sur lequel ledit arrest seroit intervenu ; la seconde responce de deux motz estans en ladite donation, à sçavoir *in perpetu[u]m*, et de ces motz *qui sunt vel erunt imposterum*, par lesquels il est assés clairement signifié que ladite justice appartient ausditz évesques de Fréjus pour tousjours et non à certain temps. Mais afin que nostre conseil sceut pour quelle occasion ladite cour de parlement de Provence par son arrest de l'an mil cinq cens unse auroit adjudgé ausditz évesques de Fréjus ladite création et provision desditz officiers sans parler de ladite justice, c'est pour ce que au procès sur lequel est intervenu ledit arrest ladite justice n'estoit point contentieuse ne mise en controverse, car ne nostre procureur général ny les habitans de Fréjus n'ont /<sup>378</sup> jamais débatu ladite justice haute, moyenne et basse, ains ont tousjours recogneu qu'elle appartenoit ausditz évesques de Fréjus, mais tout ce qu'y estoit en contention entre eux estoit tant seulement de sçavoir quelz seroient les officiers de ladite justice et s'ilz seroient prins des habitans de ladite ville de Fréjus ou non. Voila pourquoy nostredite cour de parlement de Provence n'auroit point prononcé sur ladite justice par ledit arrest de l'an mil cinq cens unse, ains seulement sur la création desditz officiers, et déclaré que lesditz évesques de Fréjus les pourroient créer soit qu'ilz feussent estrangers ou habitans de ladite ville, comme il appert par les termes dudit arrest en ces motz *sive originarii, habitatores aut incolae dictae civitatis*<sup>298</sup> *sive sint forenses dummodo alias idonei*<sup>299</sup> *fuerint et sufficientes ad dicta exercenda ad ejusdem domini episcopi arbitrium in sua ecclesia successorum*. Et pour le regard du second chef dudit arrest concernant les droitz domaniaux que nostredit procureur général dit n'avoir esté assés particulièrement /<sup>378v</sup> especiffiés et désignés par la demande dudit évesque de Fréjus, respondoit ledit évesque qu'il ne faut point d'autre espécification et désignation plus expresse que celle qui est contenue ez donations faites par ledit Idelphons comte de Provence, ausquelles sont déclarés lesditz droitz domaniaux et mesmement en ces motz *nec aliquis hominum in dicta civitate, villis vel castris aliquas firmantias*<sup>300</sup> *accipere possit*, par lesquelz motz ledit Idelphons comte de Provence a entendu donner ausditz évesques de Fréjus tous les droitz domaniaux quy luy appartennoient en ladite ville de Fréjus et territoire d'icelle sans aucune limitation ne restriction, *nam cum hac concessio processerit ex munificentia et liberalitate*<sup>301</sup> *principis et sit beneficium in ecclesiam collatam debet latissime interpretari in favorem ecclesiae* pour plusieurs raisons : la première *quod beneficium* /<sup>379</sup> *principis*<sup>302</sup> *latissime interpretandum est, nec obstat* ce que dit nostredit procureur général que l'arrest de l'an mil cinq cens dix-sept ne contient autre qualité ny demande

---

<sup>298</sup> *comtatis*

<sup>299</sup> *idonis*

<sup>300</sup> *firmantias*

<sup>301</sup> *liberalitate*

<sup>302</sup> *principio*

que du droit de régalle et non de ladite justice ny des droitz domaniaux, car par le mesme arrest ledit droit de régalle est joint aux autres instances pendentes entre lesdites parties, quy estoient les instances des droitz domaniaux et de justice, joint que *appellatione* des droitz de régalle vient une grande partie desdictz droitz domaniaux comme sont *vectigalia, portus, naufragia* et plusieurs autres droitz quy sont déclarés *per Andream de Issernia et alios*, tellement que, quand le droict des domaniaux ne seroit point espéciffié particulièrement, il pourroit estre compris soubz ledit droit de régalle. Et pour le regard de la justice, elle n'estoit plus contencieuse entre les parties parce que elle avoit esté adjudgée diffinitivement ausditz évesques de /<sup>379v</sup> Fréjus par ledit arrest de l'an mil cinq cens unse, ains seulement restoit en dispute entre lesdites parties l'exécution dudit arrest à cause des troubles, usurpation et entreprise desditz habitans. N'est aussy considerable ce que dit nostredit procureur général qu'en l'arrest de nostredit conseil de l'an mil cinq cens quatre-vingtz-deux contenant la reprise desdits procès lesdictes instances ne sont particulièrement espéciffiées, car, puique en termes généraux on a repris toutes les instances d'entre les parties, il faut rapporter ladite reprise aux instances mentionnées audit arrest de l'an mil cinq cens unse, attendu que, comme dit est cy-dessus, elles ne sont ne périés ne prescriptes, ce que seroit de responce à ce qu'a dit nostredit procureur général sur la fin de ses déffences que l'instance possessoire pour raison des droitz domaniaux est périée pour avoir demeuré sans poursuite, car ledit évesque de Bouliers est bien d'accord /<sup>380</sup> qu'une instance possessoire ne peut estre intentée après l'an, mais quand elle a esté intentée et contestée comme celle desditz droitz domaniaux ainsy qu'il appert par l'arrest de l'an mil cinq cens unse, elle ne peut estre périée que par trante ans, lesquelz n'ont point couru contre ledit évesque de Fréjus ny ses prédécesseures évesques pour les raisons susdictes. Et par ce moyen percistoit ledit de Bouliers évesque de Fréjus ez fins et conclusions par luy cy-devant prinses aux despens, dommages et inthérestz et contre lesdictz manans et habitans dudit Fréjus. Eust esté dit par ledit évesque de Fréjus entre autres choses que, véritablement, en une grande demande quy avoit esté dressée par m<sup>e</sup> Bernard Fabry, il y pouvoit avoir quelque confusion aux qualitez quy avoient esté prises par icelle, mais ceste demande ne leur pouvoit pas servir d'excuse pour la contrariété et implication qu'ilz se sont voulu imaginer par leurs /<sup>380v</sup> déffences, car ilz sçavent bien que ledit évesque de Fréjus, après avoir communiqué ladite grande demande à son conseil, il auroit suivant l'advis d'iceluy fait dresser une nouvelle demande par laquelle il auroit réformé les fautes et erreurs quy pouvoient estre en la première, laquelle nouvelle demande ainsy refformée comme dit est ledit évesque de Fréjus auroit fait recevoir par nostredit conseil et pour cest effect présenté requeste en iceluy tendant afin qu'il luy pleust de recevoir ladicte demande, déclarant qu'il se despartoit de la première quy avoit esté dressée par ledit Fabry et ne vouloit et n'entendoit percister es fins et conclusions contenues en icelle, ains s'arrestoit aux conclusions prinses par ladite seconde demande, à quoy ledit évesque de Fréjus auroit esté receu par nostredit conseil et suivant l'ordonnance d'iceluy auroit fait signifier ladite seconde /<sup>381</sup> demande avec ladite requeste tant à nostredit procureur général quy estoit la principale partie que nostredit procureur général auroit acceptée car, ayant eu coppie de ladite demande, laquelle il sçavoit bien avoir esté revocquée par ledit de Bouliers et conséquemment demeurée comme nulle et de nul effect et au contraire ladite seconde demande auroit esté receue par autorité de nostredit conseil. Sy lesdictz habitans eussent voulu procedder aussy rondement et légalement qu'a fait nostredit procureur général, ilz en eussent fait autant et en ce faisant eussentourny des déffences à ladicte seconde demande, mais, voyant qu'ilz ne sçavoient que respondre à icelle, ilz auroient esté bien aises de trouver un sujet sur la demande dressée par ledit Fabry afin d'avoir occasion d'escire quelque chose et sur ce beau sujet ilz se sont travaillees sans

propos de disputer une maxime comme de droit à sçavoir que la possession et la propriété /<sup>381r</sup> n'ont rien de commun ensemble, car ledit évesque de Fréjus en est d'accord. Voila pourquoy il n'estoit point besoin d'alléguer des textes de droict pour confirmer une maxime quy leur a tousjours esté confessée par ledit évesque de Fréjus et quy n'a jamais esté mise en dispute par le procès. Cela se peut voir par les qualitez que ledit de Bouliers auroit prises sur ladite seconde demande, en laquelle il prend trois qualitez diverses en trois diverses instances quy sont contentieuses entre les parties et quy résultent toutes trois dudit arrest donné en ladite cour de parlement de Provence le quatorsiesme jour du mois de juillet mil cinq cens unse, en la première desquelles instances il s'est dit demandeur en exécution dudit arrest de nostredite cour de parlement de Provence du quatorse juillet mil cinq cens unse pour raison de l'exercice de la justice civile et criminelle en ladite ville de Fréjus /<sup>382</sup> territoire et dépendences d'icelle, ensemble pour raison de la création et provision d'un viguier et cappitaine en ladite ville de Fréjus, création et provision des juges, notaires, greffiers, sergens et autres officiers pour l'administration de ladite justice, et ceste première qualité de demandeur en exécution d'un arrest feust prise par ledit de Bouliers combien que par ledit arrest de l'an mil cinq cens unse ladite justice haute, moyenne et basse eust esté adjudgée audit de Bouliers ensemble la création des officiers. Toutesfois ladite exécution auroit esté empeschée despuis quelque temps en ça par la rébellion et autres voyes de fait desditz habitans. En la seconde, il se dit demandeur en instance pétitoire pour raison du droit de régalle que ledit évesque de Fréjus prétend luy appartenir en<sup>303</sup> ladite ville de Fréjus et territoire parce que par ledit arrest de l'an mil cinq cens unse ladite cour auroit maintenu et gardé nostredit procureur général en la possession et jouissance dudit droit de régalle sauf /<sup>382v</sup> toutesfois audit évesque de Fréjus et à ses successeurs leur action et cause réservée pour raison de la propriété dudit droit de régalle. Et quand à la troiesme desdites instances, ledit évesque de Fréjus s'est dit demandeur en maintenue pour raison des droitz domaniaux dudit Fréjus parce que par ledit arrest de l'an mil cinq cens unse il y avoit une instance de complainte pour raison desditz droitz domaniaux, en laquelle instance les parties auroient esté réglées par ledit arrest de l'an mil cinq cens unse, tellement que suivant le règlement dudit arrest ledit évesque de Fréjus ayant repris lesdites instances auroit repris ladite qualité de demandeur en maintenue qui estoit celle à laquelle lesdites parties auroient esté réglées par lesdit arrest. Et par ainsy lesditz habitans s'abusoient de dire que ledit évesque de Fréjus a prins de qualitez contraires et incompatibles en ce qu'il s'est constitué demandeur en action pétitoire et /<sup>383</sup> encores en maintenue, car les instances estant diverses et séparées ledit évesque de Fréjus a peu prendre diverses voire contraires qualitez, à sçavoir de demandeur en pétitoire pour raison du droit de régalle et demandeur en maintenue pour raison des droitz domaniaux. Lesditz habitans continuent leurs déffences à la demande quy avoit esté dressée par ledit Fabry, le reprenant du discours qu'il a fait de l'origine et succession des roys de Sicille, Naples, Hiérusalem et comtes de Provence et Forcalquier et que s'il eust aussy bien leu l'histoire ecclésiastique, il eust trouvé que les premiers évesques ne s'estoient jamais voulu attribuer la domination et jurisdiction temporelle, à quoy respondoit ledit évesque que, sy ledit Fabry n'eust failly en sa première demande non plus qu'au discours de ladite histoire, il n'eust point esté besoin de la réformer, car le discours est très véritable d'autant qu'il a esté transcript de mot à mot de la vraye histoire de Provence escripte par un des plus doctes personnages /<sup>383r</sup> du pays, mais lesditz habitans quy, mal à propos et sans occasion, ont voulu par leurs déffences reprendre ledit de Bouliers de n'avoir pas bien leu l'histoire ecclésiastique pour

---

<sup>303</sup> et

apprendre que la jurisdiction temporelle n'appartenoit point aux évesques se devoient accuser eux mesmes d'avoir esté sy négligens en la lecture de ladite histoire ecclésiastique et mesmement de l'Ancien testament auquel sont les principes d'icelle, car, s'ilz eussent leu les dix-septiesmes chappitres de Dante, ilz eussent appris que aux ansiens prestres de la Loy appartenoit l'administration de la jurisdiction et justice et qu'ilz estoient juges de toutes les causes tant civiles que criminelles du peuple de Dieu comme il est tesmoigné en plusieurs endroitz en l'Ancien testament et entre autres au premier livre des Roys, chappitres huictiesme et dousiesme, et en Osée, trèsiesme chappitre, et aux Machabées, premier et second, et ne pourroit servir d'excuse ausdits habitans /<sup>384</sup> de dire que cela estoit observé du temps de l'ancienne loy et que la jurisdiction que les prestres avoient par icelle a esté changée par l'advènement de Jésus-Christ, car ilz trouveront qu'après que Jésus-Christ feust monté aux cieux les apostres, desquelz les évesques sont successeurs, avoient jurisdiction et puissance de punir les malfaiteurs voire de peyne de mort comme il se peut voir par les cinsuiesme et trèsiesme des Actes des apostres. Ceste puissance quy avoit esté donnée aux apostres a esté continuée aux évesques et autres pasteurs de l'Eglise successeurs desdits apostres comme il est tesmoigné tant par saint Hierosme que par les constitutions canoniques et encores, sans chercher les histoires estrangères et s'arrester à noz anciens gaulois, lesditz habitans trouveront que noz ancestres n'avoient point d'autres juges que les druides. Et ne doyvent lesditz habitans [s'étonner] sy les évesques et les autres prélatz ecclésiastiques possèdent plusieurs terres /<sup>384v</sup> et seigneuries avec autres dominations temporelles ayans justice moyenne et basse, droit de régalle et autres droitz domaniaux, car ce n'est pas aujourd'huy que l'Eglise commence à estre riche et posséder beaucoup de biens temporelz, parce qu'ilz en trouveront un beau tesmoignage en saint Jean Chrisostome. Ledit de Bouliers n'allégoit point le patrimoine de l'église de Romme, les grandes terres et seigneuries que tous les prélatz de l'Eglise possèdent en toute la Chrestienté, ains se contentoi(en)t d'alléguer les exemples que nous voyons ordinairement devant noz yeux et mesmement des prélatz de cestuy nostre royaume et entre autres des pairs ecclésiastiques de France, lesquelz avec leurs archeveschez et éveschez et à cause d'iceux possèdent des duchés et comtés avec toute justice et tous hautz droitz domaniaux sans aucune réservation, excepté de la souveraineté quy nous appartient privativement à tous noz subjectz, au moyen de quoy il ne faut pas que ledits /<sup>385</sup> habitans portent envie audit de Bouliers leur évesque s'il veut jouir et conserver à ses successeurs la justice, le droit de régalle et autres droitz domaniaux quy ont esté cy-devant donnés libéralement à ses prédécesseurs évesques de Fréjus par Idelphons comte de Provence et depuis confirmé par les autres comtes ses successeurs et depuis par noz prédécesseurs roys après l'union du comté de Provence à la Couronne. Aussy lesdits habitans, voyant bien qu'ilz se sont abusés quand ilz ont dit que leurs évesques ne doyvent plus posséder des donations et jurisdictions temporelles, font semblant de se reprendre et limiter leur dire, disans que les anciens prélatz ne se sont jamais tant advantagés de vouloir entreprendre sur les droitz des princes temporelz, car les évesques de Fréjus en demandant ladite justice, le droit de régalle et autres droitz domaniaux ne fait aucune extreprise sur noz droitz, d'autant que les mesmes droitz quy estoient contentieux luy ont esté donnés, comme il est /<sup>385v</sup> dit, par ledit Idelphons comte de Provence et confirmés par ses successeurs et mesmes par nos prédécesseurs et par ainsy ce n'est pas entreprendre sur les droitz des princes temporelz que de jouir des droitz quy luy ont esté libéralement donnés par eux. Voila pourquoy, par faute de meilleures raisons, lesditz habitans allèguent une exemple disans que en l'an mil quatre cens soixante-dix-huict Urbain de Flisco, lors évesque de Fréjus, ayant fait arracher des portes de la ville et de l'église de Fréjus les armoiries de René, lors royde Hiérusalem et comte de

Provence, lesquelles feurent remises par m<sup>f</sup> Jean Matarony, lequel osta les armoyries de l'évesque et se saisit de la justice et revenu temporel dudit évesché car, quand cela seroit vray, ce n'est pas un argument nécessaire pour monstrier que lesdits évesques de Fréjus n'avoient point de justice ny de revenu temporel, ains il appert du contraire par les confessions mesmes desdits habitans, car, puisque ledit René /<sup>386</sup> royfit saisir ledit évesché et revenu temporel sur ledit évesque, il faut par concéquence nécessaire qu'ilz recognoissent que ladite justice et revenu temporel appartenoit audit évesque, car s'ilz eussent appartenu audit royRené, il ne les eust pas saisy sur luy mesme, d'autant qu'on ne saisit pas ce qui est sien, tellement que en faisant faire la saisie sur ledit évesque pour réparation de la faute qu'il disoit avoir esté commise, c'est assés prouver que ledit évesque en estoit possesseur auparadvant ladite saisie, ce que lesditz habitans avoient assés recogneu en l'an mil quatre cens soixante-dix-sept que ledit Urbain de Flisco print possession dudit évesché en ladite ville de Fréjus, quy est un an devant ladite prétendue saisie, lors de laquelle prise de possession lesditz habitans recogneurent pour seigneur temporel et spirituel dudit lieu et luy firent requeste que tous les prisonniers, hormis ceux quy estoient débtenus pour crimes détestables et avoient mérité la mort ou tronquation de membres, /<sup>386v</sup> feussent pour son heureux advènement afranchis et mis hors de la prison, ce quy feust accordé et fait par le procureur dudit évesque, quy remit aussy toutes les informations quy coustumièrement estoient remises en semblable cas, leur confirma leurs privilèges et franchises eux se requérant, remit aussy aux condamnés emprisonnés les amandes ausquelles ilz avoient esté condamnez, en quoy lesdits habitans auroient assés recogneu que ladite justice haute, moyenne et basse ensemble toute la domination temporelle et spitituelle de ladite ville appartenoit ausdits évesques de Fréjus, ausquelz n'auroit peu faire préjudice la saisie quy auroit esté faite un an après en l'an quatre cens soixante-dix-huict par la prétendue faute qu'on disoit avoir esté faite par ledit Urbain de Flisco, parce que, tout ainsy que les fautes sont personnelles, les peines d'icelles /<sup>387</sup> ne se peuvent estendre outre les personnes quy les ont commises. Et par ainsy l'exécution de ladite saisie et exécution faite par ledit Mataronis ne se pouvoit estendre aux évesques de Fréjus successeurs dudit Urbain de Flisco, joint que ladite exécution auroit esté faite sur l'accusation intentée par lesditz habitans quy estoient en procès contre ledit Urbain de Flisco, en haine duquel procès ilz auroient défféré leurs évesques envers ledit René comte de Provence, en quoy lesdits habitans estoient accusateurs, parties et tesmoins comme il se peut voir par l'enqueste sur ce faite, en laquelle tous les tesmoins quy sont jusques au nombre de dix-neuf sont habitans de ladite ville et toutesfois par ladite enqueste il se trouve aucuns desdits tesmoins quy dépposent que les armoyries de l'évesque estoient painctes avec celles dudit royRené, comme à la vérité lesdites armoyries y avoient tousjours demeuré /<sup>387v</sup> jusques puis n'a guères que lesdits habitans de Fréjus les ont fait esfacer. Aussy la concéquence n'en est bonne sy l'on vouloit inférer que la haute jurisdiction et mère impère nous appartient aux lieux et villes où les armoyries sont paintes, il faudroit en concéquence dire que nul seigneur de ce royaume n'a aucune jurisdiction parce que noz armoyries sont paintes partout pour marque de nostre souveraineté. *Preterea* lesditz habitans sçavent bien que ledit René comte de Provence n'a jamais desnié que ladite justice haute, moyenne et basse n'appartint ausdictz évesques de Fréjus, car luy mesmes sur quelques entreprises que ceux de Draguignan vouloient faire sur les droitz dudit évesché auroit dereschef fait voir à son conseil les dons et privilèges quy avoient esté octroyés ausdits évesques de Fréjus par ses prédécesseurs comtes de Provence et, iceux meurement et dilligemment examinés, auroit octroyé ses lettres patentes du dousiesme jour de février mil cinq cens /<sup>388</sup> soixante-dix-huit par lesquelles inhibitions et déffences auroient esté faites aux officiers royaux de la ville de

Draguignan de s'entremettre aux droitz de la justice, domaine et régalle appartenans ausdits évesques en vertu desditz privilèges dudit feu comte Idelphons longtemps auparadvant. Et dez l'an mil quatre cens trente-sept ledit René royde Hiérusalem et comte de Provence avoit octroyé autres lettres par lesquelles il déclaroit et prescripvait la forme et manière qu'il falloit garder en la création des consulz dudit Fréjus, à la charge néantmoins de prester par eux le serement entre les mains des officiers dudit évesque de Fréjus, quy est prouver que toute jurisdiction appartenoit aux officiers dudit évesque de Fréjus, car les maires, eschevins ne consulz ne peuvent prester le serment qu'entre les mains du juge et magistrat quy ayt pouvoir de les chastier exemplairement au cas qu'ilz se trouvassent délinquans en l'administration de leurs charges. Et encores par autres lettres patentes octroyées par /<sup>388<sup>r</sup></sup> ledit René royde Hiérusalem et comte de Provence le vingt-sixiesme février mil quatre cens trente-huit il auroit confirmé les donations, privilèges et autres droitz octroyés ausdits évesques de Fréjus par ledit Idelphons, lesquelz il auroit expressément fait incérer en ses lettres de confirmation afin qu'on peut cognoistre à l'advenir qu'il estoit bien certiffié de la teneur d'iceux. Depuis le mesme René comte de Provence auroit octroyé lettres patentes du septiesme jour de décembre mil quatre cens cinquante-sept par lesquelles, sur la plainte de l'évesque à luy faicte de ce que, ores qu'il monstrast par tiltres que les régalles luy appartenoyent, toutesfois luy et ses officiers estoient troublés en la cognoissance et jurisdiction des procès contre ceux quy fabriquoient et employoient la fausse monnoye et autres délinquans dudit crime de fausse monnoye, il renvoye tous lesdits procès aux officiers dudit évesque de Fréjus, déffend aux siens de ne le troubler /<sup>389</sup> ou empêcher en l'exercice de ladite jurisdiction nonobstant quelconques lettres, tiltres et prohibitions faictes et à faire au contraire. Et sy il se void clairement que la cause desdites saisie et exécution sur le revenu temporel dudit Urbain de Flisco que lesdits habitans disoient avoir esté faite par ledit roy René procédoit de la faute qu'on prétend avoir esté commise par ledit Urbain de Flisco et non pas de ce que ledit René voulust ne entendit mettre en controverse ou dispute la justice et autres droitz temporelz que lesdits évesques de Fréjus ont en ladite ville et territoire d'icelle contenue en la donation dudit Idelphons, laquelle ledit René avoit plusieurs fois confirmée et aprouvée tant auparavant ladite saisie que en la mesme année mil quatre cens soixante-dix-huit qu'on dit ladite saisie avoir esté faite. Il y a aussy peu d'apparence en ce que disent lesdictz habitans que Louis second royde Hiérusalem et comte de Provence par ses lettres du neufviesme novembre mil quatre cens auroit mandé aux officiers de la ville /<sup>389<sup>v</sup></sup> de Draguignan de faire publier une déclaration par luy faite contenant que toutes personnes ecclésiastiques lesquelz par contract, testament ou autre disposition auroient acquis ou possédoient quelques biens temporelz soubz la directe seigneurie dudit comte de Provence ou autres personnes seroient tenues de vendre ou faire vendre lesditz biens et possessions à des personnes séculières et purement laies dedans un an à compter du jour de la publication desdites lettres et déclaration, car, quand lesdites lettres dudit Louis second comte de Provence seroient produites en forme probante et qu'elles contiendroient ce que disent lesditz habitans, elles ne pourroient faire préjudice audit de Bouliers parce que, comme il est amplement desduit au procès et justiffié par les pièces d'iceluy, dès le dixiesme jour du mois de novembre l'an mil deux cens trois le droit de justice, droit de régalle et domaine dont est question avoient esté donnés aux évesques de Fréjus par Idelphons comte de Provence à Raimond lors évesque de Fréjus et à ses successeurs /<sup>390</sup> irrévocablement et à perpétuité comme il appert par les propres termes du don fait par ledit Idelphons en ces motz *ego Idelphonsus Dei gratia comes et marchio Provinciae dono, laudo et concedo tibi Raymundo Dei gratia Forojulii episcopo fideli nostro et omnibus successoribus tuis in perpetuum* lesquelz motz *in perpetuum* monstrent bien clairement que ladite

donation faite par ledit Idelphons estoit irrévocable et à perpétuité et concéquemment que ny ledit Louis second comte de Provence ny aucun de ses successeurs, lesquelz *jure hereditario* ont accepté ledit comté, ne pouvoient révoquer, altérer ny changer ledit don ne octroyer aucunes lettres ny faire aucune déclaration au préjudice d'iceluy. Aussy tant s'en faut que les successeurs dudit Idelphons ayent voulu révoquer ledit don que au contraire il auroit esté confirmé, autorisé et approuvé par Raymond Béranger comte de Provence, petit filz dudit Idelphons, en la ville de Draguignan au mois d'aoust mil deux cens vingt-quatre, comme nostredit procureur /<sup>390<sup>v</sup></sup> général ou bien lesditz habitans pourroient voir. Et encores depuis ceste confirmation auroit esté réytérée par ledit Raymond Berenguier en l'an mil deux cens trente-cinq. Les mesmes donations faictes par ledit Idelphons et confirmées par ledit Raymond Bérenguier auroient depuis esté approuvées et autorisées tant par Charles premier que par Charles second son frère<sup>304</sup>, royde Hiérusalem et de Sicille et comte de Provence, par lettres patentes qu'il auroit octroyées le vingt-huictiesme jour d'octobre mil trois cens nonante-six, que par Robert, aussy comte de Provence filz dudit Charles. Et encores depuis Jeanne, fille de Charles filz dudit Robert, ayant succédé audict comté de Provence et jouissant tellement d'iceluy, auroit octroyé deux lettres patentes en l'an mil trois cens soixante-huit par lesquelles, après avoir veu et entendu le contenu des lettres dudit Idelphons et la confirmation d'icelles faite par Raymond Bérenguier son filz et encores la possession ancienne /<sup>391</sup> continuée et gardée de cognoistre et exercer toute la jurisdiction des causes tant civiles que criminelles quand bien elles concerneroient la régalle, sur certains troubles et empêchemens que les officiers royaux de Draguignan s'esforçoient de donner aux officiers dudit évesque, elle déffendist que l'on ne donnast aucun trouble mesmes en la cognoissance des régalles ausditz officiers de Fréjus, voulut qu'ilz feussent maintenus en leur possession en laquelle ilz avoient esté du temps du roy Robert son ayeul, à laquelle Jeanne comtesse de Provence *Petrus episcopus Forojuliensis* le dix-septiesme jour d'octobre mil trois cens quarante-six auroit fait les foy, homage et presté serment de fidélité pour raison des droitz quy avoient esté donnés à ses prédécesseurs évesques par ledit Idelphons avec dénombrement et déclaration des droitz pour lesquelz ledit homage avoit esté fait, lequel homage avoit esté accepté et receu par ladite Jeanne en la présence du comte d'Aulmont lors grand seneschal de Provence. Depuis ladite Jeanne, /<sup>391<sup>v</sup></sup> n'ayant point eu d'enfens naturelz et légitimes, auroit adopté Louis duc d'Anjou, lequel elle auroit fait et institué son héritier universel tant au royaume de Naples que audit comté de Provence, lequel, après le décedz de ladite Jeanne, ayant appréhendé son hérédité et mesmement ledit comté de Provence et jouy d'iceluy pour quelque temps, auroit confirmé tous les privilèges octroyés par ses prédécesseurs comtes de Provence. Lequel Louis, estant décédé au royaume de Naples auroit délaissé, deux enfens à sçavoir Louis second, quy feust duc d'Anjou et comte de Provence, et Charles duc de Calabre, lequel Louis second est celuy que lesditz habitans par leurs escriptures disent avoir octroyé lesdites lettres du neufviesme novembre l'an mil quatre cens, par lesquelles lettres ledit Louis second n'auroit peu révoquer ny changer les privilèges octroyés par ledit Idelphons et confirmés par ses prédécesseurs comtes de Provence, desquelz il estoit héritier et par concéquent tenu des faitz et promesses /<sup>392</sup> d'iceux, et en ce faisant entretenir les privilèges octroyés par ledit Idelphons comte de Provence ausdictz évesques de Fréjus. Or que ledit Louis second ayt obtenu ledit comté de Provence *jure hereditario* dudit Idelphons et de ses successeurs, lesditz habitans ne le pourroient nier parce que ledit Louis second estoit filz dudit Louis premier lequel estant duc d'Anjou feust adopté par Jeanne royne de Naples et comtesse de Preovence,

---

<sup>304</sup> *corriger* fils



tellement que, par le moyen de l'adoption qu'elle auroit faite dudit Louis premier, elle l'auroit toujours tenu comme son filz naturel et légitime et en ceste qualité l'auroit fait son héritier universel et mesmement audit comté de Provence, lequel comté estoit obvenu à ladite Jeanne après le décedz de Robert comte de Provence quy estoit filz de Charles second prince de Salerne royde Sicille et comte de Provence filz de Charles premier quy estoit dessendu d'Idelphons second filz de Raymond Bérenguer petit-filz d'Idelphons premier lequel fit don à Raymond évesque de Fréjus et à ses successeurs /<sup>392<sup>v</sup></sup> de ladite justice régalle et domaine dont est question et luy octroya les privilèges mentionnés audit don en l'an mil deux cens trois. Et concéquemment ledit Louis second, qu'on prétend avoir octroyé lesdictes lettres et soubz prétexte desquelles lesditz habitans se veulent exempter des droitz que ledit évesque de Fréjus a en la ville et territoire d'icelle, ayant eu ledit comté de Provence médiatement dudit Idelphons, estoit obligé *jure hereditario* d'entretenir ledit don comme héritier et garant des faitz et promesses dudit Idelphons et de ses successeurs parce que les roys, ducz, comtes ou autres princes quy tiennent les royaumes, duchez, comtés ou principautés héréditairement sont tenus aux faitz, promesses et obligations de leurs prédécesseurs tout ainsy que seroient des particuliers, *maxime* que ledit comté n'avoit esté transmis et transféré audit Louis second sinon en l'estat qu'il avoit esté possédé par ses /<sup>393</sup> prédécesseurs comtes de Provence depuis ledit Idelphons et mesmement par ladite Jeanne royne de Sicille et de Naples et comtesse de Provence, laquelle avoit adopté ledit Louis premier père dudit Louis second et iceluy libéralement fait son héritier audit comté à la charge d'entretenir les dons, octroys, concessions de ses prédécesseurs comtes de Provence et par ainsi il ne pouvoit entreprendre aucune chose sur lesditz droitz de justice, régalle et domaine, esquelz il n'auroit jamais eu aucun droit, d'autant que plus de deux ans auparadvant qu'il feust comte de Provence lesdictes justice, régalle et domaine avoient esté desmembrés et séparés du domaine dudit comté de Provence. Mais sans entrer en cest argument à sçavoir sy ledit Louis second ayant heu *jure hereditario* ledit comté de Provence est tenu à l'entretènement des faitz et promesses de ses prédécesseurs, combien que ledit argument soit nécessaire et auquel lesditz habitans n'ont point de responce, sy est-ce qu'il y en a /<sup>393<sup>v</sup></sup> un autre quy résulte du fait et obligation dudit Louis second et quy monstre évidemment le contraire de ce à quoy lesditz habitans ont voulu induire lesdites lettres, car en l'an mil trois cens quatre-vingtz-dix-neuf et le dousiesme jour d'octobre, quy est un an ou environ auparadvant la datte desdictes lettres, il se trouve un homage et serement de fidélité fait audit Louis second comte de Provence par l'évesque de Fréjus quy estoit lors en qualité de seigneur temporel tant de ladite ville et citty de Fréjus que territoire d'icelle, que ledit évesque auroit advoué tenir à foy et homage dudit comte de Provence suivant les dons quy en avoient esté faitz à ses prédécesseurs évesques par ledit Idelphons et confirmés par ses successeurs comtes de Provence, lequel homage, serment de fidélité et adveu ledit Louis second, suivant l'avis de son conseil quy luy assistoit lors et mesmement de l'évesque de Riez, Raimond d'Agoust comte de Saulx, de Pierre Hue, du prévost de Marseille et de ses advocat et /<sup>394</sup> procureur en ladite ville de Marseille, auroit confirmé, approuvé et autorisé tous lesditz dons, concessions et privilèges octroyés ausdits évesques de Fréjus par ses prédécesseurs comtes de Provence, par le moyen duquel homage, serment de fidélité et adveu baillé par ledit évesque de Fréjus ledit Louis second, outre l'obligation en laquelle il estoit comme héritier desditz comtes de Provence, se seroit obligé personnellement à l'entretènement desditz privilèges parce que l'homage fait au seigneur et adveu à luy baillé par son vassal après qu'il est accepté par ledit seigneur sans aucune exception a effect d'un contract fait entre le seigneur et le vassal et obligés respectivement l'un envers l'autre à l'entretènement de toutes les choses contenues, promises et

acceptées par ledit adveu, lequel, tout ainsi qu'il sert de tiltre au seigneur contre le vassal pour l'obliger à la recognoissance des choses qu'il advoué tenir de luy, aussy il sert de tiltre au vassal pour obliger le seigneur à l'entretènement et observation de toutes /<sup>394v</sup> les choses contenues audit adveu par luy acceptées, tellement que ledit adveu, quy est un tiltre perpétuel pour ledit vassal, fait foy non seulement contre ledit seigneur mais aussy contre ses héritiers, successeurs et tous autres quy voudroient usurper ou entreprendre sur les droitz contenus audit adveu et empêcher ledit vassal en la jouissance d'iceux. Doncques, puisque Louis second avoit receu ledit adveu dudit évesque de Fréjus au mois d'octobre mil trois cens quatre-vingtz-dix-neuf, il ne pouvoit par lesdites lettres du mois de novembre mil quatre cens statuer ne ordonner aucune chose au préjudice des privilèges octroyés par les comtes de Provence ausdits évesques de Fréjus, estant, comme dit est, obligé à l'entretènement d'iceux tant comme héritiers desdits comtes de Provence que comme estant luy mesme entré en leur obligation. Aussy à la vérité, quand lesdites lettres du mois de novembre mil quatre cens seroient conceues en termes allegués /<sup>395</sup> par lesditz habitans, elles ne portent aucune dérognance espéciale aux droitz et privilèges desdits évesques et concéquemment il appert bien que ledit Louis second n'auroit voulu rien changer à iceux, d'autant que, quand lesdits privilèges eussent esté révocables, ce que non, ilz ne pourroient estre révoqués par une dérognation générale. Davantage il appert par les propres termes desdites lettres, ainsi que ledits habitans les ont désignés par leurs escritures, que ledit Louis second n'entendoit lors, n'avoit jamais entendu comprendre en icelles les droitz desditz évesques de Fréjus, ains lesdites lettres parlent tant seulement des personnes ecclésiastiques quy par contractz, testamens ou autres dispositions de quelques particuliers possédoient des héritages mouvans de la seigneurie directe dudit comte de Provence, lesquelz ledit Louis deuxiesme auroit voulu estre par eux vendus *personis secularibus et mere laicis*, afin que lesdits héritages ne tombassent en main morte et que par ce moyen /<sup>395v</sup> lesdits comtes de Provence ne feussent privés des droitz seigneuriaux quy leur appartiennent à chacune mutation de seigneur. Or les droitz de justice, régalle et domaine dont est question n'ont point esté acquis par lesdits évesques de Fréjus par contractz, testamens ou autres dispositions particulièrement advenus des subjectz desdits comtes de Provence, ains, comme dit est, ont esté acquis desditz comtes mesmes, à sçavoir dudit Idelphons quy leur a donné lesditz droitz et lequel sçavoit bien dès lors que lesditz droitz tombaient ez mains des personnes ecclésiastiques et concéquemment qu'il ne pouvoit prétendre aucun droit en iceux, sinon les foy et homage que le vassal doit à son seigneur souverain. Aussy il appert par ledit don fait par ledit Idelphons qu'il vouloit et entendoit que lesditz droitz de justice, régalle et domaine demeurassent au(s)dit évesque de Fréjus et à leurs<sup>305</sup> successeurs, comme il appert par les propres termes dudit don auquel sont portés ces motz *ego Idelphonsus /<sup>396</sup> Dei gratia comes et marchio Provinciae dono, laudo et concedo tibi Raymundo Dei gratia Forojuliensi episcopo fideli nostro<sup>306</sup> et omnibus successoribus tuis in perpetuum, et sic consistat* que l'intention dudict Idelphons n'estoit pas que lesdites choses données ausdits évesques de Fréjus sortissent jamais de leurs mains ny qu'elles feussent vendues, ceddées, transportées ne aliénées à aucunes personnes lais, ains vouloit qu'elles demeurassent perpétuellement au domaine et biens temporelz desdictz évesques de Fréjus, de manière que, sy on vouloit estendre les termes des lettres dudit Louis second aux choses données par ledit Idelphons ausditz évesques de Fréjus, ce seroit interpréter lesdites lettres contre l'intention dudict Louis, lequel n'auroit jamais pensé à rien immuer ny changer des droitz

---

<sup>305</sup> *corriger* ses

<sup>306</sup> nostre

appartenans ausditz évesques de Fréjus par le don dudit Idelphons, duquel la bonne dévotion et intention seroit violée et enfrainte sy l'interprétation desditz habitans /<sup>396v</sup> avoit lieu. *Preterea* par lesdites lettres ledit Louis ne parle que des terres et héritages acquises par des personnes ecclésiastiques par contratz, testamens ou autrement et lesquelles terres et héritages auparadvant l'acquisition d'icelles estoient tenues *sub directo domin[i]o* desditz comtes de Provence et estoient mouvans d'eux tellement que [à] chacune mutation de seigneur ilz prenoient les droitz seigneuriaux que les seigneurs des fiefz domaniaux ont accoustumé de prendre sur leurs vassaux, ce quy ne se pourroit adapter aux droitz de justice, régalle et domaine donnés par ledit Idelphons ausditz évesques de Fréjus parce que lesdits droitz ne feurent jamais tenus *sub directo domin[i]o* desditz comtes de Provence, ains au contraire leur appartenoient en plain droit de seigneurie, propriété et faisoient partie du domaine de leur comté de Provence duquel lesdits droitz ont esté desmembrés, de sorte que lesditz comtes de Provence n'en avoient jamais pris et ne pouvoient /<sup>397</sup> prendre aucuns droitz seigneuriaux desdites choses données par ledit Idelphons parce que lesdites choses *erant in illorum domin[i]o sub domin[i]o* et concéquentement lesdits comtes de Provence ne pourroient prétendre d'avoir perdu lesdits droitz seigneuriaux par le moyen de ladite aliennation. Voila pourquoy l'illation et concéquence que lesdits habitans ont voulu faire sur le premier desdites lettres disant que par icelles il appert que la jurisdiction temporelle de Fréjus estoit exercée par les officiers dudit Louis comte de Provence et non par les officiers desditz évesques de Fréjus lesquelz n'avoient aucun droit de régalle ou droitz royaux sont fort impertinentes car, quand à la justice et création des officiers quy est expressément contenue au don dudit Idelphons, elle ne pourroit estre révoquée soubz prétexte que lesdites lettres sont adressées tant aux officiers de la cour temporelle de Fréjus parce que ceste adresse se doit entendre /<sup>397v</sup> distributive, à sçavoir aux officiers royaux de Draguignan en ce que estoit de leur jurisdiction et aux officiers de la cour temporelle de Fréjus, quy estoient officiers desditz évesques ausquelz appartenoit ledite jursidiction temporelle, d'autant qu'un prince souverain comme estoit lors ledit Louis second comte de Provence peut bien adresser ses lettres et autres rescriptz aux officiers quy exercent la justice pour ses subjectz combien que ladite justice ne luy appartient point en propriété, comme on en void les exemples tous les jours à plusieurs seigneurs, tant ecclésiastiques que autres, quy ont toute justice haute, moyenne et basse ez villes esuelles ilz sont seigneurs. Aussy peu sert ausdits habitans une prétendue confirmation par eux alleguée faite par ledit Lois second comte de Provence le huitiesme jour de novembre mil quatre cens deux, par laquelle ilz prétendent ledit Louis second avoir confirmé certains privilèges concédés /<sup>398</sup> par sa mère régente pendant sa minorité ausditz habitans de Fréjus et chasteau de S<sup>t</sup>-Raphel, sçavoir est qu'es susdits lieux de Fréjus et Saint-Raphel pourroient imposer (à) leurs resves ou gabelles pour supporter les charges esuelles ilz disoient estre tenus, tant pour la fortiffication et deb(i)tes ausuelles ilz estoient obligés que pour subvenir à autres charges par eux supportées, tant sur le pain, vin, bled que autres quelconques tant en la mer qu'en la terre, excepté toutesfois sur le sel et ce pour le temps et espace de dix ans à compter du jour et datte desdites lettres et outre que lesdits habitans de Fréjus et S<sup>t</sup>-Raphel seroient libres pour tousjours de payer *pro mercantiis vel mercaturis aut aliis quibuscumque rebus suis laedas, pedagja, ramagia, pulveragia, usaticos in mari vel in terra in dictis comitatibus Provinciae et Forcalquerii* ; item que ledit Louis second ny ses successeurs comtes de Provence ne pourroient jamais vendre ou alienner ladite ville de Fréjus et /<sup>398v</sup> chasteau de S<sup>t</sup>-Raphel et que en temps de guerre, soit par mer ou par terre, il déffendroit ladite cité de Fréjus et que les habitans d'icelle pourroient offencer les indidelles, car les articles contenus en ladite prétendue confirmation dépend[ent] principalement des droitz de souveraineté, laquelle n'a

jamais esté desniée par les évesques de Fréjus aux comtes de Provence comme il se peut voir par lesdits articles, quy contiennent quelques privilèges et exemptions temporelz accordés par ledit Louis second pour dix ans tant seulement ausditz habitans de Fréjus et S<sup>t</sup>-Raphel pour lever quelques deniers afin de rembourcer des frais qu'ilz avoient faitz et supporter les charges esquelles ilz estoient tenus tant pour la fortiffication de ladite ville de Fréjus que chasteau de S<sup>t</sup>-Raphel, d'autant que la fortiffication des villes du comté de Provence appartenoit lors au comte de Provence comme souverain, parce que c'est un fait de guerre quy concerne la /<sup>399</sup> déffence de son pays, comme aussy appartient audit comte comme souverain le pouvoir d'imposer charges et tailles sur ses subjectz et les exempter d'iceux quand bon leur semble, ensemble donner pouvoir à ses subjectz de courir sus aux infidelles et leur faire la guerre, car ce sont marques de souveraineté et *simbola summi imperii*, lesquelles ne desrogent en rien aux droitz desditz évesques de Fréjus et ne diminuent à un seul point la donation qui leur a esté faite par ledit Idelphons pour le regard desdites justice, domaine et régalle. Aussy en tous lesdits articles il n'est fait aucune mention desditz évesques de Fréjus ne de leurs droitz, quy monstre bien que ledit Louis n'entendoit aucunement desroger à iceux, car lesditz droitz sont bien de telle concéquence qu'ilz méritoient une desrogation expresse et spéciale si ledit Louis second en eust eu pouvoir ou volonté, mais il n'avoit ny l'un ny l'autre. Et néantmoins au cas que lesdits habitans se voudroient /<sup>399v</sup> prévaloir pour entreprendre sur les droitz de justice, régalle et domaine quy ont esté donnés ausdits évesques par ledit Idelphons, ledit Louis second ne l'auroit peu faire au préjudice de la donation dudit Idelphons et confirmation de ses successeurs comtes de Provence par les raisons quy ont esté cy-dessus desduites, mesmement que despuis ledit Louis second tous les autres comtes de Provence auroient confirmé ladite donation comme aussy auroient fait noz prédécesseurs roys de France après que ledit comté auroit esté joint et réuni à la Couronne. Ce que dessus seroit de responce aux lettres que lesditz habitans disent avoir esté octroyées par Louis troisieme royde Hiérusalem et comte de Provence le trantiesme jour de juillet mil quatre cens vingt-quatre, par lesquelles il auroit octroyé à l'évesque de Fréjus quy estoit lors qu'il peut par ses officiers exercer pour quatre ans tant seulement *merum imperium et regalia in dicta* /<sup>400</sup> *civitate ForoJulii ejusque territorio districtuque* et ce en récompense des services que ledit évesque luy avoit faitz, car, puisque toute la jurisdiction haute, moyenne et basse, *merum et mixtum imperium* avoient esté donnés par ledit Idelphons audit Raymond évesque de Fréjus et à ses successeurs, ledit Louis troisieme ne pouvoit octroyer aucunes lettres pourtant desrogation à ladite donation ne limiter ou restraindre au temps de quatre ans ce quy avoit esté donné ausdits évesques perpétuellement et irrévocablement, *maxime* que, comme dit est, ledit Louis troisieme tenoit ledit comté de Provence *jure hereditatio* et conséquemment estoit tenu d'entretenir les contractz faitz et promesses dudit Idelphons et de ses successeurs quy les avoient confirmés auparadvant ledit Louis troisieme, *nam justicie ac rationis ordo suadet ut quia successoribus sua mandata servari desiderant predecessoris sui procul dubio voluntatem et statu[m] custodiant*. Ne faisoit rien de dire que lesdites lettres /<sup>400v</sup> ont esté obtenues à la requeste de l'évesque de Fréjus quy estoit lors, comme lesdits habitans présuposent, car, quand cela seroit vray, la requeste et consentement dudit évesque n'auroit peu faire préjudice à ses successeurs évesques de Fréjus, lesquelz n'ont point esté pourvus dudit évesché par la grâce ou bénéfice dudit évesque quy estoit lors, ains par nostre saint père le pape et conséquemment ne sont point tenus de porter la peine de la faute qu'il auroit faite, joint que, sy le consentement dudit évesque quy estoit lors avoit lieu pour restraindre au temps de quatre ans la donation dudit Idelphons quy est perpétuelle, il en adviendroit une dangereuse conséquence, parce que ce seroit faire ouverture aux prélatz d'aliéner le bien de l'Eglise contre tous les saintz

decretz et constitutions canonicques, lesquelz ont déffendu l'aliénation d'iceux. Aussi lesdites lettres n'auroient jamais esté publiées ne vériffiées et n'auroient sorty aucun effect parce que, après /<sup>401</sup> lesditz quatre ans expirés, lesdits évesques de Fréjus auroient tousjours fait exercer leur justice haute, moyenne et bass, mère et mixte impère sans que jamais les comtes de Provence leur ayent donné aucun trouble et empêchement. Au contraire, depuis ledit Louis troisesme, tous ses successeurs comtes de Provence ont confirmé et autorisé la donation dudit Idelphons, droitz et privilèges contenus en icelle et mesmement René, royde Jérusalem et de Sicille, comte de Provence, en l'an mil quatre cens trente-huit le vingt-sixiesme jour de février auroit confirmé lesditz privilèges, lesquelz il auroit expressément fait incérer en ses lettres de confirmation afin qu'on peut cognoistre à l'advenir qu'il estoit bien certiffié de la teneur d'iceux. Depuis, ledit René, sur quelques entreprises que ceux de Draguignan vouloiernt faire sur les droitz dudit évesché, auroit dereschef fait voir à son conseil les dons et privilèges quy avoient esté octroyés ausdits évesques de Fréjus par ses /<sup>401v</sup> prédécesseurs comtes de Provence et, iceux meurement et diligemment examinez, auroit octroyé ses lettres patentes du dousiesme février mil quatre cens soixante-dix-huict, par lesquelles inhibitions et déffences auroient esté faites aux officiers royaux de la ville de Draguignan de s'entremettre aux droitz de la justice, régalle et domaine appartenans ausdits évesques en vertu desditz privilèges dudit Idelphons. Et encores depuis, ledit comté de Provence ayant esté uny et incorporé à la Couronne, le royLouis unsiesme, durant le règne duquel ladite union et incorporation dudit comté feut faite, ayant par le moyen desdites union et incorporation esté fait comte de Provence, auroit par ses lettres patentes publiées et enregistrées en nostre cour de parlement de Provence déclaré qu'il n'entendoit et ne vouloit en aucune manière révoquer, infirmer ny altérer les dons, concessions et privilèges octroyés par ses prédécesseurs comtes de Provence aux personnes nobles et autres tenans lieu /<sup>402</sup> de nobles comme sont les ecclésiastiques, ains au contraire qu'il les confirmoit, ratiffioit et approuvoit et vouloit iceux conerver, garder et maintenir contre tous ceux qui les voudroient troubler en iceux, de manière que, suivant ceste affirmation, ses successeurs roys après le décedz dudit royLouis unsiesme ont tousjours à leur nouvel advènement à la Couronne confirmé les privilèges octroyés par lesdits comtes de Provence sans aucune diminution, retranchement ne altération d'iceux. *Nec obstat* ce que disent lesditz habitans que le royLouis dousiesme comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes auroit au mois de juin mil cinq cens douse promis de n'aliéner jamais les droitz de régalle, mère impère et autres droitz de justice et jurisdiction à luy adjudés par arrest de nsotredite cour de parlement de Provence au mois de juillet mil cinq cens unse sur la ville et cité de Fréjus et Fayence, car tant s'en faut que lesdites lettres fassent préjudice /<sup>402v</sup> audit évesque de Fréjus qu'au contraire elles confirment son intention d'autant que par icelles le royLouis dousiesme promet de n'aliéner point les droitz de régalle, mère impère et autres droitz de justice et jurisdiction qui luy avoient esté adjudés par ledit arrest de nostredite cour de parlement de Provence en l'an mil cinq cens unse. Or par ledit arrest il appert en termes exprès que toute la justice haute, moyenne et basse de ladite ville de Fréjus, mère et mixte impère avec la création des officiers pour exercer ladite justice avoient esté adjudés ausdits évesques de Fréjus comme il appert par les propres termes dudit arrest en ces motz *curia suo presentî arresto pronuntiat et declarat licere licuisseque prefacto domino Forojulii episcopo instituere, creare et deputare in civitate ipsa Forojulii(s) viguerium seu cappitanum, notarium et clavarium*<sup>307</sup> *aliosve officarios ad justicie administrationem sive sint originarii* /<sup>403</sup> *habitatore[s] aut incolae dicte civitatis sive sint forenses dommodo idonei fuerint et sufficientes ad*

---

<sup>307</sup> *clarianum*

*dicta officia exercenda ad ejusdem domini episcopi arbitrium et in sua ecclesia successorum*, lequel arrest est donné non seulement avec lesdits habitans, mais aussy avec nostre procureur général en nostre cour de parlement de Provence et, sy lesdits habitans vouloient dire que par ledit arrest la justice haute, moyenne et basse n'est pas adjudgée audit évesque de Fréjus ains seulement la puissance et faculté de créer et instituer en ladite ville de Fréjus un cappitaine, un viguier, un notaire, un clavier et autres personnes pour l'exercice de ladite justice, car ladite puissance de créer officiers apporte avec elle une nécessaire concéquence d'adjudication de ladite justice, d'autant que par disposition de droit tout homme quy a jurisdiction et justice a par mesme moyen pouvoir de créer des officiers pour l'exercice d'icelle comme aussi celui quy peut créer des officiers est par conséquent seigneur de la jurisdiction, /<sup>403v</sup> car ce sont deux choses réciproques et inséparablement connexes et conjointes. Et par ainsy il faut que lesditz habitans reconnoissent que, la création et provision des officiers de ladite justice de Fréjus ayant esté adjudgée ausdits évesques par ledit arrest en conséquence de ladite jurisdiction et justice quy leur avoit esté octroyée par les comtes de Provence, autrement ilz eussent esté inhabiles et incapables de créer des officiers, joint que ledit arrest est confirmé à la donation dudit Idelphons comte de Provence, confirmé par tous ses successeurs, en laquelle sont portés ces motz en termes exprès *dono, laudo, concedo Raymundo Dei gratia Forojuliensi episcopo et omnibus successoribus tuis in perpetuum omnes justicias hominum qui sunt vel erunt*<sup>308</sup> *in posterum in tenemento Forojuliensis ecclesiae sive sint in civitate Forojulii sive extra in castris vel villis ad eipsopatium vel preposituram pertinentibus*, par lesquelz termes de ladite donation /<sup>404</sup> nostredit conseil pourroit clairement voir que, ledit Idelphons ayant donné *omnes justicias* ausdits évesques de Fréjus, il leur auroit donné *merum et mixtum imperium*, c'est-à-dire toute la justice haute, moyenne et basse, *nam jurisdictio simpliciter concessa comprehendit merum et mixtum imperium autem de defensor civitatem*, en concéquence de quoy la création des officiers de ladite justice leur est adjudgée par ledit arrest de nostre cour de parlement de Provence, laquelle avoit veu ladite donation dudit Idelphons quy avoit esté produite au procès sur lequel ledit arrest seroit intervenu. Doncques, puisque par ledit arrest de l'an mil cinq cens unse il n'estoit adjudgé aucune justice et mixte impère au Royen ladite ville de Fréjus et territoire d'icelle ains au contraire que toute ladite justice, mère et mixte impère est adjudgée audit évesque de Fréjus, la promesse que le royLouis dousiesme auroit faite par lesdites lettres de n'aliéner lesdites justices mère et mixte impère quy luy estoient adjudgées par ledit arrest /<sup>404v</sup> ne comprend par lesdites lettres la justice quy estoit adjudgée audit évesque en ladite ville de Fréjus et territoire d'icelle. Aussy, à la vérité, il n'est ny croyable ny vraysemblable que le royLouis dousiesme eut voulu desroger aux droitz et privilèges desditz évesques de Fréjus, attendu que luy mesmes auroit octroyé lettres patentes au mois de may l'an mil cinq cens contenant main levée et sauvegarde audit évesque de Fréjus de tous les droitz quy leur avoient esté donnés. Et depuis, au mois de novembre audit an, le mesme royLouis dousiesme auroit octroyé autres lettres par lesquelles est mandé à son grand sénéchal de Provence et à son conseil que les lettres par luy octroyées audit évesque de Fréjus feussent exécutées de point en point selon leur forme et teneur, *maxime*, ce quy est grandement considérable, que dez l'an mil quatre cens quatre-vingtz et un et le dix-neufviesme jour de décembre Palamède Forbin, lieutenant général au pays de Provence, en vertu des lettres patentes et spécial pouvoir /<sup>405</sup> quy luy estoit donné de prendre possession du comté, villes, terres et seigneuries de Provence, recevoir le serment, obéissance des subjectz et les foy et homage des vassaux et mesmes de confirmer les privilèges et franchises aux villes, communautéz et autres quy

---

<sup>308</sup> *erant*

en auroient eu des comtes et seigneurs de Provence. En vertu duquel pouvoir ledit Palamedes Forbin lieutenant général, par ses lettres adressées au grand sénéchal, grand conseil, maistres rationaux et à tous autres justiciers et officiers de nostredit bisayeul audit pays, auroit confirmé audit évesque et église de Fréjus tous les privilèges, franchises, libertés et octroys dudit Idelphons et autres princes et mesmes quand aux mère, mixte impère et droitz de régalle, leur mandant de ne troubler ledit évesque ausdits droitz en façon quelconques, ains le conserver de tout leur pouvoir. Ce quy monstre bien que nostredit bisayeul roy Louis dousiesme en sesdites lettres n'avoit jamais entendu desroger aux droitz appartenans audit /<sup>405v</sup> évesque soit de justice, régalle ou domaine, ce qui servoit de responce aux lettres que lesditz habitans disent avoir esté données par feu nostre très honoré seigneur et ayeul le roy François premier, par lesquelles il auroit promis le semblable ausdits habitans de Fréjus et de Fayence et outre auroit mandé aux maistres rationaux dudit pays de Provence de contraindre reallement et de fait les gens d'église par prinse, saisie de leur temporel et les lais par prinse de corps et de biens et par toutes autres voyes deues et raisonnables à faire cesser les troubles et empêchemens, forces, violences, excès, pilleries et conduite de gens de guerre sur les biens et maisons de ses officiers, habitans et subjectz, ains les laisser, ensemble sesditz officiers et habitans dudit Fréjus et Fayence, jouir desdictz droitz suivant les arrestz donnés à son proffit et ce nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Car ledit évesque de Fréjus ne ceux de son église ne nous ont /<sup>406</sup> jamais empêché ne troublé ne noz officiers ez droitz quy leur sont adjugés par les arrestz donnés aux procès pour raison desdits droitz, au contraire ledit de Bouliers a demandé tousjours, comme il demandoit encores aujourd'huy, l'exécution desditz arrestz comme il se peut voir par la première des qualitez de la présente instance. Lesdits habitans, voyant que par tous les moyens qu'ilz ont desditz cy-dessus ilz ne pouvoient fonder aucun tiltre pour débattre les droitz dudit évesque de Fréjus, ilz ont voulu faire croire que les comtes de Provence estoient en possession de percevoir quelques albergues et autres droitz tant sur la ville de Draguignan que sur la ville de Fréjus et autres chasteaux déppendans dudit évesché et à ceste fin disoient avoir plusieurs pièces extraites des archifz du pays de Provence, à quoy ledit de Bouliers respondoit en un mot que ou lesdites pièces monstroient la possession en laquelle lesditz comtes de Provence estoient de prendre lesdits droitz auparavant /<sup>406v</sup> la donation faite par ledit Idelphons audit Raimond évesque de Fréjus et en ce cas ledit de Bouliers estoit bien d'accord qu'auparavant ledit Idelphons et donation par luy faite les droitz de justice, régalle et domaine contenus en icelle appartenoient ausditz comtes de Provence, lesquels estoient en possession de les prendre et percevoir, et en ceste qualité feurent donnez par ledit Idelphons audit Raymond évesque de Fréjus et à ses successeurs ; sy au contraire lesdites pièces que lesdictz habitans disent avoir esté extraites desdictz archifz sont despuis ladite donation faite par ledit Idelphons elles ne peuvent faire préjudice ausdictz évesques de Fréjus ausquelz lesdictes justice, régalle et domaine avoient esté données perpétuellement et irrévocablement comme il appert par ces motz *in perpetuum*, tèlement que sy despuis ladite donation lesdits comtes de Provence avoient quelquesfois jouy desdictz droitz, ce quy ne peut estre véritable, ce ne seroit point une possession /<sup>407</sup> ains plustost une usurpation et entreprise sur les droitz de l'église et contravention manifeste à l'intention et volonté dudit Idelphons duquel lesditz comtes sont héritiers et successeurs. Aussi lesdictz habitans, ne se voyant guères assurés desdictz extraitz en pièces ont voulu aléguer l'audition de quelques tesmoins qu'ilz disent estre mentionnez en icelles, mais ladite audition ne peut nuire audit évesque, tant parce que tous les tesmoins ouys en icelle sont de Fréjus que parce que les lettres de permission octroyées à quelques particuliers par les officiers royaux de bastir aux cours publiques, aux fossés, sur les

murs et autres choses dont ilz parlent se trouveront avoir esté faites pendent le procès des régalles sy elles sont de près considérées, joint qu'il y a quelques tesmoins en la mesme enqueste quy ne se peuvent taire de dire et déposer qu'ilz ont eu semblables tiltres dudit évesque de Fréjus. Au contraire il appert par une enqueste faite en l'an mil quatre cens quatre-<sup>/407<sup>n</sup></sup>vingtz et neuf à la requeste de l'évesque de Fréjus, quy estoit par le juge royal de Lorgues, commissaire dépputé par nostredit conseil souverain, que ledit évesque et ses prédécesseurs estoient et avoient esté en possession de l'exercice desdites justice, domaine et régalle, ensemble des murs de ladite ville de Fréjus, qu'ilz bailloient à accapt avec permission d'édiffier sur iceux et y faire fenestres et outre que lesditz évesques prenoient le proffit des naufrages quand il en advenoit aucune et encores que les officiers desdits évesques punissoient les crimes quy se commettoient tant au fleuve d'Argens que aux voyes publicques et que noz officiers renvoyoient les délinquans et rebelles ausdits officiers desditz évesques, entre lesquelz tesmoins ouys en ladite enqueste il y en avoit quatorse quy estoient habitans de ladite ville de Fréjus. Et quand à une énumération de plusieurs droitz particuliers que lesdits habitans disent estre compris et contenus en la demande faite par m<sup>e</sup> <sup>/408</sup>Bernard Fabry, greffier en nostredite cour de parlement de Provence, soubz le nom dudit de Bouliers, ladite énumération n'estoit considérable parce que ladite demande, laquelle par les artifices dudit Fabry et intelligence qu'il avoit avec lesditz habitans avoir esté capsieuses et confusément dressée, a esté désadvouée par ledit évesque de Fréjus et cassée par arrest de nostredit conseil, par lequel il a esté permis audit de Bouliers d'en bailler une autre, ce qu'il auroit fait comme il a esté dit cy-dessus. Voila pourquoy ledit de Bouliers évesque de Fréjus déclare qu'il n'entend jouir desditz droitz particulièrement spéciffiez en ladite demande, sinon en tant qu'ilz se trouveront compris en la donation des droitz de justice, domaine et régalle faite par ledit Idelphons audit Raymond lors évesque de Fréjus et en la forme que ledit Idelphons avoit accoustumé d'en jouir auparadvant ladite donation, de laquelle lesditz habitans, par faute de meilleures déffences, ont voulu débatre la forme, disans que ce n'est qu'une simple coppie sans datte, laquelle <sup>/408<sup>v</sup></sup> ilz confessent avoir esté extraite par Malbequy, secrétaire, voire faire l'extrait d'icelle. A quoy respondoit ledit de Bouliers que, par le procès-verbal mis au bas de ladite coppie par ledit Malbequy, quy estoit lors secrétaire et greffier, ladite coppie a esté extraicte de son original et collationnée à iceluy, estant ledit original au procès quy estoit par devers ledit Malbequy et conséquemment fait autant de foy et pleine preuve que ledit original, d'autant que les coppies quy sont prises sur les originaux estant *apud facta faciunt plenam fidem, maxime* quand ladite coppie de laquelle on se veut ayder a esté extraicte par un greffier nostre secrétaire ou autre personne publique comme estoit ledit Malbequy. A quoy ne peut nuire ce que disent lesditz habitans qu'on ne fait apparoir de la qualité de secrétaire dudit Malbequy, car cela est sy imperrtinent qu'il ne mérite responce, d'autant que, sy les greffiers, secrétaires ou notaires estoient tenus de faire apparoir de leurs <sup>/409</sup>lettres de provision pour fonder leur qualité en tous les actes qu'ilz expédieroient, il leur faudroit autant de lettres d'office comme ilz expédieroient d'actes, ce quy seroit impossible. Voila pourquoy il suffit que ledit Malbequy ayt prins ladite qualité de secrétaire et en icelle signé et collationné ladite coppie, laquelle qualité on ne pourroit débattre sinon qu'on voulut maintenir de faux ladite coppie collationnée. Laquelle coppie lesdits habitans s'abusent quand ilz disent qu'elle est sans datte, d'autant qu'elle est faite en l'an mil deux cens trois joint, que lesditz habitans ne peuvent ignorer la qualité dudit Malbequy, car au vieux procès quy a esté product par devers nostredit conseil se trouve infinité d'actes signés dudit Malbequy en qualité de greffier de nostredite cour de parlement, mesmes audit procès il y a plusieurs actes desquelz lesdits habitans s'aydent quy sont signés dudit Malbequy. Et toutesfois



ledit de Fréjus s'esmerveille comme lesditz habitans sont sy indiscretz et téméraires de vouloir débatre la forme /<sup>409</sup> de ladite donation et doubter de la vérité d'icelle, attendu qu'ilz sçavent bien que ladite donation et confirmation d'icelle ont esté cogneues, vériffiées et jugées par plusieurs arrestz donnés en nostre cour de parlement de Provence et espécialement par ledit arrest de l'an mil cinq cens unse, par lequel, en ce quy conserne le premier chef de la demande dudit de Fréjus pour le regard de ladite justice haute, moyenne et basse en ladite ville de Fréjus et territoire d'icelle, elle auroit esté adjudgée audit de Bouliers avec la création des officiers de ladite justice. *Preterea*, outre ledit arrest de l'an mil cinq cens unse par lequel sur ladite donation ladite justice auroit esté diffinitivement adjudgée audit évesque de Fréjus, il apparoissoit par le procès que par plusieurs tiltres et contractz desditz habitans auroient recogneu, approuvé et confirmé ladite justice haute, moyenne et basse audit évesque et recogneu icelle luy appartenir et entre autres par une transaction faite le vingt-septiesme avril mil quatre cens quatre-vingtz-neuf, /<sup>410</sup> en laquelle il y a plusieurs articles pour le regard des différens quy estoient lors entre lesdites parties, entre lesquelz il y en a deux quy sont remarquables pour le regard de ladite justice, par le premier desquelz lesditz habitans se plaignoient que les officiers dudit évesque de Fréjus, sans préalablement avoir fait informations, saisissoient au corps et mettoient en prison les criminelz et qu'ilz ne vouloient déclarer les dénonciateurs pour avoir recours par les prévenus quy en fin de cause se trouveront absoubz contre iceux dénonciateurs de leurs despens, dommages et inthérestz ; et par le second lesditz habitans demandoient que les officiers feussent créez annuelz par l'évesque de Fréjus et ceux de ladite ville de Fréjus feussent préférés aux estrangers en iceux offices, tellement que par ladite transaction il appert que, combien que lesditz habitans, quy ont tousjours eu un esprit de contention et contradiction contre leurs évesques, ayent souvent playdé et fait controverse sur la qualité d'iceux officiers, sçavoir s'ilz devoient estre claires ou laiz, estrangers ou des /<sup>410</sup> habitans de ladite ville de Fréjus, annuelz ou quinquennaux, sy est-ce qu'ilz n'ont jamais mis en difficulté que ausditz officiers n'appartint la jurisdiction et cognoissance de toutes les causes tant civiles que criminelles comme officiers desdictz évesques de Fréjus ausquelz appartient ladite justice haute, moyenne et basse et ce en vertu de la donation faite par ledit Idelphons audit Raymond évesque de Fréjus, laquelle ilz ont tousjours tenue pour véritable. Davantage lesditz habitans ont fait extraire dudit vieux procès une lettre de l'empereur Frédéric second du mois d'octobre mil deux cens vingt-six, par lesquelles ilz prétendent monstrer que en ladite année il auroit révoqué la donation faite par ledit Idelphons et par Raymond Bérenguer son filz, tous deux comtes de Provence, ausditz évesques de Fréjus, et par ainsy il s'ensuit bien que ladite donation avoit esté faite par ledit Idelphons, car il est bien certain que, sy elle n'eust point esté faite, il n'estoit point besoin de révocation, *nam privatio presupponit*. Néanmoins lesdits /<sup>411</sup> habitans ne se pourroient prévaloir de ladite révocation de l'empereur Frédéric parce qu'il n'estoit pas comte de Provence et, combien qu'il feut empereur, tout ainsi qu'il ne pouvoit disposer des biens patrimoniaux et domaniaux du comté, aussy ne pouvoit-il pas révoquer, altérer ne diminuer les donations quy avoient esté faites par lesdits comtes de Provence ne les privilèges par eux octroyés parce qu'ilz ne concernent en rien les droitz de l'Empire, *maxime* que la donation dudit Idelphons est faite à l'église et *sic impiam causam*, laquelle, par toutes les loix de noz empereurs et par les saintz décretz et constitutions canonicques, a tousjours esté favorisée. Aussy ledit empereur Frédéric auroit bientost recogneu la faute qu'il avoit faite par ladite prétendue révocation, car au mesme mois d'octobre et en la mesme année mil deux cens vingt-six il auroit confirmé tous lesdits privilèges octroyés par ledit Idelphons et par ledit Raymond Bérenguer son filz et voulu que toutes les donations qu'ilz avoient faites sortissent effect, excepté

celles que par dol et surprise avoient esté obtenues [par] lesditz habitans, quy ont l'esprit /<sup>411</sup> tellement litigieux et plain de contention qu'ilz ne se soucient de forger des difficultés à tort et à travers, moyennant qu'ilz troublent et travaillent leurs évesques. Se sont advisés d'une autre difficulté, disans que les droitz quy ont esté donnés par ledit Idelphons estoient droitz de régalle, lesquelz ne pouvoient estre séparés de la Couronne, ains estoit la dotte dudit comte de Provence, de laquelle il n'avoit que l'administration seulle et non pas pouvoir de l'alienner, parce que lesdits droitz *non sunt in commertio*. A quoy respond ledit de Fréjus que lesditz habitans se sont abusés pour avoir trop généralement et confusément posé une maxime et thèze générale en ce qu'ilz disent que les droitz de régalle sont de leur nature inaliennables, car, devant que poser ceste maxime, il faut faire une distinction ou différence des droitz de régalle, desquelz aucuns sont inaliénables parce qu'ilz sont inséparables de la Couronne et qualité souveraine et ne peuvent appartenir que aux roys et autres souverains, comme sont *arma, movere vellum, gere exercitum, cogere* /<sup>412</sup> *delectum, habere foedera vel justicias, cum hoste pacisci, novel consti de armis*, mais entre les droitz quy sont vraiment royaux, lesquelz noz anciens ont appellé *simbola summi imperii et coronae*, il y en a trois quy sont inséparablement unis à la Couronne et dignitté royalle, c'est à sçavoir *homagium ligium, fidelitas et ulterius ressortis* quy est de la jursidiction et la justice souveraine. Ledit évesque de Fréjus est bien d'accord que ces trois droitz de régalle *nullo titulo alienari possunt nam ne quis homagium prestat ut fidelitate absolvatur ut ad regem aut ejus curiam non ressortiatur ut loquuntur nulla partium conventionem privilegiove fieri potest alio qui plures reges difinitae et universali emancipatione existere contingere absoluta manumissione*. La raison est *quia hujusmodi regalia sunt de juribus nec sunt in commertio*. Mais il y a plusieurs droitz de régalle, lesquelz *consistunt in fructa* avec queqlue autorité et jurisdiction, lesquelz toutesfois ne sont point tellement unis à la Couronne qu'ilz ne se puissent séparer comme *sunt vestigialium, /<sup>412</sup> tributorum et indictorum impositio*, tous lesquelz droitz *quae jura coronae supremae non impugnant possunt cedi, transferri et alienari etiam si sunt*<sup>309</sup> *regalia*, tellement que, non seulement les comtes de Provence ausquelz appartenoit la libre disposition de tout le domaine de leur comté, mais aussy (de) tous les privés et seigneurs quy ont semblables droitz de régalle les peuvent vendre et aliener à leur volonté, *maxime* quand esdites donations, venditions et aliénations il y a spéciales expressions desdits droitz comme en la donation quy a esté faite par ledit Idelphons. Voila pourquoy lesdits habitans s'abusent quand ilz ont voulu dire que les droitz de régalle ne se peuvent aliener et se doivent restraintre *ad ea jura quae sunt simbola imperii*, lesquelz sont attachés inséparablement à la personne du prince tellement que, sy les droitz royaux quy sont de ladite qualité estoient alienez, ilz pourroient véritablement estre révoquez par les successeurs pour le déffaut de puissance du prince qui *jurium hujusmodi /<sup>413</sup> principis*<sup>310</sup> *non est dominus administrator seu quasi dominus*. Quand aux autres droitz quy ne sont point de vraye et pure souveraineté, l'aliénation s'en peut faire par le seigneur tout ainsi que de ses autres biens patrimoniaux parce qu'ilz sont en sa libre disposition *nam unusquisque est liber administrator rei suae*. Autrement les roys et les seigneurs seroient de pire condition quy ne sont<sup>311</sup> pas les particuliers, ausquelz il est permis de disposer librement de leurs biens, et contre la règle de droit quy veut *quod liberis hominibus non debet interdici alienatio rerum suarum*. Ledit évesque de Fréjus est bien d'accord que les biens quy sont du domaine de la Couronne de France ne peuvent estre alienez, d'autant que par la loy salique ilz sont subjectz a restitution au plus prochain masle de la lignée royalle, mais il faut aussy que lesdits habitans accordent et confessent qu'en l'an mil deux cens

---

<sup>309</sup> *fuit*

<sup>310</sup> *principes*

<sup>311</sup> *se*

trois au mois de novembre, quy font trois cens ans ou environ auparadvant que ledit comté de Provence feust uny et incorporé à la Couronne, ladicté justice, droitz de régalle et /<sup>413v</sup> autres droitz avoient esté donnez par ledit Idelphons ausditz évesques de Fréjus et par ce moyen desmembrés et distraitz dudit comté sans que jamais depuis ilz ayent esté du domaine d'iceluy. Or que les biens du comté de Provence n'ayent peu estre alliennez par les comtes de Provence, cela ne se pourroit dire avec apparence de raison parce que lesdits biens ne sont point subjectz à réversion ne a restitution, ains la libre et entière disposition a appartenu aux comtes de Provence pour le donner, vendre, changer, alienner ou autrement disposer d'iceux à leur volonté et comme bon leur sembleroit, ce quy servoit de responce à ce que lesditz habitans ont voulu dire qu'il est loisible aux princes successeurs de révoquer telles donations et aliénations et les remettre entre les droitz du fisque parce que cela pourroit avoir lieu aux princes quy ont leurs royaumes, duchez, comtés ou autres dignités par substitution ou autre disposition de leurs majeurs et desquelz royaumes, duchez ou comtés l'aliénation est prohibée, car en ce cas /<sup>414</sup> les successeurs ne sont point constraintz sy bon ne leur semble de tenir lesdites donations ou aliénations quy pourroient avoir esté faites par leurs prédécesseurs ne observer leurs pactions et contractz, mais ceste règle faut quand lesditz roys, ducz ou comtes sont héritiers de celuy quy a aliéné *sive ex testamento sive ab intesto*, car en ce cas ilz sont obligés à l'observation des donations par eux faites et à l'entretenement de leurs contractz et mesmement quand ce sont donations faites par les roys ou autres princes *nam successor regis debet habere gratum factum suis predecessoris*. Ne faisoit rien à propos l'exemple que lesditz habitans ont amené d'une révocation que vouloit faire le roy Charles huitiesme des droitz de justice, mère et mixte impère quy avoient esté donnés auparadvant et à ce propos alégoient *Mathews de Affilitis*, car quand cela seroit véritable, ce que ledit évesque de Fréjus ne peut croire, il apparoist par le dire mesme desdits habitans au mesme article de leurs escriptures que ladite révocation se pouvoit faire par lesdites constitutions du royaume de Naples, lesquelles /<sup>414v</sup> servent de loy audit royaume, mais elles ne s'estendent pas ez provinces hors iceluy royaume de Naples et mesmement au pays de Provence, quy n'est point subject ausdites constitutions ains à des loix particulières par lesquelles il est permis aux comtes de Provence de donner des biens de leur comté et transférer les justices d'iceluy à telles personnes que bon leur semble sans que les donations par eux faites soient révocables par eux ne leurs successeurs. Voila pourquoy lesditz habitans s'abusent quand ilz disent que lesdites constitutions du royaume de Naples ont lieu en Provence sous prétexte, qu'ilz disent, qu'ilz estoient lors subjectz à un mesme prince, quy est un argument sy impertinent qu'il ne mérite responce. *Preterea* il faut considérer la donation qu'on prétend avoir esté révocquée lors, laquelle n'appert point avoir esté faite à église ne à aucun autre lieu pitoyable, car telles donations sont sy favorables qu'elles ont lieu et sortent effect *etiam* en cas esquelz les donations sont généralement prohibées et déffendues, comme il se peut prouver par plusieurs exemples /<sup>415</sup> de droict et entre autres *in donatione facta inter virum et uxorem que licet alias non valeat*. Il y a aussy peu d'apparence en ce que lesdictz habitans vouloient débattre ladite donation soubz prétexte que ladite ville de Fréjus et autres villes contenues en icelle n'avoient consenti à ladite aliénation, soustenant qu'il n'est loisible à un prince de donner ou autrement alienner ses subjectz et droitz souverains et de régalle qu'il a sur eux à un autre seigneur sy ce n'est de leur consentement. Ceste maxime pour le regard de l'aliénation des subjectz pourroit avoir quelque apparence sy elle estoit bien entendue et induite selon la commune oppinion des docteurs qui ont tenu ladicté maxime, d'autant qu'il est bien vray que le seigneur ne peut allienner son vassal *eo initio* à un autre seigneur *propter mutuam obligationem*, quy est *inter dominum et vassalum quemadmodum patronus non potest delegare alteri obsequia et officiales operas liberti*,

car cela s'entend *quando* /<sup>415v</sup> *vassalus dependet*, parce qu'il n'y auroit point d'apparence qu'un tel vassal ou un subject fut délégué et transféré à un autre quy ne seroit point son seigneur de fief. Mais il est bien certain *quod vassalus et subdictus possunt alienari cum universitate territorii hoc est cum ipsa curia seu unacum re a qua feuda dependent*. Or ledit Idelphons n'auroit pas donné ne aliéné simplement les subjectz de ladite ville de Fréjus et autres villes, mais il auroit par mesme moyen donné toute la seigneurie temporelle avec toute la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère tant en ladite ville de Fréjus que autres villes et ne se seroit rien réservé que la souveraineté, tellement que lesdits subjectz de Fréjus et autres villes *fuert delegati cum universitate territorii et cum tota curia*, c'est à sçavoir avec la seigneurie temporelle de Fréjus, laquelle estoit tenue et possédée par lesdits évesques de Fréjus en foy et homage des comtes de Provence comme leurs seigneurs souverains et /<sup>416</sup> à présent est tenue de nous depuis l'union du comté de Provence à la Couronne. Ne font à propos les deux exemples allégués par lesdits habitans, l'un des remonstrances faictes par les sénateurs de Rome à Néron lorsqu'il voulut quitter et remettre les tributz aux subjectz de l'empire, car il est bien vray que lesdictz sénateurs firent lesdites remonstrances comme il est loisible à tous subjectz de faire des remonstrances à leurs roys et princes et se plaindre de ce en quoy ilz pensent estre grevés, mais il ne s'ensuit pas qu'il soit abstrait de suivre leurs remonstrances ne que la libre disposition de ses biens luy sont ostés sans le consentement des subjectz, car il y a grande différence entre un prince souverain de recevoir des remonstrances de ses subjectz sur lesquels il a autorité absolue d'en faire ce que bon luy semble ou bien d'estre abstrait à n'aliéner point de ses biens sans le consentement de ses subjectz, joint que les tributz que les empereurs prenoient sur les sujetz /<sup>416v</sup> de leur empire au temps de Néron estoient les principaux revenus dudit empire, lequel sans les proffitz quy se recuilloient desditz tributz en estoit grandement affoibly, ce quy ne peut estre tiré en exemple à la donation faite par ledit Idelphons comte de Provence ausdictz évesques de Frjus, parce que sans icelle il avoit encores de beau et grand revenu audit comté de Provence pour maintenir son estat et autorité et conserver son pays. Le second exemple fait encores moins à propos, en ce que lesditz habitans ont dit que ceux du duché de Borgoigne s'opposèrent à l'aliénation que nostredit ayeul le roy François premier avoit voulu faire d'eux par le t[r]aitté de Madritz à l'empereur Charles cinquiesme roy d'Espagne, car on sçait bien que les biens de la Couronne de France par la loy salique sont inaliénables et subjectz à restitution au premier et plus prochain masle et par ainsy lesditz subjectz de Borgoigne avoient juste occasion de s'opposer à l'aliénation que le roy vouloit /<sup>417</sup> faire d'eux contre le disposition expresse de ladite loy salique et prohibition d'aliéner les biens de la Couronne suivant icelle. Mais cela ne peut avoir lieu au comté de Provence auquel n'y a aucune prohibition d'aliéner et n'a aucune réversion expresse aux masles non plus qu'aux femelles, lesquelles à déffaut de masle peuvent tenir ledit comté comme estant héréditaire tout ainsy que les autres biens patrimoniaux des seigneurs et gentilhommes de Provence, *preterea* il y a une autre différence, car au traitté de Madritz le roy François vouloit aliéner les subjectz de Bourgoigne à l'empereur Charles cinquiesme et en ce faisant les mettre hors de sa souveraineté et les rendre sujetz dudit empereur Charles cinquiesme, à quoy lesditz subjectz avoient juste occasion de s'opposer parce qu'ilz changeroient de prince souverain. Ceste mesme question feust disputée du temps de Philippe le Bel au traitté de la pax quy feust faite entre luy et Edouard roy d'Angleterre, lorsque ledit Philippe le Bel maria sa /<sup>417v</sup> fille Elisabeth audit Edouard, par lequel traitté ledit Philippe le Bel vouloit céder et transporter audit Edouard tout le droit de souveraineté qu'il avoit tant sur le duc et duché de Bretagne que sur tous les sujetz dudit duché, à quoy ledit duc de Bretagne ensemble tous les gentilhommes ses vassaux se

seroient opposés, disans qu'ilz ne pouvoient changer de seigneur souverain et qu'il n'estoit point en la puissance du royde les alienner sans leur consentement. Sur quoy Azo, précepteur d'Accurse quy estoit lors vivant, ayant esté requis de donner son advis, *determinavit illam cessionem et delegationem non vallere et fieri non posse ut patet in sua dispu. jus. au. dominus rex.* Mais par l'ordonnance que ledit Idelphons auroit faite audit évesque de Fréjus, il n'auroit pas alienné les sujetz dudict Fréjus et autres villes contenues en ladite donation à un autre seigneur souverain ne iceux unis hors de la souveraineté d'autant que ladite donation est faite audit évesque de Fréjus quy a tousjours esté et est encores aujourd'huy subject et vassal des comtes de Provence /<sup>418</sup> et pour raison de la seigneurie temporelle dudict Fréjus et autres villes contenues en ladite donation il a tousjours fait la foy et homage comme il nous fait encores aujourd'huy. Lesdits habitans, cognoissans bien qu'ilz n'avoient pas apporté de grandes raisons pour soustenir leurs déffences, se sont à la fin d'icelles voulu attacher aux conclusions de la demande fournie de la part dudict évesque de Fréjus, disans qu'il s'estoit trompé d'autant qu'il devoit conclurre au pétitoire seulement tant desditz droitz de jurisdiction de régalle que domaniaux, parce, disent-ilz, que ledit arrest n'est que provisoire. A quoy ledit évesque de Fréjus a respondu que lesditz habitans n'ont pas veu ledit arrest ou ne l'ont pas entendu ou, comme il est vraysemblable, font semblant de ne l'entendre pas, car, pour monstrier que ladite jurisdiction auroit esté adjudgée diffinitivement et non provisoirement, il ne faut que lire les termes exprès dudict arrest en ces motz *curia suo presenti arresto pronunciat et declarat licuisse licereque prefato domino Forojuliensi(s) episcopo instituere, creare ac deputare*<sup>312</sup> *in civitate* /<sup>418v</sup> *Forojulensi viguerium sive capitaneum, notarium et clavarium aliosve officarios ad justicie administrationem passum videlicet sive originarii habitatores aut incolae dicte civitatis sive sint forenses dummodo*<sup>313</sup> *alias idonei fuerint et sufficientes ad dicta officia exercenda ad ejusdem domini arbitrium et in suae ecclesiae successorum,* tellement que par ledit arrest tout le différent quy estoit et pourroit estre à l'advenir entre ledit évesque de Fréjus d'une part et nostre procureur général en nostre cour de parlement de Provence et manans et habitans dudict Fréjus d'autre pour raison de ladite justice haute, moyenne et basse civile et criminelle ensemble pour la création desdictz officiers auroit esté adjudgé, décidé et terminé au profit dudict évesque de Fréjus par ledit arrest, de sorte que pour le regard de ladite justice et création d'officiers tout est jugé diffinitivement et n'y a plus rien de contentieux entre les parties sinon l'exécution /<sup>419</sup> dudict arrest. Voila pourquoy lesditz habitans se sont équivocqués de vouloir supposer contre vérité que l'adjudication faite audit évesque de Fréjus de ladite instance estoit provisoire, car il ne se trouvera un seul mot de provision dans ledit arrest, ains est l'adjudication diffinitive, de sorte que la glose et interprétation que lesdits habitans cy veulent apporter est directement contraire aux termes exprès d'iceluy. Quand aux autres conclusions sur les droitz de régalle, véritablement ledit évesque de Fréjus n'a voulu conclurre que pétitoirement, parce que par le mesme arrest le possessoire avoit esté adjudgé à nostre proffit avec réservation audit évesque de Fréjus de se pourvoir au pétitoire. Voila pourquoy lesdits habitans s'abusoient de vouloir confondre les conclusions desdites trois instances, lesquelles ont esté distinguées et diversement jugées par ledit arrest, auquel les conclusions des parties se doyyent conformer parce que ledit arrest a donné règlement ausdites trois instances. Mais la confusion que lesdits habitans vouloient faire est industrieusement pratiquée par /<sup>419v</sup> eux pour travailler ledit de Bouliers évesque de Fréjus, brouiller et confondre tout, afin de tenir les parties

---

<sup>312</sup> *deputere*

<sup>313</sup> *dominodo*

perpétuellement en procès. Par ces moyens percistoit ledit de Bouliers évesque de Fréjus ez fins et conclusions par luy cy-devant prises et demande despens.

Ce fait, ayant nostredit procureur général et habitans de Fréjus fourny de duplicques aux susdites répliques, iceluy nostredit procureur général auroit obtenu certaines noz lettres en forme de requeste civile contre le susdit arrest du quatorze juillet mil cinq cens unse et se seroit porté pour appellant tant du commissaire exécuteur dudit arrest que de certaines sentences, mandemens et commissions obtenues par les évesques de Fréjus et par les prévost, chanoines et chappitre de l'église cathédrale dudit Fréjus, receuz parties audit procès pour raison de la vallée et territoire de Reyran, devens<sup>314</sup>, bois et bans. Auroit esté présenté requeste à nostredit Grand conseil le vingt-deuxiesme aoust mil cinq cens quatre-vingtz-cinq afin que leur instance feust /<sup>420</sup> desjointe dudit procès principal et que sans retardation d'iceluy délay de trois mois leur feut donné pour faire extraitz. Sur lesquelles instances, ensemble sur autre instance de requeste incidemment présentée à nostredit conseil par lesdites parties, tant auroit esté procédé entre icelle parties qu'estans tous lesditz procès et instances en estat de juger est intervenu arrest le jour et datte de ces présentes comme s'ensuit :

Entre ledit de Bouliers évesque de Fréjus, demandeur en exécution d'arrest donné en nostredite cour de parlement de Provence le quatorsiesme juillet mil cinq cens unse pour raison de la justice civile et criminelle de la ville et territoire de Fréjus, création et provision des juges, greffiers et autres officiers d'icelle et requérant que le droit de régalle en ladite ville et territoire luy soit pétiotoirement adjudgé et qu'il soit maintenu et gardé au domaine prétendu nous appartenir esdite ville et territoire, d'une part et nostre procureur général et les manans et habitans de Fréjus, déffandeurs, d'autre et entre nostredit /<sup>420</sup> procureur général, demandeur et requérant l'entérinement des lettres patentes en forme de requeste civile du vingt-quatriesme février mil cinq cens quatre-vingtz et six et appellant du commissaire exécuteur dudit arrest et en ce faisant que, sans avoir esgard audit arrest et accord d'iceluy faite à la requeste du procureur général en Provence, il soit procédé au jugement dudit procès, d'une part et ledit évesque de Fréjus, déffandeur, d'autre et encores [entre] nostredit procureur général, appelant de ses sentences, mandemens et commissions obtenues par les évesques de Fréjus les vingt-usiesme avril mil trois cens-un, quatriesme may et premier juillet mil trois cens quatre-vingtz-neuf, deuxiesme septembre mil quatre cens neuf, quatorsiesme avril mil quatre cens trèse, vingt-neufviesme avril mil quatre cens dix-sept, quinsiesme novembre mil quatre cens quatre-vingtz-quatre, sèsiesme juin mil quatre cens unse, dousiesme avril mil quatre cens quatre-vingtz-trois, quatriesme may mil quatre cens quatre-vingtz et dix, dix-huictiesme /<sup>421</sup> mars mil quatre cens quatre-vingtz-unse, vingt-neufviesme avril mil quatre cens quatre-vingtz-dix-sept et pénultiesme juin mil quatre cens quatre-vingtz-sèse et requérant que, sans avoir esgard ausdites sentences, mandemens et commissions il soit passé outre au jugement dudit procès, d'une part et ledit évesque de Fréjus, inthimé et déffandeur, d'autre et entre lesdits manans et habitans de Fréjus, demandeurs et requérans l'entérinement d'une requeste du dix-septiesme octobre mil cinq cens quatre-vingtz-cinq tendent afin que ledit évesque de Fréjus soit tenu remettre au greffe l'original des lettres de don du roydont mention est faite en l'arrest de nostredit conseil du vingt-troisiesme janvier mil cinq cens vingt-trois, d'une part et ledit évesque de Fréjus, déffandeur, d'autre et entre les prévost, chanoines et chappitre de l'église cathédrale dudit Fréjus, receus parties pour raison de

---

<sup>314</sup> *debens*

la vallée et terroir de Rayran, dévens<sup>315</sup>, bois et bans, demandeurs en requeste du vingt-deuxiesme aoust mil cinq cens quatre-vingtz-cinq tendant afin que leur instance feust desjointe dudit procès /<sup>421</sup> principal et sans retardation d'iceluy délay de trois mois leur soit donné pour faire extraitz, d'une part et nostredit procureur général, évesque et habitans, déffendeurs, d'autre et encores ledit évesque de Fréjus, demandeur et requérant l'enthérinement d'une requeste du vingt-huitiesme novambre mil cinq cens quatre-vingtz-cinq tendent afin de cassation de procédures faites en nostredite cour de parlement et par devant le juge royal de Draguignan au préjudice de la litispence de nostredit conseil, d'une part et lesditz manans et habitans, tant en leurs noms que comme ayans pris la cause pour aucuns particuliers et officiers dudit Fréjus, déffendeurs, d'autre et encores ledit évesque, demandeur en autre requeste du dix-huictiesme janvier mil cinq cens quatre-vingtz et trois et requérant que les procédures faictes par m<sup>r</sup> Jacques Camelin, soydisant lieutenant du viguier royal dudit Fréjus soient cassées, d'une part et lesdit Camelin, déffendeur, d'autre et entre ledit évesque de Fréjus, demandeur et requérant l'enthérinement /<sup>422</sup> d'autre requeste du unsiesme aoust mil cinq cens quatre-vingtz-quatre tendant afin que les informations faites en vertu de la commission de nostredit conseil obtenue par lesditz habitans le trèse mars audit an soient cassées et déffendeur, d'une part et lesditz habitans de Fréjus, déffendeurs et requérans que lesdites informations soient par nostredit conseil décretées, d'autre, veu par nostredit conseil :

- les demandes, déffences, répliques, duplicques et autres escritures desdites parties esdites instances, lesdites requestes, lesdites sentences, mandemens et commissions dont est appellé ;
- ledit arrest du quatorsiesme juillet mil cinq cens unse par lequel nostredite cour a déclaré estre loisible à l'évesque de Fréjus de créer officiers pour l'exercice de la justice de ladite ville, nous a maintenu au droit de régalle sans préjudice du pétitoire et appointé les parties à produire pour le regard du domaine procès-verbal d'exécution dudit arrest dont est appellé ;
- procès et productions faites en ladite /<sup>422</sup> cour contenant le don fait par Idelphons comte de Provence de ladite justice à l'évesque de Fréjus du dixiesme novembre mil deux cens trois, confirmation d'iceluy faite par Raymond Bérenguer aussy comte de Provence au mois d'aoust mil deux cens vingt-quatre, autres confirmations dudit don faites par les comtes subséquens et gouverneurs dudit pays les vingt-huictiesme octobre mil deux cens quatre-vingtz-sèze, neufviesme aoust mil trois cens soixante-huit, septiesme may mil quatre cens dix-huict, septiesme décembre mil quatre cens cinquante-sept, huitiesme aoust mil quatre cens soixante-sèze et quinsiesme février mil quatre cens quatre-vingtz et un ;
- transactions d'entre les évesques, manans et habitans dudit Fréjus des septiesme avril mil quatre cens quatre-vingtz et un et vingt-huictiesme avril mil quatre cens quatre-vingtz et neuf ;
- prise de possession dudit évesché du vingt et vingt-uniesme novembre mil quatre cens soixante-sèze ;
- lettres de l'empereur /<sup>423</sup> Frédéric du mois d'octobre mil deux cens quatre-vingtz-six de révocation des aliénations faictes audit comté de Provence par lesditz Idelphons et Raimond Bérenger ;

---

<sup>315</sup> *debens*

- autres révocations et déclarations faites pour raison desdites aliénations par les comtes subséquens des vingt-uniesme décembre mil trois cens trente-quatre, dix-neufviesme février mil trois cens quarante-sept, vingt-cinquesme may et vingt-septiesme septembre mil trois cens soixante-cinq, premier may mil trois cens soixante-huit, vingt-neufviesme octobre mil trois cens quatre-vingtz-sept, dixiesme septembre mil trois cens quatre-vingtz-huit, quinsiesme septembre mil trois cens quatre-vingtz-dix-neuf, huitiesme novembre mil quatre cens deux et huitiesme novembre mil quatre cens quatre-vingtz ;
- lettres et mandemens desdits comtes des trantiesme juillet mil quatre cens vingt-quatre et vingt-cinquesme octobre mil quatre cens soixante-dix-huict et autres lettres, tiltres, dépositions de tesmoins et enquestes sur lesquelles ledit arrest du quatorsiesme /<sup>423v</sup> juillet mil cinq cens unse est intervenu, actes de foy et homages faitz par les évesques de Fréjus aux comtes de Provence les dix-septiesme octobre mil trois cens quarante-six, septiesme décembre mil trois cens quatre-vingtz-six et sèsiesme may mil quatre cens vingt-neuf ;
- recognoissances des habitans de Fréjus à l'évesque du vingtiesme octobre mil quatre cens vingt-cinq ;
- autres lettres et mandemens desditz comtes, sèneschaux et gouverneurs dudit pays obtenus par les évesques de Fréjus les dousiesme octobre mil trois cens quatre-vingtz-dix-neuf, onsiesme juin mil quatre cens unse, deuxiesme février mil quatre cens soixante-dix-huit et quinsiesme novembre mil quatre cens quatre-vingtz-quatre ;
- testament de feu Charles d'Anjou comte de Provence du dixiesme décembre mil quatre cens quatre-vingtz-un ;
- proclamations faictes en ladite ville de Fréjus de par l'évesque ez années mil quatre cens vingt-cinq et autres subséquentes ;
- certiffications des droitz dont lesditz comtes jouissaient à Fréjus des /<sup>424</sup> troisisme juillet mil trois cens neuf et troisisme juillet mil trois cens trente-neuf ;
- contractz et autres actes faitz en présence du viguier royal audit Fréjus ez années mil trois cens quatre-vingtz-quatre et mil trois cens quatre-vingtz-sept ;
- protestation faicte par lesdictz habitans le vingtiesme janvier mil quatre cens vingt-cinq pour raison de leurdite recognoissance faicte le vingtiesme octobre audit an ;
- recognoissances faictz à noz prédécesseurs par l'évesque et aucuns habitans dudit Fréjus en octobre mil cinq cens vingt-six pour raison des maisons et héritages y mentionnez ;
- transaction d'entre lesdits évesque et habitans du vingt-quatriesme septembre audit an mil cinq cens vingt-six ;
- lettres patentes du mois de juin mil cinq cens douse, premier may mil cinq cens quinze, onsiesme aoust mil cinq cens vingt-six, vingtiesme juin mil cinq cens trente-deux, vingt-sixiesme septembre mil cinq cens trente-trois, vingt-neufviesme avril mil cinq cens trente-neuf, du mois de novembre mil cinq cens /<sup>424v</sup> quarante-sept, dix-huictiesme aoust mil cinq cens cinquante-neuf et du mois de mars mil cinq cens quatre-vingtz et deux ;
- arrest de rétention dudit procès en nostredit conseil du vingt-neufviesme mars mil cinq cens dix-sept par lequel est ordonné que ledit arrest du quatorsiesme juillet mil cinq cens unse sera exécuté par provision ;
- ledit arrest du vingt-troisiesme janvier mil cinq cens vingt-trois par lequel l'évesque de Fréjus est débouté des lettres de confirmation et don mentionnés en iceluy ;



- autres arrestz du vingt-sixiesme février mil cinq cens vingt, deuxiesme may mil cinq cens trente-trois, vingtiesme février mil cinq cens trente-huit, quatriesme octobre mil cinq cens quarante et dousiesme février mil cinq cens quarante-deux ;
- arrêt du dix-neufviesme mars mil cinq cens quatre-vingtz-deux contenant la reprise desdites instance ;
- autres arrestz du vingt-uniesme novembre mil cinq cens quatre-vingtz-quatre et unsiesme mars mil cinq cens /<sup>425</sup> quatre-vingtz-cinq par lesquelz ledit évesque et son procureur en nostredit conseil sont deschargés de la restitution des pièces prétendues par lesdictz habitans et de faire appeler les communautez de Fayence, S<sup>t</sup>-Raphel et autres ;
- arrest du deuxiesme juin mil cinq cens quatre-vingtz-trois par lequel lesditz prévost, chanoines et chappitre de Fréjus suivant leur requeste du neufviesme may audit an sont receus parties pour desduire leurs inrêrestz ;
- ladite requeste et moyens d'inthérest pour raison desdites vallée, terroir de Rayran et autres par eux prétendus, procès-verbal en information faite le neufviesme may mil cinq cens quatre-vingtz-deux contre ledit Camelin ;
- commission de nostredit conseil obtenue par ledit évesque de Fréjus le vingtiesme juin ensuivant pour faire apporter les informations faites sur les lieux et d'abondant informer des excez y mentionnés, ladite commission obtenue par lesditz habitans le trèsiemes may mil cinq cens quatre-vingtz-quatre ;
- informations faites à leur requeste /<sup>425v</sup> en vertu d'icelle du onsiesme juin ensuivant, arrest de jontion desdites instances, ensemble desdites informations audit procès principal des deuxiesme septembre, trèsiemes novembre mil cinq cens quatre-vingtz-cinq et sèsiemes janvier mil cinq cens quatre-vingtz-six ;
- autre arrest du sixiesme septembre mil cinq cens quatre-vingtz-cinq pour raison des excez et sustraction de tiltres dont mention est faite en iceluy ;
- arrest du dix-septiesme février mil cinq cens quatre-vingtz-six par lequel est ordonné qu'il sera procédé au jugement du procès suivant les lettres patentes du quatorsiesme desditz mois et an ;
- lesdites lettres, contreditz desditz procureur général, évesque, manans et habitans dudit Fréjus, salvations de nostredit procureur général et desditz habitans et tout ce que par lesdites parties a esté mis et produit par devers nostredit conseil ;

tout considéré, iceluy nostredit Grand conseil, en ayant esgard à ladite requeste du vingt-deuxiesme aoust mil /<sup>426</sup> cinq cens quatre-vingtz-cinq, a desjoint et desjoint dudit procès principal l'instance desditz prévost, chanoines et chappitre pour raison desdites vallée, terroir de Rayran et autres lieux mentionnés en leursditz moyens d'intérestz, ordonné et ordonne qu'ilz pourront faire telz extraitz que bon leur semblera sans retardation du jugement dudit procès principal et, sans avoir esgard ausdites lettres en forme de requeste civile du vingt-troisiesme février mil cinq cens quatre-vingtz-six obtenues par nostredit procureur général à l'encontre dudit arrest de nostredite cour de parlement de Provence et requeste desditz habitans de Fréjus du dix-septiesme octobre mil cinq cens quatre-vingtz-cinq. nostredit conseil a mis et met lesdites appellations intergettées par nostredit procureur général au néant, a ordonné et ordonne que ce dont a esté appellé sortira son plain et entier effect et, faisant droit sur l'instance d'exécution dudit arrest, demandes, fins et conclusions dudit évesque de Fréjus pour /<sup>426v</sup> raison desditz droitz de justice, régalle et domaine, nostredit conseil luy a adjudgé et adjuge difinitivement la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère de ladite ville et territoire de Fréjus sur tous les manans

et habitans d'icelle, confiscations, amandes, proffitz, esmolumens et tous droitz appartenans à ladite justice, telz et semblables dont les seigneurs ayans pareille justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère audit pays de Provence ont accoustumé d'user et jouir, avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge, greffier, sergens et autres officiers pour l'administration de ladite justice et a nostredit conseil enjoint ausditz manans et habitans de Fréjus de recognoistre et obéir ausditz officiers dudit évesque, a fait inhibitions et déffences à tous juges et officiers prétendans avoir provision de nous d'empêcher les officiers dudit évesque ny de s'entremettre en l'exercice de ladite justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère de ladite ville /<sup>427</sup> et territoire de Fréjus et néantmoins nostredit conseil a ordonné et ordonne qu'ez crimes et délitz où escherra punition de mort ou troncation de membres les officiers dudit évesque seront tenus renvoyer soubz bonne et seure garde les prisonniers et délinquans avec leurs procès instruitz par devant le juge royal de Draguignan, desquelz néantmoins les confiscations ou amandes appartiendront audit évesque de Fréjus. Et du surplus desdictes amandes, fins et conclusions dudit évesque nostredit conseil en a absout et absout nostredit procureur général, manans et habitans, sauf et réservés audit évesque de Fréjus ses droitz en l'estang dudit lieu, chasteau du Puget, Agaye et moitié du chasteau du Revest, sur quoy lesdictes parties seront plus amplement ouyes par devant le commissaire exécuteur du présent arrest, sans préjudice aussy de la justice de Fayence, S<sup>t</sup>-Raphel et autres lieux prétendus par ledit évesque de Fréjus et déffences de nostredit procureur général au contraire ; et faisant droit sur /<sup>427</sup> lesdictes requestes des dix-huitiesme janvier mil cinq cens quatre-vingtz-trois, onsiesme aoust mil cinq cens quatre-vingtz-trois, onsiesme aoust mil cinq cens quatre-vingtz-quatre et vingt-huitiesme novembre mil cinq cens quatre-vingtz-cinq, ensemble sur les informations respectivement faites à la requeste desdits évesques et habitans, nostredit conseil a mis et met les parties hors de cour et de procès, sans préjudice toutesfois des instances de subtraction de tiltres et autres excedz dont mention est faite audit arrest du sixiesme septembre mil cinq cens quatre-vingtz-cinq et a fait inhibitions et déffences audit Camelin de s'entremettre ny s'immiscer aucunement au fait de ladite justice sans despens de toutes lesdites instances ny restitution dez fruitz. Si donons en mandement et commettons par ces présentes au premier de noz amés et féaux conseillers en nostredit Grand conseil trouvé sur les lieux et en son refus ou empêchement au premier de noz aussy amez et féaux conseillers en nostre cour de parlement à Aix, sénéchal de Provence, ses lieutenans /<sup>428</sup> généraux et particuliers en chacun de ses sièges, conseillers esditz sièges, plus prochain juge royal desdits lieux et chacun d'eux premier sur ce requis que, à la requeste dudit de Bouliers évesque de Fréjus le présent arrest, appelez ceux qui pour ce seront<sup>316</sup> à appeler, il mette et fasse mettre incontinant et sans délai à deue et entière exécution réaument et de fait de poinct en point selon sa forme et teneur en ce que exécution y est et sera requise et en contraingnant à ce faire souffrir et obéir tous ceux qu'il appartiendra et quy pour ce seront<sup>317</sup> à contraindre par toutes voyes et manières deues et raisonnables nonobstant oppositions ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles pour lesquelles ne voulons estre différé. Et outre mandons au premier des huissiers de nostredit Grand conseil ou autre nostre huissier ou sergent faire tous commandemens, contraintes, assignations et exploitz requis et nécessaires pour l'exécution d'iceluy, de ce faire leur avons donné et donnons pouvoir. Mandons et commandons à tous noz /<sup>428v</sup> justiciers, officiers et sujetz que à eux mesmes, à nostredit huissier ou sergent, sans pour ce demander aucunes lettres de placet, visa ne pareatis, en

---

<sup>316</sup> fairont

<sup>317</sup> *idem*

ce faisant soit obéy. En tesmoin de quoy nous avons fait mettre et apposer nostre sceel à cesdites présentes. Donné en nostredit Grand conseil, monstré à nostre procureur général à Paris le vingt-neufviesme jour du mois de mars l'an de grâce mil cinq cens quatre-vingtz-six et prononcé aux procureurs desdites parties le premier avril audit an et de nostre règne le dousiesme.

Procès-verbal de l'exécution du précédent arrest de 1586

*1588, 27 avril. Fréjus. – Procès-verbal d'exécution de l'arrêt du 29 mars 1586.*

A tous qu'il appartiendra /<sup>429</sup> sçavoir faisons nous Joseph Griffon, sieur de S<sup>t</sup>-Cesary, conseiller du Roy en sa cour de parlement de Provence, qu'estant en la ville de Draguignan pour le fait de certaine commission de ladite cour pour informer des faitz des reproches proposés par Pierre Chérubin, chirurgien de Montpellier, prisonnier aux prisons de la ville d'Aix, à la requeste du procureur général du Roy, le vingt-cinquesme du présent mois d'avril mil cinq cens huitante-huit, seroit compareu par devant nous au logis où pend pour enseigne l'image de l'autre monde où nous estions logez, m<sup>e</sup> Jean Carbonel, notaire et tabelion royal de la ville de Fréjus, envoyé, comme il a dit, de la part des consulz, lequel nous a requis de nous vouloir transporter en ladite ville de Fréjus cinq lieues près dudit Draguignan pour exécuter l'arrest donné par messieurs du Grand conseil au profit de messire François de Bouliers /<sup>430</sup> évesque dudit Fréjus contre lesditz consulz manans et habitans dudit Fréjus datté du vingt-neuf mars mil cinq cens huitante-six prononcé aux parties le premier avril audit an, parce que par autre arrest du neufviesme février dernier ilz sont chargés iceluy faire exécuter à leurs propres coustz et despens et en advertir ledit conseil dans six sepmaines et que les officiers dudit Draguignan sont la pluspart suspectz et les autres absens et empêchez et à ce qu'ilz ayent le loisir dans ledit dellay faire ce quy est porté par ledit arrest du premier avril, lequel contient condamnation de paine à faute de ce faire dans le temps, et nous ont présenté ledit arrest et commission, lesquelz pour les causes susdites nous avons accepté avec l'honneur qu'il appartient et offert iceluy dit arrêt exécuter aussytost que nous aurions achevé ladite information.

/<sup>430</sup> Et advenant le vingt-septiesme dudit mois d'avril environ l'heure de midy seroit revenu par devers nous ledit m<sup>f</sup> Carbonel pour le fait que dessus et en compagnie d'iceluy nous serions transportés le mesme jour audit Fréjus, auquel jour pour l'heure tarde n'aurions fait aucune procédure. Et le lendemain vingt-huitiesme dudit mois, au logis où prend pour enseigne l'image de la Croix d'or, seroient par devant nous compareus Honnoré Coste et Louis Nègre, m<sup>e</sup> Jean Bonnaud, notaire royal, procureur de ladite commune, Jean-François de Nigris, Jean Moutet, Pierre Roudillat, Melchion Raynard, consulz et conseillers de la ville de Fréjus et au nom d'icelle, adcistés de m<sup>f</sup> Aumon Textoris, leur advocat et conseil, présens aussy m<sup>f</sup> Boniface Dolle, procureur dudit sieur évesque, m<sup>f</sup> Jacques de Guillon, conseiller d'Alons, advocat dudit sieur évesque a dit comme s'ensuit :

M<sup>f</sup> Aumon Textoris, pour et au nom de la communauté, manans et /<sup>430</sup> habitans dudit Fréjus dit par devant vous que, ayant ledit sieur évesque procès pendant par devant lesdit Grand conseil comme demandeur à la manutention de la jurisdiction haute, moyenne et basse et au pétitoire des droitz des régalles et domaniaux que Sa majesté tient et possède naturellement audit Fréjus contre le sieur procureur général du roy, déffendeur principal, et lesdits consulz et communauté de Fréjus mis en cause, tant auroit esté procédé que par arrest dudit Grand conseil a esté adjudgé

audit sieur évesque difinitivement ladite justice haute, moyenne et basse, mère mixte impère de ladite ville de Fréjus et son terroir sur tous les manans et habitans d'icelle, confiscations, amandes, profitz et esmolumens et tous droitz appartenans à ladite justice, telz et semblables dont les seigneurs ayant pareille justice haute, moyenne, basse, mère mixte impère audit pays de Provence ont accoustumé user et jouir, avec pouvoir de créer<sup>318</sup> et /<sup>431</sup> instituer un viguier, juge, greffier et autres officiers pour l'administration de ladite justice et auroit ledit conseil enjoint aux manans et habitans dudit Fréjus de reconnoistre et obéir ausditz officiers dudit sieur demandeur, faisant inhibitions et déffences à tous officiers prétendus avoir provision du royempêcher les officiers dudit sieur demandeur de ne s'entremettre à l'exercice de ladite justice, avec qualité qu'en crimes et délitz où escherroit punition de mort ou troncation de membres que les officiers dudit sieur évesque seront tenus renvoyer sous bonne et seure garde les prisonniers par devant le juge royal de Draguignan, desquelz néantmoins les confiscations et amandes appartiendront audit sieur demandeur, et quand au surplus des demandes, fins et conclusions dudit sieur évesque ledit Grand conseil en a absout ledit procureur général du roy, manans et habitans dudit Fréjus, comme de tout ce plus particulièrement appert par le dicton dudit arrest sur lequel ledit sieur évesque auroit obtenu l'arrest *in forma* /<sup>431v</sup> portant commission au premier des conseillers dudit Grand conseil trouvé sur le lieu ou autre de ladite cour de parlement de Provence de mettre ledit arrest à exécution et d'autant que, par autre arrest du neufviesme de ce mois de février dernier il est enjoint ausditz consulz de le faire exécuter à leurs propres coustz et despens dans six semaines à compter dès la signification d'iceluy, ilz ayent esté signifiez le vingt-troisiesme du présent mois et receu coppie dudit arrest *in forma* par la main dudit m<sup>e</sup> Dolle procureur, vous ont mandé en la ville de Draguignan ledit m<sup>e</sup> Jean Carbonel pour vous supplier d'accéder en la présente cité et recevoir ladite commission pour icelle mettre à exécution selon sa forme et teneur, qu'est la cause qu'ilz se présentent à vous pour cest effect, requérant en procédant à ladite commission adjournement contre ledit sieur évesque ou son vicaire en ladite église de Fréjus et le substitué dudit sieur procureur général du Royet encores contre le sieur prévost de ladite église pour adcister et /<sup>432</sup> poursuivre de leur part ladite exécution, ensemble contre m<sup>e</sup> Jacques Vaile juge, m<sup>e</sup> George Camelin viguier et les heoirs de feu m<sup>e</sup> Marc-Anthoine Dolle greffier et autres qu'il appartiendra pour adcister à ladite exécution et que soit enjoint audit m<sup>e</sup> Dolle de faire au nom dudit sieur évesque telles demandes et réquisitions qu'il verra estre à faire à ce que rien ne soit oublié de ladite exécution et que lesditz consulz soient trouvés obéissans, comme tousjours sont esté, à la volonté du royet dudit Grand conseil et que par eux n'a tenu ne tient que ludit arrest ne soit effectué et le tout sans préjudice de la requeste de proposition d'erreur poursuivie par lesditz consulz et dont mention est faite audit dernier arrest, protestant du retardement de ladite exécution contre dudit m<sup>e</sup> Dolle ou autres qu'il appartiendra et que du tout luy soit concédé acte et expédié coppie de vostre dit procès-verbal pour iceluy envoyer par devers le greffe dudit Grand conseil dans le temps audit arrest désigné, signés Honorat Coste consul, Textoris, Bonaud procureur susdit.

/<sup>432v</sup> Et au contraire ledit maistre Dolle, adsisté dudit m<sup>f</sup> d'Alons, advocat dudit sieur évesque de Fréjus, et présens messire Maurice Second, chanoine en l'église cathédrale de ladite ville et vicaire général pour ledit sieur évesque, a dit et remonstré ce que s'ensuit :

M<sup>f</sup> d'Alons, pour et au nom de messire François de Bouliers évesque dudit Fréjus, dit que, sans préjudice du surplus des autres droitz prétendus à l'exécution d'iceluy arrest et dont il poursuit

---

<sup>318</sup> cedder

L'exécution par devant le seigneur commissaire député par nos seigneurs du Grand conseil à la barre en ce que concerne la justice qu'est toute juridiction haute, moyenne, basse, mère mixte impère sans aucune exception sur la ville et terroir de Fréjus, demande l'exécution d'iceluy selon sa forme et teneur et selon ce que plus particulièrement il désignera cy-après, requérant lesdits consulz pour la validité d'icelle y ayent à adcister, ensemble les officiers quy se prétendent pourvez par le roynostre sire pour assister à ladite exécution et se voir faire les inhibitions en tel cas requises /<sup>433</sup> et néantmoins que m<sup>f</sup> Jean Sassy, advocat du royaume siège de Draguignan et substitué de monsieur le procureur général du Roy, y ait à adcister pour et aux fins de dire et remonstrer ce que bon luy semblera et voir procéder à ladite exécution, protestant contre lesdits consulz et communauté de Fréjus de la contravention portée par le second arrest et en cas que l'arrest dont est question ne se trouve deüement exécuté dans le temps porté par ledit dernier arrest et à ces fins ledit Dolle vous présente lesdits arrestz *in forma* portant vostre commission, requerant aussy que le sieur prévost et chanoines soient appelés à ladite exécution d'arrest à telle heure que bon vous semblera pour desduire ce qu'ilz adviseront, signés Secondy vicaire général en absence, d'Alons, Boniface Dolle.

Ledit m<sup>f</sup> Textoris dit n'estre besoin que ledit m<sup>e</sup> Jean Sassy adciste à ladite exécution puisque Sa majesté a un autre substitué dudit procureur général, lequel de nécessité doit comparoistre tant pour cest effect que pour estre par ledit arrest interdit à l'exécution de /<sup>433v</sup> son office sy n'est que vous trouviés expédient que ledit m<sup>e</sup> Sassy y adciste.

Ledit m<sup>f</sup> d'Alons dit que m<sup>f</sup> Magnan est partie en ce qu'il se trouvera que par l'arrest il est interdit à l'exécution de son office, par ainsy, pour y avoir luy intérêt en son propre, il est requis en telle qualité qu'il soit appelé ; et néantmoins que ledit m<sup>e</sup> Sassy, sustitué dudit procureur général du royaudit siège de Draguignan présent, y adciste pour la validité de ladite exécution, requérant et protestant comme dessus il dit, signé d'Alons.

Et nousdit conseiller et commissaire avons concédé acte de ce que ledit m<sup>e</sup> Dolle a mis par devers nous lesdits arrestz et commission, ensemble des réquisitions, protestations et présence des parties et octroyé ledit adjournement requis et pourra ledit m<sup>f</sup> Jean Sassy, substitué du procureur général du royaume siège de Draguignan, assister à ladite exécution sy bon luy semble, continuant l'assignation ausdites parties précisément à une heure attendant deux après midy dans nostredit logis /<sup>434</sup> et pourront lesdites parties voir lesdits arrestz et lettres entre les mains de nostre clerc sy bon leur semble.

Et, advenant l'heure de deux après midy donnée par assignation aux parties au lieu susdit, seroit compareu par devant nous les consulz et conseillers dudit Fréjus assistés dudit m<sup>e</sup> Textoris leur advocat et conseil, quy nous auroient remonstré avoir fait adjourner à ce jour, lieu et heure le sieur de Fréjus parlant à messire Maurice Second, docteur en sainte théologie, chanoine de ladite église, son vicaire et official en icelle, messire Jean de la Garde, prévost en ladite église, m<sup>f</sup> François Magnan, substitué dudit procureur général audit Fréjus, m<sup>f</sup> Jacques Vaille<sup>319</sup>, docteur ez droitz, juge royal de ladite ville, George Camelin, viguier, et les heoirs de feu m<sup>e</sup> Marc-Anthoine Dolle, leur greffiern pour et aux fins d'adcister à l'exécution dudit arrest en ce que à chacun d'eux touche, requérant déffaut s'ilz ne comparent et pour le profit d'iceluy qu'il soit passé outre à la dicte exécution, percistant à ses réquisitions et protestations /<sup>434v</sup> et acte, signés Textoris, Honorat Coste consul.

---

<sup>319</sup> Balle

Et de mesme est compareu m<sup>r</sup> d'Alons avec la présence de messire Maurice Second, chanoine vicaire général pour ledit sieur de Fréjus, et de m<sup>e</sup> Boniface Dolle, procureur dudit sieur évesque, requérant l'exécution dudit arrest par lequel toute la justice haute, moyenne et basse, mère mixte impère luy est adjugée sur tous les manans et habitans de la ville et terroir de Fréjus, confiscations, amandes, profitz, esmolumens et autres droitz concernant et dépendant de ladite justice, telz et semblables dont les seigneurs ayant pareille justice haute, moyenne et basse, mère mixte impère audit pays et comté de Provence ont accoustumé prendre et percevoir, pour ce requiert que ledit sieur soit installé en la possession desdits droitz et ses officiers mis en possession d'iceux tant au lieu où la justice a accoustumé estre rendue que en la maison commune et en l'esglise, le tout sans préjudice du procès pendant par devant la cour de parlement de /<sup>435</sup> ce pays de Provence touchant la rédiffication de l'auditoire et le tout aussy sans préjudice de l'instance des chefz de l'exécution du présent arrest poursuivie par ledit sieur évesque sa partie devant le commissaire député par nosseigneurs du Grand conseil, en quoy n'entend préjudicier dont en proteste ; et, procédant en outre à l'exécution du présent arrest, qu'il soit déclaré qu'il sera permis et loisible audit sieur lors et quand bon luy semblera créer et instituer viguier, juge, greffier, procureur jurisdictionnel, sergent et autres officiers pour l'administration de ladite justice, enjoignant aux consulz et à tous manans et habitans dudit Fréjus et autres qu'il appartiendra de recognoistre et obéir audits officiers dudit sieur de Fréjus et ne s'assembler à leur maison commune et ailleurs sans l'autorité et présence dudit sieur viguier ou de ses autres officiers en son absence et empêchement à peyne de rébellion et de mil escus ; et néanmoins que soient faites inhibitions tant en général par cry public à voix de trompe /<sup>435v</sup> que en particulier à tous juges et officiers prétendans avoir provision du roy, ses lieutenans et substituez, mesmes à m<sup>r</sup> Jacques Vaillè, soy-disant juge, George Camelin, soy-disant viguier, m<sup>e</sup> François Magnan, soy-disant substitué du procureur général du Roy, et héritiers dudict m<sup>e</sup> Marc-Anthoine Dole, soy-disant greffier, d'empêcher ou molester directement ou indirectement les officiers dudit sieur évesque en l'exercice et charge de ladite justice, honeurs, prérogatives, proffitz et esmolumens dépendans d'icelle ne de s'entremettre doresnavant à l'exercice d'icelle justice haute, moyenne, basse, mère mixte impère de ladite ville et terroir de Fréjus à peyne de fausseté, concussion et mil escus ; requérant aussy à ce que les officiers dudit sieur de Fréjus puissent exercer ladite justice sans empêchement, que soit enjoint à tous greffiers ayans à exercer greffes criminelz ou civilz audit Fréjus, soit soubz lesdits officiers destituez ou autres dudit sieur de Fréjus, mesmes à m<sup>e</sup> Pierre Bonaud, Jean Bonaud, Jean Carbonel /<sup>436</sup> tant en son nom que comme cessionnaire saisis des papiers et escritures de feuz m<sup>es</sup> Guillaume et Anthoine Dolles, frères jadis greffiers, Esperit Raymond, Honoré Delphin, Guillaume Ainesy, Bertrand Clémens, Scipion Vassaly, Jacques Clémens tant en son nom que comme cessionnaire des escritures de feu m<sup>es</sup> Gabriel Clémens son frère notaire et jadis greffier, heoirs d'Honoré Reynaudy, héritiers de m<sup>e</sup> Marc-Anthoine Bonaud, m<sup>e</sup> Jacques Camelin saisy des escritures de feu Abel Laugier ayant exercé le greffe et tous autres dudit exercice de remettre tout incontinent tous et chacuns les papiers, registres, procès et procédures civilz et criminelz concernans icelle justice soit judiciaire ou extra-judiciaire rière m<sup>e</sup> Olivier Vesilis, notaire royal greffier dudit sieur de Fréjus, soubz deub inventaire à peyne de mil escus, inhibé et déffendu ausdits jadis greffiers et à tous autres n'estans en charge d'expédier aucunes coppies desdites procédures d'ors en là à peyne de fausseté /<sup>436v</sup> et de semblable amande de mil escus et néanmoins que lesdits consulz, manans et habitans dudit Fréjus soient condamnés aux despans de l'exécution dudit arrest, signés Firmini vicaire général en absance, J. d'Allons, Boniface Dole.

Comme aussy est compareu m<sup>e</sup> François Magnan, sustitué dudit sieur procureur général du royaudit Fréjus, lequel en relatant ledit déffaut dit qu'ayant esté l'arrest dont est question signifié audit sieur procureur général il n'a rien contredit moins a receu aucunes mémoires pour ce faire, au moyen de quoy n'empêche que ledit arrest soit exécuté selon sa forme et teneur.

Est aussy compareu m<sup>f</sup> Jacques Vaille, juge pour le Royaudit Fréjus, que n'a aussy empêché l'exécution dudit arrest selon sa forme et teneur sauf ses droitz, signé Vaille juge royal de Fréjus.

Et finalement s'est présenté et compareu messire Pierre Francolis, bénéficié et économe en ladite église de Fréjus, procureur du chappitre /<sup>437</sup> de ladite église, de messire Jean de la Garde, sieur de Claviers et prévost en ladite église, et chappitre comme chacun d'eux peut respectivement toucher, lequel vous remonstre avec l'assistance du corps dudit chappitre et dudit sieur prévost que, par requeste par luy présentée audit Grand conseil, ilz auroient remonstré de leurs droitz et les occupations que leur sont faites d'iceux pour en avoir déclaration et restablisement par ledit Grand conseil, sur quoy seroit intervenu le susdit arrest pourtant desjontion et séparation d'instance, et d'autant que ladite exécution d'arrest pour estre général lesditz chappitre et prévost pourroient endurer quelque préjudice en leurs droitz, protestans par devant vous que vostre dite exécution ne leur soit en rien préjudiciable ains que les droitz demeurant saulz et conservés pour estre poursuivis et déclarés suivant le règlement dudit arrest, vous requérant luy concéder acte de ladite protestation et déclaration et que en vostre dite exécution ne soit comprise aucune chose touchant leurs droitz, lesquelz réservés, /<sup>437n</sup> n'empêche l'exécution dudit arrest, P. Francolis bénéficié procureur et économe dudit chappitre.

Et pour lesditz Camelin viguier et heirs dudit feu m<sup>f</sup> Anthoine Dolle greffier devant adjournés personne n'a compareu.

Et nousdit conseiller et commissaire avons concédé acte des présentations desdits m<sup>es</sup> Vaille, Magnan, messieurs Maurice Second vicaire dudit sieur évesque et desdits prévost et chappitre ensemble de leurs droitz et protestations et donné déffaut à ladite communauté contre le sieur Camelin et heirs dudit feu m<sup>e</sup> Marc-Anthoine Dolle et, avant juger le proffit d'iceluy, ordonnons que seront réadjournés à comparoir par devant nous au lieu susdit à demain à sept heures de matin attendant huit, auquel jour, lieu et heure avons continué d'assignation.

Du lendemain vingt-neufviesme dudit mois à huict heures de matin, au lieu que dessus, par devant nousdit conseiller et commissaire /<sup>438</sup> ledit m<sup>e</sup> Testoris, adcisté desdits consulz, a dit qu'il a fait réadjourner m<sup>e</sup> George Camelin cy devant viguier et les heirs de feu Marc-Anthoine Dolle jadis greffier, requérant second déffaut et pour le proffit d'iceluy que soient déboutez de leurs exceptions et déffences et que ledit arrest soyt contre d'eux exécuté et, d'autant qu'en exécutant ledit arrest le procureur dudit sieur évesque ne se contente d'estre installé en la possession et jouissance de ladite jurisdiction ainsi qu'il a baillé ses prétentions, desquelles en a fait demande par devant le seigneur commissaire à Paris qu'est soubz correction tenir ladite commune en deux instances et par devant deux seigneurs commissaires et que vous, monsieur, ayant la commission pour exécuter ledit arrest estes juge de toute ladite exécution requiert qu'il ayt à déclarer s'il a autres prétentions a desduire et s'il veut attirer toute l'exécution dudit arrest par devant vous, ce que requiert afin que divers jugemens ne s'en enuivent et qu'il apparaisse que lesdits consulz poursuivent l'entière exécution dudit arrest et à ces fins /<sup>438n</sup> déffendent lesdites prétentions, dit que les officiers dudit sieur de Fréjus ne peuvent assister au conseil de ladite commune pour ce que cela est un droit dépendant de la régalle de laquelle et du domaine du roy ledit sieur évesque a esté débouté par ledit arrest, n'empêchant le surplus desdites prétentions cy-dessus proposées estre adjugées sans préjudice de la requeste de proposition d'erreur, protestant que par lesditz

consulz n'a demeuré et demeure que ladite exécution ne soit faite avec célérité en toutes les prétentions dudit sieur évesque, signé Testoris, Honorat Coste consul.

Et pour et au nom des heoirs dudit Marc-Anthoine Dolle a compareu m<sup>e</sup> Esperit Raymond, notaire royal dudit Fréjus, lequel a déclaré que, sur le réadjournement qu'a esté fait contre lesdits heoirs à la requeste de ladite commune, ilz ont dit et percisté comme à présent il dit n'empêcher l'exécution dudit arrest, sauf à sesdites parties demander le remboursement de la finance qu'ilz ont payé pour le greffe et les vacations et procédures cy-devant faites /<sup>439</sup> par devant quy et ainsi qu'il appartiendra, offrant de remettre tous les papiers qu'il a rière ses mains dépendans dudit greffe, Raymond comis à l'exercice dudit greffe.

Ledit m<sup>r</sup> d'Alons pour ledit sieur évesque de Fréjus, en présence de messire Elzéar Moisson, archidiacre en ladite église et vicaire pour ledit sieur évesque, et dudit m<sup>e</sup> Boniface Dolle, son procureur, dit, après avoir accepté les dires desditz m<sup>es</sup> Testoris, Vaille, François Magnan et de messieurs du chappitre en tant que fait au profit dudit sieur évesque et non autrement, qu'il employe ce qu'il a dit cy-dessus par sa demande en exécution d'arrest et pour le présent il ne demande que l'instalation et exécution dudit arrest concernant toute la justice, sçavoir de toute jursidiction haute, moyenne et basse, mère et mixte impère et tout ce qu'en dépend avec tous droitz, profitz et esmolmens, prérogatives et prééminences sur la ville de Fréjus et son terroir privativement à tous autres et telz et semblables droitz que les sieurs /<sup>439</sup> ayans semblable jurisdiction en ce pays et comté de Provence ont accoustumé prendre et percepvoir lesdits droitz, déclarant que pour raison de ce que dessus il n'entend poursuivre autre demande contre ladite commune par devant autre sieur commissaire, requérant l'exécution entière dudit arrest selon qu'il a cy-dessus requis ez fins par luy prises, protestant de la contravention contre les empêchans ,dont a requis acte, signés Moisson vicaire général, Bonifface Dolle, J. d'Alons.

Et ledit m<sup>e</sup> Testoris audit nom demande acte de la déclaration faite par ledit m<sup>r</sup> d'Alons intervenant pour ledit sieur de Fréjus et a percisté comme dessus.

Et pour ledit Camelin personne n'est compareu.

Nousdit conseiller et commissaire avons donné déffaut ausdits consulz et communauté le requérant contre ledit Camelin et pour le proffit d'iceluy débouté ledit Camelin de toutes exceptions et déffences et pour faire droit sur les requestes fins et conclusions des parties /<sup>440</sup> seront leurs dires et déclarations mises par devers nous et icelles dictes parties avons assigné deux heures après midy pour entendre nostre dellibération.

Et advenant ladite heure, présens lesdites lesdites parties et en déffaut dudit Camelin contumas, avons fait publier nostre ordonnance faite en exécution dudit arrest telle que s'ensuit :

Veü par nous Joseph Griffon, sieur de S<sup>t</sup>-Cesary, conseiller du royen sa cour de parlement de Provence et commissaire en ceste partie dépputé les lettres exécutoires contenant nostre commission pour exécuter l'arrest donné par nosseigneurs du Grand conseil y mentionné du vingt-neufviesme mars mil cinq cens huitante-six, prononcé aux parties le premier avril audit an, par lequel entre autres choses ledit conseil faisant droit sur l'instance d'exécution d'autre arrest y mentionné, demande, fins et conclusions dudit évesque de Fréjus pour raison dudit droit de justice, régalle et domaine, luy auroit adjugé diffinitivement la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère de ladite ville et territoire /<sup>440</sup> de Fréjus sur tous les manans et habitans d'icelle comme plus amplement est contenu audit arrest, autre arrest dudit conseil du neufviesme février dernier par lequel lesdits consulz, manans et habitans dudit Fréjus ont esté condamnés faire exécuter ledit arrest du premier avril réellement et de fait à leurs propres coustz et despens et en certiffier ledit conseil dans six semaines pour tous dellays après la signification qu'en sera



faite sur les peynes y contenues à nous présentées en la ville de Draguignan de la part desdits consulz le vingt-cinquesme de ce mois, comparens, demandes, responce, répliques et dupliques, déclarations et protestations desdites parties et tout ce qu'ilz ont voulu dire et escrire en ladite instance d'exécution d'arrest, les déffautz obtenus par ladite communauté contre dudit Camelin, tout considéré, nousdit conseiller et commissaire, en exécutant ledit arrest, avons ordonné et ordonnons que ledit messire François de Bouliers évesque dudit Fréjus sera mis en possession de la justice /<sup>441</sup> haute, moyenne et basse, mère mixte impère de ladite ville et territoire de Fréjus sur tous les manans et habitans d'icelle, confiscations, amandes, profitz, esmolumens et tous droitz appartenans à ladite justice, telz et semblables dont les seigneurs ayant pareille justice gaute, moyenne, basse, mère mixte impère en ce pays de Provence ont accoustumé d'user et jouir, avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge, greffier, sergens et autres officiers pour l'administration de ladite justice ; avons enjoint et enjoignons aux manans et habitans dudit Fréjus de recognoistre et obéir ausdits officiers dudit sieur évesque, de ne faire leurs assemblées en l'hôtel de ville sans la présence du viguier par luy mis et estably audit Fréjus et avons fait et faisons inhibitions et déffences à peyne de mil escus et autre arbitraire ausdits m<sup>es</sup> Vaille, Magnan, Camelin et heoirs dudit Marc-Anthoine Dolle, leurs lieutenans et commis et autres qu'il appartiendra d'empêcher directement ou indirectement les officiers dudit sieur évesque et de s'entremettre à l'exercice de ladite justice haute, moyenne et basse, mère /<sup>441</sup> mixte impère de ladite ville et terroir de Fréjus comme dit est, lesquelz officiers seront tenus en crimes et délitz où escherra punition de mort ou troncation de membres de renvoyer soubz bonne et seure garde les prisonniers et délinquans avec leurs procès instruitz par devant le juge royal de Draguignan suivant ledit arrest, dont les confiscations ou amandes appartiendront audit évesque de Fréjus ; avons enjoint et enjoignons aux heoirs dudit Dolle cy-devant greffier dudit Fréjus et autres qu'il appartiendra de mettre par devant le greffe dudit évesque tous et chacuns les registres et papiers civilz et criminelz appartenans audit greffe moyenant acquit et deue descharge par inventaire qu'en sera fait et ce dans quinsaine sur lesdites peynes, dommages et inthérestz des parties sauf ausdits Vaille, Magnan et heoirs dudit Dolle de poursuivre le remboursement de ce que par eux a esté payé pour raison desditz offices et des vacations et procédures cy-devant faites ainsi qu'il verront estre à faire. /<sup>442</sup> Prononcé ausdits m<sup>es</sup> d'Alons et Testoris, advocatz et conseil respectivement desditz évesque de Fréjus et consulz et communauté de ladite ville, et ausdits m<sup>es</sup> Vaille, Magnan, cappitaine Honoré Coste et Louis Nègre, consulz de ladite ville, messire Elzéar Moisson, archidiacre, et à messire Francolis, bénéficié et économe en ladite église de Fréjus, et ausdits m<sup>es</sup> Jean Raymond notaire et procureur des heoirs dudit Marc-Anthoine Dolle et audit m<sup>e</sup> Boniface Dolle procureur dudit sieur évesque de Fréjus quy ont requis acte.

Et ce fait ledit messire Mossony, archidiacre, au nom dudit sieur évesque, nous a présenté m<sup>e</sup> Anthoine Signon, docteur et advocat, qu'il a fait et estably pour estre juge audit Fréjus, cappitaine Melchion Vesilis pour viguier, m<sup>e</sup> Jean Salvatoris pour procureur d'office et m<sup>e</sup> Olivier Vesilis pour greffier, en la compagnie desquelz nous sommes transportés dans l'auditoire et lieu accoustumé à tenir plaidz et faire justice audit Fréjus et illec, en la place et siège plus éminent à ce destiné, avons fait seoir ledit m<sup>e</sup> Signon et après luy lesdits Vesilis, Salvatoris /<sup>442</sup> et autre Vesilis greffier chacun à son lieu et place ausdits estatz et offices appartenans, leur ayant par mesme moyen fait prester le serment en tel cas requis de bien et loyaument exercer leurs charges et garder les ordonnances en ce qu'à chacun d'eux touche et appartient. Et d'ilec nous sommes transportés en l'église cathédrale dudit Fréjus et, dans le chœur, avons fait seoir en lieux et sièges accoustumés lesditz Signon juge et Vesilis viguier et Salvatoris procureur d'office. Et après

avons fait faire ouverture de l'hôtel de ville par lesdits consulz et au lieu et siège accoustumé avons fait seoir ledit viguier, le tout en signe de vrays possesseurs. Et de tout en avons concédé acte requis par les parties et ordonné que le contenu de ladite sentence sera publié à son de trompe et cry public et par affiches aux lieux accoustumés, à ce présens lesdits consulz et parties, de m<sup>e</sup> Honoré Robert, advocat en la cour, Thomas Mille, du lieu de Saignon, tesmoins.

<sup>/443</sup> Extraict *prout jacet* sur l'original, signé seulement au dire des parties par icelles et non par ledit sieur conseiller et commissaire, à ces fins exhibé et incontinant retiré par m<sup>e</sup> Fortis Lauze, praticien d'Aix, au préalable sur iceluy deument collationné par moy notaire royal héréditaire audit Aix sans en rien retenir soubzsigné, le sixiesme aoust mil six cens deux, signé Gilles notaire. J'ay exhibé et retiré le procès-verbal sur lequel le présent extraict a esté fait comme ayant charge du sieur de la Bastide, heoir avec inventaire dudit feu sieur conseiller et commissaire, Lause signé.

Nous François Aymar, conseiller du roy et lieutenant particulier en la sénéchaussée de Provence establee au siège général d'Aix, atestons à tous qu'il appartiendra que m<sup>e</sup> Honnoré Gilles, quy a signé le susdit extrait de procès-verbal, est notaire royal dudit Aix, aux escritures et signature duquel foy est adjoustée tant en jugement que dehors et en foy de vérité nous sommes soubzsigné avec le greffier et fait mettre et apposer le scel royal dudit siège. Fait audit Aix ce septiesme aoust mil six cens deux, sceillé et signé F. Aymar, Eguisier.

<sup>/443<sup>b</sup></sup> Procès-verbal contenant la rébellion faite par les habitans de Fréjus  
contre l'exécution de l'arrest du Grand conseil de 1586

*1586, 17-22 avril. Aix, Roquebrune, Fréjus. – Procès-verbal de la tentative d'exécution de l'arrêt du 29 mars précédent.*

L'an mil cinq cens quatre-vingtz-sept et le dix-septiesme jour du mois d'avril<sup>320</sup>, en la ville d'Aix et dans nostre maison d'habitation, par devant nous Louis Antelmy, conseiller du roy nostre sire en sa cour de parlement de Provence, seroit compareu m<sup>e</sup> François Gantes procureur en ladite cour, lequel, au nom et comme procureur de messire François de Bouliers évesque de la ville de Fréjus, lequel nous auroit dit et remonstré que, sur le procès quy avoit esté cy-devant pendant par évocation par devant messieurs du Grand conseil de sadite majesté entre ledit sieur évesque d'une part et monsieur le procureur général audit conseil et les manans et habitans dudit Fréjus tant pour raison de la justice et <sup>/444</sup> et jurisdiction civile et criminelle de ladite ville et territoire d'icelle, création et provision des juges, greffiers et officiers et autres droitz prétendus par ledit sieur évesque, arrest dudit conseil s'en seroit ensuivy du vingt-neufviesme du mois de mars mil cinq cens quatre-vingtz-six, l'exécution duquel est commise au premier des conseillers de ladite cour de parlement de ce pays ainsy qu'il nous a fait apparoir par les lettres exécutoires dudit arrest et commission lesquelles nous a présentées, requérant nous vouloir transporter tant en la ville de Fréjus que ailleurs où besoin sera pour mettre ledit arrest à deue et entière exécution. Et par mesme moyen nous auroit aussy présenté autres lettres exécutoires d'arrest données par ladite cour de parlement de ce pays entre ledit sieur évesque, demandeur en requeste afin d'avoir la réédification de l'auditoire pour l'exercice de la justice de ladite ville, et lesdits consulz et

---

<sup>320</sup> de mars

communauté de Fréjus, déffandeurs, du quatorse mars dernier, nous requérant par mesme moyen vouloir procéder à l'exécution d'iceluy arrest suivant la commission à<sup>321</sup> nous de nouveau adressée par lesdites lettres /<sup>444v</sup> et à ces fins luy laxer lettres d'adjournement tant contre le sieur procureur général en la chambre des comtes et cour des aydes au présent pays de Provence que contre ladite communauté, manans et habitans dudit Fréjus et autres que pour ce seront à appeler pour venir voir procéder à l'exécution d'iceux. Lesquelles lettres par nous veues et icelles receues avec deub honneur, nous serions offertz procéder ausdites exécutions suivant le mandement et commission de Sadite Majesté portées par sesdites lettres et à ces fins aurions laxé audit m<sup>e</sup> Gantes audit nom l'adjournement et lettres par luy requis.

Et depuis, après plusieurs réquisitions que nous en auroient esté faites verbalement de la part dudit sieur évesque, advenant le dix-septiesme du présent mois d'avril, serions despartis de ladite ville d'Aix pour nous transporter en ladite ville de Fréjus et illec procéder ausdites exécutions en compagnie de monsieur m<sup>e</sup> Pierre Botin, procureur général du roy en ladite chambre des comptes et cour de aydes à ces fins adjourné en vertu de nostre précédente ordonnance, /<sup>445</sup> en compagnie aussy de m<sup>e</sup> François Gantes, de m<sup>e</sup> Anthoine Descombes, huissier en ladite cour, quy se transportoient aussy en ladite ville de Fréjus pour exécuter certains autres arrestz de ladite cour, de m<sup>e</sup> Ilary Genesy, l'un des clerz au greffe civil d'icelle cour, prins par nous pour escrire les procédures que par nous seroient faites ausdites exécutions, de Melchion Villy, viguier dudit sieur évesque audit Fréjus, m<sup>e</sup> Boniface Dolle, receveur des décimes au diocèse dudit évesché, et de m<sup>e</sup> Jean-Baptiste Fabry, ageant dudit sieur éveque, et serions le mesme jour arrivés tous ensemble en la ville de S<sup>t</sup>-Maxemin. Et l'endemain, dix-huitiesme dudit mois, serions arrivés au lieu de Cuers et le dix-neufviesme dudit mois, ayant esté retenus la matinée audit lieu de Cuers par les pluyes, serions le soir arrivés au lieu de Pignans. Et le vingtiesme jour ensuivant serions arrivés au lieu de Rocquebrune environ cinq heures de soir et le landemain, vingt-uniesme dudit mois d'avril, aurions sebjourné audit lieu de Rocquebrune attendant que ledit m<sup>e</sup> Descombes huissier se transportat premier audit Fréjus pour ilec exploiter /<sup>445v</sup> et signiffier ausdits consulz ladite commission et arrestz y mentionnés, par l'un desquelz datté du neufviesme du présent mois d'avril est ordonné que commandement sera fait ausdits consulz et intendans de la santé dudit Fréjus de donner libre entrée audit Fréjus à tous officiers et autres venans de ladite ville d'Aix et autres villes et lieux dudit païs non contaminez de peste, portans bons cetificatz ou buletins, et ce à peyne de mil escus en leurs propres et privés noms et en cas de refus adjournement en personne par devant ladite cour, et par l'autre arrest dudit jour neufviesme avril est ordonné que sera signiffié aux consulz dudit Fréjus de comparoir par devant ladite cour pour voir proposer audit sieur évesque en jugement de sa requeste afin d'estre mis et sesdits officiers, serviteurs, domestique et familiers sousbz la protection et sauvegarde sudit sieur et de ladite cour et baillés à la garde particulière desdits consulz. Lequel huissier, s'estant mis en chemin pour aller audit Fréjus, seroit esté arrêté par certains arquebusiers qu'il auroit /<sup>446</sup> trouvé sur un pont au terroir dudit Fréjus par lequel on passe pour aller à ladite ville, tèlement qu'il n'auroit peu aprocher plus près d'icelle, ainsy qu'il nous a rapporté de parolle et dont il en a fait exploit ainsy qu'il nous a dit et fait apparoir par le teneur plus ample d'iceluy. Et le mesme jour nous auroit esté rapporté par m<sup>e</sup> Anthoine Felix, sieur de la Reynarde, controoleur de la marine, quy estoit desparty dudit Rocquebrune ledit jour pour aller audit Fréjus pour quelques siens affaires particuliers, qu'il auroit trouvé en chemin une garde avec arquebuse une lieue près dudit Fréjus du costé de Molières quy

---

<sup>321</sup> que

ne l'auroient voulu laisser passer plus advant et de là ledit m<sup>e</sup> Felix auroit mandé appeler François Borrel, marchant de la ville de Marseille retiré audit Fréjus pour occasion de la peste, pour luy parler de ses affaires. Lequel Borrel seroit venu vers ledit m<sup>e</sup> Felix à la seconde garde, distante d'environ cinq cens pas de la première, où seroit depuis venu par permission de ladite première, accompagné iceluy Borrel du viguier de ladite ville de Fréjus qu'il a /<sup>446<sup>v</sup></sup> ouy nommer Camelin, d'un nommé cappitaine Moutet et d'un autre qu'il ne cognoist point, estans tous à cheval, auquel Bourrel et autres susnommés, entre autres propos, ledit m<sup>e</sup> Felix auroit fait entendre que nous estions en ce lieu de Rocquebrune pour l'exécution de l'arrest du sieur de Fréjus et lors ilz respondirent qu'ilz en estoient bien advertis et que, à occasion de la contagion qu'estoit dans leur ville, personne n'y entroit. Et lors ledit m<sup>e</sup> Felix leur dit qu'il y avoit arrest de la cour portant enjontion aux consulz dudit Fréjus de bailler entrée aux lieux saintz et non contaminés de peste à peine de mil escus et que nous avions délibéré de nous y transporter pour l'exécution des susdits arrestz. Et lors les susnommés Motet et viguier Camelin respondirent qu'ilz ne pouvoient croire qu'estant la contagion à Fréjus nous y volussions aller et que, sy nous y venions, serions receu avec toute cortoisie.

Et advenant le vingt-deuxiesme dudit /<sup>447</sup> mois, environ les neuf heures de matin, sommes despartis dudit Rocquebrune en compagnie dudit sieur procureur général, de frère Claude Aube, religieux de l'ordre de S<sup>t</sup> Jean de Hierusalem et commandeur des lieux de Comps et dudit Rocquebrune, dudit m<sup>e</sup> Descombes huissier, dudit m<sup>e</sup> Genesy, desditz viguier Villy et Fabry, messire Jean Guirard, prestre, curé de l'église parrochiale dudit Rocquebrune, cappitaine Anthoine Matthey, Valentin de Ville, Pierre Sigalon, m<sup>e</sup> Joseph Caban, praticien dudit Rocquebrune, Jean Lacroix, habitant audit lieu, Guillaume Suary, sergent trompète dudit lieu de Rocquebrune, Anthoine Gache, serviteur dudit sieur commandeur, et Charles Martel, de la ville de S<sup>t</sup>-Maxemin, nous serions acheminés vers ledit Fréjus portans bons certificatz et buletins tant de ladite ville d'Aix que autres lieux où avons passé. Et arrivés au devant du pont dit et appelé du Moulin, auquel l'on passe pour aller audit Fréjus et où ledit huissier avoit esté arresté le jour précédant ainsy que /<sup>447<sup>v</sup></sup> nous a dit, avons trouvé ilec ledit pont barriqué d'un gros arbre haché au travers d'iceluy et, par delà ladite barricade, avons veu certains hommes armés d'arquebuses et bastons ferrés à deux boutz en nombre de cinq ou six s'estans rangés long d'un fossé et au dernier de la chaussée d'iceluy, fors et excepté un Raimond de Poussepon dudit Fréjus, serviteur dudit viguier Camelin ainsy que nous auroit esté attesté par ledit Villy viguier de Fréjus, lequel, ayant planté son baston ferré à terre et tenant son arquebuse en main, nous auroit crié, comme aussy auroient fait tous les autres, de tourner arrière, disans que ne passerions point. Et leur estant par nous remonstré qu'ilz ne devoient empêcher nostre passage allans à ladite ville de Fréjus pour le service du roy et pour l'exécution des arrestz donnez par sa justice, nous auroient desrechef crié de reculer et l'un d'iceux a crié « bourre, bourre ». Quoy voyant et entendant par les assistans qu'il y avoit autre passage et endroit pour aller audit Fréjus, nous serions /<sup>448</sup> retirés et mis en chemin en compagnie que dessus pour trouver ledit autre passage. Et sur ce les susdits estans audit pont ont lasché deux arquebusades. Et continuant nostre chemin, près d'iceluy et à costé vers le lieu du Puget, avons veu un homme que travailloit dans un fossé, lequel avons appelé et, estant approché de nous environ vingt-cinq ou trente pas, nous auroit dit sur ce enquis qu'il s'appelloit Jean Audel, travailleur du Puget, et qu'il avoit veu sur les sept heures de matin passer trois hommes venans devers Fréjus vers ledit pont du Moulin, armés chacun d'eux d'arquebuses et bastons ferrés, l'un desquelz a dit se nommer George Lecappelier, l'autre Alexy Marron et le troisieme Jaume Monnier, tous dudit Fréjus. Et après sommes venus jusques à un

pont qu'on nous a dit appellé le second pont des Callades et, ayant passé iceluy pont sans y avoir trouvé empêchement ny personne quelconque, aurions continué d'aller tousjours par le grand chemin jusques près d'un pont dit et appellé le Pont de Bachas du cappitaine Clementis, près de /<sup>448r</sup> ladite ville de Fréjus d'environ la portée de deux arquibusades ainsy que ceux de nostre compagnie nous ont attesté, à l'endroit duquel pont aurions ouy et entendu un murmure, un bruit de beaucoup de gens et tost après aurions veu venir par-dessus ledit pont certain nombre d'hommes armés d'arquebuses et d'armes d'hastes, les aucuns couvertz de chemises sur leurs habitz et ayans leurs visages masqués, portans de bonnetz rouges, et les autres passoient par costé au dernier de certaines hayes venans aussy vers nous, comme aussy venoient plusieurs gens de ladite ville courantz et venans à la file tant du costé de ladite ville que du costé des moulins à vent d'icelle vers ledit pont, ainsy que nous ont attesté ledit sieur commandeur, huissier et autres qui estoient en nostre compagnie. Et approchans lesdits masqués de nous, se sont prins à crier les uns « retirés-vous et retournés-vous en, ne voulons que passiez plus outre ». Et sur ce, continuant nostre chemin avec les autres susnommés, lesdits masqués auroient tiré une arquebusade /<sup>448v</sup> vers nous. Quoy voyant, aurions reculé pour nous en retourner et ledit sieur commandeur seroit monté sur une terre semée de bled là proche, remonstrant ausdits masqués et leur criant à haute voix que feussent sages et qu'ilz devoient considérer qu'ilz attentoient contre la justice, dont il s'en pourroient repentir. Lesdits masqués et autres de grand furie, courans vers nous, auroient crié par plusieurs loys « aux brigans, aux voleurs » et, faisans encores plus grand tumulte, nous auroient poursuivy et tiré plusieurs arquebusades, cirans aussy « tire, tire, cargue, cargue », tèlement qu'il ne nous a esté possible approcher de plus près et parler à eux davantage, n'ayans voulu entendre en aucune fasson ledit m<sup>e</sup> Descombes, par lequel nous leur faisons crier aussy de ne bouger et que là estoit un des conseillers de ladite cour. Au moyen de quoy nous aurions esté constraintz reculer par le mesme chemin et aurions esté poursuivis par les susdits masqués et autres en grand nombre, desquelz ledit Villy viguier dit avoir cogneu, tant de veue que à leurs parolles et gestes, sçavoir François Perrache, qui a laché la première /<sup>449v</sup> arquebusade, Honnoré Villy et Jean Baillon, tous dudit Fréjus. Et nous retirans au grand galop, cuidans repasser par ledit pont de las Callades, avons descouvert ledit pont de loin estre pris et occupé par certains arquibusiers en nombre de cinq ou six, aucun desquelz estoient vestus de semblables chemises par-dessus leurs habitz et desquelz ledit Villy viguier nous dit avoir cogneu lesdits Jacques Monnier, George Lecapelier, Alexy Bertrand dit Marrin, un nommé Fenier que n'a sceu autrement nommer, Raymond Poussepan, lesquelz estoient ceux que avions trouvé audit pont du Moulin. Lesquelz, nous voyans venir avec nostre compagnie vers eux d'autant que ne pouvions repasser par autre part à cause des eaues, marescages et grandz fossés, estans tant audit chemin que aux costés d'iceluy et approchans nous et nostredite compagnie près du pont, leur auroit esté<sup>322</sup> crié par aucuns de nostre compagnie qu'ilz nous laissassent passer. Néanmoins ilz ont visé leurs arquebuses vers nostredite troupe mais, la voyans venir au galop des chevaux comme dit est, se seroient retirez /<sup>450</sup> à costé et près dudit pont d'environ cinq ou six pas et par delà un fossé joignant iceluy pont à main gauche, où auroient laché trois arquebusades contre nostredite troupe, desquelles auroient atteint le cheval de poil rouge appartenent audit m<sup>e</sup> Dolle receveur, sur lequel estoit monté ledit Villy viguier, et un autre cheval de poil gris appartenant audit sieur commandeur, sur lequel estoit monté ledit Anthoine Gache son serviteur, tèlement que lesdits deux chevaux seroient tombés à l'instant à terre et demeurez comme mortz sur la place. Et, estant

---

<sup>322</sup> estre

ledit cheval de poil rouge tombé sur la jambe dudit Villy essayant se retirer dessous ledit cheval, luy a esté tiré encores un autre arquebusade. Et s'estant ledit Villy relevé auroit prins la fuite comme il auroit peu. Et avons encores esté suivis par tous les susdits jusque à bien advant deçà ledit pont de las Callades, où s'estant lesdits de Fréjus arrestés et désistés de nous poussivre pour ne nous pouvoir jiondre, nous sommes retirés et revenus audit lieu de Rocquebrune et nous retirans, repassans au devant dudit pont du Moulin, avons trouvé iceluy pont desnué de gens, n'y ayant personne. Auquel lieu de Rocquebrune avons dressé nostre /<sup>450<sup>v</sup></sup> présent procès-verbal et iceluy signé de nostre main, comme aussy ont fait tous les susnommés assistans, signés Antelmy, P. Boutin, f. Claude Aube, Félix, Matthey, Guirard prebtre et curé de Rocquebrune, Descombes, Genesy, Villy viguier de Fréjus, J. Caban présent, Deville présent, J. Fabry, Lacroix, Charles Martelly. Pour extrait et colationné à son original par moy cleric dudit sieur Antelmy, Genesy signé.

#### Demande du sieur évesque de Fréjus en exécution du précédant arrest de 1586

*1586, 16 juillet. – Requête présentée par l'évêque au Grand conseil pour obtenir la restitution des droits seigneuriaux sur les localités jadis dépendantes de son évêché.*

Messire François de Bouliers, sieur de Manne, évesque et seigneur temporel de Fréjus, demandeur en adjudication des droitz de justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère /<sup>451</sup> et autres tant de domaine que régalle à luy appartenant sur les lieux et terroirs de Fayence, Montaurous, Bagnoux, Le Puget, S<sup>t</sup>-Raphel, Agaye, Le Revest, Villepey, Bourigaille, S<sup>t</sup>-Julien, Seillans et autres lieux et terroirs dépendans dudit évesché contre monsieur le procureur général du Royau conseil déffendeur, dit par devant vous, nosseigneurs tenans le Grand conseil du roy, ce que s'ensuit :

En premier lieu qu'auparadvant la donation faite par Idelphons comte de Provence en l'année mil deux cens trois et au mois de novembre à Raymond, lors évesque dudit Fréjus, de tous et chacuns les droitz de domaine et fermes royaux, pouvoirs et autorités, juridictions, prééminences, franchises et libertés avec l'exercice de la justice haute, moyenne et basse, civile et criminelle sur les habitans de la ville et territoire de Fréjus et des autres lieux en dépendans, ledit évesché de Fréjus jouissoi(en)t paisiblement de plusieurs beaux et divers droitz et juridictions et entre autres du lieu et terroir de Fayence avec le chasteau, juridiction et terroir, des lieux de Bagnolz, Bourigaille, S<sup>t</sup>-Julien et Seillans, ensemble des lieux et terroirs de Montaurous /<sup>451<sup>v</sup></sup> Rocquebrune et Palaison et pareillement de tout [le] lieu, terroir et juridiction de S<sup>t</sup>-Raphel.

Outre lesquelz droitz et juridictions, dont lesdits évesques prédécesseurs dudit sieur demandeur jouissoient auparadvant ladite donation, ilz auroient despuis icelle jouy des droitz de justice haute, moyenne et basse, civile et criminelle sur tous les manans et habitans desditz lieux dont ilz estoient seigneurs pour le tout ou en partie à l'instar de ceux dudit Fréjus.

Appartenoit aussy en la manière susdite ausditz évesques de Fréjus le chasteau du lieu et terroir de Marsens, duquel il en auroit paisiblement jouy jusques en l'année mil deux cens trente-cinq et du mois de septembre qu'estant en faculté de disposer dudit lieu il auroit iceluy changé et permuté à Raymond Bérenguier, lors comte dudit Provence, pour le lieu et chasteau de Puget et son terroir, lesquelz il auroit ceddé, remis et transporté audit sieur évesque avec les droitz d'albergue, chevauchées, pasturages, talles, enquestes ou exactions en justice ou en juridiction,

telz et semblables que pour raison de ladite justice /<sup>452</sup> et jurisdiction luy auroient esté octroyées par Idelphons, son feu père, comte de Provence, par la susdite donation avec pouvoir et faculté de prohiber l'entrée dudit chasteau aux bailifz et autres officiers dudit comte sy ce n'est quand il plairoit audit sieur évesque la luy permettre.

Par le mesme échange et pour raison d'iceluy, ledit Raymond Bérenguier comte de Provence auroit donné, ceddé et remis audit sieur évesque de Fréjus le port et terroir d'Agaye avec pouvoir et faculté d'iceluy habiter et tenir les hommes et chasteau perpétuellement et à jamais aux mesmes droitz et libertés que ledit lieu du Puget, sauf et réservé que ledit sieur comte et les siens pourroient venir audit Agaye quand bon leur sembleroit et y séjourner à leurs propres despens et non aux despens dudit sieur évesque ny de ses sujetz et à la charge toutesfois qu'ilz ne pourroient entrer dans ledit chasteau sans l'express congé dudit sieur évesque, ainsy que plus amplement est porté par ledit contract de change, aux qualités et condictions duquel auroit ledit sieur évesque de Fréjus prins possession de tous lesditz droitz ez lieux du Puget et Agaye et iceux /<sup>452n</sup> tenus et possédés en la forme que luy auroient esté remis et transportés.

En l'année mil trois cens trois et au moys de janvier, l'archidiaque que pour lors estoit en l'église dudit Fréjus, auquel appartenoit la jurisdiction ou droitz d'icelle ez lieux de Bargemon et terroir inhabité de Favas, ensemble l'estang dudit Fréjus, à cause dudit archidiaconat, auroit remis par contract solemnel passé par devant Guillaume Vaumeillas et autorisé en la cour spirituelle d'Avignon en l'année mil trois cens soixante-six tous lesditz droitz, jurisdictions de Bargemon et Favas ensemble ledit estang au sieur évesque dudit Fréjus, moyennant les droitz jurisdictionnaux consistans en propriétés, scences, services, pentions, tasques et autres quelconques que ledit sieur évesque tenoit et possedoit au lieu de Ramatuelle, diocèse dudit Fréjus, et moyenant le scens annuel de cinq muidz de bled que l'église de Seillans servoit audit évesque avec les dismes de bled et agneaux des églises du Canet et Saint-André près ledit Canet et des deux muidz de vin que l'église du Canet /<sup>453</sup> servoit aussy audit sieur évesque, lequel auroit dès lors prins possession et longuement après jouy desditz droitz et estang, comme auroit aussy ledit archidiaque des autres droitz à luy cédez par ledit contract et desquelz celui qui est de présent en jouist encores paisiblement.

En l'année mil trois cens neuf et au mois de février, Charles second de ce nom roy de Jérusalem et de Sicile, comte de Provence, en considération des bons et agréables services à luy faitz par Jacques, lors évesque dudit Fréjus, son chancelier audit royaume de Sicille, luy donna et à ses successeurs évesques dudit Fréjus la part et portion que souloit appartenir à Guillaume d'Yères, chancelier, ou à Raymond son filz sur les chasteaux du Revest et Villepey à luy acquis et confisqués par droit dévolut avec tous et chacuns les droitz que luy pouvoient appartenir sur iceux, ensemble les hommes, vassaux, rentes, services, maisons, forteresses, vignes, terres cultivées ou à cultiver, plaines, montagnes, bois, pasturages, moulins, /<sup>453n</sup> eaux et cours d'icelles, tenemens terres et autres droitz jurisdictionnaux et domaniaux qui en pouvoient dépendre, en quitant et renonçant au préalable par ledit sieur évesque, comme il auroit incontinent fait, tous les droitz par luy prétendus sur les autres biens meubles et immeubles que ledit Raymond, fils dudit Guillaume d'Yères, tenoit soubz la mouvence dudit sieur comte et en ceste qualité auroit ledit sieur évesque esté saisy et prins possession desditz lieux et droitz donnés et permutés.

Semblablement en l'année mil quatre cens soixante-dix-sept et le neufviesme mars, désirant messire Urbain de Flisco, lors évesque dudit Fréjus, à l'honneur et louange de Dieu et de son église augmenter les droitz de son évesché et exercer charité envers le peuple et luy donner moyen de travailler et vivre en rendant les lieux inhabitez de sondit évesché habitables, auroit par le

moyen de m<sup>f</sup> Hector de Flisco, son frère /<sup>454</sup> et procureur, contracté et transigé pour l'habitation du lieu et terroir inhabité de Bagnolz, membre dépendant et appartenant audit évesque, avec Louys Mère du lieu de Thèse, diocèse d'Albengue en Rivière de Gènes, lequel, tant en son nom que de cinquante habitans dudit pays faisant chef de maison le chacun, auroit convenu avec ledit sieur de Flisco des droitz esquelz il les vouloit soubmettre et obliger pour raison de ladite habitation et, entre autres, auroit promis audit nom prester homage de fidélité audit sieur évesque à sa première réquisition tout ainsy que les habitans du lieu de Fayence, appartenant audit sieur évesque, luy sont tenus prester et faire et de luy payer outre ce les autres droitz, services et devoirs jurisdictionaux accoustumés et plus amplement espéciffiez et déclairez audit contract d'habitation, lequel, nonobstant que ledit sieur évesque eust en apprés fait difficulté de ratiffier et y eust eu pour raison de ce procès entre luy et lesdits habitans de Baignolz quy en auroit respectivement compris il auroit par sentence arbitrale deument ratiffiée sorty son plain et entier effect.

/<sup>454<sup>v</sup></sup> Suivant lesquelz privilèges, permutations et autres contractz cy-dessus respectivement désignés, lesdits sieurs évesques dudit Fréjus, prédécesseurs dudit demandeur, auroi[en]t paiciblement jouy des droitz et devoirs de justice haute, moyenne, basse, civile et criminelle, création des officiers pour l'exercice et administration d'icelle, ensemble des droitz de domaine et régalle espéciffiés ausdits contractz et privilèges en tous lesdits lieux et terroirs jusques à l'année mil cinq cens unse, que seroit intervenu arrest en la cour de parlement de Provence pour raison du procès intenté dez l'année mil quatre cens soixante-trois par les habitans dudit Fréjus, intervenant avec eux monsieur le procureur général du roy, à cause de l'usurpation qu'ilz vouloient faire sur les évesques dudit Fréjus de pareilz droitz de justice, domaine et régalle que leur avoient esté donnés par les comtes de Provence sur les habitans dudit Fréjus, son terroir et dépendances.

A l'exécution duquel arrest et soubz couleur /<sup>455</sup> que par iceluy la régalle des lieux de Fréjus et de Fayence, jointz pour ce regard audit sieur procureur général, avoit esté adjudgée au roy par provision, réservé audit sieur évesque son action au pétitoire, ledit sieur procureur général du roy et habitans de Fréjus auroient usurpativement compris et confondu la plus grande partie de tous les autres droitz jurisdictionaux et de justice à ladite régalle et par ce moyen privé lesdits évesques de la possession et jouissance immémoriale en laquelle ilz estoient de tous les susdits droitz, non seulement ausdits Fréjus et Fayence mais encores des lieux cy-dessus desnommés et espéciffiez.

Tèlement que, ne se contentant ledit messire Urbain, cardinal de Flisco, lors évesque dudit Fréjus, desditz arrest et exécution comme grandement préjudiciable aux droitz de son église, auroit voulu faire revoir ledit procès et à ceste fin obtenu lettres tant afin de révision dudit procès que exécution d'iceluy au Grand conseil, suivant lesquelles lettres la cause auroit esté retenue audit conseil, auquel seroient depuis intervenus plusieurs arrestz donnés entre lesdits sieur procureur général et habitans /<sup>455<sup>v</sup></sup> de Fréjus et les prédécesseurs évesques dudit sieur demandeur le vingt-neufviesme mars mil cinq cens dix-sept, vingt-troisiesme janvier mil cinq cens vingt-trois, vingtiesme mars mil cinq cens trente-deux, deuxiesme may mil cinq cens trente-trois, vingtiesme février mil cinq cens trente-huit et dousiesme février mil cinq cens quarante-deux, par lequel les parties auroient esté réglées à corriger leurs playdoyers et produire tout ce que bon leur sembleroit dans trois jours sans contredit ne signification de requeste et en droit et auroit joint ladite instance avec les autres instances pendantes au conseil entre lesdites parties.



Depuis lequel arrest à tout le moins depuis l'année cinq cens cinquante, la poursuite dudit procès auroit esté discontinuée tant parce que aucuns desdits évesques seroient décédés ou estoient estrangers et demeuroient hors du royaume qu'aussy à cause de la négligence ou ignorance desditz droitz jusques en l'année M V<sup>C</sup> quatre-vingtz-un que ledit sieur demandeur ,ayant esté prouvé dudit /<sup>456</sup> évesché de Fréjus et voulant entendre les droitz de son église comme estant protecteur et conservateur d'iceux, auroit esté adverty dudit procès aussy pendant et indéfiz audit conseil, ensemble de l'intermission et discontinuation d'iceluy.

Ce quy luy auroit donné occasion d'obtenir lettres pour estre receu à reprendre lesdits procès pendans au conseil et mentionnés esdites lettres et suivant icelles fait assigner lesdits sieur procureur général du Roy ensemble les manans et habitans dudit Fréjus. Et ayant respectivement esté ouis en l'audience dudit conseil et depuis l'enthérinement desdites lettres ledit conseil auroit donné arrest le dix-neufviesme mars mil cinq cens quatre-vingtz-deux, par lequel ledit sieur demandeur auroit esté receu à reprendre et poursuivre lesdites instances dont mention est faite ausdites lettres et en ce faisant auroit ordonné qu'il bailleroit sa demande dans huictaine, à laquelle ledit sieur procureur général du royourniroit de déffences huict jours après et de quinsaine en quinsaine bailleroient lesdites parties répliques et dupliques, produiroient /<sup>456v</sup> au mois ensuivant, bailleroient contreditz et salvations dans le temps de l'ordonnance et en droit.

Ayant satisfait audit arrest, lesdits sieur demandeur, procureur général et habitans de Fréjus ont respectivement produit et forny tout ce que bon leur auroit semblé. Apprés que de la part desdits habitans de Fréjus auroit esté practiqué plusieurs fuites et tergiversations et autres mauvais artifices pour esviter le jugement diffinitif desditz droitz de justice, domaine et régalle, finalement s'en seroit ensuivy arrest dudit conseil donné le premier jour d'avril dernier mil cinq cens quatre-vingtz-six, par lequel entre autres choses ledit conseil a mis et met les appellations intergettées par ledit sieur procureur général au néant et ordonné que ce dont a esté appellé tiendra, sortira son plain et entier effect et faisant droit sur l'instance d'exécution dudit arrest de l'année M V<sup>C</sup> unse, demandes, fins et conclusions dudit sieur demandeur pour raison desdits droitz de justice, régalle et domaine, ledit conseil luy a adjudgé et adjuge diffinitivement la justice haute, moyenne et basse /<sup>457</sup> mère mixte impère de ladite ville et territoire de Fréjus sur tous les manans et habitans d'icelle, confiscations, amandes, proffitz, esmolumens et tous autres droitz appartenans à ladite justice, telz et semblables dont les seigneurs ayant pareille justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère audit pays de Provence ont accoustumé user et jouir, avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge, greffier, sergent et autres officiers pour l'administration de ladite justice, et a ledit conseil enjoint ausdits manans et habitans de Fréjus de recognoistre et obéir ausdits officiers dudit sieur demandeur, a fait inhibitions et déffences à tous juges et officiers prétendans avoir provision du roy d'empêcher les officiers dudit sieur demandeur ny de s'entremettre en l'exercice de ladite justice haute, moyenne et basse, mère mixte impère de ladite ville et territoire de Fréjus et néantmoins ledit conseil a ordonné et ordonne que ez crimes et délitz où escherra punition de mort ou troncation de membres les officiers dudit sieur demandeur seront tenus renvoyer /<sup>457v</sup> sous bonne et seure garde les prisonniers et délinquans avec leurs procès instruitz par devant le juge de Draguignan, desquelz néantmoins les confiscations et amandes appartiendront audit sieur évesque de Fréjus, et du surplus desdites demandes, fins et conclusions ledit sieur demandeur ledit conseil en a absout lesdits procureur général du roy, manans et habitans, sauf et réservé audit sieur demandeur ses droitz en l'estang de Fréjus, chasteaux du Pugey, Agaye et moytié du chasteau du Revest, sur quoy lesdites parties seroient plus amplement ouyes par devant le commissaire exécuteur du présent arrest sans

préjudice aussy de la justice de Fayence, S<sup>t</sup>-Raphel et autres lieux prétendus par ledit sieur demandeur et déffences dudit sieur procureur général au contraire.

Suivant lequel arrest ledit sieur évesque de Fréjus conclud à ce que lesdits droitz de justice haute, moyenne et basse, mère mixte impère et autres tant de domaine et régalle à luy appartenans à cause de sondit évesché /<sup>458</sup> sur lesdits lieux et terroirs de Fayence, Montaurous, Bagnolz, Le Puget, S<sup>t</sup>-Raphel, Agaye, Le Revest, Villepey, Bourigaille, S<sup>t</sup>-Julien, Seillans et autres lieux et terroirs dépendans dudit évesché ensemble sur l'estang dudit Fréjus luy soient diffinitivement adjugés avec restitution de fruitz despuis l'indeue occupation, despens, dommages et inthérestz, signé Navières.

Le sèsiesme juillet mil cinq cens quatre-vingtz-six coppie de la présente demande a esté baillée et laissée à monsieur le procureur général du roy en son Grand conseil, lequel a fait responce que sur la mesme demande il y a heu arrest par lequel le conseil luy a donné trois mois pour venir déffendre et dire ce qu'il appartiendra. Fait par moy huissier audit Grand conseil soubzsigné, signé J. Vacher.

Le vingt-cinquesme septembre mil cinq cens quatre-vingtz-sept coppie de la présente demande a esté offerte, baillée et laissée à m<sup>e</sup> Simeon Camus, procureur de messire Gaspard de Pontevès, Barthélemy de Neris, m<sup>e</sup> Jean de Peyruis, les consulz de la communauté, manans et habitans de Fréjus et les manans et habitans de Fayence, S<sup>t</sup>-Raphel /<sup>458v</sup> et Seillans, parties adverses, lequel l'a refusée prendre et a requis qu'on luy communique le procès ou qu'on luy cotte où il est pour ce qu'il s'est prouvé contre l'arest, néantmoins luy ay laissé ladite coppie contenant sa responce. Fait par moy, signé L. Vacher.

Collation a esté faite de la présente coppie à son original datté et signé comme dessus par moy huissier ordinaire du roy et de son Grand conseil soubzsigné, signé Guillet.

Arrest du Grand conseil ordonnant de produire et déffendre  
sur la précédente demande

*1586, 30 juin. Paris. Arrêt du Grand conseil qui fixe à trois mois le délai accordé au procureur général et à la communauté de Fréjus pour fournir leurs défenses.*

/<sup>460</sup> Autre arrest du XV<sup>e</sup> juillet M V<sup>C</sup> IIII<sup>XX</sup> VII

*1587, 10 juillet. Arrêt du Grand conseil qui ordonne la remise par les parties de l'ensemble des pièces du procès pour rendre son jugement.*

/<sup>461</sup> Autre arrest du XXV<sup>e</sup> aoust M V<sup>C</sup> IIII<sup>XX</sup> VII

*1587, 25 août. Arrêt du Grand conseil donnant trois mois au procureur général et à la communauté de Fréjus pour fournir leur réponse aux demandes de l'évêque.*

/<sup>462</sup> Autre arrest du XXIX<sup>e</sup> aoust 1587

*1587, 29 août. Paris. – Arrêt du Grand conseil qui ordonne l'arrestation ou la convocation sous trois jours des particuliers présumés coupables de la rébellion du 22 mars 1586.*

Extrait des registres du Grand conseil du roy.

Veü par le conseil le procès-verbal de m<sup>e</sup> Louis Antelmy, conseiller du Royen sa cour de parlement de Provence du XVII<sup>e</sup> mars procédant à l'exécution de l'arrest intervenu audit conseil entre messire François de Bouliers évesque de Fréjus, le procureur général du roy et les manans et habitans dudit Fréjus du XXIX<sup>e</sup> mars M V<sup>c</sup> III<sup>xx</sup>VI, conclusions du procureur général, le conseil, ayant esgard aux conclusions dudit procureur général, a ordonné et ordonne que François Perrache, Honoré Villy, Jean Ballon, Jacques Moulinier, un nommé Fenier, Raymond Poussepan seront prins au corps, sy prins et appréhendez peuvent estre, et amenez prisonniers ez prisons dudit conseil, sinon adjournez à trois briefz jours afin de ban, tous et chacuns leurs biens /<sup>462v</sup> saisis et annotez, et a ledit conseil ordonné et ordonne que par le premier des conseillers dudit conseil trouvé sur les lieux, conseillers de ladite cour de parlement de Provence ou juges royaux il sera informé du contenu audit procès-verbal pour, ce fait, estre ordonné ce que de raison. Le présent arrest a esté remis au greffe dudit conseil, monstré au procureur général du roy le vingt-huitiesme jour d'aoust l'an mil cinq cens quatre-vingtz-sept et prononcé à Paris le vingt-neufviesme jour dudit mois et an. Colation est faite, signé Thielement.

Autre arrest du XXII<sup>e</sup> septembre 1587

*1587, 22 septembre. Paris. Le Grand conseil retient la cause qui oppose l'évêque à Gaspard de Pontevès, Barthélemy de Nérès, Jean de Peyruis et les communautés de Fréjus, Fayence, S'-Raphaël et Seillans au sujet des droits seigneuriaux.*

/<sup>464</sup> Autre arrest du XXIX<sup>e</sup> janvier 1588

*1588, 29 janvier. Le Grand conseil reçoit la déclaration de m<sup>e</sup> Simon Camus au nom des sieurs de Nérès, de Peyruis et consuls de Saint-Raphaël.*

/<sup>465</sup> Autre arrest du XV<sup>e</sup> may 1588

*1588, 15 mai. Le Grand conseil reçoit la requête de Gaspard de Pontevès, comte de Carcès, qui demande à séparer sa cause de celles qui opposent l'évêque de Fréjus à divers particuliers et communautés au sujet des droits seigneuriaux.*

Autre arrest du XXII<sup>e</sup> juin M V<sup>c</sup> III<sup>xx</sup> VIII

*1588, 22 juin. Le Grand conseil rejette la demande de Gaspard de Pontevès.*

*/<sup>470</sup> Arrest du 11 février 1604 pour l'exécution de l'arrêt de 1586*

*1604, 11 février. La Grand conseil ordonne l'exécution de l'arrêt du 29 mars 1586.*

*/<sup>472</sup> Arrest du Grand conseil pourtant cassation de quelques procédures  
faites en la cour de parlement de Provence*

*1604, 2 avril. Le Grand conseil prononce la cassation demandée par Barthélemy Camelin des procédures intentées devant le parlement de Provence et le juge de Draguignan par Jean-Louis Monnier, avocat général au parlement, avec condamnation de celui-ci aux dépens.*

*/<sup>473</sup> Autre arrêt de révocation*

*1606, 18 février. le Grand conseil casse l'arrêt du 17 janvier 1605 et les procédures intentées devant le parlement de Provence contre l'évêque par la communauté de Saint-Raphaël.*

*/<sup>474</sup> Lettres d'ajournement et inhibitions*

*1606, 28 juin. Le Grand conseil assigne les communautés du Puget et autres lieux dépendant de l'évêché de Fréjus à produire dans les trois mois et interdiction aux parties de poursuivre ailleurs que devant lui.*

*/<sup>476v</sup> Escritz du sieur évesque contre la péremption d'instance*

*S. d. [1606]. – Mémoire d'avocat qui tend à prouver que l'instance dont l'évêque demande la reprise n'est pas périmée.*

Joly, pour messire Barthélemy de Camelin, évesque et seigneur temporel de Fréjus, demandeur en deux requestes par luy présentées au conseil les unse et quinsiesme jours du mois de février mil six cens six, l'une contre monsieur le procureur général afin qu'il aye à convenir de derniers erremens et satisfaire aux règlements cy-devant donnez en exécution d'arrêt du premier jour */<sup>477</sup>* d'avril mil cinq cens quatre-vingtz-six entre luy d'une part et déffunct messire François de Bouliers vivant évesque de Fréjus d'autre, l'autre contre monsieur m<sup>e</sup> Jean-Louis de Monnier, conseiller du roy et advocat général en sa cour de parlement de Provence en son nom, afin qu'il aye à déclarer s'il veut intervenir audit procès et que l'arrêt quy interviendra sera exécuté contre luy.

Contre mondit sieur le procureur général et ledit sieur Monnier, advocat général, déffendeur et empêchant l'enthérinement desdites requestes et de leur chef requérant que l'instance soit déclarée périe, dict :

que ceste cause est de telle importance audit sieur évesque que sy le conseil déclaroit y avoir péremption, ledit sieur procureur général se promet estre deschargé de l'action entièrement et que

la prescription seroit acquise au roy. C'est pourquoy, voyant que, au lieu où il croit ouvrir la porte à la poursuite de son droit, on essaye de luy fermer cy rudement, il est contraint de toucher quelque chose du fondz pour ce que /<sup>477v</sup> le conseil a ceste équité par-dessus les autres courtz souveraines de ce royaume que, ez matières d'importance, il jette plustost les yeux sur le fondz de la cause que sur la forme, jugeant qu'il n'est pas raisonnable qu'une petite formalité soit cause de la perte du bien d'un homme, à plus forte raison examinera-il cela en ceste cause où il y a du bien de l'Eglise, de laquelle les roys de France sont les protecteurs et conservateurs, ce qu'il dit non par déffiance de sa cause et qu'il n'espère de monstrier clairement qu'il n'y a aucune péremption, mais pour ce qu'il ne veut rien obmettre en sa cause pour en faire reconnoistre l'équité.

Le conseil prendra donc, s'il luy plaît, que en l'an mil deux cens trois Idelphons second comte de Provence donna à Raimond lors évesque de Fréjus la ville et domaine de Fréjus avec tout son territoire et justice haute, moyenne et basse [et] plusieurs terres y desnommées, desquelles il les fit jouir paisiblement et sans controverse. /<sup>478</sup> Ceste donation feut confirmée par Bérenger, son filz, aussy comte dudit Provence en l'an mil deux cens vingt-quatre. Le mesme Bérenger, ayant envie de s'accomoder de la terre de Marsens appartenans audit sieur évesque, fit un eschange en l'an mil deux cens trente-cinq, par lequel, entre autres choses, il luy donne au lieu dudit Marsens la terre du Puget et Agaye avec ses droitz, noms, raisons et actions, ensemble la justice, le tout comme il est désigné audit contract d'eschange. Ces contractz tant de donation que eschange ont esté confirmés par les comtes de Provence et roy de Sicile en l'an quatre cens cinquante-sept, par Louis unsiesme royde France quy unit la Provence au royaume de France, par Louis dousiesme et François premier, tèlement que les droitz des évesques ont esté confirmés et recogneus par les roys. En quoy il faut dire qu'ilz ont taisiblement voulu que ce quy appartenoit à l'Eglise feut conservé et n'entendent de s'aider à l'encontre dudit sieur évesque d'aucune prescription, /<sup>478v</sup> comme aussy n'est-ce pas le vray genre d'acquérir par les roys sur leurs sujetz, sur lesquelz *imperio omnia possident proprietate apud singulas descripta* dit Sénèque.

Or il dadvient que, en l'an mil quatre cens soixante-trois, les habitans de Fréjus se voulurent attribuer la justice de la ville et banlieue. De fait ilz s'en emparèrent et establirent des officiers puis, ignorans qu'il estoit impossible que soubz leur nom ilz le puissent faire, ilz se gettent entre les bras de monsieur le procureur général au parlement de Provence et disent que la justice et les droitz de régalle et domaine appartient au roy. Ceste cause feut déffendue par monsieur le procureur général et à cause des troubles tellement continuée que finalement y eust arrest audit parlement en l'an mil cinq cens unse, par lequel ledit sieur évesque feut réintégré en tous ses droitz de justice et devoirs, sauf à luy d'agir pour quelque droitz de régalle par action pétitoire.

/<sup>479</sup> En l'an mil cinq cens trèse le procès feut évocqué au conseil et l'arrest exécuté par défunt monsieur Godon, conseiller au conseil, et par un des messieurs du parlement de Provence. De ces exécutions y eut appel, sur iceux plusieurs procédures au conseil jusques en l'an mil cinq cens quarante-deux, depuis lequel temps elles feurent interrompues jusques en l'an mil cinq cens quatre-vingtz-un que déffunct messire François de Bouliers évesque de Fréjus, en vertu de lettres patentes, reprit le procès auquel monsieur le procureur général fit la mesme objection que à présent. Mais le conseil ne s'y arresta et feut oronné que monsieur le procureur général déffendroit, ce quy feut fait et tèlement procédé que, par arrest de l'an mil cinq cens quatre-vingtz-six, le procès feut jugé, ledit sieur évesque maintenu en plusieurs droitz et, encores qu'il eut escrit et produit tout ce qu'il croyoit pouvoir servir pour estre maintenu en la terre de Puget, Agaye et autres, ce /<sup>479v</sup> néantmoins le conseil, par son arrest du premier jour d'avril mil cinq cens

quatre-vingtz-six, ordonne que pour le regard du chasteau du Puget, Agaye et autres lieux les parties contesteroient plus amplement.

En exécution dudit arrest, ledit sieur de Fréjus fit de grandes poursuites contre ledit sieur procureur général et les habitans de Fréjus jointz à luy, il donna sa demande en exécution et contestation plus ample. Monsieur le procureur général et les habitans donnèrent leurs déffences et sur ce point intervint le sieur comte de Carcès, lequel prétendant que la terre de Revst luy appartenoit, il présenta requête au conseil afin d'intervenir au procès et ordonner que l'instance concernant ladite terre de Revest seroit séparée de ladite exécution d'arrest. Le sieur évesque l'empêcha et feut en l'an mil cinq cens quatre-vingtz-huict donné arrest par lequel il feut débouté de son instance de desjonction. Voila les poursuites qui feurent /<sup>480</sup> faictes jusques au mois d'aoust ou septembre mil cinq cens quatre-vingtz-huict. Les troubles quy intervindrent en France dez le vingt-troisiesme jour de décembre mil cinq cens quatev-vingtz-huict sont assés notoires, pendant lesquelz le sieur évesque de Fréjus décedda à Sisteron, où ses papiers et principalement ce quy concernoit ce procès feut diverty par des personnes quy en vouloient faire leur proffit comme l'évènement le monstre. La mort donc dudit sieur fut en l'an mil cinq cens quatre-vingtz-dix, depuis lequel temps, le siège estant vaccant jusques en l'an mil six cens que ledit sieur Camelin feut pourveu et print possession dudit évesché.

Aussytost il feut adverty des droitz que le déffunt sieur évesque prétendoit sur ledit Puget et le voyant que monsieur Monnier, advocat général au parlement de Provence, en jouissoit et qu'il avoit par procès-verbal fait par monsieur Godon, conseiller au conseil, l'an mil cinq cens dix-huict, par /<sup>480v</sup> lequel il avoit réintégré le sieur évesque quy lors estoit en la possession du Puget, il intenta une action contre luy de réintégrande, laquelle a duré jusques en l'an mil six cens quatre qu'elle feut jugée au conseil.

Pendant ceste poursuite, ceux quy manioient les affaires dudit sieur de Fréjus à Paris feurent advertis que un nommé Saxi avoit les productions, tiltres et enseignemens que le sieur de Fréjus de Bouliers avoit amassés pour la poursuite dudit procès. Ilz traictent avec luy pour les recouvrer, ilz offrent de l'argent, mais il se rendoit trop cher. Ilz trouvent le moyen, comme il sortoit hors de Paris en ammenant un coffre plain de papiers, de faire saisir ledit coffre par le prévost de l'hostel. A la suite, dedans ce coffre se trouve partie des productions dudit sieur de Fréjus, lesquelles ont apris audit sieur évesque où il pourroit recouvrer ses productions et le surplus des pièces et par ce qu'il en a recouvré il a recogneu l'estat de ceste procédure /<sup>481</sup> pour l'exécution dudit arrest. Cela luy a donné sujet de présenter deux requestes au conseil, l'une contre monsieur le procureur général afin qu'il feut dit qu'il reprendroit ledit procès et satisferoit aux réglemens donnez, l'autre contre ledit sieur Monnier afin qu'il intervint audit procès pour y donner ses déffences et desduire ses moyens sy bon luy sembloit, autrement que l'arrest quy interviendroit avec monsieur le procureur général seroit exécutoire contre luy.

Sur ces deux requestes, le conseil a ordonné que ledit sieur de Fréjus les fairoit en jugement. Monsieur le procureur général et monsieur Monnier ont soustenu qu'ilz ne pouvoient reprendre le procès, d'autant que l'instance estoit périe et que l'action estoit prescrite. C'est ce qu'il faut examiner à présent et prétend ledit sieur évesque monstrier par trois moyens qu'il n'a aucune péremption d'instance.

Le premier est qu'il est question de l'exécution d'un arrêt, laquelle ne peut périr car les parties ont tousjours trente ans pour en /<sup>481v</sup> demander l'exécution. La raison est que, puisque nous disons *in judiciis quasi contrarion* ce que le juge ordonne contradictoirement entre deux parties tient comme lieu d'un contract, l'exécution duquel dure trente ans. Toute ordonnance de juge par laquelle il

enjoint à une partie de faire quelque chose a traict à trente ans comme quand elles sont appointées contraires il y a trente ans pour faire les faitz et poursuivre la cause ainsy que le conseil a jugé. La raison est tirée de ce qu'on dit que la contestation en cause a cest effect qu'elle continue l'action à trente ans après ladite contestation, encores que l'action seroit anuale comme pour un retraits linager il est prescript par an et un jour. Et néantmoins s'il y a procès pour raison du retraits après que la cause est contestée, elle dure trente ans tant la contestation de la cause a de pouvoir. C'est pourquoy la loy dit « *non solet deterior fieri eorum causa qui litem sunt contestati sed plerumque melior, L. non solit. ff. de regul. jur.* » et, afin que ce point /<sup>482</sup> soit terminé par l'opinion de noz praticiens françois, monsieur Bourdin, procureur général au parlement de Paris, sur l'article six-vingt de l'ordonnance de l'an mil cinq cens trente-neuf, quy ordonne les péremptions d'instance à trois ans, dit après avoir longuement discouru sur la péremption « nous concluons donc pour la vraye interprétation de cest article qu'advant la cause contestée l'instance n'estant ancores telle peut estre dit périé, au contraire sy elle est commancée et la cause contestée nous ne pouvons dire qu'elle soit périé par trois ans, ains que par interprétation elle est extendue et prorogée jusques à trente ans voire à quarante ans selon la nature de la chose sujete ».

Ainsi la cause estant contestée par un arrest quy dit que les parties contesteront plus amplement, il faut dire qu'il n'y a aucune péremption, les parties ayant donné leurs demandes et déffences, veu principalement que pour le regard dudit sieur évesque il avoit escrit et produit tout ce qu'il prétendoit estre suffisant pour /<sup>482v</sup> obtenir gain de cause. Voila pour le premier moyen.

Le second moyen est que le siège a tousjours vacqué et que, tant pendant les troubles que pendant la vaccance du siège, nulle prescription ne peut courir contre l'Eglise comme il est textuellement décidé *in cap. ne se vacc. aliq. inovet*, où il dit « attandeu *quod episcopali sede vacante nihil debet inovari cum non sit qui ecclesiae jus tueatur petitionem tuam nequimus exaudire* ». La prescription n'a lieu que lorsque les personnes contre quy on prescrit ont pouvoir d'agir et de se déffendre. C'est ce que le vulgaire Brocard de droict dit « *contra non valentem agere non curare prescriptionem* ». Il faut que *expereundi potestas sit actori et reo, L. et ff. de divers. et tempor. prescript.* La raison des prescriptions n'est pas seulement fondée sur la diligence et vigilance des propriétaires et autres prétendants droict, *cau. prima actione 16 /<sup>483</sup> quest. 2<sup>a</sup> et l. 1, C. de annal. prescript.* C'est pourquoy les prescriptions ne courent jamais contre les mineurs pour ce qu'ilz de sont pas cappable de se déffendre ny d'agir.

Or la péremption d'instance est une prescription de laquelle, encore que l'ordonnance dise personne n'est relevé, sy est ce que, quand elle se rencontre contre un mineur quy n'a point de tuteur, jamais elle n'a lieu et, quand il a un tuteur, elle n'a lieu sinon au cas qu'il puisse avoir son recours par son tuteur.

Le siège de l'évesché vaccant, il a esté facile de prescrire car il n'y avoit personne quy peut faire poursuite du procès, c'est un mineur quy n'a point de tuteur, contre quy peut-on prescrire ? Il a esté facile de vendre le bien de l'église. S'il y eust eu un évesque, il eut bien empêché que Le Puget eut esté vendu. Monsieur Monnier, quy devoit tenir la main à la déffence et conservation du bien de l'église le siège vaccant, luy estant advocat général, a luy mesme acquis et pour deux cens escus s'est fait /<sup>483v</sup> adjuger huict cens livres de rente.

Donc ledit sieur dit que la péremption ne peut courir contre luy que depuis qu'il a peu agir, *L. in rebus, C. de jur. dot., L. aminci., ff. de calumniatoribus, C. p<sup>a</sup>, C. de annal. prescript.*, et ainsi le siège ayant vacqué il n'y peut avoir péremption ny prescription.

Le troisieme moyen sert de réplique à ce qu'ilz pourroient dire que, depuis qu'il est évesque que feut en l'an six cens, trois ans et plus se seroient escoulés, pendant lesquelz la prescription doit

avoir couru et la cause périée. A cela il respond très pertinement que par la loy de droit celuy qui fait des poursuites n'est point en demeure, *non cessat* qui agit comme il est traicté in *L. contra majores, C. de inos. testam.* Celuy qui poursuit le recouvrement de ses biens et droitz par une voye ne peut estre accusé de paresse et ceste forme de poursuite luy conserve toute autre action qui luy appartient pour le recouvrement de la mesme chose et *non prohibetur* /<sup>484</sup> *successori pluribus actionibus agere.* Ladite loy fournit l'exemple de celuy qui après la mort de son père a dit que le testament estoit faux et, le procès jugé après six ans, il est jugé que le testament est bon, après cinq ans il dit qu'il est inofficieux et agit *querela inoficiosi*, il n'a que cinq ans pour proposer sa plainte, après ce temps il n'y est recevable. La loy sur ceste question dit que, puisque pendant les cinq ans il a fait ses poursuites pour avoir la succession du père, il n'est point exclus par le temps et qui peut agir, car il suffit qu'il intente une telle action que, s'il obtenoit ses conclusions, il puisse recevoir la chose pour ce qu'il n'a point d'inthérest par quel moyen il la puisse recouvrer, « *L. intra utile ff. de minoribus respondi cognosci posse ac si intra aetatem esset* » dict Scevola. Mais plus textuellement in *L. morae litis C. de rei vindicat morae litis causam possessionis non instruant adjudicandum possessionis prescriptionem.*

Le sieur évesque de Fréjus, aussytost qu'il a esté en possession, a intenté une action de /<sup>484v</sup> réintégrande contre ledit sieur Monnier afin d'estre remis en la possession de la terre du Puget. Il a esté cinq ans à la faire juger. Pendant ce temps il demande la chose et, s'il l'eust recouvrée par la réintégrande, il seroit à seureté contre toutes péremptions et prescriptions. Ne jouissant pas, il reprend après ceste action qui ne consonne point celle qu'il poursuit aujourd'huy, l'instance d'exécution d'arrest, instance qu'il ne sçavoit pas d'autant que les pièces estoient entre les mains dudit Saxe, ce que l'advocat de monsieur Monnier sçait estre véritable pour ce que par son ministère comme lieutenant de la prévosté de l'hostel il a fait la saisie du coffre de Saxe et fait donner les papiers.

Sa poursuite le conserve contre toute péremption et prescription et, pour finir ceste cause, il dira que, ayant à faire au roy, monsieur le procureur général doit rechercher le vray droict de prescription, duquel le roy, estant exempt contre ses sujetz, il est raisonnable qu'il use plus modérément contre eux. C'est pourquoy en tel cas le roy /<sup>485</sup> Théodoric escrivoit à son advocat dit dedans Cassendre, *lib. 1 epistol.* « *22 non quoties superis sed quemadmodum vincas inquam non queras de potestate nostra sed de jure victorias fisci super mala causa sub bono principe* ». Nous sommes sous un roy qui estant protecteur de l'Eglise et de ses biens ne les veut pas usurper par une prescription qui n'a peu avoir lieu pendant les troubles.

Par ces moyens il conclud à ce qu'il plaise au conseil ordonner que, sans avoir esgard à la prétendue péremption d'instance, que ledit sieur procureur général et Monnier satisfairont aux règlements donnés en la cause et demande, despens, dommages et inthérestz.

#### Arrest du Grand conseil sur la péremption d'instance

*1606, 5 juin. Arrêt du Grand conseil qui donne raison à l'évêque, refuse la péremption et ordonne la poursuite de l'instance contre le procureur général et le sieur Monnier.*

/<sup>488v</sup> Arrest de renvoy au Grand conseil



1608, 9 avril. *Le Conseil privé renvoie devant le Grand conseil le procès qui oppose Henry de Fabry, sieur de S<sup>t</sup>-Raphel, subrogé aux droits de m<sup>r</sup> François de Foresta, sieur de Rogiers, conseiller au parlement d'Aix, à l'évêque Barthélemy Camelin.*

<sup>/490</sup> Lettres

1608, 9 avril. *Lettres patentes qui ordonnent la signification aux parties de l'arrêt précédent.*

<sup>/491</sup> Autre arrest

1608, 27 août. *Le Conseil privé renvoie au Grand conseil le jugement de la cause entre l'évêque et le procureur général et la communauté de Fayence.*

<sup>/494</sup> Arrest du Grand conseil obtenu par messire Barthélemy Camelin évêque de Fréjus contre les habitants de laditte ville et autres lieux du dernier septembre 1608

1608, 30 septembre. Paris. — *Arrêt du Grand conseil rend à l'évêque la juridiction sur les localités dépendantes de son évêché.*

Henry, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, à tous ceux qui ces présentes lettres verront salut. Sçavoir faisons que par arrest de nostre Grand conseil donné entre messire Barthélemy Camelin, évesque de Fréjus, demandeur et requérant qu'en exécutant l'arrest de nostredit conseil du premier avril quatre-vingtz-six, sixiesme avril six cens six, la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère et droictz tant de domaine et régalle à luy <sup>/494v</sup> appartenans à cause de sondit évesché de Fréjus ez terroirs de Fayence, du Puget, Agaye, Montaurous, Rocquebrune, Bagnolz, S<sup>t</sup>-Raphel, Le Revest, Palaison, Villepeys, Bourigalles, S<sup>t</sup>-Julien, Seillans, Favas, Bargemon, estang de Fréjus et autres lieux et terroirs dépendans dudit évesché de Fréjus luy soient difinitivement adjudgés avec restitution de fruitz, d'une part et nostre procureur général, déffendeur, d'autre part ;

et entre ledit évesque de Fréjus, demandeur et requérant l'nthérinement d'une requeste du premier aoust six cens sept tendant afin que l'arrest quy interviendra avec nostredit procureur général soit exécuté à l'encontre des détempteurs desdicts lieux, d'une part et nostredit procureur général et m<sup>r</sup> Jean-Louis Lemonnier, nostre advocat général en nostre parlement dudit Provence, messire Gaspard de Pontevès, sénéchal de Provence, messire Jean de Dole, m<sup>r</sup> Nicolas de Peruis, advocat en nostre parlement de Provence, m<sup>r</sup> Henry Fabry et les consulz, manans et habitans desdits lieux du Puget, de Fayance, du Revest, de Seillans, S<sup>t</sup>-Raphel, <sup>/495</sup> de Montaurous, de Favas, de Bargemon, de Bagnolz, de Bourigalle, de Palaison et de Rocquebrune, lesdits de Rocquebrune ayant pris le fait et cause pour ledit Dolle à cause de la moytié de Villepeys, déffendeurs, d'autre ;

et entre lesdictz Lemonnier, de Peyruis et Fabry, demandeurs et requérans que nostredit procureur général soit condamné les acquiter et garentir desdictes demandes et poursuites avec despans, dommages et inthérestz, d'une part et nostredit procureur général, déffendeur, d'autre ;  
veu par nostredict conseil :

- les escriptures desditz évesque de Fréjus, Lemonier, Fabry, de Peruis et des habitans dudit Rocquebrune et inventaire de la production des habitans de Fayence contenant leur déclaration que ledit inventaire est pour servir de moyens et instructions à nostredit procureur général à l'encontre dudit évesque du premier septembre six cens huict, lesdictes requestes, ledit arrest du premier avril mil cinq cens quatre-vingtz-six, six cens six, par lequel nostredit conseil auroit adjudgé difinitivement audit évesque la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère de la ville et territoire de Fréjus sur tous /<sup>495v</sup> les manans et habitans d'icelle, confiscations, amandes, proffitz, esmolmens et tous droitz appartenans à la justice, telz et semblables dont les seigneurs ayans pareille justice, mère et micte impère audit pays de Provence ont accoustumé d'user et jouir, avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge, greffier, sergens et autres officiers pour l'administration de ladite justice et enjoinct aux manans et habitans dudit Fréjus de reconnoistre et obéir ausdictz officiers dudit évesque et fait déffences à tous juges et officiers prétendans avoir provision de nous d'empêcher les officiers dudit évesque ny s'entremètre en l'exercice de ladite justice haute, moyenne et basse, mère mixte impère de ladite ville et territoire de Fréjus et néantmoins ordonne que les crimes et délitz où escherroit punition de mort ou troncation de membres les officiers dudit évesque de Fréjus seroient tenus renvoyer sous bonne et seure garde les prisonniers et délinquans avec leurs procès instruitz par devant le juge de Draguignan, desquelz néantmoins les confiscations ou amandes appartiendroient audit évesque de Fréjus, /<sup>496</sup> fait et réservé audit évesque ses droitz sur l'estang dudict lieu de Fréjus, chasteau du Puget, Agaye, moitié du chasteau de Revest, de Fayence, S<sup>t</sup>-Raphel et autres lieux prétendus par ledit évesque de Fréjus, et déffences de nostredit procureur général, au contraire demandes dudit évesque de Fréjus en exécution dudit arrest ;
- signification et coppie desdictes demandes baillées tant à nostredit procureur général qu'ausdicts habitans de Puget, Seillans, Fayence, de Rocquebrune et Lemonier, Dolle, de Peruis ;
- déffances de nostredit procureur général ;
- arrestz de nostredit conseil des neufviesme juillet cinq cens quatre-vingtz et huict et cinquiesme juin six cens six par lesquelz auroit esté ordonné que les déptenteurs des lieux sur lesquelz ledit évesque prétendoit lesdictz droitz seroient appellés à la diligence dudit évesque ;
- procès-verbaux des assignations données ausdits Monnier, de Foresta, Dolle, de Peruis, de Pontevès, consulz et habitans desdits lieux du Puget, S<sup>t</sup>-Raphel, Fayence, Seillans, de Revest, de Rocquebrune, Bagnolz, Bargemon, de Montaurous, de Villepeys et de Favas des douse, trèse et quatorsiesme aoust quatre-vingtz-six, /<sup>496v</sup> huictiesme mars, deuxiesme may six cens trois, vingt-uniesme et vingt-sixiesme avril et dernier may et unziesme décembre six cens sept ;
- donation d'Idelphons comte et marquis de Provence audit évesque de Fréjus de toutes les justices qu'il avoit ou auroit cy-apprès en tout le tènement de ladite église de Fréjus soit au-dedans ou dehors, des villes ou chasteaux dudit évesché et dépendences dudit Fréjus de quelque contract ou cause et à l'encontre de quy que ce feut, déffendant expressément que luy ny ses officiers et successeurs, juges et officiers de sesdits successeurs ne quy que ce soit demeurant en ladite ville de Fréjus et chasteaux appartenans à ladite église dès lors ou par après ilz peussent prétendre aucuns droitz ny

exercer aucunes justices et que ledit évesque et ses successeurs puissent connoistre et juger de tout ce quy adviendrait en ladite terre, à la charge toutesfois que ez crimes et délitz où il escherroit punition de mort ou troncation de membres les officiers dudit évesque de Fréjus seroient tenus renvoyer les prisonniers /<sup>497</sup> et délinquans avec leurs procès instruitz par devant les juges de Draguignan, desquelz néantmoins les confiscations appartiendroient audit évesque et église de Fréjus, en datte *anno ab incarnatione Domini M CC<sup>C</sup> trois, indictione quinta, luna tertia, mensis novembris feria quinta* ;

- autre donation dudit Ildephons audit évesque de pouvoir acuérir en tout le comté de Provence sans autre congé, du mois de novembre mil deux cens huit ;
- autre donation de Raymond comte dudit Provence audit évesque de la moytié de la gabelle du sel, proffictz et autres droictz qu'il avoit à cause d'icelle audit Fréjus, du mois de mars mil deux cens vingt-cinq ;
- lettres de confirmation desdictes donations et privilèges par lesdits comtes de Provence des mois d'aoust et vingt-quatriesme aoust mil deux cens vingt-quatre, douse, vingt-quatre et vingt-huictiesme octobre deux cens quatre-vingtz-sèze, sèsiesme may et neufviesme aoust trois cens soixente-huict, sèsiesme juin quatre cens unse, vingt-sixiesme février quatre cens trente-huict, septiesme décembre quatre cens cinquante-sept, second février /<sup>497v</sup> quatre cens soixante-dix-huict, dix-neufviesme décembre quatre cens quatre-vingtz-un, du mois d'octobre quatre cens quatre-vingtz-six, du mois de juin quatre cens quatre-vingtz-dix-huict, du mois d'avril cinq cens quinze et du mois de novembre cinq cens quarante-sept ;
- autres lettres de révocation de l'aliénation du domaine audit pays de Provence dez vingtiesme juin cinq cens trente-deux et vingt-uniesme septembre cinq cens trente-trois ;
- lettres des grand séneschaux et gouverneurs dudit Provence par lesquelz ilz confirment lesdictes donations et privilèges, des vingt-troisiesme may, premier et huictiesme juillet trois cens quatre-vingtz-neuf, second septembre quatre cens neuf, quatorsiesme avril quatre cens trèze, huictiesme aoust quatre cens sèze, vingtiesme avril quatre cens dix-sept, septiesme may mil quatre cens dix-huict, huictiesme aoust quatre cens vingt-neuf, huictiesme dudit mois quatre cens quatre-vingtz-un, huictiesme mars quatre cens vingt-deux, dousiesme avril quatre cens /<sup>498</sup> quatre-vingtz-rois, vingt-cinquiesme novembre quatre cens quatre-vingtz-quatre et huictiesme mars quatre cens quatre-vingtz-unse ;
- sentence arbitrale d'entre ledit évesque de Fréjus et le chappitre dudit lieu par laquelle, veu lesdites donations et privilèges dudit Idelphons, ladicté justice et jurisdiction, qu'exerçoit ledit chappitre dudit Fréjus sur ses subjectz, auroit esté adjudgée audit évesque de Fréjus du dixiesme février mil trois cens trois ;
- confirmation de ladite sentence arbitrale par ledit comte de Provence du dix-huictiesme mars audit an ;
- autres ordonnances desdits séneschaux de Provence par lesquelles ils remettent les juges dudit évesque en sa justice ostée par les juges royaux du huictiesme aoust quatre cens soixante-sèze et vingt-cinquiesme novembre quatre cens quatre-vingtz-quatre ;
- sentences du juge de Draguignan par lesquelles, veu les susdits privilèges et donations, il renvoye les criminelz au juge dudit évesque de Fréjus audit Fréjus du second septembre mil quatre cens neuf, quatorsiesme avril quatre cens trèze, vingt-uniesme avril quatre cens dix-sept /<sup>498v</sup> quinsiesme février quatre cens vingt-un, huictiesme mars quatre cens quatre-vingtz-unse ;

- autre sentence dudit juge de Draguignan par laquelle, veu lesdits privilèges, il révoque tout ce quy a esté fait contre et au préjudice de la justice dudit évesque du quatriesme mars quatre cens quatre-vingz-dix ;
- certificatz extraictz des archives et chambre des comptes dudit Provence des droictz dudit évesque du troisieme juillet mil trois cens neuf ;
- adveus et hommages rendus au comte de Provence par ledit évesque de Fréjus de tout le temporel et droict que ledit évesque avoit à cause dudit évesché en la ville de Fréjus et autres lieux dudit évesché des dix-septieme octobre trois cens quarente-six et dousiesme dudit mois trois cens quatre-vingtz dix-neuf ;
- autres actes d'hommages dudit évesque ausdit comtés de Provence pour ladite ville et terroir de Fréjus, chasteaux de Fatence et du Puget, Montaurous, Palaison, Bourigaille, Bagnolz et de tous les droictz et domaines qu'ilz avoient audit évesché des septiesme décembre trois cens quatre-vingtz et six et huictiesme novembre quatre- /<sup>499</sup> cens vingt-neuf ;
- autres actes de foy et hommages rendus par lesdits évesques de Fréjus ausdits comtes de tous les droictz audit évesque appartenans aux chasetaux et territoires de Rocquebrunbe et de Palaison du sixiesme juillet mil quatre cens vingt-neuf ;
- autres actes des adveus rendus par ledit évesque de Fréjus en la chambre des comptes dudit Provence du septiesme may cinq cens trente-sept ;
- procuration dudit évesque pour rendre ledit adveu du sèsiesme novembre audit an ;
- testament de Charles d'Anjou comte de Provence du dixiesme décembre quatre cens quatre-vingtz-un ;
- lettres de réunion dudit comté de Provence à la Couronne du mois d'octobre quatre cens quatre-vingtz-six ;
- contract d'eschange d'entre ledit comte de Provence et l'évesque dudit Fréjus de la terre et seigneurie de Marsens baillée par ledit évesque audit comte pour et au lieu de ladite terre et seigneurie du Puget et Agaye baillée audit évesque par ledit comte en datte *14<sup>o</sup> kalendas septembris* 1235 ;
- autre contract d'union à la mense épiscopale dudit Fréjus desdictes terres et lieux de Bargemon, Favas et estang de Fréjus du second janvier /<sup>499<sup>m</sup></sup> mil trois cens un ;
- déclarations des officiers et habitans desdits lieux de Puget, S<sup>t</sup>-Raphel, Fayence, Villepeys, Bagnolz, Seillans, Bourigalles et Montaurous des vingt-huictiesme septembre mil deux cens quatre-vingtz-dix-sept, quatriesme janvier mil trois cens huit, vingt-neufviesme dudit mois trois cens trente-deux, trèsieme dudit mois trois cens trente-trois et vingt-quatriesme may quatre cens trente-six ;
- inventaire des tiltres dudit évesché de Fréjus du dousiesme may quatre cens quatre-vingtz-quinse ;
- extraictz des comptes rendus en la chambre des comptes de Provence par l'économe estably au revenu temporel dudit évesché de Fréjus *sedde vacante* des receptes des lieux dudit Fréjus, du Puget, S<sup>t</sup>-Raphel, Villepeys, Rocquebrune, Le Revest, Muy, Seillans, Flayosc, Montaurous, Bagnolz, Favas, Bargemon et autres audit évesché appartenans des années mil quatre cens soixante-douse, soixante-trèse, quatorse et soixante-quinse ;
- bailz à ferme par ledit évesque d'aucuns droictz dudit évesché des huictiesme mars quatre cens quatre-vingtz-trois, /<sup>500</sup> troisieme juin et quatriesme juillet cinq cens dix-neuf ;

- Livre Rouge dans lequel sont les droictz dudit évesque sur les lieux de Fréjus, Puget, S<sup>t</sup>Raphel, Montaurous, Fayence, Bargemon, Favas, Villepey, Palaison, S<sup>t</sup>-Julien, Rocquebrune et autres de l'an mil quatre cens ;
- procès-verbal du juge de Draguignan sur la saisie du revenu temporel dudit évesché *sedde vacante* l'an mil cinq cens quatre-vingt-unse ;
- procès-verbal de l'establisement de commissaire de la personne de m<sup>e</sup> Boniface Dolle à la recepte dudit revenu temporel *sedde vacante* du vingt-huictiesme décembre audit an ;
- estat baillé au commissaire dépputé par nostre cour de parlement de Provence par ledit Dolle du temporel et droictz dudit évesché esdits lieux de Fréjus, Puget, Rocquebrune, Palaison, Villepeys, S<sup>t</sup>-Raphel, au Muy, Flayosc, Lorgues, Fayence, Montaurous, Bagnolz, Escragnolle, Bargemon, Séranon et Chasteauvieux du second janvier quatre vingt-douse ;
- sentence dudit commissaire dépputé desdits jour et an par laquell il auroit commis et continué les officiers dudit évesque en l'exercice de leurs /<sup>500<sup>v</sup></sup> charges par provision desdits jour et an ;
- procès-verbal du bail de l'administration du revenu temporel appartenant audit évesque esdits lieux de Fréjus, Puget, Rocquebrune, S<sup>t</sup>-Raphel, Montaurous, Bagnolz, Fayence, Séranon, Chasteauvieux, Lorgues, Le Muy et Flayosc du vingtiesme desditz mois et an ;
- provision dudit évesque aux offices desdits lieux du Puget, Fayence, S<sup>t</sup>-Raphel, Revest, Villepeys, Seillans et Rocquebrune du vingt-quatriesme novembre trois cens soixante-un, dix-huictiesme avril quatre cens cinq, neufviesme novembre quatre cens quatre-vingz-cinq, neufviesme dudit mois cinq cens un, vingt-sisiesme juillet cinq cens deux, dix-neufviesme juin cinq cens quatre, huictiesme octobre cinq cens cinq, huictiesme mars cinq cens dix, vingtiesme may cinq cens trente et deuxiesme dudit mois cinq cens trente-deux ;
- autres provisions esdits offices par ledit chappitre dudit Fréjus *sedde vacante* des quinsiesme et dix-huictiesme avril mil quatre cens cinq, neufviesme novembre quatre cens quatre-vingtz-quinse, vingt-sixiesme juin quatre cens quatre-vingtz-sèse ;
- autres commissions /<sup>501</sup> des officiers dudit Fréjus aux offices de lieutenans esdictz lieux des vingt-troisiesme octobre cinq cens vingt-six, cinquiesme juin cinq cens vingt-huict ;
- autre provision ausdictz officiers par le chancellier dudit Provence *sedde vacante* du neufviesme novembre mil quatre cens quatre-vingtz-cinq ;
- homages rendus par les habitans dudit lieu de Puget audit évesque des septiesme avril mil trois cens soixante-six, dernier octobre quatre cens vingt-cinq et troisisme avril quatre cens quatre-vingtz-dix-neuf ;
- bailz par ledit évesque des herbages dudit lieu du Puget des quatriesme aoust trois cens quatre-vingtz-dix-neuf, septiesme octobre quatre cens soixante-douse, vingt-huictiesme avril quatre cens quatre-vingtz-trois, quatriesme novembre cinq cens un et quatorsiesme avril cinq cens quatre ;
- autres bailz en emphytéose faictz audit lieu du Puget par ledit évesque ou ses officiers des sixiesme juillet cinq cens deux, dousiesme janvier, huictiesme février cinq cens sept, vingt-quatriesme juin, dix-neufviesme aoust cinq cens dix, huictiesme mars et dernier juillet cinq cens dix-sept ;
- permissions dudit évesque /<sup>501<sup>v</sup></sup> pour (*blanc*) bledz audit Puget des premier juillet mil quatre cens vingt, sixiesme novembre cinq cens trois, vingt-troisiesme mars cinq cens neuf et cinquiesme mars cinq cens dix-sept ;

- autres permissions dudit évesque ausdits habitans pour faire portes et fenestres audit lieu des vingt-quatriesme février cinq cens sept et vingt-sixiesme avril cinq cens unse ;
- autre permission dudit évesque ausdictz habitans de Puget pour la paisson de leur bestail du vingt-quatriesme juin quatre cens cinquante-sept ;
- autre permission dudit évesque de rebastir un auditoire et greffe pour l'exercice de la jurisdiction temporelle et spirituelle dudit Fréjus, Le Puget et S<sup>t</sup>-Raphel du troisisme novembre cinq cens soixante-sèse ;
- déffences dudit évesque aux habitans dudit Puget de ne retirer aucuns estrangers audit lieu sans son consentement ou de ses officiers sur peine de cinquante livres d'amande du premier octobre quatre cens vingt-cinq ;
- commission et mandement des maistres rationaux de Provence au juge dudit Draguignan, veu les privilèges dudit évesque, de ne comprendre les habitans dudit Puget /<sup>502</sup> aux subsides de l'armée du trèsiesme mars quatre cens quatre ;
- contract d'engagement par ledit évesque dudit chasteau et lieu du Puget pour quatre mil florins avec les retraict dudit lieu par ledit évesque du sisiesme aoust cinq cens quatre ;
- acte par lequel ledit évesque auroit remis ausdits habitans du Puget les quinze livres qu'ilz luy devoient pour son entrée à dix livres du vingt-troisiesme juin trois cens cinquante-sept ;
- actes des cautions baillées audit évesque ou à ses officiers pour amandes à luy adjudgées contre lesdictz habitans des trèse et dix-septiesme avril trois cens quatre-vingtz-huict, dix-huictiesme décembre trois cens quatre-vingz-neuf ;
- contractz des ventes faictes audit lieu du Puget à la charge de recognoissance de ladite seigneurie directe dudit évesché des dixiesme janvier, dixiesme aoust trois cens cinquante-quatre, troisisme avril, vingt-troisiesme octobre quatre cens trente-six, quatorsiesme dudit mois quatre cens quarante-cinq, sixiesme avril quatre cens soixante-dix-huict, quinze juin quatre cens quatre-vingtz-dix-huict, troisisme /<sup>502v</sup> avril quatre cens quatre-vingtz-dix-neuf, dix-huictiesme décembre cinq cens un, vingt-sixiesme novembre cinq cens quatre, deuxiesme septembre cinq cens neuf, quinsiesme mars cinq cens quinze, premier décembre cinq cens sèse et unsiesme aoust cinq cens vingt-sept ;
- transaction d'entre les habitans dudit lieu et ceux de Briga pour les passages du bestail par les lieux de Fréjus, dudit Puget, de Fayense, Montaurous, S<sup>t</sup>-Raphel et de Bagnolz du vingtiesme mars quatre cens quatre-vingtz-dix-sept ;
- information contre les habitans dudit lieu du Puget par le juge dudit évesque des vingt-neuf et trentiesme juillet cinq cens quarante-six ;
- sentences du juge dudit évesque de Fréjus contre les habitans dudit lieu des dix-huictiesme juin cinq cens quatre-vingtz-trèse, vingt-uniesme dudit mois et vingt-troisiesme octobre cinq cens quatre-vingtz-quinse ;
- hommages rendus audit évesque par les habitans dudit Saint-Raphel des vingt-troisiesme octobre quatre cens vingt-cinq, premier avril quatre cens /<sup>503</sup> trente-sept, neufviesme juin mil cinq cens quatre-vingtz-neuf ;
- acte de la garde du chasteau dudit lieu de S<sup>t</sup>Raphel baillé par ledit évesque ausdits habitans du vingt-cinquiesme octobre trois cens quatre-vingtz-douse ;
- autre acte du don par ledit évesque d'un confiscation et amandes à luy adjudgées contre les habitans dudit lieu des septiesme octobre trois cens quatre-vingtz-dix-neuf et septiesme avril quatre cens quatre ;

- transaction d'entre ledit évesque ou ses officiers et un habitant dudit S<sup>t</sup>-Raphel du sixiesme avril quatre cens quatre ;
- contractz de vente des héritages dudit lieu avec la recognoissanvce de la directe seigneurie audit évesque des troisisme aoust et quinsiesme octobre mil quatre cens un et deuxiesme juin cinq cens six ;
- acte de submission d'un habitant dudit S<sup>t</sup>-Raphel aux prisons dudit évesque du premier février mil trois cens soixante-douse ;
- bail par ledit évesque d'une maison appellée la Gabelle dudit S<sup>t</sup>-Raphel du vingt-uniesme may six cens trois ;
- bailz des herbages dudit lieu par ledit évesque des vingt-huictiesme avril, quatriesme juillet et vingt-<sup>/503<sup>v</sup></sup> deuxiesme aoust mil quatre cens ;
- autre bail des deux partz du greffe dudit lieu du troisisme juin cinq cens dix-neuf ;
- acte des consulz, manans et habitans dudit S<sup>t</sup>-Raphel contenant leur déclaration que de tout temps immémorial ladite seigneurie avec toute la jurisdiction a appartenu audit évesque de Fréjus jusque à ce que despuis deux ans m<sup>r</sup> François de Foresta, soy-disant seigneur dudit S<sup>t</sup>-Raphel, y auroit estably un viguier du quatorsiesme septembre six cens sept ;
- autres actes de confirmation et ratiffication de ladicte déclaration par lesdictz habitans du vingt-uniesme septembre audit an ;
- actes de convocations et assemblées des habitans audit S<sup>t</sup>-Raphel devant le juge dudit évesque des vingt-septiesme septembre mil quatre cens, premier octobre quatre cens trèse, dousiesme juin et vingt-septiesme novembre mil cinq cens quatre-vingtz-huict, cinquiesme octobre cinq cens quatre-vingtz-dix, trèsiesme avril cinq cens quatre-vingtz-douse, vingtiesme novembre cinq cens quetre-vingtz-trèse et troisisme juillet six cens cinq ;
- <sup>/504</sup> autre acte contenant la déclaration de m<sup>e</sup> Boniface Dolle d'avoir acquis ledit lieu de S<sup>t</sup>-Raphel *sedde vacante* l'an mil cinq cens quatre-vingtz-dix-huict sur l'esperence que m<sup>r</sup> (*blanc*) Belanger, conseiller en nostre parlement d'Aix ,seroit évesque dudit Fréjus duquel il auroit aisément ledit lieu sans procès, sachant fort bien que la jurisdiction et tout ledit lieu estoit de l'évesque de Fréjus, occasion que, ledit évesque n'ayant voulu l'accommoder sachant le fondz de l'affaire, il auroit ceddé les droictz audit de Foresta autheur dudit Fabry du vingt-neufviesme novembre mil six cens sept ;
- sentence de renvoy audit S<sup>t</sup>-Raphel d'un criminel condamné à mort par le juge de Draguignan suivent le don dudit Ildephons du sixiesme mars six cens six ;
- autres sentences du juge dudit évesque des septiesme may quatre cens cinquante-sept et dernier septembre cinq cens soixante-dix-neuf, vingt-cinquiesme février cinq cens quatre-vingtz-six, vingt-quatriesme septembre, septiesme octobre cinq cens quatre-vingtz-unse, sixiesme mars, quinsiesme avril, dix-neufviesme aoust, vingt-<sup>/504<sup>v</sup></sup>troisiesme septembre, huictiesme octobre et dousiesme novembre cinq cens quatre-vingtz-sèse ;
- hommages desdits habitans de Fayence audit évesque de Fréjus des vingt-cinquiesme février cinq cens vingt-cinq, dousiesme may et troisisme septembre quatre cens quatre-vingtz-quinse ;
- autres recognoissances desdits habitans audit évesque des sèsiesme, vingt-uniesme, vingt-deuxiesme, vingt-septiesme, vingt-neufviesme et trentiesme aoust, premier, cinquiesme, vingt-quatriesme et vingt-sixiesme septembre quatre cens quatre-vingtz-dix-huict ;

- autres recognoissances desdits habitans des droictz qu'ilz doyvent audit évesque des vingt-neufviesme mars quatre cens soixante-unse ;
- autre acte d'exhibition par lesdits habitans du livre des droitz deus audit évesque desdits jours et an ;
- bailz en emphytéose audit Fayence par ledit évesque des dix-huictiesme février cinq cens un, pénultiesme décembre cinq cens vingt-deux, deuxiesme may cinq cens vingt-six ;
- /<sup>505</sup> permission dudit évesque ausdits habitans de bastir sur les murs de ladite ville du quatriesme may cinq cens sept ;
- actes contenans déffences dudit évesque au juge dudit Fayence de (les) contraindre les habitans de Montaurous de plaider devant luy du dix-septiesme juin quatre cens quatre-vingtz-neuf ;
- acte de consentement presté devant le juge dudit évesque par lesdits habitans du unsiesme may quatre cens dix-neuf ;
- contractz de ventes audit Fayence avec la recognoissance de la directe seigneurie dudit évesque des sèsiesme mars, seiziesme avril quatre cens dix-huict ;
- sentence de renvoy par le juge dudit Draguignan au juge dudit évesque de deux accusés de meurtres du vingt-neufviesme avril quatre cens dix-sept ;
- autre sentence dudit juge entre les officiers dudit évesque et le conaigneur dudit Montaurous du sèsiesme novambre quatre cens soixante-quatre ;
- arrest de nostre parlement de Provence du vingt-troisiesme juin mil six cens quatre par lequel les habitans dudit Fayence auroient esté condamnez payer audit évesque mille escus pour rebastir son chasteau dudit lieu ;
- contract d'échange d'entre /<sup>505v</sup> ledit comte de Provence et le seigneur évesque<sup>323</sup> du chasteau de Marsens à l'encontre de la moytié du chasteau et territoire dudit Revest du sixiesme juillet deux cens cinquante-huict ;
- donation par ledit comte audit évesque de ladite moytié dudit Revest du septiesme février trois cens trente-neuf ;
- révocation des proclamations du seigneur de Villeneuve audit Revest du quatriesme aoust trois cens cinquante-trois ;
- bailz en emphytéose par ledit évesque des terroirs dudit lieu avec la clause de submission à la seigneurie directe dudit évesque des dix-septiesme mars trois cens cinquante-cinq, trèsiésme aoust, vingtiesme octobre, dixiesme décembre trois cens cinquante-six, dix-neufviesme et vingt-sixiesme novembre quatre cens quatre-vingtz-cinq ;
- autres bailz des vingt-uniesme avril quatre cens un, dousiesme février quatre cens soixante-deux, vingt-sixiesme mars quatre cens soixante-neuf, vingt-sixiesme novembre quatre cens quatre-vingtz-cinq ;
- vente de tasque dudit lieu par ledit évesque du dixiesme juillet trois cens cinquante-cinq ;
- acte de tutelle audit lieu du Revest /<sup>506</sup> par le juge dudit évesque du dix-septiesme may trois cens cinquante-cinq ;
- ventes faictes audit lieu avec la recognoissance de la directe seigneurie dudit évesque du vingtiesme octobre trois cens cinquante-six, trèsiésme aoust trois cens soixante-unse, pénultiesme juin mil quatre cens ;

---

<sup>323</sup> vildon ?



- homologes des habitans dudit Montaurous audit évesque des vingt-neufviesme octobre quatre cens vingt-cinq, dix-septiesme juin quatre cens quatre-vingtz-neuf ;
- bail à [i]ceux du four dudit Montaurous par ledit évesque du vingtiesme février quatre cens vingt-six ;
- autres bailz en emphytéose dudit évesque ou ses officiers des terres incultes dudit lieu de Montaurous avec la clause de submission soubz la mère et directe seigneurie dudit évesque des dix-huictiesme avril cinq cens dix-huict, troisiemesme février mil cinq cens vingt, vingtiesme février cinq cens vingt-six, huictiesme février, troisiemesme avril cinq cens cinquante-cinq, vingtiesme mars cinq cens soixante-six ;
- permission dudit évesque ausdits habitans de Montaurous d'édifier un four et moulin audit lieu des /<sup>506<sup>r</sup></sup> dix-huictiesme avril cinq cens dix-huict et vingtiesme février cinq cens trente-sept ;
- autre permission dudit évesque de mettre les prisonniers dudit Montaurous ez prisons de Fayence attendu qu'il n'y en avoit audit Montaurous du dix-septiesme juin quatre cens quatre-vingtz-neuf ;
- actes par lesquelz bornes auroient esté mises entre le territoire de Montaurous et le Tourel du vingt-deuxiesme aoust mil quatre cens soixante-neuf ;
- sentence du commissaire dépputé pour lesdites bornes du trentiesme desdits mois et an ;
- autre sentence du juge de Grasse de renvoy par devant le juge dudit évesque du septiesme avril quatre cens quatre-vingtz-un ;
- autre sentence du juge de Draguignan du sèsiesme novembre quatre cens soixante-sèze ;
- déffences dudit évesque aux juges de Fayence de faire plaider les habitans dudit Montaurous devant eux du dix-septiesme juin quatre cens quatre-vingtz-neuf ;
- homologes dudit évesque pour ledit lieu de Palaison du huictiesme novembre quatre cens vingt-neuf ;
- bail dudit évesque des droictz dudit Palaison des vingt-sixiesme avril mil quatre cens quatre-vingtz-douse et troisiemesme may /<sup>507</sup> mil quatre cens quatre-vingtz-quinse ;
- sentence du juge de Draguignan par laquelle ledit évesque et autres conseigneurs de Palaison et Villepeis auroient esté maintenus en la possession et jouissance de ses droictz de jurisdiction esdictz lieux de Rocquebrune, Palaison et Villepey du quatriemesme janvier six cens sept ;
- bailz par ledit évesque des herbaiges dudit Villepeys du vingt-quatriemesme octobre mil quatre cens et dix-septiesme avril mil quatre cens dix ;
- huict bailz en emphytéose par ledit évesque de quelques terres et predz dudit Villepeys du dix-septiesme avril trois cens cinquante-sept, vingt-sixiesme mars trois cens soixante-quatre, unsiesme février trois cens soixante-trèze et neufviesme octobre trois cens quatre-vingtz-dix-neuf ;
- sentence du juge de Draguignan par laquelle ledit évesque auroit esté maintenu en la possession de sa part de Villepeys du troisiemesme janvier six cens sept ;
- bailz dudit évesque de ses droictz de jurisdiction audit lieu de Rocquebrune des huitiesme mars quatre cens quatre-vingtz-trois, vingt-sixiesme avril quatre cens quatre-vingtz-douse, troisiemesme may quatre cens quatre-vingtz-quinse, vingtiesme septembre cinq /<sup>507<sup>r</sup></sup> cens six ;
- sentence du troisiemesme janvier six cens sept par laquelle ledit évesque auroit esté réintégré en ses droictz audit lieu ;

- permission dudit évesque pour habiter ledit lieu de Bagnolz du neufviesme mars quatre cens soixante-sept ;
- bail fait *sedde vacante* des terres dudit lieu du neufviesme aoust quatre cens soixante-quatorse ;
- autres bailz des héritages dudit lieu des premier décembre quatre cens quatre-vingt-unse ;
- sentence arbitrale entre ledit évesque et habitans dudit Bagnolz des vingt-uniesme juin quatre cens quatre-vingt-sèse ;
- déclaration des habitans dudit Baignolz audit évesque qu'ilz n'empêchent les droictz dudit évesque du quatorsiesme mars six cens sept ;
- bail en emphytéose par les présidens et maistres rationnaux des comtes de Provence audit évesque de tout le droict que nous comte de Provence pouvons avoir au lieu dudit Bourigaille et déffences au juge de Draguignan de le troubler du vingt-quatriesme avril quatre cens soixante-un ;
- bail dudit évesque des droictz qu'il a audit Seillans du huictiesme mars mil quatre cens quatre-vingt-trois ;
- confirmation par ledit évesque /<sup>508</sup> de l'achapt de la moitié du moulin dudict Seillans du cinquiesme septembre mil quatre cens quatre-vingt-quinse ;
- ledit [achapt] de moulins du huictiesme mars cinq<sup>324</sup> cens quatre-vingtz ;
- noz lettres pour la vente de nostre domaine audit Provence du second décembre cinq cens soixante-dix ;
- arrest de vériffication desdictes lettres au parlement dudit Provence du cinquiesme mars cinq cens quatre-vingt-dix-sept ;
- contract de vente et adjudication faicte audit Monnier des droictz de haute juridiction, mère mixte impère, justices, bienvaleus, nouvelles questes, bois, hermes, vaccantes et autres droictz que nous prenions audit lieu du Puget pour deux cens soixante-neuf escus cinquante solz du quinsiesme octobre cinq cens quatre-vingt-dix-sept ;
- arrest de nostredit parlement de Provence des vériffications dudit contract du pénultiesme mars quatre-vingt-dix-neuf ;
- extraictz à la requeste dudit Monnier des registres du greffe de la chambre des comptes dudit Provence l'un sans datte, l'autre de la recepte /<sup>508v</sup> faicte par ledit Dolle fermier dudit lieu du Puget l'an cinq cens soixante-unse, soixante-trèse, quatre-vingt-dix-sept et quatre-vingt-dix-huict des pasturages, herbages, fiels, encoraiges, attaches, passages, cabestrarie, lattes, cries, inquans, cences, services, lots et ventes et autres droictz que nous prenions en la ville de Fréjus, Rocquebrune, S<sup>t</sup>-Raphel, Puget, Villepeys et Palaison ;
- certifficatz de m<sup>es</sup> Malbecque, (*blanc*), Boisson, Scisard, auditeurs en la chambre des comtes dudit Provence, du dix-neufviesme décembre six cens deux, trèsiesme may six cens quatre ;
- autre contract de vendition audit Dolle par lesdits commissaires de la juridiction haute, moyenne et basse, mère mixte et impère que nous avons audit lieu de S<sup>t</sup>Raphel et autres droictz quy en dépendent pour la somme de cent cinquante escus du dousiesme juin quatre-vingt-dix-huict ;

---

<sup>324</sup> *corriger* quatre

- constitutions d'un viguier audit lieu de S<sup>t</sup>-Raphel par ledit Dolle des dixiesme desdits mois et an et vingt-septiesme mars six /<sup>509</sup> cens trois ;
- transport sans garentie de ladite adjudication et contract par ledit Dolle audit de Foresta pour la somme de neuf cens livres du sèsiesme avril six cens cinq ;
- autre transport sans garentie dudit de Foresta audit Fabry de ladite adjudication et cession pour la somme de six cens livres du vingt-cinquesme janvier six cens huit ;
- actes des assemblées de ville dudit S<sup>t</sup>-Raphel des septiesme septembre cinq cens soixante-deux, dix-huictiesme juillet soixante-trois, vingt-neufviesme octobre soixante-quatre, quinsiesme avril soixante-six, troisesme octobre soixante-huict, troisesme may soixante-neuf, neufviesme avril soixante-dix, quatriesme mars soixante-unse, cinquiesme octobre soixante-douse, vingt-quatriesme janvier quatre-vingtz-huict, vingtz-septiesme aoust quatre-vingtz-neuf, vingt-cinquesme avril quatre-vingtz-dix-huict et sèsiesme avril cinq cens cinq ;
- requeste dudit Fabry en nostre Conseil privé afin d'estre subrogé au lieu dudit de Foresta du huictiesme mars six cens /<sup>509</sup> huict ;
- arrest de renvoy en nostredit Grand conseil par nostredit Conseil privé de ladite instance du neufviesme avril audit an ;
- requeste dudit Fabry contenant sa déclaration qu'il employe pour tous contredictz contre la production dudit évesque de Fréjus ce quy avoit esté escrit et produit par nostredit procureur général et autres parties dudit évesque du vingt-sisiesme aoust audit an ;
- sommation dudit de Peruis audit évesque du vingt-quatriesme jenvier six cens huit ;
- contract d'acquest par m<sup>e</sup> Jean de Peruis, docteur en médecine, de Henry de Grasse de la quarte et huictiesme partie qu'ilz avoient en la place, lieu, terroir et jurisdiction dudit Montaurous et la haute, moyenne et basse jurisdiction, mère et mixte impère qu'ilz avoient sur leurs hommes et droictz, doictz de régalle et autres droictz à eux appartenant audit terroir du unsiesme janvier cinq cens cinquante ;
- jugement de ratiffication dudit contract par les maistres rationnaux des comptes dudit Provence du dix-huictiesme /<sup>510</sup> avril audit an ;
- autre contract de vente par lesdictz commissaires dépputés pour la vente de nostre domaine de Provence audit de Peruis de tous les droitz que nous avons accoustumé prendre et lever audit Montaurous montant par chacun an à huict livres huict solz pour cent livres du quinsiesme juin cinq cens cinquante-neuf ;
- quittance de la somme de cinquante livres payées par ledit de Peruis du dixiesme desdictz mois et an ;
- autre jugement de ladite chambre des comptes du vingt-troisiesme novembre soixante-unse par lequel sur la requeste des habitans dudit Montaurous auroit esté ordonné qu'il leur seroit expédié lettres de la somme de soixante livres à prendre des deniers de la première paye de l'achept dudit Peruis pour fraiz par eux faictz à la poursuite de réunion desdits droictz au domaine à nous appartenant ;
- noz lettres de bail audit de Peruis à nouveau fief de la moytié de la seigneurie, justice, jurisdiction et autres droitz que nous prenions audit Montaurous du mois de juin cinq cens soixante-douse ;
- jugement /<sup>510</sup> de vériffication desdites lettres en ladite chambre des comptes dudit Provence du vingtiesme avril soixante-trèse ;

- extrait de ladite chambre des comptes de ce que nous prenions audit Montaurous sans date ;
- inventaire des pièces et productions des habitans dudit Fayence contenant leur déclaration qu'ilz employent le contenu en iceluy pour servir de mémoires à nostredit procureur général ;
- lettres du serment des comtes de Provence de n'aliéner ledit comté ne partie d'iceluy des vingt-uniesme décembre mil trois cens trente-quatre, premier may trois cens soixante-huict, dix-neufviesme février trois cens quarante-sept ;
- autres lettres desdits comtes de Provence ausdictz habitans dudit Fayence pour fortifier et réparer ladite ville et lever deniers sur eux pour cest effect des quinsiesme juin quatre cens cinq, deuxiesme avril quatre cens quatorse, vingt-uniesme may quatre cens quinze, dixiesme décembre quatre cens vingt-deux, vingt-septiesme mars quatre cens vingt-cinq et huictiesme novembre quatre cens quatre-vingtz-<sup>511</sup>dix-neuf ;
- procès-verbaux des juges de Draguignan sur l'exécution desdictes lettres du trentiesme janvier quatre cens cinq, trèsiesme avril quatre cens trèsé, deuxiesme aoust, dixiesme septembre quatre cens vingt-deux ;
- autres lettres de foires accordées par les comtes dudit Provence aux habitans dudit Fayence des huictiesme novembre trois cens soixante-neuf, vingt-deuxiesme décembre quatre cens vingt-cinq ;
- procès-verbaux sur l'exécution desdictes lettres du trèsiesme avril quatre cens vingt-six ;
- déclaration de l'official de Fréjus du quinsiesme février trois cens cinquante-trois ;
- déclaration dudit évesque ausdictz habitans et leurs responces du troisesme avril trois cens quatre-vingtz-dix-sept ;
- lettres d'abolition accordées par le grand sénéchal de Provence à trois habitans dudit Fayence du quatriesme juin mil quatre cens huict ;
- autres lettres et ordonnances dudit grand sénéchal des sixiesme février mil quatre cens, vingt-troisesme may mil quatre cens quinze et dixiesme dudit mois mil quatre cens vingt-cinq ;
- provisions des officiers dudit Fayence <sup>511v</sup> par ledit grand sénéchal des neufviesme avril, dix-huictiesme décembre cinq cens soixante-deux, troisesme aoust cinq cens soixante-quatre et huictiesme may cinq cens soixante-cinq ;
- confirmation d'un accord entre les habitans dudit Fayence et le seigneur Arcusia<sup>325</sup> du second jour [...] <sup>326</sup> mil quatre cens deux ;
- relief d'appel adressé au juge de Fayence du vingt-uniesme mars cinq cens trèsé ;
- sentence du juge des appellations dudit Provence du vingt-septiesme janvier cinq cens cinquante-quatre ;
- mandemens des juges de Draguignan audits habitans du vingt-troisesme décembre mil trois cens douse ;
- commission dudit grand sénéchal de Provence aux juges dudit Draguignan pour saisir le chasteau dudit Fayence jusques à ce que l'évesque nous eust fait la foy du vingt-troisesme may mil quatre cens cinq ;
- procès-verbal dudit juge sur l'exécution desdites lettres du trentiesme desdits mois et an ;

---

<sup>325</sup> Anisia

<sup>326</sup> blanc

- autres lettres des présidens et maistres rationnaux des comptes dudit Provence /<sup>512</sup> ausdits habitans pour leurs fontaines du huictiesme novembre mil quatre cens quatre-vingtz-dix-neuf ;
- procès-verbal du juge de Draguignan sur l'exécution desdites lettres du dixiesme janvier audit an ;
- contract d'achapt par lesdictz habitans de Rocquebrune des droictz que Bertrand de Resquantin avoit ez lieux de Villepeys et Rocquebrune du dousiesme juin mil quatre cens vingt-un ;
- lettres de confirmation dudit achapt et investitures par les comtes dudit Provence du dousiesme juillet audit an et quatriesme juillet quatre cens vingt-deux ;
- coppies des quittances des ventes payées par lesdits habitans ausdictz comtes des sèsiesme juillet mil quatre cens quarante-un ;
- autres lettres de confirmation dudit achapt par René comte de Provence du vingt-sixiesme juin quatre cens soixante-dix ;
- autres lettres de permission aux habitans de pouvoir posséder les droitz qu'ila avoient audit Villepoix du quatorsiesme juin quatre cens soixante-unse ;
- bailz par lesdits de Rocquebrune et par ledit évesque de Fréjus en commun des /<sup>512v</sup> héritages dudit Villepeys des vingt-quatriesme octobre mil quatre cens six, septiesme avril mil quatre cens dix-huict et vingtiesme aoust mil quatre cens cinquante-cinq ;
- autres bailz faictz par les lesdits habitans seulz desdits herbages et autres droictz dudit Villepeys des vingtiesme aoust mil quatre cens cinquante-cinq, septiesme may mil cinq cens quarante-un, septiesme juillet mil cinq cens cinquante-huict, vingt-quatriesme juin mil cinq cens soixante, quinsiesme mars mil cinq cens soixante-deux, vingt-uniesme septembre mil cinq cens soixante-dix, vingtiesme juin soixante et quatorse, quinsiesme juin mil cinq cens soixante-dix-huict, dernier may mil cinq cens quatre-vingtz-trois, unsiesme juillet mil cinq cens quatre vingtz-six, premier juin mil cinq cens quatre-vingtz-sept ;
- déffences de la chambre des comptes dudit Provence de ne troubler lesdictz habitans de Rocquebrune en la jouissance de la moytié dudit Villepeys du huictiesme juin cinq cens quarante-trois ;
- procès-verbaux desdictes déffences du /<sup>513</sup> dix-huictiesme dudit mois et dousiesme janvier cinq cens quarante-quatre ;
- sentences dudit juge de Villepeys des vingt-uniesme septembre cinq cens soixante-dix, unsiesme juillet cinq cens quatre-vingtz-six, quatorsse et vingtiesme aoust cinq cens quatre-vingtz-sept ;
- sentences du juge de Draguignan des vingt-huictiesme aoust, deux et trentiesme décembre six cens deux, dix-septiesme décembre six cens cinq ;
- procuration des habitans dudit Rocquebrune pour prendre le fait et cause pour ledit Dolle pour raison de la moytié de ladite place et seigneurie de Villepeys par eux vendue audit Dolle du cinquiesme juin six cens sept ;
- procès-verbaux des pièces collationnées à la requeste dudit évesque et productes audit procès des septiesme octobre cinq cens soixante-dix-sept, vingtiesme juin cinq cens quatre-vingtz-deux, vingtiesme février cinq cens quatre-vingtz-quatre, troisisme juin cinq cens quatre-vingtz-cinq, trèse et sèse juillet, cinq, six, unse, douse, trèse, quatorse et quinze aoust, dixiesme et vingtiesme octobre, premier décembre, unse et douse novembre

mil cinq cens /<sup>513</sup> quatre-vingtz-six, quatorsiesme et quinsiesme mars, vingt-un, vingt-six, dernier avril, huictiesme, dernier jour de novembre mil cinq cens quatre-vingtz-sept, premier février, dix-huictiesme mars, dix-septiesme décembre six cens cinq ;

- arrest de notre cour de parlement de Provence du quatorsiesme juillet mil cinq cens unse par lequel auroit esté permis audit évesque de Fréjus de ctéer audit Fréjus un viguier et officiers de justice aux charges y déclarées ;
- lettres patentes d'évocation dudit procès à nostredit conseil du troisesme juillet cinq cens quatorse ;
- autres lettres de jussion sur ladite évocation du troisesme février audit an ;
- coppies des lettres obtenues par lesdits Fabry et habitans de Fayence d'interdiction à nostredict conseil desdits procès des unsiesme décembre six cens six et troisesme juillet six cens huit ;
- arrestz de nostre Privé conseil de restablissement de ladite jurisdiction à nostredit Grand conseil des neufviesme avril et vingt-septiesme aoust audit an ;
- procès-verbaus de signification desdites lettres ausdits Fabry /<sup>514</sup> et habitans des trantiesme aoust audit an ;
- autres arrestz de nostre Privé conseil des neufviesme novembre cinq cens quatre-vingtz-deux, septiesme janvier, dousiesme aoust cinq cens quatre-vingtz-trois, unsiesme décembre six cens six, vingtiesme novembre et huictiesme may six cens huit ;
- arrestz de rétention desdites instances à nostredict Grand conseil des vingt-quatriesme janvier six cens quatre, sixiesme aoust six cens sept et quatriesme aoust six cens huit ;
- autre arrest de nostredit conseil du dixiesme septembre mil six cens sept par lequel auroit esté ordonné que les parties prendroient communication de la demande dudit évesque par les mains de nostre procureur général pour y venir déffendre à six semaines, pendent lequel temps les procureurs desdictes parties recouvreroient mémoires et instructions sy bon leur sembloit du dixiesme septembre mil six cens sept ;
- signification et coppie de ladite demande baillée aux procureurs desdictes parties des dix-huictiesme /<sup>514</sup> septembre audit an ;
- autre arrest de nostredit conseil du vingtiesme de novembre six cens sept par lequel nostredit conseil auroit ordonné que toutes les parties fourniroient de mémoires à nostredit procureur général dedans deux mois pour tous dellays pour fournir de duplicques aux répliques dudit évesque, autrement et à faute de ce faire les auroit nostredit conseil forclos et ordonné qu'il seroit passé outre au jugement dudit procès ;
- autre arrest de nostredict conseil du quinsiesme avril six cens huit par lequel nostredit conseil auroit ordonné que toutes lesdites parties satisfairoient ausdits arrestz dedans six semaines pour tous dellays ;
- autres arrestz de nostredit conseil du huictiesme may audit an par lequel auroit esté ordonné qu'il seroit passé outre au jugement dudit procès ;
- autre arrest de nostredit conseil du second juin audit an par lequel auroit esré ordonné que dedans quinsaine pour tous dellays toutes les parties produiroient tout ce que bon leur sembleroit autrement à faute de /<sup>515</sup> ce faire ledit temps passé les auroit forclos et ordonné qu'il seroit passé outre au jugement dudit procès sur ce qu'il se trouveroit à court et que toutes les parties seroient comprinses au règlement ;
- autres arrestz de nostredict conseil des vingt-troisesme janvier cinq cens vingt-trois, dix-huictiesme décembre cinq cens quatre-vingtz-un, vingt-uniesme février, quatorsiesme

mars, siciesme avril, quatorse et vingt-quatriesme may, deux et neufviesme juillet cinq cens quatre-vingtz-quatre, vingt-septiesme may, dix-sept, dix-huict, vingt-trois et vingt-cinquesme juin, trèse, quinze et dix-neufviesme juin cinq cens quatre-vingtz-cinq, vingt-huitiesme aoust six cens deux, deuxiesme may six cens quatre, dix-septiesme juin six cens cinq, unse, vingt-troisiesme février, trèse, dix-huict et vingt-troisiesme may, douse et vingt-huictiesme juin, dix-neufviesme juillet, dix-neufviesme septembre six cens six, septiesme may, vingt-cinquesme juin, quatre, cinq, trèse, vingt-troisiesme juiiley, premier, quatre, six, vingt-cinquesme aoust, sept et dixiesme décembre, dixiesme novembre six cens sept, dousiesme /<sup>515v</sup> janvier, vingt-huictiesme février, quinsiesme avril, deux, huictiesme may, deux, dix-sept, dix-huict et dernier juin, unse, vingt-trois et vingt-sixiesme juillet, quatre, neuf, dix, unse, dix-huict, vingt-deux, vingt-trois, vingt-six et trentiesme aoust, premier, deux et troisiesme septembre six cens huit ;

- contredictz desdits évesque de Fréjus et Monnier, salvations dudit évesque de Fréjus, forclusion de fournir de contredictz par lesdits Dolle, de Peruis, habitans du Puget, de Fayence, de Roquebrune, de Seillans, St-Raphel et autres des second et dix-huictiesme juin, neuf, dix-huict et vingt-deuxiesme aoust, premier, deux et troisiesme septembre audit an ;
- actes contenans les déclarations de nostre procureur général et par lesquelz auroit esté ordonné qu'il seroit passé outre au jugement dudit procès sur ce qui se trouveroit avoir esté escrit et produit des quatorsiesme aoust et troisiesme septembre audit an ;
- requeste contenant la déclaration dudit évesque qu'il n'entend /<sup>516</sup> contester les prétentions desdits consulz de Roquebrune ayant pris le fait et cause pour ledit Dolle du dousiesme aoust six cens huit ;
- autre requeste dudit Fabry contenant que pour tous contredictz contre la production dudit évesque il employoit ce quy avoit esté escrit et produit par nostredit procureur général et autres parties dudit évesque du vingt-sixiesme dedesdits mois et an ;
- et tout ce que par lesdits évesque, Monnier, de Peruis, Fabry, habitans de Fayence et de Roquebrune et nostredit procureur général a esté escrit et produit par devers nostredit conseil et que de la part desdits Pontevès, consulz et habitans desdits lieux du Puget, S'Raphel, du Revest, de Montaurous, de Favas, Bargemon, Seillans, de Bagnolz, de Villepey, Palaisson et de Bourigailles aucune chose n'a esté escrit ne produit ains en ont esté bien et deument forclos,

iceluy nostredict Grand conseil, faisant droict sur lesdictes instances, a adjudgé et adjuge audit évesque de Fréjus difinitivement les justices hautes, moyennes et basses, mères, mixtes, impères, confiscations, amandes, profitz, /<sup>516v</sup> esmolumens, droitz de domaines et tous autres droictz appartenans ausdictes justices, telz et semblables dont les seigneurs ayans pareilles justices hautes, moyennes et basses, mères, mixtes, impères audit pays de Provence ont accoustumé d'user et jouir, avec pouvoir de créer et instituer viguiers, juges, greffiers, sergens et autres officiers pour l'administration de ladite justice et droictz sçavoir ausdits lieux et terroirs du Puget, Agaye, Fayence, S'-Raphel, estang de Fréjus, Bagnolz et Bourigailles pour le tout, audit lieu de Montaurous ladite justice sur ces subjectz et estrangers, le four et moulin pour le tout et les autres droictz du domaine pour moytié, au lieu du Revest ladite justice et droictz pour moytié, au lieu et terroir de Villepeys pour la quatriesme partie sauf audit Dolle et habitans de Roquebrune de jouir des partz à eux appartenans, aux lieux de Favas, Bargemon, Roquebrune, Palaisson, St-Julien, Seillans et autres lieux et territoires dépendans de la jurisdiction dudit évesché pour telles

partz et portions que ledit évesque se trouvera avoir /<sup>517</sup> sur iceux, sur quoy les parties seront plus amplement ouies par devant le commissaire quy à ces fins sera dépputé par nostredit conseil.

A nostredit conseil ordonné et ordonne que le présent arrest sera exécuté à l'encontre des déptempteurs desdictz lieux tout ainsi qu'à l'encontre de nostredit procureur général. Ce faisant a enjoinct et conjoint ausdits consulz et habitans desdictz lieux de St-Raphel, Fayence, du Puget, Agaye, Bagnolz et Bourigailles pour le tout et ausdits consulz et habitans desdits lieux et terroir de Montaurous aussy pour le tout pour le regard de ladite justice, four et moulin et pour le regard des autres droictz dudit domaine pour moytié aux habitans dudit Villepeys pour un quart et ceux dudit Revest pour moytié et aux consulz et habitans desdits lieux et terroirs de Bagnolz, Favas, S<sup>t</sup>-Julien, Rocquebrune, Palaison, Seillans et autres pour telles partz et portions qu'ilz se trouveront appartenir audit évesque de recognoistre et obéir audit évesque et à ses officiers, leur a nostredit conseil faict et fait déffences et ausdits Le Monnier, Pontevès, Fabry, Peruis et à tous autres de troubler /<sup>517v</sup> ne empêcher directement ou indirectement ledit évesque ou ses officiers esdictes justices hautes, moyennes et basses, mères, mixtes et impères et droictz de domaines et à tous juges et officiers prétendans avoir provision de nous ou d'autres que dudit évesque de s'entremettre en aucune façon que ce soit en l'exercice de ladite justice hautes, moyennes et basses, mères et mixtes impères desdictz lieux pour lesdites partz et portions audit évesque adjudgées à peine de dix mille livres. Et néantmoins a nostredit conseil ordonné et ordonne que ez crimes et délitz où escherroit punition de mort ou troncation de membres les officiers dudit évesque seront tenus renvoyer soubz bonnes et seures gardes les prisonniers et délinquantz avec leurs procès instruictz par devant les juges de Draguignan, dequelz néantmoins les confiscations et amandes appartiendront audit évesque pour lesdites partz et portions, sauf ausdits Le Monnier, Fabry et Peruis d'eux prouvoir pour ce qu'ilz monstrent avoir actuellement payé et estre entré en noz coffres ainsy qu'ilz adviseront bon estre et a nostredit conseil condamné lesdits Monnier /<sup>518</sup> Fabry, Peruis et habitans dudit Fayence ez despens desdictes instances et sans despens pour le regard desdictz de Pontevès et Dolle, pour les habitans de Rocquebrune, du Puget, S<sup>t</sup>-Raphel, Montaurous, Seillans, Favas et Bargemon, la taxation desdits despens adjudgés à nostredit conseil réservée.

Sy donons en mandement et commettons par ces présentes au premier de noz amés et féaux conseillers de nostredit Grand conseil trouvé sur les lieux et en son absence ou légitime empêchement au premier de noz aussy amez et féaux conseillers en nostre cour de parlement de Provence, plus prochain juge royal desdits lieux et chacun d'eux premier sur ce requis qu'à la requeste dudit sieur évesque de Fréjus le présent arrest appelé ceux qui pour ce seront à appeler il mette et fasse mettre incontinent et sans dillay à deue et entière exécution realement et de faict de point en point selon sa forme et teneur en ce que exécution y est et sera requise en contraignant à ce faire, souffrir et obéir tous ceux qu'il appartiendra ou quy pour ce seront à contraindre par toutes voyes et manières deueus et raisonnables nonobstant oppositions /<sup>518v</sup> ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles pour lesquelles ne voulons estre différé. En outre mandons au premier des huissiers de nostredit Grand conseil ou autre nostre huissier ou sergent sur ce requis faire tous commandemens, constraintes, assignations, significations et autres exploitz requis et nécessaires pour l'exécution dudit arrest de ce faire leur avons donné et donons pouvoir. Mandons et commandons à tous noz justiciers, officiers et sujetz qu'à eux mesmes, à nostredit huissier ou sergent sans pour ce demander aucunes lettres de placet, visa ne pareatis en ce faisant soit obéy.



En tesmoin de quoy nous avons fait metre et apposer nostre sceel à sesdictes présentes. Donné en nostredit Grand conseil à Paris le dernier jour du mois de septembre l'an de grâce mil six cens huit. Monstré à nostre procureur général en Provence, aux procureurs desdites parties le vingt-quatriesme jour du mois de novembre audit an et de nostre règne le vingtiesme. Collationné par le roy comte de Provence à la relation /<sup>519</sup> des gens de son Grand conseil, signé Thielement.

*1609, 27 avril. Aix. Signification de l'arrêt qui précède à Claude de Villeneuve seigneur de Boade et coseigneur de Roquebrune.*

*1632, 10 juillet. Aix. Enregistrement de l'arrêt aux archives royales de Provence.*

*/<sup>519v</sup> 1632, 10 juillet. La chambre des vacations du parlement de Provence, sur la requête de Barthélemy Camelin évêque de Fréjus ordonne l'enregistrement de l'arrêt.*

*/<sup>520r</sup> 1609, 9 janvier. Aix.. Lettres patentes ordonnant au parlement de Provence d'exécuter l'arrêt.*

*/<sup>521</sup> Procès-verbal sur l'exécution du précédent arrest*

*1609, 16 janvier- 3 février. Aix, Fréjus, Le Puget, Saint-Raphaël, Montauroux, Fayence, Bagnols. – Procès-verbal d'exécution de l'arrêt du 30 septembre 1608.*

Sçavoir faisons nous Louis /<sup>521v</sup> Chaine, conseiller du roy en ses Conseils d'estat et privé, président en sa cour de parlement de Provence, commissaire à ce député, que du sèsiesme jour du mois de janvier mil six cens neuf, en la ville d'Aix et dans nostre maison d'habitation, seroit compareu m<sup>e</sup> Esperit Boyer, procureur en ladite cour, assisté d'Honoré d'Eclesia, bourgeois de la ville de Fréjus, au nom et ayant charge de messire Barthélemy Camelin, évêque de Fréjus, lequel nous a remonstré qu'au procès pendant par devant le Grand conseil du roy d'entre ledict sieur évêque, demandeur en exécution de l'arrest dudit Grand conseil du premier avril quatre-vingtz-six et sixiesme avril six cens six et requérant que la justice haute, moyenne et basse, mère, mixte, impère et droitz tant de domaine et régalle à luy appartenant à cause de sondit évesché de Fréjus [sur] les terroirs de Fayence, du Puget, Agaye, Montauroux, Rocquebrune, Bagnolz, S<sup>t</sup>-Raphel, Le Revest, Pallaison, Villepeys, Bourigailles, S<sup>t</sup>-Julien, Seillans, Favas, Bargemon, estang de Fréjus et autres lieux et terroirs dépendans dudit évesché de Fréjus luy feussent diffinitivement adjugés avec restitution des /<sup>522</sup> fruitz, d'une part et monsieur le procureur général du roy audit conseil, déffendeur, d'autre et entre ledit sieur évêque, demandeur et requérant que l'arrest que interviendroit avec ledit sieur procureur général feut exécuté à l'encontre des détempteurs desdictz lieux, d'une part et ledit sieur procureur général du roy audit Grand conseil, monsieur m<sup>e</sup> Jean-Louis de Monnier, advocat général du roy audit parlement de Provence, messire Gaspard de Pontevès, sénéchal dudit Provence, Jean Dolle, m<sup>e</sup> Nicolas de Peruis, advocat audit parlement, Henry Fabry, les consulz, manans et habitans desdictz lieux du Puget, de Fayence, du Revest, de Seillans, S<sup>t</sup>-Raphel, Montauroux, de Favas, Bargemon, Bagnoux, Bourigailles, Palaison et de Rocquebrune, lesdits de Roquebrune ayans prins le fait et cause pour ledit Dolle à cause de la moytié de Villepeys, déffendeurs, d'autre et entre ledit sieur advocat général Monnier, de Peiruis, Fabry, demandeurs et requérans que ledit sieur procureur général audit Grand conseil feust

condamné les aquiter et garentir desdites demandes et poursuietes avec despens, dommages et inthérestz d'une part et /<sup>523</sup> des partz à eux appartenans aux lieux de Favas, Bargemon, Rocquebrune, Palaison, Saint-Julien, Seillans et autres lieux et territoires dépendans de la jurisdiction dudit évesché pour telles partz et portions que ledit sieur évesque se trouvera avoir sur iceux, sur quoy les parties seront plus amplement ouyes par devant le commissaire qu'à ce faire seroit dépputé par ledit Grand conseil, et ordonné que ledit arrest seroit exécuté à l'encontre des détempteurs desdictz lieux tout ainsi qu'à l'encontre dudit sieur procureur général. Ce faisant a enjoinct ausdits consulz et habitans desdictz lieux de S<sup>t</sup>-Raphel, Fayence, du Puget, Agaye, Bagnolz et Bourigaille pour le tout et ausdictz consulz et habitans desdictz lieux et terroirs de Montaurous aussy pour le tout pour le regard de ladite justice, four et moulin et pour le regard des autres droictz dudit domaine pour moytié, aux habitans dudit Villepeys pour un quart, à ceux du Revest pour moytié et aux consulz et habitans desdictz lieux et terroirs de Bagnolz, Favas, S<sup>t</sup>-Julien, Rocquebrune, Palaison, Seillans et autres pour telles partz et portions que se trouveront appartenir audit sieur évesque de reconnoistre et obéyr à iceluy sieur évesque /<sup>523<sup>n</sup></sup> et à ses officiers et leur a ledit conseil fait déffances et ausdictz Monnier, de Pontevès, Fabry, de Peruis et à tous autres de troubler ny empêcher directement ou indirectement ledit sieur évesque ou ses officiers esdictes justices hautes, moyennes et basses, mère etr mixtes impaires et droictz de domaine et à tous juges ou officiers prétendans avoir provision du roy et d'autres que dudit sieur évesque de s'entremettre en aucune façon que ce soit en l'exercice de ladite justice haute, moyenne et basses, mère et mixtes impères desdits lieux pour lesdictes partz et portions audict sieur évesque adjudgés à peine de dix mil livres et néantmoins ledit conseil auroit ordonné que ez crimes et délitz où escherra punition de mort ou troncation de membres les officiers dudit sieur évesque seront tenus renvoyer soubz bonnes et seures gardes les prisonniers et délinquans avec les procès instruitz par devant les juges de Draguignan desuelz néantmoins les confiscations et amendes appartiendront audit sieur évesque pour lesdites parts et portions, sauf ausdits sieurs /<sup>524</sup> advocat général Monnier, Fabry et de Peruis d'eux pourvoir pour ce qu'ilz monstrent avoir actuellement payé et estre entré aux coffres du roy ainsy qu'ilz adviseront bon estre, et a condamné ledit conseil ledit sieur advocat général Monnier, Fabry, de Peruis et habitans dudit Fayence ez despens desdites instances et sans despens pour le regard des autres. Duquel arrest ledit sieur évesque auroit obtenu lettres exécutoriales et commission adressante au premier sieur conseiller dudit Grand conseil trouvé sur les lieux et en son absence ou empêchement au premier sieur conseiller de ladite cour de parlement de Provence plus prochain juge royal desdits lieux pour, appelé ceux quy pour ce seront<sup>327</sup> à appeler, mettre incontinent et sans dellay ledit arrest à deue et entière exécution selon sa forme et teneur, qu'est la cause que ledit m<sup>e</sup> Boyer procureur, assisté dudit d'Eclesia au nom et ayant charge de messire Camelin évesque dudit Fréjus, nous a présenté ledit arrest et commission deuement annexée par ladite cour de parlement de ce pays et requis icelle recevoir et ce faisant nous vouloir acheminer sur les /<sup>524<sup>n</sup></sup> lieux contentieux pour mettre ledit arrest à deue et entière exécution selon saforme et teneur et à ces fins luy laxer adjournement contre tous les desnommés audit arrest et autres qu'il appartiendra à compétant jour et haure sur les lieux contentieux pour exécuter ledit arrest selon sa forme et teneur.

Nous président et commissaire, après avoir veu ledit arrest et lettres de commision, avec la permission octroyée par ladite cour et recevant ladite commission avec l'honneur requis, nous sommes offertz nous acheminer sur les lieux contentieux pour mettre ledit arrest a deue et entière

---

<sup>327</sup> fairont

exécution selon sa forme et teneur et à ces fins avons laxé l'adjournement requis contre tous les desnommés audit arrest et autres qu'il appartiendra à compétant jour et heure sur les lieux contentieux respectivement pour voir procéder à l'exécution dudit arrest selon sa forme et teneur avec commination qu'en leur déffaut sera passé outre ainsy qu'il appartiendra, ayant à mesme instant fait expédier audit m<sup>e</sup> Boyer les lettres d'adjournement à ce requises et nécessaires.

<sup>/525</sup> Dudit jour sèsiesme janvier mil six cens neuf audit Aix et dans notre maison d'habitation environ six heures de soir seroit compareu par devant nous monsieur m<sup>e</sup> Jean-Louis de Monnier, conseiller du roy en son Conseil d'estat et son premier advocat général en ladite cour, lequel nous a remonstré estre venu à sa notice que nous sommes poursuivis par messire Barthélemy Camelin évesque de Fréjus pour exécuter certain arrest du Grand conseil obtenu par grand surprise et grand précipitation sans ouir monsieur le procureur général, lequel estant son garant et ayant le principal intérêt de voir proposer les principales déffences et en vertu duquel arrest ledit sieur évesque de Fréjus poursuivy d'estre mis en possession de la jurisdiction du Puget qu'il avoit acquise du domaine de Sa majesté et bien qu'il n'ayt eu aucune cassation dudit arrest ny veu le contenu d'iceluy, toutesfois pour esviter frais et despens il a fait déclaration audit sieur de Fréjus avec les protestations y contenus par laquelle il consent qu'il prenne possession de sa propre et privée auctorité de ce quy luy a esté adjugé par ledit arrest pour son regard et dont il s'est desparty avec lesdictes protestations. <sup>/525<sup>n</sup></sup> Laquelle déclaration il a mandé signifier audit sieur de Fréjus il a plus de quatre jours et l'a aussy faicte inthimer à m<sup>e</sup> Boyer son procureur quy a fait ceste poursuite. A ceste cause nous a requis luy concéder acte de lasusdite déclaration et attendu son offre de ne passer plus outre pour son regard à l'exécution dudit arrest et ne luy faire donner aucune assignation pour y assister et en cas que nous faisons aucunes poursuites pour son regard ou sur ce sujet que ce sera aux propres despens dudit sieur de Fréjus sans le pouvoir regetter sur autres, de quoy aussy il nous en a requis acte pour luy servir ainsy que de raison.

Nous président et commissaire avons ordonné que le présent comparant, déclaration, réquisitions et protestations y contenues seront monstrées et signifiées audit sieur évesque de Fréjus ou à m<sup>e</sup> Boyer son procureur pour y déffendre, dire et contredire à ce que bon leur semblera.

Du samedy dix-septiesme dudit mois de janvier mil six cens neuf audit an et dans nostre maison d'habitation environ huict heures de matin seroit comparu ledit m<sup>e</sup> Boyer, procureur, <sup>/526</sup> adcisté dudict d'Eclesia au nom dudit messire Camelin évesque de Fréjus, disant que dez hier à trois heures après midy il auroit remis entre les mains de m<sup>e</sup> Simon Vincens, huissier en la cour, les lettres d'adjournement par nous laxées afin d'icelles exploicter et donner assignation à monsieur m<sup>e</sup> Jean-Louis de Monnier, sieur de Chasteaudueil, conseiller du roy en son Conseil d'estat et son premier advocat général en ladite cour, m<sup>e</sup> Nicolas de Peruis, advocat en la cour, sieur de Montaurous, et Henry Fabry, lequel Vincens ne daigne exploiter lesdictes lettres au grand préjudice et damage dudit sieur de Fréjus, requérant estre enjoinct audit Vincens huissier de rendre lesdites lettres exploitées à peine de mil livres, despens, dommages et inthérestz dudit sieur de Fréjus. Au moyen de quoy nous avons mandé venir par devers nous ledit Vincens huissier, auquel nous avons demandé quelles dilligences il a fait pour exploiter lesdites lettres d'adjournement à luy expédiées de la part dudit sieur évesque, lequel a dit la vérité estre telle qu'il feut hier en la maison dudit sieur de Chasteaudueil advocat général <sup>/526<sup>n</sup></sup> pour exploiter lesdictes lettres, n'ayant peu parler à luy, pour raison de quoy il fera diligences d'exécuter lesdictes lettres. A ceste cause nous avons enjoinct audit Vincens de rendre audit m<sup>e</sup> Boyer lesdictes lettres

d'adjournement exploictées à peine de trois cens livres envers le roy, despens, dommages et intérestz dudit sieur de Fréjus.

Du dix-huictiesme jour dudit mois de janvier six cens neuf audit Aix et dans nostre maison d'habitation seroit compareu par devant nous monsieur m<sup>e</sup> Jean-Louis de Monnier, conseiller du roy en ses conseil d'estat et son premier advocat général en la cour, lequel sans approbation de l'arrest du Grand conseil à l'exécution duquel on présupose que nous ayons esté commis, duquel arrest il n'a aucune notice ny de la commission obtenue en vertu d'iceluy, nous a remonstré qu'il a fait monstrer l'ordonnance par nous faite sur le précédent comparant à m<sup>e</sup> Boyer, procureur du sieur évesque de Fréjus, lequel avance contre la vérité que ledit sieur de Monnier a esté assigné en exécution dudit arrest et a heu coppie d'iceluy /<sup>527</sup> et dit encores pour la formalité estre nécessaire qu'il adciste à ladite exécution avec monsieur le procureur général, mais il appert par l'extrait de la sommation faite audit m<sup>e</sup> Boyer puis le sèsiesme de ce mois sur les cinq heures après midy contenant la mesme déclaration incérée au précédant comparant qu'il n'y a eu aucune assignation faite à la personne dudit sieur Monnier sy signification dudit arrest et sy cela estoit ledit Boyer n'eust pas oublié de le dire en la responce faite en ladite somation, laquelle a esté envoyée audit sieur de Fréjus et croit qu'à présent elle luy a esté inthimée et, attendu les déclarations y contenues, que c'est une pure chicanerie de vouloir faire assigner ledit sieur advocat général puisqu'il consent que ledit sieur évesque prenne possession de sa propre auctorité de ce que luy a esté adjudgé par ledit arest et à ces fins s'en despart avec les protestations y contenues que, sy ledit sieur de Fréjus y veut apporter quelque grande formalité, cela doyt estre à ces propres despens et n'est nécessaire de faire assigner ledit sieur Monnier, ains monsieur le procureur général qu'est la seulle et vraye partie ou garent formel dudict sieur /<sup>527</sup> de Monnier, lequel a déclaré puis l'introduction de cette instance que c'est audit sieur procureur général de déffendre et prendre sa garentie. C'est pourquoy, attendu lesdictes considérations, nous a requis d'ordonner suivant les conclusions par luy prises au précédent comparant.

Nous président et commissaire, concédant acte audit sieur de Monnier des déclarations et protestations par luy cy-dessus faictes pour s'en servir et valoir en temps et lieu, avons ordonné que, sans préjudice du droit des parties, sera par nous procédé à l'exécution dudit arrest selon sa forme et teneur et sera signifié audit sieur évesque de Fréjus ou à m<sup>e</sup> Boyer son procureur.

Du dix-neufviesme dudit mois de Janvier mil six cens neuf, audit Aix et dans le palais, environ huict heures de matin, seroit compareu m<sup>e</sup> Vincens, huissier en la cour, lequel a remis par devers nous les lettres d'adjournement avec les exploictz par luy faictz. Au moyen de quoy, suivant la réquisition faite par ledit m<sup>e</sup> Boyer assisté dudit d'Eclesia dudit jour dix-neufviesme dudit mois de /<sup>528</sup> janvier seroient despartis dudit Aix en compagnie desdits m<sup>e</sup> Boyer et d'Eclesia et m<sup>e</sup> Vivaud, audiencier en la cour, et venus coucher au lieu de la Péagière. Et du lendemain vingtiesme en la ville de Brignolle et dans le logis d'Honoré Beletrut où pend pour enseigne l'image de Nostre-Dame. Duquel lieu serions despartis le mercredy vingt-uniesme dudit mois et venus coucher en la ville de Lorgues et dans le logis de la Croix Blanche. Et du lendemain judy vingt-deuxiesme en la ville de Fréjus et dans le logis d'Anthoine Morenc où pend pour enseigne ke Chapeau Rouge.

Du vingt-quatriesme jour dudit mois de janvier mil six cens neuf en la ville de Fréjus et dans le logis du Chapeau Rouge, environ onse heures avant midy, seroit compareu m<sup>e</sup> Esqperit Boyer procureur et au nom, assisté de messire Barthélemy Camelin évesque de Fréjus, disant que pour l'exécution de l'arrest donné par messieurs du Grand Conseil du dernier septembre mil six cens

huict, en vertu des lettres par nous laxées, il auroit fait assigner monsieur m<sup>e</sup> Jean-Louis de Monnier, sieur de Chasteaudueil, /<sup>528<sup>v</sup></sup> conseiller du roy en son Conseil d'estat et son premier advocat général en la cour de parlement de ce pays, à estre et comparoir par devant nous au lieu du Puget et au devant du chasteau dudit lieu à ce jour d'huy, vingt-quatriesme du présent mois, à midy attendant une heure, aux fins de venir procéder à l'exécution dudit arrest dudit jour dernier septembre selon sa forme et teneur, avec commination qu'à son déffaut seroit passé outre ainsy qu'il appartiendra. Lequel sieur advocat général auroit percisté à ses précédentes responces tant de la sommation que comparans, requérant qu'il nous plaise nous acheminer audit lieu du Puget suivant l'assignation sur ce donnée. Attandu laquelle réquisition dudit jour vingt-quatriesme dudit mois de janvier serions despartis de ladite ville de Fréjus en compagnie dudit messire Camelin évesque de Fréjus, messire Elzias de Rastelis évesque de Riez, Gaspard de Pontevès sieur de Seillans, m<sup>e</sup> Scipion Rousse advocat en la cour, m<sup>e</sup> Louis Firminy procureur général du roy au siège de Draguignan, ledit m<sup>e</sup> Boyer et Jean Vivaud audiencier en la cour et venus audit lieu du Puget, où /<sup>529</sup> arrivés et dans la maison de Jacques Laugier, consul dudit lieu du Puget, après avoir esté assurez estre une heure après midy donnée par assignation en présence des susnommés, dudit Laugier et Jean Vallanosc consulz, Jean Bonnaud lieutenant de juge, Vincens Rey, Denis Garcin, George Laugier, Jean Maurine, Jean Laugier, Anthoine Rey, Estienne Dalmas, Pierre Roustan et autres dudit lieu du Puget, ledit m<sup>e</sup> Boyer, procureur au nom adcisté dudit messire Camelin évesque de Fréjus, nous a remonstré que sur le procès pendent au Grand conseil pour raison de la terre, place et seigneurie du présent lieu du Puget arrest s'en seroit ensuivy du dernier septembre passé, par lequel, entre autres choses, ledit conseil, faisant droict sur les instances pendentes entre les parties, a adjugé et adjuge audit sieur évesque de Fréjus difinitivement la justice haute, moyenne, basse, mère, mixte impère, confiscations, amandes, profitz, esmolumens dont les seigneurs ayans pareilles justices hautes, moyennes et basses, mères, mixtes impères audit pays de Provence ont accoustumé d'user et jouir, avec pouvoir de créer et instituer viguiers, juges, /<sup>529<sup>v</sup></sup> greffiers, sergens et autres officiers pour l'administration de ladite justice et droitz pour le tout au présent lieu du Puget avec déffences audit sieur advocat général Monnier et à tous autres de troubler ny empêcher directement ou indiresstement ledit sieur évesque ou ses officiers esdictes justice hautes, moyennes et basses, mères et mixtes impère et droictz de domaine et à tous juges et officiers prétendans avoir provision de Sa majesté et d'autres que dudit sieur évesque de s'entremettre en aucune façon que ce soit de l'exercice de ladite justice haute, moyenne, basse, mère, mixte impère audit lieu à peyne de dix mil livres, néantmoins ordonne ledit conseil qu'ez crimes et délitz où escherroit punition de mort ou troncation de membres les officiers dudit sieur évesque seront tenus renvoyer soubz bonnes [et] seures gardes les prisonniers et délinquans avec leurs procès instructz par devant les juges de Draguignan, desquelz néantmoins les confiscations et amandes appartiendront audit sieur évesque, sauf audit sieur advocat général pour ce qu'il monstrera avoir actuellement payé et estre entré /<sup>530</sup> dans le coffre du roy se prouvoir ainsy qu'il advisera bon estre, ainsy que plus à plain est contenu audit arrest, à l'exécution duquel nous avons esté commis et dépputé. Et en vertu des lettres par nous laxées il a fait adjourner ledit sieur Monnier advocat général à estre et comparoir par devant nous au présent lieu du Puget au devant du chasteau à ce jour d'huy vingt-quatriesme janvier mil six cens neuf à midy attendant une heure, comme aussy auroit fait assigner m<sup>e</sup> Louis Firminy, sustitué de monsieur le procureur général du roy au siège et ressort de Draguignan, aux fins de voir procéder à l'exécution dudit arrest selon sa forme et teneur. A cause de quoy, attandu la déclaration faicte par ledit sieur de Monnier et en déffaut d'iceluy assigné et attandu que ledit

m<sup>e</sup> Firminy procureur du roy est présent, lequel m<sup>e</sup> Boyer a requis qu'il nous plaise procéder à l'entière exécution dudit arrest au présent lieu du Puget et ce faisant mettre et installer ledit sieur évesque de Fréjus en possession réelle, actuelle et corporelle de la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère, confiscations /<sup>530</sup> amandes, proffitz, esmolemens dont les seigneurs ayans pareille justice haute, moyenne, basse, mère, mixte impère en ce pays de Provence ont accoustumé d'user et jouir, avec pouvoir de créer et instituer viguiers, juges, greffiers, sergens et autres officiers pour l'administration de la justice et droitz pour le tout au présent lieu de Puget, avec inhibitions et déffences audit sieur advocat général Monnier et à tous autres de troubler ny empêcher directement ou indirectement ledit sieur évesque de Fréjus ou ses officers esdictes justice haute, moyenne, basse, mère et mixte impère et droitz de domaine et à tous juges et officiers prétendans avoir provisions de sa majesté ou d'autres que dudit sieur évesque de s'entremettre en aucune façon que ce soyt à l'exercice de ladite justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère au présent lieu du Puget à peyne de dix mil livres suivant la forme et teneur dudit arrest.

Lesdits consulz du Puget et autres dudit lieu susnommés ont déclaré qu'ilz n'empêchent estre par nous procédé à l'exécution dudit arrest selon sa forme et teneur.

/<sup>531</sup> Ledit m<sup>e</sup> Firminy, procureur du roy au siège et ressort de la ville de Draguignan, dit que, depuis que monsieur le procureur général a esté ouy et s'est déffendu en la cause dont l'arrest de l'exécution duquel est à présent question s'en est ensuivy en ce que conserne la place du Puget, n'a de quoy empêcher pour le présent que ledit sieur évesque soit mis en possession conformément audit arrest de la haute justice, moyenne et basse, mère et mixte impère et de tout ce qu'en déppend sans préjudice toutesfois des droictz que le roy pourroit faire apparoir à l'advenir luy appartenir sur ladite place et sauf d'y revenir par requeste civile en cas que ledit sieur procureur général recouvre de nouveaux documens, fors et excepté des herbages pour raison desquelz en cas que le volussions mettre en possession il s'oppose d'autant que le roy en est en possession de temps immémorable, ayant iceux tousjours esté affermé tant par messieurs de la cour des comptes que par les trésoriers généraux de France sans que les prédecesseurs dudit sieur évesque s'y goient jamais opposés ny prétendu aucun droict sur iceux, comme se justiffie par /<sup>531</sup> l'arrest du premier avril mil cinq cens huictante-huict auquel n'est faicte aucune mention des herbages, et l'arrest de l'exécution duquel est question n'est qu'en exécution d'iceluy du premier avril, estant notoire que la communauté de Fréjus a tousjours arranté du roy les herbages dudit Puget, d'ailleurs ledit sieur évesque ne peut estre mis en possession ausdits herbages d'autant qu'ilz ne luy sont adjudés, ains seulement la jurisdiction haute, moyenne, basse, mère et mixte impère et droitz de domaine, soubz lesquelz motz ne doyvent estre compris les herbages, parce que par les parolles suivantes il explicque telles et semblables que les autres seigneurs ayans pareille justice en ce pays jouissent, que si l'intention du conseil ait esté que soubz ce mot droict de domaine les herbages, four et moulin et terres du domaine luy appartiennent. En la condamnation portée par ledit arrest contre le sieur de Montaurous les fours et moulins et autres droictz seigneuriaux puisque n'ont esté compris sur ce mot de droict de domaine et par là se voit clairement qu'ilz n'ont entendu parler que de la jurisdiction. /<sup>532</sup> Et que cela soyt ledit sieur évesque a audit Fréjus la haute justice, mère et mixte impère et cependant les herbages appartiennent moytié au roy et moytié à la communauté, ce que monstre que le droit d'herbage est séparé de la jurisdiction, que sy le conseil luy eut voulu adjudger les herbages, il eut particulièrement exprimé comme il a fait des fours et moulins et autres droictz seigneuriaux dudit Montaurous, de quoy a protesté et requis acte.

Comme aussy seroit compareu m<sup>e</sup> Rayolle, procureur en ladite cour intervenant pour les consulz et communauté, manans et habitans de la ville de Fréjus, assisté de m<sup>es</sup> Deidier, Moutonnier et Louis Carbonnel, consulz de ladite ville, et de plusieurs autres particuliers d'icelle nous ayant accompagné dudit Fréjus au présent lieu du Puget pour nous remonstrer et faire entendre qu'ilz ont en notice par bruict commun que messire Barthélemy Camelin évesque dudit Fréjus a obtenu certain arrest de messieurs du Grand conseil du roy en sa faveur contre monsieur le procureur général du roy et autres pourtant adjudication /<sup>532<sup>v</sup></sup> de certaines places et autres droictz et entre autres de la place, terre et jurisdiction du présent lieu du Puget. Pour l'exécution duquel arrest et pour le mettre en possession desditz droictz, il a obtenu ainsy qu'il présuppose commission à nous adressante, en vertu de laquelle ledit sieur évesque se veut faire mettre à présent en possession dans ledit lieu du Puget, son terroir et jurisdiction, ce que lesdits consulz n'empêcheront nullement pourveu que lesdits manans et habitans dudit Fréjus soient par nous maintenus et gardés en la possession antique et résante, en laquelle ilz sont d'an et jour et dès tel temps qu'il n'est mémoire d'homme au contraire, de faire dépaistre le bestail tant gros que petit dans le terroir dudit Puget et d'y prendre du bois tant pour leur chauffage que bastiment et y faire charbons, eissartz et meurtes et autrement en jouir pour leurs usages particuliers, tout ainsy que font ou peuvent faire lesdits habitans dudit lieu du Puget quy ont mesme et semblable faculté et libertez dans le terroir dudit Fréjus pour estre proches voisins et terroirs indistintz et séparés en ce quy est et conserne lesdites facultés et libertés /<sup>533</sup> communes, nous requérant au moyen de ce leur concéder acte de ladite réquisition et déclaration et suivant icelle les laisser en la possession et jouissance desdits droictz et facultés en laquelle ilz sont comme dit est et se trouvent et à faute de ce faire, en cas de trouble et empêchement par ledit sieur évesque de Fréjus ou autre, protestent de tous despens, dommages et inthérests procédans du trouble que leur pourroit estre fait et donné et qu'ilz ne se veulent pour le présent despartir de la faculté et possession susdite, requérant acte et que la présente déclaration soit incérée dans nostre procè-verbal pour y avoir recours quand besoin sera.

Ledit m<sup>e</sup> Boyer, au nom et adcisté dudit messire Camelin évesque de Fréjus, dict que ce sont des inventions et artifices pour embarrasser l'exécution de l'arrest quy de soy est clair et net, car, pour ce que ledit m<sup>e</sup> Firminy procureur du roy avance, il ne peut ignorer que monsieur le procureur général au Grand conseil et ledit sieur Monnier n'ayent pleinement déffendu,ourny et produit en l'instance sur laquelle est intervenu l'arrest /<sup>533<sup>v</sup></sup> de l'exécution duquel est question, par lequel est adjugé difinitivement audit sieur évesque de Fréjus la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes, droictz de domaine, proffictz et esmolemens dont les seigneurs ayans pareille justice hautes, moyennes et basses, mères et mixtes impères en ce pays de Provence ont accoustumé d'user et jouir, estant très véritable que ledit sieur Monnier, dernier possesseur de ceste place du Puget, tenoit et possédoit paisiblement desdits herbages, les arrantant à son plaisir et volonté et faisant gaiger ceux quy venoient dépaistre sans sa permission ainsy qy'il pourra estre atesté par lesdits consulz et habitans du Puget, mesmes par m<sup>e</sup> Anthoine Espitalier, quy étoit viguier pour ledit sieur Monnier, icy présent qu'il requiert estre ouys et interrogés par serment. Et pour ce que touche ledit m<sup>e</sup> Rayolle au nom des consulz de Fréjus, ilz n'ont jamais heu possession ny faculté de faire dépaistre leur bestail audit terroir, mais au contraire, quand ilz y sont /<sup>534</sup> venus sans la permission du seigneur, ilz sont esté gaigés et ont payé les peines et les dommages. Et pour ce qu'ilz se trouvent pour le jourd'huy en possession d'y faire dépaistre leur bestail, c'est en vertu des arrentemens desdits herbages et non autrement ainsy qye les consulz dudit Fréjus cy présans pourront atester, qu'il requiert aussy estre

ouis et interrogés par serment pour luy servir ainsi que de raison, percistant à ses précédentes réquisitions.

Ledit Jacques Laugier et Jean Vallagnosc, consulz dudit lieu du Puget, sur ce enquis par serment, disent la vérité estre telle que monsieur m<sup>e</sup> Jean-Louis de Monnier, advocat général du roy en ladite cour, cy devant seigneur du présent lieu de Puget, jouissoit paisiblement desdits herbages et en avoit tousjours jouy durant sa tenue, les arrantoit à quy bon leur sembloit, faisant gaiger ceux quy venoient dépaistre sans la permission ainsi qu'il est notoire mesmes ceux de Fréjus.

Ledit Anthoine Espitalier dit par serment avoir esté cy-devant viguier audit lieu du Puget pour ledit sieur de Monnier et comme ayant /<sup>534</sup> charge de luy il a arranté souvent les herbages dudit terroir à diverses personnes, prins et receu les deniers de l'arrentement et iceux expédiés audit sieur de Monnier et les arrantemens par luy passés estoient verbaux et non par actes publicques.

Ledit m<sup>e</sup> Louis Carbonnel, consul de Fréjus, dit par serment la vérité estre telle que ledit sieur Monnier jouissoit desdictz herbages, les ayant arrantés, et ladite communauté de Fréjus ou autres pour elle aussy arrantés du roy et en ceste qualité jouy, de quoy ledit m<sup>e</sup> Boyer a requis acte.

Nous président et commissaire, concédant acte ausdites parties de leurs direz et déclarations et protestations sans préjudice de leurs droitz, avons ordonné que ledit sieur évesque de Fréjus sera par nous mis en possession de la terre, place et seigneurie du présent lieu du Puget, justice haute, moyenne, basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes, droictz de domaine, proffitz et esmolumens pour le tout dudit lieu, desquelz le roy et ceux quy ont en droict /<sup>535</sup> et cause de luy ont jouy et usé jusques à présent, avec pouvoir de créer et constituer viguiers, juges, greffiers, sergens et autres officiers pour l'administration de ladite justice aux qialitez portées par ledit arrest, sçavoir que ez crimes et délitz où escherra punition de mort ou troncation de membres les officiers dudit sieur évesque au présent lieu du Puget seront tenus renvoyer soubz bonnes et seures gardes les prisonniers et délinquans avec leurs procès instruitz par devant les juges de Draguignan, desquelz néantmoins les confiscations et amandes appartiendront audit sieur évesque suivant ledit arrest, à laquelle ordonnance lessdit m<sup>es</sup> Boyer, Firminy procureur du roy et consulz du Puget ont respectivement acquiescé.

A l'exécution de laquelle ordonnance, suivant la réquisition dudit m<sup>e</sup> Boyer assisté dudit sieur évesque, en compagnie des susnommés nous serions à l'instant acheminés au chasteau dudit lieu du Puget, où estans et dans l'enclos d'iceluy avons mis en possession réelle, actuelle et corporelle ledit sieur évesque de Fréjus de la terre, place et seigneurie du Puget, justices haute, moyenne et basse, mère /<sup>535</sup> mixte impère, confiscations, amandes, droictz de domaine, proffitz, esmolumens pour le tout dudit lieu desquelz le roy et ceux quy ont eu droict et cause de luy ont jouy et usé jusques à présent, avec pouvoir de créer et instituer viguiers, juges, greffiers, sergens et autres officiers pour l'administration de la justice, le prenant par la main droite, le faisant entrer et sortir dans l'enclos dudit chasteau en signe de vraye et actuelle possession. Comme aussy à mesme instant en compaignis des susnommés nous serions acheminés dans la chappelle de Saint-Anthoine, lieu accoustumé pour tenir le conseil de ladite communauté, où nous avons semblablement mis en possession ledit messire Barthélemy Camelin évesque, remettant entre ses mains le baston de la justice, lequel a incontinent donné à Jacques Laugier dudit lieu et iceluy créé et estably viguier audit lieu, quy a presté le serment en tel cas requis en signe de vraye et actuelle possession, faisant inhibitions et déffances audit sieur advocat général Monnier et à tous autres de troubler ny empêcher directement ou indirectement /<sup>536</sup> ledit sieur évesque de Fréjus en ladite possession et jouissance à peine de dix mil livres suivant ledit arrest, de quoy ledit m<sup>e</sup> Boyer a requis acte, que luy avons concédé. Et en après, en compaignie dudit sieur évesque, consulz de



Fréjus, Boyer, Vivaud et autres, serions ledit jour vingt-quatriesme janvier retournés en ladite ville de Fréjus et dans le logis du Chapeau Rouge.

Du landemain vingt-sixiesme jour dudit mois de janvier mil six cens neuf, en ladite ville de Fréjus et dans le logis du Chapeau Rouge, environ unse heures de matin, seroit compareu m<sup>e</sup> Esperit Boyer, procureur en la cour au nom et assisté de messire Barthélemy Camelin évesque de Fréjus, disant que, suivant nostre précédante ordonnance et en vertu des lettres par nous laxées, il auroit fait assigner Henry Fabry de la ville d'Aix, les consulz du lieu de S<sup>t</sup>-Raphel et m<sup>e</sup> Louis Firminy, sustitué de monsieur le procureur général du roy au siège et ressort de la ville de Draguignan, à estre et comparoir par devant nous audict lieu de S<sup>t</sup>-Raphel au devant du chasteau à ce jour d'huy vingt-sixiesme du présent mois à midy attendant /<sup>536</sup> un heure aux fins de voir procéder à l'exécution de l'arrest donné par messieurs du Grand conseil du roy du dernier septembre passé selon sa forme ey teneur, à cause de quoy nous a requis, attendu que l'heure de l'assignation est proche et que lesdicts m<sup>e</sup> Firminy procureur du roy est icy présent, qu'il nous plaise nous acheminer audit lieu de S<sup>t</sup>-Raphel et de là au terroir d'Agaye proche d'iceluy pour mettre et installer ledit sieur évesque de Fréjus en possession suivant ledit arrest et commission à nous donnée. Attendu laquelle réquisition, dudit jour vingt-sixiesme dudit mois de janvier environ midy serions despartis de ladite ville de Fréjus en compagnie dudit sieur évesque de Fréjus et lesdicts m<sup>es</sup> Firminy et Boyer, messires Charles Gautier docteur en sainte théologie et Nicolas Antelme chanoine de l'église dudit Fréjus, m<sup>es</sup> Moutonnier et Louis Carbonel consulz de ladite ville, Annibal de Chasteauneuf sieur de Bertaud, Jean Dolle sieur de Villepey, Honoré d'Eclesia, Jean Roubie, Jean Vivaud audiencier en la cour et tous ensemblement venus audit lieu de S<sup>t</sup>-Raphel. Oû arrivés et dans la /<sup>537</sup> maison de Guillen Mayol, en présence des susnommés et de Jean Paulet et Jacques Martin, consulz dudit lieu, Hugues Garnier, Benoit Audier, Estienne Rostang, Honoré Chichon, Anthoine Audier et autres dudit S<sup>t</sup>-Raphel, ledit m<sup>e</sup> Boyer, au nom et assisté dudit messire Bartélemy Camelin évesque de Fréjus, nous a remonstré que par nostre arrest donné entre les parties par messieurs du Grand conseil du roy du dernier septembre passé entre autres choses a adjugé difinitivement audit sieur évesque de Fréjus la justice haute, moyenne, basse, mère, mixte impère, confiscations, amandes, droitz de domaine, profitz, esmolmens de la terre, place et seigneurie de S<sup>t</sup>Raphel et d'Agaye, avec pouvoir d'y créer et instituer officiers pour l'administration de ladite justice et droictz pour le tout, avec déffences à tous d'y empêcher, troubler ny molester ledict sieur évesque à peine de dix mille livres, ainsy que plus à plain est contenu audit arrest duquel nous avons fait faire lecture par ledit m<sup>e</sup> Vivaud, audiencier en la cour, en présence des assistans à l'exécution, duquel arrest nous serions esté commis et dépputé. Et suivant l'ordonnance /<sup>537</sup> par nous faite en vertu des lettres par nous laxées, il auroit fait assigner Henry Fabry, escuyer de la ville d'Aix, les consulz du présent lieu de S<sup>t</sup>-Raphel et ledit m<sup>e</sup> Firminy, sustitué dudit sieur procureur général, a estre et comparoir par devant nous au présent lieu de S<sup>t</sup>-Raphel au devant le chasteau à ce jour d'huy vingt-sixiesme du présent mois de janvier à midy attendant une heure aux fins de voir procéder à l'exécution dudit arrest selon sa forme et teneur. A cause de quoy, attendu que l'heure de l'assignation est passée et que lesdicts consulz de S<sup>t</sup>-Raphel et ledit m<sup>e</sup> Firminy procureur du roy sont icy présens, a requis déffaut contre ledit Fabry déffaillant, pour le profit duquel procéder à l'exécution dudit arrest et, ce faisant, mettre et installer en possession ledit sieur évesque de Fréjus de la terre, place et seigneurie de S<sup>t</sup>-Raphel, justice haute, moyenne, basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes, droitz de domaine, profitz, revenus et esmolmens, avec pouvoir d'y créer et establir

officiers pour l'administration de ladite justice et par mesme moyen en après nous acheminer /<sup>538</sup> au terroir d'Agaye joignant le terroir du présent lieu de S<sup>t</sup>-Raphel pour semblablement mettre et installer en possession ledit sieur évesque de Fréjus, avec inhibitions et déffences ausdits Fabry, consulz de S<sup>t</sup>-Raphel et tous autres de troubler ou molester ledict sieur évesque de Fréjus directement ou indirectement à peine de dix mille livres suivant la forme et teneur dudit arrest.

Lesdits Jean Paulet et Jacques Martin, consulz du présent lieu de S<sup>t</sup>-Raphel, assistés desdits Hugues Garnier, Benoit Audier, Esstienne Roustan, Henry et Barthélemy Chichons, Pierre Claret et Anthoine Audier, au nom de la communauté dudit lieu, ont dit qu'ilz n'empêchent ladite immission de possession sans préjudice des privilèges, exemptions et facultés à eux octoyées par les feuz roys comtes de Provence et confirmées par le roy à présent règnant.

Ledit m<sup>e</sup> Rayolle, au nom et assisté desdits Moutonnier, Carbonel, consulz de Fréjus, et autres particuliers de ladite ville, nous a remonstré que sur la mise de possession que ledit sieur évesque de Fréjus poursuiet et veut faire faire sur les lieux et terroirs /<sup>538r</sup> de S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye, ainsy qu'ilz ont cy-devant eu notice et leur en appert à présent en vertu dudit arrest et lettres sans y estre toutesfois assignés, ilz ont notoire intérêt en cas que ledit sieur évesque vueille et présuppose de priver et déffendre les hommes dudit Fréjus de la possession antique et ressentie, en laquelle ilz sont d'an et jour et dez tel temps qu'il n'est mémoire d'homme au contraire et en laquelle nous les trouvons à présent, de faire dépaistre leur bestail tant gros que menu par les terroirs desdits lieux de S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye et d'y prendre et enlever bois pour leur chauffage et bastiment, faire charbons, meurtes, issartz sans rien payer et néantmoins de pescher aux mers et rivages desdits lieux de S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye et de prendre et enlever audit lieu de S<sup>t</sup>-Raphel, par privilège particulier à eux concédé par le roy, le droict d'encouragement de toutes les barques et vaisseaux estrangers quy y viendront, ensemble le bon denier de toutes les marchandises et denrées que s'y chargent et transportent hors du royaume moyennant la garde que ladite communauté fait faire à la tour du Dramon et montagne d'Agaye apellée Cap Roux /<sup>539</sup> contre les Turcz et pirates pour la conservation des personnes, vaisseaux et marchandises tant des sujetz du roy que estrangers, et autrement d'en jouir et user tout ainsy que font les hommes dudit Saint-Raphel et Agaye et qui ont pareille faculté et liberté par tout le terroir dudit Fréjus tant pour estre proches voisins et commodes les uns des autres que pour estre lesdits terroirs de Fréjus, S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye indistintz et non séparés, estans ledit lieu de S<sup>t</sup>-Raphel tout entièrement et de présent comme des fauxbourgz dudit Fréjus, ayans presque communs et pareilz privilèges et que dans plusieurs des privilèges et libertés concédés par les feuz comtes de Provence et successivement par les roys de France en ladite ville de Fréjus est faite aussy mention dudit S<sup>t</sup>-Raphel. Et en considération de ce ledits consulz de Fréjus permettent aux hommes dudit Saint-Raphel porter et venir vendre ou reposer leurs vins et raisins dans ladite ville quand bon leur semble bien que nulle autre ville ny village circonvoisin ayt telle faculté ny liberté pour avoir ladite communauté de Fréjus particuliers privilèges du roy de prohiber /<sup>539r</sup> l'entrée des vins et raisins estrangers dans leur dite ville et au moyen de ce ilz nous requièrent de les vouloir maintenir et conserver en ladite faculté et possession, n'empêchant pour le surplus l'exécution dudit arrest sur lesdits lieux de S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye, autrement et à faute de ce faire protestent contre ledit sieur de Fréjus de tous despens, dommages et inthérestz procédans de trouble et empêchement que leur pourroit estre fait et donné en ladite possession qu'ilz veulent maintenir et conserver, requérant acte et que la présente déclaration et réquisition soit incérée dans nostre procès-verbal pour y avoir recours quand besoin sera.

Ledit m<sup>e</sup> Boyer, au nom et assisté dudit sieur évesque, nie formément la possession et faculté avancée par lesdits consulz de Fréjus, n'en ayant jamais jouy ny osé qu'en vertu des arrentemens par eux passés et comme fermiers du roy et durant le procès ainsi que lesdits consulz de Fréjus ont cy-devant déclaré, estant lesdits terrains séparés et non unis, percistant comme dessus.

Ledit m<sup>e</sup> Firminy, substitué dudit sieur /<sup>540</sup> procureur général du roy au siège et ressort de Draguignan, que, puisqu'il se trouve par l'arrest de l'exécution duquel est question que monsieur le procureur général au Grand conseil a déffendu en la cause et qu'il n'a aucuns mémoires pour déffendre, n'empêche ladite immission de possession requis sauf, sy pour l'advenir ledit sieur procureur général recouvroit des documens vallables, de se prouvoir contre l'arrest par requeste civile ainsy qu'il appartiendra, dont il a protesté et requis acte.

Nous président et commissaire avons donné déffaut contre ledit Fabry déffillant sauf le jour, pour le proffit duquel, concédant acte ausdites parties de leurs dires déclarations et protestations sans préjudice de leurs droitz et privilèges respectivement prétendus, avons ordonné que ledit sieur évesque sera par nous mis en possession de la terre, place et seigneurie du présent lieu de S<sup>t</sup>-Raphel et d'Agaye, justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes, droitz de domaine, proffitz, esmolumens pour le tout desditz lieux desquelz le roy et ceux quy ont eu /<sup>540</sup> droit et cause de luy ont jouy et usé jusques à présent, avec pouvoir de créer et instituer viguiers, juges, greffiers, sergens et autres officiers pour l'administration de la justice, aux qualités portées par ledit arrest sçavoir que en crimes et délictz où escherra punition de mort ou troncation de membres les officiers dudit sieur évesque aux présans lieux de S<sup>t</sup>-Raphel et d'Agaye seront tenus renvoyer soubz bonnes et seures gardes les prisonniers et délinquans avec leurs procès instruictz par devers les juges de Draguignan, desquelz néantmoins les confiscations et amandes appartiendront audit sieur évesque suivant ledit arrest, à laquelle ordonnance lesdites parties ont respectivement acquiescé.

En exécution de laquelle ordonnance, à la réquisition dudit m<sup>e</sup> Boyer assisté dudit sieur évesque, en compagnie des susnommés nous serions acheminés au chasteau dudit S<sup>t</sup>-Raphel et dans l'enclos d'iceluy, où nous avons mis en possession réelle, actuelle et corporelle ledit sieur évesque de Fréjus de ladite terre, /<sup>541</sup> place et seigneurie dudit S<sup>t</sup>-Raphel, justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes, droitz de domaine, proffictz et esmolumens pour le tout dudit lieu desquelz le roy ou ceux qui ont eu droit et cause de luy et usé jusques à présent, avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge, greffier, sergens et autres officiers pour l'administration de ladite justice, le prenant par la main droite, le faisant entrer et sortir dans l'enclos dudit chasteau en signe de vraye et actuelle possession. Comme aussy à mesme instant en compagnie des susnommés nous serions acheminés dans le maison commune dudit S<sup>t</sup>-Raphel appellé S<sup>t</sup>-Esprit, où nous aurions semblablement mis en possession ledit sieur évesque de Fréjus, remettant entre ses mains le baston de la justice, qu'il a incontinent donné à Guillen Mayol dudit lieu et iceluy créé et institué viguier audit S<sup>t</sup>-Raphel, quy a presté le serment en tel cas requis en signe de vraye et actuelle possession. Et après, en compagnie /<sup>541</sup> que dessus, nous serions acheminés au lieu et terroir d'Agaye joignant le terroir dudit S<sup>t</sup>-Raphel, jusques à la rivière dudit Agaye, où estant ledit m<sup>e</sup> Boyer assisté dudit sieur évesque nous a particulièrement requis le mettre et installer en possession suivant nostre précédente ordonnance. Sur quoy ledit m<sup>e</sup> Carbonel consul, assisté comme dessus, nous a remonstré que par cy-devant ledit sieur évesque de Fréjus avoit vendu et donné le pouvoir au sieur de la Fumée de faire bastir et dresser une forteresse au port dudit Agaye, quy estoit grandement nuisible et préjudiciable au bien de la Provence, ce qu'ayant esté représenté aux estatz, ilz en firent article en leur cayer de très humbles

supplications à Sa majesté, laquelle par ses lettres patentes a ordonné la desmolition du fort, ce qu'a esté fait et executé ainsy qu'appert par lesdites lettres patentes qu'il a exhibées afin que ledit sieur évesque n'y prétende ignorance pour l'advenir ny permis estre fait autre édifice, dont il a particulièrement protesté. Soubz lesquelles <sup>/542</sup> protestations sans préjudice du droict des parties, nous avons aussy mis en possession ledit sieur évesque de Fréjus de ladite terre et seigneurie d'Agaye, justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes, droitz de domaine, proffitz, esmolumens pour le tout dudict Agaye desquelz le roy ou ceux quy ont eu droict et cause de luy ont jouy et usé jusques à présent, avec pouvoir de créer et instituer officiers, luy faisant arracher herbes dudit terroir et getter pierres en signe de vraye et actuelle possession, faisant inhibitions et déffences audit Fabry, consulz de S<sup>t</sup>-Raphel et à tous autres de troubler ny empêcher directement ou indirectement ledit sieur évesque de Fréjus en ladite possession et jouissance de S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye à peine de dix mille livres suivant ledit arrest. De quoy ledit m<sup>e</sup> Boyer a requis acte, que luy avons concédé et après, en compagnie des susnommés, serions ledit jour vingt-sixiesme janvier retournés en ladite ville de Fréjus et dans ledit logis du Chappeau Rouge.

<sup>/542<sup>v</sup></sup> Du vingt-huictiesme jour du mois de janvier mil six cens neuf, de matin, suivant la réquisition faite par ledit m<sup>e</sup> Boyer assisté dudit sieur évesque de Fréjus, serions despartis dudit Fréjus en compagnie dudit sieur évesque, m<sup>e</sup> Louis Firminy, sustitué dudit sieur procureur général au siège et ressort de la ville de Draguignan, messire Charles Gautier, grand vicaire au diocèse de Fréjus, messire Nicolas Antelme, chanoine en l'église cathédrale de ladite ville, m<sup>e</sup> Hélion Vaixière, viguier de ladite ville, m<sup>e</sup> Jacques Camelin, receveur des décimes au diocèse de Fréjus, ledit m<sup>e</sup> Boyer, Jean Vivaud, audiencier en la cour, et venus au lieu de Montaurous. Où arrivés et dans la maison du cappitaine Anthoine Sigalony, ledit jour vingt-huictiesme janvier mil six cens neuf après midy, seroit compareu ledit m<sup>e</sup> Boyer, procureur et au nom et assisté dudit sieur évesque de Fréjus, lequel en présence des susnommés, César de Grasse, sieur de Cabriès, m<sup>e</sup> Carpillety, advocat au siège de Grasse, <sup>/543</sup> ledit Anthoine Sigallon et Esperit Laget, consulz dudit Montaurous, m<sup>e</sup> André Poulle, viguier cy-devant estably audit lieu par m<sup>e</sup> Nicolas de Peyruis advocat en la cour, m<sup>e</sup> Pierre Coste, lieutenant de juge, Anthoine Léger dit Berrin, cappitaine Jean Olivary, m<sup>e</sup> Honoré Poulle notaire, Pierre Tardieu, m<sup>e</sup> Honoré Olivary notaire, Pierre Robert, Pierre Rous, Pol Giraud, Anthoine Foucou, Pierre Giraud, Esperit Laget, Barthélemy Foucou, Durand Ricard, Pierre Poulle d'Anthoine, m<sup>e</sup> Honoré Giraud et autres dudit lieu de Montaurous, nous a remonstré qu'au procès pendent par devant messieurs du Grand conseil du roy entre ledit sieur évesque, demandeur, et m<sup>e</sup> Nicolas de Peruis, advocat en la cour, et les consulz et communauté du lieu de Montaurous et autres, déffandeurs, par arrest du Grand conseil du dernier septembre passé entre autres choses auroit adjudgé diffinitivement audit sieur évesque la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes, droitz de domaine, profitz et esmolumens et tous <sup>/543<sup>v</sup></sup> autres droitz appartenans ausdites justices sur ses sujetz et estrangers au présent lieu de Montaurous, le four et moulin pour le tout et les autres droitz de domaine pour moytié, avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge, greffier, sergent et autres officiers pour l'administration de ladite justice et inhibitions et déffances à tous de le troubler directement ou indirectement à peyne de dix mil livres, l'exécution duquel arrest nous ayant esté commise en vertu des lettres par nous laxées, il auroit fait assigner m<sup>e</sup> Nicolas de Peyruis, advocat en la cour, a estre et comparoir par devant nous au présent lieu de Montaurous, au devant le chasteau, à ce jour d'huy vingt-huictiesme du présent mois, à midy attendant une

heure, aux fins de voir procéder à l'exécution dudit arrest selon sa forme et teneur, lequel m<sup>e</sup> de Peyruis n'auroit accepté ladite assignation, n'empêchant que ledit sieur évesque se fit mettre en possession. ; comme aussy il auroit fait donner mesme assignation aux consulz et communauté du présent lieu aux fins susdites, /<sup>544</sup> à cause de quoy, attendu que l'heure de l'assignation est passée et que ledit m<sup>e</sup> Firminy procureur du roy et lesdits consulz de Montaurous sont icy présens, a requis déffaut contre ledit m<sup>e</sup> de Peyruis déffillant et pour le proffit duquel estre passé outre à l'exécution dudit arrest et, ce faisant, qu'il nous plaise mettre et installer ledit sieur évesque de Fréjus en possession réelle, actuelle et corporelle de la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes, proffitz, esmolumens et tous autres droitz appartenans ausdites justices sur ces sujetz et estrangers au présent lieu de Montaurous, four et moulin pour le tout et sur les autres droitz de domaine pour moytié, avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge, greffier, sergent et autres officiers pour l'administration de la justice et droitz, avec inhibitions et déffances à tous qu'il appartiendra de troubler ou empêcher directement ou indirectement à peyne de dix mille livres suivant ledit arrest.

Ledit m<sup>e</sup> Barthélemy Carpillety, /<sup>544v</sup> advocat, assisté desdits Sigalony et Laget, consulz, et autres dudit Montaurous susnommés, au nom de la communauté dudit lieu dit que par les actes de nouveau bail passés entre les devanciers dudit sieur évesque et ladite communauté du dix-huictiesme avril mil cinq cens dix-huict, prins et receu par m<sup>e</sup> Bernard Achard notaire de Grasse, et vingtiesme février mil cinq cens vingt-six, prins par m<sup>e</sup> Honoré Gatus notaire de St-Tropés, ladite communauté a acquis faculté faire des moulins moyennant une scence perpétuelle de dix-sept sestiers bled mesure dudit lieu et faire des fours moyennant une pention de trente-cinq florins monnoye pour lors courant, en suite desquelz actes ont fait les moulins et fours, partie desquelz moulins sont depuis esté usurpés par les autres conseigneurs et, pendent le terme de l'assignation que feut donnée à ladite communauté par devant le Grand conseil à la requeste dudit sieur évesque au mois de septembre six cens trois, auroit fait quelque traité. Depuis s'en seroit /<sup>545</sup> ensuivy arrest de l'exécution duquel est question et sur l'assignation ce jour d'huy donnée par devant nous, déclarant qu'ilz n'empêchent ladite exécution en ce que concerne la haute, moyenne et basse jurisdiction, ensemble pour le fait des moulins et fours pour raison de la seigneurie et directe à laquelle se doyt, soubz correction rapporter ledit arrest en ce que dit le four et moulin pour le tout, mais en ce que concerne les fruictz desdictz moulins et four disant devoir appartenir à ladite communauté moyennant lesdites pentions qu'ilz offrent de payer conformément ausdits actes et, en cas que ledit sieur évesque l'entendit autrement, audit cas seulement en protestent et opposent, requérant acte.

Ledit m<sup>e</sup> Firminy, substitué dudict sieur procureur général au siège et ressort de la ville de Draguignan, dit que, depuis que ledit sieur procureur général au Grand soneil a déffendu au procès et qu'il n'a pour le présent aucunes mémoires pour déffendre, n'empêche l'immission de possession requise, sauf sy pour l'advenir ledit sieur procureur général recouvroit des [mémoires] pour sur icelles obtenir requeste civile. /<sup>545v</sup> Nous président et commissaire avons donné déffaut contre ledit m<sup>e</sup> de Peyruis déffillant sauf le sieur pour le proffit duquel, concédant acte ausdites parties de leurs dires, déclarations et protestations sans préjudice de leurs droitz, avons ordonné que ledit sieur évesque de Fréjus sera mis en possession de la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes et autres droitz appartenans ausdites justices sur les subjectz dudit sieur évesque et estrangers, fours et moulins pour le tout et des autres droitz de domaine pour moiitié dont le roy et ceux quy ont eu droit et cause de luy ont jouy et usé jusques à présent, avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge, greffier, sergent et autres

officiers pour l'administration de la justice aux qualités portées par ledit arrest, sçavoir que les crimes et délitz où escherra punition de mort ou troncacion de membres les officiers dudit sieur évesque au présent lieu de Montaurous seront tenus renvoyer /<sup>546</sup> soubz bonnes et seures gardes les prisonniers et délinquans avec leurs procès instruitz par devant les juges de Draguignan, desquelz néantmoins les confiscations et amandes appartiendront audit sieur évesque suivant ledit arrest, à laquelle ordonnance lesdictes parties ont respectivement acquiessé.

En exécution de laquelle ordonnance, à la réquisition dudit m<sup>e</sup> Boyer assisté dudit sieur évesque, en compagnie des susnommés nous serions acheminés au chasteau dudit Montaurous, où nous avons mis en possession réelle, actuelle et corporelle ledit sieur évesque de Fréjus de ladite place et seigneurie de Montaurous, justice haute, moyenne, basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes et autres droictz appartenans audites justices sur les subjectz dudit sieur évesque et étrangers, fours et moulins pour le tout et les autres droictz de domaine pour moitié dont les roys ont jouy et usé jusques à présent, avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge, greffier, sergens et autres officiers pour /<sup>546v</sup> l'administration de la justice suivant ledit arrest et ordonnance par nous rendue, le prenant par la main droicte, le faisant entrer et sortir dans l'enclos dudit chasteau en signe de vraye et actuelle possession. Comme aussy à mesme instant, en compagnie des susnommés, nous serions acheminés dans la maison commune dudit Montaurous, où nous avons semblablement mis en possession ledit sieur évesque de Fréjus, remettant entre ses mains le baston de la justice, qu'il a incontinent donné audit Anthoine Sigalony et iceluy créé et insitué viguier audit Montaurous, quy a presté le serment en tel cas requis, en signe de vraye et actuelle possession. Et cy après nous serions acheminés en l'église parrochiale dudit lieu en compagnie que dessus, où nous aurions aussy mis en possession ledit sieur évesque, le faisant asseoir au siège où les seigneurs dudit Montaurous ont accoustumé de s'asseoir en signe de vraye et actuelle possession, faisant inhibitions et déffances audit m<sup>e</sup> de Peruis, consulz de Montaurous et tous autres de troubler ny empêcher directement ou /<sup>547</sup> indirectement ledit sieur évesque de Fréjus en ladite possession et jouissance à peine de mil livres suivant ledit arrest, de quoy ledit m<sup>e</sup> Boyer a requis acte, que luy avons concédé et assigné lesdictes parties à demain vingt-neufviesme du présent moys dans nostre logis au présent lieu attendant une heure pour la continuation de ladite immission sur les fours et moulins suivgant ledit arrest et ordonnance par nous rendue avec communication.

Du vingt-neufviesme dudit mois de janvier mil six cens neuf, audit lieu de Montaurous et dans la maison dudit Anthoine Sigalony, environ une heure après midy, en présence desdits consulz de Montaurous et autres susnommés, ledit m<sup>e</sup> Boyer, procureur et au nom et assisté dudit sieur évesque, a requis qu'en suite de nostre précédente ordonnance il nous plaise mettre et installer en possession ledit sieur évesque des fours et moulins pour le tout suivant ledit arrest, ordonnance par nous faicte et assignation par nous donnée, ce que lesditz consulz de Montaurous, assistés comme dessus, n'ont empêché sur /<sup>547v</sup> les protestations par eux ja faictes, au moyen de quoy nous avons mis en possession ledit sieur évesque de Fréjus dudit moulin de Montaurous par traddition des clefz d'iceluy que nous avons remis entre les mains dudit sieur évesque en signe de vraye et actuelle possession. Et puis en compagnie des susnommés nous serions acheminés au four dudit lieu, où nous avons aussy mis en possession réelle et corporelle ledit sieur évesque de Fréjus, le prenant par la main droicte, le faisant entrer et sortir en signe de vraye et actuelle possession suivant ledit arrest et ordonnance par nous faite, faisant inhibitions et déffances à tous qu'il appartiendra de le troubler ou molester en ladite possession et jouissance

directement ou indirectement à peine de dix mil livres, de quoy ledit m<sup>e</sup> Boyer a requis acte, que luy avons concédé.

Dudit jour vingt-neufviesme janvier mil six cens neuf, à la réquisition dudit m<sup>e</sup> Boyer assisté dudit sieur évesque, serions despartis dudit Montaurous en leur compagnie, dudit /<sup>548</sup> sieur de Cabriès, messire Charles Gautier grand vicaire, Nicolas Antelme chanoine, Hélion Vaixière viguier, Jacques Camelin receveur des dèximes et Jean Vivaud et venus au lieu de Fayence et prins pour nostre logis la maison de cappitaine Domenge Renoux. OÙ estans, du lendemain trantiesme dudit mois de janvier environ dix heures de matin, ledit m<sup>e</sup> Boyer assisté dudit sieur évesque nous a remonstré que, sur l'instance pendente par devant messieurs du Grand conseil du roy entre ledit sieur évesque, demandeur et requérant qu'en exécutant les arrestz donnés par ledit Grand conseil du premier avril quatre-vingtz-six et sixiesme avril six cens six la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère, droictz de domaine et régalle à luy appartenans à cause de sondit évesché au terroir du présent lieu de Fayence et autres luy so[ie]nt diffinitivement adjugés avec restitution de fruictz et encores demandeur en requeste du premier aoust six cens sept afin que l'arrest que interviendroit feut exécuté contre des détempteurs d'une part et monsieur le procureur général /<sup>548r</sup> audit Grand conseil et lesdits consulz et communauté de Fayence et autres déffandeurs d'autre, tant seroit esté procédé entre lesdites parties que par arrest dudit Grand conseil du dernier septembre passé entre autres choses adjuge difinivement audit sieur évesque la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes, proffictz, esmolumens, droictz de domaine et tous autres droictz appartenans ausdites justices, telz et semblables dont les seigneurs ayans pareille justice hautes, moyennes et basses, mères et mixtes impères en ce país de Provence ont accoustumé d'user et jouir, avec pouvoir de créer, instituer viguiers, juges, greffiers, sergens et autres officiers pour le tout audit lieu de Fayence, avec déffences de troubler ny empêcher directement ny indirectement ledit sieur évesque ou ses officiers en façon que ce soit à peine de dix mil livres ; et néantmoins ordonne ledit conseil /<sup>549</sup> que en crimes et délitz où escherroit punition de mort ou troncation de membres les officiers dudit sieur évesque seront tenus renvoyer soubz bonnes et seures gardes les personnes et délinquans avec leurs procès instruictz par devant les juges de Draguignan, desquelz néantmoins les confiscations et amandes appartiendront audit sieur évesque ainsy que plus à plain est contenu audit arrest, l'exécution duquel nous seroit esté commise, et en vertu des lettres par nous laxées il auroit fait assigner les consulz du présent lieu de Fayence, m<sup>e</sup> Boniface Mousson, advocat en la cour, juge royal audit Fayence, Honoré Giraud, viguier, et Charles Perrache, lieutenant de viguier, a estre et comparoir par devant nous au présent lieu de Fayence au devant du chasteau, dans l'église parrochiale et à la maison commune dudit lieu à ce jour d'huy trentiesme du présent mois à neuf heures attendant dix de matin aux fins de voir procedder à l'exécution dudit arrest selon sa forme et tenneur avec /<sup>549r</sup> deue commination. A cause de quoy, attendu que l'heure de l'assignation est passée et que lesdits consulz et autres assignés sont icy présens, a requis qu'il nous plaise procéder à l'exécution dudit arrest et ce faisant mettre et installer ledit sieur évesque de Fréjus en possession réelle, actuelle et corporelle de la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes, droictz de domaine, proffictz, esmolumens et tous autres droictz appartenans ausdites justices au présent lieu de Fayence, telz et semblables dont les seigneurs ayans pareilles justices en ce pays ont accoustumé de jouir, avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge, greffier, sergens et autres officiers pour l'administration de la justice pour le tout au présent lieu de Fayence, avec déffences audit m<sup>e</sup> Mosson juge, Giraud viguier, consulz et Perrache lieutenant de viguier et tous

autres de troubler ny empêcher directement ou indirectement ledit sieur évesque et officiers en façon que /<sup>550</sup> ce soit à peine de dix mille livres suivant la forme et teneur dudit arrest.

Au contraire lesdits Jean Testanery et cappitaine Benetin, Trabaud consulz, m<sup>e</sup> Estienne Perrache advocat, Louis Perrache, cappitaine Anthoine Lavigne, cappitaine André Trabaud, Hélion Perrache, Jacques Laugier, m<sup>e</sup> Gilles Perrache notaire et autres particuliers et chefz de maison dudit Fayence, assistés de m<sup>e</sup> Jacques Peissonnel et Honnoré Barrême, advocatz aux sièges de Draguignan et Grasse, lesquelz au nom de la communauté respondant<sup>328</sup> à la réquisition faicte par ledit m<sup>e</sup> Esperit Boyer, procureur en parlement intervenant pour et au nom de messire Barthélemy Camelin sieur évesque de Fréjus, sur l'exécution de l'arrest obtenu de nosseigneurs du Grand conseil, ont dit qu'en ce que conserne la haute, moyenne et basse justice, mère et mixte impère, confiscations, amandes, proffitz, esmolmens, institutions et destitutions d'officiers et autres droictz appartenans à la justice seulement ilz n'empêchent l'immission de /<sup>550n</sup> de possession requise et que ledit sieur évesque en jouisse en suite et vertu dudit arrest comme ilz ne l'ont jamais empêché ny donné trouble à la jouissance d'icelle, luy ayant fait déclaration par sommation publique advant qu'eussions fait dessente sur le lieu, n'ayant esté appellés au procès par devant le Grand conseil intenté par ledit sieur évesque contre le sieur procureur général du roy que pour luy fournir instruments et mémoires pour la conservation de la haute justice audit Fayence à Sa majesté.

Ne pouvant ledit sieur évesque prétendre autres droictz sur l'exécution dudit arrest que de ladite justice, n'en ayant fait aucune demande au discours dudit procès, comme il ne pouvoit faire pour n'avoir autres droictz ainsy que se justifie par son tiltre fondamental qu'est la donation de l'an mil deux cens trois faicte à ses devanciers par Idelphons comte de Provence, lequel ne luy donne que *omnes justicias hominum* /<sup>551</sup> *qui sunt vel erunt interveniente Forojuliensi ecclesia sive sint in civitate Forojulii sive extra in castros et villis ad episcopatum vel ad preposituram pertinentibus*<sup>329</sup> et non autres. Aussy, par arrest donné par nosseigneurs de la cour de ce pays de Provence datté du quatorsiesme juillet mil cinq cens unse, ledit sieur évesque n'a adjudication que de la justice, ayant esté les droictz de régalle adjudgés à Sa majesté avec inhibitions aux officiers dudit lieu de l'y troubler.

Contre duquel arrest s'estant messire Urbain de Flisco, évesque dudit Fréjus, pourveu par révision et fait évocquer le procès au Grand conseil, par arrest d'iceluy du premier avril cinq cens huictante-six ne luy est adjudgé que la haute, moyenne et basse justice, mère et mixte impère de Fréjus, confiscations, amandes, proffitz, esmolmens et autres droictz appartenans à ladite justice. Et du surplus de sa demande fins et /<sup>551n</sup> conclusions par luy prises, ledit sieur procureur général du roy, manans et habitans en feurent absous sns préjudice audit sieur évesque de la justice de Fayence et autres kieux. Par lequel arrest résulte que ledit sieur n'a peu poursuivre en exécution d'iceluy que l'adjudication de la justice, en laquelle ladite communauté ne l'a jamais troublé ny donné empêchement en l'exercice d'icelle. En suite duquel ayant ledit sieur obtenu autre arrest pourtent adjudication de ladite justice, droictz, proffitz, esmolmens et déppendances, ne peut prétendre estre mis en possession d'aucuns autres droictz desquelz n'estoit question.

Aussy la communauté n'a esté appelée comme déffandeurs principaux et originaires, mais seulement pour donner mémoires et instructions audit sieur procureur général du roy contre duquel ledit sieur évesque avoit intenté son action pour raison de ladite justice./<sup>552</sup> Car, s'il se feut pourveu directement contre ladite communauté pour autres droictz, icelle eut déffendu au

---

<sup>328</sup> respondront

<sup>329</sup> *parturientibus*



contraire et monsté que telz prétendus droictz n'esoient deus, tant pour n'en avoir aucuns tiltres que n'avoit jamais esté exigés par ses devanciers, et feut produit transactions et autres tiltres par lesquelz leut fait débouter de sa demande sur ce faicte avec despens.

Par sorte que, sy en l'exécution dudict arrest ledit sieur vouloit demander autres droictz que de ladite justice, il ne le peut et faut à luy de se prouvoir par action, veu que les arrestz sont *irriti juris* et ne doyvent estre ampliés mais restraintz en leurs termes, particulièrement considéré le procès pendent par devant nosdictz seigneurs du parlement de cedit pays intenté par ledit sieur, de quoy requièrent acte ensemble de la protestation des despens attendu la déclaration que dessus, le tout sans préjudice de leurs droictz.

Ledit m<sup>e</sup> Boniface Mousson, juge royal de cette ville de Fayence, remonstre /<sup>552</sup> et déclare que, puisque nosseigneurs du Grand conseil, à faute que monsieur le procureur général du roy en iceluy n'a peu faire apparoir des tiltres et documens servans à la justification des droictz de la haute justice, mère et mixte impère que légitimement appartient à Sa majesté sur les particuliers, manans et habitans de ceste ville pour n'en avoir instruit et saisy par les consulz de ceste ville quy les ont rière eux, ladite justice haute, moyenne et basse, mère et micte impère a esté adjudgée audit sieur évesque de Fréjus quy en poursuit l'immission de possession, il n'empêche l'exécution dudict arrest pour ladite jurisdiction haute et proffictz d'icelle sans préjudice de ses droictz, dont en proteste et requiert acte.

Ledit Honoré Giraud, viguier, percistant au dire dudit m<sup>e</sup> Mosson juge, n'empêche l'immission de possession pour la jurisdiction haute et proffictz d'icelle sans préjudice de ses droictz, dont en proteste et requiert acte.

/<sup>553</sup> Ledit m<sup>e</sup> Firminy procureur du roy n'empêche soubz les protestations cy-devant par luy faictes.

Nous président et commissaire, concédant acte ausdites parties de leurs dires, déclarations et protestations sans préjudice de leurs droictz, avons ordonné que ledit sieur évesque de Fréjus sera par nous mis en possession de la terre, place et seigneurie du présent lieu de Fayence, justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes, droictz de domaine, proffictz et esmolmens pour le tout dudict lieu, desquelz le roy et iceux quy ont droict et cause de luy ont jouy et usé jusques à présent, avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge, greffier, sergens et autres officiers pour l'administration de la justice aux qualités portées par ledit arrest, sçavoir que ez crimes et délictz où escherra punition de mort ou troncation de membres les officiers dudict sieur évesque au présent lieu de Fayence seront tenus renvoyer soubz bonnes et seures gardes les prisonniers et délinquans avec leurs /<sup>553</sup> procès instruitz par devant les juges de Draguignan, desquelz néantmoins [les confiscations] et amandes appartiendront audit sieur évesque suivant ledit arrest, à laquelle ordonnance lesdites parties ont respectivement acquiescé.

En exécution de laquelle ordonnance, suivant la réquisition dudict m<sup>e</sup> Boyer assisté dudict sieur évesque, en compagnie des susnommés, nous serions acheminés au chasteau dudict lieu de Fayence, où estant et dans l'enclos d'iceluy avons mis en possession réelle, actuelle et corporelle ledit sieur évesque de Fréjus de ladite place, terre et seigneurie de Fayence, justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes, droictz de domaine, proffictz et esmolmens pour le tout dudict lieu desquelz le roy et ceux quy ont en droict et cause de luy ont jouy et usé jusques à présent, avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge, greffier, sergens et autres officiers pour l'administration de ladite justice, le prenant /<sup>554</sup> par la main droicte, le faisant entrer et sortir dans l'enclos d'iceluy chasteau en signe de vraye et actuelle possession. Comme aussy à mesme instant, en compagnie des susnommés, nous serions acheminés dans la maison

commune dudit Fayence, où nous avons semblablement mis en possession ledit messire Camelin évesque, remettant entre ses mains le baston de la justice, lequel a incontinent donné à m<sup>e</sup> Hélion Vaixière de la ville de Draguignan que ledit sieur évesque a créé et institué viguier audit lieu de Fayence et par mesme moyen a créé et institué pour juge audit lieu m<sup>e</sup> Jean Guillache, advocat au siège de Draguignan, lesquelz juge et viguier ont presté le serment en tel cas requis, en signe de vraye et actuelle possession. Et en après nous serions tous ensemblement acheminés en l'église parochiale dudit Fayence, où nous avons aussy mis en possession ledit sieur évesque et lesdits juge, viguier, les faisant asseoir aux sièges où les seigneurs ou ses officiers ont accoustumé de s'asseoir en /<sup>554</sup> ladite église en signe de vraye et actuelle possession, faisant inhibitions et déffences audits consulz, m<sup>e</sup> Mosson cy-devant juge, Giraud viguier, son lieutenant et tous autres de troubler ny empêcher en ladite possession et jouissance directement ou indirectement ledit sieur évesque ses officiers ny autres pour luy en façon que ce soit à peyne de dix mille livres suivant ledit arrest, de quoy ledit m<sup>e</sup> Boyer en a requis acte, que luy avons concédé.

Du dernier jour du mois de janvier mil six cens neuf, suivent la réquisition dudit m<sup>e</sup> Boyer assisté dudit sieur évesque, de matin serions despartis dudit lieu de Fayence en compagnie dudit sieur évesque, César de Grasse, sieur de Cabriès, Charles de Villeneuve, sieur de la Napoulle, Charles de Rouchas, sieur d'Aiglun, messires Charles Gautier, vicaire général au diocèse de Fréjus, Nicollas Antelme, chanoine en l'église cathédrale de Fréjus, Hélion Vaixière, viguier de ladite ville, lesdits m<sup>e</sup> Boyer et Vivaud /<sup>555</sup> et tous ensemblement venus au lieu de Bagnolz et dans la maison de Pierre-Jean Borrelly, bourgeois dudit Bagnolz. Où estans environ une heure après midy, en présence des susnommés et de Jean Rayolle de Neris, sieur dudit Bagnolz, Barthélemy Mère et Anthoine Abbe, conseulz dudit lieu, Jean Paul, Honoré Maiffredy, Julien Beuf, Barthélemy Mère de Guillen, Baptiste Blanc, Honoré Mazar, André Mère et Jean Gandolphe, Gaspard Escoffier, Baptiste Bœuf, Jean Abe, Baptiste Mère et autres dudit lieu, ledit m<sup>e</sup> Boyer assisté dudit sieur évesque nous a remonstré que, pour raison de l'occupation et usurpation de biens, droictz, places et seigneuries appartenans à son évesché tenus et occupés par diverces personnes, il auroit formé instances par devant messieurs du Grand conseil du roy et en icelle fait appeler les consulz et communauté dudit lieu et autres et poursuivy avec eux et monsieur le procureur général, sur quoy tant seroit esté procédé que, par arrest du dernier septembre passé, entre autres choses ledit Grand conseil auroit adjudgé audit /<sup>555</sup> sieur évesque de Fréjus diffinitivement la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte impère, confiscations, amandes, proffitz, esmolumens, droictz du domaine et tous autres droictz appartenans ausdites justices telz et semblables dont les seigneurs ayans pareilles justices en ce pays de Provence ont accoustumé d'user et jouir, avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge, greffier, sergens et autres officiers pour l'administration de la justice pour le tout au présent lieu de Bagnolz. Auroit aussy ledit conseil ordonné que ledit arrest seroit exécuté contre des détempteurs tout ainsy que contre ledit sieur procureur général, avec inhibitions et déffences audits consulz et à tous autres de troubler ny empêcher directement ou indirectement ledit sieur évesque ou ses officiers en façon que ce soit à peine de dix mille livres, et néantmoins ordonne que ez crimes et délitz où escherroit punition de mort ou troncation de membres les officiers dudit sieur évesque seroient tenus de renvoyer soubz bonnes et seures gardes les prisonniers et délinquans avec leurs procès instruitz /<sup>556</sup> par devant les juges de Draguignan, desquelz néantmoins les confiscations et amandes appartiendront audit sieur évesque, ainsy que plus à plein est contenu audit arrest et lettres exécutoriales d'iceluy, desquelles nous avons fait faire lecture en présence des susnommés par m<sup>e</sup>

Jean Vivaud, audiençier en la cour, à l'exécution duquel arrest nous serions esté commis et dépputez et, en vertu des lettres par nous laxées, il auroit fait assigner lesdits consulz et communauté de Bagnolz, ensemble ledit Jean Rayolle de Neris, sieur dudit lieu, à estre et comparoir par devant nous au présent lieu à ce jour d'huy, dernier du présent mois de janvier, à midy attendent une aux fins de voir procéder à l'exécution dudit arrest selon sa forme et teneur. A cause de quoy, attendu que l'heure de l'assignation est passée et que ledit sieur et consulz de Bagnolz sont icy présens, a requis qu'il nous plaise procéder à l'exécution dudit arrest. Et d'autant qu'en l'année mil six cens deux et le second avril feut alienné du domaine dudit évesché ladite place et seigneurie de ce lieu de Bagnolz et droictz /<sup>556v</sup> que lesdit sieur évesque y avoit procédans de ladite justice pour la somme de mil trante escus, monnoye de l'ordonnance, par les commissaires soubzdellégués à ladite aliennation et deslivré audit Jean Rayolle de Neris, sieur dudit Bagnolz, pour ladite somme de mille trente escus et que, par l'édit du roy du mois de décembre mil six cens six vériffié au Grand conseil, Sa majesté baille pouvoir et faculté aux ecclésiastiques de rachepter ledit domaine sans faire aucune preuve de l'exation, pour raison de quoy ledit sieur évesque de Fréjus a déclaré audit Jean Rayolle de Neris, en présence des susnommés, qu'il veut et entend rachepter ledit domaine alienné et à ces fins a offert en deniers descouvertz ladite somme de mil trante escus, sommant et requérant ledit sieur de Bagnoolz icelle somme prendre et recevoir et luy désenparer lesdits droictz de domaine alienné et, en cas de reffus, déclaré de le consigner et remettre entre les mains desdits consulz de Bagnolz cy présens avec protestations de tous despens, damages et /<sup>557</sup> inthérestz, requérant acte. Et au moyen de ce qu'il nous plaise mettre et installer en possession ledit sieur évesque de Fréjus de la terre, place et seigneurie de Bagnolz, justice haute, moyenne, basse, mère et mixta impère, confiscations, amandes, droictz de domaine, profitz, revenus et esmolumens pour le tout au présent lieu de Bagnolz, avec pouvoir d'y créer et installer viguier, juge, greffier, sergens et autres officiers pour l'administration de la justice, avec inhibitions et déffences audit sieur de Bagnolz, consulz et autres de troubler ny empêcher directement ou indirectement ledit sieur évesque de Fréjus ny autres pour luy en façon que ce soit à peine de dix mil livres suivant la forme et teneur dudit arrest.

Lesdits Barthélemy Mère et Antoine Abbe, consulz du présent lieu de Bagnolz, assistés desdits Jean Paul, Honoré Maifredy, Baptiste Cavallier, Julien Bœuf, Barthélemy Mère de Guillen, Baptiste Blanc, Honnoré Marar, André Mère, Jean Gandoulph, Gaspard Escoullier, Baptiste Bœuf, Jean Abbe, Badtiste Mère et autres dudit lieu de Bagnolz, quy ont dict /<sup>557v</sup> que ladite communauté possède des sèse partz les cinq du domaine suivant la transaction passée avec ledit sieur de Bagnolz, pour raison de quoy ilz n'empêchent l'exécution dudit arrest sauf leurs recours et garentie.

Au contraire est compareu m<sup>e</sup> Rayolle, procureur en la cour, au nom de Jean Rayolle de Neris, seigneur *insolidum* du présent lieu de Bagnolz, assisté d'iceluy et de m<sup>e</sup> Anthoine Raimondy, advocat au siège de Draguignan et son juge audit Bagnolz, qu'il nous a remonstré et fait entendre que ledit sieur de Bagnolz est grandement estonné que l'arrest obtenu par ledit sieur de Fréjus en ce que le peut conserner et veut à présent faire exécuter, ce qu'il ne peut contre de luy ny sur les droictz qu'il tient et possède audit lieu de Bagnolz de trois costés et avec juste et légitime tiltre, sçavoir comme héritier de feu N. Barthélemy de Neris, son oncle, dernier possesseur et conseigneur dudit lieu de Bagnolz, du quart ou sesain de toute ladite place et seigneurie, justice, domaine, dependans et appartenances /<sup>558</sup> d'icelles, qu'il avoit acquis par tiltre d'achept de feu Henry de Grasse, vivant seigneur du Mas, d'Escragnoles, Calian et conseigneur dudict lieu de

Bagnolz pour lesdictes partz et portions en l'année mil cinq cens trante-huict et le quatriesme mars. Et ledit sieur de Neris encores possédoit le reste de la haute jurisdiction, mère et mixte impère dudit Bagnolz, droict d'herbages, passages, pasturages, leydes, cabestrages, ban, peines municipales, inquantz, lattes, criées et autres droictz appartenans au roy nostre souverain seigneur, qu'il auroit acquis de messieurs les commissaires dépputés sur la revente de son domaine le quatriesme juillet mil cinq cens cinquante-neuf et vingtiesme décembre mil cinq cens septente-quatre, lesquelz droictz il a depuis possédé et possède encores de présent au veu et sceu des feuz évesques dudit Fréjus non contredisant et mesme dudit sieur de Fréjus à présent demandeur, duquel a aussy acquis les droictz, partz et portions qu'il avoit et possédoit audit lieu de Bagnolz comme conaigneur dudit lieu sur la vente et aliénation qu'en feut /<sup>558<sup>n</sup></sup> faicte par messieurs les commissaires dépputés par Sa majesté sur l'aliénation du domaine et temporel de l'Eglise et pour l'acquitement de la cotte dudit sieur de Fréjus en l'année mil six cens deux et le second avril, tellement qu'estant luy paisible possesseur de tous lesdits droictz et devoirs seigneuriaux dudit lieu de Bagnolz par les moyens que dessus, ledit sieur de Fréjus ne pouvoit comme il ne peut prétendre ny quereller ausune chose ou, s'il y prétendoit quelque chose, il devoit faire appeler ledit sieur de Bagnolz comme légitime possesseur et tenancier desdits droictz suivent les arrestz du conseil du neufviesme juillet mil cinq cens huictante-huict et cinquiesme juin mil six cens six, pourtant que les détempteurs des lieux sur lesquelz ledit sieur évesque prétendoit lesdits droictz seroient appellés à sa diligence. Mais voyant ledit sieur de Fréjus pouvoir estre troublé ou empêché par ledit sieur de Bagnolz en sa poursuite, l'auroit volontairement laissé en arriere et fait assigner les /<sup>559<sup>n</sup></sup> consulz et communauté dudit lieu de Bagnolz pour surprendre ledit sieur ainsy qu'il présuppose, sachant qu'ils estoient en mauvais mesnage bien qu'il ne possédoit de leur chef propre aucune chose de ladite jurisdiction ou droictz, fors quelque droict séparé par ledit feu Barthélemy de Neris, conaigneur dudit Bagnolz, de son quart et sesain qu'il leur auroit remis et quitté par acte de transaction et accord entre eux fait le second mars mil cinq cens septante ensuite de plusieurs procès qu'ilz avoient heu auparavant, ensemble et arrestz sur ce ensuivis, moyenant une pention annuelle et perpétuelle de trente-cinq escus de quatre florins pièce, six perdrix et six connilz payables à la veille de Noël ainsy qu'est porté par ledit acte. Ensuite duquel prétendu adjournement, présuposans lesdits consulz mal affectionnés sur ce sujet envers ledit sieur de Bagnolz le nuire et luy faire perdre ses droictz et au roy, ne luy en auroit dict ne sonné mot, ains traité secrettement avec ledit sieur de Fréjus, ainsi qu'il présuppose, /<sup>559<sup>n</sup></sup> au préjudice dudit sieur de Bagnolz ou du roy, n'ayant ensuite de ce esté fait aucune déffence par lesdits consulz, fourny ny produit aucune chose de leur part, comme ilz ne pouvoient pour n'estre eux légitimes parties en ladite cause et mal à propos appellés en icelle pour ne posséder, comme dit, est aucune chose sur laquelle ledit sieur de Fréjus peut prétendre ny demander aucun droict. Et par ce moyen l'arrest d'adjudication de prétendus droictz que ledit sieur de Fréjus a rapporté contre iceux consulz de plus qu'il ne leur demandoit ny pouvoit prétendre est nul et ne peut nuire ny préjudicier audit sieur de Bagnolz ny estre exécuté contre d'iceluy ny le pouvoir troubler en sadite possession et jouissance de ladite seigneurie de Bagnolz, droictz et appartenances et dépendences d'iceluy et sur laquelle ledit sieur de Fréjus ne peut aussy prétendre aucune chose, ainsi qu'il desduira plus amplement en temps et lieu lorsque besoin sera. Et pour preuve manifeste de la mauvaise volonté et surprise desdits consulz contre ledit /<sup>560<sup>n</sup></sup> sieur de Bagnolz au préjudice et contre la teneur de ladite transaction et serment de fidélité par eux presté des droictz du roy, nous a ledit m<sup>e</sup> Rayolle audit nom requis qu'avant passer outre ledit seigneur de Fréjus fasse apparoir pour un préalable de l'adjournement qu'il

présuppose avoir fait faire ausdits consulz et lesdits consulz des diligences qu'ilz ont fait à mettre en notice ledit sieur de Bagnolz ledit adjournement et poursuite dudit sieur de Fréjus pour déffendre leur cause comme il eut fait pour les droictz qu'ilz possèdent et tiennent de sa main moyennant ladite pension. Mais il croit que par leurs livres de délibérations du conseil il résultera du contraire et qu'ilz n'ont fait ce qu'ilz doivent, ains espaulé à leur possible ledit sieur de Fréjus en ses poursuites et, partant, ilz ne sont à présent recevables de demander aucune action de garantie contre ledit sieur de Bagnolz, qui n'est tenu de les relever et garantir d'aucune chose, ains, s'il y a des despens, dommages et inthérestz à cause de ladite poursuite /<sup>560v</sup> c'est à eux de les supporter à leurs propres sans requérir sur ledit sieur de Bagnolz ny moins sur le corps commun de ladite communauté, qui ne peut souffrir ledit dommage advenant pour la faute, négligence et mauvaise conduite de Lucou Abe et Baptiste Cavalier, lors consulz, et autres administrateurs de ladite communauté, lesquels ne firent apparoir avoir mandé aucuns papiers, mémoires et argent à la cour pour déffendre en ladite cause ny fait au préalable déclarer audit sieur de Fréjus ce qu'il prétendoit leur demander. En quoy ledit sieur de Bagnolz et monsieur le procureur général du roy pourroient avoir esté surpris et sur ladite surprise ledit arrest s'en est ensuivy, lequel ne luy peut nuire ny préjudicier. N'empêchent que ledict sieur de Fréjus le fasse exécuter contre ceux qui y ont fait appeler et sont en qualité en iceluy et non sur les droictz tenus et possédés par ledict sieur de Bagnolz et qu'il a remis à ladite communauté tant de son chef que comme achepteur du roy, lequel n'a esté déffendu ainsi qu'il faut /<sup>261</sup> à faute d'avoir fait appeler ledict sieur de Bagnolz comme légitime possesseur d'iceux droictz suivant lesdits arrestz qu'il luy eut fourny de papiers, instructions et mémoires par moyen desquelz il feut esté relaxé de ladite instance et d'icelle absous, ensemble ledict sieur procureur général du roy en ce que concerne les droictz que Sa majesté a audit Bagnolz, requérant à ce l'adhérance, consentement et apuy du substitué de monsieur le procureur général du roy icy présent et appellé en cause pour la déffence, soustènement et conservation des droictz de Sa majesté qui ne peut estre dépossédé d'iceux ny moins ledict sieur de Bagnolz soubz prétexte dudit arrest, auquel il n'est, comme dit est, nommé ny condamné. Et d'ailleurs que par nostredicte commission et pareatis octroyé par la cour de parlement de ce pays en vertu duquel nous exécutons ledit arrest, il y a clause particulière qui porte sans distinction du tiers non ouy ce que se rapporte et doyt estre entendu dudit sieur de Bagnolz, qui /<sup>561v</sup> n'a esté appellé ny ouy, moins compris ny condamné par ledit arrest en vertu duquel il a à présent esté assigné pour le venir voir exécuter contre lesdits consulz condamnés, ce qu'il n'empêche aux qualités cy-dessus. Et au moyen de ce nous a requis d'estre relaxé de l'assignation à luy donnée avec despens, autrement proteste de toute nullité de procédures, despens, dommages et inthéretz et d'appeler en tant que soit procédé et passé outre à aucune chose contre de luy, requérant acte.

Ledit sieur de Bagnolz, respondant au rachapt avancé par ledit sieur de Fréjus des droictz qu'il a cy-devant vendus audit lieu de Bagnolz par commission du roy et offre de prétendus deniers à luy faite, dict que l'achept fait par ledit sieur de Bagnolz desdits droictz est sans aucune faculté de rachept perpétuel, à quoy personne n'auroit voulu entendre ny mesmes ledict sieur de Bagnolz, tellement que ledit sieur de Fréjus se despartit en après d'iceluy, n'estant à présent recevable en iceluy rachept fondé /<sup>562</sup> sur un prétendu édit du roy duquel il ne fait seulement apparoir en forme ny d'une vérification faite par la cour de parlement de ce pays à laquelle ledict édit n'a encores esté présenté. Et lorsque ledict sieur de Fréjus se prouvoira et viendra en la forme qu'il faut, ledict sieur de Bagnolz fera ainsi que son conseil portera, ne voulant à présent recevoir lesdits prétendus deniers offertz, non de l'argent dudit sieur de Fréjus, mais des consulz

et communauté du lieu de Bagnolz quy ont porté ledit sieur de Fréjus audit prétendu rachapt soubz des offres et condictions fort préjudiciables et damageables au corps de ladite communauté pour la saine et mauvaise intention que lesdits consulz et aucuns particuliers dudict lieu ont conceu au bien et advancement dudict sieur de Bagnolz, lequel ilz veulent payer d'ingratitude des biens faitz qu'ilz ont reçu de sa main. Et partant requiert estre par nous surcis à toute autre poursuite, veu mesmes qu'il n'est à présent question dudict rachept ny de la disputer en exécutant ledit arrest pour /<sup>562v</sup> n'estre d'iceluy arrest dans nostre commission faicte aucune mention ny avoir ledict sieur de Bagnolz oncques esté appellé ny mis en cause, requérant acte de sadite responce pour luy servir et valoir en temps et lieu ainsi qu'il appartiendra.

Ledit- m<sup>e</sup> Boyer, assisté dudict sieur évesque, dict que ledit m<sup>e</sup> Rayolle ne fait point apparoir de trois actes d'acquisitions faictes de ladite place de Bagnolz qu'il avance par son comparant et, quand cela seroit, ne luy peut de rien servir ny moins ce qu'il avance n'avoir esté ouy, d'autant que monsieur le procureur général du roy audit Grand conseil comme légitime partie a déffendu,ourny et produict tout ce que estoit des droictz dudict Rayolle de Neris, qu'il ne peut avoir plus de droict que monsieur m<sup>e</sup> Jean-Louis de Monnier, advocat général du roy au parlement de ce pays, achepteur de la place du Puget avoit sur icelle, ensemble Henry Fabry sur la place de S<sup>t</sup>-Raphel, lesquelz ont esté condamnés à la déséparation d'icelles audit sieur évesque de Fréjus par/<sup>563</sup> ledit arrest, sauf à poursuivre leur remboursement de ce qu'ilz fairoit apparoir estre entré aux coffre du roy ainsy qu'il appartient, et encores sont esté condamnés aux despens, tellement que ledit de Neris, suivant ledict arrest, comme détempteur de ladite place de Bagnolz ne peut empêcher l'exécution d'iceluy arrest et mise de possession dudict sieur évesque. Voyant<sup>330</sup> ledict sieur de Fréjus qu'il y ait eu aucune colusion entre luy et lesdits consulz de Bagnolz, lesquelz ont esté bien et deument adjournés comme appert par le veu dudict arrest, ne le pouvant par ainsi ledit Rayolle ignorer puisqu'il a eu coppie d'iceluy arrest, et quand à l'offre de remboursement, puisque par ledit édict ledit sieur de Fréjus est receu à rachepter l'aliénation faicte dudict domaine dans cinq ans et qu'il est dans ledit temps, ne peut reffuser ledit remboursement et déséparation de ladite aliénation audit sieur de Fréjus et par ainsi requiert acte de ce que lesdits deniers sont tous présentement mis en déppost entre les mains desdits /<sup>563v</sup> consulz de Bagnolz pour les tenir au proffict de qu'il appartiendra, avec protestation de tous despens, dommages et inthérestz, percistant comme dessus à l'entière exécution dudict arrest et mise de possession de ladite place.

Lesdictz consulz ont requis de leur donner dellay compétant afin de faire venir leur advocat de Draguignan pour avoir leur conseil sur ce qu'il sera propre pour la déffence de la communauté.

Ledit m<sup>e</sup> Firminy, procureur du roy au siège et ressort de la ville de Draguignan, pour l'inthérest du roy dict qu'il adhère au dire réquisitions desduictes par le sieur de Bagnolz en ce que fait au profit de Sa majesté et non autrement, dont en proteste, et d'autant que le roy n'a esté déffendu à cause que ledit sieur de Bagnolz, quy est possesseur des droictz du roy audit lieu, n'a esté appellé par ledict sieur évesque pour donner ses mémoires et instructions /<sup>564</sup> quy pouvoient servir pour la déffence desdits droictz du roy, ne consent aucunement à l'immission de possession dudict sieur de Fréjus en ladicte place et à la portion de Sa majesté debtenue par ledict sieur de Bagnolz, ains s'y oppose et proteste d'appeler en cas que nous vueillions mettre ledit sieur de Fréjus en la possession desdits droictz du roy et acte.

Nous président et commissaire, concédant acte de l'offre faicte audit sieur de Bagnolz et de son reffus du déppost entre les mains des consulz, avons ordonné que lesdictz consulz viendront

---

<sup>330</sup> noyant

déffendre tout ce que bon leur semblera dans deux jours par devant nous en la ville de Fréjus et dans le logis du Chapeau Rouge, où nous avons assigné les parties pour entendre nostre ordonnance, et en après serions despartis dudit lieu de Bagnolz ledit jour dernier janvier et venus audit Fréjus audit logis du Chapeau Rouge.

Du mardy troisieme février mil six cens neuf, en la ville de Fréjus et dans /<sup>564v</sup> le logis du Chapeau Rouge, seroit compareu ledit m<sup>e</sup> Boyer, au nom et assisté dudit sieur évesque, lequel nous a remonstré estre en traicté d'accord avec ceux de Bagnolz et, pour ceste occasion, requiert qu'il nous plaise suppercéder à l'immission de possession par luy requise, comme aussy de vouloir différer pour ce qui reste à exécuter dudit arrest pour le présent, ce que luy avons accordé. Pour raison de quoy, du quatriesme dudit mois de février mil six cens neuf serions despartis dudit Fréjus pour retourner audit Aix en compagnie desdits m<sup>e</sup> Boyer et Vivaud et venus ledit jour coucher en la ville de Draguignan, dans le logis de la Teste d'Or, du lendemain cinquiesme, du lieu de Cotignac dans le logis de Papety où pend pour enseigne l'image de Nostre-Dame, du sixiesme en la ville de Brignolle dans le logis dudit Beletruc, du septiesme à la Péagière et du huictiesme audit Aix.

Ainsy que dessus a esté procédé par nousdit président et commissaire, présent ledit m<sup>r</sup> Firminy procureur du roy /<sup>565</sup> ledit m<sup>e</sup> Vivaud, auquel avons fait incérer à nostre procès-verbal les pièces nécessaires et en foy de ce soubzsigné, signé L. Chainé, Firminy procureur du roy, Vivaud.

Henry par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre comte de Provence Forcalquier et terres adjacentes à tous ceux qui ces présentes verront salut. Sçavoir faisons que par arrest de nostre Grand conseil donné entre messire Barthélemy Camelin évesque de Fréjus demandeur etc. *ut supra ad longum* fol.<sup>331</sup>

Henry par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre à tous ceux qui ces présentes lettres verront salut. Veu par noz amez et féaux les gens tenans nostre cour de parlement de Provence la requeste à elle présentée par messire Barthélemy Camelin, évesque et seigneur temporel de nostre ville de Fréjus, tendant afin pour les causes y contenues d'avoir lettres d'annexe, placet et pareatis etc. *ut supra* fol.<sup>332</sup>

/<sup>565v</sup> Louis Chainé, conseiller du roy en ses conseilz d'estat et privé, président en sa cour de parlement de Provence, commissaire à ce dépputé, au premier des huissiers de ladite cour, sergent royal ou autre officier sur ce requis salut. Suivant l'ordonnance ce jourdhuy par nous faicte au bas du comparant cy-dernier joint et à la reqyeste de messire Barthélemy Camelin évesque de Fréjus, vous mandons et commettons par ces présentes que tous les desnommés en l'arrest donné par messieurs du Grand conseil du dernier septembre mil six cens huict à la poursuite dudit messire Camelin et autres qu'il appartiendra adjourner bien et deument à estre et comparoir par devant nous sur les lieux contentieux respectivement à compétant jour et heure aux fins de voir procéder à l'entière exécution dudict arrest dudit jour dernier septembre selon sa forme et teneur avec commination qu'en leur déffaut sera passé outre ainsi qu'il appartiendra. De ce faire vous donnons pouvoir mandons et commandons à tous /<sup>566</sup> officiers, justiciers et sujetz de Sa majesté qu'à vous ce faisant obéissent. Donné à Aix le sèsiesme jour du mois de

---

<sup>331</sup> le chiffre manque

<sup>332</sup> idem

janvier mil six cens neuf, signé Chainé et plus bas par mondit seigneur le président et commissaire, Vivaud signé et deument scellées.

*1609, 17 janvier. Procès-verbal d'assignation de m<sup>r</sup> Nicolas de Peruis sieur de Montauroux advocat en la cour et Henry Fabry escuyer d'Aix.*

*/<sup>567</sup> 1609, 18 janvier. Procès-verbal d'assignation de m<sup>e</sup> Jean-Louis de Monnier, premier advocat général en la cour de parlement de Provence.*

*/<sup>567v</sup> 1609, 22 janvier. Procès-verbal d'assignation de m<sup>r</sup> m<sup>e</sup> Louis Firminy, procureur du roy au siège de Draguignan.*

*/<sup>568</sup> 1609, 23 janvier. Procès-verbal d'assignation des consuls du Puget.*

*/<sup>568v</sup> 1609, 24 janvier. Procès-verbal d'assignation des consuls de Saint-Raphaël.*

*/<sup>569</sup> 1609, 28 janvier. Procès-verbal d'assignation des consuls de Montauroux et de m<sup>e</sup> André Poulle viguier pour m<sup>e</sup> Nicolas de Peruis.*

*/<sup>570</sup> 1609, 29 janvier. Procès-verbal d'assignation de m<sup>rs</sup> Boniface Mosson advocat en la cour soy disant juge pour le roy, Honoré Giraud ci-devant viguier et Charles Perrache prétendu lieutenant et viguier à Fayence.*

*/<sup>571</sup> 1609, 31 janvier. Procès-verbal d'assignation de Jean Rayolle de Neris, soy-disant sieur de Bagnols, Barthélemy Mère et Anthoine Abe consuls de Bagnols.*

*/<sup>571v</sup> Arrest de forclusion du 2 juin 1608*

*1608, 2 juin. Arrêt du Grand conseil qui ordonne à toutes les parties en cause de produire sous quinzaine à peine de forclusion.*

*/<sup>572</sup> Arrest de rétention de la cause au Grand conseil du dernier juin 1608*

*1608, 30 juin. Arrêt du Grand conseil qui se réserve le jugement exclusif de la cause.*

*/<sup>573</sup> Autre arrest de rétention 29 août 1608*

*1608, 29 août. Arrêt du Grand conseil qui se réserve la connaissance de la cause malgré la contestation de la communauté de Fayence.*

*/<sup>574v</sup> Arrest*



*1609, 12 décembre. Aix. – Arrêt du parlement de Provence qui condamne Marc-Antoine Villy à 40 livres d'amende pour irrévérence envers l'évêque de Fréjus.*

Extraict des registres du parlement.

Entre messire Barthélemy Camelin, évesque et seigneur temporel de Fréjus, querellant en agression, irrévérence et injure, d'une part et Marc-Anthoine Villy, dudit Fréjus, querelle[ur], d'autre, la cour, pour les causes résultans de la plaidoirie des parties /<sup>575</sup> et conclusions du procureur général du roy, a condamné et condamne ledit Villy en vingt livres d'amende envers le roy sans plus grande et pour cause, quarante livres envers ledit messire Camelin pour tous despens, dommages et inthérestz, pour lesquelles amandes ledit Villy tiendra l'arrest de cette ville d'Aix jusques à entier payement, auquel enjoinct et à tous autres habitans dudit Fréjus de porter l'honneur qu'ilz doyvent audit messire Camelin comme son prélat et seigneur sur peine de mil livres et autre arbitraire. Fait à Aix en parlement le dousiesme décembre mil six cens neuf. Collation est faicte, signé Maliverny.

Arrest du Grand conseil contenant transaction entre messire Barthélemy Camelin évesque et seigneur de Fréjus et les habitans de ladite ville portant esmologation d'icelle

*1610, 20 janvier. Paris. – Le grand conseil entérine la transaction conclue le 22 septembre 1609 entre l'évêque et la communauté de Fréjus.*

/<sup>575v</sup> Henry, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, à tous ceux qui ces présentes lettres verront salut. Sçavoir faisons que, pour raison des droictz appartenans à l'évesché de Fréjus, procès et différens eussent esté cy-devant meuz et intentés en nostre Grand conseil entre feu messire François de Bouliers, sieur de Manne, évesque dudit lieu de Fréjus, d'une part et nostre procureur général et les manans et habitans de la ville dudit Fréjus d'autre, lesdits procès depuis repris et continués par messire Barthélemy Camelin, à présent évesque et seigneur temporel dudit Fréjus, et sur ce s'estant ensuivy plusieurs arrestz au profit desdits sieurs évesques, contre lesquelz lesdits habitans se seroient pourvus tant par proposition d'erreur, requeste civile, oppositions qu'autres voyes, sur quoy estoient les parties en voye d'entrer en grande involution de procès, fraiz et despens /<sup>576</sup> pour à quoy obvier, nourrir paix, amitié et concorde entre lesdits sieur Camelin évesque et lesdits habitans de Fréjus ilz auroient de tous leursdits procès et différens transigé et accordé le vingt-deuxiesme jour du mois de septembre mil six cens neuf par devant Hélion Vaixière et Jean Carbonel, notaires royaux, greffiers et secrétaires dudict sieur évesque et communauté de Fréjus, duquel accord et transaction la teneur ensuit :

Transaction et accord entre monseigneur le révérendissime évesque de Fréjus  
d'une part et les consulz, communauté et habitans de ladite ville d'autre

Au nom de Dieu soit-il amen. Sçachent tous présens et advenir que l'an de la nativité Nostre Seigneur mil six cens neuf et le vingt-deuxiesme du mois de septembre, jour et feste de la dédicace et conservation de l'église cathédrale de ceste ville de Fréjus, règnant très illustre et magnanime prince Henry, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, comte de Provence, comme soit que, par arrest de nosseigneurs tenans le Grand conseil du roy donné entre messire

François de Boliers, sieur de Manne, évesque de cette ville de Fréjus, demandeur, et monsieur /<sup>576<sup>re</sup></sup> le procureur général du roy, manans et habitans dudit Fréjus, déffandeurs, en datte du premier avril mil cinq cens huictante-six, entre autres choses, la justice haute, moyenne et basse, mère, mixte et impère de ladite ville et territoire de Fréjus auroit esté diffinitivement adjugée audit seigneur évesque sur tous les manans et habitans d'icelle avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge et autres officiers pour l'administration de ladite justice, faisant inhibitions et déffences à tous officiers prétendans avoir provision du roy d'empêcher les officiers dudict sieur évesque ny s'entremettre en l'exercice de ladite justice en ladite ville et territoire de Fréjus, et pour le surplus des demandes, fins et conclusions dudict sieur évesque ledict conseil en auroit absous et absout ledict sieur procureur général, manans et habitans de Fréjus, sauf et réservé audit sieur évesque ses droictz en l'estang dudict Fréjus, chasteau du Puget et Agaye, sur quoy lesdictes parties seroient plus amplement ouyes par devant le commissaire exécuteur dudict arrest, sans préjudice aussi /<sup>577</sup> de la justice de Fayence, S<sup>e</sup>-Raphel et autres lieux prétendus par ledict sieur évesque et déffences dudict sieur procureur général au contraire, contre duquel arrest lesdits habitans de Fréjus pour leur notable inthérest se seroient prouvez et obtenu lettres royaux en forme de proposition d'erreur et requeste civile, receus par arrest à les proposer et poursuivre, consigné à cest effect cent escus rière le greffe dudict conseil,ourny et produict, fait forclorre ledict sieur évesque à contredire, fournir et produire. Mais depuis, à cause des troubles et guerres, la poursuite dudict procès auroit cessé, néantmoins ledit sieur évesque auroit fait mettre à exécution sondict arrest, jouy de ladite justice de Fréjus comme il fait encores et, ayant ledict sieur de Bouliers donné demande en exécution dudict arrest de tous les droictz par luy prétendus et réservés par iceluy avant ladicte judication d'icelle, seroit décédé, auquel révérend père en Dieu messire Barthélemy Camelin, à présent évesque, auroit succédé et en l'année mil six cens deux repris ladite demande en accusation dudict arrest par devant ledit Grand conseil, par /<sup>577<sup>re</sup></sup> arrest duquel du cinquiesme juin mil six cens six auroit esté ordonné que les détempteurs des lieux sur lesquels ledict sieur évesque prétendoit lesdits droictz seroient appellés à la diligence d'iceluy, conformément au précédent arrest donné au vivant dudict feu sieur de Bouliers du neufviesme juillet mil cinq cens huictante-huict, et, bien que lesdictz habitans de Fréjus ayent tousjours prétendu estre les principaux déffanceurs et poursuivans dudict procès et qu'ilz deussent estre les premiers appellés, toutesfois ledict seigneur évesque, cuidant esviter les empêchemens et couvrir les déffences desdits habitans de Fréjus, ne les auroit aucunement faitz assigner sur ladite demande d'exécution d'arrest, ains seulement ledict sieur procureur général du roy, quelques autres particuliers et communautés prétendus occupateurs des droictz dudict évesché, lesquels n'auroient déffendu ainsy qu' il s'appartient, comme ladite communauté de Fréjus présuppose, et tant procédé que, par arrest dudict conseil du dernier septembre année dernière mil six cens huict, entre /<sup>578</sup> autres seroit esté adjugé diffinitivement audit seigneur évesque les justices hautes, moyennes et basses, mères, mixtes impères, confiscations et amandes, proffictz, esmolmens et droictz de domaine sur les lieux et terroirs du Puget, S<sup>t</sup>-Raphel, Agaye, estang de Fréjus et autres lieux desnommés audit arrest pour le tout et au lieu et terroir de Villepeys pour la quatriesme partie, avec pouvoir d'instituer et créer viguier, juge et autres officiers pour l'administration de ladite justice. Et faisant ledict seigneur évesque mettre à exécution ledict arrest et en possession des susdits droictz sur lesdits lieux et terroirs du Puget, St-Raphel et Agaye par monsieur m<sup>e</sup> Louis Chainé, conseiller du roy, son second président en sa cour de parlement de Provence, commissaire à ce député, au mois de janvier dernier, les consulz et habitans dudict Fréjus auroient formé opposition et remonstré par devant luy qu'ilz estoient en faculté et possession

antique et resseante et de tant de temps qu'il n'est mémoire d'homme au contraire de pouvoir dépaistre et pasturer avec leur bestail de quelle qualité que soit, fère bois, /<sup>578<sup>v</sup></sup> charbon et plusieurs autres usages qu'ilz avoient esdits terroirs, mers et rivières dudit Puget, S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye, au préjudice de quoy et de ce qu'ilz n'avoient esté appellés ny ouys en leurs déffences ledict arrest ne leur pouvoit nuire ny préjudicier et moins pouvoit estre exécuté contre eux pour leurdits intérestz, facultés et possession, sur quoy ledit sieur président et commissaire, en concédant acte ausdits habitans de Fréjus et sans préjudice de leurs droictz et prétentions sur leurdites facultés, auroit exécuté ledict arrest et mis en possession ledict sieur évesque sur lesdits lieux et terroirs des susdits droictz à luy adjudgés. Laquelle opposition ensemble ladite proposition d'erreur et requeste civile ladite communauté de Fréjus vouloit faire continuer et poursuivre mesmes pour avoir le public et général d'icelle évident intérêt en l'exercice de la justice par les viguiers establis audit Fréjus par ledict sieur évesque quy, pour estre en trop long exercice quoyqu'ilz feussent gens /<sup>579</sup> de bien, négligeoient ladite justice et se vouloit encores ladite communauté prouvoir contre dudit dernier arrest par devant nosdits seigneurs du Grand conseil. Sur quoy ledit seigneur évesque et habitans de Fréjus, par l'entremise dudit sieur président, monsieur m<sup>e</sup> Boniface Bermond, sieur de Penafort, conseiller du roy et doyen en ladite cour de parlement de Provence, et plusieurs autres principaux gentilhommes et bourgeois de ce pays auroient traité et fait plusieurs conférences et assemblées d'une part et d'autre sur toutes les susdictes qualités, prétentions, différens et procès tant meux que à mouvoir et tant procédé que, ayant lesdits habitans de Fréjus justifié audict sieur évesque avec leurdites facultés de faire dépaistre avec leur bestail et autres usages dessus especiffiés sur lesdits terroirs du Puget et Agaye, tant pour leur longue et paisible continuée possession que par transactions précédentes avec ses prédécesseurs évesques, et néanmoins que l'adjudication prétendue dudit estang et quatriesme partie de Villepeys /<sup>579<sup>v</sup></sup> ne pouvoit nuire ny préjudicier à ladite communauté et habitans pour n'avoir esté appellés ny ouys et que pour ledit Villepeys ilz le tiennent et possèdent comme achepteurs de bonne foy, n'ayant jamais esté troublés ny molestés en la jurisdiction et autres droictz à eux appartenans par les prédecesseurs évesques et sont en cette possession de tant de temps qu'il n'est mémoire d'homme au contraire et que ladite quatriesme partie prétendue par ledict sieur évesque de la seigneurie et terroir dudit Villepeys ne pouvoit estre contre ladite communauté de Fréjus, laquelle a ses tiltres et possession clairs et licquides en la moytié de tout ledict terroir, et par contraire ledict seigneur évesque présuposoit lesdits habitans estre mal fondés en ladite proposition d'erreur et requeste civile, tant pour n'y avoir iceux habitans aucun intérêt, ains le roy contre duquel il avoit diffinitivement gagné sa cause tant par arrest de l'année mil cinq cens unse audit parlement de /<sup>580</sup> Provence que audit Grand conseil en mil cinq cens quatorse, mil cinq cens huictante-six et ledit dernier arrest de septembre six cens huict, n'ayans lesdits habitans obtenu et pourrsuivy ladite proposition d'erreur que par animosité contre dudit feu sieur évesque de Bouliers et depuis, recognoissantz leur mauvaise cause, quitté ladite poursuite et laissé périr l'instance de plus de vingt-deux ans et, quand au fait du viguier, il a tousjours estimé d'y avoir estably et institué gens de bien et personnes capables pour l'exercice de la justice, laquelle désire estre distribuée et administrée ausdits habitans avec toute légalité, il n'avoir jamais entendu que le changement des officiers feut nécessaire, tant s'en faut, qu'il croyoit que, demeurans iceux en plus long exercice, ilz estoient changés cy souvant et, pour regard des herbages et autres susdictes facultés proposées par lesdictz habitans sur lesdits terroirs du Puget, S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye, prétendoit ledict sieur évesque ne pouvoit estre cy grandes en vertu desdictes /<sup>580<sup>v</sup></sup> transactions et possession que lesdits habitans avançoient, ne pouvoient

nuire à ses tiltres et arrestz, moingz pour le fait de l'estang et quatriesme partie de Villepeys, sur quoy esperoient les parties de reprendre lesdits procès et instances et en intenter de nouveaux sur tous lesdits différens et qualités sans l'entremise desditz seigneur président, conseiller, gentilhommes et bourgeois. Lesquelz, pour le bien de paix, union et concorde et esviter tous inconvénientz, inimitié, grandz grais et despens tant audit sieur évesque que habitans, les auroient enfins faictz condescendre de transiger des susdits différens, leurs circonstances et dépendences, avec le consentement au préalable sur ce presté par messieurs du vénérable chappitre de l'église cathédrale dudict Fréjus, ausquelz le fait ayant esté proposé de la part dudict sieur évesque et le tracté et paches par cy après communiqué, pour l'esvident proffit et utilité du bien dudict évesché, auroient par leur délibération du vingtiesme du présent mois acordé et consenti qu'il feut passé outre à l'effect /<sup>581</sup> de ladite transaction et, pour plus grande validité d'icelle, offert d'y assister. Et par mesme moyen les consulz, communauté et conseil général de la maison commune de ladite ville, assemblé en nombre de soixante par devant le sieur lieutenant de sénéchal de Draguignan, commissaire à ce député par ladite cour de parlement le second du mois d'aoust passé, auroient résolu et délibéré de passer outre à l'exécution dudict accord et transaction et pour cest effect commis les consulz, dont ne reste à présent que de la rédiger par escrit suivant l'intention *hinc inde* des parties.

A ces causes, par devant nous Hélion Vaixière et Jean Carbonel, notaires royaux, greffiers et secrétaires respectivement desdits seigneur évesque et communauté de Fréjus, soubzsignés, et à la présence des tesmoins cy-après nommés, constitués en leurs personnes ledit révérend père en Dieu messire Barthélemy Camelin, évesque et seigneur temporel dudict Fréjus et lieux susdits, assisté de égrèges et vénérables personnes messires Guillaume Augery, professeur en sainte théologie, sacrestain, Guillaumes /<sup>581r</sup> Barbossy, cabiscol, Honoré Escuyer, Nicolas Antelme, ez saintz decretz licentié, Sperit Carbonel, chanoines, Pierre Germond, docteur et chanoine théologal, faisans et représentans le corps de leur chappitre et suivant la résolution et délibération d'iceluy dessus dattée, d'une part et m<sup>e</sup> Louis Carbonel, notaire royal et greffier du bureau forain, et Louis Peinier, marchand, consulz modernes dudict Fréjus, pour et au nom de la communauté, manans et habitans de ladite ville et suivant la délibération de leurdit conseil général dessus dattée, et encores avec la présence et assistance de cappitaine Jean-François de Nigris, m<sup>e</sup> Jean Roubie, Bernardin Callas, Pierre Blend, Jean Clément, Anthoine Menjaud, Bernardin Carbonel, Jacques Augery, Jean Barboux, Honoré Portanier, Michel Raphelis, Jean Grassy, Jean Garamagne, Jean Reynard, Honoré Bonaud, Jacques Villy, François Perrache, Jacques Roudeillat, Augustin Bomparis, Bernardin Garnier, Melchion de Caprilis, Pierre Pellaugier, Jean Benze et Barthélemy Escoffier, les /<sup>582</sup> les ungz des principaux chefz dudict Fréjus, d'autre part, lesquelz de leurs bons grés et franchises volontés, pour eux et leurs successeurs tant audit évesché que en ladite communauté, ont des susdits différens, procès, qualités, tant meus que à mouvoir, leurs circonstances et dépendences, transigé, convenu et accordé comme s'ensuict, y intervenant au préalable comunes et réciproques stipulations d'un costé et d'autre :

Premièrement est de pache, ainsy que ledit seigneur évesque pour luy et ses successeurs audict évesché promet par la présente ausdits consulz, communauté, manans et habitans dudict Fréjus, les susnommés présens et stipulans, de changer annuellement ou bien de trois en trois ans à son choix et obtion son viguier et cappitaine en ladite ville de Fréjus, quy sera par luy estably et institué des habitans de ladite ville, personne cappable et de la qualité requise pour l'exercice de ladite charge suivant les esdictz et ordonnances du roy, arrestz et réglemens de la cour, et ne pourra celuy quy aura une fois exercé ladite charge /<sup>582r</sup> y réentrer moins ledit seigneur l'y restabli

de trois ans après finis et révolus, et à ces fins commencera ledict changement et établissement de viguier au premier jour de janvier prochain et ainsy continuant d'en un an ou de trois en trois ans perpétuellement au choix dudit seigneur comme dessus est dict.

Item a esté convenu et accordé que lesdits habitans de Fréjus auront pleine et entière faculté et liberté de pouvoir dépaistre, pasturer et nourrir leur bestail, de quelle espèce et qualité que ce soit, aux terroirs desdictz lieux du Puget, S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye et, outre ce, de pouvoir annuellement et perpétuellement vendre et affermer au proffit de ladite communauté et à quy bon leur semblera tous et chacuns les herbages et ramages, tant d'yver que d'esté, des susdits terroirs, sauf et réservé audict seigneur ses facultés pour son bestail de quelle qualité qu'il soit sans abus et aux manans et habitans desdits lieux leurs libertés et facultés esdits herbages et ramages, mesmes /<sup>583</sup> leurs devens accoustumés sans en pouvoir faire autres de nouveau ny plus grandz ny user autrement qu'ilz n'ont fait par cy-devant jusques à présent en leurs propriétés particulières et encores les terres données en emphytéose par les seigneurs évesques, le tout sans abus et sans pouvoir lesdits habitans de Fréjus licentier leurdit bestail dans aucune des terres, predz et propriétés défensables sive vanades dudit évesché scituées esdictz terroirs.

Davantage est de pache que lesdits habitans de Fréjus auront pleine et entière faculté, comme ledict seigneur évesque le leur donne par ces présentes, de pouvoir jouir et user du boscage tant grand que petit croissant esdits terroirs appellés terre gaste du Puget, S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye, tant pour leur chauffage que tous autres usages requis et nécessaires ausdits habitans sans en pouvoir abuser, se réservant ledit seigneur évesque la jouissance desdictz bois pour luy et ses successeurs audit évesché avec lesdits habitans sans abus, réservé toutesfois aux habitans des susdits lieux leurs facultés et devens accoustumés /<sup>583v</sup> et les bailz et emphytéoses à eux donnés particulièrement par les seigneurs évesques et les contravenans seront poursuivis par devant les officiers dudit sieur évesque et autres qu'il appartiendra à la requeste du procureur jurisdictionnel dudit sieur évesque et desdictz consulz et communauté de Fréjus.

Plus a ledict seigneur évesque donné permission aux habitans dudit Fréjus de pouvoir chasser et pescher tant aux terroirs, mers que rivières respectivement desdits lieux du Puget, S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye sans abus ny contravention des édictz du roy et arrestz de la cour.

Item a esté convenu et accordé que lesdits habitans de Fréjus pourront d'ors en avant faire des issartz et semailles ez terres gastes et vagues desdictz terroirs du Puget, S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye sans demander aucune permission audict seigneur évesque ny à ses successeurs, moins leur payer pour raison de ce aucun droict de tasque ny autres droictz fors le dixme accoustumé.

Permet néanmoins ledit seigneur évesque ausdictz /<sup>584</sup> habitans de Fréjus ayans bledz et grains aux susdits terroirs du Puget, S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye de les pouvoir battre et fouler jusques à deux paires de jumens, boeufz ou autre bestail, pourveu que ledit bestail soit propre et appartienne à tel habitant à quy les grains seront et appartiendront, sans que pour raison de ce ledict seigneur évesque puisse prétendre aucun droict de frioul ny caucade, moins que lesdits habitans puissent fouler aucuns autres bledz fors que chacun les siens et avec leur propre bestail au susdit nombre de deux paires et non davantage et sauf ausdits habitans de les pouvoir battre avec fléau et verges ainsi que bon leur semblera.

Item a esté convenu et accordé entre lesdites parties que, en considération des susdictz droictz baillés et quittés par ledict seigneur évesque ausdits habitans sur lesdictz terroirs du Puget, S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye dessus exprimés et expéciffiés, outre les facultés qu'icelle communauté y pouvoit avoir, ladite communauté et habitans de Fréjus promettent au nom d'icelle communauté payer et satisfaire annuellement et perpétuellement audict seigneur évesque et à ses successeurs audict /<sup>584v</sup>

évesché la somme de quarante escus vaillans six vingtz livres de pention perpétuelle, començant le premier payement du jour d'huy en un an et ainsy continuant à semblable jour annuellement et perpétuellement et laquelle pention de six vingtz livres lesdits consulz, assistés comme dessus, la luy ont assignée sur tous et chacuns les biens, droictz, rentes et revenus de ladite communauté présens et advenir, avec pache et qualité devant stippulés entre lesdites parties que ladicte communauté fera faire recherche sy bon luy semble dess papiers et tiltres par lesquelz elle entend justifier plus grandes facultés et possession sur lesdits terroirs du Puget, S<sup>t</sup>-Raphel et Agaye qu'elle n'a cy-dessus exprimé et soustenu et, en cas qu'il s'en trovast aucuns justificatifz desdictes plus grandes facultés, ledict seigneur évesque sera tenu, comme ainsy l'a promis, de les défalquer et desduire à proportion de la susdite pention à l'arbitrage que sera fait par advocatz et expertz non suspectz que les parties conviendront, laquelle recherche /<sup>585</sup> ladicte communauté fera dans trois mois précisément, autrement, iceux passés, ladite pention de six vingte livres tiendra sans pouvoir estre réduite, retranchée ny diminuée soubz préteste desdits papiers et tiltres, prometant néantmoins ledict seigneur évesque pour luy et ses successeurs ne troubler ny molester lesdictz habitans de Fréjus ez susdicts droictz et facultés par luy cy-dessus baillés et quittés<sup>333</sup>, ains les laisser et faire pleinement jouir d'iceux perpétuellement en la forme dessus prescrite envers et contre tous qu'il appartiendra en bonne et deue forme.

Et d'autant que, sur la vente du domaine du roy depuis environ dix ans, lesdictes places, terres et seigneuries du Puget et S<sup>t</sup>-Raphel avoient esté vendues et aliénées par les sieurs commissaires à ce députés sur la revente dudict domaine, sçavoir ledit Puget au sieur advocat général Monnier et ledict S<sup>t</sup>-Raphel à Boniface Dolle dudict Fréjus, quy en auroit depuis fait rémission et transport au sieur conseiller de Rogiers et ledict sieur conseiller à Henry Fabry escuyer de la ville d'Aix, comme présuposantz lesdits /<sup>585v</sup> sieurs commissaires lesdictes places estre du domaine de sa majesté, en force desquelles aliénations lesdictz achepteurs auroient empêché lesdits habitans de Fréjus en leursdites facultés et possession ausdicts terroirs, qui auroit donné sujet ausdits habitans d'implorer le bras dudict sieur évesque, à quy compéctoit l'action et poursuite pour la propriété du restablissement desdites terres desmembrées de son évesché, lequel se voyant semondz de la part desdits habitans à l'entreprise desdits procès soubz la promesse verballe d'assistance aux fraiz et à cest effect baillé cent escus, il se seroit mis en devoir d'attaquer lesdicts acquéreurs pour les faire desmordre à leurs prétendus acheptz, tant pour le désir de la conservation du bien de l'église que pour tesmoigner à ladite communauté et habitans ses bonnes intentions à l'entretien de leursdites facultés, et sy bien poursuivy ledit procès par devant nosdits seigneurs du Grand conseil qu'il en auroit obtenu ledit arrest de septembre mil six cens huict et la diffinitive adjudication desdites places et, par ce moyen, /<sup>586</sup> ladicte communauté et habitans de Fréjus restablis en leursdites facultés et possession esditz terroirs. Et voulant icelle communauté effectuer sadite promesse envers ledit sieur évesque et aucunement l'indemniser des fraiz et despens par luy souffertz ausdites poursuites, sollicitations en cour de messire Charles Gautier, docteur en sainte théologie, son grand vicaire général, dudict sieur chanoine Antelme et autres recherche de plusieurs vieux papiers, tiltres et documens en beaucoup d'endroitz de ceste province, mise de possession ausdites places par ledict sieur président Chainé, ladicte communauté luy auroit offert la somme de mille escus, ce que ledit sieur évesque auroit accordé pour tesmoigner la bonne affection qu'il a tousjours portée ausdits habitans, [lesquels], assistés comme dessus eu nom de ladite communauté et conformément à la dellibération de leurdit

---

<sup>333</sup> quitter

conseil général, ont promis payer, expédier et satisfaire audict seigneur évesque présent et stipulant ladite somme de mille esus vaillans trois mil livres dans lesdits trois mois comptables du jour de ladicte délibération, quy feut le second aoust dernier, et quy escherront /<sup>586v</sup> le second jour de novembre prochain que ledit paiement luy sera fait en argent en paix et sans contredict, moyenant laquelle somme ledict sieur évesque a quitté et quitte ladicte communauté et habitans de tout ce qu'il pourroit prétendre et demander pour l'indemnisation desdits fraiz et despens, dont lesdits consulz et susnommés assistans l'ont remercié.

Et pour regard de la quatriesme partie du terroir inhabité de Villepeys adjudée par le susdict arrest de septembre six cens huict audict seigneur évesque, iceluy, de son gré, pour luy et ses successeurs audit évesché, a dict et déclaré ne se vouloir aucunement ayder ny servir dudict arrêt et adjudication contre ladite communauté et habitans de Fréjus, les troubler ny molester en leur possession et jouissance de la moytié de tout ledict terroir, droictz et appartenances d'iceluy, sur laquelle n'y prétend aucun droict pour appartenir icelle moitié à ladite communauté de Fréjus, laquelle ledict sieur évesque n'avoit fait aucunement appeler audit procès, sauf à iceluy sieur évesque ses actions et poursuietes pour les droictz et prétentions /<sup>587</sup> qu'il a sur ledit terroir de Villepeys contre tous autres qu'il appartiendra, fors et excepté ladicte communauté de Fréjus, soit qu'elle feut appellée en garentie ou autrement en quelle façon et manière que ce soit.

Et en ce quy est du lac ou estang dudit Fréjus adjudé par le mesme arrest audit seigneur évesque, en jouiront et useront lesdits habitans de Fréjus comme de leur cause propre ainsy qu'ilz ont tousjours fait et usé, sans que ledict sieur évesque leur puisse interdire ny déffendre la pescade avec toute sorte d'angiens et avec toute permission d'usages que bon semblera ausdits habitans tant audit estang que aux jardins et propriétés des particuliers joignans iceluy, se réservant seulement ledit seigneur évesque la jurisdiction et justice sur ledit estang comme à luy adjudée par le susdit dernier arrest.

Et moyenant ce que dessus, lesdits consulz et habitans dudit Fréjus, les susnommés présens, au nom de ladite communauté, se sont desmis et despartis, /<sup>587v</sup> se desmettent et despartent par ces présentes du procès et requeste civile en proposition d'erreur pendant par devant nosdits seigneurs du Grand conseil contre ledict arrest de l'année mil cinq cens huictante-six obtenu par ledict sieur évesque de Bouliers, ensemble de tous autres procès et oppositions formées et intentées tant pour raison de ladite jurisdiction et justice que autres dépendans d'icelle et exécutions des sudits arrestz pour quelque cause et occasion que ce soit qui pourroient conserner ladite communauté et habitans de Fréjus et demeureront les susdits arrestz pour raison de ce en leur force et vigueur. Et par mesme moyen ledict seigneur évesque, pour luy et ses successeurs, a quitté et quitte ladite communauté et habitans de Fréjus de toutes prétentions, despens, dommages et intérestz qu'il pourroit avoir et prétendre pour raison desdits procès, tant meuz que à mouvoir, leurss circonstances et dépendances contre ladite communauté et habitans, promettant n'en faire aucune /<sup>588</sup> poursuite, recherche ny demande à l'advenir. Et ont lesdictes parties contrahentes chacune en endroict ce renoncé et renoncent par ces présentes à tous les susdits procès meuz et à mouvoir, circonstances et déppendances d'iceux, *liti* et cause sans recherche future entre eux d'aucune autre chose que ce soit, le tout soubz protestation faite par lesdits habitans de Fréjus de ne vouloir aucunement faire préjudice aux droictz du roy, sy aucuns en y a en tout ce que dessus, et de pouvoir recouvrer du greffe dudit Grand conseil lesdits cent escus par eux consignés sur ladite proposition d'erreur et ledict seigneur évesque ses poursuites et déffences au contraire contre ledict sieur procureur général et autres détempteurs de ses droictz, fors et excepté ladite communauté de Fréjus pour ce que la conserne et qu'est expéciffié cy-

dessus et sans qu'elle puisse faire aucune adhérence audict sieur procureur général pour raison de ce et en tout et par tout, soubz le bon plaisir de sa sainteté et de nos seigneurs dudit Grand conseil et à ces fins lesdites parties poursuivront /<sup>588</sup> d'obtenir brevet de sa sainteté pour l'émolocation de la présente transaction et accord attendu l'utilité et évident proffit de l'Eglise aux despens de ladite communauté et mesme esmolocation par devant nosdits seigneurs du Grand conseil. Et à ces effect ont lesdites parties fait et constitué leurs procureurs, sçavoir ledit seigneur évesque m<sup>e</sup> Girard et lesdits consulz et habitans m<sup>e</sup> Lebrun, procureurs audit Grand conseil, absens comme présens, pour et au nom desdictz constituans poursuivre et demander audict Grand conseil l'approbation, esmolocation et auctorisation de ladicte transaction et accord suivant sa forme et teneur et autrement faire, requérir et poursuivre tout ce qu'ilz pourroient faire sy en personne y estoient, promettans les relever de ladicte charge de procuration en bonne et deue forme.

Moyenant laquelle transaction, paches, condictions et accord sera à tout jamais entre ledict seigneur évesque, ses successeurs et lesdits manans et habitans de Fréjus bonne et sincère /<sup>589</sup> pais, respect, amitié, union et concorde perpétuelle sans se rechercher aucunement les uns les autres et au surplus ont lesdictes parties contrahentes, chacun en son endroit, promis avoir le contenu au présent acte pour agréable ny ontravenir en façon que ce soit, ains le garder et observer de point en point selon sa forme et teneur à peine de tous despens, dommages et intérestz quy s'en pourroient ensuivre et soubz l'obligation des biens, droictz et revenus dudit seigneur évesque et de son évesché, biens, droictz et rentes de ladite communauté de Fréjus présens et advenir à toutes cours de ce pays et autres où le présent acte sera exhibé, renonçantz respectivement à tous droictz et loix à ce contraires, et ainsi l'ont promis et juré, ledict seigneur évesque *ad pe[c]tus* et lesdits consulz des escritures touchées, requérans acte.

Fait et publié audit Fréjus, dans la salle peincte dudit évesché et maison épiscopalle dudit Fréjus, après midy, ez présences de m<sup>e</sup> Jean Guilache, docteur et advocat au siège de Draguignan, m<sup>e</sup> Anthoine Aycard, docteur en médecine de ladite ville, Claude Bailly, de Vienne en Dauphiné, et Pierre /<sup>589</sup> Clavier, de Chasteauneuf en Quercy, tesmoins requis et soubzsignés avec les parties et susnommés sachans escrire, Camelin évesque de Fréjus, Carbonel consul, Penna consul, Augeri sacrestain, G. Barbossy cabiscol, H. Escuyer chanoine, Antelme chanoine, Carbonel chanoine, Germond chanoine, Jean-François de Nigris, Calas, Aycard présent, Bailly présent, Clavière présent, Guillache resmoin, Grassy présent, Menjaud, M. de Caprilis, Boniparis tesmoin, Portanier, Pellaugier, Barthélemy Escoffier, J. Augeri présent, J. Clementis, F. Perrache, J. Roubie, Garamagne, Blend, G. Garnier, Carbonel, Barboux, Reinard, Jacques Villy, Bonaud, M. Raphelis, ainsy signés à la minute originelle et moy Hélion Vaixière, notaire royal audit Fréjus, secrétaire dudit sieur évesque, quy ay prins, receu et publié le susdit acte ensemblement avec m<sup>e</sup> Jean Carbonel, notaire royal de ladite ville, quy a retenu pareille minute originelle, et en foy de ce nous sommes soubzsignés, Vaixière notaire, J. Carbonel notaire, ainsi signés aux originaux.

Ensuite /<sup>590</sup> de laquelle transaction est escrit ce quy ensuit par extraict fait par moy Hélion Vaixière, notaire rocyal soubzsigné, et de ma propre main collationné sur les deux originelles minutes retenues tant par ledit m<sup>e</sup> Jean Carbonel, notaire royal de ladite ville, que par moy Vaixière, notaire, secrétaire dudit seigneur révérendissime évesque, et en foy de ce me suis soubzsigné au présent extraict contenant vingt-quatre feuillets escritz, le présent compris<sup>334</sup>,

---

<sup>334</sup> iceluy a



requis et commandé de la part dudict seigneur évesque à Fréjus, le troisieme jour du mois d'octobre mil six cens neuf, signé Vaixière notaire.

Pour le susdit accord faire homologuer et auctoriser par nostredit Grand conseil conformément à iceluy, lesdits sieur évesque, consulz, communauté et habitans de ladite ville de Fréjus auroient présenté requeste à nostredict Grand conseil et de l'ordonnance d'iceluy communicquée à nostre procureur général, quy auroit baillé ses conclusions par escrit, sur quoy, le jour et datte de ses presentes, autre arrest de nostredit Grand conseil seroit intervenu comme s'ensuict :

Sur la requeste présentée à nostredict conseil par messire Barthélemy Camelin, /<sup>590<sup>n</sup></sup> évesque et seigneur temporel de Fréjus, et les consulz, communauté et habitans de ladite ville tendant afin que la transaction passée entre eux le vingt-deuxiesme septembre mil six cens neuf sut l'exécution des arrestz de nostredict conseil des premier avril quatre-vingtz-six et vingt-quatriesme novembre mil six cens huict soit homologuée et lesdictes parties condamnées icelle entretenir de point en point selon sa forme et teneur, veu par nostredict conseil ladite requeste, lesdictz arrestz, ladite transaction, conclusions de nostre procureur général, iceluy nostredit Grand conseil, ayant esgard à ladite requeste, a homologué et homologue ladite transaction faicte entre lesdictes parties, les a condamné et condamne icelle garder et entretenir de point en point selon sa forme et teneur. Sy donons en mandement et commettons par ces présentes au premier de noz amez et féaux conseillers de nostredit Grand conseil trouvé sur les lieux et, en son absence ou légitime empêchemnt, au premier de noz /<sup>591</sup> aussy amés et féaux conseillers en nostre cour de parlement de Provence, séneschal dudict païs, ses lieutenans généraux et particuliers en chacun de ses sièges, conseillers des sièges présidiaux et juges royaux desdictz lieux et chacun d'eux sur ce requis qu'à la requeste dudict messire Barthélemy Camelin évesqye de Fréjus le présent arrest, ensemble la susdite transaction, appelé ceux quy pour ce seront<sup>335</sup> à appeler, il mette et face mettre incontinent et sans delly a deue et entière exécution reument et de fait de point en point selon sa forme et teneur en ce que exécution y est et sera requise, en contraignant à ce faire souffrir et obéyr tous ceux qu'il appartiendra et quy pour ce seront<sup>336</sup> à contraindre par toutes voyes et manières deues et raisonnables nonobstant oppositions ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles pour lesquelles ne voulons estre différé. En outre mandons au premier des huissiers de nostredit Grand conseil ou autre nostre huissier ou sergent sur ce requis faire tous commandemens, constraintes,, assignations, signiffications /<sup>591<sup>n</sup></sup> et autres exploitz requis et nécessaires pour l'exécution des susdits arrest et transaction, de ce faire leur avons donné et donnons pouvoir, mandons et commandons à tous noz justiciers, officiers et sujetz qu'à eux mesmes, à nostredit huissier ou sergent, sans pour ce demander aucunes lettres de placet, visa ne pareatis, en ce faisant soit obéy. En tesmoin de quoy nous avons fait mettre et apposer nostre sceel à sesdictes présentes. Donné en nostredit Grand conseil à Paris le vingtiesme jour de janvier l'an de grâce mil six cens dix et de nostre règne le vingt-uniesme. Collationné par le roy dauphin à la relation des gens de son Grand conseil, signé Thielement.

/<sup>592</sup> Achapt du bac d'Argens au proffit de l'évesque

---

<sup>335</sup> fairont

<sup>336</sup> fairont

1614, 19 février. Fréjus. – Vente à l'évêque de Fréjus par Jean Laugier, Paulet Martin et Raoulet Gaignard du bac d'Argens.

L'an mil six cens quatorse et le dix-neufviesme jour du mois de février après midy, comme soit que, puis l'année mil six cens dix, révérend père en Dieu messire Barthélemy Camelin, évesque et seigneur temporel de ceste ville de Fréjus, eust fait assigner par devant nos seigneurs du Grand conseil Jean Laugier, Paulet Martin et Raoulet Gaignard, de ladite ville, tenanciers du bac sive capoul et barque d'Argens servant de passage de Fréjus à Villepeys, et pour les faire condamner à luy vuider la pleine possession dudit bac et passage à luy appartenant tant en qualité de seigneur que par bons tiltres à monstrier en temps et lieu, sur laquelle assignation lesdictz déffandeurs auroient verbalement remonstré audit seigneur évesque comme tant par eux que leurs devanciers, ilz estoient en paisible possession immémorable voire /<sup>592v</sup> centenaire d'avoir, tenir et posséder ledict bac et passage privativement à tous autres d'en pouvoir tenir, à quoy n'ayans jamais estés<sup>337</sup> troublés par aucuns des sieurs évesques dudit Fréjus durant cent ans et plus, ne pouvoit ledict seigneur évesque de présent innover ceste recherche, tant pour ne faire apparoir d'aucun contre-tiltre valable à leur sy longue et paisible possession que aussy pour avoir justifié ledict seigneur évesque n'estre fondé sur le fondz dudit bac en ladicte qualité de seigneur, ains à tout cas ne pouvoir prétendre que la scence annuelle et perpétuelle de trante-un soul que le feu roy René navoit vendu à feu Jean, évesque dudit Fréjus, en l'an mil quatre cens trente-neuf pour en disposer par iceluy en propre au proffit de ses héretiers et successeurs, le vendre et alienner à son plaisir et volonté. Vraysemblable que depuis ledict Jean évesque, les successeurs évesques n'ayans jamais jouy, exigé ny demandé ladite scence, les déffandeurs /<sup>593</sup> avoient comme droict et cause de luy par moyen de leur libre et sy longue possession, laquelle, quand se trouveroit de moins, pourroit tousjours en ce fait leur servir de valable tiltre contre les prétentions dudit sieur évesque, lequel par ce moyen ne se trouvoit pas plus fondé au fondz dudit bac et passage que en ladite scence de trante-un soul non jamais exhigée de mémoire d'homme que vive, telement que rien ne luy servoit de tracasser audit conseil lesdits déffandeurs, quy redoutoient beaucoup plus les frais et mises du procès, à occasion de leur basse qualité et pauvreté, que non pas la succombance de leurs droictz, quy ne pouvoient leur estre infirmés par aucun jugement, ayans par leurs remonstrances fait trouver bon audit seigneur évesque de supplanter le cours des assignations. Et en effect, du vingt-septiesme may mil six cens dix, par acte passé par devant moy notaire soubzsigné, il feut non seulement surcis à la présentation desdictes parties audit conseil sur lesdites assignations, mais /<sup>593v</sup> de plus le différent remis et compromis à des advocatz pour le décider à poinct de droict, lequel compromis, ayant longtemps y a expiré et demeuré indécis, estoit ledit seigneur évesque sur les voyes de reprise et renonciation de ladite instance et assignations, desquelles se craignans les déffandeurs auroient de nouveau récapitulé leurs droictz sur ledict bac audit seigneur évesque, lequel par contraires déffences allégoit que, puisque le total de la place, terre et seigneurie dudit Fréjus et en partie de Villepeys luy appartient, que ceste seule qualité de seigneur luy suffisoit pour s'approprier ledict passage comme droict seigneurial quy ne pouvoit estre occupé par des siens sujetz dans ses terres sans avoir tiltre en main pour s'y appuyer solidement, ne pouvant la longue prétendue possession voire alléguée par les déffandeurs leur servir de vallable tiltre en tant qu'elle estoit plustost cencée une pure usurpation, arrivée durant plusieurs vaccances dudit évesché, la non résidence des sieurs évesques audit /<sup>594</sup>

---

<sup>337</sup> estre

Fréjus et tollérance des administrateurs dudit évesché quy pouvoient avoir fait planche à l'occupation dudit bac par les déffandeurs comme en plusieurs autres droictz lieux places et terres qu'il a par, les mesmes injures, trouvées occupées et faict déclarer par arrestz diffinitivement dudit Grand conseil appartenir audit évesché et dont il a esté mis en possession nonobstant les semblables longues et invétérées possessions alléguées par les détempteurs desdites places et droictz, pour ne pouvoir les droictz de l'Eglise prescrire ny estre couvertz par telles possessions, ne faisant obstacle le bail du feu roy René audict Jean évesque de ladite scence de trante-un sol sur ledit bac, parce que s'estoit du temps quz Sa majesté occupoit ladite place de Fréjus. Mais par plusieurs arrestz sadite majesté en ayant esté évincée et le sieur évesque se trouvant avec mesmes droictz que le roy, pouvoit estre lors de l'occupation demeuré par ce moyen ledict sieur évesque vray maistre et seigneur dudit bac et passage sans approbation de la scence y /<sup>594v</sup> établie par sa majesté comme chose quy ne luy pouvoit non plus appartenir que les autres droictz occupés que ledit seigneur évesque a faict déclarer et unir à la mense épiscopale. En sorte que les déffandeurs ne pouvoient se promettre aucun bon succez de leur affaire audit conseil. Toutesfois, inclinant ledit seigneur évesque aux prières des déffandeurs, desquelz compassionnant les necessités et beaucoup regreteux de les constituer en frais et despens dudit procès, auquel d'ailleurs ledict sieur évesque auroit beaucoup despendu de son costé, sur la conférence de cest affaire que par l'entremise d'aucuns bons amis des déffandeur seroit esté traitée, auroient les parties demeuré d'accord que, moyennant la somme de trois cens escus, lesdits déffandeurs demeureront quittes et contens de quitter et remettre audict sieur évesque en faveur de son évesché ledit bac et passage, lequel il a trouvé fort expédient réunir à sondict /<sup>595</sup> évesché tant pour se maintenir luy et ses successeurs, rentiers, facteurs et serviteurs en la franchise dudit passage que pour d'autant plus fortifier ses juridictions et ne laisser après luy, en tant qu'il luy est possible, rien quy puisse apporter de nouveau trouble à la paisible possession et jouissance de tous les droictz seigneuriaux dudit Fréjus. Mais pour n'avoir promptement ladite partie de trois cens escus pour fournir ausdits déffandeurs, auroit eu recours à la bource de m<sup>e</sup> Jacques Camelin, receveur des décimes au diocèse dudit Fréjus, son nepveu, lequel, tant en considération dudit seigneur évesque son oncle que pour le bien dudit évesché, auroit demeuré comptant fournir et desbourcer ladite somme soubz le bail et engagement dudit bac et passage et à la scence de trente-un soul perpétuellement réservée en faveur dudit sieur évesque et ses successeurs audit évesché conformément à l'achept faict par ledit feu Jean évesque audit feu roy René. Sy /<sup>595v</sup> que il ne reste sur l'accord des parties qu'à rédiger l'acte que sy après.

A ces causes, par devant moy notaire royal soubzsigné et à la présence des tesmoins après nommés, en exécution du susdit accord, constitués en leurs personnes lesdits Jean Laugier, Paulet Martin et Raulet Gaignard, fils et héritiers respectivement de feues Leonne, Jaumette et Delphine Peyronnettes, sœurs, filles et héritières à feu Loucou Peyronnet et en cette qualité, tant par moyen desdits susnommés que de leurs ayeux, possesseurs et tenanciers dudit bac, capou et passage de la rivière d'Argens, sçavoir ledit Laugier en son chef pour deux partz, qu'est la moytié tant comme filz et héritier de ladite Léonne Peyronnette sa mère ayant droict et cause pour un quart de Louise Peyronnette, quatriesme sœur desdictes Peyronnettes, et lesdits Martin et Gagnard pour la restante moytié, qu'est un quart chacun comme filz et héritiers desdictes Jaumette et Delphine /<sup>596</sup> Peyronnettes leurs mères, lesquelz de leurs bons grés pures et libres volontés, pour eux et leurs successeurs, ont vendu, ceddé, remis et transporté, vendent, ceddent, quittent, remettent et transportent et désemparent par ces présentes audit révérend père messire Barthélemy Camelin, évesque et seigneur temporel dudit Fréjus, pour luy et ses successeurs audit évesché stipulant et

pour luy de son consentement audit m<sup>e</sup> Jacques Camelin, neveu dudit sieur évesque fournissant et payant les deniers à l'instance prière et réquisition dudit sieur évesque, soubz le bail et engagement que cy après aussy présent et stipulant, sçavoir ledit bac, barque et cappe dudit passage d'Argens accoustumé d'estre tenu sur ladite rivière pour passer et repasser dudit Fréjus à Villepeys et faculté d'en prendre par ledit sieur évesque et ses successeurs audit évesché tous et chacuns les droictz, rentes et revenus de passage accoustumés tant sur les habitans dudit Fréjus, voisins que /<sup>596<sup>v</sup></sup> estrangers passans eux ou leurs fruictz et bestail, avec tous et chacuns les droictz et dépendances dudit bac et passage à eux appartenans tant en vertu de leurs tiltres que anciennes possessions soubz prohibition à tous autres quelz qu'ils soient de pouvoir avoir, tenir ny prétendre autre bac cappe ny barque que celle acoustumée de tous temps à tenir par lesdits vendeurs, franche, quite et immune de toutes charges, scences, impositions, tailles et services pour en estre par lesdits sieurs évesque à l'advenir fait<sup>338</sup>, usé et jouy comme de leur autre bien et domaine d'Eglise, moyenant pour une fois ladite somme de trois cens escus vaillans neuf cens livres pour les récompences accordées desdits tenanciers, laquelle somme ilz confessent avoir eue et receue dudit seigneur évesque par les mains dudit sieur receveur son neveu tant en argent présentement réalement nombré et compté en doubles escus or d'Espagne et sesains que /<sup>597</sup> bled avant cest acte, dont comme bien payés, contens et satisfaictz, sçavoir ledit Laugier pour sa moitié et lesdits Martin et Gaignard pour l'autre moitié restante les concernant, en ont entièrement quitté et quittent pour le tout ledit sieur évesque et en tant que de besoin ledit m<sup>e</sup> Camelin fornisseur, avec promesse de plus n'en faire demande, donans, ceddans et remetans ausdictes fins audit sieur évesque et du gré d'iceluy à sondit nepveu tous les droictz et noms et actions, causes et raions que en quelle façon que soit pouroient avoir et prétendre sur ledit bac et passage tant en vertu de leurs tiltres que possession avec toute plus value, s'en dessaisissans et investissans ledit seigneur évesque avec pouvoir d'en prendre dès à présent la possession et jouissance et en faire comme de son autre bien d'Eglise à promesse pour ladite somme de trois cens escus receue estre tenus audit évesché de tout autre trouble et éviction et en ce cas de prendre pour les /<sup>597<sup>v</sup></sup> sieurs évesques la garentie jusque à fin de cause, auquel cas a ledict sieur évesque déclaré qu'il n'entend d'en disputer par devant autres juges que nos seigneurs dudit Grand conseil comme juges légitimes du domaine de ladite église de Fréjus ja saisis de la cognoissance du fait. Cest acte faict soubz les paches que lesdits Laugier, Martin et Gaignard, leurs enfens et familles seront à l'advenir perpétuellement francz et immunes, tant pour eux, leurs bledz que bestail, de tous droictz dudit passage et soubz les condicions accordées d'entre ledit seigneur évesque et ledit m<sup>e</sup> Camelin son nepveu, sçavoir qu'en considération du fournissement par luy faict desdictz trois cens escus pour le rachapt et réunion dudit bac audit évesché tiendra ledict sieur receveur ledit capoul, barque et passage en engagement et impignurations desdits trois cens escus sans en pouvoir estre aucunement tiré ny déposé par ledict sieur évesque ny ses successeurs que soubz le préalable remboursement desdits /<sup>598</sup> trois cens escus et loyaux coustz jusques à entier payement et jusque à ce il jouira des fruictz, rentes et revenus accoustumés dudit bac et passage, maintiendra à ses coustz et despens tant la barque que cordes y nécessaires et fera bien et deument servir ledit bac et en cette qualité ledict seigneur évesque les luy cedde et remect comme en forme de nouveau bail perpétuel jusque audit effectuel payement et remboursement, soubz la scence toutesfois annuelle et perpétuelle desdits trante-un soul monnoye de Provence, que ledit m<sup>e</sup> Camelin et les siens payeront annuelment et perpétuellement

---

<sup>338</sup> faire

audit sieur évesque et ses successeurs tanbt qu'ilz tiendront ledit bac, commençant le premier payement du jour d'huy en un an et ainsy continuant annuellement et perpétuellement jusques audit remboursement, lequel m<sup>e</sup> Camelin ny les siens ne pourront reffuser et audit cas remettre ledit bac et passage audit sieur évesque et successeurs quand bon leur semblera le rembourcer à un seul payement /<sup>598</sup> comme dit est desdits trois cens escus et loyaux coustz. Promect néantmoins ledit seigneur évesque pour luy et ses successeurs que sondit évesché demeurera parent et responçable audit sieur receveur son nepveu dudit bail, ensemble desdits trois cens escus et jouissance dudit bac et passage, à promesse de prendre son fait et cause en main par devant tous juges qu'il appartiendra et à pache encor que ne pourra ledit m<sup>e</sup> Camelin aliéner ny engager ledit bac au préjudice dudit seigneur évesque et successeurs. Et de ladite pention de trante-un soul annuelle dessus réservée et ainsy que dessus a esté par lesdites parties convenu et accordé, lesquelles chacune en son endroict ont promis avoir le présent acte et tout le contenu en iceluy pour agréable et n'y contravenir, ains l'observer soubz réfection de tous despens, dommages et inthérestz, obligation des biens, droictz et revenus dudit évesché de Fréjus et notamment dudit bac et passage en faveur dudit m<sup>e</sup> Camelin receveur jusques audit entier remboursement, biens propres présens /<sup>599</sup> et advenir desdits Laugier, Martin et Gagnard à toutes cours de ce pays où le présent acte sera exhibé, ainsi l'ont promis et juré, ledit seigneur évesque *ad pectus*, renonceantz aux droictz, requérans acte, qu' a esté faict et publié audit Fréjus, dans l'évesché, ez présences de messire Jean-Anthoine Carlon, prestre bénéficié en l'église cathédralle dudit Fréjus, m<sup>s</sup> Bernardin Carbonel et Jean Grassy, bourgeois de ladicte ville, et cappitaine Anthoine-Gaston Vialy, du lieu de Rocquebrune, tesmoins requis et soubzsignés avec les parties quy ont sceu escrire, Camelin évesque de Fréjus, Camelin, Vialy présent, Grassy présent, Carbonel présent, ainsy signés à l'originel et moy Hélion Vaixière, notaire royal audit Fréjus soubzsigné, Vaixière notaire ainsy signé.

Ordonnance de monsieur de Perricard commissaire pour la réunion  
du domaine aliénné par /<sup>599</sup> laquelle appert le sieur évesque de Fréjus  
estre deschargé des droictz prétendus par le roy ez lieux de Fréjus,  
Le Puget, S<sup>t</sup>-Raphel et de sa portion de Villepeys suivant les arrestz

*1611, 30 juin. Aix. – Le commissaire royal Péricard, chargé de la reprise des domaines royaux aliénés, relaxe la communauté de Fréjus de l'assignation lancée contre elle en ce qui concerne Fréjus, Le Puget et Saint-Raphaël et ordonne le remboursement de Villepey, sauf la part qui appartient à l'évêque.*

Extraict de l'ordonnance donnée par monsieur Péricard, conseiller du roy en ses conseilz d'estat et privé, commissaire dépputé par sa majesté pour la réunion de ses domaines en ses pays de Provence et Languedoc, en faveur de la communauté et habitans de la ville de Fréjus :

Nous avons relaxé et deschargé, relaxons et deschargeons par ces présentes la communauté et habitans de Fréjus de l'assignation à eux donnée en vertu de nostredicté ordonnance pour le regard desdits lieux de Fréjus, Le Puget et S<sup>t</sup>-Raphel, sur quoy ilz se prouvoiront où et ainsy qu'ilz verront estre à faire par raison. Et quand au lieu de Villepeys, ledit Massuau pourra faire le remboursement des sommes de deniers pour lesquelles les partz et portions dudit Villepeys se trouveront avoir esté engagés et dont sa majesté se trouvera /<sup>600</sup> jouir encor à présent ou estre en possession, excepté la part et portion quy se trouvera adjugée audit sieur évesque de Fréjus et

selon ce qu'il sera par nous cy-après ordonné. Fait à Aix le trantiesme et dernier juin mil six cens unse, signé Péricard et au-dessous par mondict sieur et commissaire Amelot , signé Amelot.

*/<sup>600</sup>* Arrest faisant inhibitions aux officiers prétendant avoir  
provision du roy de troubler ceux de l'évesque

*1615, 23 janvier. Paris. — Le Grand conseil ordonne aux officiers royaux de cesser de contester les droits restitués à l'évêque de Fréjus par l'arrêt du 30 septembre 1608.*

Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, à tous */<sup>600</sup>* ceux quy ces présentes lettres verront salut. Sçavoir faisons que par arrest de nostre Grand conseil donné sur la requeste en iceluy présentée par nostre bien amé messire Barthélemy Camelin, évesque et seigneur temporel de Fréjus, tendente afin que ytératives inhibitions et déffences soient faictes aux prétendus officiers ayans provision de nous [tant] es villes de Fréjus et Fayence qu'autres lieux desnommés es arrestz de nostredict conseil des premier avril mil cinq cens quatre-vingtz-six et dernier septembre mil six cens huit de troubler ledict évesque ny ses officiers en l'administration des justices à luy adjudgées par lesdicts arrestz, droictz et esmolumens et appartenans ny de prendre la qualité de juge de Fréjus, Fayence et autres lieux à peine de deux mil livres, despens, dommages et inthérestz desdictes parties et en cas de */<sup>601</sup>* contravention qu'ilz soient assignés en nostredict conseil pour voir casser tout ce quy aura esté par eux faict, respondre à la condamnation des despens, dommages et intérestz prétendus et déffences de se pourvoir pour raison de ce ailleurs qu'en nostredict conseil, veu par nostredict conseil ladicte requeste, lesdictz arrestz par lesquelz nostredict conseil a adjudgé audict évesque de Fréjus diffinitivement les justices hautes, moyennes et basses, mère mixtes impères, confiscations, amandes, proffictz, esmolumens, droictz et domaines et tous autres droictz appartenans ausdictes justices telz et semblables dont les seigneurs ayans pareilles justices en nostre pays de Provence ont accoustumé d'user et jouir, créer et instituer viguiers, juges, greffiers, sergens et autres officiers pour l'exercice de ladicte justice sçavoir aux terroirs de Puget, Agaye, Fayence, Saint-Raphel, estang de Fréjus, Bagnolz et Bourigailles */<sup>601</sup>* pour le tout et aux autres lieux pour les portions contenues ausdicts arrestz, a enjoinct aux consulz et habitans desdicts lieux reconnoistre et obéyr audict évesque et à ses officiers et a fait déffences à tous autres de troubler ny empêcher directement ou indirectement ledict évesque ou ses officiers prétendus avoir provision de nous et d'autres que dudict évesque, de s'entremettre en l'exercice desdictes justices desdicts lieux à peine de dix mil [livres], procès-verbal du commissaire à ce dépputé du trèse février mil six cens et neuf contenant l'exécution desdicts arrestz par devers nostredict conseil, iceluy nostredict Grand conseil, ayant esgard à ladite requeste a ordonné et ordonne qu'itératives inhibitions et déffences seront faictes ausdicts officiers prétendus ayans provision de nous esdictz lieux de Fayence, Fréjus et autres */<sup>602</sup>* desnommés esdictz arrestz de troubler ny empêcher lesdictz évesque et ses officiers à l'administration et exercice desdictes justices, droictz et esmolumens y appartenans à peine de deux mil livres, despens, dommages et intérestz desdictes parties et en cas de contravention seront les contravenans assignez en nostredict conseil pour respondre aux fins et conclusions que ledict évesque entend prendre contre eux et voir casser les procédures par eux faictes, leur faisant déffences de ce prouvoir ailleurs pour raison de ce qu'en nostredict conseil. Sy donons commandement et commettons par ces présentes au premier des huissiers de nostredict Grand conseil ou autre nostre huissier ou sergent sur ce requis qu'à la requeste dudict sieur

évesque de Fréjus le présent arrest il signifie ausdicts officiers prétendus ayans provision /<sup>602v</sup> de nous esdictz lieux de Fayence, Fréjus et autres lieux mentionnez aux susdictz arrestz en leur réitérant de par nous lesdictes inhibitions et déffences de troubler ny empêcher ledict sieur évesque et ses officiers en l'administration et exercice desdictes justices, droictz et esmolemens y appartenans à peine de deux mil livres et de tous despens, dommages et intérestz desdictes parties et en cas de contravention adjourner les contravenans à comparoir à certain et compétant jour en nostredict Grand conseil pour respondre aux fins et conclusions que ledict sieur évesque de Fréjus entend contre eux prendre et voir casser toutes les procédures par eux faictes, le tout suivant et conformément audict arrest et outre pour l'entière exécution d'iceluy faire tous autres exploictz de significations, commandemens et assignations requis et nécessaires, mesmes faire de par nous ausdictz /<sup>603</sup> contravenans aussy déffences de se pourvoir pour raison de ce ailleurs que en nostredict Grand conseil, de ce faire luy avons donné et donnons pouvoir, mandons et commandons à tous noz justiciers, officiers et subjectz qu'à nosdicts huissier ou sergent sans pour ce demander aucunes lettres de placet, visa ne pareatis en ce faisant soit obéy. En tesmoin de quoy nous avons fait mettre et apposer nostre sceel à sesdictes présentes. Donné en nostredict Grand conseil à Paris le vingt-troisiesme jour de janvier l'an de grâce mil six cens quinse et de nostre reigne le cinquiesme. Collationné par le roy à la relation des gens de son Grand conseil, signé Boursin.

/<sup>603v</sup> Arrest du Grand conseil pour les amendes et confiscations de toutes  
les villes et lieux appartenans au sieur évesque

*1625, 18 août. Paris. – Le Grand conseil ordonne la restitution à l'évêque des amendes et confiscations prononcées par les officiers royaux contre les criminels et délinquants relevant de la juridiction épiscopale.*

Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, à tous ceux qui ces présentes lettres verront salut. Sçavoir faisons que comparans en jugement en l'audience de nostre Grand conseil nostre amé et féal conseiller en noz conseilz d'estat et privé messire Barthélemy Camelin, évesque, seigneur temporel de Fréjus, demandeur en exécution d'arrestz de nostredict conseil des premier mars quatre-vingtz-six et vingt-quatriesme novembre mil six cens huict et requérant l'enthérinement d'une requête par luy présentée à nostredict conseil le huictiesme juillet mil six cens dix-sept tendente à ce que inhibitions et déffences soient faictes à m<sup>e</sup> François /<sup>604</sup> Rossignol, receveur des amendes et confiscations en Provence, et autres receveurs de contraindre ny faire contraindre en vertu des arrestz de noz cours de parlement de Provence, chambre des comptes, cour des aydes audict lieu et mesmes juges royaux dudit pays les délinquans condamnés de la ville et territoire de Fréjus, du Puget et Agaye, Fayence, Saint-Raphel, estang de Fréjus, Bagnolz, Bourigaille, Montaurous, du Revest, Villepeys, Favars, Rocquebrune, Bargemon, Pallezon, Saint-Julien, Seillans et autres lieux dépendans dudict évesché à payer les amendes esquelles ilz sont condamnés et seront ny d'user d'aucunes saisies et cries, ventes sur les biens desdictz condamnés et confisqués et de laisser jouir plainement et paisiblement ledict évesque desdicts droictz à luy adjugez par lesdictz arrestz de nostredict conseil et de condamner ledict Rossignol à rendre et restituer les amendes qu'il a receues de Barthélemy Martel de la ville de Fréjus et autres délinquans et condamnez dudict Fréjus et lieux cy-dessus dépendans dudict évesché d'une part et /<sup>604v</sup> nostre procureur général

prenant le faict et cause pour ledict Rossignol déffendeur d'autre, après que Joly pour ledict demandeur a conclud aux fins cy-dessus, Dumerc, procureur dudict Rossignol, a dict que ce qu'il a fait contre aucuns desdictz délinquans desdicts ferrés, condamnés et confisquees a esté pour le deux de sa charge suivant l'exigat a luy expédié par la chambre de noz comptes en Provence, au moyen de quoy requiert estre renvoyé de ladicte assignation avec despens, se remettant à nostredict procureur général de déffendre aux conclusions dudict évesque, et que Bignon pour nostre procureur général a esté ouy, iceluy nostredict Grand conseil faisant droict sur ladicte instance a ordonné et ordonne que ledict Camelin jouira des amandes et confiscations quy seront adjudgées tant par nostre cour de parlement de Provence, chambre des comptes que autres juges royaux dudit pays contres les délinquans de ladicte ville de Fréjus et lieux circonvoisins dépendans dudict évesché /<sup>605</sup> suivant lesdicts arrestz des premier mars mil cinq cens quatre-vingtz-dix et vingt-quatriesme novembre mil six cens huict, fors et réservé des amandes adjudgées pour crimes de leze-majesté que nostredict conseil a déclaré nous appartenir et lesquelles à ceste fin seront mises ez mains des receveurs des amandes pour nous esdictes cours et jurisdictions pour nous en leur compte ainsi qu'il est accoustumé. Sy donons en mandemant et commettons par ces présentes au premier des huissiers de nostredict Grand conseil ou autre nostre huissier ou sergent sur ce requis qu'à la requeste dudict Camelin le présent arrest il signiffie en tant que besoin seroit audict Rossignol et tous autres qu'il appartiendra à ce que du contenu en iceluy ilz n'en prétendent cause d'ignorance et outre faire pour l'entière exécution d'iceluy tous autres exploitz requis et nécessaires, de ce faire vous donnons pouvoir, mandons et commandons à tous noz /<sup>605v</sup> justiciers, officiers et sujetz qui icy ce faisant sans pour ce demander placet, viza ne pareatis soyt obéy. En tesmoin de quoy nous avons fait mettre et apposer nostre sceel à sesdictes présentes. Donné en nostre Grand conseil à Paris le dix-huictiesme jour d'aoust l'an de grâce mil six cens vingt-cinq et de nostre règne le sèsiesme. Collationné par le roy comte de Provence à la relation des gens de son Grand conseil, Martineau signé.

*1647, 28 mai. Paris. – Les commissaires royaux exemptent l'évêque de Fréjus du paiement des taxes instituées sur les droits de régales aliénés.*

/<sup>606</sup> Les commissaires généraux députés par le roy pour l'exécution de ses déclarations des mois d'octobre mil six cens-un, décembre mil six cens quarante-trois et arrest du conseil donné en conséquence sur la requeste présentée par messire Pierre de Camelin, évesque et seigneur temporel de la ville de Fréjus, Le Puget et Saint-Raphaël, contenant qu'encores que la jurisdiction, droicts seigneuriaux et domaine que le suppliant possède en qualité d'évesque tant en ladite ville de Fréjus que les lieux de Saint-Raphaël et Puget n'ayent jamais esté du domaine du roy mais de l'ancienne donation dudict évesché faicte en l'année mil deux cens trois par Hidelphonse, comte de Provence, deux cens ans auparavant l'union du comté de Provence à la Couronne, qui fut seulement en l'année mil quatre cens quatre-vingtz-six, néantmoins le suppliant est poursuivy par m<sup>e</sup> Pierre Cellier pour le payement de deux taxes, l'une de deux cens cinquante-huict livres trèze solz quatre deniers pour le sixiesme denier de la finance prétendue payée pour les herbages, cens, lotz et ventes et autres droicts comme appartenant au roy auxdits lieux de Fréjus, Saint-Raphaël et Villepeys et l'autre de la somme de vingt-quatre livres dix-huict solz quatre deniers pour la jurisdiction du lieu de Puget-lez-Fréjus, quoyque lesdits droictz soient de l'ancien domaine dudict évêché. Requeroit partant ledit suppliant estre deschargé desdicte taxes.



Veuladite requeste communiquée audit Cellier après qu'il a esté ouy, nous commissaires susdits, ayant esgard à ladite requeste, avons deschargé et deschargeons ledit suppliant desdites taxes de deux cens cinquante-huict livres trèze solz quatre deniers d'une part et vingt-quatre livres dix-huict solz quatre deniers d'autre. Avons fait et faisons inhibitions et déffences audit Cellier et ses commis d'en faire aucune demande ny poursuite à peine de tous despens, domaiges et intérestz. Mandons au premier huissier ou sergent royal sur ce requis /<sup>606v</sup> mettre ces présentes à deube et entière exécution selon leur forme et teneur. Faict en nostre assemblée tenue à Paris le vin[gt]-huict jour de may mil six cens quarante-sept, signé Lescalopier.

Transation passée entre le seigneur évesque de Fréjus,  
S<sup>t</sup>-Raphaël et Agay et le sieur Vincent de Roux

*1636, 8 août. Fréjus. – L'évêque de Fréjus cède en arrière-fief à Vincent de Roux une partie du territoire inhabité d'Agay afin de le remettre en valeur.*

L'an mil six centz trante-six et le vendredy huictiesme jour d'aoust après midy, sçachent les présans et advenir que, du règne du très excellent et magnanime prince Louis, surnomé le Juste, trèziesme du nom par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, comte de Provence, auquel soit en prospérité, longue vie et victoire sur ses ennemis, amen, personnellement constitué par devant moy notère royal soubzsigné et tesmoingz soubznomés révérend père en Dieu messire Barthelémy de Camelin, évesque et seigneur temporel de la ville de Fréjus, Saint-Raphaël, Agay et autres places, lequel pour luy et ses sucesseurs audit évesché présans et futurs, désirant favorablement tracter le sieur Jean Vincent Roux, lieutenant de l'artillerie de la marine de levant, en recognoissance des bons offices qu'il a randus audit évesché, de la preuve desquelz le rellève, et considérant d'autre part la plus grande partie du terroir dudit Agay estre dézert, inhabité et inculte et que le revenu d'icelluy n'est pas de grand rapport à sondit évesché, affin d'en boniffier et augmanter les droictz soit à raison du disme des grains et vin quy croistront et se percevront en partie dudit terroir ou de l'annuelle et perpétuelle cense que sur icelluy sera cy-après impozée, a ledict seigneur évesque pour ses considérations, soubz le bon plaisir toutesfois de nostre saint père le pape et de Sa magesté et suivant la dellibération là-dessus ce jor d'hui randue par les sieurs du vénérable chappitre de l'église cathédrale dudit Fréjus, de sa propre et libérale vollonté et se servant des privillèges et facultés que le droit luy donne pour dispozer du domaine de sondit évesché, a donné et donne audit sieur Roux présent, recevant et /<sup>607</sup> stipullant pour soy, ses heoirs et ses sucesseurs quelconques à tiltre d'arrière-fief perpétuel et irrévocable une partie dudit terroir d'Agay contenant terres vagues, montagnes et bois despuis le premier vallon quy est au dellà la vieille chapelle Sainte-Agatte au port dudit Agay, montant en hault le long dudit vallon despuis un pillier quy y sera dressé pour servir de borne au bas dudit vallon et près le bort de la mer, lequel borne vizera le long d'icelluy vallon droit au plus haut somet du Rasteau dudit Agay et à l'endroit d'un grand rocher quy luy est au-dessoubz, la longueur de laquelle contenance tirera puis ledit vallon le lon dudit port, quy contient les quartiers appellés les Pans, les Pelloutières et Pays Serrain jusques à la montagne et bois dudit Pays Serrain, suivant tousjours le long dudit Rasteau d'Agay ainsi que l'eau dépend devers la mer, venant finir et aboutir à la partie de ladite montagne et bois de Pays Serrain comprenant ce quy regarde la forteresse dudit Agay et la mer jusques à l'endroit du rocher quy est dans ladite mer appellé les Vieilles, lequel rocher servira de

borne en ladite contenance, à un autre borne et limitte quy sera mis et planté vers le haut de ladite montagne fesant fasse l'un à l'autre, sans à ce comprendre choze aulcune de ce quy est au dellà dudict Rasteau d'Agay ny hors des susdites limittes, ladite contenance ainsi exprimée et désignée fezant partie du terroir dudict Agay divis et séparé des aultres parties restantes dudict terroir, tout lequel avoit par acte rière m<sup>e</sup> Maurel, notère d'Aix, le dixiesme septambre 1605 esté par ledit seigneur évesque donné à nouveau bail et arrière-fief soubz la pantion annuelle et perpétuelle de cinquante escus en faveur de messire Louis de Fumel, gentilhomme ordinère de la chambre du roy quy du despuis en a quité le cas pour le service pour l'excècivitté de la cense, au moyen de quoy a ledit seigneur transporté audit sieur Roux le domaine diret et utile de toute ladite partie que dessus encinte dans ladite contenance avec la moyenne et basse juridiction et justice et tous autres droitz et appartenances à l'arrière-fief, pouvoir et faculté d'y bastir village et donner à nouvel bail et emphitéoze, à cense et à direte et de retenir par droit de prélation et retenue et fors tous actes de /<sup>607v</sup> seigneur, exiger des emphitéotes présans et advenir les redevbances par eux debues et droitz segneuriaux en ladite contenance, prandre les lods en cas de mutation à raison de huit et tiers pour cent, dresser incolas et habitations des bons catholiques romains soubz la réserve des prestations réelle et personnelle, droit d'establir les officiers pour exercer ladite basse et moyène justice et juridiction en tout et tant contre les tenanciers et pocesseurs des biens présans et advenir en ladite partie de terroir que sur ceux quy y pourront habiter soit à temps ou pour tousjours, passans, estrangers ou aultres, retirer les fruitz et proffitz de ladite basse et moyène justice et jurisdiction, permission de construire fours, moulins à bras, à eau et à vent, fère tous engiens sur les eau et avoyr les minières à plastre, charbon et aultres, fère garène, pigeoniers, apiers, créneller et panonseller, dresser de tours, cruser fossés et généralement fère tout ce que peult un seigneur diret et utile dans le fonds par luy tenu en arrière-fief sans réserve aucune et en la mesme façon que ledit seigneur évesque pouvoit avant la présante concession, par moyen de laquelle ledit sieur Roux, ses heoirs et sucesseurs pourront prendre la quallité de seigneur dudict Agay, en porter le nom et le tenir en arrière-fief de la haulte justice dudict évesché, duquel il ne pourra estre séparé ny démembré pour quelque cause et occasion que ce soyt et généralement ledit seigneur luy a quité, ceddé, quite, cèdde, remet et transporte tous les droitz qu'il avoit et pouvoit prétandre en la contenance des terres susmationnés avec toutes facultés, leurs appartenances, franchises et immunités, memes le pouvoir et liberté audit sieur Roux et ayans cause de faire dépaistre son bestail gros et menu dans le terroir restant dudict Agay et d'y prandre et couper bois pour son usage soyt à bastir ou brusler sans abus, soubz la réserve toutesfois en faveur dudict sieur évesque et ses sucesseurs audit évesché de tous et chascuns les dismes des bleds, anones, raisins et nadons quy se percepvront en l'estandue dudict terroir baillé à la raison du vingtain, expédiable quand à celluy des raisins à la cave dudict seigneur évesque audit lieu de S<sup>t</sup>-Raphaël et le reste sur les lieux où ilz croistront suivant la costume, et pour les particulliers /<sup>608</sup> quy pourront habiter audit Agay ou prandre terres à nouveau bail ou autrement dudict sieur Roux seront tenus aux droitz décimaux de tous grains et rasins à l'onzain aux formes et quallités des habitans dudict Saint-Raphaël, ensamble sera réservé audit sieur évesque et cesditz sucesseurs la haulte justice, mère mixte impère quy seront exercés par les officiers dudict sieur évesque avec tous les droitz, honneurs, grades et prééminances leur appartenans tant sur les habitans, passans qu'estrangers, ledit sieur Roux, ses heoirs et leur famille exceptés, lesquelz ne seront tenus respondre en aucunes causes civiles ou criminelles par devant les officiers dudict seigneur évesque ains par devant le sieur lieutenant au siège de Draguignan ou aultres leurs juges. Encores se réserve ledit seigneur évesque pour soy et cesditz sucesseurs une pantion noble, inextinguible et

non racheptable à prix d'argent, de la somme de cent vingt livres imposée sur tous les droitz présent et advenir dans le château épiscopal dudit Fréjus et dont le premier paiemant comansera aux festes des Pasques prochaines et ainsy annuellement et perpétuellement continuant. Déclère en oultre ledit seigneur évesque par cest acte audit sieur Roux acceptant comme dessus qu'il se despart en sa faveur et en considération de l'érection dudit arrière-fief et pention imposée sur icelluy de tous les droitz d'attache, encourage et pesche qu'il avoyt et pouvoit prétandre le long de coste et port dudit Agay quoy qu'y contienne et à ces fins a consanty et consant que ledit sieur Roux, ses heoirs et sucesseurs en prènent les profitz et esmolumentz telz que de droit sur toutes personnes en considération de ce que ledit sieur Roux randra ledit port habitable, qu'y de présent est dézert et inhabité par moyen des courses journallières que les pirates et Turcz font en icelluy, sans que pour raison de ce ledit seigneur /<sup>608</sup> évesque luy soit et puisse demurer garant d'aucune chose ny souffrir diminuation à sa pention, exceptés et non comprins toutesfois au payemant desditz droitz les habitans dudit Fréjus et Saint-Raphaël qu'y seront exemptz à tousjours d'iceux droitz d'attache et d'encourage, lesquelz auront néantmoingz faculté et droit de pêcher aux mers et port dudit Agay et d'y pouvoir tirer leurs batteaux, sécher et étandre leurs filectz, fère chaumer et asselier leur bestail de toute expèce, cette concession estant faite par ledit seigneur évesque soubz ce pache exprès que, sy en ladite contenance et limitation de terroir il y avoit quelque propriété appartenante à quelques particuliers par tître vallable ou aultre légitime droit, ledit sieur Roux les y laissera paisibles sy mieux n'aime les indemnizer de gré à gré. En recognoissance de laquelle donation, concession et déclaration en arrière-fief ledit sieur Roux estant debout, teste découverte, l'espée à son costé, tenant ses mains sur les saints Evangiles a declairé et déclaire audit seigneur évesque stipullant pour soy et ses sucesseurs audit évesché présantz et advenir qu'il le recognoist et recognoistra tousjours, luy et cesditz sucesseurs, pour segneur hault justicier dudit terroir et arrière-fief d'Agay, luy randra en ceste quallité tous debvoirs ausquelz un bon et fidelle vassal est obligé, adcistera et fera adcister ses officiers en l'exercisse de ladite haute justice et juridition allant audit Agay et lesquelz précéderont les officiers dudit sieur Roux, lequel a d'ailleurs promis et promet comme dit est payer annuellement ladite pention sus convenue au terme stipullé et de renouveler la mesme déclaration, promesse et recognoissance à chescun sieur nouveau évesque une foys en sa vye après son entrée et réception audit évesché et, le cas de mutation arrivant par aliénation, confiscation ou aultremant, promet que les achepteurs ou pousseurs renouveleront les mesmes recognoissances et payeront les droitz de lods à raison de huit et tiers, demurant loysible audit seigneur évesque et à ses sucesseurs de retenir les choses vandues par droit de prélation comme estant mouvantes de son haut fief et haute justice, ainsy l'a juré ez mains dudit seigneur évesque, lequel acceptant ladite déclaration, recognoissance et promesse a promis tracter honnetement et favorablement ledit sieur Roux et cesditz /<sup>609</sup> sucesseurs comme bons vassaux et faire pour leur protexion et déffance tout ce à quoy le hault seigneur est obligé à l'endroit de son vassal, en tesmoin de quoy l'a embrassé et promet ne contrevenir à la présante concession soubz ses foy et serment qu'il a presté *ad petus*. Et pour plus de vallidité du présent contract, sera aux despans dudit sieur Roux poursuivy l'amologation d'icelluy tant en cours de Roume que par devant sa magesté et audit effet ledit seigneur évesque a constitué ses procureurs, sçavoir en ladite cour de Rome [...] <sup>339</sup> et aultres solliciteurs en icelle du nom desquelz le blanc sy-dessus sera ramply et m<sup>e</sup> [...] <sup>340</sup> advocat au conseil expressemant pour

---

<sup>339</sup> *blanc*

<sup>340</sup> *idem*

et en son nom en tant que de besoin demander la ratification et amologation desdites présentes et là-dessus fère tout ce que le cas requiert, à promesse de les rellever de toute charge *in forma*, ayant au surplus les parties pour observation de tout ce que dessus obligé leurs biens, rantes et revenus à toutes cours du royaume et autres s'il y eschet, renonsant aux droitz contrères, requérant acte.

Fait et publié audit Fréjus dans ledit pallais épiscopal ez présances de agrèges personne messire Nicollas Antelme, chanoine, vicaire général audit évesché, messires Barthelémy Lussard, bénéficiere dudit Fréjus, Balthezar Bausset, vicaire de Saint-Raphaël, mestre Hellion Vaixière, docteur ez droitz, juge, Sippion Grassy, Jean Barboux, borgeois dudit Fréjus, et Jean-Anthoine François, bourgeois d'Aix, resmoingz requis et signés avec les parties, signé Barthelemy e. de Fréjus, Roux, Antelme, Lussard, Vaixière, Bausset prebste, de Grassy, François, Barboux et moy Jean Raimond, notère royal audit Fréjus soubzsigné, signé Raimond.

Par transaction du 14 may 1660, nothère Darbès de la ville d'Aix, laditte tranzaction a esté confirmée /<sup>609v</sup> par monseigneur Zongo Ondedei, évesque de ceste ville, par laquelle ratification est dit que le sieur Vincent de Roux, sieur d'Agay, sa femme, enfans et domestiques seront justiciables des officiers du segneur évesque tant en demandant qu'en déffendant ; qu'il sera permis audit segneur évesque et à ses successeurs à l'évesché de couper de bois aux forêts de laditte terre pour l'usage de l'évesché sans abus ; et en troisieme lieu qu'au cas que le sieur d'Agay habitat laditte terre, il n'y pourra introduire que des catholiques apostoliques romains ainsy qu'il appert audit acte.

Extrait de l'ordonnance faicte par les commissaires des domaines du roy  
en Provence pour la réunion de ses domaines qui maintient le segneur évêque  
dans la jurisdiction entière de Fréjus du 26 novembre 1683

*1683, 26 novembre. Aix. – Les commissaires des domaines confirment à l'évêque de Fréjus la possession de ses droits juridictionnels dans toute l'étendue de son domaine épiscopal.*

Les commissaires des domaines du roy en Provence, entre le procureur du roy au domaine et terrier de Provence, demandeur en requeste du trois octobre 1683, d'une part et messire Luc d'Aquin, conseiller du roy en ses conseils, évêque et segneur de la ville de Fréjus, Fayance, Bagnols, Le Puget, S<sup>t</sup>-Raphel, Roquebrune, Villepey, Pallaison et autres places, déffendeur, d'autre,

- veu la requeste dudit procureur du roy dudit jour trois octobre 1683 contenant entre autres choses que la justice, mère et mixte impère et toute jurisdiction de Fréjus appartiennent au roy, sa majesté y ayant esté maintenue par arrest du parlement de Provence en l'année 1511 et par arrest du Grand conseil du 29 mars 1517 qui l'ont aussi restabli en la possession des régales, en exécution desquels arrestz sadite majesté auroit esté restablie en possession par un commissaire du Grand conseil du trois décembre 1518, au préjudice de quoy ledit sieur déffendeur conservoit ladite jurisdiction et lesdites régales usurpées, pour quoy requéroit qu'il lui fust permis de faire assigner par devant nous ledit segneur évêque de Fréjus pour voir ordonner que le roy seroit maintenu en la possession desdites jursidiction mère et mixte impère, régales, censes, services et autres droitz dominiaux dudit lieu de Fréjus avec despens, dommages et intérestz, nostre

ordonnance /<sup>610</sup> au bas de ladite requête, ensuite de laquelle est l'exploict d'assignation donnée audit sieur déffendeur le unziesme novembre suivant conterollé à Draguignan le treize ;

- autre requête à nous présentée par ledit seigneur évêque de Fréjus et de lui signée le 24 dudit mois de novembre tendante à ce qu'il fust deschargé de ladite assignation et ledit sieur procureur du roy débouté de sa demende, pièces attachées à ladite requête, sçavoir copies des arrestz du parlement de Provence et du Grand conseil énoncés en la requête du sieur procureur du roy desditz jours 14 juillet 1511 et 29 mars 1517 ;
- un autre arrest du Grand conseil du 29 mars 1586 intervenu entre messire François de Bouliers évêque de Fréjus, le procureur général du roy au Grand conseil et les habitans dudit Fréjus par lequel entre autre chose sans avoir esgard aux lettres en forme de requête civile obtenues par ledit procureur général contre l'arrest du parlement de Provence du 14 juillet 1511 lesdictes appellations ont esté mises au néant, ordonné que ce dont a esté appellé sortira son plain et entier effect et faisant droit sur l'instance d'exécution dudit arrest, demendes, fins et conclusions dudit évêque de Fréjus pour raison des droitz de justice, régales et domaine ledit conseil lui a adjugé diffinitivement la justice haute, moyenne et basse, mère mixte impère de ladite ville et terroir de Fréjus sur tous les manans et habitans d'icelle, confiscations, amandes, profyz et émolumens et tous droitz appartenans à ladite justice tels et semblables dont les seigneurs ayant pareille justice audit pays de Provence ont accostumé d'user et jouir avec pouvoir de créer et instituer viguier, juge, greffier, sergens et autres officiers pour l'administration de ladite justice, enjoint auxditz habitans de Fréjus de reconnoistre et obéir auxditz officiers, fait inhibitions et déffences à tous juges et officiers prétendant avoir provision de sa majesté d'empescher les officiers dudit /<sup>610</sup> évêque ny de s'entremettre en l'exercice de ladite justice haute, basse, moyenne, mère et mixte impère de ladite ville et terroir de Fréjus ; et néantmoins ledit conseil ordonne qu'ez crimes et délitz où escherra punition de mort ou troncation des membres les officiers dudit évêque seront tenus renvoyer soubs bonne et seure garde les prisonniers et délinquantz avec leurs procez instruitz par devant le juge royal de Draguignan, desquels néantmoins les confiscations et amandes appartiendront audit sieur évêque, ledit arrest signé Tielement et scellé ;
- autre arrest dudit Grand conseil du dernier septembre 1608 signé dudit Tielement et sellé intervenu entre messire Barthélemi Camelin évêque de Fréjus, le procureur général du roy au Grand conseil, les habitans des lieux de Fayance, du Puget, Agay, Montauroux, Roquebrune, Bagnols, S<sup>t</sup>-Raphel et autres par lequel entre autre chose la justice haute, moyenne et basse, mère mixte et impère, confiscations, amendes, profitz, émolumens, droitz et domaines et tous autres droitz appartenans auxdites justices sont adjugées diffinitivement audit seigneur évêque dans tous lesditz lieux de mesme qu'audit Fréjus ;
- autre arrest dudit Grand conseil du 20 janvier 1610 par lequel la transation passée entre ledit seigneur évêque de Fréjus et habitans dudit lieu du 22 septembre 1619 sur l'exécution des arrestz cy-dessus dattés est homologuée et lesdites parties condamnées de l'entretenir et exécuter selon sa forme et teneur ;
- copie d'ordonnance rendue par les commissaires du domaine du 28 may 1647 par laquelle ledit seigneur évêque de Fréjus a esté deschargé de la taxe du sixiesme denier prétendue pour les herbages, cens, lodz et autres droitz de Fréjus et pour la jurisdiction du lieu du Puget ;

- extrait d'un jugement rendu par m<sup>r</sup> de Perricard commissaire député pour la réunion des domaines de Sa majesté en Provence et Languedoc du dernier /<sup>611</sup> juin 1611 par lequel entre autre chose les habitans de Fréjus ont esté deschargés de l'assignation à eux donnée pour le regard desditz lieux de Fréjus et du Puget ;
- copie d'un arrest du Grand conseil du 18 aoust 1625 intervenu entre ledit seigneur évêque de Fréjus et le procureur général audit Grand conseil par lequel il est ordonné que ledit seigneur évêque jouira des amandes et confiscations qui seront adjudgées tant par la cour de parlement de Provence, chambre des comptes que autres juges royauxc dudit pays contre les délinquantz de ladite ville de Fréjus et lieux circonvoisins dépendantz dudit évesché suivant lesditz arrestz cy-devant dattés, fors et réservées les amandes adjudgées pour crimes de lèze-majesté que ledit conseil déclare appartenir à Sa majesté ;
- copie d'autre arrest du conseil du 23 janvier 1615 portant inhibitions et déffences aux officiers prétendantz avoir provision du roy de troubler ceux du sieur évêque de Fréjus ;
- inventaire desdictes pièces,

ouy le procureur du roy en ses responcez et tout considéré, nous commissaires susditz avons deschargé ledit sieur évêque des fins et conclusions contre lui prises par ledit procureur du roy pour raison de la jurisdiction dudit Fréjus, en laquelle nous avons maintenu ledit sieur évêque conformément à l'arrest du Grand conseil 1586 et autres y énoncés. Et avant faire droit sur la demende dudit procureur du roy concernant les régales dudit lieu, nous ordonnons qu'il mettra dans le mois l'instance commencée entre les consuls et communauté dudit Fréjus en estat d'estre jugée pour y estre conjointement ou séparément faict droit ainsi qu'il appartiendra. Faict à Aix le vingt-sixiesme jour de novembre mil six centz quatre-vingt-trois, signé Morau et Legras. Collationné Mignot.

/<sup>611v</sup> Arrêt du Conseil d'état pour la chaire de Draguignan

*1684, 26 janvier. Versailles. – Le Conseil d'état interdit au chanoine Gassendi de prêcher à Draguignan sans y avoir été autorisé par l'évêque.*

Extrait des registres du Conseil d' état.

Sur ce qui a été représenté au roy étant en son conseil par le sieur d'Aquin, évêque de Fréjus, qu'encore qu'il soit en droit de nommer les prédicateur de l'avent et du carême dans tous les lieux de son diocèse et qu'il ayt donné la chaire de l'église collégiale de Draguignan à un fort sçavant religieux de l'ordre de saint Augustin, néanmoins les consuls de la ditte ville, ayant prétendu que s'étoit à eux que cette nomination du prédicateur apartenoit, se seroient pourvus pour raison de ce au parlement de Provence et y auroint obtenu arrêt du vingt-quatre novembre dernier portant qu'ils vérifieroient leur possession dans trois mois et cependant que le sieur Gassendi, chanoine de Riez, nommé par lesdits consuls de Draguignan pour prêcher, se présenteroit audit sieur évêque de Fréjus pour avoir sa mission, qu'en conséquence de cet arêt ledit Gassendi, accompagné de plusieurs personnes armées, se seroit présenté diverses fois audit sieur évêque et l'auroint enfin somé de donner sa mission, mais quoyqu'il eut assigné ledit sieur Gassendi en vertu de son ordonnance du neuf décembre pour examiner les lettres de ses ordres et son exeat et qu'il luy eut fait cependant déffences de prêcher à Draguignan, il n'auroit pas laissé, conjointement avec ceux qui l'accompagnoient, de supposer un refus dudit sieur évêque et

sous ce prétexte auroit obtenu la mission du grand vicaire de l'archevêché d'Aix le treize dudit mois, en conséquence de laquelle ledit Gassendi auroit prêché le jour de Noël dans laditte église de Draguignan, veu le procez-verbal dudit sieur évêque de Fréjus du vingt-huict du même mois de décembre, oui le rapport et tout considéré, /<sup>612</sup> le roy étant en son conseil a ordonné et ordonne que dans un mois les procureurs généraux dudit parlement de Provence enverront les motifs de l'arrêt dudit jour vingt-quatre novembre dernier et cependant fait sa majesté déffence audit Gassendi de prêcher à Draguignan ni dans aucun autre lieu du diocèse de Fréjus sans la permission de l'évêque jusques à ce qu'autrement par sa majesté en ayt été ordonné. Fait au Conseil d'état du roy tenu à Versailles, sa majesté y étant, le vingt-quatriesme jour de jenvier mil six centz quatre-vingtz-quatre, signé Colbert et scellé du grand sceau en cire geaune.

Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes à noz amez et féaux conseillers les procureurs généraux de notre parlement d'Aix salut. Par l'arrêt aujourd'huy rendu par notre Conseil d'état dont l'extrait est cy attaché sous le contrescel de notre chancellerie nous avons ordonné que dans un mois vous enverrez les motifs de l'arrêt rendu par notredit parlement de Provence le vingt-quatre novembre dernier, à ces causes nous vous mandons et ordonnons par ces présentes signées de notre main d'obéir à notredit arrest porté par icelluy comandons au premier notre huissier ou sergent sur ce requis faire pour son entière exécution et des déffences portées par icelluy tous actes et exploits nécessaires sans pour ce demander autre permission car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le vingt-quatrième jour de jenvier l'an de grâce mil six centz quatre-vingtz-quatre et de notre règne le quarant'unième, signé Louis et plus bas par le roy comte de Provence Colbert, deument scellées.

L'an mil six centz quatre-vingtz-quatre et le vingt-quatrième jour du mois de février à la requête de monseigneur l'illustrissime et révérendissime Luc d'Aquin, évêque et seigneur de Fréjus, certifions nous Charles Artaud, premier huissier du roy an sa cour des comptes, aydes et finances de ce pays de Provence soussigné, ayant bien et deument intimé et signifié l'arrêt du conseil d'état signé Colbert avec les lettres scellées et contrescellées du grand sceau signées Louis et plus bas par le roy comte de Provence /<sup>612v</sup> aussy Colbert, le tout en datte du vingt-quatre février dernier, à messieurs les procureurs généraux de la cour de parlement de ce pays de Provence parlant aux personnes de m<sup>rs</sup> m<sup>res</sup> de Vergons et de Laurens, conseillers du roy en tous ses conseils et ses procureurs généraux en laditte cour de parlement, dans leur palquet afin qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance et qu'ils ayent à satisfaire au contenu dudit arrêt dans le tems y porté avec deue commination, lesquels ont requis coppie qui leur a été expédiée tant dudit arrêt, lettres de comission et présent exploit. Et de même suite nous avons intimé et signifié ledit arrêt et lettres aux fins y contenues à m<sup>te</sup> Louis Felippe, vicaire général et official de l'archevêché de cette ville d'Aix, parlant à sa personne en son domicile affin qu'il n'en prétende cause d'ingorance, lequel a requis coppie qui luy a été expédiée tant dudit arrêt lettres de comission et présent exploit par nousdit premier huissier Artaud ainsy signé, conterollé à Aix le 24 février 1684, signé Chais as.

Arrêt du conseil d'état pour l'affaire du Revest qui ordonne  
que les pièces produites au parlement de Provence seront portées

rière le greffe du Conseil d'état pour le procez y être jugé

*1656, 3 septembre. Versailles. – Le Conseil d'état se réserve la connaissance et le jugement du procès qui oppose l'évêque à François Euldes, fermier des domaines, François de Simiane, madame de Montlaur d'Ornano et au comte de Grignan au sujet de la seigneurie du Revest.*

Extrait du registre du Conseil d'état

Veu au conseil du roy

- les lettres obtenues au grand sceau le 21 may 1661 et soixante-dix par m<sup>te</sup> François Molé, abbé de Sainte-Croix, portant permission de faire assigner audit conseil m<sup>r</sup> François Euldes, cy-devant fermier et adjudicataire général des domaines de France, m<sup>r</sup> François de Simiane marquis de Gordes, m<sup>r</sup> Zongo Ondedei évêque de Fréjus, la dame de Montlor d'Ornane /<sup>613</sup> et le sieur comte de Grignan pour se voir régler des juges et ordonner le renvoy des différends des parties, circonstances et dépendances par devant les commissaires députez par sa majesté pour l'exécution de divers arrêts du conseil d'état au pays de Provence concernant le domaine de sa majesté ou au parlement de Provence ou par rétention au conseil ;
- exploit de signification desdites lettres à la requête dudit sieur Molet auxdits sieurs évêque de Fréjus, de Gordes et audit Euldes et assignation à eux donnée audit conseil pour y procéder aux fins desdites lettres les troisième juin 1670 ;
- arrêt du conseil rendu entre ledit sieur marquis de Gordes, ledit sieur Ondedei évêque de Fréjus et Molet, laditte dame d'Ornane, ledit sieur comte de Grignan le 26 juin 1673 portant renvoy de parties au parlement de Provence pour y procéder ainsy qu'elles auroint pu faire auparavant ledit arrêt dudit parlement du 30 juin 1661 ;
- imprimé d'arrêt du conseil du 10 juin 1666 portant qu'en attendant l'expédition du bail fait audit Euldes ses sous-fermiers, comis ou procureurs seroient mis en possession des domaines de sa majesté à comencer au premier juillet 1666 ensuite et coppie d'autre arrêt dudit conseil du quinzième dudit mois de juillet qui ordonne l'exécution dudit arrêt du dix juin et que conformément à icelluy ledit Euldes, ses comis, sous-fermiers ou procureurs seroient mis en possession de tous les domaines de sa majesté et drois<sup>341</sup> domaniaux et l'exploit de signification desdits arrêts à la requête dudit Euldes au sieur Musnier, gouverneur des l'île de Porqueiroles, à ce qu'il n'eut à troubler ledit Euldes en la possession et jouissance des revenus de laditte île du dix septembre 1666 ;
- assignation donnée à la requête dudit Euldes aux engagistes et possesseurs de laditte île de Porqueiroles par devant ledits commissaires députez par sa majesté pour se voir condamner déguerpir laditte île et en payer les revenus le 29 décembre 1669 ;
- coppie de requête présentée audit parlement de Provence par ledit sieur de Gordes à ce que ledit sieur Molet fut tenu de déguerpir laditte île de Porqueiroles avec restitution de fruits et dépens, au bas est l'ordonnance soit /<sup>613</sup> mise au sac du 3<sup>me</sup> octobre 1666 ;
- coppie d'arrêt dudit parlement de Provence rendu entre ledit sieur de Gordes et ledit sieur Molet le 24 janvier 1668 portant appointment à écrire et produire sur la demande y portée ;

---

<sup>341</sup> trois



- requête présentée au conseil par le feu sieur Zongo Ondedei vivant évêque de Fréjus à ce qu'il fut déchargé de l'assignation à luy donnée audit conseil le 3<sup>me</sup> juin 1670 à la requête dudit sieur Molet concernant le procez de l'île de Porqueiroles où il n'étoit partie et n'avoit aucun intérêt et sans avoir égard à laditte assignation le renvoyer et ledit sieur de Gordes suivant ledit arrêt contradictoire dudit conseil du 26 juin 1663 audit parlement de Provence pour y procéder sur l'instance de réunion de la terre du Revest à l'évêché de Fréjus suivant les derniers errements sans préjudice audit sieur de Gordes, Molet et de Grignan et dame d'Ornano de procéder sur leurs instances de somations et garanties où et ainsi qu'ils aviseront bon être et condamner ledit sieur Molet aux dépens ;
- requête présentée au conseil par ledit sieur Molet le 24 septembre 1670 à ce qu'acte luy fut donné de ces déclarations et consentements y mentionnez et de ce que sur lesdittes lettres de règlement de jugement et pour contredits à la requête dudit feu sieur évêque de Fréjus il emploie le contenu en saditte requête et les pièces y énoncées et faisant droit sur laditte instance sans s'arrêter à la requête dudit feu sieur évêque adjugé audit sieur Molet les fins de ses lettres de règlement de juge avec dépens sauf audit sieur évêque de Fréjus à poursuivre et faire ordonner au conseil suivant lesdites déclarations et consentements dudit sieur Molet la division et séparation desdits procez et différends avec les parties dénomées et comprises audit arrêt du conseil du 26 juin 1667, au bas de laquelle requête l'ordonnance du conseil portant ayt acte de l'employ et au surplus en jugement signifiée le 26 septembre 1670 ;
- coppie de requête présentée au conseil par ledit Euldes le 23 dudit mois de septembre à ce qu'il pleut à Sa majesté retenir la connoissance de la cause d'entre les parties, circonstances et dépendances et condamner ledit sieur Molet possesseur de laditte /<sup>614</sup> seigneurie en question aux dépens, laditte requête employée pour production signifiée le 6 octobre 1670 ;
- coppie de requête présentée au conseil par ledit feu sieur marquis de Gordes à ce que actes luy fut donné qu'il se rapportoit à Sa majesté de le renvoyer à tel tribunal qu'il luy plairoit pourveu toutesdois que ce fut avec toutes les parties dénomées en laditte requête pour y procéder entre elles suivant lesdits derniers errements laditte requête employée pour production signifiée le 28 octobre 1670 ;
- comission du grand sceau obtenue par ledit sieur Ondedei du 29 juin 1674 aux fins d'assigner les dit sieur Molet en constitution d'avocat au lieu de m<sup>e</sup> Louis Gualy ;
- assignation donnée en conséquence audit sieur Molet ; ordonnance du sieur Bignon maître de requêtes étant au bas de son procez-verbal du 24 avril 1682 portant que laditte instance demeureroit par reprise par messire Luc d'Aquin à présent évêque de Fréjus en laditte qualité au lieu du sieur défunct Zondo Ondedei par messire Jacques de Simiane marquis de Gordes au lieu de feu sieur marquis de Gordes son père en qualité de son héritier et par messires Louis et Octavien Ondedei comtes de Vezele come héritiers dudit feu sieur Zongo Ondedei leur oncle, en laquelle instance les partie[s] procèdent suivant kes derniers errements acte signifié à la requête (du) dudit sieur d'Aquin le 20 may 1682 par lequel il auroit déclaré qu'il employt la requête présentée cy-devant par ledit sieur Zongo Ondedei et les pièces y attachées dont avoit été baillé coppie et sommoit toutes les parties de produire de leur part à faute de quoy qu'il poursuivroit arrêt sur ce qui se trouveroit par devers le sieur rapporteur ;
- trois autres somations de produire des 3 août, 3 et 5 septembre 1680 ;

- ordonnance du sieur Bignon, maître de requête, obtenue par ledit sieur d'Aquin le 16 octobre audit temps et aux fins de faire assigner par devant le sieur commissaire m<sup>re</sup> Hiérôme Payele, avocat dudit sieur Molet, pour voir procéder à la collation qu'entendoit faire ledit sieur d'Aquin de l'acte par lequel ledit Payele se déclare avocat dudit sieur Molet du 19 juillet 1674 sur l'assignation donnée en vertu de /<sup>614</sup> la commission du grand sceau du 28 juin audit an au lieu de m<sup>r</sup> Louis Gualy, ensuite est l'assignation donnée audit Payelle le 16<sup>e</sup> dudit mois d'octobre ;
- déffaut décerné par ledit sieur Bignon le 16 dudit mois et an contre ledit Payelle pour le profit duquel il auroit ordonné qu'il seroit procédé à laditte collation signifié le 19 dudit mois ; coppie dudit acte de présentation collationé par ledit sieur Bignon le 16 dudit mois d'octobre signifié le 29 dudit mois et an ;
- copie de lettres patentes obtenues de sa majesté par François d'Ornano, sieur de Masargues, capitaine et gouverneur de la tour et îles de Porqueiroles, du mois de juillet 1637 portant bail emphytéose perpétuelle desdittes isles de Porqueiroles moyenant CL livres par chacun an payables à la recepte du domaine de sa majesté et aux conditions portées par l'avis des trésoriers de France en suite de l'enregistrement du parlement du 9<sup>e</sup> novembre 1637 à la cour des comtes et au burau des finances des 15 et 20<sup>me</sup> janvier 1678 ;
- copie du contrat de rante faite par les vefves et héritier dudit sieur d'Ornane desdittes isles de Porquerolles audit feu sieur Molet moyenant XXXIII M livres ;
- copie du don fait par sa majesté audit feu sieur Molé le 30<sup>e</sup> septembre 1653 de la rétention par prélation de la première vente qui seroit faite desdites isles de Porquerolles à quelle somme lesdits droits pouroient monter ensuite sont copie des lettres patentes de sa majesté du mois de novembre 1658 obtenue par ledit sieur Molé maître de requête portant érection des isles et terres de Porquerolles en marquisant et les enregistremens des lettres patentes au parlement et cour des comtes de Provence et trésorier de France audit lieu le 31 jenvier, 3 et 15 février 1659 ;
- mémoire des sommes payées par ledit sieur Molé pour la cense desdites isles au domaine de sa majesté ;
- copie d'arrêt du conseil rendue sur la requête du feu sieur marquis de Gordes tendentes à ce qu'il pleut à sa majesté casser et annuler l'arrêt y mentionné ordoner qu'il seroit surcis au parlement du procez pendant au parlement d'Aix dont étoit question auquel avoit appellé ledit sieur abbé de Sainte-Croix détempteur dedite isle de Porquerolle sujette à l'éviction et garantie de la terre du Revest pour se voir condamner à vuidier et désemparer audit sieur de Gordes /<sup>615</sup> ou restitution de fruits ou du moins pour le voir ainsy dire et ordoner que ledit feu sieur Ondedei évêque de Fréjus et le sieur Molé seroient assignez, par lequel auroit été ordonné que ledit sieur évêque de Fréjus et autres qu'il appartiendroit seroient assignez au conseil et cependant sursis à l'exécution dudit arrêt du dernier juin 1661 ;
- ledit arrêt du 16 de septembre audit an, ensuite est la signification dudit arrêt audit sieur Molé et assignation à luy donnée audit conseil pour y procéder aux fins d'icelluy le 29<sup>me</sup> dudit mois de septembre ;
- copie d'arrêt du conseil contradictoirement rendu le 16 juin 1663 entre ledit sieur marquis de Gordes d'une part, ledit feu sieur évêque de Fréjus, ledit sieur Molé, la dame vefve du feu sieur d'Ornane et le sieur de Grignan portant renoy de parties au parlement de Provence pour y procéder comme auparavant l'arrêt du 30 juin 1661 ;

- copie d'arrêt du Conseil d'état du 13<sup>me</sup> juin 1684 rendu sur la requête dudit sieur Molé par lequel sans s'arrêter à la chambre des comtes de Provence du cinquième juillet 1683 ledit sieur Molé auroit été déchargé du paiement de la somme de 400 livres mentionnée audit arrêt à laquelle il auroit été condamné comme possesseur desdites isles de Porquerolles, fait sa majesté défense de contraindre au paiement de ladite somme sauf à laditte chambre d'ordonner le recouvrement d'icelle sur le possesseur de la tour de Masargues qui est chargé de payer ladite redevance par les lettres du mois de juillet 1637 ;
- avis du contereilleur général des domaines du 11 août 1684 qu'il estimoit sauf ce qui plairoit à sa majesté d'en ordonner que la connoissance dudit différent concernant ladite isle mentionnée en la requête dudit sieur Molé doit être retenue au conseil et que ledit contereilleur général des domaines y doit être partie pour y défendre les intérêts de sa majesté ;
- requête présentée au conseil par ledit sieur Molé le 26<sup>me</sup> juillet 1684 à ce qu'il plut au conseil de maintenir et garder en la possession et jouissance du bail en emphytéose perpétuelle qui a esté passé par sa majesté desdites isles de Porquerolles aux charges et redevances portées par ledit bail et en conséquence faire défences tant audit sieur marquis de Gordes qu'à tous autres /<sup>615r</sup> de le troubler à peine de 300 livres d'amende, dépens, dommages et intérêts ou en tout cas et s'il étoit justifié que lesdites isles n'eussent pas appartenu en pleine propriété à sa majesté et qu'elle n'eut pu en disposer comme elle fait par ledit bail emphytéotique du mois de juillet 1637 il plut à sa majesté acquitter et indemniser ledit sieur Molé de ladite élection avec dépens, dommages et intérêts qu'il avoit même par enprès luy rendre et restituer la somme de LXX livre qu'il avoit coûté pour défricher lesdites isles ensemble tous les arrérages qu'il avoit payé au domaine de sa majesté depuis le 13 décembre 1677 qu'il avoit acquis lesdites isles jusques à présent 1200 livres pour chacun an montant à IIII<sup>M</sup> livres sans préjudice aussy audit Molé de la même garantie contre les héritiers du marquis d'Ornane auquel le bail emphytéotique desdites isles avoit été originairement fait et qu'il les a depuis rendues avec promesse de garantie au sieur chevalier Molé, laditte requête tendante aussy affin de reception des pièces y mentionnées cy-dessus énoncées, au bas de laquelle requête est l'ordonnance portant réception desdites pièces et qu'au surplus en jugeant signifiée le 28 juillet 1654 et tout ce que par lesdites parties a été mis et produit par devers m<sup>r</sup> Bignon conseiller du roy en ses conseils, maître des requêtes ordinaire de son Ostel, commissaire député en cette partie, ouy son rapport après en avoir communiqué au sieur commissaire député pour le fait des domaines ;

tout considéré, le roy en son conseil a retenu à soy et à sondit conseil les procès et différens des parties, ordonne qu'elles ajouteront à leurs productions dans six semaines tant que bon leur semblera et seront dans le même délai apportées au greffe du conseil les productions desdites parties étant en celuy du parlement d'Aix pour, au raport du sieur commissaire à ce député, après en avoir communiqué aux sieurs commissaires députez pour le fait des domaines, être sur le tout fait droit aux parties ainsy qu'il appartiendra. Fait au Conseil d'état du roy tenu à Versailles le 3<sup>me</sup> jour de septembre 1656, collationé Ranchin ainsy signé.

/<sup>616</sup> Le dixième jour d'octobre en l'an 1656 signifié et baillé copie à m<sup>rs</sup> Audoul, Payelle et Fretau, avocat des parties averses, en leurs domiciles séparés, parlant à leurs clers par nous huissier ordinaire du roy en son conseil, d'Enavieur, ainsy signé.

1686, 3 septembre. *Lettres patentes ordonnant la signification de l'arrêt ci-dessus au greffe du parlement d'Aix.*

*/<sup>616v</sup>* Transaction passée entre Jacques de Ossa autrement Jean 22 évêque de Fréjus et son chapitre avec les habitants et communauté de Fréjus le 13 juin 1313 confirmée par le mesme fait pape sous le nom de Jean 22

*1313, 13 juin. Fréjus. – Transaction conclue entre l'évêque Jacques Duèze et la communauté de Fréjus au sujet du commerce du vin, confirmée par le même devenu pape le 28 août 1316.*

Joannes, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis universitati[s] civitatis Forojuliensis salutem et apostolicam benedictionem. Ea quae iudicio vel concordia terminantur firma debent et illibata<sup>342</sup> consistere et ne in rebus constructionis semper relabuntur apostolico convenit praesidio communiri. Sane petitio vestra nobis exhibita continebat quod, cum inter nos olim dum nos minus status habere[mus] et praesideremus Forojulensi ecclesiae ex parte una ac vos super preconisatione vini ac immunitate seu jure quod gabella vulgario numcupatur ex altera orta fuisset materia controversie, tandem in considerationem adductis omnibus quae poterant in litis eventibus evenire dilectorum filiorum capituli ejusdem ecclesiae ad id accedente concensu, condam inter nos et vos amicabilem compositionem intervenit quam bonae memoriae Rostagnus<sup>343</sup>, archiepiscopus Aquensis, loci metropolitanus, autoritate metropolitana confirmavit prout instrumento */<sup>617</sup>* publico inde confecto presentem compositionis hujusmodi constitutionem plenius continet, vosquae postmodum nobis ad apicem summis apostolatus assumptis humiliter supplicastis ut compositionem hujusmodi confirmare autoritate apostolica dignaremur. Nos utique vestris supplicationibus inclinati hujusmodi compositionem ratam ac ratum habentes eam autoritate apostolica ex certa sententia confirmamus tenorem autem instrumenti praedicti ut de cetero imposterum certitudo plenius habeatur de verbo ad verbum praesentibus inseri faciens quae talis est :

In Christi nomine amen. Anno incarnationis ejusdem millesimo trecentesimo tertio, die tertia decima mensis junii, constat quidem hoc publico instrumento quod nunc orta esset materia a[nter]tationis inter reverendum in Christo patrem dominum Jacobum, Dei gratia Forojulensem episcopum, et venerabiles viros suum capitulum Forojulense, scilicet dominos Bertrandum de Morellis prepositum, Bonifacium Dalmatii archidiaconum, Aubertum de Sclapono, nomine suo proprio et vice domini Francisci de Rocabrune precentoris, cujus vocem asseruit se habere dictus dominus Aubertus in hac parte et de hoc constare per publicum iustrumentum manu magistri Bonifaci Raynaudy publici notarii inde factum cum propter aegritudinem non possit idem dominus precentor personaliter presens esse, Alphoncium Rainaudi, */<sup>617v</sup>* Aycardum de Videlbano, canonicis nunc residantes Forojulii, ex una parte et Petrum de Seillans, Antonium Guillelmum de Seillans, Petrum Rainaudi et Rainaudum Revellum, syndicos et procuratores universitatis hominum Forojulii, ex altera prout de temporum syndicato constat per instrumentum publicum inde scriptum per magistrum Bonifacium Rainaudi publicum notarium supradictum ut

---

<sup>342</sup> illibata

<sup>343</sup> Rostagni

in subscriptione ipsius instrumenti continetur sub anno Domini trecentesimo primo die decima septima mensis februarii, quod instrumentum incipit in secunda linea « proxime et fuit aut[...]»<sup>344</sup>, altercatio ab olim antiqua fuit et nunc recidiva proveniebat et renovata fuerat super eo quod dictus dominus episcopus hujusmodi jus seu immunitatem quod vulgariter appellatur gabella et inducebat sub forma hujusmodi videlicet quod ipse dominus episcopus tanquam dominus Forojulii preconisari publice faciebat per civitatem Forojulii et per loca consueta vinum suum proprium pretio statuto et pro suo arbitrio, ut acerebatur per partem dictorum sindicorum, et pretio majore, ut ibi asserebatur statuto, quam venderetur communiter vinum hominum dicte civitatis et illud vinum vendebat illo pretio ut supra preconisabatur etiam et adjuungebatur<sup>345</sup> in preconisatione predicta quod nulla persona venderet vinum suum donec esset venditum vinum domini episcopi sub statuto, pena et banno, quam penam extorquebat a quolibet qui vinum suum vendebat post preconisationem /<sup>618</sup> predictam pendente et durante ipsa gabella et persona quae ipsum vinum emebat perdebat vinum quod emerat et vas in quo portabatur [...]»<sup>346</sup>, quae alio modo gabella appellatur in universitate et populo Forojulii frequenter inducebat tumultus et murmurationes multiplices, exitabat scandala, movebat querelas per sepius questiones et contradi[cti]ones quampluras, ut predicta omnia et singula predictae partes asseruerunt esse vera. Tandem predictis omnibus consideratis per dictum dominum episcopum et supradictos dominos capitulum suum superius<sup>347</sup> numeratos, ad hoc specialiter congregatos in capella sancti Andreae domus episc[op]alis Forojulii, existentes et capitulum ibidem facientes et in ipso loco et in dicto capitulo habito super his diligenti et frequenti tractatu examinatione facta et discussa dicto negotio consideratione habita quod in statu pacifico universitatis procuratur utilitas subjectorum et in afflictione eorum [...]»<sup>348</sup> et dominus temporalis affligitur ad submovenda presentia et futura scandala quae ex predicta preconisatione provenire poterant prout precludantur pericula et /<sup>618v</sup> et dispendia subjectorum minuantur, que lites dicte altercationis antique et agravationibus releventur subjecti quia dictus dominus episcopus in ipsorum quiete quiescit insuper considerata longe majori utilitate capituli super predicta altercatione, tales conventiones habuerunt ad invicem videlicet quod dictus dominus episcopus cum consensu et consilio sui capituli remisit dictis sindicis et procuratoribus presentibus et recipientibus nomine hominum dictae universitatis et singularium personarum predictam immunitatem et gabellam ita quod deinceps ipse vel succesores sui futuri nullam gabellam faciant de vino nec aliquam preconisationem per se vel alium fieri faciat sub forma predicta vel alia concimili sed sint omnes de civitate Forojulii masculi aut femine liberi et immunes ab immunitate predicta et quemlibet vinum su[u]m vendere possit quantumcumque vinum dicti domini episcopi venderetur et absolvit dictus dominus episcopus predictos procuratores et syndicos recipientes nomine quo supra a predicta immunitate seu ex usu ipsius seu preconisatione predicta et predicti syndici et procuratores predicta remissione et liberatione et ut in perpetuum dicta gabella seu servitus non fiat nec preconisatio predicta et ut predicta amisio et absolutio perpetuo firma permaneat promiserunt dare et solvere dicto domino episcopo septingentas libras reforciatorum /<sup>619</sup> quas solvere debeant dicto domino episcopo terminis infrascriptis sub infrascripta forma videlicet quod dictus dominus episcopus seu ejus successores seu dicta universitas Forojulii simul vel divisim de predicta summa ematur vel alio

---

<sup>344</sup> *pointillé (le copiste n'a pas su lire)*

<sup>345</sup> *exadjuungebatur*

<sup>346</sup> *pointillé*

<sup>347</sup><sup>347</sup> *superios*

<sup>348</sup> *pointillé*

titulo aquiratur predicto domino episcopo res ex quibus possit haberi redditus seu proventus viginti quinque librarum reforciatorum anno quolibet et dicta universitas et dicti sindici solvant ducentes livras in festo Omnium sanctorum pro pretio ipsarum rerum juriumque et quas dictus dominus episcopus emit a nobili domicello Monte Regali in castro de Flayosco ex quibus rebus et juribus recipiuntur decem libre<sup>349</sup> reforciatorum anni redditus et centum libras in sequenti festo Omnium sanctorum et sic deinceps de dictis septingentis libris in emptione reddituum acquirendorum ecclesiae Forojuliensis quo[u]sq[ue] fuerit satisfactum ita quod, si ampliores redditus predicto pretio haberi potuerint sedante commodo praefacti domini episcopi et successorum ipsius constarent amplius dicti redditus, universitas predicta in majori quantitate mi[ni]me teneatur.

Item fuit actum inter partes praedictas quod dicte quanti[ta]tes superius expressate non solvantur dicto domino episcopo vel ejus successoribus in casu aliquo nec pro necessita[te] aliqua dumtaxat [...] <sup>350</sup> redditibus emptis /<sup>619p</sup> per dictum dominum episcopum vel alium ejus nomine vel successores ejusdem seu dictam universitatem emptis autem ab ipso domino episcopo seu ejus nomine vel successoribus<sup>351</sup> ejusdem (seu dictam universitatem emptis autem ab ipso domino episcopo seu ejus nomine seu successoribus ejus), dicta universitas absque difficultate aliqua venditorum reddituum seu venditoribus usque ad quanti[ta]tem predictam terminis superius expressatis solvere teneatur. Et si contingeret quod infra septem annos a proxime venturo festo Omnium sanctorum venientes et continuo subsequendos dicta summa pecunie <sup>352</sup> scilicet dictarum septingentarum librarum in emptione reddituum non fuerit totaliter collocata, fuit actum quod dicta universitas teneatur eidem domino episcopo vel ejus successoribus supplere illud quod deerit de ipsis viginti quinque libris superius expressatis et aliis redditibus interim acquirendis si aliquis interim acquiri contingat, quo elapso septennio fuit actum quod ad ipsos annos redditus dictarum viginti quinque librarum vel ad ipsarum ut praemititur supplementum ipsa universitas ipso domino episcopo vel alicui alio<sup>353</sup> ejus succesori(s) nomine teneatur.

Item fuit actum quod post ipsum septennium illud quod restabit de ipsis septingentis libris in emptione reddituum non fuerit collocatum dicta universitas alicui mercatorio idoneo arbitrio domini episcopi seu successorum ejusdem nomine domini episcopi tradere teneatur, pacto in traditione ipsius pecuniae aposito et expresse convento quod pro /<sup>620</sup> aliquo casu seu pro necessita[te] aliqua dicta pecunia dicto domino episcopo seu ejus successoribus vel alio<sup>354</sup> ejus nomine non tradatur nisi emptis redditibus, quo casu mercator ille praetium emptorum reddituum dumtaxat venditori reddituum solvere teneatur, residuo semper reservato pro redditibus emendis ut est dictum.

Item fuit actum quod decretum de non introducendo vinum ipse dominus episcopus in quantum ad ipsum pertinet et debeat et possit bono modo observabit et faciet inviolabiliter observari per se et suos successores et per homines ipsius universitatis, exepto quod vinum suum de Sancto Raphaelae possit introducere durante ipso decreto et ubique necessitate aliqua, de quo vino possit facere sicut de vino suo Forojulii.

Item fuit actum quod ipse dominus episcopus possit, ipso decreto non obstante, introducere vinum alium ad usum su[u]m et domus suae episcopalis Forojulii si eisdem fuerit necessarium a

---

<sup>349</sup> libri

<sup>350</sup> *pointillé*

<sup>351</sup> successores

<sup>352</sup> pecuniis

<sup>353</sup> alii

<sup>354</sup> alii

[tempore ipsius necessitatis]<sup>355</sup> usque ad sequens festum sancti Luce evangeliste, ita tamen quod ipsum dominum episcopum ad usum suum et si eidem fuerit necessarium ut est dictum et non alias nec etiam vinum suum de Forojulio<sup>356</sup> et de Santo Raphaele vendi non debeat illo anno ipso decreto perdurante.

Item fuit actum quod aliquis de capitulo /<sup>620</sup> dicte Forojuliensis ecclesiae nec prepositus nec canonicus possit introducere vinum aliunde ipso decreto durante nisi ad opus sui et suae familiae necessitate eminente a tempore ipsius necessitatis usque ad dictum sequ[ent]em festum sancti Lucae, ita tamen quod ipsum vinum ut premititur introducendum vendi non debeat ipso decreto durante ut supra proxime<sup>357</sup> est expressum.

Item fuit actum quod ipsum decretum non debeat relaxari nisi in casu necessitatis et tunc relaxetur ad quindecim virorum proborum requisitione meliorum et fide dignorum ab ipsa universitate tunc eligendorum<sup>358</sup> autoritate domini episcopi vel bajuli sive inter quos sint meliores cuilibet<sup>359</sup> artificii sive ministerii quorum arbitrio stetur super ipso casu necessitatis vel majori parti ipsorum si omnes non possent convenire. Si vero dictus dominus episcopus vel ejus bajulus nollent consentire in electione dictorum proborum, in dicto casu necessitatis faciendae quod nihilominus per homines dictae universitatis dicti probi viri in dicto casu necessari[tatis] eligantur.

Item fuit actum quod ratione hujus amicabile compositionis gabella vini quod ipse dominus episcopus et sui predecessores Forojulienses faciebant et reto fecerant deinceps /<sup>621</sup> in perpetuum nulla faciat nec aliquo tempore fieri debeat per ipsum dominum episcopum nec aliquem ejus successorem.

Item fuit actum quod, ad hoc ut ipsa universitas aliquod monumentum habere possit ad dictas septingentas libras acquirendas, quod tam vina dicte civitatis seu ejus territorii quam etiam illa vina quae in casu necessitatis si evenerit introducerentur, vinis tantum ipsius domini episcopi et capituli exceptatis, gabellentur per ipsam universitatem infra dictum septennium et non ultra in modo et forma infrascriptis, videlicet quod saumata vini fuerit valoris quatuor solidorum quod a quinque solidos possint gabellari et de quinque solidis ad sex solidos et de sex solidos ad octo(s) solidos et sic gradatim altendo vina dicte universitatis et quae contigerit introduci necessitatis tempore per ipsos sives vendantur ac etiam gabellentur.

Item fuit actum quod pro emolumento quod homines [de] castris Sancti Raphaelis et Pugeti percipiunt in introducendo vina sua in dictam civitatem Forojulii vel ejus territorii tempore dicti decreti ad dictam civitatem vel ejus territorium nec per ipsum dominum episcopum vel ejus successores seu bajulum suum nec per ipsam universitatem nullatenus permittantur<sup>360</sup>.

/<sup>621</sup> Item fuit actum quod dictus dominus episcopus praedicta omnia faciet per reverendum in Christo patrem dominum Aquensem archiepiscopum confirmari et quod laborabit et procurabit quod confirmantur<sup>361</sup> per capitulum ejusdem Aquensis ecclesiae et praedicta omnia et singula ita ut dicta sunt superius et contenta et promissa per dictos syndicos, actores et procuratores nominibus quibus supra sub obligatione omnium bonorum suorum et cujuslibet eorum et omnium et singulorum hominum aliorum dictae universitatis dicto domino episcopo presenti, stipulanti et

---

<sup>355</sup> *pointillé*

<sup>356</sup> Forojulii

<sup>357</sup> pronixe

<sup>358</sup> erigendorum

<sup>359</sup> quibuslibet

<sup>360</sup> *note en marge gauche* : nota qu'il manque quelque chose à cette diction

<sup>361</sup> confirmatum

recipienti nomine suo et suorum in dicto episcopatu successorum ; et vice versa idem dominus episcopus praedicta omnia et singula ut supra per ipsum promissa [...] <sup>362</sup> attendere et complere et inviolabiliter perpetuo observare per se et suos successores ut dictum est dictis sindicis, actoribus et procuratoribus presentibus et stipulantibus et recipientibus nominibus quibus supra promisit bona fide per se et suis successoribus dictus dominus episcopus et ejusdem obligavit pro inde omnia bona sua et etiam omnia bona domus suae episcopalis de Forojulio et etiam totius episcopatus sui presentia et futura. De quibus omnibus dictae partes nominibus quibus supra requisierunt [fieri per me Joanne] <sup>363</sup> / <sup>622</sup> de Sancto Dionisio publicum notarium infrascriptum et cuilibet sub una forma et uno tenore publicum instrumentum dictatum et formatum de consilio p[r]edi[c]torum quo(s)tiescumque opus fuerit addendo verba vel diminuendo, mutando et corrigendo dum tamen substantia in aliquo non diminuatur vel mutetur quantumcumque esset in publicam formam redactum et in judicio productum et ostenssum.

Actum Forojulii in dicta capella sancti Andraee domus episcopalis, presentibus et ad hoc specialiter requisitis testibus et rogatis scilicet dominis <sup>364</sup> Bernardo Thomerie, Isnardo [...] <sup>365</sup> Reverio, P(r)etro Vincensii Dragignani sacerdotibus, P(r)etro de Via bajulo dictae civitatis Forojulii, magistro Antonio magistro campanarum quae de novo fiunt ad opus Forojuliensis ecclesiae, Joanne <sup>366</sup> Gantelme sive Forojulii et me Joanne de Sancto Dionisio, sive Forojulii, publico notatio ab illustrissimo domino Carolo secundo Dei gratia rege Jerusalem et Sciciliae in comitatibus Provinciae et Forcalquerii constituto, ab ipsis partibus ac de speciali mandato ipsius domini episcopi hoc publicum instrumentum de ipsis conventionibus omnibus et singulis suprascriptis feci et notavi et in hanc publicam formam pro parte dictae universitatis ad ipsorum sindicorum / <sup>622v</sup> requisitionem redegei et hoc meo sigillo <sup>367</sup> signavi.

Nulli omnino ergo hominum liceat hanc paginem jure confirmationis vel et ausu temerario contraere. Si quis autem hoc attentare presumerit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Avenione quinto calendas septembris pontificatus nostri anno primo.

Hommage fait au Roy par messire André-Hercule de Fleury  
évêque de Fréjus en l'année 1705

*1705, 3 février. Aix. – Hommage, aveu et dénombrement rendus par l'évêque de Fréjus à la cour des comptes.*

L'an mil sept cents cinq et le troisième jour du mois de février, estants nosseigneurs de la cour des comptes, aydes et finances en Provence assemblés dans la chambre du conseil pour les affaires du roy et de la justice, messire André-Hercule de Fleury, conseiller du roy en ses conseils, évêque et seigneur de Fréjus, Fayance, Bagnols, Le Puget, S<sup>t</sup>-Raphaël, Roquebrune et Villepey, a fait hommahe au roy nostre sire au comté de Provence et presté serment de fidélité à genoux, teste nue et les mains jointes sur les saints évangiles entre les mains de messire Pierre de / <sup>623</sup> Lombard, seigneur du Chastelet, chevalier, conseiller du roy en ses conseils, prézydent la cour,

<sup>362</sup> *pointillé*

<sup>363</sup> *pointillé*

<sup>364</sup> dominus

<sup>365</sup> *pointillé*

<sup>366</sup> Jaonne

<sup>367</sup> solido



pour raison des susdictes terres dépendantes et annexées à son évesché dont il a promis de donner adveu et dénombrement particulier et icelui fait renregistrer aux registres des archives de sa majesté dans les quarante jours sous les peines des ordonnances. Et là présent m<sup>e</sup> Honoré d'Isnard, seigneur d'Esclapon, conseiller du roy et son procureur général en la cour, lequel a consenti audit hommage et protesté *in forma*. Fait en présence de m<sup>e</sup> Gaspard Thiers, greffier en la cour, et Antoine Artaud, premier huissier en ycelle, tesmoins et nous Honoré de Reboul, seigneur de Lambert, conseiller du roy en ladite cour, communiqué auxdites archives, soussigné Lambert.

Extrait du registre courant des hommages, f<sup>o</sup> XXXIII verso, conservé aux archives de sa majesté en Provence, collationné par nous conseiller du roy en la cour des comptes et finances audit pays, commissaire auxdictes archives soussigné ensuite du susdit hommage presté l'an et jour que dessus, Lambert signé.

Dénombrement que messire André-Hercule de Fleury évesque de Fréjus donne  
à la chambre des comtes de /<sup>629</sup> Provence des biens dudit évesché en l'année 1705

C'est l'adveu et dénombrement que met et baille par devant nous messieurs de la cour des comptes, aydes et finances du roy en Provence messire André-Hercule de Fleury, conseiller du Roy ey ses conseils, évesque de la ville de Fréjus, des seigneuries et terres dépendantes de son évesché suivant l'arrest de ladite cour du troisième jour du mois de février de la présente année mil sept cents cinq :

Ledit seigneur évesque a la jurisdiction *in toto* haute, moyenne, basse, mère, micte et impère en la ville de Fréjus ainsy et comme les hauts justiciers sont en coustume d'avoir en ce pays de Provence.

La communauté de Fréjus luy fait une pension féodalle et annuelle de douze cents huit livres sous la réserve de diverses facultés et franchises énoncées en la transaction passée par ses prédécesseurs avec ladite communauté lorsque ladite pension fut établie.

Ledit seigneur évesque possède en l'enceinte de ladite ville son palaix épiscopal avec ses dépendances et une maison qui sert de palaix à ses officiers pour y administrer /<sup>624</sup> la justice.

Il possède dans le terroir de Fréjus :

- une ferrage appelée de Saint-Roch tout conttre la chapelle de ce saint qui est hors les murs de la ville, entourée ladite ferrage partie de muraille et partie d'un fossé ;
- plus un pred appelé Pred Reddon au quartier des Fangues ;
- et une grande terre appelée les Courradoux, quartier de la Plaine, confrontant d'un costé les Hugues et de l'autre terre du chapitre de Fréjus, contenant terres labourables et preds.

Il a droit d'établir un barquier à la rivière d'Argens pour passer du terroir de Fréjus à celui de Villepey.

#### Fayance

Ledit sieur évesque est seigneur haut justicier *in toto* du lieu de Fayance, ayant la jurisdiction haute, moyenne, basse, mere, mixte et impere.

La communauté dudit lieu luy fait annuellement une pension féodalle de quatre-vingt-trois livres et une autre pension annuelle de trente sols pour raison d'une partie de maison ou boutique.

Il possède dans le terroir dudit lieu :

- un pred appelé Garrelle confrontant Jean Albin, René Albin, Joseph André, Michel Boquery, David Guioul et /<sup>624v</sup> Estienne Angles ;
- et un autre pred au quartier de la Bonfond confrontant Henry Chiris, les heoirs de Jacques Roux et le chemin.

Il possède aussy le vieux château tout ruiné et inhabitable.

#### Le Puget

L'evesque de Fréjus est encore seigneur *in toto* du lieu et territoire du Puget, il en a la jurisdiction haute, moyenne, basse, mère, mixte et impère comme les autres hauts justiciers de la province.

Il prend le droit des lods et trezains des ventes et aliénations qui s'y font.

La communauté dudit lieu luy fait une pension féodalle de trente livres.

Il y possède le vieux château qui est entièrement ruiné et inhabité depuis plusieurs siècles.

Il possède dans le terroir dudit lieu :

- une propriété appelée l'Isclé consistant en labourage et preds, confrontant de levant la rivière d'Argent et de septentrion le canal qui fait tourner les moullins dudit lieu ;
- plus un pred quartier de Gaudrade confrontant le torrent de la Canavère, Jean Bonnaud et Nicolas Baresté ;
- et une autre propriété appelée les Condamines confrontant ledit pred, le meal des moullins, la rivière d'Argent, Nicolas Baresté, les terres du /<sup>625</sup> prieuré de Saint-Louis, Barthélemy Rey, m<sup>e</sup> Honoré Pignon et la Garonne.

Ledit seigneur peut encor avoir divers droits seigneuriaux audit lieu amplement spécifiés par les transactions passées entre ses prédécesseurs et la communauté.

#### Saint-Raphaël

Il est encore seigneur haut justicier *in toto* du lieu et terroir de Saint-Raphaël, ayant la justice haute, moyenne et basse, mère, mixte et impère, droits des lods et trezains et autres droits seigneuriaux.

Il y possède un moullin à vent, un magasin et la communauté dudit lieu luy fait une pension féodalle et annuelle de trente livres.

#### Bagnols

Il est aussy seigneur haut justicier *in toto* du lieu de Bagnols, ayant jurisdiction haute, moyenne et basse, mère, mixte et impère, prenant les droits des lods et tresains de toutes les aliénations des fonds et autres droits seigneuriaux.

La communauté dudit lieu luy fait une pension féodalle et annuelle de trois cents livres.

Il y possède un château entièrement ruiné et inhabité depuis mémoire d'homme et deux escueries.

/<sup>625v</sup> Il possède dans le terroir divers tenements de terre situés en divers quartiers, à sçavoir :

- une terre sous le château complantée d'oliviers et autres arbres fruitiers ;
- une autre terre au quartier de la Baumète ; une autre terre tout contre le château ;
- une autre terre quartier de la Royère et du Fredi ;
- une autre terre au même quartier appelée Planpinet ;
- un jardin au quartier de l'Adrech ; une autre terre à la Plaine, quartier de la Verte ;
- un pred appelé de Bouïre ;
- une autre terre appelée Pratileon ;
- une autre terre sous la chapelle Nostre-Dame ;

- une autre terre appelée le Pilon ;
- une autre terre vis-à-vis le logis de Nostre-Dame sur le grand chemin et ledit logis appelé de Nostre-Dame avec son jardin situé sur le grand chemin allant à Fayance.

#### Agay

Il est aussy seigneur haut justicier du lieu inhabité d'Agay, ses prédecesseurs l'ayant donné à nouveau bail sous la réserve de la haute justice moyennant une cense annuelle de cent vingt livres.

#### Roquebrune

L'évesque de Fréjus est seigneur en partie du lieu de Roquebrune, diverses maison relèvent de luy, il en prend des lods et censes et ceux qui les habitent sont justiciables des officiers dudit seigneur évesque.

<sup>/626</sup> Il y a une cense de treize livres dix sols que la vefve Gayol fait annuellement pour un pred.

Il possède dans le terroir dudit lieu diverses terres qui seront dénombrées cy-après et dans lesquelles il a l'entière jurisdiction haute, moyenne, basse, mère, mixte et impère.

Lesdites terres consistent en :

- une terre à la Roque compris le coulet confrontant m<sup>e</sup> Caezar Audiffret, le chemin allant au Muy, Antoine Blai, Jozeph Ginelle et la rivière d'Argent ;
- en une autre au Lavadou confrontant terre des heoirs de m<sup>e</sup> François Attanoux et la rivière d'Argent ;
- en une autre audit quartier du Lavadou confrontant le chemin qui va à la rivière d'Argent, Paul de Badier, le vallon qui vient de la chapelle Saint-Joseph et Antoine Beuf ;
- en une autre quartier des Moullins confrontant andré Cabanne et le canal des moullins ;
- en une autre au Traversier confrontant terre de l'abbaye du Thoronet, la carrière de l'Omède, terre de la chapelle Sainte-Magdeleine et la terre de la chapelle de Saint-Blaise ;
- en une autre à l'Omède appelée Grand Cape confrontant terre de l'abbaye du Thoronet, la carrière de l'Omède, les heoirs de François Lacroix et ceux de Jean Saudon de Louis ;
- en une autre au quartier appelé Petite Cape confrontant Estienne Attanoux, la carrière de l'Omède, terre de l'abbaye du Thoronet et la rivière d'Argent ;
- en <sup>/626v</sup> une autre aux Vignaux confrontant le sieur de Combaud, Estienne Attanoux, Jean-Vincent Brunel, terre de l'abbaye du Thoronet et Joseph-Ignace Attanoux ;
- et en une autre à la Frayère confrontant le sieur conseiller Audiffret, la rivière du Fournel et terre du prieuré de Villepey.

Plus ledit seigneur évesque possède dans ledit terroir de Roquebrune et de la mesme manière que dessus :

- une terre et preds appelés du Baron confrontant noble Louis-Raphaël du Puget, le sieur Gueibier et les heoirs de Donat Gayol ;
- une autre terre audit quartier confrontant lesdicts heoirs de Gayol, messire Olivier prestre et la terre de la chapelle Saint-Joseph ;
- une autre terre au Pont du Roure confrontant le sieur Marenc, le meat des moullins et terre de la commanderie ;
- un pred aux Preds de Baron confrontant près de l'abbaye du Thoronet, le chemin allant a Saint-Torpès et Jean Gueibier ;
- autre pred audit quartier confrontant m<sup>re</sup> Laugier Olivier prêtre, la carrière allant à S<sup>t</sup>-Torpès ;

- et un autre pred audit quartier confrontant pred de Jean Gueibier et celuy de messire Laugier Olivier prestre.

#### Pallaizon

Ledit seigneur évesque possède les terres qui suivent dans le terroir de Pallaison desquelles il est seigneur haut justicier et la jurisdiction haute, moyenne, basse, mère, mixte et impère luy en appartient.

Il possède dans ledit terroir de Pallaison :

- /<sup>627</sup> une terre aux Paisses confrontant terre des heoirs de Raphaël Attanoux, le grand fossé et terre du prieuré de Pallaizon
- plus une autre terre proche la rivière d'Argent, quartier de la Barque, confrontant le chemin allant à Fayance, la rivière d'Argent, terre du prieuré de Pallaizon et celle de la commanderie de Comps.

#### Villepey

Ledit seigneur évesque possède les terres qui s'ensuivent dans le terroir de Villepey, dans lesquelles il a jurisdiction haute, moyenne, basse, mère, mixte et impère.

Les terres qu'il possède audit terroir de Villepey sont :

- terre à la Barque confrontant terre du prieuré de Saint-Blaise, la carrière allant au château de Villepey, Joseph-Ignace Attanoux et la rivière d'Argent ;
- une autre terre appelée Longue confrontant les heoirs de Louis de Blacas sieur d'Aups, le sieur Callas et la rivière d'Argent ;
- une autre terre appelée Pignolle confrontant ledit sieur Callas, Jacques Bouchart et terre du prieuré de Villepey ;
- une autre terre à Argent Vieux confrontant Jean Grassy, le sieur d'Allons, les heoirs de Bogue, le sieur Callas, le prieuré de Villepey et Argent Vieux ;
- une autre terre aux Angles confrontant le sieur de Boède, le sieur Villy et l'étang ;
- une autre terre audit quartier des Angles confrontant les heoirs dudit Villy, le Fournel Vieux et terres de l'évesché ;
- /<sup>627<sup>n</sup></sup> une autre terre audit quartier confrontant le sieur Callas, le Fournel Vieux, la demoiselle d'Attanoux vefve de Villy et la carrière ;
- autre terre audit quartier confrontant terres de l'évesché et l'estang ;
- un pred audit quartier des Angles confrontant les heoirs du sieur Villy, le fossé d'Augery, le Fournel Vieux et terres de l'évesché ;
- et finalement un pred à Vaudouart confrontant m<sup>e</sup> Brunel procureur du roy de l'admirauté, Jean Brunel et Joseph-Ignace Attanoux.

#### Le Revest

L'évesque de Fréjus est seigneur en partie du lieu inhabité du Revest mais il n'en jouit pas aujourd'huy, y ayant procez pour raison de ce avec les heoirs du feu sieur marquis de Guordes.

#### Bargemon et Seillans

Les prédécesseurs dudit seigneur évesque avoint prétendu estre conseigneurs des lieux de Bargemon et Seillans, mais ils s'en sont départis par transzaction moyennant une pension

annuelle et inextinguible de trente livres que chacune des communautés desdits lieux s'oblige de payer et desquelles ledit seigneur évesque jouit.

Et c'est la fin de toutes les seigneuries, terres et droits seigneuriaux appartenants audit évesché de Fréjus, protestant néanmoins /<sup>628</sup> ledit seigneur évesque que s'il avoit esté mis au présent denombrement quelque chose qui ne luy appartint de l'en faire tirer, comme aussy d'y faire insérer tout ce qu'il pourroit avoir obmis, ayant fait ledit dénombrement sans vouloir préjudicier à aucun de ses droits ni à ceux de ses successeurs audit évesché et sans qu'il puisse par le présent assujettir sesdits successeurs à bailler ledit dénombrement sy de droit n'y sont tenus, déclarant de n'y avoir compris les terres et droits dont il jouit non comme seigneur, mais en qualité de prieur de diverses paroisses et a signé.

#### Extraict des registres de parlement

Entre Jean et Joseph Gardiol, père et fils, bourgeois du lieu de Fayance, fermier de la dixme audit lieu, prenant le fait et cause d'Antoine Lambert, appellant de sentence rendue par le lieutenant de sénéchal au siège de Castellanne du treisième octobre mil sept cent-deux d'une part et m<sup>e</sup> Jacques André, procureur du roy en la communauté dudit Fayance, intimé d'autre ; et entre m<sup>re</sup> André-Hercule de Fleury, conseiller du roy en ses conseils, évesque et seigneur de la ville de Fréjus, Fayance et autres places, demandeur en requeste d'intervention ez fins y contenues du cinquiesme juin mil sept cents quatre, d'une part et ledit m<sup>e</sup> Jacques André, procureur du roy en ladite communauté dudit Fayance et lesdits Jean et Joseph Gardiol, père et fils, fermiers dudit lieu, déffendeurs d'autre, /<sup>628v</sup> veu par la cour :

- le procez, extraict d'acte de rémission et transport du droit de dixme y mentionné passé par m<sup>re</sup> Jean André prestre et vicaire de la paroisse du lieu de la Martre en faveur de Jacques André procureur du roy en la communauté de Fayance son frère du seizième aoust mil sept cents deux ;
- sommation faite par ledit m<sup>e</sup> Jacques André à Antoine Lambert aux fins de payer le droit de dixme avec exploit au bas du vingt-sixième du présent mois et an, contrôlé ledit exploit à Fayance le vingt-huit par Latil ;
- requête donnée au lieutenant de Castellanne par ledit m<sup>e</sup> Jacques André contre ledit Antoine Lambert aux fins de le faire condamner à luy payer le droit de dixme y exprimé avec le décret au bas ;
- lettres sur ce levées et exploit d'intimation d'ycelle fait au dit Lambert du vingt-huit et dernier aoust mil sept cents-deux, deument contrôlé ledit exploit à Castellanne par Latil le susdit jour ;
- recharge de la susdite requeste donnée audit lieutenant par ledit m<sup>e</sup> Jacques André avec le décret au bas, les lettres sur ce levées avec l'exploit d'injonction et ajournement ensuite fait audit Antoine Lambert du second et troisième septembre susdit, an contrôlé ledit exploit à Castellanne le septième par Latil ;
- extrait de sentence dont est appel rendue par ledit lieutenant entre ledit m<sup>e</sup> Jacques André et ledit Antoine Lambert par laquelle ledit lieutenant entr'autre faisant droit à la demande dudit André condamne ledit Antoine Lambert au payement de la dixme des nadons dont est question suivant l'usage du lieu et liquidation qu'en sera faite par experts

et aux dépens et ayant égard à la requête de garantie et déclarant le déffaut ordonne /<sup>629</sup> que Lambert vérifiera le payement dudit dixme des nadons du vingt-troisième octobre mil sept cents deux ;

- lettres levées par ledit m<sup>e</sup> André sur ladite sentence avec l'exploit d'intimation fait audit Antoine Lambert des septième février et seizième mars mil sept cents-trois, contrôlé ledit exploit à Fayance par Digne le dix-septième ;
- déclaration d'appel de la surdite sentence faite par ledit Jean et Joseph André avec l'exploit au bas du troisième avril suivant, contrôlé ledit jour par Digne à Fayance ;
- lettres d'anticipation d'appel obtenues par ledit m<sup>e</sup> André avec le décret et exploit d'ajournement fait auxdits Gardiols du douzième et dixième may mil sept cents-trois, ledit exploit contrôlé à Fayance par Digne ledit jour ;
- lettres d'appel obtenues par ledit Jean Gardiol fermier prenant la cause et déffence d'Antoine Lambert de la susdite sentence avec l'exploit d'ajournement au bas fait audit m<sup>e</sup> Jacques André, contrôlé par Digne, du vingt-huictième avril el dix-huictième du susdit mois et an ;
- cédulle dudit Jean Gardiol contre dudit m<sup>e</sup> Jacques André du vingt-troisième octobre mil sept cents-trois ;
- cédulle dudit m<sup>e</sup> Jacques André contre desdits Jean et Joseph Gardiol père et fils du susdit an ;
- quittance de l'amande de douze livres consignée par ledit Jacques André contre Jean Gardiol sur la susdite appellation du premier octobre mlil sept cents ;
- extrait d'arrêt à écrire sommairement par devant monsieur le conseiller d'Estienne intervenu sur la susdite appellation entre lesdits Gardiol père et fils et ledit m<sup>e</sup> Jacques André du vingt-sept may mil sept cents-quatre ;
- extrait de la /<sup>629</sup> consultation faite par m<sup>e</sup> Geboin avocat de Jean Gardiol fermier de la Napoulle au sujet du dixme desdits agneaux du sixième avril mil sept cents-un ;
- extrait de consultation faite par m<sup>e</sup> Caille avocat de Draguignan sur la question proposée par lesdits Gardiol père et fils fermier de la dixme de Fayance du douzième du susdit mois et an ;
- extrait dudit Laugier Lambert père d'Antoine du troisième septembre mil sept cents signé Latil procureur ;
- extrait du baptistaire de Barthélemy Lambert fils d'Antoine du vingt-huictième décembre mil sept cents-un signé Latil ;
- certificat rapporté par lesdits Gardiol père et fils de m<sup>re</sup> Estienne Latil prestre deservant la paroisse de l'hameau S<sup>t</sup>-Paul-lez-Fayance au sujet des sacrements qu'il a administrés audit Antoine Lambert depuis l'année mil six cents nonante-six du vingt-septème avril mil sept cents-quatre ;
- copie d'une prétendue convention entre m<sup>re</sup> Jean André vicaire et Jacques Pelissier du vingt-sept sans ;
- extrait du statut fait par le diocèze de Fréjus au sujet du dixme des nadons du vingtième octobre mil deux cents soixante-seize ;
- autre extrait du statut fait par le susdit diocèze portant règlement de la dixme des nadons du quatre may mil cinq cents-sept ;

- copie d'arrêt rendu par la cour entre l'économe de Fréjus et l'économe du sacré monastère S-Honoré de l'église de Saint-Denis du vingt-troisième décembre mil six cents soixante ;
- advertisement fait au procez entre l'économe du chapitre de Fréjus contre ledit économe de S<sup>t</sup>-Honoré de Lherins sur la requête civile impétrée sur le susdit arrêt de mil six cents soixante au sujet de la paye de la disme des nadons par ledit économe S<sup>t</sup>-Honoré de Lherins ;
- extrait de <sup>/630</sup> procuration faite par monseigneur l'évesque de Fréjus [à] m<sup>e</sup> Vinarts procureur en parlement du septième avril mil sept cents-quatre ;
- requête d'intervention de la susdite instance donnée à la cour par ledit seigneur évêque de Fréjus aux fins y contenues contre dudit m<sup>e</sup> Jacques André et lesdits Gardiols père et fils avec le décret et exploit au bas du cinquième juin suivant ;
- extrait d'arrêt qui reçoit ledit seigneur évêque partie intervenante et joint en estat rendu entre lesdites parties avec l'exploit au bas du sixième juin et douzième décembre mil sept cents-quatre ;
- conclusions du procureur général estant au bas de l'inventaire de production de Gardiol du vingt-sept du présent mois de février ;
- inventaire de production desdites parties et tout ce que par le procureur d'elles a esté fourni et produit dans ycelles ;

oui sur ledit rapport m<sup>e</sup> Louis d'Estienne conseiller du Roy en ladite cour, commissaire à ce député, tout considéré, dit a esté que la cour, faisant droit sur toutes les fins et conclusions des parties, ayant égard à la requête de l'évesque de Fréjus du cinquième juin dernier, a mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant et par nouveau jugement sans s'arrester à la requête dudit Jacques André du vingt-huitième avril mil sept cents-deux, doont l'a démis et débouté, a mis sur ycelle lesdits Gardiols père et fils et Lambert hors de cour et de procès, condamné ledit André aux dépens envers toutes les parties.

Publié à la barre du parlement de Provence séant à Aix le dix-neufvième février mil sept cents-cinq.

<sup>/630<sup>n</sup></sup> Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, au premier des huissiers de nostre cour de parlement de Provence ou nostre sergent sur ce requis salut. Nous, à la requête de m<sup>re</sup> André-Hercule de Fleury, conseiller en nos conseils, évêque et seigneur de la ville de Fréjus, Fayance et autres places, et suivant l'arrêt ce jour d'huy rendu par nostredite cour, dont l'extrait est cy joint attachés sous le contrescel de nostre chancellerie, te mandons signifier bien et deurement le contenu en ycelluy à m<sup>e</sup> Jacques André, procureur de la communauté de Fayance, et à tous autres qu'il appartiendra aux fins qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, de le faire te donnant pouvoir. Donné à Aix en nostredit parlement le dix-neuf février l'an de grâce mil sept cents cinq et de nostre règne le soixante-deuxième, par la cour, Déraud signé.

L'an mil sept cents-cinq et le vingt-six may, en vertu que dessus et à la requête de monseigneur l'évesque de Fréjus qui a élu domicile à la maison et personne de Joseph Gardiol bourgeois et viguier au présent lieu de Fayance, nous François Sénéquier, huissier au lieu de Montauroux résident au lieu de Tourrettes <sup>/631</sup> soussigné certifions avoir bien et deurement intimé et signifié l'arrêt cy par extrait enjoint et tout le contenu à m<sup>e</sup> Jacques André procureur du Roy en la

communauté de Fayance à domicile par l'arrest<sup>368</sup> à la demoiselle sa femme afin qu'il n'ignore de la (*blanc*) et luy ay donné copie dudit arrest (*blanc*) que présent exploit, F. Sénéquier signé. Contrôlé à Fayance le vingt-six may mil sept cents-cinq, receu huit sols neuf deniers, Digne signé.

Jugement au sujet des régales du 22 juillet 1690  
Fréjus et Fayence

*1690, 22 juillet. Aix. – Les commissaires du Domaine maintiennent l'évêque de Fréjus dans la possession de sa juridiction, mais lui retirent les droits de régale (chemins, espaces publics, fortifications, pâturages).*

Les commissaires du domaine du roi en Provence, entre le procureur du roy en notre commission, poursuite et diligence de m<sup>e</sup> Louis Simon fermier du domaine et de m<sup>e</sup> Pierre Jean a présent fermiers desdits domaines, demandeurs en requettes des 30 octobre 1683 et 4 janvier 1689 d'une part, et les consuls et communauté de la ville de Fréjus et messire Luc d'Aquin, conseiller du roy en ses conseils, évêque et seigneur de ladite ville de Fréjus, Fayence et autres lieux en dépendans, déffendeurs d'autre et encore les consuls et communauté de Fayence, demandeurs en requette dudit octobre 1684 d'une autre part et ledit sieur procureur du roy déffendeur d'autre ; veu :

- les requettes dudit procureur du roy dudit jour 30 octobre 1683 et 4 janvier 1689 tendante à ce qu'il nous plut lui permettre de faire assigner par devant nous ledit seigneur évêque et ladite communauté de Fréjus pour voir dire que le roy seroit maintenu en la possession et jouissance de la juridiction mère, mixte, impère, régales, censes, services et autres droits domaniaux dudit lieu de Fréjus, les consuls condamnés de reconnoitre sa majesté à cet égard pour seigneur domanial /<sup>631v</sup> et présenter les titres de leurs engagements avec restitution des fruits, dépens, dommages et intérêts, que lesdits habitans seront tenus de reconnoitre tant en corps qu'en particulier tout ce qu'ils possèdent sur les murs de ladite ville, lice et fossés, places et chemins public, les dérivations des eaux de la rivière d'Argens, les relaiz de la mer, mer, étangs, paluds et marais et généralement tout ce qui peut être censé régales, qu'ils seront aussy tenus les transactions passées entr'eux et ledit seigneur évêque en conséquence desquelles ils prétendent avoir acquis les droits de censes et directes qui leur appartenoient faute de ce remis au domaine, que ladite communauté reconnoitra qu'elle est soumise aux droits de quiste à raison de six sols par feu et que les droits de pasquelage appartiennent à sa majesté aussi bien que la moitié de la leyde des foires qui se tiennent deux fois l'an audit lieu, que ladite communauté représentera les titres en vertu desquels elle prend deux sols par charge de ce que les muletiers portent et rapportent de Fréjus à la mer et de dix deniers par écu de toutes les marchandises qui sortent du royaume, avec deux sols pour ancrage de chaque arbre de bâtiment, faute de ce lesdits droits réunis au domaine avec restitution de fruits, que la taxe et la directe qu'ils ont sur le lieu de l'Estérel demeurera pareillement au domaine et en dernier lieu ils reconnoîtront sous la directe du roy une partie des fossés qu'ils ont pris à nouveau bail par acte du 19 novembre 1495 à la cense de quatre deniers, une place dans les régales par

---

<sup>368</sup> *corriger* : parlant



autre acte du 20 juin 1519 à la cense de quatre deniers, la redevance de dix livres pour la dérivation de l'eau de la rivière d'Argent suivant l'acte du 14 octobre 1550, une autre cense de deux gros pour l'achat qui leur a été fait le 25 mai 1518 proche les murailles de ladite ville et payer les lods de 30 florins à quoi sont obligés de 20 en 20 ans pour la rénovation de l'investiture et encore quatre deniers de cense pour l'achat fait le 10 février 1516 d'une place ou fossé de deux cannes, de toutes lesquelles censes lesdits consuls seront condamnés d'en payer les arrérages depuis vingt-neuf années, lesdites requettes signées Legras, nos ordonnances au bas portant qu'elles seroient communiquées audit seigneur évêque de Fréjus et aux consuls de ladite ville pour y fournir réponse, l'exploit de signification de la première desdites requettes du 11 novembre 1683, autre exploit de signification de la seconde du 7 janvier 1689 ;

- requette à nous présentée par lesdits consuls tendante à ce qu'il nous plut les décharger des demandes dudit procureur du roy comme n'y ayant rien dans ladite ville de Fréjus ny son terroir qui soit du domaine de sa majesté ny de la dépendance de ses régales avec dépens ;
- répliques dudit procureur du roy du 6 février 1690 ;
- autre requette à nous présentée par ledit seigneur évêque de Fréjus tendante à ce qu'il nous plut débouter ledit procureur du roy /<sup>632</sup> de sa demande, ce faisant qu'il sera maintenu en la possession et jouissance des régales de ladite ville de Fréjus et de Fayence, ladite requette signée Peissonnet avocat, nostre ordonnance au bas du 4 juillet 1690 portant en jugeant et soit signifié ;
- acte du décès, copie du 8 dudit mois ;
- autre requette à nous présentée par les consuls et communauté de Fayence prenant le fait et cause des habitans dudit lieu soumis de faire leurs déclarations au terrier des biens qu'ils possèdent dans les régales dudit lieu tendante à ce qu'il nous plut ordonner que la déclaration qu'ils ont faite que le seigneur évêque de Fréjus est le seul seigneur direct et justicier de Fayence seroit reçue par les notaires commis à cet effet, ce faisant décharger les habitans dudit Fayence de faire en particulier aucune déclaration, notre ordonnance au bas portant qu'elle seroit signifiée audit procureur du roy et fermier du domaine ;
- défenses dudit procureur du roy du 4 novembre audit an par lesquelles il a conclud à ce que ladite communauté de Fayence soit déboutée de sa requette, ce faisant que les possesseurs des biens dans les régales seront tenus de faire leurs déclarations au papier terrier par devant les commissaires à ce commis autrement condamnés en l'amende et aux dépens ;
- autre requette à nous présentée par ledit procureur du roy par laquelle il demande que ladite communauté de Fayence seroit tenue de reconnoitre la place qu'elle a pris à nouveau bail dans les fossés dudit lieu de l'année 1499 à la cense de six sols dont elle sera tenue d'en payer les arrérages et en conséquence ordonner que l'instance intentée contre ladite communauté de Fayence demeurera jointe pour y être conjointement fait droit, autre ordonnance au bas du 15 janvier 1690 portant en jugement et soit signifié, exploit de signification du 17 dudit mois ;
- inventaire, pièces et productions desdites parties, sçavoir de la part dudit procureur du roy extrait de déclarations faites au papier terrier par lesdites communautés de Fréjus et Fayence des 11 et 13 août 1683, extrait tiré des archives du roy d'un achat ou nouveau bail passé en faveur de ladite communauté de Fréjus du 19 novembre 1495 à la cense de

4 livres, autre extrait tiré desdites archives d'un autre achat du 20 juin 1519 d'une place dans les régales à la cense de 4 livres en faveur de ladite communauté de Fréjus, autre extrait tiré desdites archives d'un autre achat passé en faveur de ladite communauté le 26 mai 1528 d'une place proche les murailles de la cense de deux gros, autre extrait tiré desdites archives de la permission donnée à ladite communauté de Fréjus du 14 octobre 1550 de prendre l'eau de la rivière d'Argent à la cense de dix livres, autre extrait tiré desdites archives d'un arrêt du parlement de Provence du 14 juillet 1511 par lequel sa majesté est /<sup>632v</sup> maintenue en la possession et jouissance des régales de Fréjus et de Fayence, autre extrait tiré desdites archives de lettres patentes données par le roy au mois de juin 1512 portant réunion au domaine de sa majesté desdits droits de régales de Fréjus, autre extrait tiré desdites archives de la sentence rendue par les maîtres rationnaires le 25 mai 1403 par laquelle les droits de ramage et pasquelage furent adjugés à sa majesté, autre extrait tiré desdites archives d'une reconnaissance passée par la communauté de Fayence du 11 juillet 1499 d'une partie des fossés dudit lieu à la cense de six sols, une autre copie du jugement rendu par m<sup>rs</sup> les commissaires du domaine du 12 juillet 1668 par lequel la communauté de Fréjus a été condamnée de payer au fermier du domaine trois demy lods pour l'indemnité de la faculté et peise des eaux de la rivière d'Argent avec les arrérages de la cense de dix livres ;

- et de la part dudit seigneur évêque le jugement par nous rendu sur la requête dudit procureur du Roy le 26 novembre 1683 par lequel ledit seigneur évêque a été déchargé des conclusions dudit procureur du roy pour raison de la juridiction dudit Fréjus en laquelle il a été maintenu ;
- et de la part de ladite communauté de Fréjus extrait de la donation faite par Guillaume comte de Provence en l'année 977 de la ville de Fréjus en faveur de l'évêque dudit lieu, extrait des lettres patentes d'Idelphons comte de Provence du mois de décembre 1203 portant donation de la justice et régales du lieu de Fréjus en faveur du seigneur évêque dudit lieu, autre extrait de la déclaration du roy René du 7 décembre 1457 portant confirmation du droit de régale en faveur de l'évêque dudit lieu, autre extrait de la permission accordée par l'évêque de Fréjus le 24 mars 1487 aux habitans dudit lieu de bâtir dans les régales, lettres patentes de François premier du 20 juin 1532 faites au sujet des aliénations faites par les comtes de Provence, transaction passée entre ledit seigneur évêque de Fréjus et la communauté dudit lieu du 27 juin 1569, arrêt du Grand conseil rendu entre ledit seigneur évêque de Fréjus, m<sup>r</sup> le procureur du roy et ladite communauté du 22 septembre 1609, extrait du jugement rendu par les commissaires du domaine du dernier juin 1611 portant décharge en faveur de ladite communauté de l'assignation à elle donnée pour les régales des lieux de Fréjus, Puget et S<sup>t</sup>-Raphaël, autre jugement desdits commissaires par lequel ledit seigneur évêque de Fréjus a été déchargé des droits de lods à lui demandés du 28 janvier 1647, arrêt de la chambre des comptes du 6 mai 1659 par lequel le sieur comte de Brienne a été débouté de l'enregistrement de lettres patentes par lui obtenues portant don des régales de Fréjus, lettres patentes d'amortissement obtenues par ladite communauté en l'année 1634 ;
- et de la /<sup>633</sup> part de la communauté de Fayence la transaction passée entre ladite communauté et ledit seigneur évêque de Fréjus seigneur dudit lieu le 18 avril 1613, arrêt du Grand conseil du dernier septembre 1608 par lequel ledit seigneur évêque est maintenu en la haute, moyenne et basse [justice] et domaine de Fayence, jugement des

commissaires du domaine du 10 juillet 1671 par lequel ladite communauté de Fayence a été déchargée de droit d'indemnité à elle demandé par le fermier du domaine, plusieurs exploits de condamnations faits aux habitans dudit lieu à la requête dudit procureur du roy de passer leurs reconnoissances au papier terrier des biens qu'ils possèdent dans les régales ;

oui le rapport et tout considéré, nous commissaires susdits, en concédant acte aux consuls et communauté de Fréjus de la représentation par eux faite au procureur du roy des transactions passées entre l'évêque et la communauté les 11 avril 1567 et 22 septembre 1609, faisant droit sur le blâme fourni par ledit procureur du roy contre la déclaration faite au terrier de sa majesté par lesdits consuls le 11 août 1683, autres et conclusions desdites parties, ordonnons que ledit sieur évêque et consuls ajouteront à ladite déclaration que aux crimes et délits commis dans ladite ville et terroir de Fréjus où il y eut punition de mort ou troncation des membres les officiers dudit sieur évêque sont tenus renvoyer sous bonne et seure garde les prisoniers et délinquans par devant le juge royal de la ville de Draguignan, desquels néanmoins les confiscations et amendes appartiennent audit sieur évêque, faisant et conformément aux anciens titres et arrêts du Grand conseil des 29 mars 1586 et dernier septembre 1608 rendus en conséquence ajouteront aussi à ladite déclaration que les régales dudit Fréjus appartiennent à sa majesté, ce faisant tant lesdits consuls que ledit Rousignol et autres particuliers possesseurs des bâtimens et héritages scitués sur les régales passeront leurs reconnoissances audit terrier par devant un des notaires à ce commis audit Fréjus pour ce qui se trouvera sur lesdites régales aux formes portées par les ordonnances générales par nous rendues dans les tems et sous les peines y contenues. Déclarons le lac et étang dudit Fréjus appartenir audit évêque ou à ceux qui ont de lui droit et cause. Ajouteront lesdits consuls à ladite déclaration qu'il est du à sa majesté par la communauté une redevance annuelle de 10 livres pour la faculté à eux accordée et dériver l'eau de la rivière d'Argent et condamnée par jugement des commissaires du domaine du 12 juillet 1668, ensemble une autre redevance de quatre deniers pour le nouveau bail de partie des fossés /<sup>633</sup> de ladite ville assencée à ladite communauté le 19 novembre 1495 et finalement ajoutèrent qu'il est du à sa majesté audit Fréjus les droits de pasquage et ramage des bestiaux étrangers suivant le jugement rendu entre la cour royale et ledit évêque en l'année 1403. Et faisant droit sur le blâme fourni par le procureur du roy contre la déclaration des consuls et communauté de Fayence du 13 dudit mois d'août 1683, ordonnons que lesdits consuls ajouteront à ladite déclaration que les régales dudit Fayence appartiennent à sa majesté, en conséquence tous les particuliers possesseurs des bâtimens et héritages auxdites régales passeront leurs reconnoissances audit terrier pour ce qui se trouvera situé dans lesdites régales par devant un des notaires à ce commis aux formes portées par nos ordonnances et sous les peines y contenues, ajouteront pareillement que la communauté est redevable à sa majesté d'une cense de six sols à cause du nouveau bail de deux places joignant les murs du 14 janvier 1499 et que les droits de ramage et pasquage du bétail étranger appartient aussi à sa majesté audit Fayence suivant les mêmes titres, jugement et arrêts, à quoi tant ledit sieur évêque de Fréjus et les consuls que ceux de Fayence satisferont respectivement dans la quinzaine précisée, autrement le présent jugement sera transcrit par extrait au pied desdictes déclarations que nous avons reçues au surplus sans préjudice de plus grands droits de sa majesté. Fait à Aix le 22 juillet 1690, signé Le Bret, Fulconnis et Joannis à l'original. Collationné, signé Balteau.

## Relief d'appel de jugement des commissaires du domaine de Provence

*1690, 16 novembre. Versailles. – Le roi reçoit l'appel interjeté par l'évêque et la communauté de Fréjus contre l'arrêt précédent qui les prive des droits de régale.*

Louis, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, au premier huissier ou sergent royal sur ce requis. Nos bien amés les consuls et communauté de la ville de Fréjus et notre amé et féal conseiller en nos conseils le sieur évêque de Fréjus nous ont fait remontrer que, par jugement des commissaires par nous députés pour le fait de notre domaine en Provence le 12 juillet de la présente année 1690, ils ont été condamnés à se désister des régales et du droit de pasquage des bestiaux étrangers et ramage au préjudice de leurs titres d'une possession de plusieurs siècles et de divers arrêts qui les y ont maintenus, ce qui les oblige d'en interjetter appel en notre conseil et d'avoir recours à nos lettres sur ce nécessaires, à ces causes, de l'avis de notre conseil les assigne à certain et compétent jour en notredit conseil notre procureur et les commissaires de nos domaines et confection du papier terrier en Provence pour procéder sur /<sup>634</sup> l'appel que lesdits exposans ont interjetté et interjettent par ces présentes du jugement du vingt-deux juillet dernier et de tout ce qui s'en est ensuivi et reprendre aux fins et conclusions que lesdits exposans voudront prendre sur ledit appel sans retardation néanmoins de l'exécution par provision dudit jugement dont est appel, de ce faire leur donnons pouvoir sans pour ce demander autre permission ny *pareatis*, car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le seizième jour de novembre l'an de grâce 1690 et de notre règne le quarante-huit par le roi comte de Provence en son conseil Minet, deument scellé.

## Requette et ordonnance au sujet de l'Aire Rainaude sur les régales

*1705, 25 avril. Fréjus. – L'évêque concède aux recteurs de l'hôpital l'espace public compris entre la Porte Rainaude et la Porte Saint-Joseph pour y aménager une aire de battage dont le profit reviendra à l'hôpital.*

A monseigneur l'illustrissime et reverendissime évêque de Fréjus,  
Supplient humblement m<sup>rs</sup> les directeurs de l'hôpital de cette ville de Fréjus et remontent à votre grâce que de son consentement et de celui de m<sup>rs</sup> les maire-consuls et autres particuliers plus apparens de la ville soussignez ils auroient, le mois de janvier et février dernier, pour faire travailler et nourrir les pauvres de cette ville, fait applanir le terrain qui se trouve depuis la porte de Rainaude jusques à la porte de Saint-Joseph pour en faire une haire publique, auquel travail ils y auroient employé environ trois cens livres de l'argent dudit hôpital pour l'espérance que ladite haire rapportera audit hôpital quelque revenu tant par les herbages que ledit hôpital affermera que pour les grains et paille que les particuliers qui fouleront a ladite haire donneront audit hôpital. Ce considéré, plaise à votre grâce en continuant ses charités ordinaires unir tout le terrain qui se trouve contre la porte de Rainaude depuis le grand chemin de Saint-Paul jusques tirant à celui de Sainte-Croix à la porte Saint-Joseph ou domaine audit hôpital afin qu'iceluy puisse en affermer annuellement les herbages et en retirer une petit mesure de grain sur chaque charge que les particuliers fairont fouler à ladite haire et une botte de paille de chaque fouleure pour l'indemnité de ladite dépense dudit hôpital et les directeurs prieront Dieu pourt votre conservation. A Fréjus, dans le palais épiscopal, le bureau dudit hôpital et charité assemblé le quinze mars mil sept cent-

cinq, signés Callas consul, Prevot, Suffret, Fage, Camelin viguier, J. Angerii, Camelin receveur, Augerii, Donnel, Espitalier, Brunet, Chauvet.

Nous André-Hercule, évêque et seigneur de Fréjus, conseiller du roi en tous ses conseils, par le droit de régalle à nous appartenant avons donné et transporté à perpétuité la contenance de terre mentionnée en /<sup>634v</sup> la requette ci-dessus à l'hôpital de cette ville pour en jouir à l'avenir comme de sa cause propre avec pouvoir d'en affermer à l'avenir à son profit annuellement les herbages et de retirer un droit en grains de tous ceux qui feront fouler en ladite contenance de terre servant d'haire et une botte de paille de chaque fouleure, ayant fait ledit don et transport de l'aveu et consentement du chapitre de notre église cathédrale suivant la délibération que les sieurs capitulans en ont passé ce jour d'huy et pour ce sujet avons signé les présentes et à icelle fait apposer le sceau de nos armes par notre secrétaire. Données à Fréjus dans notre palais épiscopal le vingt-cinquième jour du mois d'avril mil sept [cent] cinq, signés + A.-H. ev. de Fréjus, par mandement de monseigneur l'évêque de Fréjus signé Paschalis secrétaire à l'original.

Jugement du domaine de Provence par lequel les droits de passage, cabestrages etc.  
de Fréjus, S<sup>t</sup>-Raphaël, Le Puget et autres ont été tirés du domaine du roy

*1647, 18 décembre. Aix. — Le bureau du Domaine restitué à l'évêque de Fréjus les droits seigneuriaux et domaniaux qui lui avaient été retirés.*

Extrait des registres du bureau du domaine.

Entre m<sup>re</sup> Pierre de Camelin, conseiller du roy en ses conseils, évêque et seigneur temporel de la ville de Fréjus, des lieux de S<sup>t</sup>-Raphaël, Le Puget et autres places, demandeur en requette du 18 novembre 1647 d'une part et le procureur du roy au bureau, déffendeur, d'autre ;

veu par le bureau :

- l'arrêt du Grand conseil de sa majesté obtenu à la poursuite de m<sup>re</sup> François de Bouliers évêque dudit Fréjus, le procureur du roy audit Grand conseil et les consuls dudit Fréjus en datte du 29 mars 1586 ;
- autre arrêt dudit Grand conseil entre m<sup>re</sup> Barthélemy de Camelin évêque dudit Fréjus et ledit procureur du roy déffendeur donné à Paris le 30 septembre 1605 ;
- extrait d'un contrat de ferme des droits y mentionnés passé par m<sup>e</sup> Grougnard trésorier général de France fait à Draguignan à m<sup>e</sup> François Marenc procureur au siège pour trois cens soixante-cinq livres par an du 22 septembre 1646 et requette dudit sieur évêque de Fréjus au bureau pour faire dire que lesdits droits de passages, cabestrages, entrages, laydes, services, cences, lods, treizin concernant la ville de Fréjus et les lieux de S<sup>t</sup>-Raphaël, Le Puget etc. et leurs terroirs seront tirés hors de la ligne du domaine et ne seront compris à l'avenir aux fermes des droits et domaine que sa majesté prend dans le ressort du siège de Draguignan décrétée pour être montrée au procureur du roy le 18 novembre 1647 et remis le tout entre les mains de m<sup>e</sup> Nicollas Gratiani, conseiller du roy, trésorier général de France, pour à son raport être ordonné ce qu'il appartiendra du 22 novembre 1647 et de tout ce que par lesdites parties a été mis, fourni et produit rière ledit sieur Gratiani ;

le bureau, ayant égard à la requette dudit sieur évêque, icelle intérinant, a /<sup>635</sup> ordonné et ordonne qu'aux états d'estimation qui seront dressés ci-après du siège et ressort de la

ville de Draguignan les droits de passage, cabestrages, lods, cences et services, trezains, lattes, criées et autres [droits] seigneuriaux de Fréjus, S<sup>t</sup>-Raphaël et Le Puget etc. seront tirés à néant et ne seront plus compris à l'avenir aux baux à ferme qui seront faits des droits de sa majesté comme appartenant à l'évesché dudit Fréjus. Fait et publié au bureau des finances en la justice du domaine du roy en Provence séant à Aix le 18<sup>e</sup> jour de décembre 1647, signé et collationné Magnan.

Ledit seigneur évêque a payé vingt écus d'épices pour le présent jugement par les mains de m<sup>e</sup> Etienne Valloye son aumônier, signé Magnan. Solvit sept livres cinq sols pour le recouvrement du sac le 16 septembre 1648. Ledit arrêt et jugement a été signifié aux consuls et communauté de Fréjus parlant à m<sup>e</sup> Honoré Emphian second consul et baillé copie par Sicart sergent royal dudit Fréjus.